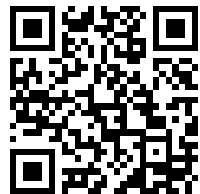

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

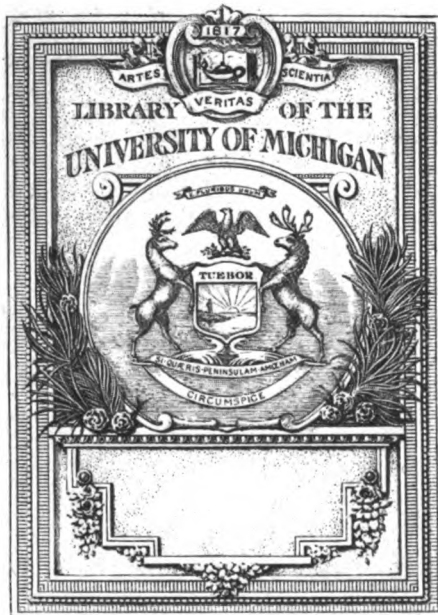
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



*Bulletin de la Société historique
et archéologique du Périgord*

Société historique et archéologique du Périgord



DO
61
.P.
S6

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD



EP

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ
=

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

TOME XXVII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

—
1900

4

II C
611
P441
567

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXVII. — PREMIÈRE LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER

Janvier-Février 1900.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON.

Statuts de la Société.....	5
Liste des Membres.....	9
Séance mensuelle du jeudi 7 décembre 1899.....	31
— du jeudi 4 janvier 1900.....	40
Compte de gestion du trésorier.....	49
Siorac de Ribéiac (M. A. DE ROUMEJOUX).....	51
Hommages au vicomte de Turenne (1463-1599) (M. Louis CARVÈS).....	53
Création d'un Chapitre séculier à Issigeac (M. Elie DE BIRAN).....	57
Le premier <i>Ex-libris</i> périgourdin (1529) (M. DUJARRIC- DESCOMBES).....	59
Le château de la Martinie (M. le Marquis DE FAYOLLE)....	62
VARIA. — Lettre de M. Latour au vicomte de Beduer sur la Fronde à Thiviers.....	70
Projet de réparation à l'église de Saint-Martin-des- Combes (1694) (M. DE RICARD).....	71

neral
nt.
ghoff
8-48
2597

STATUTS

DE

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1888.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour
la recherche, l'étude et la conservation des documents et des
monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire
de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas
limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en
font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par
deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix Membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Deux Secrétaires-Adjoints ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le président, deux vice-présidents, le secrétaire général et le trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le secrétaire général, signés de lui et du président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président d'honneur.

M^{sr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. DE ROUMEJOUX, inspecteur de la Société française d'Archéologie.

Vice-Présidents.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

M. DUJARRIC-DESCOMBES, O I.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *, O I.

M

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, O I, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé BRUGIÈRE.

M. Charles DURAND, O A.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

MEMBRES TITULAIRES.

MM.

L'abbé ACHARD, professeur à l'école libre Saint-Joseph, à Sarlat.

ARCHEZ-BIRAN (Louis), greffier de la justice de paix, à Ste-Alvère.

Le comte E. D'ARGY, ancien officier, cours Tourny, 9, à Périgueux.

Le comte D'ARLOT DE SAINT SAUD,  A, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  A, dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUDEMARD (Gérald), ancien juge de paix, à Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), propriétaire, à La Trade, commune du Grand-Brassac, par Montagnier, et rue de Clichy, 57, à Paris.

DE BAILLET (Henri), au château de Sireygeol, par Mouleydier.

Le docteur BARBANCEY,  A, lauréat de la Faculté et des hôpitaux de Paris, à Montpon-sur-l'Isle.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER,  , procureur général à la Cour d'appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

BEAU-VERDENEY (Alexis), boulevard Montparnasse, 13, à Paris.

L'abbé E. BEAU DE VERDENEY, chanoine honoraire, missionnaire apostolique, ancien supérieur de l'école libre Saint-Joseph de Sarlat, rue Louis Blanc, 2, à Périgueux.

BEAUDET-VITEL (Jean), entrepreneur de travaux publics, à Terrasson.

Le comte Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), rue de Paris 25, à Périgueux.

BESSE (Léon), maire de St-Méard-de-Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU GRAND SÉMINAIRE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BOISSARIE (René), docteur en droit, avocat, rue Féletz, 28, à Périgueux.

BONNARD (Julien), contrôleur des contributions directes, à Cazères-sur-Garonne (Haute-Garonne).

DE BOSREDON (Philippe), C *, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue Verte, 8, à Montretout, près Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

DE BOSREDON (Alexandre), *, ancien sénateur, ancien conseiller général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

Le comte Henri BOUDET, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

Le marquis DE BOURDEILLE (Henri), membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Grenelle, 151, à Paris.

Le R. P. BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, à Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

Le général DE BOYSSON (Bernard), C *, commandant le 13^e corps d'armée, à Clermont-Ferrand.

DE BOYSSON (Richard), chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur particulier, à Cénac, près Domme.

DE BOYSSON (Bernard), au château de la Condamine, par Saint-Julien-Molin-Molette (Loire).

Le docteur BROU DE LAURIÈRE (Paulin),  I, conseiller général de la Dordogne, médecin du lycée, rue Louis Mie, 25, à Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale, rue du Plantier, 18, à Périgueux.

BLISSON (Benjamin), félibre, propriétaire, place Beaupuy, à Mussidan.

BUSSIÈRE (Georges), *, conseiller à la Cour d'appel, rue d'Issoudun, 119, à Bourges (Cher).

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, au château de Puymartin, par Sarlat.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

M^{me} la marquise DE CASTERAS-SEIGNAN, au château de Seignan, par Saint-Girons (Ariège).

CAZALAS (Eutrope), capitaine du génie, à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOLOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

Le vicomte DE CHALUP, licencié en droit, au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

CIRAMBO (Tony), banquier, à Sarlat.

CHAMPAGNE (J.), pharmacien de 1^{re} classe, licencié ès sciences physiques et naturelles, ex-préparateur à la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux, lauréat de la Faculté, lauréat des travaux pratiques, rue de l'Ancienne Préfecture, 2, à Périgueux.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoine), *, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Bac, 40, à Paris.

M^{me} la comtesse DE CHANTÉRAC, au château de Chantérac, par Saint-Vincent-de-Connezac.

CHARRIER (Gustave), ~~et~~ A, conservateur des archives municipales, quai de l'Alba, à Bergerac.

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Laliunde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue des Chaines, 10, à Périgueux.

DU CHATELARD (Georges), au château du Chatelard, par Javerlhac.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, médecin inspecteur de la compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, aux Charreaux, près Excideuil.

CLÉDAT (Jules), ancien juge au tribunal de commerce, banquier, rue de Paris, 5, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), *,  I, chevalier du Mérite agricole, ancien élève de l'Ecole des Chartes, ancien membre de l'Ecole française de Rome, lauréat de l'Académie française, doyen de la Faculté des lettres, membre du conseil général de l'Université, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

CLUGNIAC DU REPAIRE, propriétaire, à Lavit, près Saint-Pierre-de-Côle.

L'abbé **COMBE**, aumônier des Frères, rue Chanzy, 31, à Périgueux.

L'abbé **COMTE**, curé de Badefols-d'Ans.

CORNEILHAN,  A, ancien conseiller de préfecture, place du Palais, 16, à Périgueux.

Le marquis **DE COSSÉ-BRISSAC** (Antoine), au château de la Chabrerie, par Château-l'Evêque.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, rue du Plantier, 24, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, vice-président de la Société d'horticulture, rue Victor-Hugo, 6, à Périgueux.

COURTEY (Léon), licencié en droit, notaire, à Nontron.

COYRAL-LAPRADELIE (Jean-Louis-Bertrand-Augustin), capitaine au 20^e régiment d'artillerie, à Poitiers (Vienne).

CRÉDOT (Julien), chevalier de la Couronne d'Italie, chevalier de l'ordre pontifical de St-Grégoire-le-Grand, avocat à la Cour d'appel, rue d'Audenge, 30, à Bordeaux.

Le prince **LOUIS DE CROY**, au château de Paluel, par Carsac, et avenue du Bois-de-Boulogne, 54, à Paris.

Le marquis **DE CUMOND**, maire de Cumond, au château de Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

M^{me} la marquise **DE CUMONT**, née **DE DAMAS**, au château de la Roussière, par Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres).

M^{re} **DABERT**, *, évêque de Périgueux et de Sarlat, hôtel de l'Evêché, à Périgueux.

DANNERY (Maxime), architecte ordinaire des Monuments

historiques de la Dordogne, rue des Mables de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DAURIAE (Ludovic), ancien percepteur, à la Borie, près Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Armand), docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux de Paris, directeur de la vaccination, président de la Société de géographie commerciale, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard), $\S$ A, ancien magistrat, maire de Trélissac, rue Bourdeilles, 9, à Périgueux.

Le docteur DELBÈS, médecin oculiste, membre de la Société d'ophtalmologie, place Francheville, 1, à Périgueux.

DELSUC (Paul), banquier, allée de Tourny, 3, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 22, à Périgueux.

DEMARTIAL (Alfred), G. O. $\ast$, contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée, ancien secrétaire général du Ministère de la Guerre, rue La Boétie, 23, à Périgueux, et boulevard Saint-Germain, 203 bis, à Paris.

DENIS DE RIVOIRE, $\ast$, ancien officier de cavalerie, ancien sous-préfet, au château de Prats, par Villefranche du Périgord.

DESCHAMPS (Antoine), $\S$ I, directeur de l'école Saint-Martin, membre du conseil départemental de l'enseignement primaire, conseiller d'arrondissement, maire de Boulazac, rue Louis-Blanc, à Périgueux.

DESCHAMPS (Léon), notaire, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DETHAN (Georges), officier du Mérite agricole, docteur en droit, conseiller d'arrondissement, maire de Biras, boulevard St-Michel, 2, à Paris, et au château de la Côte, par Bourdeilles.

DOMÈGE (Oscar), libraire, place Bugeaud, 4, à Périgueux.

DORSÈNE, photographe, allée de Tourny, 12, à Périgueux.

DOSE, $\S$ A, ancien élève lauréat de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur honoraire du lycée, rue Kléber, 32, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Bugeaud, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue de Mulhouse, 35, à Bordeaux.

DROUAULT (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Sulpice-les-Feuilles (Haute-Vienne).

DUBET (Auguste), architecte de la Banque de France, rue Bourdeilles, à Périgueux.

DUDOIGNON-VALADE (Louis), directeur du Syndicat libre des agriculteurs du Périgord, rue Gambetta, 45, à Périgueux.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, licencié en droit, ancien notaire, rue de Paris, 9, à Périgueux.

Le docteur Albert DUMONT, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPONT (Paul), *, imprimeur, rue du Bouloi, 4, à Paris.

DUPUIS (Jean), avocat, ancien notaire, cours Montaigne, 27, à Périgueux.

L'abbé DURAND (Mathieu), missionnaire diocésain, à Périgueux.

DURAND (Charles),  A, conducteur principal des ponts et chaussées, rue Carnot, 26, à Périgueux.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 15, à Périgueux.

DURIEUX (Joseph), licencié en droit, rédacteur à la Grande Chancellerie de la Légion-d'Honneur, rue d'Assas, 78, à Paris.

DUSOLIER (Alcide), *, sénateur et conseiller général de la Dordogne, questeur du Sénat, au palais du Luxembourg, à Paris, et au château de Bonrecueil, par Mareuil-sur-Belle.

DUVERGIER DE HAURANNE (Emmanuel), *, ancien conseiller général du Cher, au château d'Herry (Cher).

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Saint-Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCODECA DE BOISSE, receveur des postes et télégraphes, à Ribérac.

EYSSALET aîné, chevalier du Mérite agricole, vice-prési-

dent de la Société d'horticulture, place des Prisons, à Périgueux.

Le docteur Charles FAGUET, ancien chef de clinique chirurgicale, rue du Palais, 8, à Périgueux.

FARGAUDIE, C. *, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, au château de Corail, par Bergerac.

FARGEOT (Camille), avocat, à Ribérac.

FAURE (Paul), nég., rue de la République, à Périgueux.

Le docteur FAURE, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, correspondant du Comité des monuments historiques pour le mobilier de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre.

FÉAUX (Maurice),  A, attaché à la conservation du Musée du Périgord, agent-voyer, boulevard des Arènes, 12, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGEAUD D'ISLY, *, ancien officier, rue de Penthièvre, 9, à Paris.

FESTUGIERE (Paul), licencié ès lettres, boulevard Haussmann, 154, à Paris.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine.

FOURGEAUD (Antoine), pharmacien, rue de Bordeaux, 41, à Périgueux.

FOURNIER (Élie), rentier, à Saint-Saturnin-les-Avignon (Vaucluse).

FRENET (Ernest),  I, licencié en droit, chef de division à la préfecture, boulevard de Vésone, 22, à Périgueux.

M^{lle} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue La Boétie, 25, à Périgueux.

GADAUD (Léon), ancien agent-voyer, à Vergt.

Le Dr GAILLARDON, au château de la Molle, par Montpon.

Le comte Roger DE GALARD-BÉARN, ancien secrétaire d'ambassade, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

GENEBRIAS DE BOISSE (Philippe), propriétaire, rue Candillac, 33, à Bergerac.

DU GENEST DE BROUSSANEIX, au château du Caneau, par Saint-Pardoux-la-Rivière.

DE GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Calviac,

Le comte René DE GÉRARD DU BARRY, ancien officier de cavalerie, au château de Giverzac, par Domme.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, rue La Boétie, 23, à Paris.

GILLES-LAGRANGE (Fernand), *, vice-président de la Société des Beaux Arts de la Dordogne, notaire, à Périgueux.

DE GIMEL (Charles-Maurice), *, rue Madame, 1, à Paris.

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), maire d'Eyliac, au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, avocat, à Périgueux.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris.

GONTIER DU SOULAS (Adalbert), membre du Conseil héraldique de France, au château du Soulas, par Lalinde.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

L'abbé GOULARD, professeur de sciences au Petit Séminaire, à Bergerac.

Le comte Henri DE GOURCY, au château de Chaltrait, par Montmort (Marne).

Le comte Henri DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par Lalinde.

Le docteur GOUYOU-BEAUCHAMPS (Adrien), conseiller général de la Dordogne, à Pontours, par Lalinde.

L'abbé GOYHENÈCHE,  A, docteur en théologie, chanoine honoraire de Saint-Front et de la cathédrale d'Auch, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, curé de Château-l'Evêque.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Montenegro, secrétaire de la Société de thérapeutique, boulevard

Malesherbes, 83, à Paris et rue Prunelle, 4, à Vichy (Allier).

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

GROS DE BÉLER (Albéric), *, capitaine adjudant-major au 114^e régiment d'infanterie, à St Maixent (Deux-Sèvres).

Le colonel baron DES HAUTSCHAMPS, C. *, au château de Griffoul, par Carsac.

DE GUIGNARD, vicomte DE SAINT-PRIEST (Henri), au château du Roukal, près Sarlat.

HERMANN (Gustave),  I, ancien sous-prétet, à Excideuil.

HOARAU DE LA SOURCE, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Rouquette, au château de Ponthet, près Eymet.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguilhac-de-l'Auche, par Razac sur-l'Isle.

JOUANEL (André), avoué licencié, rue Malbec, 33, à Bergerac.

Le baron René DE LA BASTIDE-PARCOUL, chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Sylvestre, maire de Parcoult, au château de Parcoult, par La Roche-Chalais.

DE LABONNE (Martial), au château de Montbrun, par Dournazac (Haute-Vienne).

Le docteur DE LABROUSSE, ancien conseiller général de la Dordogne, à Mussidan.

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE, licencié en droit, rue Notre-Dame, à Nontron, et au château de Filolie, près Thiviers.

LACOMBE (Maurice), attaché d'ambassade, boulevard Malesherbes, 20, à Paris.

L'abbé LACOSTE (Camille), professeur à l'institution Saint-Joseph, à Périgueux.

LACOSTE (Edouard), entrepreneur de travaux publics, rue Gambetta, 28, à Périgueux.

LACROIX (Emile), notaire, à Sarlat.

Le docteur LADEVI-ROCHE, publiciste, au château de Saint-Germain, par Neuvis-sur-l'Isle.

LAFARGUE (Jules), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, propriétaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

LAFON (Gabriel), licencié en droit, notaire, à Terrasson.

Le marquis DE LAGARDE SAINT-ANGEL, *, conseiller d'arrondissement, au château de Lapouyade, par Nontron.

LAGRANGE (Georges), architecte départemental, rue Gambetta, 20, à Périgueux.

LANOTHE-PRADELLE (Emile), ~~§~~ A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le docteur LANGLE (Alphonse), à Terrasson.

Le comte DE LA PANOUSE, *, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Creysse, au château de Tiregan, par Mouleydier.

Le baron LAPEYRE DE LA PAGÉGIE, à Saint-Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, maire de la ville, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé de Pomport, par Sigoulès.

DE LARIGAUDIE (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

LAROCHE (Léo), ancien conseiller d'arrondissement, au château de Labesse, par Saint-Pierre-de-Chignac.

DE LA SALLE DU MAIGNAUD, au Maignaud, par Thiviers.

DE LASSERVE (Maurice), au château d'Issac.

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, *, rue Neuve-des-Petits Champs, 99, à Paris.

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LÉONARDON (Léon), ancien juge de paix, notaire et maire, à Vanxains.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, rue Bourdeilles, 13, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, avocat, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

L'abbé LIFFORT, curé de Boulazac, près Périgueux.

MAGNE (Charles),  A, officier du Nicham Iftikar, chevalier de l'ordre Jerusalemite du Saint-Sépulcre, géomètre, secrétaire-général du Comité historique et archéologique de la montagne Sainte-Geneviève et de ses abords, membre correspondant des Sociétés historiques et archéologiques de Toulouse, de Dunkerque et de Melun, rue Lebrun, 37, à Paris.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, député et conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien à Sainte-Livrade (Lot et-Garonne).

Le marquis **DE MAILLARD-LAFAYE**, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, rue de la Pompe, 170, avenue du Bois, à Paris,

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Thiviers.

Le marquis **DE MALET**,  *, colonel, commandant le 21^e régiment d'artillerie, à Angoulême et au château de Puy-charnaud, par Bussière-Badil.

Le marquis **DE MALEVILLE**, au château de Caudon, par Domme.

MANDIN (Jules), architecte, place St-Martin, 2, à Périgueux.

MARCHADIER, agent général de la Compagnie d'assurances *l'Abeille*, rue Chanzy, 23, à Périgueux.

Le comte André **DE MARCILLAC**, au château de Mellet, commune de Beauregard, par Condat-sur-Vézère.

MARÉCHAL (Alexis), ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue Marbeuf, 19, à Paris.

Le général **MARMIER**, O.  *, ancien conseiller général de la Dordogne, gouverneur de Bizerte, rue de Noailles, 5, à Versailles.

MAURAUD (Paul).  A, architecte, ancien élève de l'Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts, rue La Boétie, 1, à Périgueux.

MÈGE-LAVIGNOTTE, licencié en droit, avoué, à Ribérac.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé **MERRIEN**, licencié ès-lettres, vicaire de Saint-Lambert de Vaugirard et aumônier du lycée Buffon, rue Bausset, 10, à Paris.

Le docteur **Georges MILLET-LACOMBE**, officier de l'Etoile-Noire, médecin de l'hospice civil de Vichy, ancien conseiller général de la Dordogne, maire, à Miallet.

Le vicomte **Edouard DE MIRANDOL**, *, capitaine en retraite, à Terrasson.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

Le baron **P. DE MONTCHEUIL**, avocat, maire de Saint-Martial-de-Valette, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTÉGUT (Henri), correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien magistrat, au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château du Bourbet, par Verteillac.

Le marquis **DE MONTFERRAND**, au château de Montréal, par Issac.

Le comte **Charles DE MONTFERRAND**, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris.

DE MOULINARD, § A, docteur en droit, juge d'instruction, rue du Plantier, 31, à Périgueux.

Le marquis **DE NATTES**, O. *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac, et rue de Marignan, 21, à Paris.

Le comte **DE NATTES**, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac.

Le baron **Henri DE NERVAUX**, licencié en droit, rue du Plantier, 14, à Périgueux.

NEURY (Angel), § I, conseiller général de la Dordogne, vice-président du tribunal civil, à Limoges.

L'abbé **NEYRAC** (Joseph), curé de La Mothe-Montravel.

Le baron **OBERKAMPEFF DE DABRUN**, receveur particulier des

finances, à Alais (Gard), et au château de Sauvebœuf, par Montignac-sur-Vézère.

PALUT (P.-P.),  A, tonnelier, rue Valette, 10, à Bergerac.

PARADOL (Raoul),  I, avocat, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Véronne, 7, à Périgueux.

L'abbé PARROT (Ernest), chanoine honoraire, curé doyen, à Montpon.

L'abbé DE PASCAL, chevalier de l'ordre de Malte, missionnaire apostolique, à Saint-Céré (Lot).

PASQUET (Ludovic), ancien officier d'infanterie, à Thenon.

L'abbé PASQUET (Michel), professeur à l'institution Saint-Joseph, à Périgueux.

PASSEMARD (Georges), avocat, ancien conseiller d'arrondissement, au Jarry, par La Bachellerie.

Du PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

DE PEYRONNY (Raoul), aux Gendres, commune de Ribagnac, par Bouniagues, et cours Bugeaud, 31, à Limoges.

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président du tribunal de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, rue Louis-Mie, 30, à Périgueux.

POUYAUD (Aubin),  *, ancien président du tribunal de commerce, maire de Mayac, au Doguon, par Savignac-les-Eglises.

POUYAUD (Henri), juge au tribunal de commerce, pharmacien, place du Codere, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi, O.  *,  I, sénateur de la Dordogne, membre de l'Académie de médecine, professeur agrégé à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital Broca, avenue d'Iéna, 47, à Paris.

PRADIER (Octave),  *, officier du Mérite agricole, président de la Société d'encouragement à l'agriculture de la Dordogne, juge de paix du canton de Vergt, à Saint-Paul-de-Serre, par Bordas.

L'abbé PRAMIL, chanoine honoraire, curé doyen, à Eymet.
PRAT-DUMAS (Edmond), industriel, à Couze.

DE L'RESLE, ancien conseiller d'arrondissement, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

L'abbé PRIEUR, curé-doyen de Mareuil-sur-Belle.

PRIVAT (J.), attaché à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue Gambetta, 80, à Périgueux.

Le docteur PUYGAUTHIER, ~~§~~ A, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocane-Saint-Apre.

L'abbé REBIÈRE, chanoine honoraire, curé de la Cité, à Périgueux.

L'abbé REGNIER, curé de Cherval, par Verteillac.

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, garde-magasin comptable à la Manufacture des tabacs, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

RIBETTE, chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

DE RICARD (Raoul), avocat, à Bergerac.

Le vicomte DU RIEU DE MAYNADIÉ, au chalet de Cocagne, à Bergerac.

Le comte DE ROCHEFORT, rue Newton, 4, à Paris.

Le comte Martial DE ROFFIGNAC, rue La Boétie, 5, à Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne), et rue Saint Front, à Périgueux.

RONTEIX (Jean), imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur de la Société française d'Archéologie, au château de Rossignol, par Bordas.

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, rue Talleyrand-Périgord, 1, à Périgueux.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

Roux (Eugène), rédacteur en chef du *Journal de la Dordogne*, à Périgueux.

Le comte DE ROYÈRE, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, maire de St-Crépin, au château de Richemont, par Brantôme.

M^{me} SAINT-MALO, institutrice, à Luigné, par Brissac (Maine-et-Loire).

DE SAINT-MARTIN (A.), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propr., secrétaire de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), *, à l'abbaye de Ligeux, par Sorges, et villa Caprice, à La Condamine, principauté de Monaco.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis DE SANZILLON DE MENSIGNAC, au château de Mensignac.

SARLANDE (Albert), ancien député, au château de la Borie-Saunier, près Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE DES RIEUX (Arthur),  A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, à Périgueux.

SARLAT (Jacques), ancien magistrat, greffier du tribunal civil, à Sarlat.

SAUVO-DESVESANNES (Louis), propriétaire, maire de Bussière-Badil.

Le comte SCHAEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien sous-préfet, bâtonnier de l'ordre des avocats, rue La Boétie, 28, à Périgueux.

SECRESTAT (Jules-Honoré), O. *, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Pierre-de-Chignac, au château de Lardimalie, près Saint-Pierre-de-Chignac.

Le général SERMENSAN, C. *,  I, à Excideuil.

SINSOU (Augustin), *, ancien agent voyer en chef du département de la Dordogne, rue Nicole, 22, à Paris.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général de la Dordogne, à Montignac-sur-Vézère.

TAILLEFER (Oswald), *, ancien officier de marine, ancien député et ancien conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

DE TARDE (Gabriel), *, chef de la Statistique judiciaire

au Ministère de la Justice, professeur au Collège de France et à l'Ecole des Sciences politiques, rue Saint-Placide, 62, à Paris.

Le docteur Léo TESTUT, *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, correspondant national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé d'Allemans, par Ribérac.

DE TEYSSIÈRE (Edouard), chef de bataillon breveté au 62^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 10, à Lorient (Morbihan).

THIRION-MONTAUBAN, *, ancien député de la Dordogne, rue Marbeuf, 18, à Paris, et au château de Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ferdinand), archiviste-adjoint du département, membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Bordeaux, 17, à Périgueux.

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnau, et rue Newton, 6, à Paris.

VACQUAND (Charles), propriétaire, rue de Bordeaux, 11, à Périgueux.

DE VALBRUNE (Ivan), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de La Batut, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

Le baron Joseph DE VERNEILH-PUYRASEAU, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

VIEILLEMARD père,  A, imprimeur-lithographe, rue de la Glacière, 16, à Paris.

VIGIÉ (Jean-Albert), *, doyen de la Faculté de droit, président de la Société archéologique, rue Achille Bégé, à Montpellier, et à Lascamínades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand),  I, archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert), archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris.

WATELIN (Louis), artiste peintre, boulevard Pereire, 59, à Paris, et au château de Campagnac, par Sarlat.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

ASHER, libraire, Unter den Linden, 5, à Berlin (Allemagne),
Le comte Charles DE BEAUMONT, ~~et~~ A, correspondant du
Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au
château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BEAUNE (Joseph), ancien magistrat, boulevard du Bouscat,
27, à Bordeaux, et au château de Bistauzac, par Gontaud
(Lot-et-Garonne).

BOULANGER, ancien notaire, à Péronne (Somme).

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

Le comte DE FERRAND, au château de Mouton-Armilhac,
par Pauillac (Gironde).

Le vicomte Louis DE GIRONDE, O. *, ancien capitaine de
frégate, au château de La Mothe-Ferrensac, par Castillonès
(Lot-et-Garonne).

HUET (Paul), sous-ingénieur à l'imprimerie de la Banque
de France, rue de l'Université, 8, à Paris.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut,
par Lauzun (Lot-et-Garonne).

Le comte Albert DE LAVAU DE SAINTE-FORTUNADE, à
Sainte-Fortunade (Corrèze).

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Charles
Gaulon, libraire commissionnaire, rue Madame, 39, à Paris.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au pavillon Peiresc, par
Gontaud (Lot-et-Garonne).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'abbaye du Chalard, par
Ladignac (Haute-Vienne).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

Le chanoine ARBELLOT,  I, correspondant honoraire du Comité des Travaux historiques, président de la Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges (Haute-Vienne).

M^r BARBIER DE MONTAULT,  I, prélat de la maison de Sa Sainteté, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, Le Peux, par Neuville (Vienne).

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, membre honoraire de la Société nationale des Antiquaires de France, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris.

BERTRAND (Alexandre), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de Saint-Germain (Seine-et-Oise).

BULLIOT (J.-G.), *, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, président de la Société Éduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT,  A, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

CHABANEAU (Camille), *,  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur de philologie romane à la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

CHAMPEVAL DE VYERS (J.-B.), avocat, à Figeac (Lot).

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS,  A, doyen de la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DELISLE (Léopold), G. O. *, membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris.

DEZEIMERIS (Reinhold), O. *,  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au château de Lou-

piac, par Cadillac (Gironde), et rue Vital Carle, 11, à Bordeaux.

DUCROCQ, O. *, correspondant de l'Institut de France, membre du Comité des Travaux historiques et scientifiques, professeur honoraire de droit administratif à la Faculté de droit, rue Stanislas, 12, à Paris.

Le capitaine ESPÉRANDIEU (Émile),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, professeur à l'Ecole militaire d'infanterie, à Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, avocat, boulevard Gambetta, 25, à Limoges.

GUIBERT (Louis),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, secrétaire général de la Société archéologique et historique du Limousin, rue Sainte-Catherine, 8, à Limoges.

Le comte DE LASTEYRIE, *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré-aux-Clercs, 10 *bis*, à Paris.

MASSÉNAT,  A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

RUPIN (Ernest), *,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Journal des Savants.*
- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'École des chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris.*

Hautes-Alpes.

Société d'Études, à Gap.

Calvados.

Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres, rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.

Charente.

Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.

Creuse-Intérieur

Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, cours National, 99, à Saintes.

Cher.

Société des Antiquaires du centre, à Bourges.

Corrèze.

Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

Id.

Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.

Drôme.

Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.

Id.

Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence, à Romans.

Haute-Garonne.

Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat-Clémence-Isaure, à Toulouse.

Gironde.

Société archéologique de la Gironde, à Bordeaux.

Hérault.

Société pour l'étude des langues romanes, rue de l'Ancien-Courrier, 2, à Montpellier.

Id.

Société archéologique de Montpellier.

Ille-et-Vilaine.

Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.

Landes.

Société de Borda, à Dax.

Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.</i>
Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.</i>
Id.	<i>Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris.</i>
Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, à Cahors.</i>
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, à Agen.</i>
Nord	<i>Bulletin de la Commission historique du département du Nord, à Lille.</i>
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, à Nevers.</i>
Oise.	<i>Société française d'Archéologie, à Compiègne.</i>
Basses-Pyrénées.	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts, à Pau.</i>
Rhône.	<i>Société littéraire, historique et archéologique, à Lyon.</i>
Saône-et-Loire.	<i>Société Éduenne, hôtel Rolin, à Autun.</i>
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine, maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, au Mans.</i>
Savoie.	<i>Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Chambéry.</i>
Seine.	<i>Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au palais de l'Institut, à Paris.</i>
Id.	<i>Société nationale des Antiquaires de France, au palais du Louvre, à Paris.</i>
Deux-Sèvres	<i>Revue épigraphique, à Saint-Maixent.</i>
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie, au Musée de Picardie, à Amiens.</i>
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.</i>
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest, rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.</i>
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.</i>

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

Belgique.	<i>Académie royale d'archéologie de Belgique, rue du Transvaal, 53, à Anvers.</i>
Etats-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution, à Washington.</i>
Suède.	<i>Académie royale des Belles-Lettres, d'Histoire et des Antiquités, à Stockholm.</i>

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 7 décembre 1899.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX, président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, F. de Bellussière, le chanoine Brugière, Champagne, Antony Délugin, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, Mandin, de Roumejoux et Villepelet.

S'excusent par lettres : MM. Philippe de Bosredon, Dujarric-Descombes, le marquis de Lagarde, et par dépêche, le comte de Saint Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort de deux membres correspondants, de M. Louis Lartet, professeur à la Faculté des sciences de Toulouse, le fils d'un des premiers fouilleurs des grottes des Eyzies, et de M. Allmer, l'un des plus savants épigraphistes de France, propriétaire et rédacteur de la *Revue épigraphique du Midi de la France*.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu depuis un mois les ouvrages suivants :

Le Catalogue sommaire du Musée des Antiquités nationales de Stockholm, publié au nom de l'Académie royale des belles-

lettres, d'histoire et d'archéologie, par Oscar Montelius, brochure in-8°, avec 16 planches, Stockholm, imprimerie Ivar Haeggstrom, 1899 ;

Le *Journal des Savants*, cahiers de septembre et d'octobre 1899, deux cahiers in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1899, première livraison, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ;

L'*Enquête sur les conditions de l'habitation en France, les maisons-types*, par M. A. de Foville, tome II, avec une étude historique de M. Jacques Flach, un volume broché in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1899 ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France*, sixième série, tome VIII, *Mémoires de 1897*, un vol. broché in-8°, Paris, Klincksieck, libraire, 1899 ; contenant p. 161-211, des *Renseignements inédits sur la collection du comte de Choiseul-Gouffier*, par M. le capitaine Espérandieu ;

Le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1898, un vol. broché in 8°, Paris, Klincksieck ; contenant, p. 146, une communication de M. le marquis de Fayolle sur trois fragments d'une inscription, découverts à Périgueux, au mois d'avril 1896, dans le mur de l'enceinte romaine de la Cité, à la maison de M. le comte de Lestrade ; — p. 369, l'hommage à la Société des Antiquaires par M. Corroyer, d'une photographie, faite en 1870, après l'enlèvement du grand comble couvrant toute la surface de l'église à coupoles Saint-Front de Périgueux ; — et p. 346, une communication de M. de Roumejoux sur deux statuettes, l'une en terre cuite au Musée de Guéret, et l'autre en bronze au Musée de Cahors, et sur des jouets et objets de toilette, trouvés dans un tombeau d'enfant, près du Palais de justice, à Cahors ;

METTENSIA, II, *Mémoires et documents publiés par la Société nationale des Antiquaires de France, fondation Auguste Prost*, un fascicule in-8°, Paris, Klincksieck, libraire, 1899 ;

Le *Catalogue des relevés, dessins et aquarelles*, tirés des archives de la Commission des Monuments historiques, par M. A. Perrault-Dabot, archiviste de la commission, un vol.

broché, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1899; contenant, p. 94-99, la désignation des monuments classés du département de la Dordogne, les auteurs et dates des plans et le numéro d'inventaire ;

Les *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, troisième trimestre de 1899, un fascicule in-8°, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, tome XXVIII, in-8° broché, Rennes, imprimerie Eugène Prost, 1899 ;

Les premier et deuxième fascicules du tome XXII de la *Société archéologique de Bordeaux*, premier et deuxième trimestres de l'année 1897, in-8°, Bordeaux, Feret et fils, libraires éditeurs ; Cadoret, imprimeur ; contenant p. 29, un mémoire de M. Camille de Mensignac, conservateur du Musée des antiques de Bordeaux, sur *Le dieu tricéphale gaulois* de la commune de Condat, canton de Champagnac-de-Belair, arrondissement de Nontron, avec deux planches en héliogravure ;

Le *Bulletin de la Société de Borda, Dax (Landes)*, 24^e année (1899), troisième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie reliure Labèque, 1899 ;

La *Revue de l'Agenais* et des anciennes provinces du Sud-Ouest, bulletin de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, neuvième et dixième livraisons de la 26^e année, septembre-octobre 1899, un fascicule in-8°, Agen, imprimerie et lithographie Agenaises ; contenant, p. 471, deux lettres du roi Henri de Navarre à Charles de Bajouran de Bérail, gouverneur de la ville d'Issigeac en 1572, qui ont été publiées avec quatre autres par M. l'abbé Goustat, dans le tome VI de notre *Bulletin*, 1879, p. 255 ;

La *Revue des langues romanes*, tome XLII, n^{os} 5-6, mai-juin 1899, un fascicule in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur ;

Le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, dix-huitième année, deuxième série, n^o 31, troisième trimestre 1899, in-8°, Gap, imprimerie Jean et Peyrot ;

De M. Louis Lambert, un volume de *Contes populaires du*

Languedoc, recueillis, publiés et traduits par lui, in 8° broché, Montpellier, Coulet, éditeur, 1899 ;

De M. Philippe de Bosredon, une mazarinade assez rare, *La Juliane ou Julie démasquée*, « où se voit au vif le caractère de son âme, par le sieur de La Campie, gentil-homme Perigordin, à Paris, chez la veufve François Targa, 1649 » ; in-4°, de 12 pages ;

De M. Maurice Féaux, le tiré à part de son mémoire sur *Le Porc-épic quaternaire*, gravure sur os de l'abri de Raymond, commune de Chancelade (Dordogne), in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1899 ;

Et deux brochures écrites en allemand par M. Nehring, professeur de zoologie à Berlin, sur le *Porc-épic quaternaire* et sur le *Lemming*, petit rongeur, dont M. Féaux nous rendra compte tout à l'heure.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des autographes* de décembre 1899, où sont énumérées des lettres de Périgourdins : une pièce de 1790 signée d'Armand-Louis de Gontaut duc de Biron, le compagnon de Lafayette dans la guerre de l'Indépendance américaine ; une lettre de L.-Ch. Gaston de Nogaret de la Valette, duc de Candalle, signée comme commandant de l'armée de Guyenne, à M. de Poyanne, et datée de Clermont le 14 novembre 1653 ; des lettres de Jules Claretie, du général Daumesnil, gouverneur de Vincennes, à M. Lecler, le 9 janvier 1831 ; une jolie lettre écrite pendant l'émigration, de Venise le 7 décembre 1796, au comte d'Antraigues par le lieutenant général Sarrain-Alphonse-Marc-Armand-Emmanuel-Louis, comte de Durfort-Boissière ; une intéressante lettre de 1777 de l'illustre et infortuné navigateur J.-Fr. Galaup, comte de La Pérouse. « Il recommande son second M. de Clonard qui a été blessé au siège de Mahé en 1761 ; il désire pour lui la croix de Saint-Louis, plutôt qu'une pension de 300 livres. Lui-même a acquis les connaissances les plus détaillées sur l'Inde et propose, avec une seule frégate, de châtier les Mahrattes. Lieutenant de vaisseau depuis 1775, il demande pourquoi on

le paye comme enseigne » ; — une lettre du prince de Talleyrand, datée de Paris le 23 messidor an VII, et deux lettres de l'abbé Mouchaton, prêtre du diocèse de Coutances, à Duvau, datées de Lyon 1803-1809, et concernant la famille de Fénelon. L'abbé Mouchaton a été déporté en février 1793 ; « il n'a pu, comme le clergé de Coutances, se réfugier à Jersey ; il a traversé la France et s'est caché à Lucerne, près de l'abbé de Fénelon ; il consola la famille lorsque M. de Fénelon père fut guillotiné à Paris ; il a élevé l'un de ses enfants, tandis que l'abbé se rendait à la Martinique ; depuis le 18 fructidor, il est hésitant et songe à passer en Angleterre. Il déplore la mort de M. de Fénelon, son ancien élève ; il craint une nouvelle persécution pour le clergé et n'ose se mettre en évidence. »

A propos des Talleyrand-Périgord, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'on vend ces jours-ci à Paris, à l'hôtel Drouot, la riche bibliothèque, pleine de belles reliures, du château de Valençay, qui avait dû être formée par eux. Les deux premières vacations ont produit 36,000 francs ; un lot de pièces du temps de la Ligue a été adjugé 9,000 francs et la collection complète de la *Gazette de France*, 8,000.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande qu'il vient de paraître chez Hachette une importante publication sur l'auteur des *Essais* :

Montaigne, études et fragments, par Guillaume Guizot, œuvre posthume publiée par M. Auguste Salles, professeur au lycée Janson-de-Sailly, avec une préface de M. Emile Faguel, un volume in-16.

Ce nouvel ouvrage, — nous écrit M. Dujarric, — contient l'expression spontanée de toutes les réflexions qu'avait suggérées au fils du célèbre Guizot un commerce à peu près quotidien, pendant vingt ans, avec les œuvres de Montaigne.

Pour lui, notre compatriote est le plus exquis des écrivains, le plus séduisant par les qualités du style et les grâces de l'esprit. Il le juge impérissable comme poète ; il

trouve qu'il y a en lui « du Shakespeare », et que s'il n'a pas la rime, il a un rythme très marqué, balançant et agençant les mots en artiste consommé.

Mais, après avoir exalté ces dons brillants, M. Guizot s'efforce de prouver que Montaigne aurait pu en faire un plus noble usage. Il juge si sévèrement sa philosophie égoïste et sceptique que M. Faguet, dans la *Préface*, a cru devoir protester contre les jugements du critique, lui reprochant d'avoir écrit sur Montaigne un livre qui est, comme il dit « un peu contre Montaigne ».

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la nomination de notre confrère M. Marmier au grade de général ; il est chargé en même temps du gouvernement de la place de Bizerte.

L'assemblée lui envoie de sincères félicitations.

MM. CHAMPAGNE, DU GENEST, DE RÉMONDIAS et l'abbé RÉGNIER, élus membres titulaires dans la réunion précédente, adressent leurs remerciements à la Société.

M. le Ministre de l'Instruction publique, par une circulaire du 28 novembre dernier, nous informe qu'un espace nous sera réservé dans les locaux affectés à la classe 3 (Enseignement supérieur) pour les ouvrages publiés depuis 1889 que la Société voudra envoyer à l'Exposition de 1900. La Société pourra joindre à la collection brochée de son *Bulletin* le volume des *Inscriptions antiques du Musée de Périgueux*, publié par le capitaine Emile Espérandieu en 1893, et la *Bibliographie générale du Périgord* publiée en 1897, 1898 et 1899. Le tout devra être expédié au Ministère avant le 1^{er} mars 1900.

De son côté, M. Gariel, délégué principal pour les Congrès de 1900, après nous avoir demandé des indications sur notre Société, nous envoie la liste des Congrès internationaux de l'Exposition de 1900 que nous tiendrons à la disposition de nos confrères.

M. FÉAUX nous dit que c'est à lui que M. Nehring, profes-

seur de zoologie à Berlin, a adressé, par l'intermédiaire de la Société, pour le remercier de l'envoi de sa brochure, deux plaquettes relatives, l'une au Porc-épic, l'autre au Lemming, petit rongeur qui aujourd'hui n'habite plus que la Norvège, la Laponie et le Groënland.

M. DE FAYOLLE, qui a bien voulu les faire traduire, donne à l'assemblée le résumé ci-après du travail de M. Nehring :

« Les restes d'*Hystrix* (porc-épic) sont ce qu'il y a de plus rare en Allemagne, en Belgique et en France ; en 1879, M. Nehring, en compagnie de M. Hans Hoesch, en a trouvé, en Bavière, des restes fossiles qu'il conserve dans sa collection.

» D'abord il confondit l'*Hystrix* avec un squelette de *Gulo* (glouton), mais il s'aperçut ensuite de son erreur.

» En comparant son *H.* avec d'autres de l'Afrique du Nord, et de la région du Nil, il reconnut qu'il ne leur ressemblait pas ; qu'il avait des rapports avec l'*H. cristata*, mais plus encore avec l'*H. hirsutirostris*, qui se trouve dans les steppes de la Russie et des Turcomans, près du Volga, où il est commun, en Perse, etc.

» M. Nehring combat un autre zoologiste M. J. Ranke, qui attribue ces restes à l'*H. cristata* qu'il appelle *spelæa*, car MM. Richter et Spengler ont recueilli des dents d'*H.* en Thuringe, en même temps que d'autres animaux qu'on trouve dans les steppes de Russie.

» M. Boyd Dawkins place le porc-épic fossile dans la période glaciaire, et dit qu'on a trouvé des pores épics du sud jusqu'en Belgique, mais l'animal actuel a été introduit en Europe par les Romains ; on ne peut donc pas dire qu'il soit du Sud.

» En résumé, M. Nehring croit que l'*H. cristata* et l'*H. hirsutirostris*, quoique on les trouve au centre de l'Europe, n'y sont pas venus du Sud, mais de l'Est.

» Le dessin de porc-épic trouvé à Raymond en par M. Féaux, au milieu de restes de la faune des steppes, vient appuyer fortement la supposition de M. Nehring.

» Quant au *Lemming*, il s'agit de la découverte, dans une

grotte du Portugal, de squelettes entiers de cet animal qui ne ressemblent à aucun autre *Lemming* et constituent une espèce spéciale que M. Nehring appelle *L. crassidens*.

» Pendant la période glaciaire, il y avait, en Europe centrale, beaucoup de *L.* de l'espèce *torquatus* ; on en trouve en quarante endroits différents.

» En France, les restes de *L.* sont très rares ; on a rencontré le *L. torquatus* en Auvergne et en Périgord. On l'a trouvé aussi en Angleterre, ce qui tendrait à prouver qu'à l'époque glaciaire (Pliocène), celle-ci était reliée au continent ».

M. FÉAUX fait remarquer que certaines données de la géologie et de l'archéologie préhistorique confirment cette opinion et permettent de penser que c'est pendant l'époque quaternaire que se produisit la rupture de l'isthme qui reliait l'Angleterre à la France.

M. LE PRÉSIDENT a lu dans le *Journal de la Dordogne* qu'un libraire de Terrasson, « M. Lacoste, vient de découvrir dans une vigne qu'il possède près de la ville, un gouffre des plus curieux. Au fond de ce gouffre viennent aboutir des galeries souterraines ornées de stalactites et de pétrifications des plus variées. M. Lacoste, accompagné de quelques personnes de Terrasson, est descendu dans ces galeries et, après trois heures d'exploration, en est revenu apportant de beaux spécimens de pétrifications qui ont vivement excité la curiosité. M. Rupin et M. Martel, les célèbres explorateurs des grottes si connues de Padirac, doivent se rendre prochainement à Terrasson pour visiter ce gouffre ».

Notre confrère M. Gabriel Lafon nous tiendra au courant de cette découverte.

A propos des quelques mots prononcés par M. Corroyer, offrant à la Société des Antiquaires de France, dans sa séance du 2 novembre 1898, une photographie de St-Front, MM. DE ROUMEJOUX, DE FAYOLLE et MANDIN présentent d'intéressantes observations sur l'antiquité du monument. La photographie a été faite en 1870, après l'enlèvement du grand comble couvrant toute la surface de l'église à coupo-

les de St-Front. « M. Abadie, l'architecte chargé de la restauration de l'édifice, découvrit alors, dit M. Corroyer, que la coupole Ouest, vers le clocher, et celui-ci sur sa face Est, portaient des traces de feu marquées par la calcination des parements, surtout aux arêtes des pilastres et des fenêtres.

» Ce précieux document est une preuve évidente, un témoignage irrécusable de l'existence des coupoles avant l'incendie de 1120, le seul, en raison de son importance, dont l'histoire locale ait fait mention.

» Il est donc permis de croire et de dire que l'église à coupoles de Saint-Front est celle qui fut consacrée en 1047 après son achèvement, sous l'épiscopat de Géraud de Gourdon ».

M. MANDIN met ensuite sous nos yeux des photographies de jolies frises de l'époque de la Renaissance pour qu'on puisse les comparer, de l'ermitage du Toulon, de la maison de la rue de la Sagesse et de l'église de Rouffignac ; il pense que cette dernière frise est un travail espagnol.

M. DÉLUGIN la croirait plutôt de l'école italienne ; elle lui rappelle certains motifs de décoration du château de Blois.

M. HERMANN nous envoie la première partie d'un manuscrit du xvi^e siècle, appartenant à la bibliothèque de Périgueux et qu'il étudie depuis plusieurs années. Ce manuscrit, intitulé *Rimes* de Pierre de Laval, est l'œuvre d'un procureur de la sénéchaussée de Périgueux, poète de l'école de Ronsard. Notre honorable confrère en a détaché pour le moment le Discours sur le meurtre de l'évêque Fournier, et une Stance en vers palois qu'il fait précéder d'une introduction ; il choisira dans les autres pièces celles qui pourront avoir un mérite poétique ou pourront nous intéresser, et il nous les enverra dans le courant de l'année prochaine.

Après lecture de quelques passages de l'introduction et du Discours, l'assemblée en vote la publication.

Enfin M. Charles AUBLANT nous donne communication d'un contrat de subrogation passé, le 5 juin 1749, devant M^e Lavavé, notaire royal à Périgueux, par lequel le sieur Pierre-

Thibault Pigeon fils, messenger de Poitiers à Périgueux, au nom de messire Jacques Herbert, fermier général des messageries de Paris dans les provinces d'Orléans et autres endroits, cède la messagerie de Périgueux à Bordeaux, pour sept années, moyennant la somme de 250 livres par an, à Jean Rousseau, voiturier, et à Gabrielle Lavit, sa femme, habitant la ville de Périgueux. La messagerie partira de Périgueux le mercredi de chaque semaine et y reviendra le mardi suivant.

Cette pièce intéressante sur l'ancienne organisation du transport des marchandises sera insérée au *Bulletin*.

La séance est levée à deux heures un quart.

Le Secrétaire-général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

A. DE ROUMEJOUX.



Séance du jeudi 4 janvier 1900.



Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, de Bellussière, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, le marquis de Lagarde, Mandin, O. Pradier, de Roumejoux, de Saint-Pierre, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se fait excuser M. Féaux.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages que notre bibliothèque a reçus pendant le mois dernier :

Les Comptes rendus des séances de l'année 1899 de l'Aca-

démie des Inscriptions et Belles-Lettres, quatrième série, tome XVII, bulletin de septembre-octobre, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Alphonse Picard et fils, éditeurs, 1899 ;

Le *Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, numéro 12, 1^{er} décembre 1899, in-8° de quatre pages, Paris, typographie de Plon. Nourrit et C^{ie} ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, tome LX, quatrième et cinquième livraisons, juillet-octobre 1899, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XXIV, deuxième fascicule, in-8°, Cahors, imprimerie Delperier, 1899 ; contenant p. 113 une conférence de M. Paul de Fontenilles sur la cathédrale de Cahors, où est résumée *La question de Saint-Front* de Périgueux ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, septième volume, numéro 4, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné 1899 ;

Le *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, dix-neuvième année, quatre fascicules in 8°, Valence, imprimerie Jules Céas et fils 1899 ;

De M. le chanoine Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut, son deuxième mémoire sur *La renaissance des études liturgiques*, extrait de « l'Université catholique », brochure in-8°, Lyon, imprimerie Emmanuel Vitte, 1898 ;

De M. Richard de Boysson, sa brochure *Un curé de Goutz envoyé à Lourdes par lettre de cachet (1787)*, extrait du *Bulletin archéologique de Tarn-et-Garonne*, Montauban, imprimerie et lithographie Forestié, 1899 ;

De M. le capitaine Cazalas, un ouvrage qu'il a traduit du russe, *Russes et Anglais en Asie centrale, Vers l'Inde*, esquisse militaire. statistique et stratégique, projet de campagne russe, par V.-T. Lebedev, un volume broché in-18, avec quatre croquis et 1 carte, Paris, librairie militaire Chapelot et C^{ie}, 1900 ;

De M. Jean Clédat, orientaliste, par l'intermédiaire de

M. de Fayolle, la suite de son mémoire sur *La médecine chez les anciens Egyptiens*, publié dans le *Petit Moniteur de la Pharmacie*, numéro du 25 août 1899, in 8°, Paris, imprimerie Levé ;

De MM. Paul Huet et de Saint Saud, un beau volume, orné de superbes phototypies, la *Généalogie de la maison de La Faye en Périgord*, in-4°, tiré à 150 exemplaires, Bergerac, Imprimerie générale du Sud Ouest (J. Castanet), 1900, « achevé d'imprimer pour les auteurs le 22^e jour de novembre de l'an de grâce 1899, en la fête de sainte Cécile ».

L'assemblée prie M. Dujarric-Descombes de lui donner dans le *Bulletin* un compte rendu de cet important travail.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} veuve Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de janvier 1900 où sont énumérées des pièces qui nous touchent : 1° Un ordre signé en 1596 au camp de Blangy-l'Abbaye-en-Artois (Pas-de-Calais), par Charles de Gontaut duc de Biron, maréchal et grand-amiral de France, de procéder aux montres et revues de la province de Bourgogne, dont il était gouverneur, et spécialement à celle de Claude de Saint-Thion, prévôt des maréchaux au comté d'Auxerre ; 2° Une lettre historique à M. de Fresche du maréchal Armand de Caumont La Force, datée de Bergerac le 20 avril 1620. Il le croit instruit par les membres de l'assemblée de Bergerac et par M. de la Devèse « des préparatifs qu'on fait contre Monsieur de La Force et le Béarn. J'espère que Dieu les garantira tous deux des maux qu'on leur procure ». Il lui adresse la liste de leurs amis dans la province pour la remettre à son frère M. de Castelnau. (Les protestants se soulevaient à cause du rétablissement du catholicisme en Béarn et le connétable de Luynes se préparait à marcher contre eux) ; et 3° un acte d'hommage, daté d'Excideuil le 1^{er} mai 1464 et prêté à Alain d'Albret dit le Grand, comte de Penthievre et de Périgord, vicomte de Limoges, par Gouffler Bardin (Bertin) pour ses terres de la Raymondie et de la Bertinie en la paroisse d'Ayen (Corrèze).

Afin de pouvoir se retirer, M. LE TRÉSORIER demande à donner lecture tout de suite de son compte de gestion de l'exercice 1899. Il résulte de l'exposé que les dépenses de l'année se sont élevées à 5,251 fr. et les recettes à 5,000 fr. 50, d'où un déficit de 250 fr. 50 que nous aurons à prélever sur notre réserve et qui provient d'une dépense extraordinaire. Il est présumable que notre compte de l'an prochain se balancera par un excédent.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle à l'assemblée qu'elle doit élire aujourd'hui ses délégués au Congrès de la Sorbonne qui se tiendra le 5 juin prochain, dans la semaine de la Pentecôte, pour les Sociétés savantes et pour les Sociétés de Beaux-Arts des départements. Sont élus pour les Sociétés savantes : MM. Dujarric-Descombes, Lospinas, de Saint Saud et Villepelet; pour les Beaux-Arts, MM. le comte Charles de Beaumont, Délugin et Paul Huet.

Notre érudit correspondant M. le capitaine ESPÉRANDIEU demande que notre *Bulletin* lui soit adressé en échange de la *Revue épigraphique* dont il prend la direction à la place du regretté M. Allmer. C'est à ce titre seul et non comme correspondant que sa requête est favorablement accueillie.

M. Charles AUBLANT met sous nos yeux un petit vase en terre grossière, provenant des argiles de la grotte sépulcrale de Campniac, rejetées par les fouilles de 1880. Ce vase, de très petite dimension, est apode, comme tous ceux de cette époque. Sa hauteur moyenne est de 48 millimètres; le diamètre de sa base, plate et arrondie, varie entre 45 et 48 millimètres, et il est muni de deux petits mamelons latéraux, percés d'un trou de part en part, pour permettre le passage de cordes destinées à le suspendre. On voit qu'il a été façonné à la main et sans l'aide du tour à potier; sa cuisson est mauvaise et incomplète.

Certaines stations préhistoriques de la même époque qu'Ecornebœuf donnent peu et quelquefois pas d'échantillons de poterie. Ecornebœuf, en dehors de la grotte de

Campniac qui était certainement sa nécropole, a fourni, lui aussi, bien peu d'échantillons de la céramique préhistorique. Les fragments qu'on y a trouvés appartiennent surtout à l'époque du bronze et à l'époque romaine. Les vases seuls de la grotte sépulcrale de Campniac, à cause du gisement et de leur destination, peuvent être attribués sûrement à l'époque dite robenhausienne ou au commencement de l'époque du bronze, dans laquelle on trouve encore des poteries souvent très grossières.

Une note sera publiée dans le *Bulletin*, avec un dessin reproduisant l'objet.

M. LESPINAS nous signale également une trouvaille de monnaies faite, au mois d'octobre dernier, par un cultivateur de la petite commune de Saint-Etienne-des-Landes, canton de Villefranche-du-Périgord, qui, en labourant, brisa avec sa charrue un pot de terre plein de monnaies qu'il recueillit soigneusement.

« Grâce à l'obligeance de M. le marquis de Fayolle qui avait, dit-il, donné mon nom au propriétaire du trésor, j'ai pu examiner rapidement les 870 pièces qui le composent.

» Ces monnaies gauloises, en argent, sont toutes d'une conservation irréprochable, à fleur de coin et autant qu'un rapide examen a pu me les faire apprécier, doivent toutes, sauf une, être attribuées aux Volkes Tectosages, peuplade du midi de la Gaule dont la capitale était Toulouse.

» La trouvaille entière pèse exactement 2,650 grammes. Une seule pièce a une légende, en voici la description : tête d'Apollon à droite, cheveux frisés à droite. Revers  roue à quatre rayons avec un globe dans chacun des angles de la roue.

» Heiss, qui, dans ses *Monnaies antiques de l'Espagne* (p. 43), donne la description de cette curieuse monnaie, l'attribue à Agde, ville de la Gaule narbonnaise, et qui, avant la conquête romaine, faisait partie du territoire des Volkes. Il traduit la légende celtibérienne par le mot *onthéga* (le bon lieu). Cette monnaie a dû être frappée de l'an 90 à 77 avant Jésus-Christ. L'influence grecque est visible sur cette belle pièce.

La tête d'Apollon est presque identique à celle que l'on trouve sur les oboles de Marseille.

» Le reste de la trouvaille se compose de monnaies des Volkes et comprend huit variétés :

1^o Tête d'Apollon à gauche. Revers croix cantonnée d'une hache, d'une couronne, une rouelle et un point oval.

2^o Même tête d'Apollon. Revers, croix cantonnée d'une hache, trois croissants et trois points de forme ovale.

3^o Tête d'Apollon à gauche. Revers, croix cantonnée d'une hache, d'un disque et de points de forme ovale.

« Ces trois premières variétés sont représentées par vingt exemplaires à peine.

4^o Tête d'Apollon fort barbare, les cheveux très développés. La tête du dieu est celle d'un nègre. Revers, croix cantonnée d'une hache, d'un disque et de points.

5^o Même tête. Revers, croix cantonnée de deux haches et de deux couronnes.

6^o Même tête. Revers, croix cantonnée d'une hache et de trois torques.

7^o Même tête. Revers, croix avec une hache, deux torques et une rouelle.

8^o Même tête. Revers, croix cantonnée de deux haches et de deux disques ayant un point au centre.

» Ces cinq dernières variétés forment donc la presque totalité de la trouvaille.

» J'ajoute que d'autres dépôts de ces monnaies assez communes ont été trouvés soit en Périgord, soit dans le Lot. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous communique ensuite une réponse de M^{re} Barbier de Montault qu'il a consulté. « J'ai reçu avec votre lettre, lui écrit notre savant correspondant, les deux photographies de fers à hosties sur lesquels vous me demandez mon avis. Ce type m'est connu. Je l'ai relevé en Poitou et en Limousin. Là je suis un peu dans mon domaine et le sujet m'intéresse. Je vous ferai volontiers la notice que vous désirez, mais ne me pressez pas trop, car je

suis souffrant et d'autant plus occupé que je mène de front la publication de trois volumes in-8°.

» Voici qui intéressera particulièrement votre Société : M. Lafontaine, percepteur à Mirebeau (Vienne), m'a confié un chauffe-mains d'église qu'il a trouvé dans sa famille en Périgord. Je vous engagerais à lui en demander communication pour en prendre la photographie et à le publier. C'est une rareté, bien qu'il ne date que du siècle dernier. Mon article est tout prêt et je le tiendrai avec plaisir à votre disposition, à condition qu'on l'accompagne d'une planche. Ledit chauffe-mains porte un écusson : *de sable, à deux fasces en argent*. Connaissez-vous quelque famille périgourdine à qui il convienne ? »

M. Dujarric ne voit pas en Périgord de famille portant ces armes ; il trouve en Lorraine une famille de Marcheville les ayant.

Puis, M. le chanoine BRUGIÈRE nous rappelle qu'à la séance du 7 septembre dernier, l'inscription d'une cloche présentée par M. Gontier du Soulas avait éveillé la curiosité de la Société. (*Bulletin* de 1899, p. 416-418.) A ce sujet, il nous apporte quelques renseignements qui lui ont été fournis par un de ses confrères, M. le chanoine Mayjonade.

« Le sceau de la cloche en question

S : CRUCIATE : DNI
NRI : PPE : IOHIS : XXIII

nous paraît devoir être ainsi traduit :

*S(ummarium) Cruciate D(omi)ni N(ost)ri
p(apæ) Joh(ann)is XXIII.*

» Jean XXIII a occupé la chaire de Saint-Pierre de 1410 à 1414.

» Urbain II ayant accordé des grâces et indulgences à ceux qui prenaient part aux croisades, les pontifes romains étendirent ces privilèges à ceux qui, par leur concours ou leurs subsides, favoriseraient les efforts tentés pour délivrer l'Espagne des Turcs et des Maures.

» Ces grâces n'étant pas accordées à perpétuité, les pontifes romains en ont prorogé constamment les privilèges.

» Pour y avoir droit, il faut faire l'aumône prescrite (appliquée maintenant aux pauvres églises d'Espagne) et en échange on reçoit comme titre une feuille imprimée contenant le *sommaire* d'une partie de la bulle suivant le privilège qu'on a désiré obtenir et exposant les grâces et faveurs dont on peut jouir. On les appelle *Summarium Bullæ*, *Summarium Cruciatæ*.

» La bulle la plus ancienne qui soit connue, quant au texte, en rapport avec les bulles actuelles, est de Jules II, en 1509. Mais on trouve des documents bien antérieurs gratifiant de faveurs semblables. Alexandre VI en aurait accordé une en 1497 pour la Sicile et les îles adjacentes. (Voir *Historia de la Bula de la Santa Cruzada*. (Fernandez Flamazares, Madrid))

» L'inscription mentionnée au sceau de la cloche serait alors le titre d'un *sommaire* de bulle *Cruciatæ* accordée par Jean XXIII aux descendants des croisades dont la dernière eut lieu en 1270, bulle préluant à celles dont nous avons le texte. »

L'un de nos confrères dit qu'on trouve en effet cette formule initiale sur des bulles, sur des manuscrits de la chancellerie pontificale, mais l'a-t-on jamais trouvée inscrite sur une cloche ? Alors on n'en voit pas bien le sens.

A propos de croisade, M. Richard DE BOYSSON nous adresse un mémoire sur les deux expéditions de Simon de Montfort en Sarladais. Il n'a pas oublié que notre distingué confrère le général Marmier a publié en 1871 dans les *Annales* de la Société d'agriculture un excellent travail sur la seconde expédition ; mais il a pensé que la première méritait bien aussi d'être connue, et c'est ce qu'il a essayé de faire dans le récit qu'il nous envoie.

Après lecture de quelques passages, l'assemblée en vote la publication.

Dans une de ses récentes lectures, LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL

a appris un fait historique qu'il ne connaissait pas et dont ne parle point Dessalles, en son *Histoire du Périgord*. Le diocèse de Périgueux aurait refusé des prières à la mémoire de Philippe le Bel, mort le 29 novembre 1314. M. Lacabane écrit (*Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, tome III, p. 10) que « la haine des peuples contre la mémoire de Philippe paraît avoir été portée si loin que Louis Hutin, son fils et son successeur, fut obligé d'envoyer un commissaire spécial dans plusieurs diocèses de l'Aquitaine, pour forcer les églises à accorder au roi mort des prières que jusqu'alors elles avaient sans doute refusées. Ce fait curieux résulte d'une pièce originale en parchemin, conservée dans le cabinet de Gaignières, à la Bibliothèque nationale.

» Dépenses faites par le messenger chargé de faire faire des prières
» pour Philippe le Bel dans la province d'Aquitaine.

» Le compte Vincent à l'Espée, du véaige fait par lui en la province
» de Bordiaus, pour empetrer pierres et pour faire chanter pour le
» Roy Phelippe, que Diex absoille, par les yglises et par toutes les
» religions de siz dyocèses de la dite province ; c'est assavoir de Poi-
» tiers, de Bordiaus, d'Agenéo, de Pierregort, de Xanctonge et de
» Angolesme, par comission du Roy donnée le premier jour de février
» l'an CCC XIII.

» Dont la copie est au dos de ce compte.

» Recepte.

.....
» Despense.

.....
» Item pour ses despens ou dit véaige et de son cheval et d'un gar-
» çon par les siz dyocesses dessusdites, de lendemain de l'Ascension
» l'an CCCXV que il mut, qui fu le XXIII^e jour d'avril lors, jusques
» à la Touz-Sains d'après que il retourna par IX^zIX jours VI s. par
» jour, LVII liv. XIII s. par. et en apporta III^eLXX paires de lettres
» seellées des seaulz des yglises de la dite province. »
.....

M. Adalbert DU SOULAS nous adresse un mémoire pour établir que l'origine de Cyrano de Bergerac est nullement périgourdine.

L'assemblée pense que la question est épuisée. Elle a été

suffisamment éclaircie par M. Dujarric-Descombes et M. Oscar de Poli.

Enfin M. DE SAINT SAUD nous présente la copie qu'il a faite d'un inventaire des effets mobiliers d'une dame du Périgord (la comtesse de La Tour du Roc, née Elisabeth de Brunet de Neuilly) reçue à la cour de Louis XV. Cet inventaire, qu'il compte publier dans notre *Bulletin*, après l'avoir annoté, a cette particularité intéressante qu'il contient les prix d'estimation et les prix de vente aux enchères des objets tels que : bijoux, robes, éventails, linge, etc.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Auguste Achard, professeur à l'Ecole libre Saint-Joseph de Sarlat, présenté par M. l'abbé Beau de Verdeney et M. le marquis de Fayolle.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice 1899.)

Conformément aux statuts qui nous régissent, je viens, Messieurs, vous soumettre le compte de ma gestion pendant l'année 1899 :

Recettes.

Cotisations de 1899.....	2.910	»
Cotisations arriérées.....	20	»
Diplômes	100	»
Subvention du Conseil général.....	1.000	»
<i>A reporter.....</i>	4.030	»

<i>Report</i>	4.030 »
Vente de livraisons du <i>Bulletin</i>	56 »
— de la <i>Bibliographie du Périgord</i>	25 »
— de l' <i>Inventaire de la collection Périgord, à la Bibliothèque nationale</i>	1 50
Remboursement par M. Ph. de Bosredon du montant des livres consultés pour la bibliographie et repris par l'éditeur.....	44 »
Intérêts du capital.....	564 »
— de la caisse d'épargne courus depuis 1894.....	280 »
TOTAL des recettes	5.000 50

Dépenses.

Compté à l'Imprimerie de la Dordogne pour le <i>Bulletin</i>	2.257 50
— id. pour le tome III de la <i>Bibliographie du Périgord</i>	1.240 »
— à MM. Berthaud frères, à Paris.....	561 20
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	12 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	104 40
— de la brochure : <i>Les noces d'argent de la Société</i>	14 75
Payé à la <i>Nationale</i> , la prime d'assurance de 1899.....	10 25
— à M. Lavène, relieur.....	66 »
— à M ^{lle} de Froidefond le loyer de notre appartement.....	300 »
— à M. l'abbé Combroux, vicaire de la cathédrale, les frais du service pour les membres défunts de la Société depuis sa fondation.....	48 »
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, colis postaux, ports, confection des diplômes, étrennes et autres dépenses portées au livre de caisse	76 96
TOTAL des dépenses	5.251 »

Récapitulation.

Dépenses	5.251 »
Recettes	5.000 50
Déficit.....	250 50
Actif de la Société au 31 décembre 1898.....	17.660 90
Déduction faite du déficit.....	250 50
L'actif de la Société au 31 décembre 1899 reste à....	17.410 40
Cette somme est représentée par :	
1 ^{er} Un certificat nominatif n° 88,814 de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées	13.153 20
2 ^e Un titre de rente de 60 francs 3 %, n° 12,121, vol. 7, acheté	1.942 50
3 ^e Argent placé à la Caisse d'épargne.....	1.400 »
4 ^e Argent en caisse.....	914 70
TOTAL égal..	17.410 40

F. DE SAINT-PIERRE.

SIORAC DE RIBÉRAC

Grâce à l'hospitalité de notre confrère, M. le marquis de Fayolle, nous avons pu visiter l'église de Siorac-de-Ribérac ; elle se dresse fièrement sur la pente d'un coteau qui domine une petite vallée ; elle est d'une conservation parfaite, et ses deux tours, l'une barlongue, la seconde carrée, dominant de leurs lignes sévères le village qui l'entoure. La tour carrée, élevée sur l'intertransept, a conservé, au premier étage de sa face orientale, deux fenêtres cintrées, qui n'ont subi aucune atteinte depuis le XII^e siècle ; leurs archivoltes, ornées de dents de scie, reposent sur des chapiteaux sculptés ; les autres baies ont été très mutilées, mais on y aperçoit encore des traces de colonnes et de chapiteaux ; le second étage de ce clocher a été exhausé et remanié à une époque postérieure. La porte s'ouvre à l'ouest dans la tour de la façade ; elle n'a rien de particulier ;

une inscription, qui nous a paru ancienne et donner une date, est encastrée à droite de cette porte ; nous n'avons pu la lire ; il faudrait pour y arriver en avoir un estampage ; elle contient des lettres onciales ; les murs latéraux ont été relevés à une époque que nous ne connaissons pas ; ils n'ont pas de contre-forts ; les baies sont très étroites ; du côté droit, une porte ogivale a dû être ouverte au ^{xiii}^e siècle ; près d'elle a été encastrée une pierre tombale portant gravés un marteau et une longue tenaille ; du même côté, près du transept, s'ouvre une large baie du ^{xvi}^e siècle. Le chœur, terminé par un mur droit, soutenu par des contre-forts d'angle, a été refait ; nous ne saurions dire s'il en a remplacé un autre ou s'il a été complètement reconstruit vers le ^{xv}^e siècle. L'intérieur se compose d'une nef à deux travées, reliées par de fausses arcades qui retombent sur les pieds-droits qui soutenaient la voûte primitive ; une pente sensible monte de la porte au chœur. L'intertransept est la partie la plus intéressante de cet intérieur ; il est carré, cantonné de quatre hauts piliers à coins rabattus, qui donnent un aspect presque arrondi à cette partie de l'édifice ; ces piliers sont très élevés et reliés par de grands arcs légèrement ogivaux, surmontés par une coupole bien tracée. Les bras des transepts sont très courts, et le chœur se termine par un chevet droit percé d'une fenêtre et voûté d'ogives de la Renaissance. La voûte de la nef a été remontée, nous ne pouvons dire à quelle époque ; un chapiteau romain sert de bénitier. Le prieuré de Siorac (1) est nommé comme une des dépendances de l'abbaye de la Grande Sauve (2) dans la bulle de confirmation de ses privilèges, donnée par Calixte III le 6 mai 1187.

A. DE ROUMEJOUX.

(1) St-Pierre de Siorac avait été fondé, en 1194, comme prieuré par Aymard ou Adhémar de La Tour, évêque de Périgueux. Il fut affermé, en 1467, à Raymond Suau, religieux de Sarlat. Jacques de Clausa, prêtre, en eut l'administration en 1484. Nous avons vu le champ de M^{me} Lavour, où ont été trouvés des sarcophages.

(2) *Histoire de la Grande Sauve*, tome II, p. 130 et 380.

HOMMAGES AU VICOMTE DE TURENNE

1463-1509

6 octobre 1463.

HOMMAGE RENDU A MESSIRE DE PONS, VICOMTE DE TURENNE,
PAR JEAN DE VIGIER.

Homage de noble homme Jean de Vigier passé dans le lieu de Carlux le sixiesme du mois d'octobre mille quatre cens soixante trois, en présence de noble Richard de Gontau, capitaine et seigneur de Saint-Genets, et Pierre de Vassal, témoins, lequel iour noble Jean de Vigier, seigneur de Paluel, en présence de grand et puissant seigneur Guy de Pons, seigneur de Monfort, Alliac, Carlux, Craise (*sic*), et en partie de Martel, et vicomte de la vicomté de Turenne, a randu son homage, et presté serment de fidélité audiet seigneur vicomte de son chasteau de Paluel, et de tout ce que lediet noble auoit et ces prédesseurs auoient dans les chastellenies de Monfort, de Alliac et de Carlux, et dans toute la vicomté de Turenne, en quoy quelles puissent conoister avec les cens et rentes, et ce même noble a promis de fournir les enciens homages, et a promis sur les saincts évangilles de luy estre tout deuoué et fidel, de luy garder honneur et respect, et autres chefs contenus dans tous les homages, le tout sans obligation, auquel hommage ledit seigneur vicomte a admis et receu ledit noble dont il a requis acte.

HOMMAGE en fief noble et franc rendu a très haute et puissante dame et princesse Elizabeth de Nassau, née princesse en Orange, femme de très haut et puissant seigneur messire Henry de La Tour, duc de Bouillon, prince souverain de Cedan (*sic*), viscomte de Turene, seigneur de Montfort, maréchal de France, et par Maître François Monzie de Tustal, aduocat en la cour, filz de Maître Hierome Monsie, habitant de Sarlat, de certains biens cy dedans exprimez (1).

Hommaige de Maître François Monzie de Tustal, aduocat en la Cour de Parlement de Bourdeaulx, sieur de Massault.

Au nom de Dieu. Amen. Scaichent tous présens et aduenir que lan mil cinq cens quatre vingtz dix neuf, et le premier jour de feburier, regnant Henry quatriesme, roy de France et de Nauarre, auant mydi, au chasteau de Monfort en Périgort, paroisse de Vitrac, diocce de Sarlat, pardenant moy notaire soubzsigné et en la présence des 'es-

(1) Archives de Paluel. — Montfort, n° 276 au sac coté les hommages rendus à Monsieur le vicomte de Turenne. — Parchemin, copie 4 p., gr. in-4°.

moingtz bas nommés, personnellement constitué Maître François de Monzie de Tustal, aduocat en la cour de Parlement de Bourdeaux, filz et héritier de feu Maître Hierome Monzie, habitant de la ville et cité de Sarlat, lequel, de son bon gré, pure, franche et agréable volonté, a dict et declairé et très humblement a très haulte et illustre dame et princesse Elizabet de Nassau, née princesse en Orange, femme a très hault et très puissant seigneur, messire Henry de La Tour, duc de Builhon, prince souverain de Sedan et Raucourt, comte de Beaufort, vicomte de Turenne et de Lenquais, seigneur et baron de Lymeuil, Mongascon, Olliegues, Bouzolz, Croq, Maringues, Febures, Sainet Bounet, Gerzac, Sainet Bauziere, Nezat, Fay, Serinssac, Aramon, Serignan, Vallebregue, Primas et autres places et seigneuries, conseiller du roy en ses conseilz d'Estat, premier gentilhomme de sa maison, et mareschal de France, au nom et comme ayant charge et procuration expresse dudict seigneur de prendre et recepuoir les hommaiges de ses terres et seigneuries de Monfort et Ailhac, membres deppendantz de sa vicomté de Turenne, que antiennement et mesme le unziesme octobre mil quatre cens soixante trois, feu Ramond de Tustal, bourgeois de la ville et cité de Cahors, ville cappitale du pais de Querey, tant pour luy que pour et au nom de Gerauld de Tustal, son frère, et Ramond Tustal, son nepueu, bourgeois de ladicte ville et cité de Sarlat, recongneurent et confessarent tenir en foy et hommaige de monseigneur feu Guy de Pons, lors seigneur desdictes terres et vicomté de Turenne, seauoir : ung boriaige a eulx appartenant appellé de Massault, sis et scitué en la parroisse de Sainte-Nathalène, plus les villaiges de Lalbuzonnie et de Labordarie ; Item, le villaige de Lahugonye et des Genestes, comme pareillement les villaiges de Soubroeroque, de Laygue Vieille et de Lapinc, ensemble le moulin de Rodes de présent tenu par le sieur de Paluel et en faict hommaige par le sien, à eulx acquis et aduenu a tiltre dachapt de Hélaïne de Massault, le tout a plain limité et confronté, comme appert par le contract d'hommaige sur ce faict et passé et dont il a faict apparoir receu par J. de Quereu, notaire. Plus a exhibe autre hommaige faict par Léonard Tustal, filz et héritier du susdict Ramond Tustal, en datte du dix neufiesme décembre lan de grace mil cinq cens, receu par de Castanet, notaire de Sarlat, faict a mondict seigneur François de Pons, par lequel ledict Ramond remonstre que les susdicts villaiges, boriaiges et moulin, avoient este diuizes et partis entre feu Ramond et Gerauld Tustal, ses oncles, et feu son père par esgalles cottités et portions. — Comme pareillement la tierce cottité escheue au lot et partaige dudict feu son père auroit este party et diuizé entre ledict feu Bernard et Ramond, son frère, lequel en fist hommaige seulement a raison de la quatriesme partie

desdicts villaiges, boriaiges et moulin, et est a noter que lediet hommaige a raison des susdicts biens par entier est soubz lacapte dung paire desperons dorez à chaque mutation de seigneur ou de vassal, et par ce moien lediet Bernard fait sondiet hommaige soubz lacapte dung demy esperon dor, lequel feu Bernard layssa heretier universel desdicts biens feu Léonard Tustal, son filz, et lediet Léonard, feu maître Hierome Monzie Tustal, père audiet Maître François, lesquelz feu Léonard et maître Hierosme nont jamais faict, presté ny rendu lediet hommaige et serement de fidelité pour nen auoir jamais esté requis ny sommé par Messseigneurs vicomtes predecesseurs de mondict seigneur et dame. Est il que aujourd'huy datte que dessus et pardeuant moy diet notaire et tesmoingtz, lediet François a dict et declairé auoir ouy lire et publier les proclamations faictes en la ville et cité de Sarlat sur louerture desdicts hommaiges de lauctorité de madicte dame audiet nom, et que pour obeyr à icelles comme il est tenu, se garder de mesprendre et encourir les peines portées par icelles proclamations, sest rendu pardeuant madicte dame comme son très humble et loyal vassal, pour raison et cause des chasteaulx et chastellenyes de Monfort et Aillac et domination de Vitrac, et a recongneu et confessé auoir, tenir, debuoir et voulloir tenir, comme ses predecesseurs susdicts ont tenu et deub tenir dantienneté des predecesseurs de mondict seigneur et dame en fief noble et franc et soubz lacapte dung demy esperon doré, ainsi que lesdictes choses ont esté recongneues antiennement par lediet Ramond de Tustal, et sest offert comme soffre présentement de faire rendre et prester le debuoir et hommaige et serement de fidelité, requérant très humblement madicte dame quil luy plaize le recepuoir tout ainsin que ses predecesseurs ont esté receuz comme deuement a faict apparoir par lesdicts hommaiges. Sur quoy madicte dame ayant ouy ladicte requeste et ayant esgard à icelle comme juste et raisonnable, et veu les susdicts hommaiges, luy a accordé vollontairement a faire et rendre lediet hommaige en la forme, qualité et manière que ses prédecesseurs lont faicte. Et illec mesmes lediet Monzie estant debout deuant madicte dame, estant assize dans une chaize de vellours cramoyssi enrichy et houppe de franges dor dans la salle dudiet chateau de Monfort, après auoir pris et receu le serement de fidelité dudiet François de Monzie de Tustal en tel cas requis et accoutumé sur les saintz évangilles de nostre Seigneur, le liure de sa main dextre realement touché, la receu comme reçoit par ces présentes a hommaige franc et noble, tout ainsin et en la mesme manière et forme que ses prédecesseurs ont esté cideuant receuz en leurs droictz et debuoirs, tant seulement et soubz la charge et debuoir des accaptes deubz et accoustumez estre payés à mondict seigneur à cause

des priuileges de sadicte vicomté par ses vassaulx en chasque mutation de seigneur et de vassal dont madicte dame audiet nom sest tenue pour bien contente et satisfaicte pour ce comptant seulement, ensemble du susdict demy esperon doré, et a quicte et quicte lediet François Monzie Tustal promettant ne luy en jamais plus demander ny faire demander cause des choses cy dessus expécifiées, le susdict cas aduenant, et que madicte dame trouuast par cy après par ses tiltres et documents y auoir plus grand droiet, auquel nentend préjudicier et les se réserve à lautruy en toutes chozes, tollissant (*sic*) et leuant toute main mize et exploictz de saysie que pouuoient auoir esté faictz et miz par cideuant sur lesdictes choses cy dessus expécifiées, par deffault d'auoir faict et rendu par le susdict de Tustal ledit hommaige et satisfaict plainement aux susdictz accaptes et aultres droictz et debuoirs, voullant, entendant et consentant madicte dame que lediet François jouisse et puisse jouir desdictes choses cy dessus expécifiées, sans ce que pour ce regard luy soit faict ny donné aucun trouble ny empeschement à raison desdicts hommaiges, impozant sillance au procureur général de son domaine en ladicte vicomté pour ce coup et pour ce regard tant seulement, moyenant ce que ladicte dame a faict commandement et enjoint audiet de Tustal de bailher le dénombrement et nommée (*sic*) desdicts biens et fief contenant spécifiquement le nom, lestat, tenantz et abotissantz diceulx dans quarante jours, autrement et a faulte de ce faire demeurera pour non aduenu le présent hommaige jusques à ce quil aura plainement satisfaict et ladicte saysie et main mize tiendra, ce que lediet de Tustal a accepté, consenty et promis faire, et destre bon, loyal et fidelle vassal de mondict seigneur et dame, garder et conseruer de tout son pouuoir son bien, droietz, honneur, estat, maison et famille et le deffendre, luy donner bon conseil quand en sera requis, ne le roueller à personne et généralement faire tenir, garder et obseruer tout ce qui est contenu et porté par le chappitre des féodes, tant vieulz que nouueaulz. Comme madicte dame réciproquement luy a promis de le maintenir, garder et deffendre comme son bon et fidelle vassal, et à ce faire lesdictes parties se sont obligées respectiuelement tous et chacuns leurs biens présens et aduenir, et à ce faire ont vouluz estre contraintz et compellez par toutes courtz du présent royaume de France lune pour lautre non cessant et par exprès par les courtz de monsieur le Juge Sénéchal du vicomte de Turenne, si ont renoncé à toutes exceptions et droictz de faict par et moienant lesquelles pourroit venir au contraire et audiet an lont promis et juré sur les saincts évangilles de nostre Seigneur. De quoy ma esté requis acte et instrument par lesdictes parties que leur ay concédé et faict ez présences de noble

Philippe Dargy, sieur de Teneuil, escuyer de madiete dame, de Maître Gérard Fouchier, licencié ez droietz, juge d'Ussat, procureur général du domaine de la vicomté de Turenne, et Jacques de Canterac, aduocat en la cour de Parlement de Bourdeaux, et Maistre Pierre du Bois, notaire royal du lieu de Sainet Clemens en Lymozin, et Jean Goudour, du lieu de Vitrac, tesmoingt a ce appelez et requiz. Ainsin signés à l'original : Elizabet de Nassau, Monzie de Tustal contractant susdict, P. Dargy présent, Fouchier présent, J. de Canterac, présent et de moy Vincens Malepeyre, notaire, juré soubz le seol estably aux contractz en la vicomté de Turenne.

Sensuit la nommée baillée par Maistre François Monzie de Tustal, aduocat en la cour du Parlement de Bourdeaux.

Premièremet a dict tenir ung repaire noble appellé de Massault, siz et scitué en la parroisse de Saincte Nathalène, consistant en maisons, fue, garenne, granges, jardins, vignes, hors, prés, terres cultes et incultes, confronte avec le chemin public qui va du villaige de Bessaguet au bourg de Saincte Nathalène et avec le chemin qui va dudiet bourg de Saincte Nathalène au bourg de Proixans (*sic*) et avec le chemin qui va dudiet villaige de Bessaguet au moulin appellé de la Tour, lequel repaire noble cy dessus limité et confronté, avec le villaige appellé de Massault, siz et situé esdictes confrontations et parroisse, je tiens en toute directité et fondalité. Ainsin signé à l'original Monzie de Tustal recognoissant susdict.

MALEPEYRE, *notaire susdict.*

Pour copie conforme :

LOUIS CARVÈS.

CRÉATION D'UN CHAPITRE SÉCULIER

A ISSIGEAC.

En 1480, Bertrand de Roffignac (1), évêque de Sarlat, obtint de Julien, légat du pape en France, des lettres l'autorisant à instituer au doyenné d'Issigeac, qui appartenait à l'ordre de St Benoît, un chapitre de sept prêtres à sa nomination et qui exerçaient en fait depuis sept ans leur office dans le monastère. Comme le doyenné avait été fortement éprouvé par les événements de guerre et n'était pas encore rentré en

(1) Bertrand de Roffignac, xvii^e évêque de Sarlat, élu en 1460, mort le 5 décembre 1485.

possession de tous ses revenus, l'évêque réunit au doyenné les deux paroisses de Saint-Christophe (1) et de Sainte-Marie-Madeleine (2), pour servir à l'entretien des prêtres composant le chapitre. Ces lettres furent exhibées dans le monastère d'Issigeac le 14 juin 1482 par le procureur général de l'évêque, ainsi qu'en témoigne un acte dressé en présence de l'archevêque de Bordeaux et de plusieurs autres titulaires ecclésiastiques.

Voici la teneur de cet acte :

« Dominus Andrea, archiepiscopus Burdigalensis... Bertrandus de Castanea (3) .. Prior Ecclesie secularis et Collegie Sancti Aviti senioris... Emericus... auctoritate apostolica in hac parte deputatus, notum facimus... Quod anno 1482, 14 junii, apud Villam de Issigiaco et in valva monasterii ejusdem loci, Sarlatensi diocesi et seneschalia Petragoricensi, comparuit Guillelmus de Valeta, archipresbyter de Audrico (4) et procurator generalis Bertrandi de Roffignaco, episcopi Sarlatensis, qui ibidem exhibuit certas litteras... Juliani, Sabinensis episcopi, cardinalis et legati ad partem Galliarum... Cui Juliano relatum fuerat a Bertrando quod postquam olim .. Johannes papa 22... Decanatum Issigiacensem ordinis sancti Benedicti qui conventualis erat, et ab ecclesia Sarlatensi prout dependet, dependebat, mensæ episcopali univerat... causantibus guerrarum turbinibus quibus, proh ! dolor, tota Aquitania ac civitas et diocesis Sarlatensis afflictus

(1-2) Saint-Christophe. — « On peut, disent MM. Gaston de Gérard et Gabriel Tarde, dans leur savante édition des *Chroniques* de Jean Tarde (page 63), hésiter entre Saint-Christophe-de-Montbazillac, commune de Saint-Naixent, canton de Bergerac, et Saint-Christophe-de-Montferrand, commune du canton de Beaumont. »

Suivant les mêmes auteurs, la chapelle de Sainte Marie-Madeleine, mentionnée dans une bulle du pape Eugène III de l'an 1153, est indéterminée. — En 1470, le revenu des paroisses de Saint-Christophe et de Sainte-Marie-Madeleine, qui avaient été unies cette même année à la mense épiscopale de Sarlat, était évalué à 60 écus d'or. — (*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. VII, p. 64 (en note), article de M. Gaston de Gérard sur la *Bulle d'union d'Issigeac*).

(3) Bertrand de la Cassagne était, en 1485, vicaire général de l'évêque de Sarlat et chanoine de l'église de Capdrot. (*Chroniques* de Jean Tarde, pages 196 et 197.)

(4) Audrix était le siège d'un archiprêtre.

Iohannes Bertaudus Petrag.
Turris albe asunnus: ducatus
Engolismensis: huiusce opes
ris possessor
Ad lectorem distichon.
Bacchica gymmate psoluam manera vitia.
Ad me si redeat perditus ille liber.
Bon Douloir.



Cliché de M. Ch. Durand

EX-LIBRIS DE JEAN BERTAUD

1529

fuera, dictus Decanatus cum suis edificiis, etc., ad ruinam redactus... propterea que devinus (cultus) et conventualitas in eo cessaverat, et cum partes in illo aliquantisper in pace redactæ fuissent... fructus et redditus non tamen recuperati. Et propter ea dictus Bertrandus, cupiens decanatum ipsum in aliquo restaurare... 7 presbyteros conductivos ad nutum ejus, ponendos et revocandos qui in eo decanatu jam per 5 annos servierunt horis nocturnis et diurnis... et pro eorum sustentatione parochiales ecclesiæ Sanctorum Christophori et Marie Magdalænæ invicem unitas, et prædictæ mensæ episcopali olim canonicæ annexas, a dicto decanatu per duas leucas non distantes, uniri perpetuo desiderabat... Litteræ Juliani datæ fuerunt Turonis anno 1480. Et Bertrandus impetravit gratiam (1). »

La sécularisation du doyenné d'Issigeac paraît avoir été confirmée sous l'épiscopat de Pons de Salignac (2). Nous lisons, en effet, ce qui suit dans les *Chroniques* de Jean Tarde :

« Le doyené d'Issigeac, qui estoit de l'ordre de St-Benoit, est sécularisé l'an 1484, avec tous les religieux qui y estoient, par le légat du pape qui pour lors estoit en France, et ce, à la sollicitation de Pons de Salignac, évêque, et y furent établis 7 chanoynes, savoir : un prévôt, qui auroit la cure des âmes et seroit premier chanoyne, un secrestain qui auroit soin des choses ecclesiastiques, concernant le service, deu par le chapitre, et cinq simples chanoynes (3). »

ELIE DE BIRAN.

LE PREMIER *EX-LIBRIS*

PÉRIGOURDIN

(1529).

L'*ex-libris*, dont nous avons réservé la primeur à la Société historique et archéologique du Périgord est le premier des *ex-libris* périgourdins que l'on connaisse et probablement aussi le plus ancien des *ex-libris* français.

Il a été découvert par M. Cailliac, bibliothécaire de la ville

(1) *Bibliothèque nationale, Collection du Périgord*, vol. 36, page 84. — *Manuscripts Prunis*.

(2) Pons de Salignac, XVIII^e évêque de Sarlat, élu en 1485, mort le 14 octobre 1492.

(3) *Les Chroniques* de Jean Tarde, page 208.

de Périgueux, sous une bande de papier qui recouvrait le revers, sur lequel il était collé, de la reliure de l'ouvrage de Nicolas Perotti, prêtre et philologue italien : *Cornucopiæ seu latinæ linguæ commentarii*, Paris, 1529, in-folio.

C'est l'*ex-libris* de Jean Bertaud, de Latourblanche, auteur d'un des premiers ouvrages de défense religieuse contre les luthériens : *Encomium de cultu trium Mariarum*. Il représente saint Jean l'Evangéliste, patron de cet écrivain, avec l'aigle et la bête symbolique de l'Apocalypse aux sept têtes avec des cornes surmontées de diadèmes.

En voulant le débarrasser du papier épais qui le dérobaît aux regards, on a enlevé les pattes de l'aigle et l'extrémité de la robe de saint Jean ; mais il est aisé de suppléer à ce qui manque à la gravure, au moyen de la reproduction intégrale du même dessin placé par Bertaud en tête de l'évangile de Saint Jean, dans cette seconde partie, si richement ornée de l'*Encomium*, que l'imprimeur intitule quelque part *Horarium et missale*.

Ce morceau principal de l'*ex-libris* a dû être, comme toutes les illustrations de l'*Encomium*, emprunté à d'anciens livres d'heures parisiens. Quant aux caractères d'imprimerie, bien qu'on soit embarrassé pour les rattacher à tel ou tel atelier typographique, on ne peut s'empêcher de leur trouver quelque ressemblance avec les caractères gothiques employés à Périgueux par François Texier.

Dans le haut de la vignette sont écrits les mots latins : *Johannes Bertaudus Petragorici, Turris albe alumnus, ducatus Engolismensis, hujusce operis possessor*.

Après avoir ainsi fait connaître son nom et le lieu de sa naissance, Bertaud adresse un distique au lecteur :

AD LECTOREM DISTICHON

*Bacchica gymnate persolvam munera vitis,
Ad me si redeat perditus iste liber.*

Bien qu'il soit très difficile de trouver le sens du mot *gymnate*, on voit que le propriétaire du livre de Perotti promettait à celui qui le lui rendrait, en cas de perte, quelque bouteille de bon vin : cadeau point banal pour ceux qui

connaissent la renommée des anciens vignobles de Goûts, Rossignol et Latourblanche.

Bertaud fait suivre ce distique de sa devise : *Bon vouloir*.

Le dessin ci-joint, dû au talent photographique de notre complaisant secrétaire M. Charles Durand, en dira plus que toute description.

L'*ex-libris* de Bertaud inaugure brillamment la série des *ex-libris*, en général, et, en particulier les *ex-libris* bachiques. A ce dernier point de vue, il devait trouver des imitateurs. M. Jules Pellisson, juge au tribunal civil de Périgueux, dont la plume excelle à nous révéler et à nous faire apprécier les curiosités historiques de la région, a relevé chez un bouquiniste bordelais l'*ex-libris* d'un bibliophile originaire de la paroisse de St-Denis-en-Quercy, Jean Auzol, qui, au siècle dernier, promettait aussi de récompenser la personne qui lui rapporterait ses livres perdus « en payant le bon vin » (1756).

Un pareil *ex-libris* révèle un amateur passionné des livres. Jean Bertaud devait avoir une riche bibliothèque, car il occupe une place distinguée parmi les érudits de la première moitié du xvi^e siècle. Il professa la littérature à Paris et le droit à Toulouse.

Ce fut vers la fin de cette année 1529, où le libraire parisien François Regnault mettait en vente les *Cornucopiæ* de Perotti, que notre compatriote publia aussi son *Encomium* (1), chez Josse Bade, qui ne manque pas d'en recommander l'auteur comme un des savants de son siècle, *divinarum humanarumque rerum peritissimi, juris utriusque professoris eximii*.

Il nous apprend lui-même dans un passage de ce livre, si

(1) La bibliothèque de Périgueux possède deux exemplaires de cet ouvrage décrit par Brunet dans son *Manuel du libraire*, et qui nous est parvenu sous des états différents et particulièrement remarquables. D'après M. Léopold Delisle, l'exemplaire sur vélin de la Bibliothèque Mazarine serait peut-être celui qui fut offert par Bertaud à Jeanne d'Orléans, sœur de François I^{er}, à laquelle il avait dédié son livre.

recherché pour ses gravures sur bois, qu'il était fils de Jacques Bertaud, qu'il naquit à Latourblanche le 18 juillet 1502, et qu'après avoir obtenu le grade de licencié en droit, il fut pourvu de l'office de sénéchal de la châtellenie de sa ville natale.

Il paraît avoir joui d'une certaine fortune, car il possédait la maison noble des Hélies de Bourdeille et les terres de Pouzols et de la Bonnetie, qui devaient passer dans la maison de Sanzillon de La Foucaudie.

De son mariage avec Anne Du Bois, Bertaud eut deux enfants :

Catherine, mariée, suivant contrat passé à Périgueux le 16 mars 1572, avec Jacques de Sanzillon, sieur de Douillac, paroisse de la Rochette en Limousin ;

Et Pierre, sieur de Pouzols, marié en 1577 avec Sibille de Merle, fille du sieur de Montgaillard, dont il eut un fils, Henri, mort en minorité quelques mois après la mort de son père, survenue après trois ou quatre années de mariage. La demoiselle de Merle devait se remarier avec le sieur de La Peyrière.

Anne Du Bois mourut à Douillac, chez sa fille, vers 1587. Quant à Jean Bertaud, il était mort « à Périgueux, à Nostre Dame de septembre de l'an 1572 », ainsi que nous l'apprend un mémoire de famille.

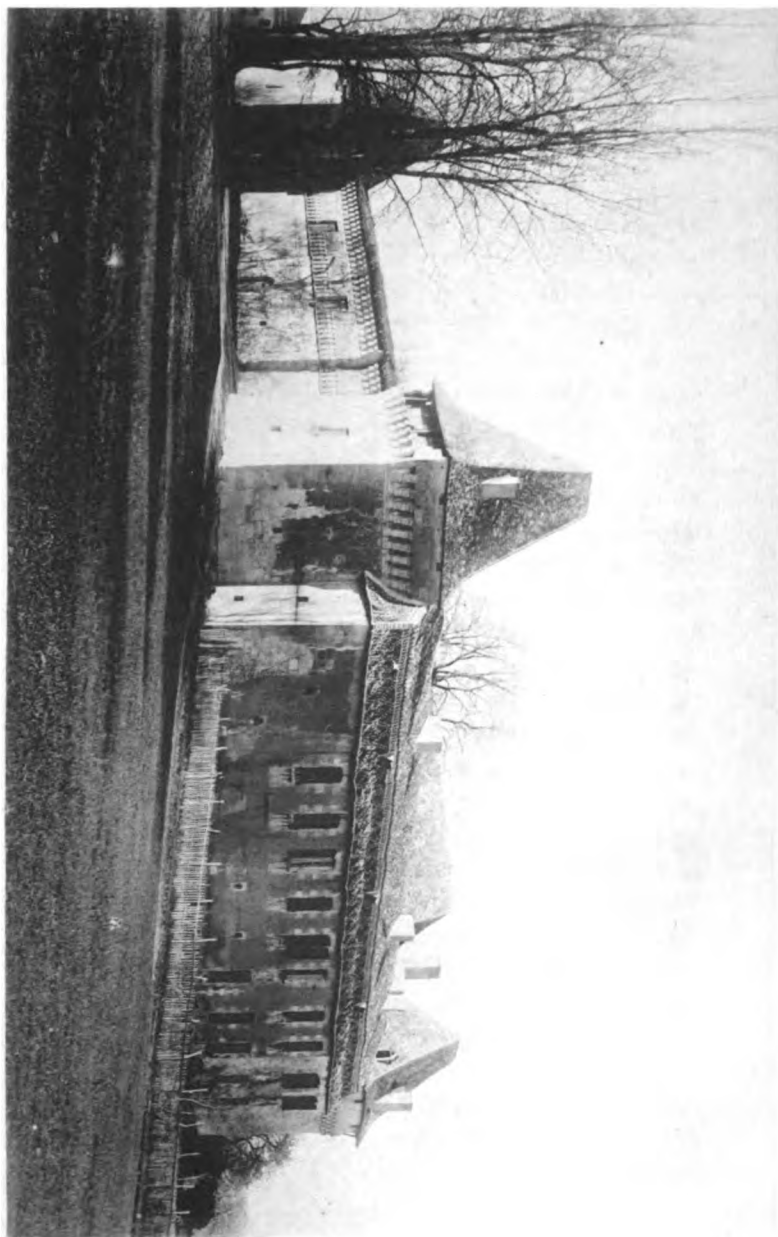
Nous avons mentionné sa devise *Bon vouloir*. Elle figure aussi au frontispice de l'*Encomium*, ainsi que ses armes : *de... à trois étoiles à six rais posées deux et une, surmontées de quatre autres étoiles également à six rais rangées en chef*.

L'écu dentelé et à échancrures est encadré par un rinceau fleuri dans lequel court une banderole portant, en latin, le nom du savant sénéchal de Latourblanche.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

LE CHATEAU DE LA MARTINIE.

Le château de la Martinie, transformé aujourd'hui en ferme, est situé sur la crête de partage des eaux des bassins de l'Isle et de la Dronne, à la naissance d'un vallon profond



qui descend vers cette rivière et le sépare du bourg de Segonzac. L'ensemble de ses constructions dont la masse importante se détache pittoresquement sur un rideau de verdure, forme les quatre côtés d'une vaste cour fermée au nord par le château, au sud par un porche accompagné de galeries, à l'est par un long corps de logis mansardé. A chaque angle de ce quadrilatère s'élève une tour carrée coiffée de combles aigus reposant sur une ceinture de mâchicoulis. A l'ouest une cour d'exploitation entourée de bâtiments de servitude, prolonge la cour d'honneur dont elle devait être jadis séparée par un mur, si toutefois elle n'est pas de création moderne.

On n'élevait plus de forteresses au moment où le château de la Martinie a été construit, mais il est évident que ses propriétaires voulurent, à une époque troublée où l'on avait souvent besoin de se garantir contre un coup de main, lui donner extérieurement un caractère de force qui est surtout apparent au sud, du côté où la pente peu sensible du plateau, à l'extrémité duquel il est bâti, en permet facilement l'accès. La photographie que nous en publions montre les deux tours d'angle est et ouest, reliées par une courtine couronnée de mâchicoulis dont la partie centrale forme un avant-corps au milieu duquel s'ouvrent une porte charretière et une plus petite pour les piétons, par lesquelles on pénétrait dans la cour intérieure. Il y a peu d'années encore, une énorme toiture en forme de carène de vaisseau surmontait ce porche auquel elle donnait un aspect monumental. La construction de cette partie du château et les moulures qui la décorent sont soignées, mais il faut surtout y remarquer au niveau du premier étage et sur toute sa longueur, une frise composée de balustres en pierre, semblables au parapet d'une terrasse, reposant sur un cordon saillant et à demi-engagés dans le mur dont ils supportent la partie supérieure. Cette disposition très originale et que nous n'avons pas rencontrée ailleurs, se répète sur la façade opposée du même bâtiment. Là, une série d'arcades ouvertes sur la cour intérieure et séparées par des pilastres moulurés forment une vaste galerie surmontée d'un étage éclairé par

des fenêtres qui coupent la monotonie de la ligne des balustres.

La tour d'angle à l'ouest du porche n'est pas couronnée comme les autres de mâchicoulis, elle en possède seulement trois sur le milieu de chaque face, au-dessus des fenêtres. Il est probable que la toiture a été remaniée et que ces mâchicoulis servaient à la fois de défense et de supports à de hautes lucarnes, ainsi qu'on en voit de très élégantes dans les combles de la jolie tour du château de Chardeuil, bâtie en 1599 par François de La Faye, frère d'Alain de La Faye, le constructeur de la Martinie, rapprochement qui explique peut-être une disposition rarement usitée autour de nous. Sur le côté est de cette tour, on distingue un grand écusson peint sur le mur. La couronne et les supports, deux lions, sont très distincts, mais les meubles de l'écu ont disparu. Cet écusson rappelle ceux des litres seigneuriales que l'on retrouve encore sur quelques églises, et cette analogie est d'autant plus vraisemblable que la chapelle du château occupait le rez-de-chaussée de la tour. L'écusson dut être placé sur la chapelle, à la suite de quelque cérémonie et par analogie à ce qui avait lieu dans les églises paroissiales. L'emplacement de cette chapelle est déterminé par un inventaire de 1748 dans lequel il est dit : « Et avons procédé au dit inventaire comme sansuit : » Premièrement le grand portal d'entrée plus de demy uzé » par lequel nous sommes entrés dans une gallerie... et » ayant été au bout de la dite gallerie, sommes entrés dans » la chapelle du dit chasteau ». En effet, à l'extrémité ouest de la grande galerie du porche, se trouve l'entrée de la tour dans un coin si resserré qu'on a dû donner à la porte une forme biaise par une coupe aussi habile qu'élégante. La chapelle est une petite pièce carrée, éclairée par d'étroites ouvertures, voûtée sur nervures dont la retombée se fait sur les chapiteaux de quatre colonnes rondes, placées aux angles. La clef de voûte, qui aurait pu nous renseigner sur la date de la construction, est malheureusement fruste, mais malgré son exiguité, ce petit oratoire est d'un style sobre et élégant, qui contraste péniblement avec l'abandon où il se trouve.

Le long et laid bâtiment à toiture brisée, percé de deux étages de fenêtres surbaissées, qui ferme la cour à l'est et que l'on voit dans notre planche, est évidemment postérieur aux tours qui l'encadrent. Il est probable que cette construction a remplacé un simple mur d'enceinte, car à l'extérieur, elle fait saillie sur les tours, et du côté de la cour elle empiète sur la façade du château dont elle masque une partie. On dut l'élever au ^{xviii}^e siècle pour avoir plus de logement et se procurer plus de confortable que n'en pouvaient offrir les grandes pièces du vieux château. Il est à remarquer que ce même fait s'est passé dans plusieurs châteaux de la région, à Maroite et au Puy-Saint-Astier, par exemple, où l'on bâtit à la même époque des constructions sans aucun caractère entre deux tours de l'enceinte, avec cette circonstance aggravante que ces bâtiments masquaient absolument les anciens châteaux justement du côté où leur aspect est le plus pittoresque et d'où l'on jouissait d'une superbe vue, ce qui semble indiquer qu'on renonçait à les habiter pour s'installer dans des appartements à la mode nouvelle.

Le château de la Martinie s'élève en face du porche, au fond de la cour dont nous venons de décrire les différentes constructions ; il se compose d'un long corps de logis élevé d'un étage, ajouré de hautes fenêtres, très espacées, aujourd'hui aveuglées ou remaniées, et flanqué de deux tours carrées saillantes sur la façade opposée à la cour. Les tours et le corps de logis sont de même hauteur, et sur tout leur pourtour règne une ligne de mâchicoulis dont le manteau très élevé et percé de rares créneaux forme un étroit chemin de ronde sur lequel vient s'appuyer un comble aigu. Un vulgaire appentis remplace la toiture de la tour de l'ouest. Actuellement deux portes, probablement remaniées, donnent accès dans l'intérieur du château, où l'on trouve des pièces vastes et fort délabrées. L'escalier est à la romaine entre deux murs, la cuisine, à gauche de l'entrée, a conservé son immense cheminée et son évier en pierre, ainsi qu'une grande armoire en bois noirci par le temps et par la fumée ; on voit encore des traces de peinture sur les murs d'une

pièce du rez-de-chaussée qui paraît avoir été plus ornée que les autres ; sous les solives une frise de rinceaux, et sur le manteau de la cheminée une décoration imitant un brocard sur laquelle se détache une double guirlande entourant un écusson couronné, entre deux palmes, qu'on a malheureusement détruit.

A l'extérieur, en avant du château et dominant les pentes du vallon, existait un petit jardin en terrasse qui pouvait aussi servir de défense. De ce côté, les fenêtres du rez-de-chaussée s'ouvrent très haut au-dessus du sol et ont la forme de larges lucarnes. Le rez-de-chaussée du château de Beauséjour-sur-Dronne, qui nous paraît être à peu près de la même époque et dont le plan offre les plus grands rapports avec celui de la Martinie, est éclairé de la même manière dans ses parties basses.

Au-dessus de l'une des deux portes d'entrée du château est sculpté un écusson, accompagné de lambrequins compliqués et sommé d'un heaume. Cet écusson est écartelé de quatre quartiers dont un seul est certain, le quatrième, une bande accompagnée de deux roses. Le 1 et le 2 paraissent porter le lambel et la croix des La Faye, le 3 est fruste. Au-dessous on lit l'inscription suivante :

ADL. DLFE. ID. V.

1660.

Il semble que l'écusson, l'inscription et la date devraient fournir l'année de la construction du château et le nom de son fondateur ; malheureusement l'écusson est en si mauvais état qu'il reste indéchiffrable, et l'inscription demeure un rébus pour nous. Quant à la date, nous ne saurions admettre que les caractères archéologiques du château de la Martinie se rapportent à un édifice construit sous Louis XIV, lorsque tout, au contraire, lui assigne la fin du xvi^e siècle, et il paraît impossible de le faire descendre jusqu'à la seconde moitié du xvii^e siècle, quand on rencontre en Périgord de nombreuses constructions élevées sous les règnes de Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV, dans le style universellement adopté à ces différentes époques, dont elles sont parfois d'excellents modèles.

A la suite d'une visite un peu superficielle que M. de Roumejoux fit avec nous à la Martinie, il y a quelques années, il en publia une courte description dans le *Bulletin* (t. XVII p. 390) et se fiant à l'inscription, reporta à l'année 1660 la date de sa construction. Il ne nous en voudra pas de rectifier une erreur qui montre une fois de plus que les caractères archéologiques d'un monument sont souvent un moyen d'information plus sûr que des signes graphiques, parfois même des documents qui peuvent avoir été rapportés, déplacés, ou s'appliquer à un autre édifice. C'est ici le cas. On peut admettre en effet que l'écusson sculpté avec ses lambrequins raides et lourds soit contemporain de la construction du château, car sa forme et son style appartiennent aux premières années du xvii^e siècle ; mais l'inscription au contraire semble avoir été encastree après coup dans la bâtisse. Elle est sculptée sur deux pierres qui ne correspondent pas à l'appareil très régulier de la façade, et on a été obligé d'intercaler deux autres pierres au-dessus d'elles pour obtenir la hauteur d'une assise. Il est à remarquer que les caractères en relief de l'inscription sont identiques à ceux des chiffres de la date, on ne peut donc pas les séparer. Or, la date est placée sur la clef de voûte de la porte, ceci seul est une preuve d'un remaniement de cette porte, car toutes les autres ouvertures du château ont un linteau droit. Par conséquent, ou cette inscription vient d'une autre construction, et on l'a maladroitement placée là où elle n'avait aucune raison d'être, ou elle se rapporte simplement à une réfection de la porte d'entrée, mais non à la construction du château.

MM. le comte de Saint Saud et Paul Huet, dont tous les érudits connaissent les savants travaux généalogiques sur les familles périgourdines, viennent tout récemment de publier une luxueuse et très complète histoire de la Maison de La Faye, appuyée sur une quantité de documents et de recherches sur les hommes et sur les localités. Ils ont bien voulu nous aider à résoudre ce petit problème archéologique, en nous fournissant tous les renseignements qui peuvent l'éclairer et en nous autorisant à les puiser dans

leur beau livre ; nous leur en exprimons ici toute notre gratitude, car à cet aperçu purement archéologique nous joindrons des preuves d'archives qui le confirment et montrent en même temps l'intérêt qu'offre pour l'histoire monumentale de notre pays celle des familles qui l'ont habité.

Le nom de la Martinie n'apparaît pas dans la paroisse de Segonzac, avant que les La Faye s'y soient établis. A la fin du xvi^e siècle, Segonzac appartenait à Hélié Vigier qui n'eut que trois filles. L'aînée épousa Raymond de Bardon, dont les descendants possèdent encore le château de Segonzac ; les deux autres se marièrent, par contrat du 4 avril 1582, l'une, Antoinette, avec François de La Faye, et la dernière, Jeanne, avec son frère Alain de La Faye. François, qui était l'aîné, continua à habiter Chardeuil, près d'Excideuil, dont il reconstruisit le château, et Alain eut en dot une métairie nommée la Martinie, située dans la paroisse de Coulaures ; il vint habiter Segonzac et y construisit sur les terres de sa femme un château auquel il donna le nom de la Martinie, en souvenir de celle de Coulaures dont il était resté propriétaire et qui demeura longtemps encore en la possession de ses descendants. Alain mourut avant 1629, mais le château de la Martinie était déjà construit en 1611, nous en avons la preuve dans le contrat de mariage de Pierre de La Faye, fils d'Alain, avec Isabeau de Lambertie, dans lequel le futur est dit : « habitans au chasteau de la Martinie, paroysses de Segonzac ». Un autre fils d'Alain, Poncet de La Faye, épousa en 1624 Isabeau de Solminhiac, et il est également dit dans son contrat : « habitant au chasteau de la Martynie, paroisse de Segonzac au dict Périgord ». Il est donc certain que le château de la Martinie fut construit par Alain de La Faye entre 1582 et 1611, et il paraît probable que n'ayant aucune habitation, et jouissant des droits de sa femme et des siens dès le jour de son mariage, il dut commencer les travaux aussitôt après, ce que confirme l'aspect de l'édifice qui a tous les caractères des constructions de la fin du xvi^e siècle.

Mais si Alain de La Faye construisit le château, il ne termina pas sans doute l'enceinte qui devait lui donner une apparence de château-fort. En effet, l'inventaire rédigé en

1653, après le décès d'Isabeau de Lambertie, femme de Pierre de La Faye, parlè à deux reprises d'un pavillon neuf qui ne peut être aucun de ceux qui flanquent le château, achevé depuis longtemps, ni celui de la chapelle, mais probablement la tour visible dans notre photographie à l'angle est de l'enceinte. Cette tour est divisée par un plancher en deux pièces superposées et pourvues chacune d'une cheminée en pierre. « Et de là sommes entrés dans la chambre basse » du pavillon neuf ». On lit encore le lendemain « ... sommes » allés dans le pavillon neuf où nous avons trouvé certains » meubles que le dict sieur de la Martinie dit appartenir au » sieur Simon, juge de la juridiction ». Le même inventaire nous donne, avec un détail curieux sur les mœurs du temps, la preuve que la cour du château était alors close, comme nous le voyons aujourd'hui, et en état de servir de refuge aux populations d'alentour. On avait dû attendre, dit le notaire, pour procéder à sa rédaction « à cauze des troubles et » guerres qui estoit lors dans le présent pays de Périgord, » et à cause de la multitude de plusieurs familles qui c'es- » toit réfugiées dans le présent chasteau avec leurs me- » bles ».

Ainsi en 1660, le château de la Martinie était depuis longtemps construit et complété par les bâtiments accessoires que nous avons décrits. Il faut, croyons-nous, renoncer à expliquer l'inscription, peut-être incomplète, mais où on aurait pu retrouver les initiales des fondateurs du château, Alain de La Faye et Jeanne Vigier, si la date de 1660, qui appartient certainement au texte de l'inscription, n'excluait leurs noms, car ils étaient à ce moment depuis longtemps morts.

Mais il n'est pas téméraire de penser que le porche et la galerie qui l'accompagne sur la cour sont d'une époque sensiblement postérieure à la construction du château. Le style des arcades et l'aspect monumental de ce bâtiment contrastent avec la nudité du château lui-même et son absence de décoration extérieure. Si les profils des machicoulis sont partout les mêmes, leur superposition à une rangée de balustres sur le porche semble montrer que l'on

doit, dans ce couronnement, voir plutôt une décoration qu'une défense, et surtout la persistance à prodiguer dans les mâchicoulis, comme dans les girouettes, un signe extérieur de la noblesse du châtelain.

Construit par un La Faye, le château de la Martinie est resté jusqu'à la Révolution dans cette maison dont le dernier représentant mâle vient de s'éteindre récemment. Vendu nationalement, il fut plus tard racheté par le vicomte de Segonzac, qui a ainsi reconstitué entre ses mains l'ancienne terre des Segonzac telle qu'elle était possédée par ses ancêtres, les Vigier.

Peut-être trouvera-t-on que nous nous sommes bien longuement étendu sur un château qui, en somme, n'offre pas un grand intérêt archéologique, si on le compare à tant d'autres de ce pays, remarquables par leur ancienneté ou par leur architecture. Il nous a cependant paru intéressant de constater les différentes phases de la construction d'un château élevé tout d'une pièce, et sans doute d'après un plan commun en Périgord, tirant son nom d'un lieu éloigné, offrant quelques particularités curieuses du décor et de la construction, ne retrouvant enfin la date de son origine d'une manière qui satisfasse l'archéologue que sur des documents tirés de l'histoire de la famille à laquelle il a appartenu.

Marquis DE FAYOLLE.



V A R I A .

LETTRE DE M. LATOUR

AU VICOMTE DE BEDUER SUR LA FRONDE A THIVIERS (1).

A Thiviers le 26 juin 1652.

Monsieur,

Ceux qui vous ont voulu persuader que nostre communauté avoit fait quelque traité avec M^r de Chanlost estoient très mal informés. Il est vray que M. de Bastardie nous ayant fait de la part dudit

(1) Cette missive provient du fonds de Saunier de Ferrières et a été lue à la séance du 5 novembre 1891.

sieur de Chanlost quelques propositions, mesmes celle de nous unir aux interestz de M^{re} de Périgueux, nous ne les avons voulues recevoir, et particulièrement cette dernière, et luy avons tesmogné que nous restions toujours dans nostre attachement au service du Roy, et que cette communauté ne songeoit qu'à le conserver. L'advis que vous nous fistes l'honneur de nous donner de l'esloignement des troupes de M^r le Prince et la certitude que nous en eumes en suite firent que nostre employ s'est retiré, avec ordre néanmoins de se remettre ici aux premières semonces. Je vous envoie, Monsieur, les imprimés et les nouvelles par voie de M^r de Vaucocour. Je fairay tenir vostre lettre et vous en envoie une que j'ay receu de Nontron, vous assurant, Monsieur, que je continue tousjours d'estre,

Monsieur,

Vostre très humble et très obéissant serviteur.

LATOUR.

PROJET DE RÉPARATION

A L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN-DES-COMBES

1694.

Extrait du registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse St-Martin-des-Combes pour l'année 1694.

• Aujourd'hui vingt-sixiesme septembre mil six cens quatre-vingt-quatre (1), iour de dimanche, à l'issue de la messe paroissielle, je soussigné, prestre, bachelier en théologie, prieur du prioré (*sic*) de de St-Pantaleon et curé de St-Martin-des-Combes, certifie et déclare à tous ceux qu'il appartiendra, après avoir convoqué la paroisse en corps au prosne de la messe, auroit représenté à tous ceux qui vouleurent y rester, qui estoient M. de Tayac, M. du Mourier, M. de Choury, sieur de la Grange de Mesura, M. de Monboucher, Elie Mousset, Pierre Delmagieu, dit Brigaille, et plusieurs autres, lestat pitoyable dans lequel nostre église parroissielle se trouvoit, et après avoir veü le péril évident de sa ruine totale, aurions tous ensemble voulu convenir avec Marcel Guisteau, maistre masson du village d'Engnaud, pour entreprendre la ditte réparation; mais ayant en-

(1) Il faut lire quatre-vingt-quatorze.

tendu qu'il demandoit quarante pistoles de sa seule façon, on m'a fait l'honneur de me remettre le tout à ma conduite. C'est la délibération que nous avons fait et qu'ils signeront quand il sera besoin.

LABOUR, *curé de St-Martin.*

Pour copie conforme :

R. DE RICARD.

Deux planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente l'Ex-libris de Jean Bertaud, 1529 ; — et la 2^e le Château de la Martinie.

Le Gérant responsable J. BOUNET

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXVII. — DEUXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^{ie}), RUE TAILLEFER.

Mars-Avril 1900.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON.

Séance mensuelle du jeudi 1 ^{er} février 1900.....	73
— du jeudi 1 ^{er} mars.....	84
Bouley. Un sanctuaire dans les bois, en Sarladais. (M. J. MANDIN).....	92
Notes historiques sur la commune de Trélissac. (M. E. DECoux-LAGOUTTE).....	94
<i>Rimes</i> de Pierre de Laval. Discours sur le meurtre de l'é- vêque Fournier. Stance en vers patois. (M. G. HERMANN.)	143
VARIA. — Lettre de Jacques-Louis d'Aydie, comte de Ribé- rac (M. X. DE MONTEIL).....	158
Trousseau d'une pensionnaire de l'abbaye de Port Royal à la fin du XVIII ^e siècle. (M. le marquis DE LA GARDE ST-ANGEL.).....	160
Lettre d'Auguste Dupont à M. Morteyrol-Soulelie.....	163

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 1^{er} février 1900.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, Mandin, de Roumejoux, Eugène Roux, le comte de Saint Saud et Villepelet.

Le procès verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. DE SAINT SAUD nous apprend la mort d'un de nos honorés confrères, de M. le comte Alexis de Chasteigner, ancien officier des haras, membre de l'Académie de Bordeaux, membre correspondant de notre Société depuis sa fondation, qui a publié de savants travaux dans divers recueils et a laissé d'importantes collections. M. de Saint Saud, qui assistait aux obsèques, à Bordeaux, a prononcé sur la tombe quelques paroles de sympathiques regrets au nom de notre compagnie.

L'assemblée le remercie d'avoir su si bien interpréter ses sentiments.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Le *Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique*, tome VII, cinquième série des annales, un fascicule in-8°, Anvers, imprimerie veuve de Backer, 1899 ;

Le *Journal des Savants*, cahiers de novembre et de décembre 1899, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Compte rendu de la Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements* tenue dans la salle de l'hémicycle, à l'Ecole nationale des Beaux-Arts du 23 au 27 mai 1899, vingt-troisième session, ouvrage orné de 40 planches, un gros volume broché in-8°, Paris, typographie de Plon, Nourrit et C^{ie}, 1899 ; contenant une communication de notre confrère M. Charles de Beaumont sur *Les tapisseries de Marie d'Albret aux Musées de Nevers* ;

Le fascicule 4 du tome I^{er} des *Archives de la Commission des Monuments historiques, Ile de France, Picardie*, publiées par les soins de MM. de Baudot et Perrault-Dabot, portefeuille in-folio, Paris, librairie Henri Laurens et Charles Schmid, éditeurs ;

Les fascicules 5 et 6 du tome II du même ouvrage, représentant des monuments de *Normandie, Bretagne, Anjou, Poitou* ;

Le Luth français, revue littéraire et de voyages, numéro de décembre 1899, in-8° de 16 pages, Paris, Ch. Caron, éditeur ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XX^e volume, première livraison, 1^{er} février 1900, in-8°, Saintes, Léon Cassereau, libraire ; contenant, page 30, une description de la ville de Cognac, tirée par M. Dujarric-Descombes du second volume des *Voyages* manuscrits de Louis de Chancel, dit le chevalier de Lagrange-Chancel, frère puiné de l'auteur des *Philippiques*, né à Périgueux le 20 septembre 1678 ;

Le *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, série in-8°, numéro 24, séances du 21 mars au 11 juillet 1899 inclus, Toulouse, Edouard Privat, libraire ; contenant p. 113, une note de M. de Roumejoux sur *Une statue de femme assise avec la rouelle sur l'épaule*, conservée au Musée de Montbéliard ;

Le procès-verbal de la séance du 21 décembre 1899 de la *Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, in-8° de 4 pages, Foix, imprimerie de Gadrat aîné ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1900 (janvier), 132^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

La *Revue Epigraphique*, numéro 95, octobre, novembre, décembre 1899, in-8°, Vienne, imprimerie Ogeret et Martin ;

De M. le docteur Couyba, le premier fascicule de ses *Etudes sur la Fronde en Agenais et ses origines, le duc d'Épernon et le Parlement de Bordeaux (1648-1651)*, in-8°, Villeneuve-sur-Lot, imprimerie Renaud Leygues ;

De M. Vigié, maire de Belvès, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Montpellier, les *Coutumes inédites de Belvès (Dordogne)*, brochure in-8° de 32 pages, Bar-le-Duc, imprimerie Contant-Laguerre ;

De M. Féaux, un exemplaire de son tiré à part, *Contribution à l'étude des terrains quaternaires : la Sablière de Rodas et les Ballastières du Mounard et des Jalots*, in-8° de 17 pages, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1900 ;

Et de M. Adalbert du Soulas, le journal *l'Eclaireur de Bergerac*, du 22 novembre 1899, contenant son article intitulé : *Impressions et souvenirs d'une course de taureaux à Toulouse, en juillet 1899* ;

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} veuve Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de février 1900, où figurent des lettres que nous avons précédemment signalées ; une correspondance du duc de Chaulnes au cardinal de Bouillon, de mai à juillet 1698, toute relative aux démêlés de Bossuet avec Fénelon ; des copies de lettres de l'archevêque de Cambrai, de 1697, concernant son ouvrage, *Explications des Maximes des Saints* ; une lettre de félicitations du prince de Talleyrand à l'amiral Truguet : « Vous avez commencé votre vie d'une manière brillante, vous la finissez d'une manière douce », — et une pièce en manuscrit autographe de Jules Claretie, *Une gageure*.

M. l'abbé Auguste ACHARD élu membre titulaire à la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

Par une circulaire du 22 janvier, M. le Ministre de l'Instruction publique nous invite à lui envoyer, avant le 10

mars prochain, pour l'Exposition, la collection de notre *Bulletin* de 1889 à 1899, et les publications parues en dehors telles que *Les Inscriptions antiques du Musée de Périgueux*, par le capitaine Espérandieu et la *Bibliographie générale du Périgord*.

Par une autre circulaire du 29 janvier, M. le Ministre nous prie de lui adresser, avant le 15 février, dix-sept planches de notre *Bulletin* publiées dans les tomes XVII à XXV, pour être présentées au public, soit dans des albums, soit dans des cadres appropriés, soit enfin dans des meubles à volets. « Ces documents, ajoute-t-il, annexés à la bibliothèque qui contiendra la série des mémoires publiés depuis 1889, attireront plus directement l'attention du public et lui permettront de voir d'un seul coup d'œil les résultats de l'activité de nos Associations savantes. »

M. Charles AUBLANT nous apprend que depuis la découverte des monuments romains de Chamiers en 1886, découverte qui passionna un moment tout Périgueux, les fouilles entreprises au même endroit par plusieurs propriétaires, soit pour faire les fondations de petites constructions, soit pour extraire du sable et du ballast, ont mis au jour de nouvelles substructions de l'époque romaine.

« En 1886, les fouilles, dit-il, ne donnèrent que peu d'objets intéressants, peu ou pas de sculptures, tout, lors de la destruction de ces monuments ou peut-être postérieurement, ayant été détruit, enlevé et probablement réemployé.

» Les travaux de ces derniers temps ont mis à découvert quelques objets que je crois intéressant de vous signaler.

» Une base de colonne et une assise du fût. Cette colonne était ornée de cannelures simples. Elle mesure soixante centimètres environ de diamètre, cannelures comprises. Ces dernières ont une profondeur de 4 à 5 centimètres et sont au nombre de 20; elles ont 6 centimètres de largeur et de 2 à 3 centimètres d'espacement. Tout à côté se trouve un autre fragment de colonne, cannelée également, mais de dimensions un peu plus grandes. La taille de ces différents morceaux est parfaite.

» Une autre base de colonne demi-engagée, le fût sans

ornement ; la partie cylindrique mesure environ 30 centimètres de diamètre et l'épaisseur du bloc entier 46 centimètres.

» Les fouilles ont fait découvrir aussi une certaine quantité de bois de cerfs, entassés même à un endroit. Beaucoup de ces bois, très bien conservés, ont été sciés très près de la tête des animaux, parfois ils tiennent encore à la boîte crânienne.

» Pourquoi tous ces bois de cerf ainsi réunis à la même place, jetés les uns sur les autres ? Les animaux à qui ils ont appartenu ont-ils servi de nourriture aux habitants des villas bâties en ce coin de plaine ? Le cerf, à l'époque gallo-romaine, devait abonder dans les forêts qui couvraient encore notre pays. Nos ancêtres le chassaient et le faisaient certainement paraître sur leur table, tout comme nous ferions, si nous avions le plaisir de trouver ce superbe gibier au bout de nos canons de fusil.

» La biche, et probablement par extension le cerf, étaient consacrés chez les Romains à Diane, déesse de la chasse, et, si les bois de ces animaux ne sont pas des rejets de cuisine, ne seraient-ils pas les restes de victimes offertes à la divinité ?

» Je ferai remarquer qu'on ne trouve pas trace d'ossements d'espèces d'animaux, tels que bœufs, sangliers, moutons, animaux, qui servaient ordinairement de nourriture aux Romains. Pourquoi les rejets de cuisine ne nous auraient-ils conservé que des bois de cerf, alors que les cornes des bœufs et des béliers, les défenses des sangliers sont tout aussi dures ?

» Peut-être un jour trouvera-t-on en continuant à bouleverser le sol une inscription qui lèvera tous les doutes et nous fixera définitivement sur ce qu'était Chamiers, il y a dix-neuf siècles. En attendant, il m'a paru intéressant de mentionner ces nouvelles découvertes qui peuvent contribuer à résoudre la question ».

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Charles Aublant de nous les avoir apprises.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL offre au Musée, de la part de M. Henri Cluzeau, ouvrier typographe à l'Imprimerie de la Dordogne, un moyen bronze assez fruste, peut-être de Domitien, trouvé au faubourg des Barris dans une fondation.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite sous nos yeux un dessin fort exact du chauffe-mains d'église, appartenant à M. Lafontaine, percepteur à Mirebeau (Vienne), et dont il a été parlé dans une séance antérieure. Il se compose, comme on l'avait dit, d'une boule en deux parties réunies par une charnière et dont la partie supérieure est percée de petits trous en forme de fleurs, pour laisser passer la chaleur de la braise.

M. DE FAYOLLE a des doutes sur la destination de cet objet. Il en a toujours vu deux de même forme dans la chapelle de Fayolle, qui ont pour bases deux cercles et ont toujours servi à brûler l'encens.

M. DE SAINT-SAUD assure qu'il a vu aussi des brûle-parfums de cette forme en Espagne et en Orient.

M. DÉLUGIN en a vu également, mais en poterie, dans la Tunisie.

M. LE PRÉSIDENT réplique que l'homme le plus compétent en pareille matière, M^{sr} Barbier de Montault, n'hésite pas à déclarer que l'objet est bien un chauffe-mains d'église, et que son article destiné à accompagner le dessin dans notre *Bulletin* est tout prêt.

M. l'abbé COMTE nous envoie un long mémoire sur la commune de Badefols-d'Ans, le château et l'église, dans lequel il a intercalé d'intéressants extraits d'un livre de raison concernant la Fronde dans la région voisine de Badefols. Le Président nous en lit quelques chapitres, et l'assemblée décide qu'après quelques légères rectifications le mémoire pourra être publié.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale ensuite dans le trente-huitième volume des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, qui vient de paraître, une enquête judiciaire faite, au mois d'août 1480, en vue de la justification

des droits seigneuriaux de la famille de La Madeleine, originaire des Touches-de-Périgny près de Cognac.

Notre vice-président a relevé le trait suivant concernant les guerres anglaises en Périgord, dans la déposition de Jean Ochier dit Franchement.

Ce témoin, âgé d'environ 80 ans, rappelle qu'il était page de feu Jean de La Madeleine, lorsque celui-ci se joignit aux « autres nobles du pays » pour guerroyer contre les Anglais. Il « le servoit, — dit-il, — au fait de la guerre et fust en sa compagnie en plusieurs lieux sur les Angloys », notamment « es sièges de Montagrier et d'Allamans ».

» Voilà, dit M. Dujarric, un double siège, dont on ne retrouve nulle part ailleurs la mention ; il aurait eu lieu dans la première moitié du ^{xv}^e siècle, et semble marquer le point de départ de cette série de succès qui devait se terminer en 1453, dans la plaine de La Mothe-Montravel, par l'expulsion définitive de l'Anglais du Périgord et de toute la Guyenne.

» Il était temps que Montagrier leur fût enlevé, cette place importante, commandée par Rigaut de Durefort, était redoutée au loin. Les registres mémoriaux de l'hôtel-de-ville de Périgueux nous révèlent les méfaits commis par les Anglais de Montagrier, unis à ceux des places voisines, au mois de novembre 1414, homicides et enlèvements de bestiaux aux portes de la ville, incendie de l'abbaye de Chancelade, pillage de Château-l'Evêque, « crimes et maléfices » de toute sorte ne rappelant que trop le lamentable récit du *Livre de vie de Bergerac* ».

M. le vicomte Gaston DE GÉRARD, qui nous avait un peu oubliés, nous envoie une intéressante étude toute d'actualité sur *La peste à Sarlat*, de 1629 à 1634 ; il y montre son arrivée dans une ville mal propre, aux rues tortueuses, rarement visitées par le soleil, et se propageant, grâce à cet état insalubre, après une famine et une dysenterie meurtrière. Pendant quatre ans au moins, l'épidémie décime la ville ; elle paraît avoir atteint sa période la plus malheureuse en 1631 et 1632. Aussi dans cette dernière année trouve-t-on, parmi les minutes des notaires, d'innombrables testaments de pestiférés. Beaucoup d'habitants allèrent se réfugier en rase

campagne ; ceux-là seuls restèrent que le devoir retenait à à leur poste périlleux, les magistrats, les consuls et les ecclésiastiques. « Dès l'apparition du fléau, nous dit M. de Gérard, on prit sans doute à Sarlat toutes les mesures prophylactiques, usitées en pareil cas, bien insuffisantes, si l'on considère l'état rudimentaire en cette matière de l'hygiène médicale sous Louis XIII. C'est tout au plus si l'on soupçonnait les causes et les conditions de la propagation infectieuse. Les progrès de cette branche médicale ont été surtout considérables dans ces dernières années. » On alluma des bûchers sur les places et dans les rues ; on fit des fumigations de haies de genièvre ; on interdit la viande de porc et les salaisons, et on fut plus exigeant pour la propreté de la voie publique. Enfin, le fléau diminua et finit par disparaître. Espérons que nous ne reverrons plus des calamités aussi effroyables.

Cette étude substantielle, dont lecture a été faite en partie, sera publiée dans le *Bulletin*.

De son côté, M. DE MONTEIL nous adresse la copie d'une lettre qu'il croit de 1643 de Jacques Louis d'Aydie comte de Ribérac où celui-ci raconte à son juge-sénéchal, avec de curieux détails, un duel qu'il eut à Châtres sous Montléry, près de Paris, avec Loselerye.

Cette pièce paraîtra dans nos *Varia*.

Notre honorable confrère profite de son envoi pour offrir aux Archives départementales, quatre pièces manuscrites sur papier, du XVII^e siècle :

1° Le testament d'Armand d'Aydie, comte de Ribérac, du 10 juillet 1628 ;

2° L'inventaire du mobilier du château de Ribérac, de janvier et février 1629 ;

3° Un mémoire de l'avocat Bernage, du 19 juillet 1631, concernant l'abbaye de Saint-Astier, dont Antoine d'Aydie, clerc du diocèse de Périgueux, avait été pourvu en 1628 ;

4° Une requête à d'Aguesseau par François d'Aydie comte de Ribérac, pour que la justice dans son comté soit rendue

en son nom et non au nom du Roi, ce qui lui est concédé, 3 novembre 1670.

M. l'Archiviste départemental transmettra à M. de Monteil les remerciements de M. le Préfet en même temps que ceux de M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. DE SAINT SAUD désirerait avoir quelques renseignements un peu précis sur deux faits consignés dans les *Registres secrets* du Parlement de Bordeaux. (*Bibliothèque municipale de Bordeaux, Registres secrets*, vol. 1653 à 1658).

Le premier concerne des troubles occasionnés à Sarlat par deux familles (lesquelles ?). Louis XIV accorda, en juillet 1657, des lettres d'amnistie à ce sujet aux habitants de cette ville. Mais le Parlement inscrit sur son registre secret, à la date du 21 juillet, qu'avant de les enregistrer, il ne faut pas oublier que le marquis de Saint-Luc, gouverneur de la Guyenne, avait prié de différer cette formalité jusqu'à son retour, espérant d'ici-là accorder les deux familles de Sarlat qui avaient causé tous les troubles. « Il a donné rendez-vous aux deux principaux de chaque parti (car chaque famille avait un parti armé) formé par deux familles particulières pour terminer leurs différends. »

MM. de Gérard et Jcuanel pourront peut-être nous éclairer à ce sujet.

Le second fait consigné dans ces registres est beaucoup plus grave.

« Du 19 juillet 1656, lessieurs de Sahourin et du Noyer servant à la Tournelle pour représenter (représentent) à la Cour que sur le sujet des grandes violences commises par un gentilhomme de Périgord, pour raison desquelles il y a eu interdiction, le sieur Procureur général se seroit plaint de divers crimes et violences qui se commettent par les gentils hommes de la province de Périgord; lesquels font la fausse monnoye et se batent en duel, jouissent par force et violence des biens des personnes qui ne leur peuvent résister. Et, sy les sergents ou officiers du Roy veulent se mettre en devoir d'exécuter les arrêts de la Cour, ils font des assemblées et atroupemens si nombreux des gens armés à pied et à cheval... »

La Cour est alors requise de députer des commissaires « pour informer des dites violences, avec pouvoir de faire et parfaire le procès aux coupables... Ensuite messieurs de la Grande Chambre servant à la Tournelle, ayant esté mandés pour délibérer sur ladite proposition, la Cour a commis et député MM. Pierre de Boucaud et Martial Mosnier, conseillers du Roy en ycelle, pour aller en les seneschaussées de Périgord et Limousin. » Mais ces bons magistrats ne semblent point pressés de se mettre en route, car le 7 septembre suivant, la Cour « arreste qu'ils partiront au premier jour, et qu'en cas qu'ils ne fussent de retour à la S^t Martin, ils seront tenus pour presens. »

L'enquête présenta des difficultés sérieuses. Les commissaires écrivent à la date du 24 novembre « qu'ils sont dans la ville de Périgueux... que le sieur de Couture, un des accusés, a fait assemblée. Craignant de ne pouvoir conduire les prisonniers, auxquels ils faisoient procès, avecque seureté dans la conciergerie de la Cour, outre que la conduite seroit un peu de trop grande dépence, ils estiment qu'il seroit à propos que la Cour leur donnât pouvoir de faire le procès souverainement, jusques à sentence definitive... qu'ils jugent important, même nécessaire, de faire exemple sur les lieux. »

Le Parlement acquiesce à leur désir.

Le 27 novembre, nouvelle missive : les conseillers « demandent avis sy, nonobstant l'arret du Conseil, obtenu par le sieur de Coutures portant sursoy de l'arrest de condamnation à mort contre luy, rendu le 20 avril dernier en la Cour, ils peuvent exécuter les décrets, attendu qu'ils ne sont sursis par ledit arrets ; et s'ils peuvent faire de nouvelles procédures contre luy, pour raison de l'assemblée ylicite par lui faite en la dite senéchaussée de Périgord, ou du crime de fausse monnoye, dont ils ont quelque espèce de preuve contre le dit Couture... » ; et si, pour exécuter l'arrest on les autorise à « assembler les communes au son du toxin, faire marcher le canon et forcer le château du dit Coutures ».

Le Parlement de Bordeaux donne alors à ses commissai-

res pleins pouvoirs d'agir, et comme ils avaient dit que l'arrêt du Conseil avait été obtenu par surprise, la Cour ordonne que la copie de cet « arrêt du Conseil sera envoyé aujourd'hui au sieur de la Chabanne, conseiller du Roi en la Cour de Paris, pour faire plainte à M. le Cardinal et à M. le Chancelier ».

Ce dernier approuva la mission confiée à **MM. de Boucaud** et Mosnier et dit que « nonobstant l'arrêt du Conseil obtenu par Coutures, ils doivent passer outre au fait d'ycelle, et qu'au premier Conseil, il le fera casser ». L'enquête se prolongea, et ce n'est que le 26 janvier 1657 que **MM. de Boucaud** et de Mosnier, revenus de Périgueux, se présentèrent devant **MM. de la Grande-Chambre** et des Enquêtes servant à la Tournelle, et « ont fait leur relation comme s'ensuit, laquelle pourtant n'est sur les registres y ayant seulement un blanc de trois pages et demie pour l'y mestre ».

Cette lacune, voulue peut-être, est regrettable, car la fin de cette affaire, suite probable des troubles profonds que la Fronde causa en Périgord, eût été intéressante à connaître à tous égards. Le seigneur de Coutures pourrait bien n'être pas aussi coupable qu'on le croit. En 1650, il avait détroussé Salleton, receveur des tailles du Périgord (voir notre *Bulletin*, tome XVIII, p. 42), mais c'était, paraît-il, pour lever une compagnie de cheveu-légers, et le Roi avait pardonné. On pardonna encore, car le seigneur de Celles et de Coutures mourut paisiblement en 1661.

Enfin M. le marquis de LAGARDE nous communique une curieuse note extraite de ses archives particulières sur le trousseau et les dépenses annuelles d'une pensionnaire de l'abbaye de Port-Royal de Paris, Amélie-Françoise de Bourdeille, aux environs de 1787.

Cette pièce paraîtra dans nos *Varia*.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans nos rangs.

Après trois votes successifs à mains levées, M. LE PRÉSI-

DENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Marchadier, agent général de la Compagnie d'assurances l'*Abeille*, rue Chanzy, 23, à Périgueux, présenté par M. de Roumejoux et M. le docteur Faure ;

M. Paul Muraud, architecte, ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts, présenté par M. le baron de Nervaux et M. Robert Villepelet ;

Et M. l'abbé Neyrac, curé de La Mothe-Montravel, présenté par M. de Monteil et M. l'abbé Prieur.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



Séance du jeudi 1^{er} mars 1900.

Présidence de M. le Marquis de FAYOLLE,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Champagne, Charrier, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Jouanel, l'abbé Camille Lacoste, Mandin, du Rieu de Maynadié et Villepelet.

Se font excuser M. de Roumejoux, en raison d'un deuil récent qui l'empêche de venir présider ; M. le chanoine Brugière et M. Féaux.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de l'un de nos membres fondateurs, M. Ludovic Dauriac, ancien percepteur de la ville de Périgueux, où il a laissé le meilleur souvenir de l'exercice de ses fonctions. Il était retiré à la Borie, dans la commune de Trélissac, qui était le berceau de sa famille. Nos études l'intéressaient, comme nous l'a prouvée sa fidélité.

L'assemblée accueille cette triste communication avec de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Les *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, quatrième trimestre de 1899, in-8°, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté, 1899;

Le *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, année 1899, premier et deuxième fascicules, in-8°, Vannes, imprimerie Lafolye; contenant des *Etudes sur le vieux Nantes*, comme on pourrait en entreprendre sur le vieux Périgueux;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 4^e livraison 1899, octobre-novembre-décembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, administrative et commerciale; contenant p. 497-500 des billets galants de l'abbé Martial de Lagarde à M^{me} de la Calprenède, publiés dans un mémoire sur *Un épistolier tullois de l'école de Voiture et de Balzac, l'abbé de Lagarde*;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XXI, 4^e livraison, octobre-décembre 1899, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur;

La *Revue de l'Agenais et des anciennes provinces du Sud-Ouest*, bulletin de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, onzième et douzième livraisons de la 26^e année, novembre-décembre 1899, un fascicule in-8°, Agen, Imprimerie et lithographie Agenaises, 1899;

Le *Bulletin de la Société de Borda, Dax (Landes)*, vingt-quatrième année 1899, quatrième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-reliure Labèque;

La *Revue des langues romanes*, tome XLII, juillet-août, septembre-octobre 1899, deux fascicules in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur;

Le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, dix-huitième année, deuxième série, n° 32, 4^e trimestre 1899, in-8°, Gap, imprimerie Jean et Peyrot;

De M. de Roumejoux, sa brochure tirée à part sur l'*Excursion archéologique des 10 et 11 juillet 1899*, in-8° de 11 pages, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne;

De M. le comte de Saint-Saud, le compte-rendu de l'*Inau-*

guration à Echourgnac du monument élevé à la mémoire du docteur Piotay et du baron d'Arlot de Saint Saud le XXIV septembre MDCCCXCIX, brochure grand in-8° de 83 pages, Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest (J. Castanet), 1900 ;

Et de M. Charles Aublant, la collection de ses articles parus dans le journal *Le Républicain*, pendant l'année 1899, le plus souvent sur des sujets d'histoire locale, les traditions, usages, vieux souvenirs, sous le titre de *Petites pages d'histoire locale* signées du pseudonyme CHABIRAN.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre du Commerce nous adresse une circulaire en date du 17 février qui ne nous concerne pas. Elle s'applique aux associations de secours mutuels dont on veut présenter un inventaire général et sommaire à l'Exposition de 1900, et non aux Sociétés savantes.

Le même ministère nous envoie le programme du Congrès international d'histoire comparée qui se tiendra à Paris, au Collège de France, du 23 au 29 juillet. Les adhésions et la cotisation, qui est de 20 francs, sont reçues au secrétariat général du Congrès, boulevard Raspail, 10, à Paris, aux secrétariats des diverses sections, ou par le comte de Tarade, trésorier, rue Cambon, 43, à Paris. Tout projet de communication devra être notifié avant le 1^{er} juin 1900, dernier délai, au secrétariat de chacune des sections. Le bureau de la section décide l'admission du projet de communication. Il ne sera reçu aucun travail déjà publié ou présenté antérieurement à une Société savante. Les sections sont au nombre de huit :

- 1° Histoire générale et diplomatique ;
- 2° Histoire comparée des institutions et du droit ;
- 3° Histoire comparée de l'économie sociale ;
- 4° Histoire comparée des affaires religieuses ;
- 5° Histoire comparée des sciences ;
- 6° Histoire comparée des littératures ;
- 7° Histoire comparée des arts du dessin ;
- 8° Histoire comparée de la musique.

M. l'abbé NEYRAC et M. MARCHANDIER, élus membres titu-

lares dans la dernière réunion, adressent leurs remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que les palmes d'officier d'académie viennent d'être attribuées à deux de nos confrères, à M. le docteur Puygauthier, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocañe-Saint-Apre, délégué cantonal, et à M. Charles Aublant, homme de lettres, rédacteur du journal *Le Républicain*, auteur de nombreux articles historiques.

La Société leur envoie ses félicitations.

M. MANDIN nous entretient ensuite de la dernière pierre de l'église Saint-Jean l'Evangeliste de Périgueux :

« Il y a neuf siècles, nous dit-il, que s'élevait en dehors des murs d'enceinte de la Cité, la petite église paroissiale dont la dernière pierre du chevet vient d'être enlevée par la pioche pendant l'ouragan qui sévissait, il y a quelques jours, sur la ville de Périgueux.

» La démolition, annoncée le 4 juillet dernier, a été arrêtée au niveau de la rue. Toutes les fondations sont donc restées intactes dans le sol. Sur le mur goutterot sud s'élève aujourd'hui le soubassement d'une grille qui conservera l'antique alignement et l'ancien niveau de la rue.

» Quelques jours avant cette fin, une pierre rectangulaire de 0,47 de longueur sur 0,34 de hauteur, posée en carreaudage à l'extérieur, sous l'appui de la baie du milieu du chevet rectangulaire, laissait apparaître, sous une plaque d'enduit qui recouvrait son parement refouillé, la silhouette d'un Christ en croix qui se détachait en relief.

» Au-dessous de ses grands bras miséricordieux, horizontalement étendus, se tenaient debout deux personnages entièrement drapés, la Sainte-Vierge et Saint-Jean sans doute.

» La tête penchée semblait encore exhaler le pardon vingt fois séculaire.

» Quoique très mutilée, cette relique devrait assurément être conservée et trouver sa place un jour au milieu des vieux souvenirs de la ville dans son musée définitivement terminé. »

M. le Conservateur du Musée dit qu'il sera heureux d'offrir une place à cette vénérable relique.

M. Robert VILLEPELET nous envoie la copie de deux passages du tome II paru récemment des *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule, l'Aquitaine et les Lyonnaises*, par M. l'abbé Duchesne, membre de l'Institut. Dans l'un, le savant directeur de l'Ecole française d'archéologie de Rome nous donne la liste des onze premiers évêques du diocèse de Périgueux, avec des additions et corrections à la *Gallia Christiana*; dans l'autre, il nous fournit une discussion critique de la légende de Saint-Front.

Cet extrait intéressant pour l'histoire ecclésiastique de notre province sera publié.

M. DUJARRIC-DESCOMBES signale ensuite un acte sur parchemin, dont la fin est déchirée et qui se trouve à la bibliothèque de Périgueux : c'est une double donation faite, le 10 décembre 1407, par le chapitre de Saint-Front aux maire et consuls de Périgueux de 10 sols de rente, et de 9 sols de rente audit chapitre par les maire et consuls pour faire paver le cimetière du Gras.

Cet acte, en latin, est d'une longueur fatigante, mais il renferme quelques particularités dignes d'être citées.

Il relate d'abord les noms des chanoines qui le signèrent : Guillaume Sagelot, Laurent Picard, Aymeric Mercier, Jean de Lascout, Bernard Desnoyers, Etienne Chassarel, Guillaume Delroyre, Hélié Souffron, Hélié Robert, Jean Varach, Geoffroi d'Angiac, Hélié Geoffroy, Etienne Pesy, et Bernard Prévost, tous réunis au son de cloche, selon la coutume, dans le réfectoire de l'église Saint Front, où se tenaient les assemblées capitulaires.

Il est exposé que le cimetière de lad. église, sur la place du Gras, est délavé, que les pierres tombales sont brisées ou dispersées, que les porcs y déterrent les ossements, que la place est remplie d'eaux bourbeuses ; il y a urgence à remédier à cet état de choses, en exécutant certains travaux, d'un côté jusqu'au tombeau d'Hélié Sergent, ancien notaire de Périgueux, et de l'autre jusqu'à la boutique du pâtissier Raulet Maria.

M^e Fortanier Duroy, notaire, accepta, au nom de la ville, la rente cédée par les chanoines sur une maison dite de la

Dame, sise à Périgueux, dans la rue qui mène à la place de la Clautre, vers la maison de Caussade, entre les bâtiments des héritiers de Pierre de La Borie, bourgeois.

En exécution de cet acte, dit M. Dujarric, le cimetière du Gras dut être réparé. Il servit encore pendant plus de deux siècles aux inhumations de la paroisse de Saint-Front. Les archives de la ville nous apprennent qu'en 1645 eut lieu le transfert définitif des tombeaux et ossements de ce cimetière dans les voûtes ou caveaux de l'église Saint-Front.

Puis, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL présente deux expéditions sur parchemin que M. de Saint-Pierre a découvertes ces jours-ci en classant des dossiers modernes relatifs aux prisons de Périgueux. L'une de ces pièces, du 24 mai 1690, contient la fondation par messire François de Laborie, écuyer, sieur de la Rampinsolle, prêtre de l'Oratoire, habitant le lieu de la Rampinsolle, paroisse de Coulounieix, d'une chapellenie sous le titre de Saint-Léonard en faveur des prisonniers de Périgueux. Le prêtre chapelain, qui touchera un revenu annuel de 150 livres, dira ou fera célébrer la messe pour les prisonniers dans la chapelle de la Maison de ville tous les dimanches et fêtes de l'année, et le jour de Saint-Léonard; il sera tenu d'employer la somme de 20 livres pour quatre repas qu'il donnera aux prisonniers aux quatre fêtes annuelles, de la Nativité, de la Résurrection, de la Pentecôte et de Toussaint, et à la fin de chaque repas, les prisonniers diront un chapelet en commun à l'intention du fondateur, etc. M. le chanoine René Bernaret, de regrettable mémoire, ne nous avait jamais parlé de cette chapellenie.

La seconde pièce, du 22 avril 1758, est une constitution de rente au principal de 3,000 livres par les religieuses de Notre-Dame de Sarlat en faveur de M. le chanoine Laubarède, alors chapelain de Saint Léonard des prisonniers, qui en touchera le revenu. Depuis 1690, le capital avait passé des mains des Jésuites en celles de M. de Simon, seigneur de Châtilhon, l'un des deux cents chevaux-légers de la garde du Roi, et en 1758 en celles des religieuses de Notre-Dame de Sarlat.

La première de ces pièces, reçue par M^e Bruc, notaire royal à Périgueux, sera publiée.

M. CHARRIER place ensuite sous nos yeux une collection de documents d'un grand intérêt, tirés des archives domestiques de la famille de La Verrie de Vivans. Ils concernent pour la plupart l'occupation protestante de notre province, le siège de Domme en 1588 avec les rôles des soldats, les états de dépenses ; le traité de La Roque-Gajac ; — et aussi l'occupation de Périgueux de 1575 à 1581. De cette époque ils nous fournissent les procès-verbaux de délibérations des consuls de la ville.

L'assemblée invite instamment M. Charrier à transcrire ces documents et à les publier.

Parmi ces pièces, M. Charrier en a découvert quelques-unes relatives à un capitaine périgourdin, le capitaine Sireuil, qui font l'objet d'une notice biographique qu'il a rédigée avec la collaboration de M. JOUANEL et que celui-ci va nous lire.

Jean de Sireuil était un bâtard de la maison de ce nom qui, pour faire oublier son origine, embrassa la carrière des armes. Au mois de décembre 1583, il est légitimé par des lettres du roi ; on le trouve, dès 1589, capitaine, et le roi Henri III lui délivre une commission pour lever 200 hommes de guerre. Après la mort de Henri III, il se rallie à Henri IV et va se mettre à son service lorsqu'en 1595, celui-ci déclare la guerre au roi d'Espagne Philippe II qui, cédant aux sollicitations des Ligueurs, menaçait d'envahir la Picardie. Amiens est surpris par les Espagnols le 11 mars 1597 : nous retrouvons là notre capitaine périgourdin, « hardi et expérimenté », sous les ordres du maréchal de Biron qui en dirige le siège. Il s'y distingue à plusieurs reprises, et le Roi, pour le récompenser de ses services, lui donne, après la capitulation de la place (19 septembre 1597), la charge et conduite d'une compagnie de cent hommes de guerre à pied qui demeurera, dans la ville, sous l'autorité du duc d'Epemon. Une fois la paix signée à Vervins (2 mai 1598), la royauté des Bourbons est définitivement établie et les troupes sont licenciées.

Le Roi conserve néanmoins Sireuil comme capitaine entretenu en 1607 et lui concède une pension de 2,000 livres. Il dut alors rentrer dans sa maison de Siorac où, en 1612, il obtient pour son bourg des foires et marchés; en 1615 et 1616, il fait deux testaments; en 1618, il octroie des dotations à l'église paroissiale et y fonde une messe annuelle à la mémoire de Henri IV son bienfaiteur. Notre capitaine sarladais vivait encore en 1620, ainsi que nous l'atteste un brevet d'augmentation de sa pension du 16 mai de cette année-là. Mais sa mort reste inconnue comme sa naissance.

Cette intéressante biographie d'un brave soldat périgourdin, dont le nom méritait d'être tiré de l'oubli, sera publiée dans le *Bulletin*.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense qu'il devait y avoir parenté, tout au moins naturelle, entre notre capitaine et le chanoine de Saint-André de Bordeaux, François de Syrueil, archidiacre de Blaye, mort vers 1588, et auteur d'une chronique bordelaise intitulée : *Journal des faits qui se sont passés en Guyenne et en Gascogne de 1563 à 1585*, que M. Clément-Simon a publiée dans le tome XIII des *Archives historiques de la Gironde*.

M. Bardon de Brun écrit au PRÉSIDENT pour avoir des renseignements biographiques sur un de ses arrière-grands-oncles, un Labrousse de Beauregard, dont il fait d'abord un jésuite, puis un chanoine régulier de Saint-Augustin de Chancelade.

L'assemblée croit que M. Bardon de Brun confond deux personnages en un seul : il y a eu, en effet, un jésuite nommé Beauregard, mais qui n'était pas le même que Bernard Labrousse de Beauregard, né à Montignac-le-Comte en Périgord le 2 juin 1735, chanoine régulier de Chancelade, professeur à l'abbaye de Sablonceaux en Saintonge, prieur curé de Champagnolles, député du clergé pour la sénéchaussée de Saintes aux Etats-Généraux de 1789.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

BOULEY.

UN SANCTUAIRE, DANS LES BOIS, EN SARLADAIS.

Guidé par le curé-doyen de Montignac, nous arrivions, par une belle matinée de fin de printemps, à l'altitude de 138 mètres, à l'orée d'un bois. L'ascension avait été silencieuse, le vieux faubourg de la jolie petite ville de Montignac-sur-Vézère venait à peine d'être gravi, que nous regardions, émus, la petite cité, semblable avec ses toits d'ardoises, au bord de son océan de verdure à l'un de nos petits ports de la côte bretonne. Puis, la vue du donjon du vieux château, éveillait, dans nos cœurs, tous les souvenirs des luttes du passé... et le cimetière, dont les cyprès dessinaient leurs rigides silhouettes, sur le bleu du ciel, nous disaient que tout finit dans l'infini ! et devant nous au loin, les coteaux étagés nous rappelaient les plus jolis horizons de la Navarre.

A travers les arbres, apparaissait bientôt, le gable d'un vieux sanctuaire. Vous souvient-il, Messieurs, de cette si douce émotion, qui vous saisissait, quand le moment si désiré, vous aperceviez une aïeule bonne et grave, de cette bonté et gravité que donnent huit à neuf lustres d'existence ? Cette émotion, nous la subissons tous.

Le petit édicule, orienté suivant la tradition des premiers âges chrétiens, a 14 mètres 24 centimètres de longueur, hors œuvre des murs et 7 mètres 95 centimètres de largeur.

De forme rectangulaire, sans aucunes saillies, à l'extérieur comme à l'intérieur, il accuse, par les contours des ouvertures qui le desservent, le faire du milieu du XII^e siècle.

Si la gracieuse légende qui le concerne est vraie, les hommes de cette époque savaient tenir ce qu'ils promettaient.

La nef proprement dite a 6 mètres 65 centimètres de longueur et 5 mètres 65 centimètres de largeur. Des bancs en maçonnerie sont adossés aux murs goutterots nord et sud.

Le sanctuaire auquel on accède par deux degrés, a 4 mètres 47 centimètres de profondeur.

Le pignon d'entrée est ajouré d'une porte dessinée par trois arcatures, timidement ogivales, qui reposaient sur des

DORDOGNE

SARLADAIS.

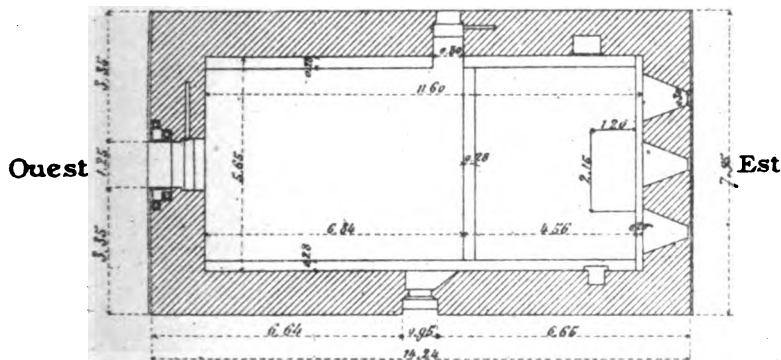
BOULEY

VILLAGE SANCÉVAIRE DANS LES BOIS

Plan

Echelle de 0^m à 10^m par mètre

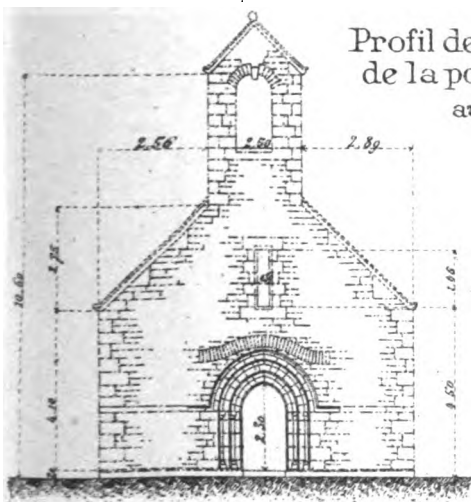
Nord



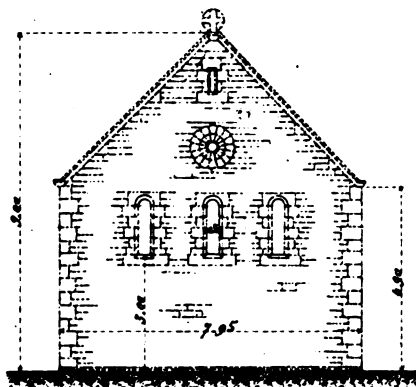
Sud



Profil de l'archivolte
de la porte d'entrée
au 10^{ème}



Elévation de l'entrée



Elévation du chevet

Relevé par l'Architecte
Inventeur du tombeau
de S^t Martin de Tours
Bouley le 3^e juin 1897

DORDOGNE

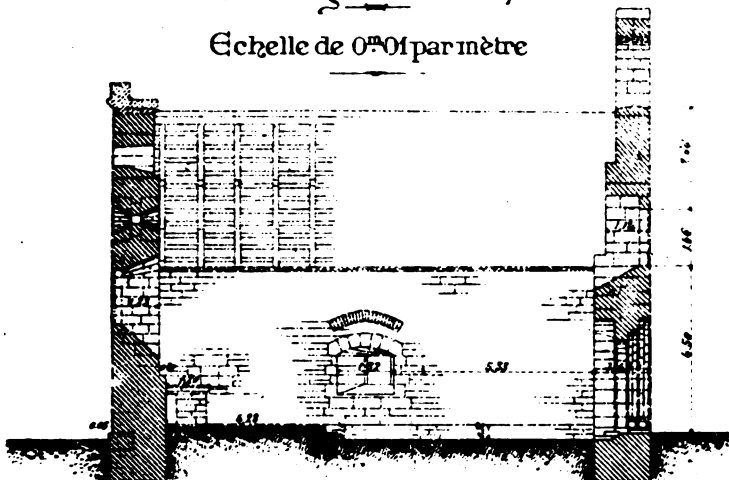
SARLADAIS

BOULEY

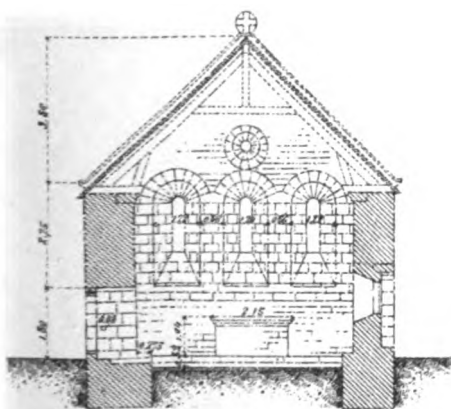
VILLAGE SANCÉVAIRE DANS LES BOIS

Coupe longitudinale Sud

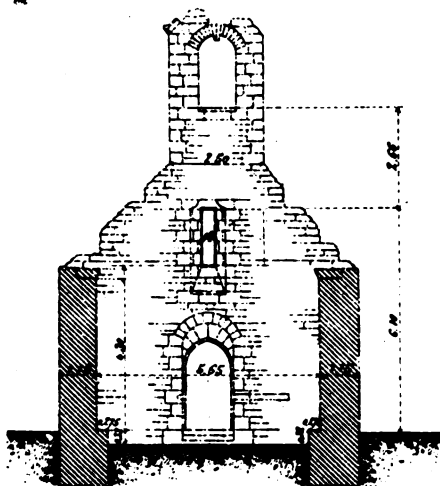
Echelle de 0^m01 par mètre



Profil de l'imposte
au 10^{ème}



Coupe transversale Est



Coupe transversale Ouest

Relevé par l'Architecte
Inventeur du tombeau
de S^t Martin de Tours
Bouley le 3 Juin 1897

[Signature]



colonnnettes monolithes. Une archivoltè encadre le dernier arc, que soulage une décharge, aux extrémités inversement cintrées. Une petite baie rectangulaire la surmonte. Dans le clocher, qui termine le gable, est une ouverture semi-circulaire, qui recevait la cloche. Cette partie surplombe d'une façon inquiétante, et le déplacement de deux des voussoirs de l'arc en fait redouter la chute, à brève échéance.

Le pignon du chevet est percé de trois baies égales, semi-circulaires, également espacées, largement ébrasées à l'intérieur, qui répandent dans le sanctuaire un charme captivant. Un oculus doublement ébrasé les surmonte.

Dans le mur goutterot sud, est une baie, précédée d'une espèce d'auvent à l'extérieur. L'appui est à 88 centimètres au-dessus d'un agenouilloir, et l'ébrasement du jambage, côté de l'autel, permet à la vue de le circonscire. Le jambage opposé est à angle droit. Trois chênes également espacés ont choisi ce mur comme piédestal.

Le mur goutterot nord contient une petite porte de service à regret ogivale, dont la fermeture intérieure était assurée par une barre de refuge en bois, ainsi qu'il avait été fait pour la porte d'entrée. Trois arbres végètent aussi sur ce mur.

Une corniche d'imposte, à l'intérieur, couronne les murs goutterots et recevait la retombée des fermes chevronnées, qui portaient la couverture en pierres plates.

Des traces d'appareils en rouge, se voient encore à l'intrados de la baie sud et l'autel occupe toujours la place, qui lui fut jadis assignée.

Le splendide tapis de verdure, diaprées de fleurs argentées, zébrées de fruits de pourpre, que nous avons trouvé étalé, dans le sanctuaire, disait notre passage, qu'un prochain printemps, réparera à neuf, en le tissant plus brillamment encore (1).

J. MANDIN.

Périgueux, le 1^{er} juillet 1897.

(1) Ces dessins figuraient au Salon des Artistes Français 1898. (Vieilles églises du Périgord, n° 4393).

NOTES HISTORIQUES

sur la commune

DE TRÉLISSAC

CHAPITRE I. — DESCRIPTION PHYSIQUE — AGRICULTURE — INDUSTRIE.

La commune de Trélissac fait partie du canton de Périgueux (Dordogne). Le chef-lieu de la commune est à cinq kilomètres cinq cents mètres du chef-lieu du canton.

Son territoire a la forme d'un vaste triangle dont la base s'appuie, à l'est, à la commune d'Antonne-et-Trigonant, canton de Savignac-les-Eglises, et dont la pointe touche Périgueux, à l'ouest. Le côté nord du triangle est formé, depuis la Croix-Ferrade jusqu'aux Tavernes, par le chemin d'intérêt commun n° 34 — ancienne route de Paris — qui sépare Trélissac des communes de Périgueux, Champcevinel et Cornille. La rivière l'Isle, — sur la rive gauche de laquelle se trouvent les quartiers des Barris et des Commeymies, les communes de Boulazac et de Bassillac — sert de limite au sud, depuis la tannerie Aubarbier jusqu'au delà du moulin de Charrières, en face du village de Malayolle.

A vol d'oiseau, et dans la plus grande longueur, — de l'Arsault à Caussade, — on compte environ huit kilomètres ; il y en a un peu plus de quatre, dans la partie la plus large, à la limite de la commune d'Antonne.

La superficie est de 2,382 hectares (1).

(1) Il me paraît utile de copier ici le tableau qui est à la première page du cadastre communal, terminé en 1828.

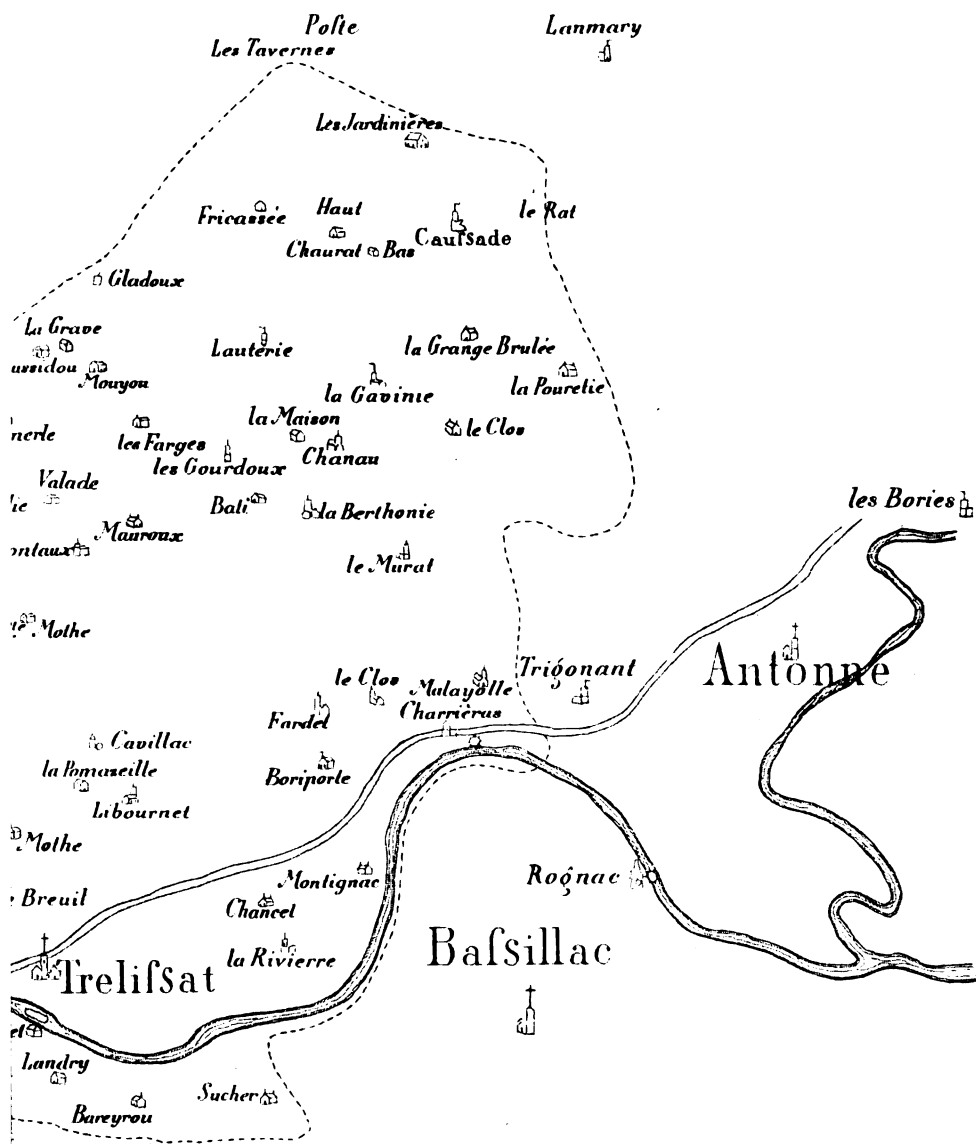
RAPPORT DE LA NOUVELLE MESURE AGRAIRE AVEC LA MESURE DE LA COMMUNE

ANCIENNES MESURES		NOUVELLES MESURES	
NOMS des anciennes mesures et de leurs divisions.	RAPPORT des anciennes mesures entre elles	NOMS des nouvelles mesures	LEUR VALEUR en anciennes mesures
Journaux	30 brasses	Arpent	27 journaux 14 brasses 23 c. 25 ^e
Brasses Carreaux	30 carreaux 6 pieds 1/2 de côté	Perche Mètre	0.00,22 ^e 43 cent. 00.00,00,22 ^e 100

Ce tableau n'est pas complet, car on rencontre à chaque instant dans les

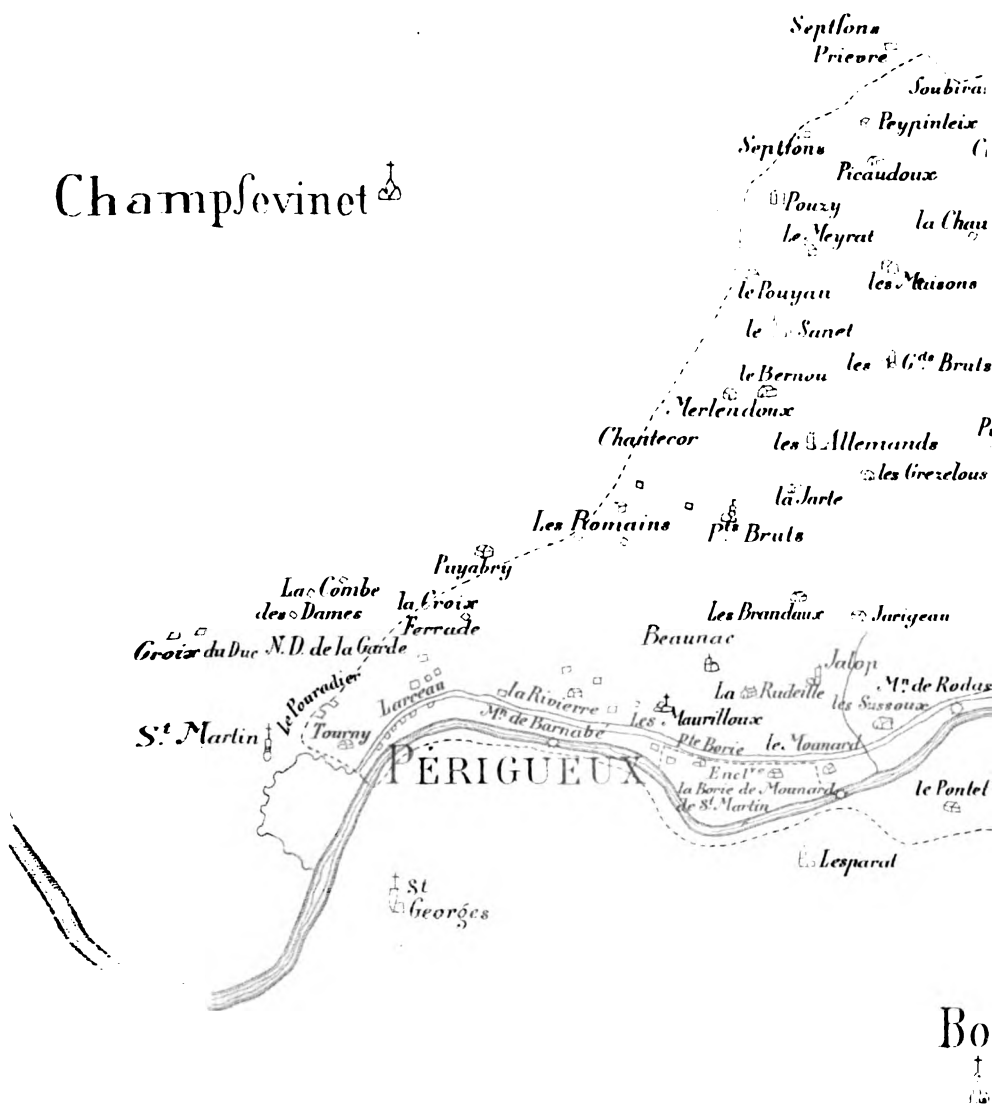


nille



Ancienne Parioisse
de Trélissac
Carte de Debelleyme
1801

Champsevinet



L'altitude au-dessus du niveau de la mer, supérieure à 200 mètres dans les coteaux, s'abaisse dans la plaine au-dessous de 100. Le point le plus élevé est Septfonds — 237 mètres — et le plus bas est l'Arsault — 87 mètres.

La plaine représente environ le tiers de la superficie totale et les coteaux les deux autres tiers.

Les collines ont de faibles altitudes, mais des pentes abruptes. A l'Arsault, à Rhodas, à Malayolle, elles avancent leurs derniers contre-forts jusqu'à la rivière, ne laissant qu'un étroit passage à la route.

Dans les boucles formées par l'Isle, s'étalent les riantes plaines de Laborie et de Trélissac.

On trouve quelques rares fontaines : celle de l'Arsault, celle qui coule au fond de la grotte située au dessous du château de la Mothe, la fontaine de Cavillac, la Font de l'Oseille, celle de Chanaud... ; la grande majorité des habitants est obligée de se contenter de l'eau des puits ou même de l'eau recueillie dans les mares.

Le territoire de Trélissac, incliné du nord au sud, appartient tout entier au bassin de l'Isle. Les eaux arrivent directement à cette rivière, en amont de Périgueux, en glissant à la surface du sol. Sauf le ruisseau de Crézélou, à sec pendant une grande partie de l'année, qui se jette dans l'Isle un peu au-dessus du Mounard, il n'y a pas un seul cours d'eau dans la commune.

Il est probable que ce petit ruisseau est le faible vestige

anciens titres une mesure appelée escat ou escal qui n'est pas mentionnée ici.

Pour avoir sa valeur et connaître son rapport avec les autres mesures ou leurs divisions, il faut consulter les tableaux dressés par le géomètre Delay, tableaux dont j'extrais les chiffres suivants :

MESURES DE PÉRIGUEUX.

Un escat vaut.....	18 m. carrés.
Une brasse vaut.....	1 are 34 m. q.
Un journal vaut.....	40 ares 12 m. q.

	Journal	Brasse	Carreau	Centième
Un are vaut	0	00	22	43
Un hectare vaut	2	14	23	25

d'une énorme masse d'eau qui coulait à une époque préhistorique, et dont il est facile encore de reconnaître la direction, en parlant de son point d'arrivée dans l'Isle, au-dessous des rochers de Rhodas et en remontant vers le nord-est par la vallée encaissée (vallée d'érosion), qui aboutit au plateau de Caussade, et au fond de laquelle est tracé le chemin vicinal n° 8.

La roche calcaire de Rhodas qui s'avancait autrefois jusqu'au lit de la rivière, et le grand amas de sable d'une longueur de 200 mètres sur 15 à 20 mètres de haut qui y était adossé, avaient depuis quelques années attiré l'attention des archéologues périgourdins (1).

Je ne puis qu'engager le lecteur à se reporter aux articles si documentés, dans lesquels MM. Féaux, Lasserre et Champagne, ont condensé le résultat de leurs intéressants travaux. Je me borne à constater ici, que presque tous les objets ayant une valeur scientifique, tels que débris d'animaux antédiluviens — *elephas primogenius*, *elephas tichorinus*... — ou instruments en silex taillés, ont été transportés au Musée de Périgueux, où ils forment une collection relativement importante.

C'est ainsi que grâce aux patientes recherches de nos savants archéologues, la station préhistorique et l'abri sous roche de Rhodas sont désormais classés parmi les stations célèbres du Périgord.

Ainsi que cela résulte d'une statistique soigneusement faite par M. Dauriac, maire, l'agriculture s'est modifiée complètement dans la commune, pendant la seconde moitié de notre siècle.

(1) Voir *Station chelléenne de Trélissac* et *La station magdalénienne de Trélissac*, par MM. le docteur G. Lasserre, chef des travaux d'histoire naturelle de la Faculté de Médecine de Bordeaux, et J. Champagne, préparateur au Laboratoire d'histoire naturelle de la Faculté de Médecine de Bordeaux, mémoires insérés dans les *Bulletins* de la Société de Géographie commerciale de Bordeaux, année 1896, p. 109 et 200 ; année 1897, p. 196.

Voyez également dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, année 1899, la savante et complète étude de M. Féaux : *Contribution à l'étude des terrains quaternaires : — Sablière de Rodas — Ballastières du Mounard et des Jalots*

En effet, en juillet 1813, M. Dauriac comptait, dans cent onze métairies exploitées par colons partiaires et vingt corps de domaines exploités par les propriétaires, 354 bœufs d'une valeur moyenne de 450 francs la paire, plus 700 cochons, truies ou nourrains, 26 chevaux ou juments, 2,700 béliers, moutons, brebis ou agneaux, et 4 béliers mérinos donnant tous une moyenne de 1,350 kil. de laine.

Aujourd'hui, la valeur moyenne des paires de bœufs peut être aisément portée de 700 à 750 francs. Quant à la race chevaline, la jumenterie de M. Magne contient à elle seule plus d'animaux que toute la commune en 1813, et sans compter tous les animaux réformés ou n'ayant pas encore atteint six ans, il a été présenté, en 1899, quarante chevaux ou juments à la commission militaire de recensement.

Le nombre des animaux de l'espèce porcine est sensiblement supérieur à celui porté dans la statistique Dauriac, tandis que celui des moutons et brebis est bien diminué depuis que la culture est devenue plus intensive.

Mais ce qui frappe surtout dans le document que nous analysons, c'est qu'il ne mentionne même pas les deux principales sources de richesse des agriculteurs de nos jours : les vaches laitières et les jardins.

Les pentes des collines au sol sec et pierreux sont encore couvertes de bois de châtaigniers et de chênes. Mais sur les plateaux, les terres argilo-siliceuses ou argilo-calcaires produisent des fourrages artificiels qui nourrissent une grande quantité de vaches, dont le lait apporté tous les matins à la ville par d'alertes Perrettes, leur fournit des revenus plus réels que ceux de l'héroïne de La Fontaine. On y récolte aussi du froment de bonne qualité : malheureusement le rendement à l'hectare est peu élevé.

Les mêmes cultures, et de magnifiques prairies, couvrent en grande partie les plaines de Laborie et de Trélissac, plus fertiles et plus peuplées. On y remarque, en outre, de nombreux jardins maraichers travaillés par une laborieuse population de jardiniers qui fournissent chaque jour les marchés de Périgieux de savoureux légumes.

La commune compte un certain nombre de planteurs de

tabac (25 à 30 chaque année), qui cultivent sept hectares environ. Le tabac est généralement classé dans les qualités moyennes. Le rendement cultural peut être estimé à 1400 francs par hectare.

Autrefois, en l'absence de moyens de communication faciles, la principale préoccupation des gouvernements était d'assurer la subsistance des populations et d'empêcher les disettes. Aussi cherchait-on à augmenter par tous les moyens la surface du sol consacrée à la culture des céréales. Sous l'empire de ces idées, par trois fois dans le cours de l'histoire de France, à la suite d'effroyables disettes, la vigne a été la victime de l'administration qui cherchait à prévenir ces désastres par des mesures réglant les divers modes de culture. En 92, Domitien fit arracher toutes les vignes de la Gaule, replantées plus tard par les soldats de Probus. En 1566, Charles IX, puis Henri III en 1577, moins radicaux que l'empereur romain, déterminèrent cependant l'étendue que ne pourraient pas dépasser les vignobles dans chaque canton. Enfin, en 1731, un édit défendit toute plantation nouvelle de vignes.

Cependant, ainsi qu'en témoignent les documents les plus anciens, notamment le *Terrier de Barnabé*, qui cite des faits du xiv^e siècle, la vigne était restée très en honneur et constituait une des richesses de notre pays. On continua à planter, même après l'édit de 1731, en se soumettant aux formalités prescrites par l'administration et dont le document suivant donne une idée très nette :

Louis-Urbain Aubert, chevalier, marquis de Tourny, baron de Selongey..... intendant de justice, police et finances en la généralité de Bordeaux.

Sur la requête à nous présentée par le sieur Jean-Sicaire Bonneau de la Jarte, tendante à ce qu'il luy fust permis de faire planter en vigne 8 journaux 1/2 de terrain à luy appartenant dans la paroisse de Trélissac, banlieue de Périgueux.

Vu la d. requête — notre ordonnance d'avant faire droit du 25 août 1752, — celle du s^r Maignol, notre subdélégué à Périgueux du 8 décembre dernier, par laquelle il auroit commis le sieur Sarlande, notaire royal et arpenteur à Périgueux, pour dresser procès-verbal de la nature, situation, étendue et confrontation du terrain en ques-

tion, — le procès-verbal fait en conséquence le 11 du d. mois de décembre, duquel il résulte que le d. terrain n'est propre à d'autre culture que celle de la vigne.

Nous, sous le bon plaisir du Roi, permettons au suppliant de faire planter en vigne 8 journaux $1/2$ de terrain, à luy appartenant dans la paroisse de Trélissac, élection de Périgueux, tels qu'ils sont désignés et confrontés par le procès-verbal du sieur Sarlande.

Fait à Bordeaux, ce 20 janvier 1753.

Signé : AUBERT DE TOURNY (1).

Au moment des ravages du phylloxera, les vignobles avaient presque entièrement disparu de la commune. A la suite des expériences faites, il y a quelques années, à la pépinière créée aux frais du département de la Dordogne, aux Morilloux, sur un terrain situé des deux côtés de la route nationale n° 21 et appartenant à M. de Siorac, de nombreux essais de reconstitution de vignobles ont été tentés, notamment par M. Stipal à Burrecoqui, M. Gaillard à Chantecor, M. le marquis de Faymoreau d'Arquistade à Septfonds, M. Romanet du Caillaud à Bonac, M. N. Magne à Lauterie.

Les exploitations rurales sont peu importantes. Une seule, celle de M^{me} Magne, à Trélissac, occupe un nombreux personnel d'ouvriers agricoles dirigés par un régisseur, et utilise le matériel et les procédés perfectionnés des pays de grande culture.

A Libournet, M. Napoléon Magne, député de la Dordogne, a créé une jumenterie importante. Deux étalons approuvés par l'Etat font la monte pour les poulinières de la contrée.

L'industrie, tout entière concentrée dans la plaine, occupe un personnel moins nombreux que l'agriculture.

L'usine de Charriéras, qui appartient à M. Rouleau, est partagée en deux parties. La première a conservé son ancienne destination. Pendant toute l'année on y moule le blé des environs pour les propriétaires qui ont conservé l'habitude de faire leur pain à la maison. A la fin de l'automne, on écrase les noix pour en extraire l'huile dont la plus épu-

(1) Voir *Archives départementales*, Papiers Veyrel et Bonneau.

rée sert pour la préparation des aliments, et l'autre pour l'éclairage. La seconde partie est occupée par la scierie mécanique du propriétaire. Elle a perdu de son importance depuis que M. Rouleau a fait construire une seconde scierie à Périgueux et y a transporté le principal siège de sa maison de commerce.

Rhodas était encore, il y a peu d'années, un moulin à farines. Aujourd'hui, la force produite par une turbine refoule dans un grand réservoir situé sur la montagne, de l'autre côté de la route, l'eau qui arrose le parc de M^{me} Magne et qui sert aux usages domestiques du château de Trélissac et des communs. Cette turbine actionne, en outre, une baratte dans laquelle on réduit en beurre le lait des vaches de la ferme. Enfin, elle fait fonctionner une puissante machine électrique au moyen de laquelle on éclaire le château et ses dépendances directes.

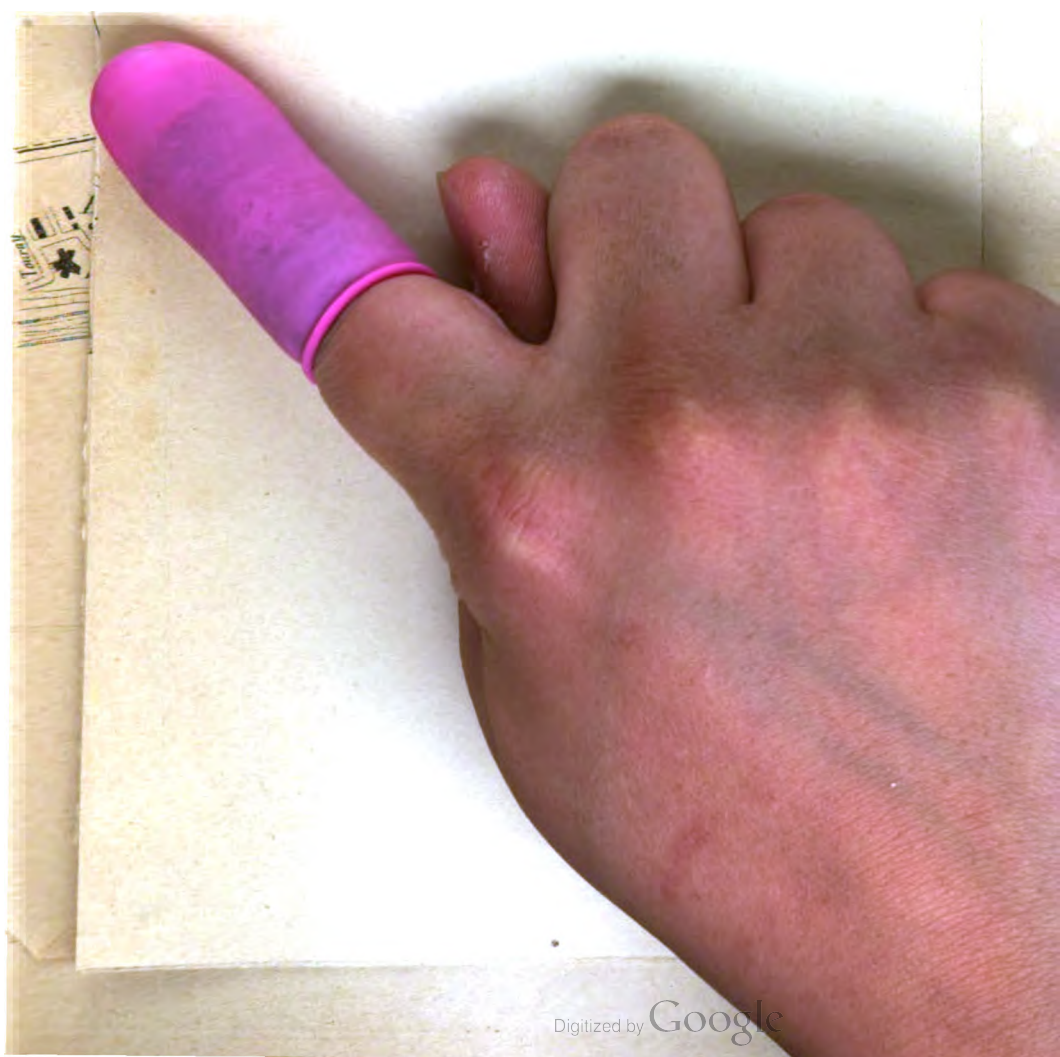
Le vieux moulin des Mounards est, comme celui de Charriéras, un moulin à farines et à huile. Il compte plusieurs siècles d'existence.

Barnabé s'appelait, au xiv^e siècle, « lo moly del Prats ». Il prit son nom actuel au xv^e siècle, lorsqu'il fut acquis par la puissante famille des Arnaud de Barnabé de Laborie. Il est aujourd'hui la propriété de MM. Aubier et Decoux-Lagoutte, qui y fabriquent de la farine de froment pour le commerce.

La tannerie de MM. Aubarbier frères est à cheval sur les limites des communes de Trélissac et de Périgueux. C'est une usine en pleine activité. Depuis fort longtemps cette industrie est exercée à l'Arsault, et elle est mentionnée dans nos plus anciens arpentements.

L'usine actuelle a été en partie reconstruite après l'établissement de la route nationale n° 21, qui a entraîné la démolition des anciens bâtiments.

Les carrières de pierres de l'Arsault paraissent avoir toujours fourni des matériaux pour la construction des immeubles bâtis à Périgueux. Je me borne à mentionner deux faits. Dans les premières années du xv^e siècle, on tire de l'Arsault les pierres nécessaires à la reconstruction d'une partie des remparts de la ville, et, en 1829, un arrêté du préfet de la



Dordogne autorise à exploiter celle dite de Ramond, pour en extraire les matériaux destinés à la construction du Palais de Justice à Périgueux.

L'industrie la plus importante est celle de la Compagnie des Tramways du Périgord, dont le siège et les bâtiments principaux sont aux Jalots.

C'est une création toute récente qui prend chaque jour une plus grande extension et qui a donné à cette partie de la commune une importance relativement considérable.

Depuis dix ans, la moyenne des naissances est de 35, celle des décès de 29, celle des mariages de 11, et celle des conscrits présentés au tirage au sort de 13.

CHAPITRE II. — HISTOIRE GÉNÉRALE.

I

« Nous, maire et consuls, seigneurs hauts justiciers, comtes et barons, gouverneurs, juges civils, criminels et de police des ville, cité, banlieue et faux-bourgs et juridiction de Périgueux..... (1) », c'est ainsi que se qualifiaient autrefois les administrateurs de l'agglomération périgourdine et de ses dépendances.

Le territoire actuel de la commune de Trélissac a, de temps immémorial, fait partie de la banlieue de Périgueux. Il est donc indispensable de rechercher au début de cette étude la nature des liens de droit qui régissaient les rapports des citoyens urbains de Périgueux et des habitants de la banlieue.

L'un des titres des Archives départementales de la Dordogne nous fournit des renseignements à peu près complets sur cette question. Le voici (2) :

Attestation faite, en 1684, par un certain nombre de personnes no-

(1) V. *Arch. départ. de la Dordogne*, série E, Papiers Veyrel et Bonneau, 10 octobre 1759. — On trouve dans beaucoup de documents publiés une autre formule moins longue et qui est la suivante : « Nous, maire et consuls, seigneurs comtes et barons des ville, cité, banlieue et juridiction de Périgueux.... »

(2) *Arch. départ. de la Dordogne*, série B. 192.

tables de Périgueux sur le requis de Jean Audebert et de Maurice Juglard, notaires royaux, bourgeois de la ville, pour constater que la ville de Périgueux et les six paroisses qui composent la banlieue (1) ont toujours été unies, sont gouvernées par les mêmes consuls et magistrats, jouissent des mêmes privilèges, supportent proportionnellement les mêmes charges ; que les officiers ont toujours exercé leurs fonctions tant dans la ville que dans la banlieue ; en un mot, que, suivant l'usage observé de tout temps, il n'a jamais été fait de différence entre la ville et la banlieue.

Malgré cette affirmation si nette, il est néanmoins certain que les droits et les devoirs des citoyens logés dans l'intérieur des murailles et ceux des habitants de la banlieue n'étaient pas identiques. C'est ainsi, par exemple, que les citoyens qui résidaient toujours dans l'enceinte ou ceux qui y avaient seulement une maison d'habitation à leur usage exclusif, étaient tenus de loger les gens de guerre de passage ou de payer le coût de leur logement dans une auberge. Ils étaient, par compensation, exemptés de l'impôt personnel et territorial appelé taille, perçu seulement sur les roturiers.

Les habitants de la banlieue, au contraire, devaient certaines corvées : convoyer les équipages des troupes de passage, transporter les matériaux nécessaires pour les réparations du pavé ou des bâtiments communaux, fournir la paille demandée pour les casernes... Ils étaient, en outre, soumis à d'autres charges spéciales (2).

Sous l'ancien régime et jusqu'aux premières années du xix^e siècle, Trélissac n'a pas eu de vie propre et indépendante. Son histoire est l'histoire de Périgueux. Je me verrai

(1) La banlieue comprenait en 1493 : Champcevinel, Trélissac, Boulazac, Atur, St-Pierre-ès-Liens et Coursac (*Arch. commun. de Périgueux*, série CC. 94), et en 1786 : St-Martin, Champcevinel, Trélissac, Boulazac, Atur, St-Pierre-ès-Liens, St-Georges, Coulounieix et la Cité-hors-l'Enceinte. (*Arch. commun. de Périgueux*, série CC. 36.)

(2) V. *Arch. départ. de la Dordogne*, série E, Papiers Veyrel et de Bonneau. — Procès soutenu devant l'Intendant de Guyenne contre les maire et consuls de Périgueux par Jean de Bonneau, propriétaire d'immeubles dans Périgueux, mais habitant la Jarthe, paroisse de Trélissac, auquel on voulait imposer le logement des gens de guerre. Mai 1762.

donc forcé, ce que je ferai le plus brièvement possible, de raconter certains épisodes de l'histoire municipale de Périgueux ou de la province de Périgord : je rendrai ainsi plus compréhensible le récit des faits importants qui ont eu pour théâtre le territoire de la paroisse ou qui ont apporté des modifications dans la situation de ses habitants.

II

Les habitants de la communauté avaient habilement profité des longues guerres avec l'Anglais qui désolèrent la province pour se faire reconnaître par les rois de France un certain nombre de droits fort enviables et se créer une situation privilégiée. Ces droits sont énumérés dans un grand nombre d'actes émanant, soit de la royauté, soit d'arrêts de Cours souveraines qui les mentionnent et en tirent les conséquences. « Feus nos prédécesseurs roys, dit Henri III dans ses lettres patentes de 1575, les ont reçeus à hommaige tout ainsi que les autres nobles de France (1), si les ont déclarés unis et incorporés à perpétuité à la Couronne de France... (2) ». Plus tard, en 1680, les consuls précisent les droits de leurs concitoyens (3).

(1) V. *Mémoire pour la ville et cité de Périgueux*, par Moreau de Vor-mes. 1775.

(2) 1547 à 1611. *Arch. commun. de Périgueux*, série AA. 16.

(3) « Après avoir déclaré que de tous temps et ancienneté, ils sont vassaux, hommagers et feudataires du Roi, et que les habitants leur prêtent à cause de cela serment de fidélité à toute nouvelle création du corps consulaire, les maire et consuls disent qu'ils rendent hommaige au Roi pour le droit de justice haute, moyenne et basse, qu'ils exercent dans la ville, cité, banlieue et juridiction de Périgueux, et pour les repaires tenus d'eux en arrière-fiefs... Les maire et consuls de Périgueux ont, de plus, le droit de créer des notaires et sergents sous le scel de ville, et perçoivent au nom de la communauté les droits de leyde, de boucherie, de minage, de boulangerie, et ceux appelés la coupe du saumon, les lods et ventes, la vinade, les pailles et foin et les marchands étrangers. Ils ont pouvoir d'acquérir fiefs et arrière-fiefs sans en payer aucune finance, de tenir le sceau à sceller contrats, sentences, condamnations, commissions et autres actes de justice ; sont exempts de payer aucune taille ou impositions quelconques ; aussi sont exempts du ban et de l'arrière-ban ; ne peuvent être contraints d'aller plaider ailleurs que devant

Ils sont en possession de droits dévolus ordinairement au souverain : Justice haute, moyenne et basse ; nomination d'officiers publics, notaires et sergents. Ils appellent les milices sous les armes et les commandent (1). Ils jouissent en toute liberté des droits que les municipalités actuelles ne peuvent exercer que sous le contrôle sévère du Gouvernement et des Chambres : établissement de taxes locales qui correspondent à nos droits d'octroi et de place et à nos centimes additionnels, droits de boucherie, de boulangerie, de minage, droits sur les pailles et foin, droits sur les marchands étrangers... faculté d'imposer sur les habitants de la ville et de la banlieue les sommes nécessaires aux affaires de la communauté... Enfin, privilèges encore plus appréciables, en ce qui concerne les dépenses publiques d'intérêt général, ils sont exempts de payer aucune taille ou impositions quelconques, ont pouvoir d'acquérir fiefs sans en payer aucune finance...

Outre les droits et privilèges concédés directement par les rois de France pour prix des services rendus, les habitants de Périgueux en avaient acquis d'autres au préjudice des

le Sénéchal de Périgueux en première instance ; ont pouvoir et faculté d'imposer sur les habitants de la ville et banlieue les sommes nécessaires aux affaires de la communauté ; enfin sont en possession du droit de géôle. Tous les susdits droits sont domaniaux à la ville et communauté et les dits maire, consuls et syndics en ont joui, et leurs prédécesseurs en ont joui de tout temps et ancienneté comme ils font encore à présent... » V. *Arch. commun. de Périgueux*, 1680, série DD. 14.

Arrêts du Conseil d'Etat ordonnant que les bourgeois de Périgueux seront maintenus dans leurs exemptions et privilèges, en ce qui concerne le port d'armes, le tirage de la milice, les droits de francs-fiefs et autres charges et contributions roturières. *Arch. commun. de Périgueux*, 25 mars 1774, série BB. 38, et 17 mai 1780, série BB, 39.

(1) Le capitaine d'Auberoche voulant obliger les hommes de Trélissac à faire le guet, quoiqu'ils relevassent de la commune de Périgueux, les maire et consuls portent leurs plaintes, d'abord au capitaine de Montignac, puis au roi de France. V. *Arch. commun. de Périgueux*, 1400, série CC. 70.

Un sergent du Consulat est envoyé le 23 juillet 1408 à Trélissac pour mander à tous les hommes de la paroisse, « que fussen lendoma à la manobra ». V. *Arch. commun. de Périgueux*, série CC. 71.

seigneurs voisins contre lesquels ils luttèrent pendant de longs siècles et qu'ils virent peu à peu disparaître ou dont ils eurent le bonheur de triompher.

III

Leurs plus terribles ennemis furent les comtes de Périgord. Il est d'autant plus utile de parler de cette longue querelle que trop souvent le territoire de Trélissac fut le théâtre de la lutte et que les habitants de la paroisse eurent fort à souffrir des déprédations des bandes à la solde des comtes.

Les adversaires évoluaient sur un territoire si restreint et leurs intérêts étaient si distincts que lors même que les partis eussent été de bonne foi, il n'eût pas été possible d'échapper à de perpétuelles difficultés : mais, du moins, dans ces cas, on eût pu arriver à trouver un *modus vivendi* qui eût permis d'éviter les haines et les cataclysmes. La lutte engagée sur un plus vaste théâtre entre les Anglais et les Français compliquait encore la situation, car chacun des combattants avait besoin d'alliés et était disposé à pardonner beaucoup à condition qu'on l'aidât un peu.

Au début, les bourgeois et le comte se craignent réciproquement autant qu'ils se haïssent. C'est l'époque où ils plaident autant qu'ils se battent, et on aboutit à des transactions appliquées pendant quelques années.

En 1204, le comte et les délégués de Périgueux se rendent auprès de Philippe-Auguste dans son camp devant Rouen. Après avoir entendu l'exposé des droits de chacun, le roi reçoit, par deux actes concomitants, mais séparés, l'hommage et le serment de fidélité du comte de Périgord et de la ville de Périgueux.

En 1247, nouvelles prétentions du comte. Les parties plaident devant saint Louis qui déboute Archambaud de sa demande. Il est déclaré qu'il est sans droits sur la seigneurie du Puy-St-Front, qu'il n'a aucun pouvoir pour investir les consuls, pour se mettre à la tête de la ville ou exercer la police sur le mesurage des blés.

En 1286, on règle les droits du comte et de la municipalité pour la Justice.

En 1311, Brunissende de Foix, veuve en secondes noccs d'Hélie VII, peut, sans difficultés, comme tutrice de son fils aîné Archambaud IV, faire prêter les serments de fidélité et recevoir les hommages des principaux vassaux parmi lesquels nous remarquons :

1° Jean de Clarens, une paire d'éperons dorés d'acapte pour ses terres de Trélissat.

2° Hélie Monain, pour ce qu'il acheta, avec sa mère, dans la même paroisse, du dit Jean de Clarens.

3° Pierre de Périgueux, pour ses domaines et droits de Trélissat, du territoire des seigneuries de Périgueux.

4° Hélie de Périgueux, pour ses domaines de Trélissat.

A partir de l'avènement de Roger Bernard, frère et successeur d'Archambaud IV, la lutte prit un caractère de plus en plus grave, jusqu'au moment où les violences et la mauvaise foi de ses successeurs, Archambaud V et Archambaud VI, compromirent définitivement leur cause et firent consacrer par la royauté le triomphe de la ville.

En 1341, Roger Bernard échangea avec le roi de France la seigneurie de Bergerac contre certains avantages, parmi lesquels la perception de revenus perçus par moitié avec le chapitre, tel que le droit du commun dû par plusieurs localités, notamment par Trélissac.

Le comte ne voulut pas se contenter du lot qui lui était échu. Fort de l'amitié de Jean-le-Bon, il arracha à la faiblesse de ce monarque la perception complète du droit du commun. Mais, ne voulant rien brusquer, il leva des troupes sous le prétexte de poursuivre les pillards qui couraient la province pendant la trêve entre les Anglais et les Français. Le maire et les consuls de Périgueux furent avertis le 21 juin 1352 « par quelques amis de la ville... désireux de prendre soin de son honneur et de son intérêt... que le comte de Périgord avec toutes ses forces, de l'obéissance des deux seigneurs, le roi de France et le roi d'Angleterre, voulait à tort ou à raison faire la guerre à feu et à sang au Puy-St-Front, et avait l'intention de détruire... tous les

bleds et toutes les vignes des bourgeois, remplir de soldats et de pillards toutes les églises et autres lieux des environs... garnir et occuper les églises de Champsavinel et Trélissac. » (1)

Les consuls s'étaient laissé surprendre et n'étaient pas en mesure de se défendre utilement. Ils firent quelques concessions pour laisser passer l'orage, dans un traité conclu avec le comte le 7 juillet 1352. Mais cette fois c'en était trop ! Une guerre à mort s'engagea entre les adversaires. Les consuls se tournèrent résolument du côté des rois de France que les comtes lassèrent par leurs brutalités, leur arrogance et leurs défections successives.

IV

Les derniers actes de cette sanglante tragédie eurent lieu sous les comtes Archambaud V et Archambaud VI, et ont été traités d'une manière définitive par M. Dessalles dans son *Histoire des deux derniers comtes de Périgord*.

La situation n'était pas égale pour les belligérants. Les comtes, cantonnés dans leurs places fortes et leurs châteaux qui commandaient une grande partie du Périgord, pouvaient se ravitailler facilement et recruter de nouveaux soldats. Les Anglais les aidaient dans leur œuvre de dévastation. La banlieue, où Périgueux aurait dû trouver les ressources nécessaires pour soutenir la lutte, était ravagée par les pillards, et les récoltes à peine arrivées à maturité étaient enlevées avec les travailleurs.

Beaucoup de ces faits de guerre se sont passés sur le territoire de Trélissac. J'en mentionne quelques uns.

En 1352, les consuls envoient deux hommes à Trélissac pour savoir « si les Francès eran deycolls. »

Le 1^{er} mars 1372, quatre hommes sont envoyés « per las vinhas » pour dire aux gens de se retirer parce qu'il y avait des Anglais en embuscade autour de la ville.

(1) Voir *Histoire du Périgord* par Dessalles.

Le 17 septembre 1375, l'année où Du Guesclin fit sa campagne de Périgord, les consuls font ensevelir un homme tué par les Anglais au moulin « del Monar »

En 1382, cent chausse-trapes sont placées dans les bois entre Trélissac et Antonne (1).

En 1385, Archambaud V refusa de reconnaître le traité de pariage conclu en 1317, entre les consuls et Brunissende de Foix, et pour briser la résistance des habitants du Puy-St-Front, il engagea les hostilités, avec d'autant plus d'ardeur que tous les alliés de ceux-ci étaient occupés à se défendre contre les incursions des pillards anglais.

Périgueux était presque entièrement entouré par les châteaux et les places fortes appartenant au comte. Un seul côté, le nord-est, restait libre et permettait de se ravitailler vers Thiviers et Limoges. Le château de Caussade commandait cette route. En 1386, Archambaud le fit assiéger par ses partisans cantonnés à Auberoche. Cette première attaque échoua. Pour se venger, les soldats du comte pillèrent et incendièrent les villages des environs après avoir forcé les habitants à payer rançon pour racheter leur vie (2).

Les hostilités continuèrent pendant longtemps, d'autant plus terribles que le comte, accablé par la maladie, ne sortait plus de son château de Montignac et laissait toute latitude à ses lieutenants. Parmi les faits qui intéressent Trélissac, il convient de citer la prise d'assaut du château de la Rolphie par les bourgeois de Périgueux commandés par Arnaud de Barnabé, que ses compatriotes récompensèrent, l'année suivante, en le nommant maire de Périgueux, et une incursion de la garnison d'Auberoche qui tua une personne et en blessa plusieurs autres devant l'hôpital de l'Arsault.

Les souffrances du peuple devinrent si vives et la situation si grave, que les consuls obtinrent des ministres du mal-

(1) Voir *Arch. commun. de Périgueux*, série CC. 63,66,67, et 69.

(2) C'est à tort que Dessalles, dans son *Histoire des deux derniers comtes de Périgord*, place le château de Caussade dans la commune d'Antonne. Il a toujours fait partie de la paroisse de Trélissac, et il est encore aujourd'hui dans cette dernière commune.

heureux Charles VI de faire assigner le comte devant le Parlement de Paris. Il va sans dire que, quand même Archambaud V n'eût pas été cloué par la maladie au fond de son repaire, il n'eût pas obéi à la sommation, mais cet acte n'eut aucune influence sur sa conduite.

Le procès traina en longueur, grâce aux puissantes protections du comte de Périgord. Cependant le Parlement se décida à rendre, le 3 février 1397, un arrêt qui déclara Archambaud et ses complices coupables de tous les crimes à eux imputés, avec la clause expresse « qu'il ne leur sera jamais loisible de dire ou de faire, sous quelque prétexte que ce soit, rien qui leur permette de recommencer le procès. » La Cour les condamna en outre, notamment, à payer la somme de trente mille livres tournois à titre de dommages-intérêts, et, « s'ils peuvent être trouvés et appréhendés, à rester en prison jusqu'à ce qu'ils aient pleinement satisfait à ces choses. » Enfin elle bannit à perpétuité du royaume de France Archambaud et ses complices, et déclara à jamais confisqués les biens qui leur resteraient après satisfaction faite.

Ce dénouement avait été hâté par un fait grave qui démontrait la nécessité d'en finir avec les comtes de Périgord.

J'ai dit plus haut l'importance du château de Caussade. Il est situé sur le plateau, au milieu des bois, à proximité de Périgueux et d'une des routes les plus fréquentées aboutissant à cette ville. C'était un poste avancé dont la prise devait mettre les défenseurs du Puy-St-Front dans une situation très précaire. Caussade appartenait alors à Jeanne Vigier, épouse en secondes noces d'un « écuyer du pays de Guyenne, Henri de Cugnac, lequel avait toujours tenu le parti de l'Anglais » (1). Les époux de Cugnac, sentant probablement que le roi de France gagnait du terrain et voulant rentrer en grâces auprès de lui, firent leur soumission officielle. Ils obtinrent des lettres par lesquelles le roi « avait

(1) Voir *Généalogie historique de la maison de Cugnac*, par l'abbé Lespine.

remis et pardonné toute la peine, amende et offense. » Mais par mesure de prudence, Mondisson de la Chassagne fut nommé gouverneur de la forteresse le 22 novembre 1395. Celui-ci choisit pour lieutenant Guillaume Mosnier, de Thiviers, qui eut le commandement effectif. Malgré la prise de possession du château par les agents du roi, et quelques semaines après cet événement, au commencement de 1396, les troupes qui tenaient Auberoche pour Archambaud, tentèrent un nouveau coup de main (1). L'assaut réussit. Guillaume Mosnier, blessé, fut fait prisonnier avec tous ceux de la garnison qui ne périrent pas. Les vaincus furent emmenés à Auberoche et enfermés dans les cachots de cette forteresse. Mosnier fit vainement appel au roi. Les vainqueurs le mirent à la torture et le pendirent.

Ce fut le signal de nouvelles déprédations dont souffrirent plus particulièrement les habitants de Trélissac soumis aux incursions de la nouvelle garnison de Caussade.

Archambaud V survécut à peine quelques jours à l'arrêt qui le frappait. Peut-être même ne le connut-il pas ?

Il laissait plusieurs enfants, parmi lesquels son fils aîné, Archambaud, retiré en Saintonge, auprès de sa mère. Lorsque ce dernier apprit la mort de son père, il vint prendre possession du comté de Périgord comme si la situation eût été intacte, et sans se préoccuper de l'arrêt du 3 février 1397. Dès le premier jour, il se montra encore plus violent et plus féroce qu'Archambaud V.

Pour faire cesser les brigandages du nouveau comte, Jean d'Arpadène, sénéchal du Périgord, et Guillaume Le Bouteillier, sénéchal du Limousin, à la tête d'une petite troupe levée par eux ou fournie par la municipalité de Périgueux, se mirent en campagne le 18 juin. Mais Le Bouteillier fut blessé et Archambaud VI résista presque partout victorieusement. Enfin, un an après l'arrêt du Parlement, le 12 février 1398, les délégués de Périgueux, appuyés par le duc d'Orléans qui convoitait le comté de Périgord, parvinrent à faire expé-

(1) Voir au chapitre CAUSSADE, un récit intéressant tiré des *Preuves* de Dessalles.

dier au sénéchal de Périgord et au premier huissier du Parlement des lettres pour faire ramener l'arrêt à exécution.

Guillaume de Lespine, huissier au Parlement de Paris, délégué à cet effet, n'osa pas aller sommer directement Archambaud VI, dans son repaire de Montignac. Il se contenta de se rendre à la Rolphie et à la Cité et de faire publier l'arrêt par le crieur public. Archambaud savait par ses amis ce qui avait été décidé contre lui et il n'avait pas besoin d'être touché par la citation pour être renseigné. Il n'eut garde de se présenter.

Lespine mit donc en vente tous les biens du comte, notamment : « item touz les cenz, rentes, bouades, seignouries et aultres droiz et debvoirs quelconques que le d. comte avoit et levoit en la paroisse de Treillissac, miz à priz par le d. procureur au d. nom et en deduccion come dict est, à la somme de quatre cens livres tournois. »

Pendant que se poursuivait cette procédure sur la place de la Clautre, à l'abri des remparts de Périgueux, Archambaud VI se rendait chaque jour coupable de nouveaux crimes. L'un des plus épouvantables fut commis aux portes de Périgueux. La garnison d'Auberoche enleva un jour quarante paysans qui travaillaient les vignes plantées sur les coteaux de Trélissac. Vingt-deux autres cultivateurs et la fille d'un sieur Jean Debert, croyant échapper au sort de leurs camarades, s'enfuirent et se cachèrent dans un « cluzel qui es en las costas de L'rsaut en una vina de Joh. Debert. » Mais ils furent aperçus dans ce refuge. Les soldats d'Archambaud firent brûler du soufre et asphyxièrent ces malheureux (1). Pour sauver la vie des quarante paysans prisonniers, le maire et les consuls durent livrer au comte, en échange, quatre de ses complices qui étaient dans les prisons de Périgueux.

Enfin, après quatre enchères ou subhastations à huit jours

(1) Voir *Arch. comm. de Périgueux*, série CC. 69. Dessalles parle de ce fait, mais le place à tort au Trou de l'Andrive. L'entrée de ce souterrain est encore visible dans les dépendances de la tannerie de MM. Aubarbier frères à l'Ar-sault.

d'intervalle, tous les biens saisis, moins « la moitié de la cour du célerier », furent adjugés moyennant la somme de 9800 livres au notaire Guillaume de la Roche, seul enchérisseur, agissant pour le compte de la communauté de Périgueux (1).

Cette vente ne pouvait être régulière et définitive que tout autant qu'elle serait validée par la Cour, en présence du saisi, de ses représentants, ou tout au moins avant de donner défaut contre lui, après qu'il aurait été régulièrement cité.

Or, si de Lespine avait pensé, au début de la procédure, qu'il était dangereux d'aller citer le comte à comparaître, en parlant à sa personne, les faits dont il avait été témoin depuis qu'il habitait Périgueux l'avaient rendu encore plus prudent. Dans son nouvel acte d'ajournement devant la Cour, il expose les faits qui l'obligent à suivre les mêmes errements, aussi, ajoute-t-il : « Je ne cusse ausé, senz péril de ma personne aller en nulz des lieux du d. Archambaud, pour lui faire aucuns adjournemens, au d. lieu du Claustre, et aussy à la derrenière barrière qui est dehors lad. ville, du cousté devers le pont qui va droit à Montignac, ou y celui Archambaud fait son domicile, ce d. jour, à voix, cry et son de trompe, par la bouche du d. crieur, en yceulx lieux, adjournay le d. Archambaud filz, à estre et comparoir par devant vous mes d. seigneurs au d. Parlement, au vint-neuf-viesme jour du moys d'avril prouchain, ensuyvant que l'en dira quatre vins et dix-huit (1398) pour là veoir par vous mes d. seigneurs, interposer et faire l'adjudication du décret des héritages ci-dessus déclarés. . . . »

Archambaud VI persista dans son attitude. Par arrêt du 19 juillet 1399, le Parlement de Paris valida la procédure. L'arrêt reconnut les droits du chapitre de St Front sur la moitié de la juridiction de la cour du célerier. Les autres biens saisis furent définitivement attribués à la communauté de Périgueux moyennant 7800 livres, à déduire sur les 30,000 livres

(1) Voir pour les détails de la saisie, *Arch. comm. de Périgueux*, série FF. 33 et 34, et Dessalles : *Les deux derniers comtes de Périgord. Preuves.*

dommages et intérêts qui lui avaient été alloués par l'arrêt du 3 février 1397.

L'arrêt prononçait enfin la confiscation des biens du comte et le bannissait du royaume.

Le Parlement ne faisait que consacrer une situation déjà bien nette. Le maréchal Boucicaut avait été chargé de mettre Archambaud VI à la raison. Celui-ci avait réuni à la fin de 1398 une petite armée, avec quelques pièces d'artillerie fournies par Périgueux. A la suite d'un siège de deux mois, le comte avait été forcé de capituler dans sa forteresse de Montignac. Le roi lui ayant accordé la vie sauve, il traîna jusqu'à ses derniers jours une existence misérable et abandonnée.

Les ennemis d'Archambaud se partagèrent ses dépouilles. Le grand seigneur qui avait été un des plus fervents soutiens de Périgueux, Louis d'Orléans, un des fils de Charles V, se fit attribuer le comté de Périgord. Le 26 juillet 1400, Regnaut de Sens, en prit possession en son nom.

Il constate que parmi les droits appartenant autrefois au comte, et acquis par Périgueux à la suite des incidents que nous avons notés plus haut, on trouve :

« Item, tous les cenx, rentes, boades, seigneurie et autres droiz et devoirs quelxconques que le comte avoit et levoit en la parroisse de Treillissac... »

« Item, s'ensuivent les coustumes appartenens aussi au prévost tant seulement. ... »

« Item, est assavoir qu'esd. deux parroisses de Treillissac et Champsavinel, contenues en leur décret, appartient toute haulte justice ; et là, avoit juge qui ressortissoit devant le d. juge des appeaulx ; et sont à une lieue françoise de la d. cité de Pierregueux, auxquelles aussi appartient un devoir qui est appelé boade ; c'est assavoir, pour chascune paire de brufs estans esd. lieux, XII d. paieiz une foiz l'an... »

V

La disparition des comtes de Périgord ne fit pas cesser les maux qui accablaient le pays. La guerre avec les Anglais et les incursions continuelles des pillards ruinaient les agricul-

teurs, entraînaient une grande misère et de telles privations que le terrain était admirablement préparé pour la propagation des plus cruelles épidémies.

En 1400, puis en 1523, la peste ravagea Périgueux et ses environs pendant de longs mois. Il faut signaler aussi en 1484 une épidémie de « ladrerie » sur le territoire de la paroisse de Trélissac.

Comme si les éléments voulaient aider les hommes dans leur œuvre de dévastation, en 1410, un ouragan ravagea la paroisse, et sa violence fut telle qu'il emporta le moulin de Barnabé !

C'est sur le territoire du Périgord que se livre la bataille de Castillon, à la suite de laquelle les Anglais sont chassés de la France (1). Mais leurs soldats débandés courent les campagnes et restent la terreur des paysans. La rude main de Louis XI essaye de mettre un peu d'ordre dans ce gâchis. Ses successeurs, pendant longtemps, n'ont d'autre objectif que la conquête de l'Italie, et laissent l'administration du royaume au second plan. Alors les petits pouvoirs, seigneurs de second ordre, communes ou municipalités, chapitres..... peuvent se disputer entre eux et s'affaiblir réciproquement pourvu qu'ils ne s'avisent pas de porter ombrage au roi.

VI

C'est dans cette période que nous trouvons les longs démêlés des seigneurs de Caussade avec le Puy-St-Front.

Nous arrivons aux guerres de religion. Périgueux se range du côté des catholiques : les Cugnac de Caussade se font protestants, et jouent un rôle d'autant plus actif que comme, pour un grand nombre de seigneurs huguenots de cette époque, il s'agit pour eux, en faisant triompher leurs croyances, d'en tirer un profit immédiat et tangible.

Malgré des succès partiels, les hostilités ne furent pas constamment favorables au seigneur de Caussade. Son châ-

(1) 13 juillet 1453.

teau fut pris par une troupe commandée par des Bories et de Montardit, seigneur de la Beylie, enseigne de la compagnie du sénéchal André de Bourdeille. M. Dujarric-Descombes, qui a publié, dans le *Bulletin historique du Périgord*, des lettres provenant du fonds St-Astier, dans l'une desquelles est mentionné ce fait d'armes, le place entre 1570 et 1577. Il eut lieu probablement après que Cognac eût été chassé de Périgueux par suite de ses violences, mais celui-ci ne tarda pas à rentrer en possession de son domaine (1).

En l'année 1576, Jean de Cognac, d'accord avec les seigneurs de Meymy et de Lardimalie, négocia avec l'un des consuls de Périgueux, François Philippe, la prise de cette place par surprise. Le 6 août, la trahison eut plein succès, et Langoiran s'empara de la ville (2). Il y laissa Cognac comme maire, Cognac le vassal du Puy-St-Front et son plus mortel ennemi !

Ce dernier ne songea qu'à satisfaire son avidité et ses rançunes, et il se rendit bientôt aussi insupportable à ses amis

(1) Le document publié par M. Dujarric-Descombes ne dit pas s'il s'agit de Caussade en Quercy ou de Caussade en Périgord. Mais il me paraît qu'il ne peut y avoir doute et qu'on a certainement voulu parler du château qui est situé dans la paroisse de Trélissac, car tous les personnages cités dans cette lettre sont des Périgourdiens habitant les environs de Périgueux. Voir *Bulletin de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, année 1899, p. 66.

(2) « En 1576, fut maire Géraud Faure seigneur de la Roche-Pontissac et de Laroderie. Dès le commencement de l'année, on fut averti qu'il se tramait quelque conspiration contre la ville, mais ceux qui estoient en charge négligèrent cet avis et ne mirent pas ordre à la trahison qui fut faite par François Philippe, l'un des consuls, avec Jean de Cuniac, seigneur de Caussade, et les sieurs de Meymy et de Lardimalie qui estoient du complot... »

« ... Les nouveaux maire et second consul firent semblant de refuser d'accepter leurs charges et se firent presser pour prêter le serment jusques là même que le maire dit qu'on luy balioit cette charge contre son gré, mais qu'on s'en repentiroit et que plusieurs pleureroient. En effet, il fut si négligent qu'enfin la ruine de la ville s'en ensuivit, laquelle fut prise le 6^{me} aoust 1576, et il advint divers malheurs, la famine dans le pais dès le commencement de l'année.

« Le 8^e mois, les Huguenots au nombre de 10 cuirasses et montés sur des chevaux espagnols, partant de Bergerac furent prendre Beauregard et arrivèrent icy sur le soir, à l'heure de la promenade du côté des prés du Pont,

qu'aux habitants du Puy-St-Front. Il fut obligé de se retirer dans son château de Caussade (1).

Son successeur, Tranchard, essaya de pressurer les habitants de la banlieue : mais il fut constamment battu.

VII

A l'avènement de Henri IV, le comté de Périgord fut réuni définitivement au royaume.

On respire pendant quelques années et on essaye de réparer les désastres accumulés par plusieurs siècles de malheurs publics. On n'en a pas le temps. Les troubles et les guerres recommencent pendant la minorité de Louis XIII et ne cessent en réalité qu'au milieu du XVII^e siècle, quand les efforts de Richelieu et de Mazarin ont réussi à assurer l'omnipotence absolue de la royauté.

Le Périgord est une des contrées les plus troublées de la France, et la paroisse de Trélissac subit le contre-coup de ces tempêtes.

En 1625, Sauvebœuf, chef des ligueurs, essaye de s'emparer de Périgueux. Balthazar de Gachéo l'attaque à la Combe-des-Dames, le repousse de coteau en coteau jusqu'au

chargèrent tout ce qu'ils rencontrèrent et en enlevèrent quelqu'un qu'ils conduisirent à Bergerac. Dans cette occasion, François de Chiliaud, conseiller, voulant passer l'eau du côté de Larsaud, se noya.

» Pierre Rournier, nostre esvêque, fut tué au Château-Lévêque, la nuit, le 14 juillet, par ses propres domestiques.

» La ville fut prise de cette sorte.

» A l'auberge du Chapeau Rouge, là où fut fait les premiers prêches, ainsy que nous l'avons dit, là se fit le complot. La trahison estoit préparée depuis longtemps par Langoiran ; l'hôte du logis nommé Petit-Pierre, Normand d'extraction, facilita l'exécution. Ce fut le 6^e aoust, sous l'assurance de 1000 livres de récompense. Il introduisit dans la maison, à la faveur de la nuit, 4 ou 500 arquebuziers choisis et 40 gentilhommes bien armés. Tout le monde, bien instruit, garda un profond silence..... »

On sait que pendant l'occupation de la ville, le tombeau de St-Front fut profané, et que ses reliques disparurent. (Voir *Arch. commun. de Périgueux*, série BB. 17).

(2) Voir chapitre CAUSSADE.

plateau de Septfonds, où sa victoire est complète. Sauvebœuf se hâte de descendre les pentes rapides qui le mènent à Trélissac, et il se barricade dans l'église pour pouvoir y passer la nuit. Mais ne se trouvant pas assez en sûreté dans cette forteresse improvisée, il s'enfuit dès le lendemain (1).

VIII

Pendant les xvii^e et xviii^e siècles, en dehors des faits de guerre de la première partie du xvii^e et de la construction du presbytère en 1669, je ne trouve à signaler que les cataclysmes qui ont ravagé la paroisse. Je les divise en deux classes : les épidémies et les phénomènes cosmiques et météorologiques. Je vais me contenter, du reste, de les indiquer d'un mot.

En 1628, disette et peste (2).

En 1631, épouvantable peste décrite dans son livre de raison par Jérôme de Veyrel, seigneur de la Jarthe (3).

En 1681, mortalité exceptionnelle (4).

En 1747, les registres de l'état-civil de la paroisse contiennent 116 actes de décès en trois mois. Ce sont surtout les enfants qui sont frappés.

En 1682, 1709, 1740, 1765, 1789, disettes particulièrement graves, suivies de révoltes locales, qui forcent les pouvoirs publics à prendre des mesures spéciales, et dont la dernière ne fut pas une des moindres causes qui préparèrent les esprits à la Révolution (5).

(1) Voir *Bulletin de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, tome XX.

(2) *Arch. commun. de Périgueux*, série BB. 15.

(3) Ce document appartient aujourd'hui à M^{me} de Siorac, des Morilloux. Tout ce qui concerne la peste a été publié par M. Dujarric-Descombes, vice-président de la Société, dans la *Semaine religieuse de Périgueux*, n° du 22 janvier 1898.

(4) Voir *Archives communales de Périgueux*, série BB. 15.

(5) Voir passim *Archives communales de Périgueux* et *Archives départementales de la Dordogne*, série B. 278 : Registre contenant les déclarations des blés de la ville et de la banlieue en 1709. « Conformément à la déclara-

Dans les archives communales de Périgueux on trouve mentionnées deux violentes épizooties en 1732 et 1750.

On trouve la trace, dans le même recueil, d'un tremblement de terre qui eut lieu le 21 juin 1660.

Enfin, à un siècle d'intervalle, en 1678 et 1783, nos actes de l'état-civil enregistrent des décès dus à des crues considérables de l'Isle qui causèrent dans la vallée d'importants dégâts.

« Le sixiesme juin 1678, dit le premier acte, ont été tués Jeanne Labouret, Jeanne Migot et François Migot, mère et fils, dans la maison du sieur Faure, tout contre la fontaine de Larsaut qui a esté démolie, le mesme jour est tombée sur les susdicts par le moyen du grand torrent d'eau, et ont esté enterrés le septiesme dans la chapelle de St-Cosme et St-Damien. »

Le second acte dit :

« Est mort à Grellet, sous les ruines d'une maison occasionnées par un débordement de la rivière l'Isle, le 6 mars 1783, Pierre Gervais, laboureur. »

IX

A la fin de l'ancien régime, il est intéressant de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la paroisse de Trélissac, ses limites, ses habitants, son administration.

Le territoire, beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui, comprenait dans le Périgueux actuel, les plus beaux quartiers de la ville : Tourny et la route de Paris. Il s'étendait aussi sur une partie de la plaine de Boulazac reliée au chef-lieu par le bac de Grelet (1).

tion du Roy du 27 avril 1709, Alain Arnaud, écuyer, seigneur de Laborie, déclare que la moitié de son bien tant en domaine qu'en rentes a valu dans les années précédentes 30 à 35 charges de tous blés... il n'en peut avoir de beaucoup autant, attendu que cette année la gelée et ensuite la grêle qui tomba dans son domaine le 25 avril jour de St-Marc, et la gelée la nuit suivante, lui ont emporté presque tous ses blés et surtout le froment... »

(1) Les limites territoriales de la paroisse paraissent avoir également subi au moyen âge d'importantes modifications. Voir *Archives communales de*

Au point de vue administratif, cette petite paroisse était l'image de la France entière. En l'absence de documents détaillés, je vais seulement indiquer un certain nombre d'anomalies qu'il m'est impossible d'expliquer. C'est ainsi que les villages du Mounard et de Laborie dépendaient de la paroisse de Saint-Martin, située de l'autre côté de Périgueux. Les actes de l'état-civil concernant leurs habitants étaient cependant couchés sur les registres paroissiaux de Trélissac. On rencontre fréquemment dans ces actes, surtout à la fin du xviii^e siècle, l'indication précise de la paroisse Saint-Martin.

En ce qui concerne la perception des impôts, nous trouvons une autre enclave, celle de Trélissac, comprenant le chef-lieu de la paroisse et quelques villages avoisinants (1).

Je dois enfin signaler une troisième enclave, celle de l'Arsault (2).

« Il est à remarquer, dit un des titres de la collection Veyrel-Bonneau, que la terre indiquée est située dans l'enclave de l'Arsault qui contient une grande étendue de pays, confrontée par le grand chemin par lequel on va de Périgueux à Septfonds jusques au village de Chantécor possédé par le sieur Clusel, avocat, et à un chemin qui va dudit village au bourg de Trélissac, et avec le chemin par lequel on va dudit bourg de Trélissac à la ville de Périgueux... »

Cette enclave était donc très étendue. On y percevait des dîmes pour le compte du chapitre de Saint-Front. Ces dîmes étaient affermées en 1754 et les années suivantes à M. Bon-

Périgueux, série II, 6. « Sentence arbitrale rendue par Bertrand Grimoard, clerc, dans la cause pendante devant l'Officiel de Périgueux, entre Boria, femme de Belhomme, chevalier, fille de feu Marguerite de Jaufré, et Archambaud Belet, veuf de ladite Marguerite, pour rentes perçues indûment sur le domaine de Lammary-la Emeria-, paroisse de Trélissac ».

(1) Voir plus loin, chapitre : Impôts.

(2) Voir *Archives départementales de la Dordogne*, série E, Papiers, Veyrel-Bonneau. « Arrangement intervenu en 1703 entre MM. Dufaulx, curé de Trélissac, et Jean-Sicaire Veyrel, écuyer, seigneur du repaire noble de Lajarthé, au sujet d'un codicille du testament de Veyrel père ».

neau de la Jarthe moyennant 500 livres par an, payables en deux pactes égaux (1).

X

Comment se fait-il que ces bizarreries administratives qui devaient être si gênantes dans la pratique n'aient pas frappé l'esprit des contemporains, et qu'on ne trouve pas dans le Cahier des doléances de la paroisse, dressé le 2 mars 1789, le moindre écho des ennuis qui avaient dû bien souvent être imposés aux contribuables par ces règlements compliqués ?

L'explication de cette attitude paraît facile. La paroisse comptait 227 feux, parmi lesquels un assez grand nombre de châteaux ou de riches habitations bourgeoises. Beaucoup de propriétaires de ces demeures votaient à Périgueux et étaient titulaires de charges qui devaient disparaître en même temps que les abus qui les avaient fait naître. D'autres avaient trouvé de bon ton de témoigner par leur absence leur opposition aux réformes dont tout le monde parlait et que bien peu voulaient sincèrement. Quatre-vingt-seize personnes seulement se réunirent, sous la présidence de M. Poumeyrol, juge au sénéchal de Périgueux, délégué spécialement à cet effet. Quelques-uns des électeurs étaient de la même famille. La plupart étaient illettrés. Ils adoptèrent des formules générales préparées évidemment en dehors d'eux par des meneurs politiques. Le Cahier des doléances lui-même est d'une autre écriture que le procès-verbal : on

(1) Voir *Archives départementales de la Dordogne*, série E, Papiers Veyrel-Bonneau. Un petit cahier contient un certain nombre de reçus. Je copie deux types différents. « Jes recus des fermiers de l'anclave de Larsaux la somme de 250 livres qui fait le final payement de l'année 1754 dont le quite à Périgueux ce 10 janvier 1755 sans préjudice de la ferme qui court. Brou de Lachèze, receveur du chapitre ».

« Resus par les mains de M. de Lajarte la somme de 250 livres pour le pacte du 1^{er} juin de la ferme des dixmes de Larsaux — à Périgueux ce 6 juillet 1755 — Brou de Lachèze, receveur du chapitre ».

n'a eu que la peine d'y mettre le mot : Trélissat, à la place laissée en tête. Cependant un des trois commissaires nommés, Merveilles, a le courage de protester, en signant, contre un des articles du projet adopté. Celui là sera jusqu'au bout un mécontent. Il émigrera plutôt que de subir volontairement les réformes, et sa terre de la Pouretie sera vendue comme bien national !

Voici ces deux curieux documents :

TRÉLISSAT (1)

Aujourd'hui second du mois de mars millesept cent quatre-vingt-neuf, nous Pierre Félix Poumeyrol, avocat en la cour et juge de la juridiction ordinaire des ville, cité, fauxbourgs et banlieue de Périgueux, nous sommes transporté au bourg de Trélissat, banlieue de la ville, et dans l'église de la d. paroisse, attendu le défaut d'autre lieu pour réunir les habitants de la d. paroisse pour se trouver aujourd'hui à une heure de relevée au présent lieu, où ont comparu par devant nous au son de la cloche de la d. paroisse :

M. Dominique Chaudruc de Trélissac, Jean Chaudruc de Trélissac, père et fils, M. Pierre-Jean Bonneau de la Jarthe, MM. Conil-Ducluzeau, avocat, M^r Jean-Baptiste des Fieux, M^r Pierre Merveille, s^r Etienne Lavergne, s^r Jean Lapeyre syndic fabricant, Jean Pageix, François Gourvat, Jean Lassudrie, Gabriel Simon, Pierre Malet, Jean Bareyrrou, Bernard Héritier, Andrieux Lavène, Louis Deyrat, Léonard Lamothe, Henry Jandout, Pierre Roche, Arnaud Bégou, Jean Rongieras, Pierre Demarton, Jean Cavillac, Jean Lamothe, André Chabert, Sicaire Deschamps, Jean Bourgoin, Jean Souriaud, Jérôme Chignaguet, Pierre Cheyrrou, Jean Bareyrrou, Jean Desmartin, Benoît Bareyrrou, Martial Lagrange, Elie Lassoutania, Jean Gervais, Antoine Dejangt, Jean Cavillac, Guillaume Annet, Jean Chavet, François Buset, Etienne Toulleix, Pierre Sudret, Jean Mestras, Jean Bareyrrou, Guillaume Cavillac, Sicaire Mespoulède, Jean Pécou, Pierre Courtillac, Guillaume Favard, Sicaire Chaumard, François Murat, Pierre Fournier, Jean Rieupeyrrou, Jean Claveau, Georges Choury, Pierre Lafaye, George Daniel, Pierre Veyry, Jean Gaillard, Naillac Truphy, Jean Metayer, Jean Chastanet, Jérôme Mourany, Jean Chabert, François Chabanas, George Choury, Pierre Veyry, Jean Bordas, Guilhen Lafaye, Jean Négrier, Jean Maufrangeas, Frontou, Sudret, Pierre

(1) Archives départementales de la Dordogne.

Beau, Claude Bordas, Guillaume Chalignon, Charles Rogier, Jean Maigne, Pierre Coustillas, Jean Chaminade, Pierre Michel, André Lachaud, Guillaume Doursou, Jean Leymarie, Pierre Favard, Pierre Peyssard, Pierre Daniel, Jean Mouniaux, Jean Aymard, Bertrand Richard et Léonard Bonhomme.

Tous habitants de la d. paroisse, nés Français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, compris dans les rôles des impositions composés de 227 feux.

Lesquels pour obéir aux ordres de Sa Majesté portés par les lettres données à Versailles le 21 janvier dernier, pour la convocation et tenue des Etats-Généraux de ce royaume, et satisfaire aux dispositions du règlement y annexé, ainsi qu'à l'ordonnance de M^r le Sénéchal du seize du courant, ou M^r son lieutenant-général, dont ils nous ont déclaré avoir une parfaite connaissance tant par la lecture qui vient de leur en être faite, que par la lecture et publication et affiches pareillement faites au prône de la messe de paroisse par M^r Buis, curé, le jour d'hier, et par la lecture et publication et affiches faites le même jour à l'issue de la d. messe de paroisse, au devant de la porte principale de l'église, Nous ont déclaré qu'ils allaient s'occuper de la rédaction de leurs cayers et doléances, plaintes et remontrances. Et, en effet, y ayant vaqué, ils nous ont représenté le d. cayer, qui a été signé par ceux des habitants qui savent signer, et par nous, après l'avoir cotté par première et dernière page, paraphé *ne varietur* au bas d'icelles.

Et, de suite, les habitants, après avoir mûrement délibéré sur le choix des députés qu'ils sont tenus de nommer en conformité des d. lettres du Roy, et règlement y annexé, et les voix ayant été par nous accueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur des sieurs : = Bonneau de la Jarthe, Merveilles et Conil-Ducluzeau = qui ont accepté la d. commission et promis de s'en acquitter fidèlement.

La d. nomination des députés ainsi faite, les d. habitants, en notre présence, ont remis aux d. sieurs Bonneau de la Jarthe, Merveilles et Conil-Ducluzeau, leurs députés, le cayer, afin de le porter à l'assemblée qui se tiendra le onze du courant devant M^r le lieutenant général, et leur ont donné tous pouvoirs requis et nécessaires à l'effet de les représenter à la d. assemblée pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance de M^r le Grand Sénéchal : comme aussy de donner pouvoirs généraux et suffisants, de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner le besoin de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans tou-

tes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et un chacun des sujets de Sa Majesté.

Et de leur part les d. députés se sont présentement chargés du payer de doléances de la d. paroisse et ont promis de le porter à la d. assemblée et se conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par les d. lettres du Roy, règlement y annexé et ordonnance susdattée,

Desquelles, nomination de députés, remise de payer, pouvoirs, déclaration, nous avons à tous les sus d. comparants donné acte,

Et avons signé avec ceux des d. habitants qui savent signer et avec leurs députés notre présent procès-verbal, ainsi que le duplicata que nous avons présentement remis aux d. députés pour constater leurs pouvoirs, et le présent demeurer dans les archives du secrétariat de cette paroisse les d. jour et an que dessus.

Ont signé :

TRÉLISSAT.

BONNEAU, député. MERVEILLES, député. CLUZEUX, député.

LAPEYRE, scindic. LAVERGNE, JEAN SOURIAUD, BONHOMME,

BAREYROU, BERTRAND, RICHARD, DESFIEUX.

POUMEYROL, juge.

, RAYNAUD, secrétaire.

CAYER des Remonstrances (1), Plaintes, Doléances et moyens à aviser, présentés et fournis par la paroisse et communauté de Trélistac à l'Assemblée générale de la Province du Périgord, pour par les Députés de la dite province être remis à Sa Majesté et aux Etats Généraux.

Ecce nunc tempus acceptabile, dies salutis.

ARTICLE 1^{er}.

Vœu par tête et non par ordre.

Représentent les délibérants qu'il est d'une nécessité absoluë et dérivant des principes qui ont déterminé à rendre au Tiers Etat la justice qui lui est due, que les voix lors de la tenue des Etats Généraux soient prises par tête et non par ordre, attendu que dans le cas contraire les deux autres corps réunis rendroient illusoires toutes les précautions prises pour assurer au Tiers Etat l'influence juste et naturelle qu'il doit y avoir.

(1) Arch. départ. de la Dordogne.

ART. 2.

Convocation des Etats généraux tous les cinq ans.

Qu'il est également essentiel pour remédier aux abus toujours renaissans dans une administration aussi compliquée, aussi étendue que celle de la France, que les Etats Généraux soient convoqués tous les cinq ans.

ART. 3.

Egalité de l'impôt.

Que pour porter un prompt remède aux maux présents, il n'en n'est pas de plus expédient que l'égle répartition d'un impôt général proportionné aux facultés respectives de chaque propriétaire et contribuable sans aucune distinction.

ART. 4.

Abolition du droit des francs-fiefs.

Ne cesseront les délibérans de représenter que d'après les principes que Sa Majesté et les Etats Généraux ne peuvent rejeter, l'imposition trop odieuse, trop affligeante des francs-fiefs (1) doit à jamais être proscrite, comme tendante à avilir une nation qui repoussera toujours avec horreur jusques aux plus légères traces de l'ancienne barbarie ou féodalité, et comme étant une double imposition.

ART. 5.

Rétablissement des Etats particuliers.

Qu'il est indispensable et d'une souveraine justice de donner ou remettre à chaque province le droit de se régir, de porter elle-même ses vœux et ses tributs au meilleur des rois qui a déjà assez inanimé ses intentions paternelles à cet égard.

ART. 6.

Rapprochement de la Justice.

Supplient encore les délibérans Sa Majesté et Nosseigneurs des Etats Généraux d'observer que le vœu général de la corporation porte expressément sur le rapprochement des tribunaux, parce qu'elle est bien convaincue que la difficulté et les dépenses qu'il faut absolument

(1) On appelait droit de franc-fief celui que payait un roturier lorsqu'il acquérait un fief. Il était dû au seigneur immédiat et à tous les seigneurs médiats en remontant jusqu'au roi. (Chéruel.)

faire pour aller si loing obtenir justice est un des impôts les plus lourds que les justiciables peuvent supporter.

ART. 7.

Suppression ou réduction des justices seigneuriales.

Que celle qu'on obtient dans les justices seigneuriales étant un degré de juridiction ruineux et inusité, elle voterait aussi pour que les parties fussent libres de le décliner sauf aux seigneurs d'y nommer toujours des juges de paix pour les affaires sommaires et de police.

ART. 8.

Suppression de la vénalité des offices.

Mais le surquoi la d. communauté ne cessera de voter ce qu'elle demandera avec la dernière instance, ce sera la suppression de la vénalité des offices de judicature, manière odieuse qui ne manque jamais de compromettre l'honneur ou la tranquillité du citoyen à l'ambition démesurée d'une infinité de sujets qui n'ont quelques fois d'autre recommandation qu'une fortune souvent mal acquise.

ART. 9.

Manière d'élection des juges.

Sera dans ce cas le mérite seul un titre nécessaire joint à un savoir reconnu pour posséder des places dans les différents tribunaux sur la présentation qu'ils feront eux-mêmes de trois sujets aux Etats particuliers de province pour chaque place vacante, pour par eux être agréés et présentés ensuite à Sa Majesté qui en choisira un sur les trois.

ART. 10.

Leur traitement.

Sera adjugé par les Etats de la Province au magistrat ainsi élu qui sera tenu de servir vingt ans et de rendre la justice gratis une somme déterminée qui sera l'honoraire de ses services, après lequel temps lui sera fait une pension quelconque jointe à une marque distinctive qui sera la récompense de ses travaux.

ART. 11.

Refonte des lois civiles et criminelles.

Et comme un Etat ne peut se soutenir que par une bonne administration dans toutes ses parties, la corporation supplie Sa Majesté et ses Etats généraux de prendre surtout en considération celle qui regarde la justice tant civile que criminelle, l'une comme surchargée de formes longues, ruineuses, inutiles, l'autre comme renfermant des dispositions tyranniques et désastreuses.

ART. 12.

Suite.

Représentant en conséquence les délibérants que le pouvoir conféré à un seul homme d'enchaîner la liberté du citoyen par la voie du décret est effrayant pour l'humanité, aussy supplient-ils Sa Majesté et les Etats généraux de porter une attention particulière sur cette partie si essentielle d'une meilleure administration, en ne confiant ce pouvoir qu'aux présidents des tribunaux assistés de plusieurs des membres.

ART. 13.

Suppression des Maréchaussées dans une partie de leurs fonctions.

Et de là dérivera la nécessité de la suppression de ces tribunaux militaires, de ces maréchaussées, dont les officiers répartis dans chaque province savent ordinairement mieux manier les armes qu'interpréter la loy et dont les fonctions devroient être bornées au seul maintien de la sûreté publique, en arrêtant ceux qui la troublent plus-tost que de faire usage d'un droit d'autant plus terrible qu'il est pour l'ordinaire confié à des sujets qui n'en connoissent guerre l'usage ou qui l'appliquent mal.

ART. 14.

Remboursement des offices.

Désire la d. corporation que chaque province vote à ce que le remboursement de la finance des offices se fasse par chacune d'elles, et cela dans l'espace de 20 années, de cinq ans en cinq ans, payant en attendant l'intérêt aux propriétaires des d. offices suivant le taux porté par l'ordonnance.

ART. 15.

Education. — Bonté des mœurs.

Et comme il est indispensable, non seulement pour avoir de bons juges, mais encore pour former de bons citoyens d'avoir reçu une éducation solide, que c'est de là que naît le bonheur d'une nation et que la bonté des mœurs en fait toute la gloire et la prospérité, Sa Majesté et les Etats généraux sont priés de porter une attention particulière sur cette partie essentielle d'une administration qui ne peut être trop surveillée.

ART. 16.

Fondation de collèges.

Désireroit en conséquence la d. corporation qu'il fut fondé dans chaque ville ou siège où est établi le principal tribunal de chaque pro-

vince un collège dont les professeurs seroient à la nomination des Etats de la d. province, après que par la voie du concours, ils auroient été jugés capables dy occuper des places.

ART. 17.

Admission du Tiers aux places militaires et de la haute magistrature.

Et comme l'honneur est le principe fondamental de toute monarchie bien organisée, Sa Majesté et ses Etats généraux sont très humblement et très expressément suppliés de frapper d'un éternel anathème les lois et ordonnances si humiliantes pour la plus nombreuse et la plus utile portion de ses sujets, de détruire par là les préjugés destructeurs de cette noble émulation d'où l'Etat tireroit sa plus grande force et plus d'énergie, de leur ouvrir enfin les portes que la plus barbare aristocratie a fermé sur eux.

ART. 18.

Milices.

D'après les principes avoués par la nation et qui font la base de la constitution politique, la corporation propose de soutenir le corps de la milice par la voie de l'achat d'un sujet dans chaque paroisse et de supprimer celle du sort, 1^o comme humiliante, 2^o comme tendante à priver l'agriculture d'une infinité de bras nécessaires et précieux, dans le temps que nombre d'individus inutiles et à charge à la société trouveroient par ce moyen une ressource, une occupation et un état.

ART. 19.

Tribunaux d'exception supprimés.

Propose encore la d. communauté, la nécessité de la suppression de tous les tribunaux d'exception, comme portant de continuelles entraves aux bonheurs, à la tranquillité des sujets de Sa Majesté, ouvrant la porte à de continuelles incertitudes pour connaître les différents ressorts ou attributions, multipliant par là des frais toujours onéreux parce qu'ils sont frustratoires, ne tendant qu'à une surcharge pour chaque particulier obligé de faire juger par qui il doit l'être.

ART. 20.

Bourses conservées.

N'entend la d. corporation y comprendre les tribunaux de Bourse, ceux-cy étant absolument nécessaires et ne pouvant être trop multipliés, attendu l'activité qu'exige le commerce qu'on peut à bien juste titre appeler un des principaux nerfs de l'Etat.

ART. 21.

Droits de commitimus supprimés.

Propose encore d'éteindre et supprimer à jamais tous droits de commitimus quelconques, comme tiranniques, contraires à la loi générale, et tendant en cela à favoriser l'oppression (1).

ART. 22.

Droits de contrôle fixés.

Mais un des points principaux sur lequel Sa Majesté et les Etats généraux sont priés de fixer leur attention est encore sur l'arbitraire des commis à la perception des droits du contrôle. La d. communauté espère et a lieu d'attendre un règlement qui fixera cette foule d'incertitudes qui finissent toujours par devenir de cruelles vexations.

ART. 23.

Et comme la confection des grandes routes, leur entretien, celui des ponts et chaussées, regarde l'universalité des sujets qui composent l'Etat, la corporation ne croit pas avoir besoin de beaucoup insister pour faire pressentir la justice qu'il y a à ce que tous les Ordres concourent également à ces dépenses, au marc la livre de l'imposition générale.

Elle se voit à la veille de ce jour heureux où par la bienfaisance et la justice du meilleur des Rois, le plus faible va cesser d'être la victime et le jouet du plus fort. La nature, l'humanité vont reprendre leurs droits et assurer au Prince qui est le moteur de cette résolution heureuse et au ministre qui a si bien secondé ses vues les titres bien flatteurs et bien mérités de Père du Peuple et de Restaurateur de la Nation.

Ont signé :

TRÉLISSAT, MERVEILLES.

Merveilles n'entendant approuver l'article 13 du présent cayet.

DESFIEUX, BONNEAU, CLUZEAU, LAVERGNE, LAPEYRE,
sindic ; Jean SOURIOD, Bertrand RICHARD, BON-
HOMME, BAREYROU.

Ne varietur : POUMEYROL,

juge de la ville et banlieue de Périgueux.

(1) *Committimus*, mot latin qui indiquait un privilège accordé à un certain nombre d'officiers royaux, de dignitaires, de prélats et de maisons religieuses pour faire évoquer tous leurs procès devant des juges spéciaux, tels que les maîtres des requêtes, le grand conseil, etc... (Chéruel.)

XI

Bientôt arrivent les temps troublés. Les fidèles du régime déchu, craignant pour leur vie ou leur liberté, ou bien croyant mieux servir le roi auquel ils se considèrent comme engagés par un devoir plus étroit que vis-à-vis de la patrie, passent la frontière. Leurs biens sont déclarés biens nationaux et vendus aux enchères.

Les immeubles saisis sur la tête des émigrés, sont :

I. Les immeubles de Desgrojes, savoir :

— La grande métairie des Morilloux vendue 4000 livres au sieur Etienne Girard, père du célèbre Girard, mort en Amérique en laissant une immense fortune à la ville de Boston (1)

— Une autre métairie au même lieu, vendue 41000 livres ;

— Un pré, dit de Laubart, vendue 13000 livres ;

— Le grand pré de réserve du Mounard, vendu 17200 livres à Girard ;

— Le moulin du Mounard et une maison y attenante, vendus 26000 livres.

II. Le moulin de Charrières, appartenant au ci-devant de Cugnac, propriétaire au château de Trigonant, et un pré, situé à la fontaine de Malayolle, confrontant à la rivière l'Isle et aux propriétés de Conil, homme de loi, vendus 12000 livres.

III. Deux domaines appartenant à Baffet-Lamothe d'Empine ; l'un, celui de Ribière, adjugé à Rose Baffet-Lamothe,

(1) « Le 12 vendémiaire 3^e année de la République, est comparu le citoyen François Moillard, marchand limonadier, habitant la commune de Bordeaux, lequel du consentement du citoyen J. B. Sudret, acquéreur de la métairie des Maurilloux dont le procès-verbal ci-joint fait mention, a déclaré accepter la dite acquisition en faveur du citoyen Girard de Bordeaux. » — Au dessous est écrit : « 4 messidor an 3, déclaration de command d'Etienne Girard, négociant, habitant à Paris 171 rue Vieille du Temple, signé : Girard. »

Girard l'Américain a laissé dans le pays un grand nombre d'héritiers qui ne perdent pas l'espoir de rentrer en possession de tout ou partie de ses biens.

moyennant 65500 livres ; le second, celui d'Empine, vendu 122500 livres.

IV. La métairie de la garenne de Chancel, appartenant à Henry Beyly, adjudgée moyennant 48500 livres ;

V. Deux métairies et un borderage, sis à la Pourétie, appartenant à Pierre Merveilles, ancien officier de la légion Corse, vendus : la première 51000 livres, la seconde 10800 livres, et le borderage 8300 livres.

VI. Les deux métairies du Pouyaud et celle de Merlandoux appartenant à Vergnas, prêtre inassermementé, et vendues la première 6200 livres, la seconde 16100 livres, et la troisième 12700 livres.

Quoique le fils de Trélissac, officier d'infanterie, et son frère eussent émigré, aucun des biens de leur père ne paraît avoir été mis aux enchères.

On vendit aussi les immeubles appartenant aux établissements hospitaliers et aux communautés religieuses.

I. Vingt-cinq brasses environ de pré, en deux lots, dépendant de la cure de Trélissac.

II. Les immeubles appartenant à l'hôpital général Sainte-Marthe :

La vieille chapelle en ruines St-Côme, adjudgée pour 500 livres ; — trois parcelles de prairies de $\frac{3}{4}$, $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{3}$ de journal vendues respectivement 4700, 3025 et 3500 livres, le tout situé à l'Arsault.

III. Les biens des cy-devant Augustins, soit le pré dit de Tricart estimé 2000 livres et un domaine aux Gourdoux adjudgé pour 15600 livres.

IV. Enfin une métairie située à la Croix-Ferrade, appartenant aux ci-devant religieuses de la Visitation et vendue 8000 livres.

XII

Quand même ces actes violents et révolutionnaires n'auraient pas été commis, une courte mention inscrite sur le registre des actes de l'état-civil aurait annoncé que les vieilles coutumes de l'ancienne France disparaissaient et que des

temps nouveaux étaient venus. Après un acte du 1^{er} novembre 1792, rédigé et signé par le curé Chantoup, on lit : « Clos et arrêté conformément à la loy par moy Robinet, officier municipal, le présent résistre à Trélissac le 3 décembre 1792, Robinet. »

A coup sûr, cet honorable membre de la municipalité de Périgueux devait avoir mérité les suffrages de ses concitoyens par des mérites éclatants, mais il est probable qu'il n'avait pas été interrogé sur l'orthographe.

L'acte suivant fut reçu le 5 décembre 1792 (15 frimaire an premier de la République française) par Dauriac, officier public.

Enfin, le dernier de ce registre fut dressé, en la Maison commune de Périgueux, par Germilliac, officier public.

A partir de cette date et pendant quatre années environ, Trélissac ne jouit même plus de l'autonomie relative qu'il avait autrefois. Il devint purement et simplement une section de la commune de Périgueux, à tel point que les actes de l'état-civil furent inscrits sur les registres de cette dernière commune.

La Constitution de l'an III ne conserva que les communes de 5000 âmes et au-dessus. Les autres étaient administrées par une municipalité installée au chef-liou de canton. Cependant on accorda certaines facilités pour compenser les inconvénients de cette centralisation un peu excessive. C'est ainsi que Trélissac obtint l'autorisation d'avoir des registres spéciaux pour inscrire ses actes de l'état-civil.

Le premier acte de nos nouveaux registres est un acte de naissance dressé le 4 vendémiaire an V (26 septembre 1796). Il est signé : Souriaud, officier public.

Le 13 frimaire an VI, nous voyons un acte signé : Cœuilhe, agent municipal.

Deux ans après, la situation était profondément modifiée par la loi du 28 pluviôse an VIII (18 février 1800) qui rétablit les municipalités avec leur autonomie absolue. C'est à cette époque, qu'à défaut de titre précis, je place la création de la commune de Trélissac. En effet, deux mois après la promulgation de la loi, le 13 germinal an VIII, Cœuilhe ajoute au

titre d'agent municipal, celui de faisant fonctions de maire. Enfin deux mois passent encore et il signe : Cœuilhe, maire, ce qui nous indique que la municipalité est constituée définitivement (1).

XIII

La nouvelle commune différerait notablement de l'ancienne paroisse de Trélissac. Elle était beaucoup plus homogène. On n'y retrouvait ni l'enclave religieuse des Mounards et de Laborie, ni l'enclave financière de Trélissac, ni l'enclave de l'Arsault ; mais elle perdait les villages de la rive gauche de l'Isle qui étaient rattachés à Boulazac, et les quartiers situés entre l'Arsault et les murailles de Périgueux, quartiers qui restèrent dans les dépendances de cette dernière commune.

A tous les autres points de vue, la situation était aussi profondément modifiée. Les résultats de la tourmente révolutionnaire ne se produisirent pas tous, en effet, immédiatement, et beaucoup n'apparurent à tous les yeux que plusieurs années après. Quelques-uns des propriétaires les plus importants conservèrent leurs biens, et leur situation sembla presque intacte lorsque l'ordre fut rétabli par le Premier Consul. C'en'était qu'une apparence trompeuse. La première moitié de notre siècle a vu disparaître du sol de la commune beaucoup des anciennes familles qui étaient sa parure. Tels des arbres séculaires qui semblent avoir résisté victorieusement à un ouragan auquel ils ont abandonné seulement quelques branches et promettent d'abriter encore sous leurs ombrages de longues générations, la violence du vent a brisé dans le sol les racines, sources cachées de la vie, et les colosses meu-

(1) Les registres de l'état-civil de la paroisse de Trélissac, (de 1670 à 1700) sont déposés aux Archives départementales de la Dordogne. Ceux de 1701 à nos jours sont à la mairie de Trélissac. Cependant, ainsi que je l'ai dit ci-dessus, les actes dressés du 5 décembre 1792 (15 frimaire an premier de la République) au 26 septembre 1796 (4 vendémiaire an V) sont inscrits sur les registres de Périgueux, déposés à la mairie de cette commune.

rent rapidement laissant aux jeunes arbres nés à leurs côtés le sol et l'espace qui étaient leurs domaines incontestés !

La nomination de M. Cœuilhe, comme maire, avait été d'une très heureuse inspiration. Notre premier magistrat municipal était un propriétaire important de la commune. Il était très estimé. C'était, en outre, un homme d'une haute intelligence. Je ne saurais mieux faire pour le peindre qu'emprunter les quelques lignes biographiques qui lui furent consacrées dans *l'Annuaire statistique de la Dordogne* de l'an XI.

« Périgueux a perdu dans la même année (an X-1802), le citoyen Cœuilhe, savant bibliographe, employé longtemps à Paris à la Bibliothèque nationale, et depuis à celle de Périgueux. Le citoyen Cœuilhe portait un nom connu dans les lettres. Son père avait rendu ce nom célèbre par des écrits philosophiques qui respirent la morale la plus douce et la plus pure. Le fils n'avait pas moins hérité des vertus que des talents de son père (1) ».

M. Dauriac, adjoint de Cœuilhe, lui succéda comme maire. Il occupa ces fonctions pendant quarante années, jusqu'à sa mort, survenue en 1842.

Nommé constamment par tous les gouvernements, M. Dauriac ne paraît pas avoir rencontré de difficultés spéciales pendant la première partie de cette longue administration. Une des mesures prises, dès le début, par le nouveau maire, fut l'établissement d'une fête locale annuelle, à partir du 27 thermidor an XIII, qui correspondait au 15 août 1805, jour de la St-Napoléon. Cette fête s'est perpétuée et se célèbre chaque année à la même date, avec un grand éclat, grâce à la générosité de la famille Magne (2).

Les ennuis commencèrent en 1825 pour la municipalité lorsque l'administration diocésaine donna le signal d'un

(1) Voir également : *Bibliographie générale du Périgord*, tome I, p. 147. — Cœuilhe J.-B., né à Périgueux le 14 septembre 1727, mort à Trélissac en l'an X. — *Notes biographiques sur Etienne Cœuilhe*, magistrat et moraliste périgourdin, par M. Dujarric-Descombes.

(2) Voir *Arch. munic. de Trélissac*. — Jen'ai pu découvrir si cette fête existait sous l'ancien régime, mais cela paraît probable.

nouveau démembrement en rattachant à la paroisse St-Front une partie de l'Arsault.

Cet exemple ne devait pas être perdu. La municipalité de Périgueux, soutenue par le préfet, voulut profiter de l'occasion qui lui était offerte par la confection du cadastre en 1828 pour se faire incorporer une vaste étendue du territoire de Trélissac.

Ces efforts aboutirent à l'ordonnance royale du 20 janvier 1830.

XIV

Cette ordonnance avait été précédée d'une longue procédure. Le 20 octobre 1827, le préfet de la Dordogne écrit au maire de Trélissac : « J'ai l'honneur de vous adresser le procès-verbal de délimitation de votre commune dressé par l'ingénieur-géomètre en chef du cadastre. Ce procès-verbal, qui est accompagné du croquis que prescrivent les règlements, présentant des changements de limites relativement à la commune de Périgueux et à celle d'Antonne, il est nécessaire que votre conseil municipal délibère sur ces changements. »

A cette époque, non seulement le maire et l'adjoint, mais encore tous les conseillers municipaux, étaient nommés par le préfet, et il ne semblait pas, dans ces conditions, que ce haut fonctionnaire dût rencontrer une résistance bien vive à des désirs si nettement exprimés. Il se trouva, au contraire, que son choix s'était porté sur des hommes d'honneur qui surent faire leur devoir.

Dans sa séance du 2 novembre 1827, le conseil municipal (1) protesta avec la plus grande énergie contre le nouveau démembrement dont était menacée la commune. Mais, comme il se sentait faible contre sa puissante voisine, sou-

(1) Voir *Arch. départ. de la Dordogne*, et *Arch. de la commune de Trélissac*. A ce moment le conseil était composé de MM. Dauriac, maire; Véchembre, Souriaud, Sarlandie, Lajarthe, Lamothe, Castillon, de Montozon, Belleyrne jeune, de Vigne de Labattut.

tenue par toutes les forces administratives, il parut consentir à accepter de bonne grâce une partie des sacrifices qu'on lui imposait. Il ne tarda pas à regretter ses concessions, car il constata qu'elles n'avaient fait qu'exciter encore davantage les convoitises de ses adversaires, et par une nouvelle délibération en date du 14 mai 1829, il réclama le maintien pur et simple de l'intégralité du territoire de la commune.

Le préfet intervint de nouveau en faveur de Périgueux, parce que, dit-il, l'éloignement du faubourg de l'Arsault du chef-lieu de la commune ne permet pas au maire de Trélissac de surveiller avec assez d'efficacité « les fraudes nombreuses sur les boissons et la répression des contraventions. »

Et se basant sur ce piètre argument, il ajoute :

« J'aime à me persuader que votre conseil municipal appréciera ce but d'intérêt public et qu'il donnera volontiers son consentement à ce qu'on réunisse à la ville de Périgueux la portion du faubourg de l'Arsault qui dépend de Trélissac et qui aura pour limites, du côté des terres jusqu'à la route royale de Paris, la chaîne des rochers qui règnent sur ce point, et du côté de la rivière de l'Isle, la tannerie de M. Jaubert, y compris le jardin et le pré qui en dépendent, pré qui est séparé par un fossé de celui appartenant aujourd'hui à M. Véchembre ».

Pour venir à bout de l'énergique et légitime résistance de Trélissac, l'administration supérieure accepta un compromis, et la question fut définitivement jugée par l'ordonnance royale du 20 janvier 1830.

La petite parcelle de la commune d'Antonne, qui entraît comme un coin au-dessous de Malayolle, fut cédée à Trélissac, et notre commune abandonna à Périgueux presque tous les bâtiments de la tannerie Jaubert et la partie du faubourg de l'Arsault située au-dessous de la crête des rochers qui dominant la route nationale n° 21. jusqu'au milieu du chemin qui monte rejoindre le chemin d'intérêt commun n° 34 à la Croix-Ferrade et qui porte aujourd'hui le nom de rue Paul-Louis Courier.

Le tableau ci-dessous, dressé le 5 juillet 1828, indique les sacrifices qui furent imposés à Trélissac.

	PÉRIGUEUX	TRÉLISSAC
Population.....	8,452	1,172
Revenus ordinaires.....	74,925	419
Dépenses ordinaires.....	58,930	217
Etendue acquise (1)	35 arpents 63	
Etendue cédée.....		35 arpents 63
Population cédée.....		95 habitants
Contribution foncière et principale cédée.....		141 francs
Quotité du revenu cédé...		7 francs

Depuis cette époque et malgré les nombreux retours offensifs de nos voisins, les limites de notre commune sont restées immuables, et il faut espérer qu'il en sera toujours ainsi (2).

XV

En 1838, est venu s'ajouter un nouvel et important ensemble de documents pour notre histoire locale. Ce sont les registres des délibérations du conseil municipal tenus en exécution de l'article 28 de la loi du 18 juillet 1837. C'est là que nous allons trouver maintenant presque tous les éléments de notre récit. Malheureusement on y remarque de nombreuses lacunes, et pendant trois années, du 25 juin 1854 au 10 mai 1857, ils ne relatent aucune délibération. La première qui y est mentionnée est celle du 13 mai 1838, sous la présidence de M. Dauriac, maire, pour le vote du budget de 1839.

(1) Quatre cents hectares environ.

(2) Voir encore au sujet des projets d'annexion de Périgueux la délibération du conseil municipal de Trélissac du 25 février 1869.

XVI

La construction de la grande route nationale n° 21, route due aux efforts persévérants du maréchal Bugeaud, et qui traverse toute la plaine de Trélissac depuis l'Arsault jusqu'à Malayolle, avait déjà considérablement modifié l'aspect de cette partie de la commune, en remplaçant d'étroits et tortueux chemins par une magnifique voie de communication. Un changement bien plus considérable s'est produit de 1870 à 1874.

Malgré de nombreuses et coûteuses réparations qui se repercutaient lourdement sur les finances de la commune, les bâtiments : église, mairie, école... laissaient beaucoup à désirer, soit au point de vue de l'emplacement trop humide et trop restreint, soit au point de vue du bon aménagement des locaux. La population désirait, sans pouvoir espérer que ce désir deviendrait une réalité tant les frais à faire paraissaient considérables, que le chef-lieu fût transporté de l'autre côté de la route nationale. Ce vœu put être réalisé grâce aux lourds sacrifices que ne craignit pas de s'imposer M. Alfred Magne, alors trésorier-payeur général du Loiret.

Pour permettre de bien se rendre compte des conditions dans lesquelles se produisit ce grand événement pour notre petite commune, je ne saurais mieux faire que de transcrire presque intégralement la délibération du conseil municipal de Trélissac du 10 décembre 1869. C'est le véritable acte de naissance de notre chef-lieu.

« Le Conseil, après avoir pris connaissance de la proposition suivante, écrite et signée par M. Magne, ainsi conçue :

Je, soussigné, Louis-Alfred Magne, trésorier général du département du Loiret, propriétaire à Trélissac (Dordogne) ;

Pour répondre au vœu qui m'a souvent été exprimé par le conseil municipal de Trélissac, que l'Eglise, le Presbytère, la Mairie et la Maison d'Ecole, avec leurs dépendances et leurs jardins, soient transportés sur le côté gauche de la route impériale en venant de Périgueux, etc. . .

« Après avoir délibéré sur la susdite proposition, le conseil :

« Considérant que le déplacement de l'Eglise, du Presbytère, de la Maison d'Ecole, de la Mairie et des jardins, proposé par M. Magne, dans l'emplacement qu'il indique et donnant sur la route impériale, rapprochera et facilitera l'accès de ces édifices et immeubles aux habitants de tous les villages de la commune ;

« Que cette proposition est d'autant plus avantageuse qu'elle n'impose aucune charge à la commune ;

« Que M. Magne donne une plus grande étendue de terrain (50 ares environ), qui est si indispensable à la commune pour construire une école de filles et établir un jardin pour l'institutrice ; que dans l'état de choses actuel ce nouveau local est impossible à établir, la commune n'ayant pas le terrain nécessaire ;

« Que par suite de cet emplacement et de la disposition des lieux, l'Eglise, le Presbytère, l'Ecole, la Mairie, seront établis dans des conditions hygiéniques meilleures et que la place publique sera plus spacieuse et plus régulière ;

« Que la commune n'aura plus à pourvoir aux réparations continues des chemins qui aboutissent aux dits édifices, attendu que l'emplacement nouveau de la place publique joindra la route impériale sur une longueur de 52 mètres ;

« Vus le plan et le devis indicatifs de l'Eglise à construire produits par M. Magne ;

« Vu, aussi, son engagement à fournir en temps utile les plans détaillés du Presbytère, de la Maison d'école et de la Mairie, avec les devis indicatifs de ces immeubles,

« Le conseil municipal, d'après ces diverses considérations, accepte avec la plus grande reconnaissance l'offre généreuse et les sacrifices considérables que M. Magne veut bien s'imposer dans l'intérêt des habitants de la commune.

« En conséquence, M. Magne devra construire à ses frais, une église, telle que l'établissent les plan et devis indicatif dressés par M. Dubet, architecte.

Le conseil a pris connaissance de ces plans et devis.

Il devra construire aussi à ses frais, un presbytère, une mairie, une maison d'école, absolument semblables aux deux maisons actuellement existantes avec toutes leurs dépendances, et devra fournir au préalable un plan détaillé avec les devis indicatifs de ces immeubles.

Il devra clore le jardin du presbytère par des murs de mêmes hau-

teur et longueur que celles des murs qui existent en ce moment et appartenant à la commune.

Il creusera un puits dans le jardin du presbytère.

Il établira également sur la place publique nouvelle un puits avec pompe et un monument semblable à celui qui décore le puits situé sur la place publique actuelle.

Il devra transporter sur la nouvelle place la croix qui existe sur l'ancienne.

• L'emplacement donné à la commune par M. Magne pour les dits immeubles est accepté par le conseil qui s'est transporté sur les lieux, l'a fait borner, et en a vérifié la contenance qui comprend une superficie de cent vingt ares.

• Ce terrain a une longueur de cinquante deux mètres sur le bord de la route impériale, à partir du coin du jardin de Pierre Roche.

M. Magne donnera cent arbres fruitiers pour l'école ou le presbytère, et cent arbres ordinaires pour planter sur la nouvelle place publique, et qu'il fera planter à ses frais.

• Il fera placer dans la nouvelle église, les objets suivants existant dans l'ancienne :

- Le grand autel doré ;
- Les deux autels en marbre ;
- Les statues ;
- La chaire ;
- La table de communion ;
- L'orgue ;
- Le confessionnal ;
- Le bénitier ;
- Les fonts baptismaux ;
- La lampe ;
- La cloche ;
- Les tableaux ;
- Le chemin de la croix ;
- La pendule ;
- Le banc de la fabrique ;
- Les objets meublants de la sacristie ;
- Enfin la croix qui se trouve sur l'ancien clocher.
- Les autres objets contenus dans l'église resteront sa propriété.

Les trois vitraux de l'abside seront aussi transportés par lui dans la nouvelle église ; toutefois, s'il désire les garder, il sera tenu de faire poser, à ses frais, des vitraux neufs aux trois fenêtres de

l'abside de l'église nouvelle avec les mêmes sujets et de même valeur.

« En échange de ces charges, le conseil cède à M. Magne, en toute propriété, l'église actuelle, le presbytère, la mairie avec la maison d'école et leurs dépendances, avec leurs jardins, la place publique et les chemins, qui de la route impériale conduisent à l'église, et la partie du chemin n° 15 comprise entre l'école et le nouveau chemin du Pont, enfin les arbres existants sur les places, les chemins et les jardins.

« M. Magne n'entrera en possession de l'église actuelle qu'un an après l'achèvement de la nouvelle, lequel sera constaté par un architecte désigné par la commune ; il n'entrera en possession définitive de tous les autres immeubles cédés qu'après l'achèvement des travaux et leur réception par l'architecte indiqué plus haut. Toutefois, pour ces derniers, il pourra se servir de tous les matériaux existants, à la condition de pourvoir au logement du curé, de l'instituteur et de l'institutrice et de fournir les locaux nécessaires aux classes pendant le temps que dureront les travaux.

« Tous les frais d'échange seront à la charge de M. Magne. Comme aussi toutes les charges anciennes qui lui avaient été imposées par suite des diverses conventions avec la commune sont annulées par la présente délibération.

« Le conseil autorise M. le Maire à faire un acte d'échange avec M. Magne d'après les conventions établies ci-dessus par la présente délibération et après que toutes les formalités légales pour y parvenir auront été remplies et approuvées par l'Evêque diocésain et l'autorité préfectorale.

« Le conseil prend l'engagement de ne pouvoir aliéner aucune parcelle de l'emplacement de la place publique nouvelle, telle qu'elle est délimitée sur le plan.

» Ont signé :

DEBRÉGEAS, *maire* ; BONNET, *adjoint* ;
conseillers municipaux présents : MM. BOURGOIN, BRUT, MAUFRANGEAS, NÉGRIER, ARDILLER, GAUTHIER-LAGRANGE, ROCHE et Alfred MAGNE, *conseiller municipal, partie contractante* ;
conseillers municipaux absents : MM. DAURIAC et MESTRAT. »

Cette délibération fut approuvée par arrêté du Conseil de préfecture de la Dordogne du 8 mars 1870.

Tous les bâtiments construits sous la direction de M. Dubet, architecte à Périgueux, furent agréés par M. Lagrange, également architecte à Périgueux, qui en dressa procès-verbal le 14 décembre 1873.

Le 8 mai 1874, le conseil municipal donna acte à M. Magne de ce qu'il avait rempli et au delà tous ses engagements, et le déclara dégagé à ce point de vue de ses obligations envers la commune.

Depuis cette époque, d'autres bâtiments communaux sont venus s'ajouter à ceux construits par M. Magne.

Parmi les autres faits importants contemporains, notons : la construction du pont de pierre qui relie les deux rives de l'Isle et remplace l'ancien bac de Grelet, — la création d'un lavoir public en amont de ce pont, l'agrandissement du cimetière.

Tout récemment, nous avons obtenu un bureau des postes géré par un facteur receveur, et un bureau télégraphique qui desservent également la commune d'Antonne.

Enfin il faut signaler l'établissement aux Jalots des principaux ateliers de la Compagnie des tramways du Périgord, ce qui a donné à cette partie de la commune une animation et une importance relativement considérables.

Voilà quels sont les principaux faits qui permettent d'avoir une vue d'ensemble sur l'histoire de la commune de Trélissac et qui en donnent approximativement la physionomie générale et actuelle.

Il me reste à parler séparément de quelques sujets qui n'ont pu entrer dans le cadre de ce chapitre et qui aideront à se rendre un compte un peu plus exact de ce qu'a été ce coin de terre dans les siècles passés, et de ce qu'il est aujourd'hui.

CHAPITRE III. — MAIRES ET ADJOINTS DE TRÉLISSAC DEPUIS LA
CRÉATION DE LA COMMUNE

Entrée en Fonctions	MAIRES	ADJOINTS	DOMICILES	PROFESSIONS
13 germ. an VIII	Cœuilhe (J.-B.)	»	Cavillac	homme de lettres bibliothécaire
id.	id.	Dauriac (Etien.)	Le Pouzy	propriétaire
An X	Dauriac (Etien.)	»	»	id.
id.	id.	Cœuilhe (Fr.-M.)	Cavillac	propriétaire
1813	id.	Sudret (Franç.)	Libournet	propriétaire
8 avril 1813	id.	Scudier (Joach.)	Montignac	propriétaire
13 juin 1834	id.	Lajarthe (P.-Fr.)	La Pourtie	capitaine en retr.
21 octobre 1842	Desveaux (Pier.)	»	La Jarthe	propriétaire
octobre 1848	Debrégeas	»	Malayolle.	docteur en méd.
19 septemb. 1852	id.	Bonnet (Romain)	Libournet	pharm. à Périg.
18 septemb. 1870	Lagarrique	»	Caussade	propriétaire
avril 1871	Debrégeas	»	Malayolle	docteur en méd.
23 janvier 1881	id.	De Siorac (Arm.)	Les Maurilloux	anc. inspecteur divisionn. des télégrap., chev. de la Légion- d'Honneur.
29 mai 1887	De Laurière	»	Cavillac	ancien offic. de cavalerie.
id.	id.	Négrier	Les Mounards	propriétaire
mai 1888	id.	Decoux-Lagoutte (E.)	Baruabé	ancien juge au tribun. civil de Bordeaux, mi- notier.
28 septemb. 1890	Decoux-Lagoutte (E.)	»	id.	id.
id.	id.	Négrier	Les Mounards	propriétaire
17 mai 1896	id.	De Spriet	Charrières	propriétaire

(A suivre).

E. DECoux-LAGOUTTE.

RIMES DE PIERRE DE LAVAL

DISCOURS SUR LE MEURTRE DE L'ÉVÊQUE FOURNIER

STANCE EN VERS PATOIS

Dans le recueil manuscrit des *Rimes* de Pierre de Laval, poète périgourdin du xvr^e siècle, encore inédit, je trouve une pièce, un Discours en vers, que je crois devoir détacher de l'œuvre et publier tout d'abord. Alors même que l'auteur ne serait pas périgourdin, cette pièce, par le sujet qu'elle traite, aurait sa place toute naturelle dans le *Bulletin* de notre Société historique et archéologique. C'est en effet à l'occasion d'un événement périgourdin, d'un fait de la chronique locale, comme nous dirions aujourd'hui, du Périgueux de 1575, que le poète Laval a aiguisé en cette circonstance sa bonne plume de procureur périgourdin. Ces *Rimes*, pour reprendre le titre que Laval a donné à son œuvre, ont trait à l'assassinat de l'évêque Pierre Fournier que, dans la nuit du 14 juillet 1575, au cours des luttes religieuses qui agitèrent notre Périgord, ses serviteurs étranglèrent en son *Château Lévesque*, près de Périgueux. Ce serait certainement aujourd'hui, à raison de la qualité du personnage, et ce fut, à plus forte raison, en ces temps troublés, un gros événement. Par son caractère historique local, cette pièce mérite donc, à mon sens, d'être mise à part.

Le P. Dupuy, dans son *Estat de l'Eglise du Périgord*, ne dit pas grand'chose de l'évêque Fournier, et ce qu'il en dit ne paraît pas lui être très favorable. Il constate tout d'abord que Pierre Fournier prit possession de l'évêché de Périgueux en l'année 1561 et que, en cette même année, le pasteur Martin Brossier, venu de Genève, prêcha pour la première fois la doctrine protestante, « l'hérésie », en Périgord, ce qui est pour lui un triste présage. Puis, laissant de côté la personne de l'évêque, il montre les mouvements du protestantisme dans notre région et, à l'occasion des menaces dont Péri-

gueux est l'objet de la part des partisans de la foi nouvelle, il écrit ceci :

« A raison de quoy, la Maison de ville députa deux bourgeois vers
» le sieur évesque qui s'estoit remis dans le Chasteau-Lévesque, du-
» quel Mouvans l'année auparavant s'estoit rendu maistre..... Ils
» prient donc leur prélat de se retirer en la ville, l'assurans qu'il y
» seroit reçu avec honneur et qu'on craignoit que de rechef il ne
» tombast entre les mains huguenotes qui l'avoient rançonné quelques
» années auparavant ; sur ces justes et honestes demandes il respon-
» dit si cruément qu'il augmenta le soupçon de son peu de fidélité
» envers eux... »,

laissant entendre qu'il aurait abandonné son château à Mou-
vans. Suivent plusieurs pages où l'évêque n'a point de part
et où sont seulement racontées les luttes pour la religion en
Périgord, luttes dont Pierre Fournier paraît s'être quelque
peu désintéressé. Et, après avoir parlé de la famine de 1575,
le P. Dupuy ajoute :

« D'autre part, les domestiques auvergnias de l'évesque Fournier
» ayant jetté l'œil de concupiscence, à ce qu'on dict, sur des sommes
» notables d'argent que leur maistre avoit naguères reçu pour quel-
» que bénéfice, conspirent sa mort, et estant au Chasteau l'Evesque,
» la nuit du quatorziesme juillet, l'estranglèrent dans la descente
» d'un degré, le remirent mort dans son lit, et emportans ses escus
» se sauvent à la suite... »

et cette mort « très funeste » est pour lui, comme la famine
de la même année, une menace que Dieu fait à son peuple
avant de le frapper.

L'oraison funèbre de l'évêque Fournier fut faite par le P.
Esparvier, observantin, grand prédicateur, sur ce texte : *Per-*
cutiam pastorem et dispergentur oves gregis, je frapperai le pas-
teur et les brebis seront dispersées.

En même temps, sans doute, Laval écrivait son Discours
sur « l'accident », le recueil même de ses *Rimes* étant de 1576
et celles-ci ayant été très certainement fabriquées sous le
coup de l'événement. Le poète n'est pas tendre pour son
évêque. Malgré les précautions oratoires du début, lesquel-
les reviennent à plusieurs reprises du reste, il nous fait de

Pierre Fournier un portrait qui n'est pas flatté. Ce portrait est-il bien celui de l'original ? Tout semble le démontrer. Ce que dit le P. Dupuy lui-même, quelle que soit sa discrétion, n'a rien qui contredise absolument Laval. L'auteur de *l'Estat de l'Eglise du Périgord* est bien près de voir en l'évêque Fournier un hérétique, pactisant avec les huguenots, un indifférent tout au moins, et, à l'occasion de sa mort, il parle de sommes notables d'argent qui ont excité la concupiscence de ses domestiques. Du reste, c'est en vain que j'ai cherché dans son livre quelque éloge du prélat.

Laval serait-il, à quelques égards, suspect ? Je ne le pense pas. S'il est tolérant, désireux de paix civile et religieuse, sentiment que l'on rencontre dans quelques-unes de ses poésies, il paraît être un excellent catholique et qui ne se serait pas permis d'écrire quoi que ce soit ressemblant à un pamphlet contre son évêque. Et il se serait encore moins permis de dédier ce pamphlet à un prélat considérable, l'archevêque de Bordeaux, qu'il oppose précisément à l'évêque et dont il fait le plus magnifique éloge, ne lui refusant aucune des qualités de l'homme et du chrétien, la charité, la bonté, l'humanité, table et maison ouvertes à tous, le premier en son église et le dernier, doué « de doctrine profonde », soit en « sçavoir divin ou bien humain », familier et bienveillant, se faisant des amis de tous, donnant aux pauvres et « festoyant les riches », tel en un mot qu'en lui tous devraient « se mirer » et prendre exemple.

L'évêque Fournier est tout autre, et Laval ne voit pas dans sa triste fin une menace de Dieu à l'adresse de son peuple entraîné vers l'hérésie, mais la suite, et sans doute la punition de sa misérable vie. De nature aigrie et irritable, ne voulant prendre conseil que de sa fantaisie, se fâchant pour un rien, même avec ses amis, s'entêtant dans ses colères, soupçonneux et méfiant, abandonnant sa ville épiscopale pour vivre dans son village « clos et terré comme un sauvage », n'ayant d'autre souci que d'entasser des écus dans un coffre, ne se préoccupant point « de donner ordre au public agité » et « de monstrier sa charité », « toujours en bruit, peyne et querelle », l'évêque Fournier, au dire de Laval, ne

paraît pas, en effet, avoir eu une existence bien gaie. Et Laval, lui, pour ne lui laisser aucune excuse, nous dit qu'il n'était ni maladif, ni gouteux, bien au contraire, « frais, gaillard et portable » et qu'il aurait pu « tenir fort bonne table dans la cité », ajoutant que tout Périgueux lui voulait du bien et qu'il y eût été plus en sûreté que dans son Chateau Lévesque, gardé par « ses souldats d'Auvergne ».

Je le répète, Laval n'est pas suspect. Il rappelle qu'il lui a fait honneur en son vivant et que cela est notoire; il vante la fidélité de Périgueux à son Dieu, à son roy; il parle des chanoines de ce temps en termes qui sont aussi respectueux que possible; en un mot, il fait preuve de son loyalisme catholique et monarchique. Son Discours mérite donc un entier crédit et il apporte à l'histoire périgourdine de nos luttes religieuses quelques traits intéressants.

C'est le 21 décembre 1541, ainsi que l'indique sa lettre au seigneur de la Douze, que Pierre Fournier dut faire son entrée dans sa ville épiscopale. Laval, qui écrit en 1575, parle des 14 ans de prélature de l'évêque. Les évêques ayant coutume de faire leur entrée vêtus d'une cloche ou manteau de satin ou velours noir, qu'ils devaient laisser au chapitre, le document, publié par le *Bulletin* et relatif à l'entrée de Pierre Fournier, dit que, quant à la cloche, l'évêque a répondu qu'il n'en avait pas, mais « a promis à foi de prélat de donner la valeur ». Je veux et dois croire que cette obligation a été remplie comme toutes autres imposées au nouvel évêque; mais, de documents aussi publiés par le *Bulletin*, il ressort que notre évêque, ne se pressant pas « de s'acheminer au concile de *Trente* » et d'obéir sur ce point aux mandements du roi Charles IX, celui-ci donna ordre de saisir tous les fruits et revenus temporels de l'évêque, ce qui aurait, dit Laval, dû lui causer « un bien grand déplaisir ». En tout cas, si, au risque de causer « très grand dommage » au roi, l'évêque n'alla pas au concile, il alla ou retourna, tout au moins, à Château-l'Evêque, d'où est écrite sa lettre à M. de la Douze, où il fut tué et où il paraît avoir vécu la plus grande partie de sa vie épiscopale.

Château-l'Evêque ne lui paraissant même pas assez sûr, il

poussa jusqu'à Angoulême, alors que Périgueux était « assurée jusqu'à ce jour tant bien elle estoit murée » et que d'Angoulême même on venait y chercher un refuge. Mais Angoulême fut pris et Fournier « rançonné », Dupuy et Laval se servent du même mot, « de bons escus qu'il n'eust pour Dieu donné ». L'évêque ne rentra pas dans Périgueux où venaient se réfugier « les ecclésiastiques » des environs, y apportant « leurs reliques ». S'imaginant que le couteau ou le poison l'y attendaient, ce contre quoi Laval proteste énergiquement, il s'arrêta dans son Chasteau Lévesque, où il n'eut d'autre soin que d'amasser des écus et de les garder précieusement, s'entourant de gens de son pays d'Auvergne. C'était, dit Laval, « faire hazarder son domestique à desrober » et, en effet, une première fois, un de ses serviteurs lui vola six mille francs qu'il « despendit très mal ». Ceci ne le rendit pas plus avisé ni plus libéral, et, cette fois, ses serviteurs s'étant entendus l'étranglèrent dans son lit même, le récit diffère un peu de celui du P. Dupuy, montèrent sur quatre chevaux et s'enfuirent « chargés de proye et riches de pillage ».

Laval appelle sur ces « chiens » toutes les foudres de la justice divine et humaine, mais cette mort n'en est pas moins pour lui une leçon à l'adresse de « ceux qui sont chagrins et avaricieux, impatiens, fâcheux, intolérables », et il conclut « qu'il faut aux pauvres secourir pour se garder de telle mort mourir ».

Ce Discours, et au fond ce sera mon dernier mot, est, à mon avis, pour parler comme Montaigne, un discours de bonne foy. En la forme, je ne crois pas que Laval soit un poète plus mauvais que beaucoup d'autres qui ont eu les honneurs de l'impression. Ce n'est pas du reste sur cette pièce que je demande qu'on juge le poète. Je l'ai détachée du manuscrit à cause de son intérêt tout périgourdin et quelque peu historique. Mais, bien que je sache que nos sentiments en pareille matière sont un peu affaire de goût, je m'imagine volontiers que ces *Rimes* de Laval sont faciles, courantes, quelquefois pittoresques, et ont mérité peut-être d'être publiées, même à un autre titre qu'au titre anecdoti-

que et périgourdin. J'aurai du reste l'occasion, un peu plus tard, de parler plus amplement du poète.

Ceci dit, je transcris littéralement, sans rien omettre, même les vers faux, s'il y en a, l'œuvre de Laval.

Discours de l'accident survenu à feu messire Pierre Fournier, en son vivant evesque de Périgueux, par ses serviteurs aux champs, en son Chasteau l'Evesque, la nuit du jeudy xiiij du mois de juillet 1575, dédié à reverendissime prélat, Monseigneur Anthoine, prince de Sansac, archevesque de Bordeaux, primat de l'Aquitaine.

STANCE AU LECTEUR.

Je te proteste et te jure, lecteur,
Que je n'entens blasonner la mémoire
De mon prélat, à qui j'ay faict honneur
En son vivant, comme à tous est notoire ;
Mesmes tout mort, je l'ayme de bon cuer.
Mais par ces vers je descriis son histoire
Pour profiter, et seulement afin
Que toy, lecteur, te gardes de sa fin.

Pour vous escrire, Archevesque sacré,
Comme a vescu et comme massacré
Dedans son lict a esté nostre évesque,
Pierre Fournier, et pour monstrier avecque
Combien de luy vous estes différent,
Je ne veux point d'autre meilleur garant
Que le propos de ce viellard de mer
Qui rend au vif telle chose exprimer.
Ce viellard dict : Je suis accroupy, vieux,
Et sur la fin de mes ans ennuyeux.
Tout ce long temps m'a faict au vray cognoistre
« Que pour le mieux l'homme doit toujours estre
» Facile, clement, courtois, doux et humain,
Et, pour monstrier qu'il ne le dict en vain,
Fait un discours de luy et de son frère,
Qui n'avoit onc entrepris nul affaire
Dont il se peut tourmenter et fascher.
Il n'y avoit rien qui luy fut trop cher

Pour banqueter et à tous faire feste ;
Civil, joyeux, débonaire et honeste,
Homme piteux il estoit et plaisant,
Qui se gardoit de n'être point nuisant
Au plus petit, et moins fâcheux et rude.
Son cueur ouvert estoit et son estude,
Comme il monstroït par un très grand désir
D'ayder à tous et leur faire plaisir.
Parquoy chacun l'aymoit de telle sorte
Qu'il ne tenoit aucun guet à sa porte,
Et moins besoin de soldatz il n'avoit
Pour se garder ; chacun lui désiroit
Félicité, bon heur et longue vie ;
Sujet n'estoit à la maudite envye
Qu'on porte à ceulx qui sont tous adonés
A l'avarice et pour eux seulz sont nés.

Et moy, disoit ce viellard, au contraire,
Je n'ay volu à ce mien frère croire ;
Tant qu'ay vescu, jusqu'à ce poil grison,
J'ay labouré pour faire ma maison
Et ne souffroit la maudite avarice
Que de mon bien acquis je me nourrisse.
Je ne cessois de me plaindre et crier
Et ne voulus sur aucun convier
Pour boire à moy et manger à ma table,
Ainsi tout seul languissois misérable
En ma maison ayant tousjours mon cueur
Tout plain d'envye, d'yre et de rancuneur.
Cete façon de vivre m'estoit telle
Qu'on me portoit inimitié mortelle,
N'aymant d'aucun l'amitié ne support.

Digne prélat, ce frère humain vous estes,
Qui surpassés en grâces tres honestes
Les vertueux dont j'ay ouy parler :
Car en tout temps que l'on voudra aller
Vous veoir ches vous, vostre table couverte
On trouvera et vostre porte ouverte
A tous venans, sans qu'il y soit enquis
Quelz gens ilz sont ; puis, ce qui est requis

A vostre reng, vous faictes veoir au monde
Qu'estes doué de doctrine profonde,
Soit en scavoir divin ou bien humain,
Tousjours ouverte est vostre large main
Donnant au pauvre et festoyant le riche ;
On ne vous voit tenir un brin du chiche.
Voz escuz sont exposés et bien mis
Pour conquérir de bons et vrais amys ;
C'est tout cela que vostre cucur demande.
Vostre maison est aussi riche et grande
Par voz biens faictz au ciel vous batisses
Une autre loge : outre vous jouysses,
Ce temps pendant, d'un ayse de bien vivre,
Dont tout prélat vostre chemin doit suivre.
Vous serves Dieu, vous estes le premier
En vostre esglise et après le dernier
Vous en sortes ; par personnes ydoines
Faictes prescher et avec voz chanoines
Vous converses. De vos bons citoyens
Estes aymé, se ressantens des biens
Qu'ilz ont de vous. Si quelcun se discorde,
Vostre bonté tout soudain les accorde.
Tout Bourdeaux est très ayse de vous veoir
Et n'a sohait d'autre archevesque avoir,
Priant pour vous, qui luy serves de père,
Que Dieu vous doint longue vie et prospère.

Tout Périgueux ainsi le désiroit
A son prélat, l'aymoit et l'honoroit :
Car c'est la ville à Dieu, au Roy fidelle,
Que l'Uguenot appeloit la Pucelle,
Qui n'a jamais voleu s'abandonner,
Mais toujours chaste très bien se gouverner.
Ayant un cueur qui est inviolable,
Parquoy son roy luy est très favorable,
Comme ont esté tous les roys précédens
Qui ont donné des privilèges grands
A nostre ville, à Paris tous semblables.
Je laisse à part tous autres faictz louables.

A mon prélat je viens pour raconter
Qu'on ne le peut des bien heureux conter.

Bien qu'eslevé il fût en prélature
Par quatorze ans, la paovre créature
Estoit à luy mauvaise seulement.
Car ne vouloit prendre advertissement,
Ny de conseil, que de sa fantasie.
Contre l'advis de la philosophie
» Qui veult tousjours le conseil de plusieurs
» Et se choisit les prudens et meilleurs,
» Que peut avoir, pour un bon conseil prendre,
» Sans se fascher quand on le veut reprendre.
Encore avoit nostre évesque ce point
Qui, si tousjours toutes choses à point
Ne luy venoient, c'estoit une tempeste
Qui sans repos luy marteloit la teste.
Mais, que pis est, pour un mot mal couché,
A ses amys il se rendoit fasché,
Parquoy tousjours en bruit, peyne et querelle,
Il demeuroid ; car ainsi sa servelle
Estoit forgée et n'y pouvoit entrer
Rien de douceur pour en grâce rentrer,
Ce qui répugne à l'Escripture sainte :
» Si de courroux la personne est atteinte,
» Soudain luy faut l'amytié rechercher
» Et ne laisser sur le courroux coucher
» Le clair soleil. Ainsi, pour brief le dire,
On se despeche incontinant de lire.
Si nostre évesque eust très bien observé
Ce saint conseil, il se fut préservé
Et ne se fut tenu en son villaige
Clos et serré comme un homme sauvaige,
Ou, pour le moins, à Pasques, à Noël,
Ou bien le jour du saint Front solempnel,
Eust honoré de sa mitre l'office
Et luy premier y eut fait le service,

Si maladif heust esté ou gouteux,
Pour excusé l'heust tenu Périgueux ;
Mais il estoit frais, gaillard et portable,
Et qui pouvoit tenir fort bonne table,
S'il eust voulu, en la vile et Cité.
Enquoy il eust beaucoup plus profité,

Administrant aux paovres sa richesse
Et donnant ordre en prudence et sagesse
Aux accidens du public agité,
Où il devait monstrier sa charité.

Quand l'Uguenot aprochoit de la ville,
Menant un camp de plus de quinze mille
Pour l'assiéger, comme on faisoit le bruit,
Dans Angoulesme alors il s'en fuit,
Abandonnant nostre ville asseurée
Jusqu'à ce jour, tant bien elle est murée.
Mais Angoulême, assiégé et batu,
Par l'Uguenot fut bien tost abatu,
Qui au dedans fit merveilleuse raige ;
Et nostre évesque heust part de se dommaige.
Il y fut prins, lié et rançonné
De bons escutz qu'il n'eust pour Dieu donné.
Dans nostre ville aucun en telle peyne
N'avoit esté, mais la chose est certaine
Que d'Angoulesme on s'i est retiré
Pour se sauver du mal tant empiré.
Et puis des champs les ecclésiastiques,
Pour se garder, ensemble leurs reliques,
En nostre ville estoient les biens venus
Et demeurans aux champs estoient mis nus.
De tout cela nostre évesque, en mal heure,
N'a peu aprandre à faire sa demeure
En nostre ville, où mieux luy eust esté.

Encore aux champs depuis c'est arresté
Dans son chasteau, retenant sa colère,
S'imaginant qu'on le vouloit défaire .
Par le couteau ou bien l'empoisonner.
Il ne devoit se blasme nous donner,
Car au contraire il n'y avoit personne
Qui n'eut vers luy une volonté bonne.

Périgueux a de tout temps honoré
L'homme de bien et surtout vénéré
Ses bons prélats et autres personnaiges
De qualité, ne laissant les outrages

Et les forfaitz des malins impunis.
Ses citoyens d'un accord sont unis,
Parquoy ailleurs il ne pouvoit mieux estre,
Ce que jamais il n'a peu recognoistre.

Plus, nous avons des chanoines icy
Qui servent Dieu d'un très dévot souey,
Gens de respect et d'une vie telle
Qu'il n'eust trouvé aucun à luy rebelle.
Il se devoit de telz acompagner.
Et par bien faictz leur amitié gaigner,
Non du souldat de son pays d'Auvergne,
Ny chichement s'adoner à l'espergne
Et ses escuz dans un coffre garder,
Car par cela il faisoit hazarder
Son domestique à dérosher et prendre.
Mais un des siens, qui n'eut peur de cela,
Six mille francz un matin lui vola.
Et maintenant, réjouy de sa prise,
Depend très mal la chose mal acquise.
De quoy son maistre eust un grand desplaisir.
Voilà de quoy sert d'avoir son désir
Aux biens mondains. Mais quoy ! par tel dommaige
Plus que devant n'estant devenu saige,
Mal advisé il mit sa vie ez mains
De gens pervers, lasches et inhumains,
Qui contre luy traitement conspirèrent
Et dans le lict une nuit l'estranglèrent ;
Puis se montant sur ses quatre chevaux,
Gaignent au pied, et par monts, et par vaux,
Chargés de proye et riches de pillage.

O crime grand ! ô détestable rage !
O sacrilège ! ô meurtre malheureux !
Ciel, fais pleuvor souffre et feu dessus eux !
Terre, ouvre toy, ouvre toy jusqu'au centre,
Engloutis les au profond de ton ventre,
Si que ces chiens, pour leur punition,
Sentent là-bas les tourments d'Yxion,
De Solmonée, de Titée ou Tantale,
Et que, plongés dedans l'onde infernale,

Un feu vengeur les brusle sans cesser !
Ou, si par là ne les faictes passer,
Qu'ilz tombent tost ez mains de la Justice
Pour y souffrir exemplaire supplice !

Mais quel exemple en ce prélat ou ceux
Qui sont chagrins ou avaricieux,
Impatiens, fascheux, intolérables !
« Il faut qu'ilz soient libéraux, acontables,
» Facils, benins, accessibles et doux,
Si bien aymés veulent estre de tous,
Considerans que l'avare se forge
Mille couteaux pour se couper la gorge :
« Car les escuz dans un coffre serrés
» Sont tout autant de cordeaux préparés,
» Autant de mortz, autant d'enfers encore,
» A celui là qui chétif les adore,
» Parquoy en faut les paovres secourir
» Pour se garder de telle mort mourir.

Ce vieux de mer avoit la cognoissance
De tout cecy et, pour l'expérience
De sa viellesse, en parloit sagement.

Vous n'en uses, Archevesque, autrement :
Je l'ay conté et au vray le puis dire
Afin qu'en vous tout le monde se mire.

J'ajoute quelques notes très rapides, qui ne touchent pas au fond de la pièce que je viens de transcrire.

Cette pièce, dans le manuscrit de Laval, commence vers la fin du recto du quarante-troisième feuillet, et se termine au milieu du recto du quarante-huitième.

J'ai respecté très scrupuleusement l'orthographe du ^{xvi}e siècle. Si quelques *lapses* s'étaient glissés dans ma transcription, je m'en excuse ; mais, comme je ne veux prendre à mon compte que mes *lapses* propres, et s'il y en a, ils ne sont pas nombreux, je tiens à dire qu'il n'y a pas lieu de s'étonner si le même mot est écrit quelquefois de deux manières, comme *amyltié*, *amitié*, par exemple. C'est Laval lui-même qui l'a voulu ainsi. J'aurais voulu, pour l'harmonie du vers, remplacer l's final de la deuxième personne pluriel

de certains temps des verbes par un *z* et écrire notamment : *Vous servez Dieu*, au lieu de : *Vous serves Dieu*. Mais je n'en aurais pas fini, si j'avais admis des exceptions à ma règle.

Si j'ai respecté l'orthographe, dont l'intérêt se comprend, je n'ai pas eu pareille réserve en ce qui concerne l'accentuation et la ponctuation, tout à fait rudimentaires. Il m'a paru que, pour la lecture, il était bon de rétablir autant que possible, la ponctuation et l'accentuation normales. J'aurais pu, là aussi, faire des corrections, suppléer l'accent à la fin de certains mots, ne pas le mettre au milieu de certains autres, mais j'estime que ces distinctions, et d'autres, n'auraient pas eu de raisons toujours suffisantes, et je m'en suis tenu à mon premier sentiment. Il m'a bien fallu cependant faire au moins une exception ; pour les mots comme *fidelle*, je n'ai point mis l'accent grave qui eût fait double emploi, ces mots s'écrivant alors avec deux *l* et l'accent n'ayant fait aujourd'hui que remplacer une de ces deux lettres.

La pièce de Laval compte 247 vers. Ce nombre impair ne me dit rien qui vaille, et en effet, les rimes alternant deux par deux, de masculines en féminines, le nombre total des vers doit être pair. Notre poète a omis de fabriquer, ou plutôt de transcrire, le vers qui aurait dû rimer, qui rimait avec celui-ci :

N'aymans d'aucun l'amitié ne support.

J'ai respecté même les vers faux.

Pourquoi pas ? On peut être un fort bon poète et faire des vers faux. J'ai connu, en rhétorique, des élèves qui faisaient d'excellents discours latins et y laissaient des *barbarismes*. J'ai cependant rectifié un de ces vers faux :

Faciles, benins, accessibles à tous.

Et la raison en est qu'à mon avis ce vers faux n'est qu'un *lapsus* de Laval. Au singulier, Laval écrit *facil*, comme nous écrivons *civil*, du latin *facilis*, et, au pluriel, il a dû écrire *facils*, ce que j'ai fait moi-même. Mais je n'ai pas touché à cet autre :

Mais tousjours chaste très bien se gouverner.

Et ce vers est-il vraiment faux ? Pourquoi l'e muet de chaste ne s'éliderait-il pas ?

Je pourrais, comme d'autres, faire de l'érudition à propos de bien des mots vieillis. Je m'en tiens à ceux qui sont vraiment tout à fait passés de mode et ils ne sont pas nombreux : blasonner, poins, piteux, ydoine, acontable.

Blasonner n'a plus cours et rappelle autre chose que ce que le mot semble dire. Blason, dans Coquillart, a le sens de caquet, et, au xv^e siècle, une poésie satirique a pour titre : *Le blason des fausses amours*. C'est, en ce sens, qu'il faut l'entendre ici. Laval ne veut faire ni satire, ni pamphlet.

« Avoir *ce poins* », rimant avec « toutes choses à point ». Ce poins, ou point, ou poing, signifie *cette piqure*, du verbe poindre, du latin *pungere*. On dit encore : *un point de côté*. Ici, cela signifie plutôt : Il avait ce défaut, peut-être cette humeur.

« Homme piteux », au sens courant d'aujourd'hui, voudrait dire : *digne de pitié*. Au xvi^e siècle, et avant, le sens est différent. Ce mot, au contraire, veut dire : qui a de la pitié. « Piteux à la pauvre gens », qui a pitié des pauvres gens, se lit dans le *Roman de la Rose*. Et ce sentiment inspire tout le discours de Laval.

« *Ydoines* », du latin *idoneus*, ne s'emploie plus, bien que figurant encore avec un i dans nos dictionnaires, et signifie : propre à, capable de.

« *Acontables* », peut-être acoutables. Le vieux mot roman, acontar, d'où acontable, signifie : raconter. Mais ici, si on le rapproche des autres qualificatifs, il semble être mis pour *accostable*, facile à *accoster*, d'un abord agréable.

Je passe « yre », colère, « rancuneur », rancune, et quelques autres peu vieillis.

Je n'ai pas besoin sans doute d'apprendre à mes confrères quels furent, selon la légende antique, les supplices de Salomonée, d'Yxion, de Titye, de Tantale, et, si quelqu'un d'eux les avait oubliés, qu'il relise ce magnifique livre VI de l'*Énéide*, que connut certainement Laval, nourri, comme les poètes de son temps, ses *Rimes* en font foi, de grec et de latin.

Quelques vers sont précédés de guillemets. Je ne pense pas que ce soient des citations et, notamment, les deux vers guillemetés « que pour le mieux l'homme... » ne sauraient

être des citations, l'un et l'autre rimant avec le vers précédent et le vers suivant non guillemetés. Le plus souvent, sans doute, car il peut y avoir des citations qui m'échappent, ce sont des vers que Laval veut mettre, comme nous dirions aujourd'hui, *en vedette*. Dans son recueil il se rencontre ainsi, assez souvent, des vers guillemetés.

Un mot encore. Le Discours à l'occasion de la mort de l'évêque Fournier est, avant tout, une protestation indignée contre les égoïstes et les avarés. Nous retrouverons cette protestation sous une forme plus abstraite et moins personnelle dans une suite de sonnets figurant en son recueil et qui, au nombre de onze, ont précisément pour titre : *Sonets de l'avarice*. Et je résumerais volontiers d'un mot le discours du poète : *L'avarice qui se ronge elle-même* ! Le mot n'est pas de moi, il est de notre compatriote Fénelon, dans *Télémaque*.

Puisque je viens de mettre à part le Discours tout périgourdin que Laval écrivit en 1573, avant la prise de Périgueux, je veux, sans plus attendre, publier aussi, à part de son œuvre, et à la suite de ce discours périgourdin, une pièce de forme tout à fait périgourdine, la seule poésie patoise que contienne le recueil de Laval, et mes confrères y trouveront un avant-goût d'un Laval tout autre que celui du Discours, d'un Laval rimant en bon français, des sonnets, des stances, des chansons et autres vers, à l'adresse de *sa maîtresse*, selon l'usage des poètes du xvi^e siècle, et n'étant point trop inférieur à ceux-ci, non pas en toutes ses poésies sans doute, mais tout au moins en quelques-unes.

STANCE.

Si you vous vezie prou ou pau,
You nou serio pu en la peno
Que me garde davey repau
Et que tant de doulour me mino,
Vou cognoiseria plo mon mau
Si vou me tatava la veno :
La medecina vou seria
En laquala me gariria.

(Verso du 76^e feuillet du manuscrit).

Cette fois, je n'ai même pas mis d'accents, ce qui est, cer-

tes, plus délicat en patois qu'en français, et je ne m'avise point, bien entendu, mes confrères ne me le pardonneraient pas, de traduire cette savoureuse stance écrite en notre vieux patois et qui me fait bien regretter que Pierre de Laval, qui a dû en rimer beaucoup d'autres, ne leur ait pas fait l'honneur de les transcrire au net dans son petit livre parcheminé où elles ne feraient point, à mon humble avis, mauvaise figure.

30 novembre 1899.

Gustave HERMANN.

Post-scriptum. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les *Rimes* de Laval ne se feront pas beaucoup attendre, et, si le *Bulletin* veut bien les publier, mes confrères ne regretteront peut-être pas le temps qu'ils y perdront. Il y en a de graves, comme le Discours, de légères, comme la Stance patoise et, pour parler vulgairement, il y en a un peu de toutes les couleurs. Je dirai tout ce que j'ai pu savoir de Laval après avoir frappé à bien des portes où j'ai trouvé le plus aimable accueil, et ce tout n'est malheureusement pas grand'chose. En tout cas, aussi peu que nous sachions de l'auteur, puisque nous aurons, à la portée de tous, ce qu'il aura voulu nous laisser de son œuvre, ce sera une page nouvelle ajoutée à l'histoire littéraire de notre Périgord, lequel eut sa petite part dans le grand mouvement poétique du seizième siècle.

G. H.



VARIA.



LETTRE DE JACQUES-LOUIS D'AYDIE, COMTE DE RIBÉRAC,

A MONSIEUR D..., A RIBÉRAC.

Je m'assure que vous serez bien aise de savoir la faire qui met arrivée. Loseleryc ayant pris la poste pour venir se battre contre moy et anvoya un gentilhomme à mon logis me dire quil matandoit à

Chatres sous Monlery. Je ne manques pas de laler trouver et mènes la Roche de la Roussye; nous nous batimes. Je nè point de mal.

Loselerye a un coup despée dans le petit ventre, et vomit. Lon dil que sest mauvois signe. Pourtant lon ma assuré que les cirurgiens esperet bien pour luy. Les segons furent separez par moy et par Loselerye a moime tems, lequel se batit fort jénereusement. Des que nous fumes en presance, il me voulut charger vigoureusement et sans vanité je ne perdis pas le cœur ni le jugement. Il voulut passer sur moy; je luy alonjes deus ou trois botes assez résolues et si bien que cela le fit retirer. Après il revint a moy et voulut s'eslanser. Je pris si bien mon tems que santant apuyer son espée, laquelle me persa la tassete, la chemise et rien plus, jesquive assez bien et ne lesses pas de faire mon coup, lequel luy donna dans le petit vautre, et ne voulant pas faire a coup de poin, bien que de ce coup je le pouvois facilement joindre, je me remis en présence. Nous nous repoussames encore et vimmes aupprises et à lames tomber tous deus bien loin de là dans un seigle. Il me prya daler separer les segons. Je luy dis qu'il advouerait me lavoit demandé. Il y consentit et tous deus, moy mon espee a la main, luy la syene la mein dans la garde, et moy lautre mein sur la lame, nous fumes les separer et trouvames quil navoint point de mal. Il san ala a Chatres et moy a Paris. Javois escrit avant partir au conte du Fleix et a Estissac de menvoyer au Bour la Reigne un valet sur un bon coureur et quil atandit la, afein de faire savoir de mes nouvelles en cas quil mesariva et ordre de ne leur donner leserit qua huit heures du matein, estant assuré que laffaire seroit faite. Limpassyanee les prit; ils vindrent et me meneres un carosse en cas de besoin. Je manretorné avec aeus. Je fus ches le conte du Fleix disner et lon ne veut pas encore que je demeurè a mon logis. Jè couchè cette nuit avec M. d'Estissac. Je ne me montre pas encore que je ne sache si la Reigne le veut ignorer. Le mesme matein, contan le mien, il y ut seixe combas ou il y en ut de tués, et quoique je me caschè, je nè pu esviter que je naye estè visitè de messieurs de Longueville, d'Arcourt, St Chamon père et fils, Duras, Bourdeille, Roussy, Pons, Marsillac, Sourche, Courtené, Canillac, que ma cosè tout cela en quatre œures sens ce que jaurè aujourdhuuy asseuré. Maimes lon me vient de porter un compliment des filles de la Reigne, la Voguion, St Megrin; anfein je ne saurois vous dire ceus qui mont fait lhonneur de venir en si peu de tans et jan cognois d'autres qui ne sont pas venus qui vindront assurement.

. qu'il envoie
par voye assurée dire à ma tante de Gursson que si elle antant parler

de ce combat, quelle ne croye pas quil y aie rien de danjereus pour moy et de lui faire savoir la vérité.

Adieu, je vas sortir en chese nosant pas encore me montrer ni aler au Louvre.

Je suis tout à vous.

RIBÉRAC (1)

Pour copie conforme :

X. DE MONTEIL.

TROUSSEAU D'UNE PENSIONNAIRE

DE L'ABBAYE DE PORT-ROYAL

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

J'ai pensé qu'il serait intéressant pour les lecteurs du *Bulletin* de connaître une curieuse note que j'ai extraite de mes archives particulières sur le trousseau et sur les dépenses annuelles à l'abbaye de Port-Royal d'Amélie de Bourdeille. Née à la fin de 1771 ou au commencement de 1772 (puisque sa mère, Marguerite Dexmier d'Archiac, qui épousa, en janvier 1770, Joseph, comte de Bourdeille, mourut en avril 1772), Amélie-Françoise fut mise en pension assez jeune, et la note suivante doit être datée des environs de 1787. Elle épousait en 1791 Thibault marquis de La Garde Saint-Angel, guillotiné avec son beau-père, le 25 juillet 1794, et se remariait avec Jean Asselin comte d'Es-part, quelques années plus tard.

Le couvent, où étaient élevées les jeunes filles de la plus haute société, à des prix devant lesquels on reculerait de nos jours, n'est pas la célèbre abbaye de Port-Royal-des-Champs, rasée à la suite d'un arrêt du Conseil de 1710 qui mit fin aux querelles religieuses du xvii^e siècle. Il s'agit du monastère fondé à Paris en 1626 par Angélique Arnauld, qui, à onze ans, avait été nommée abbesse de Port-Royal des Champs et commandait à douze religieuses « masquées et gantées. » Elle releva sa communauté au point de pouvoir transférer à

(1) Jacques-Louis d'Aydie, comte de Ribérac, était le fils aîné d'Armand d'Aydie et de Marguerite de Foix.

Cette lettre sans date porte sur le repli une date de classement de 1643, qui doit être exacte.

Paris quatre vingts religieuses dans le bâtiment devenu actuellement l'hôpital de la Maternité.

« *Notte d'effets que M^{lle} de Bourdeille a à l'abbaye de Port-Royale :*

2 couchette, un panilour.
1 paillass-pailasse.
1 sommier de crain.
4 matelas.
2 lie (*lits*) de plume.
2 traversien.
2 couvertures de laine.
2 couvre-pied d'indienne.
1 teillet de campagne.
2 tringles, 4 rideaux de toile de coton.
6 chaises de paille.
Un balai de crain.
Un plumeaux.
2 petit flambeau argenté.
Une mouchette.
Un bougeoir de fer blans.
2 pot et leur cuvette.
2 table.
4 vase de nuit.
Un petit ceaux et deux cruches.
18 assiette, 3 petit plat.
Une soupier.
Une saladier de faïence.
Deux petit saladier.
Une bouyloire de fert bâtue.
Un soufflé.
6 paire de dras.
2 douxseine (*douzaines*) de serviette.
2 douxseine de serviette unie.
Une douxseine de torchons.
6 services d'argent.
3 culier à cafet. »

On voit, d'après ce qui précède, que les pensionnaires ne menaient pas, comme de nos jours, la vie de communauté.

Elles étaient dans leurs meubles, nourries à part, recevant des

leçons à part. Voici ce que coûtait cette éducation, qui diffère beaucoup, à un siècle de distance, de celle de nos jours.

« Pour la poche (<i>argent de poche</i>) de Mademoiselle, à raison de trente livres par mois (<i>on n'avait donc pas de vacances</i>)	360
Maitre de géographie, à raison de quarante-huit livres par mois.....	576
Maitre de clavecin, à raison de quarante-huit livres par mois.....	576
Maitre d'accompagnement, à raison de trente-six livres par mois.....	432
Maitre de dessin, à raison de douze livres par mois.	144
Maitre de dance, à raison de soixante-douze livres par mois.....	864
	2.952 livres.

Pour l'entretien de Mademoiselle :

Pour nourriture.....	1.200
Pour le menu-ménage.....	300
Pour blanchissage, bois et chandelle..	720
Pour le loyer.....	150
Pour M ^{lle} Bazière (<i>femme de chambre sans doute</i>)...	150
Pour le vin de M ^{lle} Bazière (<i>au prix du vin à cette époque la sous-gouvernante devait boire deux à trois barriques</i>).....	72
Pour M ^{lle} Lecomte (<i>la gouvernante probablement</i>) ..	200
Pour la fille de garde-robe.....	72
Pour les commissions	72
	6.488 livres.

Ce chiffre est absolument fantastique. Il représente une somme d'environ 10.000 francs de nos jours. On est amené à faire une comparaison entre la noblesse de cour qui dépensait sans compter, se ruinait, et celle de province où bien des filles de la meilleure noblesse recevaient en dot la valeur de deux ans de pension de M^{lle} de Bourdeille.

M^{ls} DE LA GARDE ST-ANGEL.

LETTRE D'AUGUSTE DUPONT

A M. MORTEYROL-SOULELIE,

à Redon.

Périgueux, le 15 juillet 1823.

Nous avons reçu vos deux lettres, 5 et 13 courant. Si je n'ai pas répondu plus tôt à la première, c'est que M. de Mourcin n'avait pas eu le temps de s'occuper de votre ouvrage. Les chaleurs l'accablent à un tel point qu'il lui est impossible dans ce moment d'écrire ou de lire deux lignes de suite... *Que ferait-il à Séville ou à Cadix !...*

Je l'ai vu ce matin, il me charge de l'excuser près de vous et de vous donner l'assurance que sous très peu de jours il vous écrira et s'entretiendra préalablement avec M. de Taillefer des diverses notices que vous lui avez confiées. Ces deux messieurs verront seuls votre ouvrage.

L'impression du 2^e volume des Antiquités s'avance, nous terminerons avant la fin de cette année, pourvu toutefois, *que les chaleurs ne paralysent pas M. de Mourcin, et que de nouveaux miracles du prince Hoënelohe ne rappellent pas M. de Taillefer en Allemagne !...*

Recevez la nouvelle assurance de mon affection et de mon dévouement sincère.

Aug. DUPONT fils.

Quatre planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente le Plan ; — la 2^e la Coupe de la chapelle de Bouley ; — la 3^e la Carte de l'ancienne paroisse de Trélissac, d'après Debelleyne, 1801 ; — et la 4^e la Carte de la commune actuelle de Trélissac, par M. Stipal, agent-royer.

Le Gérant responsable J. BOUNET.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXVII. — TROISIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Mai-Juin 1900.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON.

Séance mensuelle du jeudi 5 avril 1900.....	165.
— du jeudi 3 mai.....	174
Un capitaine périgourdin. — Le capitaine Sireuil (MM. G. CHARRIER et A. JOUANEL).....	183
Notes historiques sur la commune de Trélissac (<i>Suite</i>). (M. E. DECOUX-LAGOUTTE).....	207
Foires et marchés de Savignac-les-Eglises (M. Ferd. VILLE- PELET).....	232
VARIA. — Lettre du comte de Taillefer à M. de Morteyrol- Soulelie.....	239
Extraits des <i>Olim</i> : Incendie du Moustier d'Augignac ; démêlés entre Geoffroy de Pons et l'évêque de Périg- ueux (Traduction par M. A. DE ROUMEJOUX).....	242
BIBLIOGRAPHIE : <i>Généalogie de la maison de La Faye en</i> <i>Périgord</i> , par P. Huet et A. de Saint Saud, du Conseil héraldique de France et de la Société historique et ar- chéologique du Périgord (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES). ..	245

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 avril 1900.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Champagne, l'abbé Chastaing, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Goustat, Lespinas, l'abbé Liffort, Mandin, de Roumejoux, le comte de Saint Saud et Villepelet.

M. Dujarric-Descombes s'excuse par écrit de ne pas assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de l'un de nos confrères de la première heure, M. Léo Laroche, ancien conseiller d'arrondissement, maire de Milhac-d'Auberoche, qui s'intéressait à nos études et avait pris part, il y a quelques années, aux fêtes du cinquantenaire de la Société des Antiquaires de l'Ouest.

L'assemblée exprime les sympathiques regrets que lui cause cette nouvelle perte.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

L'Annual report of the Smithsonian Institution 1897, Report of the U. S. National Museum, part. 1, un gros volume in-8°, relié en toile, avec de nombreuses planches, Washington, government printing office 1899 ;

Le Journal des Savants, cahiers de janvier et de février 1900, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Les comptes-rendus des séances de l'année 1899, de *l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, quatrième série, tome XXVII, bulletin de novembre-décembre, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale; Alphonse Picard et fils, éditeurs, 1899, contenant p. 780, un résumé par M. de Lasteyrie de l'ouvrage de M. Brutails, intitulé : *L'archéologie du moyen-âge et ses méthodes, études critiques* (Paris 1899, in-8°) ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1899, 2^e livraison, in-8°, Paris, Imprimerie nationale; Ernest Leroux, éditeur ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, tome LX, sixième livraison, novembre-décembre 1899, in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils, 1900, où page 646, dans une analyse du tome II, de *La Désolation des églises, monastères et hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans*, par le P. Henri Denifle, il est dit :

« Non moins curieux est l'article réservé à Arnaud de Cervole, où des documents inédits tirés du Vatican montrent que contrairement à ce qu'on avait dit jusqu'ici, Arnaud était clerc et que, dès l'époque où il exerçait à ce titre les fonctions d'archiprêtre de Vélignes, il se livrait à des actes de brigandage, préludant ainsi à son futur rôle de chef de bande » ;

Le *Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, numéro du 1^{er} mars 1900, une demi-feuille in-8°, Paris, typographie Plon-Nourrit et C^{ie} ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XII, n° 166, deuxième trimestre de 1899, in-8°, Orléans, Herluison; Paris, Lechevalier, libraires-éditeurs, 1899 ;

La *Revue Epigraphique*, publiée par M. le capitaine Espérandieu, de Saint-Maixent, 22^e année, n° 96, janvier, février, mars 1900, in-8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs; Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant le portrait et une notice sur la vie et les travaux d'Auguste Allmer, son éminent fondateur, notre regretté correspondant ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, deuxième série, tome XX, troisième et quatrième trimestres de 1899, juillet-août-septembre, octobre-novembre-décem-

bre, deux fascicules in-8°, Poitiers, Marche et Bonamy, libraires éditeurs ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XX^e volume, deuxième livraison, 1^{er} mars 1900, in-8°, Saintes, Léon Cassereau, libraire, contenant, p. 135, une intéressante étude de M. Jules Pellisson, juge au tribunal civil de Périgueux, sur les *Cartes de visite saintongeaises* ; — p. 140, une question au sujet du sculpteur Constantin de Jarnac qu'on croyait saintongeais. — et p. 150, un compte-rendu analytique de la *Généologie de la maison de La Faye en Périgord*, par MM. Paul Huet et de Saint Saud ;

Le XXXIV^e volume des *Archives historiques du département de la Gironde*, in-4° broché, Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1899 ; où, p. 30, dans une exemption de taille accordée en 1572 aux habitants de Bourg, les lettres royales sont visées par un Pierre de Canole, élu pour le Roi en Périgord ; — p. 213 et suiv., dans une liste des jurats de Bordeaux, on lit un grand nombre de noms périgourdins, — et p. 373-378 sont insérés deux testaments du xiv^e siècle, communiqués par M. de Saint Saud : le dernier, celui d'Assalide de Bordeaux, vicomtesse de Castillon, de 1329, est contre-signé de Pierre de Ville, notaire public de la ville de Périgueux et scellé par Hélie Brun, clerc, garde du sceau de la cour du pariage ;

La *Revue de l'Agenais*, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 27^e année, janvier-février 1900, in-8°, Agen, Imprimerie et lithographie agenaises ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XXIV, troisième fascicule, in-8°, Cahors, imprimerie Delpérier, 1899 ;

Le *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome XXVII, année 1899, premier, deuxième et troisième trimestres, trois fascicules in-8°, Montauban, imprimerie et lithographie Forestié ; le troisième fascicule contenant la notice de M. Richard de Boysson, sur *Un curé de Goutz envoyé à Lourdes par lettre de cachet, 1787* ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences*,

lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, septième volume, numéro 5, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1900, et le procès-verbal de la séance du 1^{er} février 1900 de cette Société, trois pages in-8° ;

La *Revue des langues romanes*, tome LXII, n° 11-12, novembre-décembre 1899, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur ;

Le *Bulletin historique du diocèse de Lyon*, n° 2, mars-avril 1900, in-8° Lyon, imprimerie Emmanuel Vitte ;

De M. Boulanger, ancien notaire, membre associé, deux de ses brochures : *Les monuments mégalithiques de la Somme*, avec dix-huit gravures, deuxième édition, in-18, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1900 ; et *les Muches d'Heudicourt*, avec cinq plans et gravures, in-18, Paris, même éditeur, 1900 ;

De M. l'abbé Goustat, curé de Pontours, ses *Notes biographiques sur M. Hivert*, curé des paroisses de Saint-Laurent-des-Hommes, de Neuvic et de Badefols, brochure in-8°, Bergerac, Imprimerie générale du sud-ouest (J. Castanet), 1900 ;

De M. Ivan de Valbrune, les *Éphémérides de Périgueux et de Bordeaux*, n° 8, janvier-février 1900, une demi-feuille in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ;

De M. Amédée Grenier, *l'Eclaireur de Bergerac*, du 22 novembre 1899, contenant son allocution prononcée le 19 novembre précédent, au pied du monument élevé aux mobiles de la Dordogne, à Bergerac, où il retrace à grands traits la vie du brave général Arnauld Rogé, né à Boisse, en 1776, et mort député du Mans en 1852 ;

De M. Dujarric-Descombes, le journal *l'Avenir illustré*, du 15 mars 1900, contenant son article signé du pseudonyme de La Bernerie, sur *Lagrangé-Chancel au collège*, avec un portrait par M. Daniel ; le journal *Le Républicain*, du 1^{er} avril, où il promet de donner à la bibliothèque de Périgueux *Le manuscrit original des Philippiques*, dont il raconte l'histoire ; et le *Journal de la Dordogne*, du 3 avril, contenant sa note sur *Fénelon jugé par ses contemporains*.

M. DUJARRIC nous envoie aussi de la part de M. Léopold

Delisle, une récente notice qu'il a publiée dans le *Bulletin du bibliophile*, intitulée : *A propos d'un ex-libris du temps de François 1^{er}*, in-8° de 18 pages, avec fac-simile, Paris, librairie Henri Leclerc, 1900. En nous transmettant cette plaquette, M. Dujarric présente une rectification à faire dans la dernière livraison du *Bulletin* (page 60). Au début de l'inscription latine de l'*ex-libris*, où Bertaud fait connaître son origine, il faut lire *Petragoricus* au lieu de *Petragorici*, comme il a été imprimé à tort.

Notre confrère, M. DORSÈNE, l'habile photographe, nous offre dix superbes photographies, en épreuves irréprochables, de la grande église abbatiale de Saint Amand de Coly, vues extérieures et intérieures, qui pourront être utilisées dans un travail que projette notre Président.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des autographes* de mars et d'avril, dans laquelle se lisent quelques noms périgourdins :

1° Une quittance sur vélin de 1565 livres tournois, signée, le 27 octobre 1477, par Odet d'Aydie, seigneur de Lescun et de Castillon en Médoc, pour ses gages annuels de sénéchal de Guyenne et Bazadais ;

2° Deux belles lettres, de 1822 et 1823, de Michel-François Damame-Demartrais, peintre et graveur français distingué, ancien professeur de dessin à l'Ecole centrale de la Dordogne ; elles sont toutes relatives à *Paris et ses alentours à plus de trente lieues à la ronde*, qu'il ne peut parvenir à achever ;

3° Une importante lettre historique, datée de Paris, le 23 septembre 1806, du grand diplomate le prince de Talleyrand au baron Bignon, chargé d'affaires à Cassel ;

4° Une lettre d'Élie-Charles de Talleyrand prince de Chalais, à M. de la Tour du Pin, datée de Lausanne, le 6 juillet 1790, par laquelle il s'excuse de n'être pas revenu prendre le commandement de son régiment, le Royal-Normandie ;

5° Une pièce sur vélin, signée au camp de Gisors en 1590, par Armand de Gontaut duc de Biron, grand-maitre de l'artillerie, maréchal de France, tué au siège d'Epernay, en 1592 ;

Et 6^e une lettre de Bugeaud à M. Bertin de Veaux, datée d'Alger le 27 février 1842, toute d'actualité encore aujourd'hui, et par laquelle il le remercie des vœux qu'il fait pour lui et de l'intérêt qu'il prend à la grande tâche qu'il poursuit :

Grâce à Dieu, les résultats ont dépassé nos espérances ! L'ensemble et l'énergie de la campagne du printemps avaient, sans doute, ébranlé la puissance d'Abd-el-Kader. Cependant, à l'entrée de l'automne, c'est à peine si nous avons obtenu la soumission équivoque d'une seule tribu. Il a fallu, pour former la boule de neige et la grossir, se montrer infatigable, agir partout et dans toutes les saisons. Je viens de recueillir le fruit de mes travaux. Sauf deux tribus, de médiocre importance, tout l'ouest est soumis. Abd-el-Kader, rejeté jusque dans le Maroc, épuise ses dernières ressources pécuniaires pour tenter des coups de main, qui jusqu'à présent lui ont mal réussi. Ce métier d'aventurier malheureux ne tardera pas à le déconsidérer tout-à-fait aux yeux des Arabes. Mais il est urgent que la France fasse sentir à l'empereur du Maroc qu'elle ne permettra pas que l'Emir puisse se mettre à l'abri de nos poursuites sur son territoire, pour y puiser des secours et menacer continuellement nos nouveaux alliés. J'ai quelque espoir d'obtenir une soumission à peu près générale par la négociation, car tous les chefs comprennent que leur situation est désespérée, je ne négligerai rien pour épargner à mon pays de nouveaux sacrifices et à notre brave armée de nouvelles fatigues ; mais si je ne réussis pas par ce moyen, je suis sûr d'arriver au but par la force des armes. Je remonterai la vallée du Chélif avec 5,000 cavaliers et rien ne tiendra contre une pareille force. On m'a rapporté à Mostaganem que les hachems s'étaient déjà présentés au général Lamoricière ; s'ils ne se soumettent pas bien vite, ils seront écrasés avant deux mois, etc...

M. DE SAINT SAUD nous dit, à propos des autographes cités dans le procès-verbal de la séance de janvier, que le navigateur Galaup, comte de La Pérouse, n'avait aucun rapport de famille avec le Périgord. Lui et les siens étaient d'Albi, sans parenté avec la famille de Galaup de l'Agenais, dont quelques membres vinrent en Périgord (Bergeracois et La Roche Chalais), à la fin du xvii^e siècle. Cette dernière était une branche des Galaup de Chasteuil, de la Provence, qui ont donné des érudits de marque au xvi^e et au xvii^e siècle.

M. de Saint Saud ajoute qu'il serait heureux de recevoir des notes sur la famille de Galaup, qui lui tient de très près. Quant aux Lapeyrouse du Périgord, ce sont des Bonfils. Nous avons donc des Galaup et des Lapeyrouse, mais pas des Galaup de La Pérouse.

M. Paul HUET, que la Société a délégué au Congrès des Beaux-Arts, la remercie, par la bouche de M. de Saint Saud, de la marque d'estime qu'elle lui a donnée.

M. LE PRÉSIDENT met sous nos yeux le dessin au crayon d'une statuette en bronze de 0^m13 de hauteur, trouvée à Belvès et représentant Apollon nu, tenant de la main gauche le couteau et la peau de Marsyas étendue sur son bras, et de la droite, la tête suspendue en l'air. Cette statuette, d'un travail très ordinaire, fait partie de la collection de M. Greil, à Cahors.

M. le chanoine BRUGIÈRE met aussi sur le bureau des reproductions photographiques parfaitement réussies, faites par M. Charles Durand, du moule à hosties appartenant à M. le curé de Limeyrat.

M. DE FAYOLLE nous présente également les deux petits vases en métal, de forme ronde, dont il nous a déjà parlé, et qu'il croit être l'un un brûle parfums, et l'autre une navette à encens, quoiqu'ils ressemblent parfaitement au prétendu chauffe-mains, dont un dessin nous a été communiqué.

Notre érudit vice président nous dit aussi qu'il ne lui sera pas possible d'avoir pour le Musée, comme il l'avait espéré, un exemplaire du moulage de quelques-unes des sculptures de la grotte de la Vache, qu'est venu lever M. Rivière. Le travail a été fait aux frais de la Commission des monuments mégalithiques, et c'est à elle qu'il faut en adresser la demande. Mais M. Rivière nous apportera au *Bulletin* une notice sur les lampes en forme de *chaley*, trouvées dans la grotte et dont M. Charles Durand a mis récemment une photographie sous nos yeux.

M. LE PRÉSIDENT a extrait, à notre intention, des registres des *Olim*, la traduction de deux pièces du XIII^e et du XIV^e siècle, concernant le Périgord. L'une est une enquête de 1268,

au sujet des maux et violences soufferts par Géraud de Nouaillac, recteur d'Augignac : le chevalier de Bourdeille et ses complices avaient envahi l'église et le moultier, les avaient incendiés, avaient emmené cinq chevaux, emporté les ornements, pillé et détruit plusieurs maisons du bourg. L'autre pièce est une plainte portée, en 1310, par l'évêque de Périgueux, les habitants du bourg d'Allemans et un sergent, contre Geoffroy de Pons, seigneur de Ribérac, damoiseau, qui a commis des violences, injures, excès, dommages, contre ledit évêque, un de ses prêtres et autres personnes, et qui l'a troublé dans la possession de la haute et basse justice du bourg d'Allemans dont lui et ses prédécesseurs ont toujours joui paisiblement.

Ces deux pièces seront insérées aux *Varia*.

M. DE SAINT SAUD, afin de prendre date, car il a le désir de nous donner une notice plus étendue sur ce personnage, lit quelques lignes sur un chevalier périgourdin, qui naquit à la fin du xiv^e siècle, dans le castel de Fages, sur lequel M. Jouanel nous a donné une note intéressante, en attendant son étude sur Saint-Cyprien. Il avait nom Bouzon et était quatrième enfant de Hugues de Fages et d'Hélipide de Sermet.

Avec un de ses compatriotes, Gautier de Bruzac il suivit le mouvement qui entraîna bien des guerriers de notre région, jusqu'alors soutiens des Anglais, à passer sous la bannière de France, tenue dans les mains de la bienheureuse Jeanne d'Arc. En juillet 1427, Bouzon est capitaine du château de Montargis, dont le gouverneur, le sire de Villars, pourrait bien être Périgourdin, lui aussi. Assiégé par les Anglais, il fait une défense mémorable, jusqu'à sa délivrance par les troupes françaises, que commandent les fameux La Hire, Dunois et Xaintrilles.

La Hire et Bouzon de Fages avaient à se faire pardonner la promesse qu'ils avaient faite, trois ans auparavant, de livrer la ville de Guise aux Anglais. Lui-même avait été employé par eux à Beuvron et à Pontorson. Au siège d'Orléans, Bouzon se signale et d'autres Périgourdins avec lui, tels que Richard de Gontaut, sire de Badefol, blessé aux côtés de la

Pucelle. Peu après, nous le trouvons avec Xaintrailles et Gautier de Bruzac devant Jargeau. Comme récompense de ses exploits, Charles VII le désigne pour assister à son sacre.

Hélas ! comme bien des cadets de famille en cette époque troublée de la guerre de Cent ans, — la vie aventureuse de l'Archiprêtre de Vélignes n'en est-elle pas un exemple ? — Bouzon de Fages avait une humeur guerrière qui s'exerçait souvent à tort et à travers. Ne pouvant rester oisif, il eut le tort, à la tête de ses Gascons, de commettre des pilleries en Champagne. Mais le connétable de Richemont le fit prendre et pendre à Troyes, en l'an 1438.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL donne aussi connaissance d'un épisode de la vie d'autrefois, qui prouve qu'on se rendait quelquefois justice soi-même quand on ne pouvait l'obtenir des tribunaux. Un certain Guillaume de Fayolle sieur de Champagnac, réclamait, en 1644, du chef de sa femme, Françoise de Piconnat, une somme à Gaston de Foucaud seigneur de Montréal, dont il ne pouvait obtenir le paiement. Accompagné de 40 ou 50 hommes armés, il va, la nuit, dans quatre métairies du lieu de la Garaudie appartenant à son débiteur et en emmène dix-neuf têtes de gros bétail servant au labourage, disant qu'il les a fait saisir faute de paiement. Un sergent royal de Mussidan, Jean Deymard, assisté de ses recors, est envoyé à la recherche des bœufs, dont il trouve deux paires dans une grange, à Donzenac en Limousin, lieu qu'habitait le sieur de Champagnac, et il demande, mais inutilement, qu'on les lui remette aussi bien que les quinze autres qu'il n'a pas retrouvés. La population, réunie sous la halle, est favorable au sieur de Champagnac et menace d'abord de battre, et ensuite de tuer le sergent et ses recors s'ils ne se retirent pas. Procès-verbal en est dressé : l'affaire est portée devant le Parlement de Bordeaux, où une suite a dû être donnée.

M. DE SAINT SAUD nous apporte la notice qu'il nous avait annoncée dans une séance antérieure sur les *Privilèges concernant les maîtres de forges* à la fin du xvi^e siècle, et qui paraîtra dans le *Bulletin*.

Enfin, M. LE PRÉSIDENT nous tient au courant des souscriptions qui sont arrivées à notre trésorier pour l'érection du buste du baron de Verneilh. Elles sont nombreuses et nous permettront de songer à un marbre. Il dit que le moment est venu pour la Société de voter sa souscription particulière ; il propose la somme de 200 francs, qui est votée à l'unanimité.

Il nous apprend en même temps que le Conseil municipal de Bordeaux, dans sa séance du 3 avril courant, a voté une subvention de 100 francs. M. le Président se chargera de le remercier de cet acte généreux.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 3 mai 1900.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis de Lagarde, Marchadier, Féaux, Ch. Aublant, Delugin, Mandin, Lespinas, le marquis de Fayolle, le chanoine Brugière, de Roumejoux et Charles Durand.

M. Dujarric-Descombes s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

The Report of S. P. Langley, secretary of the Smithsonian institution, for the year ending june 30, 1899, in-8°, Washington, government printing office, 1899 ;

La Revue des Etudes grecques, tome XII, n° 48-50, juillet-décembre 1899, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orléanais*, tome XII, n° 167, troisième et quatrième trimestres de 1899, in-8°, Orléans, Herluison ; Paris, Lechevalier, libraires-éditeurs ;

La *Revue historique et archéologique du Maine*, tome XLVI, année 1899, second semestre, un volume broché in-8°, Marmers, Fleury et Dangin, imprimeurs ; Le Mans, de Saint-Denis, libraire éditeur ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XXII, 1^{re} livraison, janvier-mars 1900, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de Pau*, tome XXVI, 1^{re} série, 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e livraisons ; tome XXVII, 1^{re} série, 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e livraisons, 4 volumes brochés in-8°, Pau, veuve Léon Ribaut, libraire de la Société ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1900 (février), 133^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Et de M. Dujarric-Descombes, *Le Guilanneu en Périgord*, plaquette in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1900.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT annonce la publication, à Limoges, d'un annuaire dit *Le tout Limousin pour 1900*, lequel contiendra les statuts des Sociétés littéraires et savantes, ainsi que ceux des associations d'originaires des départements limitrophes suivants : Haute-Vienne, Creuse, Corrèze, Lot, Dordogne et arrondissement de Confolens (Charente). De plus, cet annuaire devant contenir l'état du bureau et la liste des membres, M. de Nussac, secrétaire de la publication dont il s'agit, demande qu'il lui soit fourni les éléments nécessaires pour faire figurer dignement la Société historique et archéologique du Périgord parmi les Sociétés savantes de la région.

L'assemblée émet l'avis que M. de Nussac trouvera chaque année, dans la première livraison du *Bulletin*, la série des renseignements qu'il demande.

Notre confrère M. DE BÉLER signale au Secrétaire général et à la Société une devise originale et probablement peu

connue qui figure sur un *ex-libris* de la première moitié du xviii^e siècle, appartenant à un de ses amis.

Cette devise : *Qui ne veut selle. Dieu lui doit bât*, existe au bas d'un écusson en belle gravure aux armes des d'Abzac, avec le cimier et les supports habituels, et au-dessus d'un cartouche sur lequel est écrit :

D'ABZAC
DE
PUYMÈGE.

L'assemblée remercie M. de Béler de sa communication.

M. HERMANN mande au Secrétaire général qu'à la lecture du dernier numéro du *Bulletin* (mars-avril 1900), il a relevé dans le Discours sur le meurtre de l'évêque Pierre Fournier, après le 198^e vers (page 153), qui est le suivant :

Son domestique à desrober et prendre,

l'omission du vers qui suit :

Pour un larron après se faire pendre.

Acte est donné à notre confrère de cette rectification.

M. HERMANN, en outre, comme suite à l'envoi qu'il a fait à la Société, en décembre 1899, de la première partie d'un manuscrit intitulé *Rimes* de Pierre de Laval, transmet aujourd'hui le complément de son travail qui constitue une œuvre importante.

Lecture est donnée, par le secrétaire à la Société, de l'introduction, qui, très littéraire, est fort goûtée, et de quelques-unes des pièces de choix que renferme le recueil poétique de Pierre de Laval.

Cette lecture terminée, l'assemblée pense qu'au lieu de publier *in-extenso* ces poésies, dont quelques-unes sont réellement charmantes, il conviendrait, peut-être, d'en faire un choix judicieux. Elle laisse ce soin au Secrétaire-général.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait hommage à la Société de la lettre originale écrite de Sarlat le 26 mai 1789 à M. le marquis de Verteillac, sénéchal du Périgord, par Prunis, prieur de St-Cyprien, pour accompagner l'envoi du *Procès-verbal des*

délibérations du clergé des trois sénéchaussées : Périgueux, Sarlat, Bergerac, imprimé par ordre de l'assemblée, (in-8°, 45 pages).

Voici cette lettre intéressante qui fait allusion aux démêlés de cette assemblée avec M. de Flamarens, évêque du diocèse de Périgueux :

Monsieur le Marquis,

L'assemblée du clergé du Périgord a fait imprimer son procès-verbal. Je m'empresse de vous en faire hommage. Il était important de faire connaître au public la vérité que M. l'évêque de Périgueux dénature. Ce prélat a interdit M. l'abbé de Chancelade et toute sa maison. Noble vengeance ! Mais, parce que M. de Flamarens a déserté l'assemblée de son clergé, fallait-il que ce clergé fût privé du droit d'avoir des représentants aux Etats généraux ? Nous osons, Monsieur le marquis, réclamer vos bontés, votre justice et votre protection dans cette circonstance. Nous avons obéi aux ordres du Roi. M. l'abbé de Chancelade n'a point manqué d'égards à M. de Périgueux pour avoir présidé à son défaut, suivant le vœu du règlement.

Daignez agréer l'hommage et le respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur le marquis,

Votre très humble et obéissant serviteur.

PRUNIS, *prieur de Saint-Cyprien.*

Sarlat, 26 mai.

L'assemblée remercie M. Dujarric.

M. le marquis DE FAYOLLE fait connaître à l'assemblée qu'on démolit en ce moment, pour la reconstruire à l'alignement de la rue du Plantier, la vieille maison occupée par l'ouvroir des sœurs de Nevers, et qui se trouve à l'angle de la rue du Plantier et de la route d'Excideuil. En faisant des fouilles pour établir une cave dans le jardin de cette maison, le long de la route, on a rencontré les restes d'un mur épais qui s'étendent parallèlement à Tourny et ne peuvent être que ceux du mur d'enceinte de la ville, que l'on retrouve plus bas, près de la rue Barbecine. A peu de distance de ce mur, du côté intérieur, on a rencontré quatre trous cylindriques, d'un diamètre d'environ 0^m 60, placés à la suite l'un de l'autre, et en partie remplis de scories et de petits fragments

de cuivre. L'ouverture de ces trous était à environ un mètre au-dessous du niveau du sol actuel, et tout autour, le terrain, sur une épaisseur variant de quelques centimètres à un pied, était uniquement formé de scories, débris de cendres ou de charbon. Il est probable que ces trous sont d'anciens fourneaux de fondeurs. Leur faible dimension ne permet pas de croire qu'ils aient pu servir à fondre des cloches ni des objets importants. Leur présence auprès du mur d'enceinte et de la porte du Plantier aurait-elle été motivée par la confection de quelques engins propres à la défense de la ville pendant une des nombreuses attaques qu'elle eut à repousser à différentes époques?... Les personnes que nous avons interrogées, ajoute notre confrère, n'ont pu nous dire à quelle industrie avaient pu servir ces fourneaux.

L'assemblée remercie M. de Fayolle de son intéressante communication.

M. FÉAUX, qui a eu récemment l'occasion d'étudier longuement l'ouvrage de MM. le docteur Girod et E. Massénat, intitulé : *Les stations de l'âge du renne dans les vallées de la Vézère et de la Corrèze*, nous donne sur ce travail son appréciation dans les termes suivants :

« L'ouvrage dont MM. Girod et Massénat viennent de terminer la publication, commencée depuis une dizaine d'années, et dont je désire, Messieurs, vous entretenir, est une monographie de la station de Laugerie Basse ; ce n'est qu'une première partie d'un travail considérable entrepris par les auteurs, qui comptent étudier et publier de la même manière une vingtaine d'autres stations magdaléniennes, solutréennes et moustériennes de la Dordogne et de la Corrèze.

» Dans le texte introductif, les auteurs ont développé le plan de leur publication, donné la description sommaire des diverses stations dans lesquelles ils ont pratiqué des fouilles, et récapitulé les indications que fournissent sur les habitudes, les mœurs et les usages de l'homme, sur la faune de ces époques lointaines, les gravures, sculptures, armes, outils et instruments divers qu'ils ont groupés suivant leur nature et leurs affinités, et auxquels ils ont consacré de très intéressantes descriptions.

» Les planches, au nombre de 110, donnent le dessin de 688 objets, dont beaucoup sont dessinés sous deux et même trois faces : 471 os et bois de renne, 217 silex et quartz taillés, coquilles, etc., sont minutieusement passés en revue, décrits avec le plus grand soin dans des pages réservées à l'explication des planches.

» Comme on le voit, l'entreprise est vaste, et, bien qu'un certain nombre de stations, dans les foyers desquelles ne se sont pas rencontrés les objets en os et en bois de renne, mais seulement des silex taillés, ne nécessitent pas d'aussi grands développements, l'ouvrage n'en sera pas moins d'une importance exceptionnelle ; mais il a, selon moi, le tort d'arriver trop tardivement, alors que de nombreuses découvertes ont déjà fait connaître, dans leur ensemble, l'art et l'industrie de l'homme préhistorique, alors surtout que les objets principaux qui y sont publiés ont été déjà moulés, gravés, dessinés et reproduits maintes fois, et sont depuis longtemps connus de tous, ce qui oblige le lecteur à reporter son attention sur des pièces secondaires dont certaines, il faut bien le dire, ne méritent pas les honneurs d'une pareille publication.

» Je ne puis, évidemment, parler que très sommairement du travail de MM. Girod et Massénat, quelque intérêt qu'il y ait à faire des rapprochements entre certaines gravures, certaines formes d'instruments, harpons, flèches, sagaies de Laugerie-Basse, et celles d'autres stations ; je ne puis entrer dans cette voie. Je me contente donc de donner l'impression générale qui résulte, pour moi, de l'examen auquel je me suis livré.

» Les auteurs admettent en principe la classification de Mortillet, ce que ne ferait pas supposer, tout d'abord, le titre de leur ouvrage, et c'est sur ces bases qu'ils se proposent d'établir leur travail. Pourquoi, dans ce cas, ne pas employer purement et simplement la nomenclature fixée par cette classification, et rattacher, par exemple, la station de Laugerie-Basse à l'époque magdalénienne, plutôt que de créer un nom nouveau en disant « époque laugérienne » ? Je ne vois pas, pour ma part, que cette transformation soit justifiée.

» Mais il est une critique plus grave que je ne puis m'em-

pécher de formuler. Les auteurs n'ont pas cru devoir recourir, pour leurs planches, à la photogravure, et ont préféré le dessin lithographique. La première, d'après eux, a le désavantage d'exagérer les rugosités et les dépressions naturelles de l'os, que le second permet, au contraire, d'atténuer. Cette raison ne me paraît pas satisfaisante, et si l'on veut bien se reporter aux photogravures reproduisant quelques-uns des objets que M. Hardy et moi avons trouvés à Raymond en et qui accompagnent la monographie de cette station (*Bulletin*, tome XVIII, p. 65-212), on verra que les gravures et sculptures sur os et bois de renne, quoique d'une dimension moindre que les originaux, sont d'une parfaite netteté dans tous leurs détails. Il est, dans la reproduction de ces objets, des effets, des impressions que le crayon est impuissant à rendre, quelle que soit l'habileté du dessinateur. Quelque désir qu'il ait, en effet, d'être rigoureusement exact, il peut être porté inconsciemment, en voulant reproduire ce qu'il voit, à dessiner ce qu'il croit voir. Il est très regrettable que les auteurs ne se soient pas mis à l'abri de ce reproche, du moins en ce qui concerne les principales gravures et sculptures ; qu'ils me permettent de leur en donner la preuve.

» La pièce capitale de la collection Massénat est, sans conteste, la célèbre chasse à l'auroch, reproduite pl. xi. Le format de la publication ne permettant pas de présenter cette précieuse gravure d'un seul tenant, en grandeur naturelle, le dessinateur a donné la face principale en deux parties, fig. 2 et 3, et, pour mieux en marquer le raccordement, il a fait sa coupe, d'une part en arrière de la tête de l'homme, d'autre part en avant ; cette tête se trouve donc reproduite deux fois. Or, si l'on mesure la largeur des deux moitiés du dessin en un même point, par exemple suivant une ligne transverse passant par le haut du front de l'homme, on voit que le raccord ne peut se faire, l'une des deux parties ayant, en ce point, 27 millimètres de largeur et l'autre 33. Mais ce qui est autrement sérieux, c'est que si l'on compare les deux faces humaines, on est frappé de voir l'une, sur laquelle éclate la joie du chasseur, bien autrement vivante que la seconde, qui est terne et sans expression ; les deux figures ne se

ressembleraient pas. On doit se demander laquelle est exacte, et on voudrait ne pas ajouter : peut-être aucune !..

» Je n'insiste pas sur les conséquences de cette constatation ; je dirai simplement que l'impression des planches laisse souvent à désirer, et est franchement mauvaise dans la partie consacrée aux instruments en silex.

» Mais comme compensation à ces imperfections, il y a la multiplicité vraiment extraordinaire des représentations d'animaux, des motifs d'ornementation, des types d'armes, d'outils, d'engins de toutes sortes, (parmi lesquels cependant le harpon n° 5, pl. LXVIII, et le fragment n° 3, pl. LXX, ne me paraissent pas être magdaléniens) qui font de la station de Laugerie-Basse une mine inépuisable de trésors archéologiques.

» La publication de MM. Girod et Massénat, par le nombre et la variété des documents qu'elle contiendra, formera un précieux et intéressant recueil pour tous ceux que passionnent les recherches préhistoriques ; elle mettra en lumière la richesse des foyers de Laugerie-Basse, ainsi que celle des autres stations dont l'étude suivra, et fera connaître et apprécier l'importance de la collection patiemment formée par les auteurs. Il faut souhaiter que les conclusions scientifiques qu'ils sauront sans nul doute dégager de cette longue et minutieuse étude, soient en rapport avec la quantité et la valeur des matériaux mis en œuvre. »

L'assemblée qui, avec le plus vif intérêt, a suivi dans ses développements l'exposé de M. Féaux, le remercie de sa très instructive communication.

M. MANDIN nous apprend que les fouilles faites, il y a quelques années, à Chamiers, en vue de la mise à jour des constructions romaines découvertes en ce point, doivent — d'après le rapport qui lui en a été fait — être remblayées, sous peu, avec des scories provenant des usines voisines. Il ajoute que les confrères qui auraient l'intention de visiter ces ruines peuvent se hâter, leur disparition paraissant imminente.

Différents avis sont exposés à ce sujet par les membres de l'assemblée. Ils décident enfin que M. Marchadier, qui

veut bien s'en charger, fera auprès de la Société de St-Gobain, propriétaire des ruines, les démarches nécessaires pour la conservation de la partie des thermes restaurée en 1886 aux frais de la Société.

L'assemblée exprime le vœu que la démarche que va tenter notre confrère ait plein succès et l'en remercie.

M. Charles DURAND communique à la Société divers fragments de poterie trouvés dans les fondations d'un moulin en construction, à l'emplacement de l'ancien prieuré de St-Martin de Bergerac.

Ces débris de poterie — plutôt commune — qui ne paraissent pas remonter au delà du xvi^e siècle, comprennent, outre une variété de goulots de pots dont quelques-uns sont cloisonnés, quelques fragments d'un vase de moyennes dimensions, à couverte brune vernissée, décoré par bandes verticales de petits motifs, à faible relief, se répétant et représentant l'aigle héraldique au vol abaissé. Quelques figurines intercalées décorent aussi, sur son pourtour, la partie haute du vase.

L'intérêt de la communication de ces derniers fragments réside surtout dans le faire de la poterie qui en détermine à peu près l'âge.

Les motifs d'ornementation ont, en effet, été modelés à part et ensuite collés sur la surface nue du vase. C'est un *pastillage*, façon qui a précédé la *sigillation*, c'est à-dire l'impression sur le nu, au moyen de moules spéciaux, des divers ornements destinés à les décorer.

Le pastillage fut pratiqué par les potiers dès la 1^{re} partie du xvi^e siècle, et il semble que c'est bien là l'âge qu'il convient d'assigner à ces curieux fragments de poterie.

M. Charles AUBLANT, au vu des débris communiqués, dit posséder un fragment de vase, du même faire, trouvé dans les fondations de la maison Chaup, aux Arènes de Périgueux. Ce fragment de vase, en poterie vernissée, dont le col en forme de bourrelet ajouré porte, disposée en damier, une double rangée de têtes d'hommes et de femmes, est, en effet, de même exécution que le vase de Bergerac — peut-être du même atelier, tant l'analogie est frappante. — Comme celui

de Bergerac aussi, les ornements du vase de Périgueux sont exécutés en pastillage et le même âge peut lui être assigné.

L'assemblée remercie nos deux confrères de leur communication.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Pierre Carles, bâtonnier de l'ordre des avocats à Sarlat, présenté par M. Paradol et M. Dujarric-Descombes.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-adjoint,

Charles DURAND.

Le Président,

A. DE ROUMEJOUX.

UN CAPITAINE PÉRIGOURDIN

LE CAPITAINE SIREUIL ⁽¹⁾.

On a beaucoup écrit, mais il reste encore beaucoup à écrire sur cette période mouvementée de notre histoire qui comprend la dernière moitié du xvi^e siècle, époque complexe et troublée dont il est difficile d'avoir une chronique complète. Au cours des guerres religieuses, puis des guerres civiles de la Ligue, bien des faits épars se sont produits dont

(1) Nous devons la communication de tous les documents manuscrits qui ont inspiré ce travail à la parfaite obligeance de M. le comte de La Verrie de Vivans, qui a bien voulu nous ouvrir les riches archives de sa famille, et nous permettre d'y puiser à pleines mains.

La maison de La Verrie est l'héritière de trois des plus illustres familles du Périgord, savoir : 1^e de la famille de Sireuil, par le mariage, en 1598, de Marie de Sireuil avec noble Pons du Lion; 2^e de la famille de Vivans, par le mariage, en 1657, de Jean du Lion, baron de Belcastel, fils des précédents, avec Damaris de Vivans; 3^e de la famille du Lion, par le mariage, en 1697, de Judith du Lion avec Barthélemy de La Verrie.

Les archives de la famille de La Verrie sont d'une richesse à donner envie

il n'a pas été gardé mémoire ; bien des hommes, bien des capitaines se sont vaillamment conduits, dont leur province a même oublié les noms. C'est un de ces hommes, un de ces capitaines, dont, croyons-nous, il n'a jamais été fait mention dans les chroniques périgourdines, que nous voudrions essayer de faire revivre. Il avait nom Jean de Sireuil.

Sireuil (1) est un petit bourg du Sarladais, égaré sur un coteau, entre les marécages de la Beune. Il n'y reste plus trace d'habitation seigneuriale, et s'il y passe parfois quelques touristes, ce ne peut être que pour visiter les imposantes ruines de Commarque. Ce fut là cependant le berceau de la famille de Sireuil. Dans une procédure d'enquête, dressée en 1520 par le lieutenant du sénéchal du Périgord, à la requête de plusieurs membres de cette famille, aux fins de prouver leur noblesse, il est constaté « qu'ilz ont une mayson noble fort ancienne aud. lieu de Syreuilh, ou a une tourn fossoyée a tout le tourn par fortaresse et ont pareillement leurs armes relevées en pierre en lesglise dud. lieu de Syreuilh comme nobles (2). » Mais depuis longtemps déjà, à cette époque, la famille de Sireuil avait abandonné son pays d'origine pour s'établir à Siorac, dont elle avait la coseigneurie.

Il nous a été difficile d'établir exactement la filiation de Jean de Sireuil. Une généalogie manuscrite de la maison de Sireuil, dressée par M^{me} la comtesse Marie de Raymond, l'indique comme fils de nobles Antoine de Sireuil et de Francoise de Cosnac. Mais cette filiation paraît démentie par le testament d'Antoine de Sireuil lui-même : le testateur nomme

à bien des dépôts publics. Qu'il nous suffise de dire qu'elles comptent notamment un grand nombre de papiers provenant du célèbre capitaine huguenot Geoffroy de Vivans et un magnifique volume de lettres autographes de Henri IV, Marguerite de Navarre, Louis XIII, etc. M. Gustave Charrier, conservateur des archives municipales de la ville de Bergerac, en a dressé l'inventaire manuscrit. C'est au cours de cet inventaire que diverses pièces offrant un réel intérêt historique nous ont frappés et ont inspiré le travail ci-dessus. Cette publication sera suivie de plusieurs autres tirées du même fonds d'archives.

(1) Commune du canton de Saint-Cyprien.

(2) Archives de La Verrie.

tous ses enfants, et notamment Jean (1), qui fut son héritier et coseigneur de Siorac. On n'y voit pas figurer d'autre Jean. D'autre part, dans son propre testament, Jean de Sireuil n'indique pas le degré de parenté qui l'unit aux autres membres de sa famille.

Trois pièces retrouvées par hasard dans les archives de La Verrie nous ont permis d'élucider cette question d'origine. Tout d'abord, dans un mémoire produit au cours d'un long procès, poursuivi vers les premières années du XVIII^e siècle, entre Barthélemy de La Verrie, seigneur de Siorac, et Pierre de Laboisserie, curé dudit Siorac, au sujet des dîmes de cette paroisse, il est parlé de « *Jean de Sireuil, capitaine, qui était un bâtard de la maison.* »

Dans deux autres pièces sur lesquelles nous aurons à revenir, il est indiqué d'une façon plus précise comme fils de M^r François de Sireuil (2) et de Béatrix du Pech, non mariés.

Une seule carrière s'offrait à Jean de Sireuil pour faire oublier plus facilement sa tache originelle : c'était celle des armes.

Nous ne savons rien de ses premiers pas dans cette carrière.

Dès le mois de décembre 1583, il obtient du roi des lettres par lesquelles il est

.... Légitimé (3) et décoré en tiltres et honneurs de légitimation, entendant qu'en tous actes, honneurs, tant en jugement que dehors, il soit tenu et réputé pour légitime et qu'il puisse tenir et posséder en

(1) Jean de Sireuil, écuyer, seigneur dudit lieu et coseigneur de Siorac de quatre parties les trois. Il appartenait à la religion réformée. Il fit son testament le 25 janvier 1586 (Archives de La Verrie de Vivans, liasse 17, n^o 4). Il fut marié deux fois : 1^o en 1571 avec Françoise d'Abzac de La Douze ; 2^o en 1594 avec Catherine de Lézir.

(2) François de Sireuil était frère de Jean de Sireuil, coseigneur de Siorac. On ne possède sur lui aucun renseignement.

(3) Ce mode de légitimation est inconnu dans notre droit actuel. C'était la légitimation *par lettres du prince*, qui trouve sa source en droit romain dans une Novelle de l'empereur Justinien. Les effets de cette légitimation étaient très discutés dans l'ancien droit. On contestait au légitimé le droit de succéder *ab intestat*. C'est ce qui nous a décidé à transcrire le passage cité au texte.

ce royaume uns et chacun les biens meubles et immeubles qu'il pourra avoyr cy devant acquis et acquerra cy-après et qui luy pourront eschoir et advenir par succession de ses dicts père et mère, en disposer et ordonner, ensemble de tous autres biens à luy donnés, cédés, transportés et délaissés, succéder, cuillir et accepter aussi tous dons qui luy ont esté et seront faictz par quelque personne que ce soit, comme testamens, codicilles, donations faictes entre vifs, à cause de mort, soit par manière d'institution, d'un légat, ab intestat ou autrement, acquérir tous biens meubles et immeubles, et iceux vendre, donner, ceder, quicter, transporter et délaisser à ceux qui luy pourront succéder, et autrement en disposer tout ainsi que s'il estoit nay en vray et loyal mariage, et soit receu à tous actes légitimes et puisse jouyr de tous droitz, facultés et privileges, dont les légitimement naiz joysent et usent en nostre dict royaume, pourvu que quand aux biens et succession de ses dicts père et mère, que ce soit du consentement de ceulx qu'il leur doyvent succéder, en payant à Sa Majesté finances modérées, pour une fois seulement.

Cet arrêt fut enregistré en la Chambre des Comptes à Paris le 11 avril 1584, et une information fut prescrite, sans doute pour la perception de la « finance modérée », sur l'état, la qualité et les ressources de Jean de Sireuil.

Enfin, par lettres des trésoriers généraux de France établis à Bordeaux, datées du 3 décembre 1584, le sénéchal de Périgord ou son lieutenant au siège de Sarlat fut commis pour procéder à l'information prescrite et recevoir le serment de Jean de Sireuil (1).

Ainsi rétabli au rang d'enfant légitime, il put marcher à grands pas dans la carrière qu'il avait embrassée.

Nous le trouvons dès 1589 capitaine, et le roi Henri III lui délivre une commission pour lever deux cents hommes de guerre :

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Pologne. A nostre cher et bien amé *le capp. J. de Sireuil*, salut. Par ce que Nous avons délibéré faire présentement lever et mettre sus ung bon nombre de gens de pied affin de nous en ayder, servir et prévalloir aux occasions qui sen présenteront, et qu'il est besoing bailher la charge et

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 16, n° 4. Originaux en parchemin.

conduite à quelque bon vaillant et expérimenté personnage à Nous
seur et fiable. A ceste cause, sçachant le crédit que vous avez entre
les soldats et pour la bonne et entière confiance que Nous avons de
vostre personne et de vos sèns, suffisance, expérience au faict des ar-
mes, conduite et dilligence, vous avons, par ces présentes signées de
nostre main, commis et depputé, commettons et députons pour lever
et mettre sus incontinent et le plus dilligemment que faire ce pourra,
deux cens hommes de guerre à pied françoys des meilleurs et plus
aguerriz soldatz que vous pourrez choisir, pour iceulx mener avec
vous sans désesparar lad. compaignye, les faisans vivre avec telle
pollice qu'il ne Nous en vienne aulcune plainte. De ce faire vous avons
donné et donnons pouvoir, commission, autorité et mandement spé-
cial. Mandons et commandons à tous qu'il appartiendra qu'à vous en
ce faisant soit obéy. Car tel est nostre plaisir. Donné à Bloys, le
xix^e jour de febvrier l'an de grace mil cinq cens quatre vingtz neuf
et de nostre règne le quinziesme.

Signé : HENRY (1).

Six mois après la délivrance de cette commission, Henri
III mourait assassiné par Jacques Clément, et Henri de Na-
varre commençait sa conquête de la France.

Un périgourdin, même catholique, ne pouvait que se rallier
au nouveau roi. Il dut en être ainsi de Jean de Sireuil.

La guerre était alors partout à l'intérieur. Mais aux dis-
sensons intestines venaient s'ajouter les menaces de l'étran-
ger. Philippe II, roi d'Espagne, cédant aux sollicitations des
Ligueurs, menaçait sans cesse d'envahir la France. La lutte
était permanente entre Espagnols et Français sur la frontière
des Pays-Bas, et la Picardie était un théâtre continuuel d'hos-
tilités. Enfin, le 17 janvier 1595, Henri IV déclara officielle-
ment la guerre au roi d'Espagne.

Les hostilités se continuaient depuis déjà deux années,
lorsque, le 11 mars 1597, Amiens fut surpris par les Espa-
gnols. Dès le matin, à l'ouverture des portes de la ville,
quelques soldats espagnols, déguisés en paysans et chargés
de sacs de pommes et de noix, se présentèrent pour entrer.
Un d'eux laissa, comme par mégarde, s'ouvrir son sac, d'où

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 11.

s'échappèrent des noix. Les soldats de garde se jetèrent dessus en riant et se battirent à qui ramasserait les noix. Tous les faux paysans tirèrent alors les armes qu'ils portaient cachées et massacrèrent la garde. Aussitôt accoururent quelques milliers de soldats espagnols embusqués près de là, qui entrèrent sans obstacle et occupèrent la ville.

C'était un coup terrible pour les armes du roi de France. Amiens était la clef du chemin de Paris. Aussi le siège en fut aussitôt décidé, et la conduite des opérations confiée à Biron.

A côté du maréchal périgourdin, nous allons voir réapparaître le capitaine Sireuil. Mais empruntons le récit inédit du chroniqueur Pagès, marchand d'Amiens, qui vivait à la fin du xvii^e siècle et écrivait en 1680 (1) :

Après la surprise d'Amiens par les Espagnols, quelques zélés bourgeois d'Amiens, impatients de vivre dans une domination étrangère, firent sçavoir au roi Henri IV, qui pour lors tenait cette ville assiégée, que s'il plaisait à Sa Majesté de leur envoyer de son camp en cachette des armes pour armer 200 hommes, ils tenteraient une entreprise digne de leur fidélité, et tâcheraient de faire entrer dans cette ville les troupes de Sa Majesté. Ils envoyèrent au Roi le projet de leur entreprise, qui était telle que 200 bourgeois s'étaient armés dans le couvent des Augustins, lieu qu'on avait choisi pour ce dessein. Ils devaient ensuite, durant la nuit, faire main-basse sur 15 à 16 soldats espagnols que Hernand Teillo, nouveau gouverneur d'Amiens, mettait en garde au Pont-du-Cange, lieu assez prochain du couvent des Augustins.....

Le Roi approuva ce dessein, néanmoins, ne voulant rien entrepren-

(1) Nous devons la communication de cet intéressant document à l'obligeance de M. Niquet, archiviste de la ville d'Amiens. L'origine du capitaine Sireuil est jusqu'à ce jour restée complètement inconnue aux historiens de la ville d'Amiens. M. Niquet veut bien nous indiquer que d'après le P. Daire (*Histoire de la ville d'Amiens*, 1757), Sireuil était originaire de Bordeaux. Suivant le manuscrit de Pagès, il était bourguignon. Nous ne voyons pas sur quoi pouvait reposer cette dernière affirmation. Celle du P. Daire s'explique au contraire par ce fait que, vers cette époque, François de Sireuil était chanoine de l'église Saint-André de Bordeaux. Ce Français fut l'auteur d'un journal intéressant publié dans les *Archives historiques de la Gironde*, 1873, t. XIII, p. 244.

dre qu'avec prudence, envoya auparavant dans Amiens *un capitaine hardi et expérimenté nommé de Sireuil*, accompagné d'un ingénieur que M. de Saint-Luc envoya avec ledit capitaine. Ils entrèrent dans la ville par l'adresse et l'entremise de deux religieux Augustins nommés frères Jacques et Adrien de Belon, et d'un autre religieux de l'abbaye de Saint-Acheul, nommé frère Noël, tous affectionnés au service du Roy.

Pour y réussir plus facilement, lesdits capitaine et ingénieur allèrent déguisés en l'abbaye de Saint-Acheul, et parce que le dit Sireuil avoit une longue barbe, il se la fit couper dans cette abbaye avec de grands ciseaux dont on coupoit les herbes au jardin, ne s'en étant pas trouvé d'autres.

Le Roi avoit fait porter dans le couvent les ferremens qu'il avoit fait faire exprès dans la ville de Corbie et qui étoient nécessaires pour ouvrir les portes et pont-levis d'une des portes de la ville d'Amiens, appelée la porte de Noyon.

Le capitaine Sireuil et l'ingénieur s'étant donc déguisés en habits de chanoines de Saint-Augustin, s'en allèrent le lendemain dans Amiens, avec ledit frère Adrien, feignant d'être le valet du couvent qui venoit pour acheter l'ordinaire des religieux de l'abbaye de Saint-Acheul. Il vendit aux Espagnols des anguilles qu'il avoit fait exprès pêcher pendant la nuit précédente. Ledit Sireuil perdit son guide dans Amiens, qui fut mené au logis du gouverneur. C'est pourquoi il fut contraint, après avoir été acheter du pain et du vin pour la provision des religieux, de s'en retourner dans ladite abbaye de Saint-Acheul.

Le Roi, ayant appris que Sireuil étoit retourné dans ladite abbaye sans avoir rien fait dans Amiens, en fut surpris, et témoigna qu'il croyoit ce capitaine capable d'une aussi grande entreprise, et qu'il ne savoit si c'étoit manque de courage et d'adresse. Sireuil fit à sçavoir à Sa Majesté que ce n'étoit pas faute de l'un ou de l'autre s'il n'avoit pu ce jour-là rien exécuter dans Amiens, mais qu'ayant perdu son guide et ne sachant pas les détours de la ville, il n'avoit voulu rien hasarder, et que le lendemain il ne manqueroit pas de retourner dans Amiens pour le même sujet.

C'est pourquoy ce capitaine y alla le lendemain, conduit par le frère Noël, qui le mena dîner dans le couvent des Augustins, où l'assemblée des conjurés devoit se faire. Ayant demandé à voir les bourgeois conjurés et ceux qui devoient agir avec lui dans cette entreprise, il fut surpris qu'au lieu de 200 personnes qu'on lui avoit fait espérer qui seroyent prêtes de tout entreprendre avec luy, on ne lui fit voir

qu'une petite partie des conspirateurs mal armés et gens du menu peuple, parce que les plus puissants et les plus considérables des bourgeois de cette conspiration ayant soupçon que le gouverneur savoit quelque chose de leur entreprise, n'agissoient qu'en cachette et n'osoient paraître si ouvertement. Néanmoins, comme on lui dit qu'ils se déclareroient et agiroient hardiment lorsqu'il en seroit temps, ledit Sireuil trouva à propos de faire savoir au Roy l'état de cette conspiration..... il marqua aussi à Sa Majesté qu'il falloit aussi que le gouverneur seut quelque chose de leur dessin, parce que depuis qu'il étoit dans la ville on avoit augmenté la garde et on avoit mis un nouveau corps de garde entre la première et la seconde porte proche le pont-levis de la porte de Noyon.

Après que le frère Adrien fut parti d'Amiens pour aller à l'armée du Roy lui donner avis de toutes ces circonstances, dans un lundy surveille de la feste de Saint-Barnabé, 9^e du mois de juin 1597, le traître et perfide frère Louis de la Boule, religieux augustin, auquel le Roi se fiait le plus dans cette affaire, alla donner avis à Hernand Teillo, gouverneur, de tout ce que le capitaine Sireuil avait écrit à S. M.

.

Hernand Teillo, se doutant aussi que le roi Henri IV et les conjurés avoient quelques soupçons que leur conspiration étoit éventée, ne balança plus à les faire arrêter.

C'est pourquoi le gouverneur ayant envoyé des troupes dans le couvent des Augustins, le traître frère Louis de la Boule, augustin, s'étant mis, comme Judas, à la tête des soldats espagnols, les conduisit au lieu où étoient ces innocentes victimes et fit prendre le capitaine Sireuil, l'ingénieur que M. de Saint-Luc avoit envoyé avec lui et les autres bourgeois conspirateurs qui furent pris, traînés et menés le mardy 10 juin 1597, entre dix et onze heures de la nuit, liés deux à deux et conduits dans la prison du beffroy.

.

Les mercredi, jeudy et vendredy de la même semaine, on travailla au procès de l'ingénieur et des autres conjurés qui étoient pris. Le samedi matin on vint prendre dans le beffroi ces généreux prisonniers qui, ayant été conduits sur la place du Grand Marché, y furent pendus et étranglés à la potence, au nombre de dix à douze.

.

Hernand Teillo, par des raisons de politique, fit garder le capitaine Sireuil jusqu'au lundy suivant l'exécution des autres conspirateurs,

auquel jour ce brave Sireuil fut mené dans une salle basse du beffroy, où il étoit détenu prisonnier.

Il trouva autour d'une table plusieurs personnes vêtues de longues robes, avec le gouverneur Hernand Teillo qui se promenoit dans la salle. Cet appareil et cette compagnie furent cause que le capitaine Sireuil se persuada aisément qu'on vouloit le juger sur l'avis du conseil, et non autrement, dans la crainte que les Espagnols pouvoient avoir d'être blâmés s'ils le faisoient mourir mal à propos. Ce préjugé n'abaisa pas le courage dudit sieur de Sireuil, car Hernand Teillo s'étant approché de la table, il adressa la parole aux messieurs qui composoient ce conseil et leur dit : Ne voilà-t-il pas de beaux habillements pour un capitaine comme Sireuil. A quoy ledit Sireuil répondit qu'il n'étoit pas venu à Amiens pour se marier ni pour faire l'amour et que c'étoit pourquoy il n'avoit pas pris de beaux habits.

Hernand Teillo luy demandant pourquoy et pour quel sujet il y étoit donc venu, l'intrépide Sireuil lui répondit que c'étoit pour le faire sauter par dessus les murailles et tous ceux qui étoient avec luy, s'il eut pu réussir, afin de remettre la ville d'Amiens sous l'obéissance du Roy, son maître, et les habitants en leur première liberté. A quoy Hernand Teillo répondit : Les habitants ne sont-ils pas en liberté ? — Non, lui dit Sireuil, ils ne peuvent être en liberté étant sous la domination d'un prince étranger. — Vous vouliez bien les remettre sous la domination d'un prince hérétique, répondit Hernand Teillo. — Il est très chrétien et fils aîné de l'Eglise, lui dit sagement Sireuil, et par conséquent le roi d'Espagne et tous les autres rois ne sont que ses cadets. — Quoi ! vous n'ôtez pas le chapeau devant la justice, lui dit Hernand Teillo. — A quoy Sireuil lui répondit hardiment : Je ne reconnais pas votre justice, et d'ailleurs je ne salue jamais les ennemis du Roi mon maître. — *Juro Diex y ote turo a forcar. (Je jure Dieu que je te ferai pendre)*, dit Hernand Teillo à Sireuil. — Il est en vous de me faire mourir de quelle mort vous voudrez, répondit Sireuil ; mais quelque mort que j'endure, ce me sera contentement quand chacun reconnaitra que je ne souffrirai pas comme un méchant homme, mais pour le service du Roy mon maître et pour la France qui m'a élevé et nourri jusqu'en l'âge où je suis, qui sont deux sujets que j'ai voulu choisir pour mourir honorablement, n'ayant pu faire de choix plus honorables que ces deux-là.

Hernand Teillo prit un siège et alla s'asseoir à côté de la table, Sireuil en prit un autre et alla s'asseoir à sa main droite. Il fut ouy et interrogé tout aussitôt, sans se lever et sans ôter son chapeau, par la croyance qu'il avoit qu'on dut le mener au supplice et le faire mourir au sortir de cet entretien.

Pendant ce temps-là, le Roy envoya à la nuit, dans Amiens, le tambour-colonel de ses gardes pour savoir au vrai ce qu'étoit devenu le capitaine Sireuil, d'autant qu'on croyait que le gouverneur espagnol l'avoit fait pendre comme les autres. Hernand Teillo conduisit lui-même le tambour dans la prison, où il reconnut Sireuil à la clarté de la chandelle.

Il est à présumer que ce tambour avoit réclamé de la part du Roy le capitaine Sireuil d'une manière à n'être pas refusé, car le lendemain Hernand Teillo envoya quérir Sireuil dans la prison pour dîner avec luy, auquel il raconta tout ce qui étoit de son dessein, et comment il avoit préparé toutes choses pour défaire entièrement les François lorsqu'ils seroient venus pour entrer dans la ville par le moyen des conjurés.

.

Hernand Teillo dit à Sireuil qu'il s'étonnoit comment le Roy et le maréchal de Biron avoient pu prendre aucune confiance et faire fond sur ces ivrognes. (C'est ainsi qu'il appeloit les conjurés). — Le Roy mon maître, lui dit Sireuil, n'a point fait tant de fond sur la bonne volonté des bourgeois conspirateurs, qu'il n'ait eu la prudence de m'envoyer dans Amiens auparavant que de rien entreprendre, pour voir si leur zèle n'étoit pas inconsidéré et si les effets pouvoient répondre à leurs promesses ; mais qu'ayant vu plusieurs difficultés qui pouvoient faire juger que leur dessein étoit éventé et que l'exécution demandoit encore quelque délai, il en avoit donné avis à Sa Majesté. — Hernand Teillo lui dit qu'il avoit rendu un service si considérable au Roy de France, son maître, en faisant surseoir l'exécution de cette conspiration, que si luy, Hernand Teillo, en avoit rendu un semblable au Roy d'Espagne, son maître, non seulement il en recevroit une grande récompense, mais encore sa famille se ressentiroit de ses bienfaits.

Le lendemain de cet entretien, Hernand Teillo eut avis que le maréchal de Biron avoit fait mettre dans une basse fosse, à Picquigny, quelques prisonniers espagnols qu'il y détenoit. Ce qui fut cause que ce gouverneur usa de ce même traitement à l'endroit de Sireuil, qu'il fit mettre dans une basse fosse où il ne voyoit aucune clarté, si ce n'est par un petit trou par lequel on lui donnoit à manger.

Il n'avoit ny paille ny rien autre chose, mais couchant sur la terre, parmi les crapeaux. Il demeura 15 ou 16 jours dans cet état, à la fin desquels Sireuil se trouvant dans un matin au même trou, il vit descendre Hernand Teillo de la galerie du beffroy où il alloit souvent voir et découvrir ce que l'on faisoit dans l'armée du Roy, auquel

Sireuil dit qu'il trouvoit fort étrange qu'ayant eu cette faveur de dîner et de s'entretenir avec luy, il le traitoit aussi mal qu'il le faisoit. A quoy Hernand Teillo répondit que sa conversation lui avoit été fort agréable et qu'il avoit désiré au commencement de manger et boire souvent avec lui, mais qu'il y avoit dans l'armée du Roy 10 à 12 gentilshommes prisonniers, le moindre desquels (sans luy faire tort) méritoit autant que luy, et que le maréchal de Biron traitait encore plus rigoureusement que lui. — Sireuil lui dit qu'il n'avoit rien fait ni pour eux ni pour luy ; que s'il luy eut dit cela lorsqu'il le fit mettre en basse fosse, qu'il eut écrit au Roi et à M. de Biron, pour les supplier de donner quelque relache aux prisonniers, afin d'en avoir aussi pour luy.

Ce qui fut cause que Hernand Teillo lui fit bailler du papier pour écrire à Sa Majesté, afin qu'il donnât quelque repos auxdits prisonniers. Comme Sireuil commençoit à écrire, il arriva un gentilhomme de la part du marquis de Monténégro, colonel de la cavalerie espagnole, qui lui fit ouvrir la prison et le mena dans une église où étoit ledit marquis, lequel mena Sireuil dîner avec lui, et après dîner, on le laissa sortir d'Amiens. Sireuil s'en alla trouver le Roi dans son camp. Le lendemain, Sa Majesté donna la liberté aux prisonniers qu'elle retenoit, et Hernand Teillo en usa de la même manière envers 15 ou 20 prisonniers français qu'il avoit dans Amiens.

Sa Majesté témoigna au capitaine Sireuil d'être fort contente de le voir en liberté, et lui donna un brevet d'une charge de conseiller au Parlement de Bordeaux, la première qui viendrait à vaquer. Ce qui fait conjecturer que ce brave et généreux Sireuil étoit originaire de ce pays-là.

Il ne faudrait point croire que ce récit du chroniqueur picard soit une légende. Il est confirmé tout au moins dans ses grandes lignes, d'abord par les documents authentiques que nous allons rapporter, puis par deux lettres du roi publiées dans le *Recueil de ses lettres missives* (1).

Dans l'une de ces lettres, Henri IV écrit le 21 juin 1597 au duc de Piney-Luxembourg :

... . Quelques habitants de la ville d'Amiens, désespérés des cruautés qu'exercent les Espagnols, s'estoient laissé circonvenir et

(1) *Recueil des lettres missives de Henri IV*, publié par M. Berger de Xivrey, Paris, Imprimerie nationale, 1848, t. iv, p. 784 et 788.

abuser à une pratique dressée par eux mesmes pour descouvrir leur volonté et avoir prétexte de les faire mourir. Car celuy qui commande en ladicte ville avoit gagné un habitant, par lequel il avoit faict rechercher les aultres de se joindre et liquer ensemble pour m'ayder à reprendre ladicte ville; de quoy ils avoient donné advis et telle assurance à mon cousin le mareschal de Biron, qu'il tenoit l'entreprinse pour certaine; sur quoy il m'avoit pressé d'aller par de là, où je ne fus si tost arrivé que je descouvris la tromperie de laquelle il s'est ensuivy la mort de plusieurs habitans, religieux et autres, pendus et massacrez inhumainement, et l'exil de plus de deux cens pauvres prestres qu'ils ont chassés de la ville sans leur donner loisir de prendre leurs brévières.

La garnison espagnole d'Amiens tint encore quelques mois; mais le 3 septembre, Hernand Teillo fut tué d'un coup d'arquebuse et le 19 du même mois les Espagnols capitulèrent.

Avant même de faire son entrée dans la ville, Henri y établit une solide garnison. Sireuil s'y trouva tout naturellement appelé par une nouvelle commission du roi :

De par le Roy,

A nostre cher et bien amé le capp^{ne} Cireuil, salut. Comme pour le bien de nostre service, mesmes pour tenir garnison en nostre ville d'Amyens, Nous ayons advisé lever et mettre sus une compaignye de gens de guerre à pied qui sera composée de cent hommes de guerre et en commectre la charge à certain bon et vaillant capp^{ne}, duquel l'affection et fidellité Nous soit cogneue. A ces causes, à plain confidence de vostre personne et de vos sens, suffisance, loyauté, prudence, experience au faict des armes et bonne dilligence, Nous vous avons donné et donnons par ces présentes la charge et conduite de lad. compaignye de gens de guerre, qui sera composée de cent hommes de guerre à pied, comme dict est, lesquelz vous leverez et mettrez sus au plustost des meilleurs, plus vaillans et agueriz soldatz que vous pourrez choisir et trouver pour iceulx conduire et exploiter soubz l'auctorité de nostre tres cher cousin le duc d'Espernon, pair et colonnel general de France, là par selon et ainsi qu'il vous sera par Nous ou noz lieutenans generaulx commandé et ordonné pour nostre service et Nous ferons payer, vous et lesd. cent hommes de guerre, des soldes, gages et apointemens, qui vous seront deubz et à eulx d'icy en avant, suivant les monstres et preuves qui en seront

faictes par les comm^{res} et coneurs ord^{res} de noz guerres a ce commis, par chacun mois, tant et si longuement qu'ilz seront sus pour nostre service. De ce faire, vous avons donné et donnons plain pouvoir, puissance, auctorité, comm^{on} et mandem^t sp^{al} par lesd. présentes. Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjectz qu'à vous en ce faisant soit obey, car tel est nostre plaisir. Donné au camp, devant Amyens, le **xxi^e** jour de septembre mil v^e quatre vingtz dix sept.

HENRY.

Par le Roy : DENEUVILLE (1).

Scellées du sceau aux armes de France, couronné royale.

Quelques mois après, la paix était signée à Vervins, le **2 mai 1598**. Ce fut la pacification générale, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur : la royauté des Bourbons était définitivement établie.

La paix entraînait le licenciement des armées. Il était donc à craindre pour Jean de Sireuil d'avoir à regagner paisiblement sa maison de Siorac et ses terres du Périgord. Mais, en raison de ses services signalés, le roi le conserva comme capitaine entretenu et lui en délivra brevet :

Aujourd'huy, quinziesme febvrier **mv^e** sept, le Roy estant à Paris, ayant, lhors du licentiment de ses armées, retenu et fait employer en ses Estats plusieurs m^{cs} de camp et capp^{es} qui avoyent bien et fidellement servy Sa Mat^e durant les troubles tant en sa cavallerie que infanterie, et entre iceulx le capp^o Syreuilh pour avoir commandé une compagnie au régiment de Picardie et s'estre porté à toute sorte d'occasions et de par là particulièrement au siège eten la ville d'Amyens, où estant entré par commandement de Sa Mat^e pour recognoistre l'estat d'icelle durant led. siège, il auroit esté descouvert et prest à estre exécuté, Sad. Mat^e voulant recognoistre ung si notable service, attendant qu'il s'offre autres moyens de gratifier led. Syreuil, l'a confirmé et en tant que besoing seroit retenu et retient capp^{es} appointé en son infanterie, voullant qu'il soit en ceste qualité continué et conservé en ses estats de l'extraordinaire des guerres et doresnavant payé par chascun an de samblables appointemens que les autres capp^{es} par elle entretenus par les thrésoriers g^{naulx} dudit extraordi-

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 16. Original en parchemin.

naire des guerres, auxquels et à chacun d'eux en l'année de son exercice elle mande et ordonne aynsi le faire sans difficulté, tant en vertu desd. estats que du présent brevet signé de sa main et contre-signé par moy, son con^{er} et secr^{re} d'Estat et de ses commandemens et finances. — Signé : Henry, et plus bas B....

Collationné à l'original par moy, con^{er} n^{re} secr^{re} du Roy, maison et couronne de France.

Signé : SARRAU (1).

Sireuil méritait meilleure récompense. Le roi lui donna une abbaye. Des contestations soulevées par un autre titulaire, fait fréquent à cette époque, l'empêchèrent de se mettre en possession des revenus de cette abbaye. Comme compensation, le roi le gratifia d'une pension de deux mille livres.

Aujourd'huy quatriesme jour d'aoust mil VI^e huiet, le Roy estant à Paris, en considération des longs et recommandables services à luy faictz par le capp^{ne} Sireuil, mesme pour remectre la ville d'Amyens en son obéyssance où il fut prisonnier au grand péril de sa vie, en reconnaissance de quoy Sa Majesté luy auroit cydevant accordé l'abbaye de Pimbe (2) qui ne s'est trouvé estre à sa nomination, Sa diete Majesté luy a accordé la somme de deux mil livres de pension à icelle avoir et prendre sur le premier bénéfice qui viendra à vacquer, ayant à ceste fin commandé le premier brevet luy en estre expédié par moy son con^{er} d'Estat et secr^{re} de ses commandemens.

HENRY.

et plus bas : Signature illisible (3).

Cependant, malgré la paix de Vervins, une sourde hostilité régnait encore entre la France et l'Espagne. La conspiration dont Biron fut la victime constitua un épisode de cette fermentation. Après de longs préparatifs, Henri IV, dans les premiers mois de l'année 1610, projetait une vaste expédition qui devait amener l'anéantissement de la maison d'Autriche. Il avait déjà divisé ses forces en deux armées : l'une,

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 27.

(2) Malgré nos recherches, nous n'avons pu déterminer cette abbaye de Pimbe.

(3) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 21, n° 28. Original en parchemin.

celle du nord, allait être concentrée à Châlons ; l'autre, celle du midi, à Grenoble. Le 25 avril, le duc d'Epéronon écrivait au capitaine de Sireuil :

Capp^{es} Sireuil, estant l'intention du Roy que tous les capp^{es} que Sa Majesté appoincte et qui sont sur l'estat des capp^{es} entretenuz, se rendent dans le xxv^e du moys de may prochain à son armée qu'elle faict assembler à Chaallons en Champagne, je vous faictz la presento pour vous advertir de sa volonté et pour ne manquer de vous rendre près de moy dans ce temps là, soit que Sa Majesté soit aud. Chaallons ou ailleurs, afin que je vous face entendre ses volontés et ce que vous aurez à faire pour son service. Venez vous en doncq en toute dilligence et me croyez pour jamais,

Vostre plus affectionné amy,

J. LOUIS DE LAVALETTE (1).

A Paris, le xxv^e jour d'avril 1610 (2).

Sireuil dut apprendre en route une funeste nouvelle : Henri IV venait, le 14 mai, de tomber sous le poignard de Ravaillac. Comme tous ceux qui avaient approché le bon roi Henri, Sireuil dut le pleurer amèrement. Son souvenir resta même si profond dans la mémoire de Jean de Sireuil, que nous le verrons huit ans plus tard fonder une messe annuelle dans l'église de Siorac pour le repos de l'âme du feu roi.

L'avènement d'un roi de neuf ans allait laisser des loisirs aux capitaines. Jean de Sireuil en profita sans doute pour faire quelques voyages en Périgord. C'est, en effet, à partir de cette époque que nous le retrouvons au pays natal, et que nous le voyons occupé de sa maison de Siorac et de sa famille. Ce dut être au retour d'un de ces voyages qu'en 1612 il obtint les lettres patentes que voici, relatives à la création de foires et de marchés dans le bourg de Siorac :

Louis, par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, à tous presens et advenir, salut. Receu avons l'humble supplication de nostre cher et bien amé Jehan de Sireuilh, ung de nos capp^{es} entretenus,

(1) Jean-Louis de Nogaret de Lavalette, plus connu sous le nom de duc d'Epéronon.

(2) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 22, n° 24.

contenant qu'estant yssus de lad. maison de Sireuil en nostre sénéchaussée de Sarlat, lad. maison de Sireuil a les troys partys d'une terre et seigneurie dans la seigneurie appelée de Scieurac, fort belle et ample, y ayant en icelle ung bon gros bourg, scittué et assiz en pays fertile en bledz, vins, bestiaux et autres choses nécessaires et commodés, construit et esdiflé d'ung bon nombre de maisons, habitans et marchans bien aisés, traffiquans avec leurs voysins et autres. C'est pourquoy, pour plus grande commodité, decoration et augmentation de lad. terre et seigneurie de Scieurac, led. de Sireuil désireroit et Nous supplieroit volontiers que nostre bon plaisir feust y créer et establir deux foires l'an et ung marché chasque sepmaine et sur ce luy impartir nos lettres à ce nécessaires. Scavoir faisons que, Nous inclinant à la supplication et requeste dudict de Sireuilh, en considération des bons et agréables services qu'il a rendus au feu Roy nostre très honoré seigneur et père, que Dieu absolve, en plusieurs importantes occasions, mesmes lors du siège de nostre ville d'Amiens dans laquelle ledict de Sireuil entra par son commendement exprès pour exécuter une entreprinse que nostre dict feu seigneur et père y avoit en excusion de laquelle il feust pris prisonnier par les ennemis et coureust fortune d'estre honteusement exécuté à mort, et que Nous esperons qu'il continuera à ladvenir en nostre endroit la mesme fidelité. Pour ces causes et autres bonnes considérations, à ce Nous mouvant, de l'advis et prudent conseil de la Roynne regente nostre très honorée dame et mère, Nous avons audict bourg, terre et seigneurie dudict Scieurac créé, ordonné, institué et estably et de nostre certaine science, grace speciale, plaine puissance et autorité royale, Créons, ORDONNONS, INSTITUONS ET ESTABLISONS par ses presentes, ledd. deux foires l'an pour estre tenues aud. bourg de Scieurac, scavoir est : la première au jour de la Saint-Martin, et l'autre au jour Saint-Thomas, et led. marché le mercredy de chescune sepmaine pour y estre auxd. jours et aud. bourg et lieu de Scieurac doresnavant perpetuellement et à tousiours garder, observer et entretenir ; voullons et ordonnons que ausd. jours tous marchans y puissent aller, venir, séjourner, troquer et eschanger toutes sortes de marchandises licites, et qu'ils jouissent et usent de tous tels droicts, privilèges, franchises et libertés que l'on a accoustumé de faire en aultres foyres et marchés de nostre royaume, pourveu toutes fois que à quatre lieues françoises à la ronde ny aye nulle foyres et marchés dessus dicts ausquelles ces presentes puissent nuire ni préjudicier. Sy donnons et mandons par ses mesmes presentes au sénéchal de Sarlat ou son lieutenant et à tous nos amés justiciers et officiers presens et advenir et a chascun d'eux si comme il luy appartiendra que de nostre presente création et établissement

desd. foyres et marchés ils fassent, sousfrent et laissent led. de Sireuilh, ses successeurs et ayans cause, ensemble les marchans allans, venans et frequentant lesd. foires et marché, jouir et user plainement, paisiblement et perpétuellement, les faisant crier, publier et signifier es lieux sirconvoysins et ailheurs, où et ainsin qu'il appartiendra, et pour lesd. foires et marché tenir et conserver, permettons aux habitans et justiciables de lad. terre de Scieurac faire construire et esdifier aud. bourg, et au lieu plus commode et à propos que led. de Sireuilh verra estre à faire halle, bancq, estaux et autres choses nécessaires pour loger lesd. marchans et seureté de leurs marchandises, et ce pour marque et témoignage du service que led. de Sireuilh a rendu et jouisse des privilèges, droicts et devoirs que les autres seigneurs dud. pays et sénéchaussée ont acoustumé avoir, jouir et user pour semblables choses, sans en ce luy faire mettre ou donner, ny susfrir luy estre fait, mis ou donné aulcung empeschement, au contraire lesquels si faicts, mis ou donnés luy estoient, les mettent et repparent ou fassent mettre et reparer incontinent et sans délai a plaine et entière dellivrance et au premier estat et dheub. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens, desances et lettres a ce contraires, et affin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, Nous avons faict mettre nostre scel à lesd. présentes, sauf en aultre chose nostre droict, et l'autruict en toutes.

Donné à Paris, au mois de novembre, l'an de grace mil six cens douze, et de nostre règne le troizième.

Ainsy signé : Louis.

et sur le reply : Par le Roy, la Reyne régente sa mère présente, et Phelippeaux, et scellé du grand sceau de sire verte.

Leues et publiées ont esté les susd. lettres à Sarlat en jugement pardevant nous, François Gérard, conseiller du Roy, lieutenant général en la sénéchaussée de Périgord au siège dud. Sarlat, tenant et expédiant la Cour et audience dud. siège, requerand led. sieur de Sireuilh nommé en icelles, en presance du procureur du Roy aud. siège, de laquelle lecture et publication a esté concédé acte et ordonné que seront registrées ez registres du greffe dud. siège pour servir et y avoir recours quand besoing sera, le neufviesme janvier mil six cens treize.

CRÉMOUX, greffier.

Collationné : DERSAC. (1)

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 22, n° 13, papier quatre feuillets.

Trois ans après, nous le retrouvons à Siorac, dans sa maison, où il fait son testament, le 6 octobre 1615 :

A esté présent noble Jehan de Sireulh, capp^{ne} entretenu pour le Roy au régiment de Picardy, habitant pour le present aud. lieu de Sieurac, lequel considérant estre mortel et qu'il n'y a chose plus certaine que la mort ny plus incertaine que l'heure d'icelle, mesmes par les divers accidens qui luy peuvent arriver au voyage qu'il est près et sur le point d'aller faire et pour se randre près de la personne de la Majesté du Roy pour luy randre les très fidelles services qu'il luy doit et faire sa charge, ... a faict, conduict et ordonné son testament, etc. (1).

L'année suivante, il est encore à Siorac, et, au moment de repartir pour son service, il fait un nouveau testament qui apporte quelques modifications, d'ailleurs de peu d'intérêt, au précédent. Ce fut le dernier, à en juger par les annotations mises en marge et indiquant les clauses qui furent exécutées. Ce testament est à transcrire en entier, parce que c'est le seul renseignement bien personnel et pour ainsi dire intime que nous ayons sur Jean de Sireuil :

Au nom de Dieu soit. Sçachent tous presens et advenir que aujourd'hui douziesme du moys de septembre l'an mil six cens seize, dans le lieu de Siourac et maison du capitaine Sireulh en Périgort, regnant Louys par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre, par devant moy, notaire royal, et les tesmoins bas nommés, a esté présent noble Jehan de Syreulh, capitaine entretenu pour le Roy au régiment de Picardie, habitant présentement le présent lieu, lequel de son gré et bonne volonté, bien sein de son corps par la grace de Dieu, en son bon sens, mémoire et entendement, considérant touteslois estre mortel et qu'il n'y a chose plus certaine que la mort ny plus incertaine que l'heure d'icelle, mesmes par les divers accidens qui luy peuvent arriver au voyage qu'il est prest et sur le point d'aller faire et pour se rendre près de la personne de la Majesté du Roy, pour luy rendre le très fidelle service qu'il doit et faire sa charge, ne voulant mourir sans disposer de ses biens alin qu'il ne y aye noize, question ou debat entre ses proches pour raison de ses biens, a faict, conduict et ordonné son testament en la forme et manière que s'ensuit. Premièrement a recommandé son âme à Dieu et père tout-puissant, le priant que par la mort de Nostre Seigneur Jésus-Christ il luy veulhe par-

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 17, n° 9.

donner ses péchés et recevoir son ame en paradis lorsqu'il luy plaira la séparer d'avec son corps, après laquelle séparation veult que sond. corps soit mis et enterré, et que son héritière nommée soit tenue incontinent qu'elle sera advertie de son décès luy faire faire ses obsèques et funérailles en l'esglize dudict lieu de Sieurac suivant sa qualité : lors desquelles veut et ordonne qu'il soit donné et distribué *aux pauvres de Dieu* la quantité de six charges de bled. *Item* donne et lègue led. testateur à l'esglize dud. Sieurac la somme de cinq cens livres, paiables par son héritière bas-nommée dans ung an après son décès, laquelle somme il veut et entend que soit employée à la reparation et esdification de lad. esglize et temple dud. Sieurac. *Item*, donne et lègue led. testateur à Jehanne de Vigier, sa sœur naturelle, veufve à feu Remond Gaudieu, la somme de six vingtz livres paiables dans ung an après son décès par son héritière bas nommée, et oultre ce veut et entend que sad. héritière soit tenue de nourrir et entretenir lad. Jehanne de Vigier tant qu'elle vivra suivant la qualité d'icelle, et après le décès de lad. Jehanne veut et entend iceluy sieur testateur que lad. somme de six vingtz livres a elle donnée retourne à son héritière universelle bas nommée. *Item*, donne et legue led. testateur à Marguerite Gaudieu, filhe de lad. Jehanne de Vigier, la somme de cinq cens livres pour soy marier, payable lors qu'elle trouvera party sortable pour elle. *Item*, donne et legue led. testateur à Jehan Gaudieu son neveu, fils de lad. Jehanne, la somme de mille livres tournoises payable par sad. héritière universelle dans six ans après le décès dud. testateur, et cependant veult et ordonne que led. Gaudieu legataire soit nourry et entretenu par sad. héritière à ses corps et despens suivant sa qualité et vocation qu'il a commencé prendre d'estre porveu aux ordres de prestisse, et avec ce le faict son héritier particulier, et non en autre chose. *Item*, donne et lègue led. testateur à Jehanne de Bonfils, femme de Jehan de Lassalles dict Rat, la somme de cent livres paiables par sad. héritière dans ung an après le décès dud. testateur, ensemble veult que luy soit randeu et païé la somme de soixante livres que lad. de Bonfils luy a presté en argent monnayé incontinent après son décès. *Item*, donne et lègue led. sieur testateur à Pierre Lassalle (1), fils naturel et légitime desd. Lassalles et Bonfils, la somme de mille livres tournoises paiables par sad. héritière bas nommée lorsqu'il sera en aage pour soy marier et trouver party sortable pour luy et non autrement ; pendant lequel temps veult que sad. héritière soit tenue le nourrir et entretenir, ou bailher pantion suffizante pour sa

(1) « Ce Pierre est celuy qu'on dit estre son bâtard. »

nourriture suivant sa qualité et au choix et obtion des père et mère dud. Pierre ; et de plus luy donne et lègue tout meubles comme linge qu'il laisse dans ses coffres, ensemble les deux lietx qui sont dans sa chambre et deux couvertes, huit assietes et huit platx, et tous ses habitz et les deux petitz bahutz neufz et vieux, ensemble les bledz qu'ilz trouveront dans ses greniers aud. Pierre lors de son décès, les povres païés, et veult que sad. héritière laisse jouir du premier jour après son décès led. Lassalles des biens qu'il a acquis tant de Barde que de M^e Ramond Gombert, qui monte à la somme de mille livres, afin qu'il aye moien d'apprendre à lire et escrire en son bas aage, et lorsqu'il sera en aage pour soy marier et qu'il trouvera party sortable. Il laisse à la discrétion de sad. héritière de luy paier le léguat de mille livres ou luy laisser lesd. biens quittes jusques a ce jour les arrerages des rentes, lotz et vantes a elle deübs desd. biens acquis. *Item*, donne et lègue led. testateur aud. Pierre Lassalles une de ses maisons qu'il a aud. lieu de Sieurac appelée de la Sueuve (1) qui confronte avec autre maison dud. testateur apelée de Miroimont, autrement de Bidon, pour en jouir après le décès dud. testateur en mesme qualité que led. testateur les possède, avec pouvoir et faculté de faire son entrée, si bon luy semble, par le mesme degré qu'il y a faict édifier servant à l'une et à l'autre desd. maisons, et lorsqu'il sera en aage luy faire apprendre ung art de mestier ; le tout luy seroict esté donné pour agréables services qu'il a receu et espère recepvoir dud. Lassalles, de la preuve desquelz l'a relevé et relève, et avec le faict son héritier particulier, et que ne puisse rien plus demander en ses autres biens. *Item*, donne et lègue led. sieur testateur à Jehan de Syreulh, escuyer, sieur de la Roche Saint-Pantaly, toutes sommes de deniers et autres choses que led. sieur de la Roche luy peult debvoir par quelque moien que se soit. *Item*, donne et lègue led. sieur testateur à Jehan Gaudieu (2) plus jeune, son filheul et fils de lad. Jehanne Vigier, la somme de mille livres tournoises paiables par sad. héritière, lors et quand il trouvera party pour soy marier et qu'il sera en aage susfizant, pendant lequel temps veult iceluy testateur que led. Jehan soit nourry et entretenu suivant sa qualité et qu'on luy fasse apprendre quelque art de métier, et en ce le faict son héritier particulier et veult que autre chose ne

(1) L'église Saint-Pierre de Siorac, avec la chapelle et ses dépendances, fut donuée en 1194 à l'abbé de la Sauve par R., évêque de Périgueux (*Dictionn. de Gourgues*). Cette maison faisait probablement partie des dépendances de l'église, de là son nom.

(2) « Ce Gaudieu est décédé M. L. »

puisse demander en ses biens. Et pour ce que cheffz est cheffz de tout bon testament valable et substitution de nommer héritier ou héritière, à ceste cause iceluy testateur a faict et institué et de sa propre bouche, nomme son héritière universelle noble Marye de Sireulh, dame de Belcastel, et dud. Siourac de quatre parties les troys, par laquelle veult que tous ses debtes et leguatz soyent païés, et la teneur du présent acomplie, et veult et ordonne led. sieur et prie sad. héritière et tous ses autres parens et amys avoir en soin et recommandation led. Pierre Lassalles et luy assister de tout leur pouvoir, et veult et ordonne led. sieur testateur que le cas advenant que lesd. Gaudieu, ses nepveux et filheul, et led. Pierre Lassalles venoient à décéder sans enfans légitimes, veult que les léguaux à eux faitz retournent de plain droit à lad. de Sireulh, sad. héritière, auquel cas veult icelluy testateur que lad. de Bonfils jouisse de la maison et licet donné aud. Pierre Lassalles, sa vye durant seulement, et que sad. héritière soit tenue de paier à lad. de Bonfils deux charges de bled de pantion annuelle, sa vye durant, après le décès de sond. filz, et au cas que lad. de Sireulh sad. héritière fist difficulté de paier entièrement tous les susd. léguaux et esfectuer de point en point le contenu au présent testament, aud. cas veult que tous ses biens retournent et appartiennent à l'hospital de Sarlat soubz les conditions susd., et veult et ordonne led. testateur que après le décès de lad. Marie de Sireulh sad. héritière, que tous ses biens retournent de plain droit à noble Anthoine du Lyon, escuyer, son second fils de lad. de Syreulh, et veult et ordonne led. testateur que se présent testament estre le sien dernier et que vailhe par testament, et si par testament ne peult valoir, que vailhe par codicille ou codicilles, et sy par testament ny codicille n'estoit valable, veult que vailhe par donation à cause de mort faicte et autrement en la meilleure forme de droit et de costume que faire se pourra, cassant, revoquant et annullant tous autres testament, codicilles, donations et autres dispositions qu'il pourroit avoir fait de ses biens, et veult que naient aucune valeur sy n'est seulement le présent; desquelles choses susd. led. sieur testateur m'a requis luy en faire et délivrer instrument de testament pour servir à son héritière et héritiers particuliers que luy ay offert en présence de Guilhaume Bardenou, Jehan Pestilhac, Coulau Marty, Jehan Landon, Pestilhac Anthoine, Catusier, peyrolier, Jehan Teilhac filz de Guiral, et Jehan Jarlan, tous cogneus par led. testateur et habitans dud. lieu. Signé à l'original ensemble led. sieur testateur et moy.

GAUBERT, Notre Ra^l.

Après avoir ainsi mis ordre à ses affaires temporelles, Jean

de Sireuil, qui se ressentait sans doute des fatigues de l'âge et des armes, éprouve le besoin de consacrer partie de sa fortune en œuvres pies. C'est ce que prouve le très intéressant document que voici :

Comme cy devant le vingt-septiesme juillet dernier, Jehan de Sireulh, escuyer, capp^{ne} entreteenu pour le Roy en son régiment de Picardye, conaigneur du lieu de Ciourac pour une quatriesme partye, aye pieusement et libéralement donné la somme de cinq cens livres pour la réparation et restauration de l'esglize parrochelle dudict lieu de Ciourac, de longtemps ruynée tant par l'iniure du temps que des guerres civiles, et que tant pour ceste considération que autres rapportées dans le contract sur ce faict ledict jour, retenu par Gaubert, notaire, maistre Pierre Punhet, recteur de ladicte esglize, Marty Boussac et Jehan Champs, seindies de ladicte parroisse, et autres principaux habitans d'icelle ayent donné audict s^r Sireulh un petit lopin de terre au coin de ladicte esglize, au-dessus et main droicte d'icelle, du cousté du chef et maistre autel de ladicte esglize, prenant depuis la chapelle de la maison de Sireulh la longueur et distance d'icelle jusques au coing et bout de ladicte esglize, du cousté du cimetière qui est joignant icelle et suivant les marques et bornes plantées audict lieu du consentement de toutes parties, pour en icelle place faire hastir par ledict sieur de Sireulh une chapelle dédiée à Dieu, à la glorieuze Vierge Marie et Monsieur Sainct Joseph, dottée par luy de trois livres de revenu annuel, de laquelle ledict s^r et ses successeurs seront *Patrons*, pour icelle conférer à tel prebstre que bon leur semblera à chaque dimition ou muance de prebstre, lequel sera tenu cellébrer tous les ans une messe en hault avec diacre et soubdiacre à l'intention dudict sieur le jour et feste de Toussainct ou autre jour de l'octave de ladicte feste commode et convenable, dire un *Salve Regina* tous les lundis de la sepmaine apres vespres ou complyes à l'honneur de la Vierge Marie, et apres le deces dudict s^r ladicte messe se cellébrera tous les ans le jour dudict deces pour les desfunctz et une autre le quinziesme de febvrier, et ce à l'intention dudict s^r et de ses feuz pere et mere et autres ses parens et amys trespaces ; et outre ce sera tenu ledict prebstre de dire un *Libera* pour les desfunctz apres la celebration de ladicte messe sur les sepulcres ou tombeaux qui sont dressés dans icelle, et tout ainsy qu'il est porté dans ledict contract. Outre le contenu, auquel ledict s^r avoit chargé et obligé ledict prestre de dire tous les ans et cellébrer en ladicte chapelle une messe en hault avec diacre et soubdiacre à l'honneur et memoire et pour le

salut de l'ame de feu Henry le Grand, roy de France et de Navarre, maistre et bienfaiteur dudict s^r de Sireilh, le quatorziesme de may, jour du deces dudict seigneur Roy, dans lequel contract n'avoit esté parlé de ladicte dotation et obligation pour ladicte messe, et lesdicts recteur, seindie et habitans dudict lieu de Ciourac s'estoient reservé l'approbation et ratification de Monsieur l'evesque de Sarlat, dans le dioceze duquel ladicte esglize est située ; parquoy cejourd'huy, quatorziesme novembre mille six cens dix huict, en la ville et cité de Sarlat en Perigort et maison eppiscopalle dudict seigneur evesque, apres midy, regnant Louys, par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, pardevant moy notaire royal et tesmoins bas nommés a esté present ledict s^r de Sireilh pour luy et les siens et ses successeurs quelconques, lequel, en confirmant en tant que besoing est ledict contrat, a constitué et constitue audict prebstre et dotte ladicte chapelle de trois livres de rente annuelle et perpetuelle outre les trois livres portées par ledict contract, que sont en tout six livres de revenu, a condition d'esfectuer par ledict prebstre les charges portées par ledict contract, et oultre ce de cellebrer annuellement ladicte messe, audict jour quatorziesme de may, a l'honneur dudict desfunct Roy, et soub la charge aussy de donner advis audict s^r et ses successeurs au logis qu'ils auront dans ledict lieu de Ciourac, la veille desdicts jours, de se trouver et assister ausdictes messes et services, et a supplié Mess^r Louys de Salignac, seigneur evesque dudict Sarlat, confirmer et approuver ce que dict est ; lequel seigneur evesque present et acceptant, apres avoir veu et leu ledict contract et approuvé l'intention et vollonté dudict s^r comme devote et pieuse, a ratisfyé, loué et approuvé tant ledict contract et dotation y contenue, ensemble la susdicte, et en tant que besoing seroit et qu'il touche a l'interestz dudict seigneur evesque, a donné permission et licence audict cappitaine bastir et construire ladicte chapelle audict lieu susdesigné, de laquelle ledict s^r et les sciens seront a l'advenyr vray patrons pour jouir en icelle de tous droictz, honneurs et prerogatives dues audict patrons et fondateurs des lieux et maisons sacrés, luy donnant de plus tant à luy que ses successeurs pouvoir et puissance (*ici trois ou quatre mots complètement effacés par suite du pli fait au parchemin*) lesdict services en ladicte chapelle et regler ladicte nomination toutesfoys et quantes qu'il en sera besoing, lequel prebstre sera tenu faire le divin service en la forme sus especifyée, en le faisant jouir dudict revenu annuel de six livres, et moyennant ce ledict sieur evesque a promis et promet audict sieur jouyr de ladicte chapelle et jus patronat et en disposer tant pour luy que ses successeurs, suyvant le droit et pactions susdictes. Et à ce dessus faire et tenir lesdictes parties, en

tant qu'à chacunes d'elles touché, se sont respectivement obligées et leurs biens quelconques presents et advenir, ont renoncé à toutes renonciation tant de fait que de droict par lesquelles pourroient venir au contraire, ont voutu estre contraincts et compellés par toutes les cours du present royaume de France, l'une ne cessant pour l'autre, et ainsy l'ont promis et juré aux Saints Evangilles Nostre Seigneur, de quoy m'ont requis leur en faire instrument, que leur ay concédé. Presents M^e Pierre Formigier, advocat et consul de ladicte present ville, et M^e Jehan Bouffanges, procureur au siège dudict Sarlat, tesmoingtz à ce requis.

Ainsi signer a l'original : L. de Salignac, evesque de Sarlat, Jehan de Sireuilh, Formigier present, Bouffanges present, et je

A. DARTIGOLE, N^o R^{al} (1).

Le dernier document relatif à Jean de Sireuil qui soit parvenu jusqu'à nous est un brevet d'augmentation de sa pension :

Aujourd'huy xvr^e may mil six cens vingt, le Roy estant à Paris, voullant recongnoistre les bons, fides et agreables services que le capp^{ne} Sireuils a cy devant readuz au feu Roy dernier deceddé que Dieu absolve et à Sa Majesté depuis son advenement à la Couronne, Sa Majesté luy a accreu et augmenté de cinq cens livres la pension quelle luy avoit cy devant accordée pour luy parfaire jusques à quinze cens livres qu'elle veult et ordonne luy estre doresnavant payée par forme d'entretienement à commencer du premier jour de janvier dernier sur ses simples quittances, et qu'à ceste fin il soyt employé dans l'estat des entreteneus qu'elle donne pour lad. somme de xv^e livres en vertu du present brevet qu'elle a pour ce voulu signer de sa main et estre contresigné par moy son conseiller secretaire d'Estat et de ses commandemens et finances.

LOUIS.

DE LOMENIE.

Nous ne savons pas autre chose du capitaine de Sireuil. Sa naissance et sa mort nous sont également inconnues.

Mais ce que nous savons par les quelques documents que nous venons de rapporter, c'est qu'il fut un brave capitaine, fils du hasard et surtout de ses œuvres. Sa hardiesse et son intrépidité sont incontestables. Trois rois de France lui en délivrèrent des brevets signés de leur main. Quant à sa tour-

(1) Archives de La Verrie de Vivans, liasse 17, n^o 8.

nure d'esprit, elle devait être bien périgourdine, et elle avait bien gardé la saveur du terroir. On a certainement remarqué dans le récit du chroniqueur picard ses crânes réparties au gouverneur espagnol, qui font involontairement songer à quelque authentique Cyrano. Ayant les qualités du soldat, il dut en avoir les défauts, témoin telle annotation mise en marge de son testament qui suppose quelque solide réputation d'aimable galanterie. Mais ce n'est point chose faite pour déplaire chez un capitaine de l'époque du bon roi Henri. Au demeurant vaillant soldat, attaché à son Roi à la vie à la mort, bon catholique, bon Périgourdin ; à tous ces titres il méritait assurément d'être pour la première fois signalé comme un des nôtres.

G. CHARRIER.

A. JOUANEL.

NOTES HISTORIQUES

sur la commune

DE TRÉLISSAC

(Suite)

CHAPITRE IV. — PAROISSE

La paroisse de Trélissac est citée dans des titres fort anciens, sans qu'il soit possible de préciser la date de sa fondation. Nous la trouvons désignée pour la première fois dans une sentence arbitrale de 1293 (1). Puis, à partir de 1297, elle est mentionnée dans un grand nombre de documents privés ou publics (2).

Elle fait partie à cette époque d'un des archiprêtres du diocèse de Périgueux, celui de la Quinte, qui comprenait 38 paroisses.

Elle n'avait pas de prêtre résidant. Elle paraît avoir été desservie d'abord par un *rector*, puis par un vicaire perpétuel ou curé, mandataire du chapitre de l'église collégiale Saint-

(1) *Archives communales de Périgueux*, série II, 6.

(2) Voir *Terriers de Barnabé et des Bories*. *Passim* : Arch. commun. de Périgueux et Archives départ. de la Dordogne.

Front. Le chapitre déléguait tous les droits canoniques, mais se réservait la plus grosse part du temporel.

Deux actes reçus par Maigne, notaire royal à Périgueux (1) nous fournissent, au point de vue de l'importance des revenus que le chapitre de Saint-Front tirait de la paroisse, des renseignements intéressants.

Dans le premier de ces contrats (14 septembre 1605),

« Joseph Arnault de Laborie, chanoine des deux esglizes de la ville, lequel faisant pour au nom et come commys du chapitre de l'esglize collégiale St-Front, afferme à quatre habitants de la paroisse de Tralissac, sçavoir est le dixme du vin, par le d. chapitre accoustumé prandre, jouyr, culhir et amasser en la d. paroisse de Tralissac... pour la présente année, moyennans les prix et sommes de six vingt dix livres. »

Le second bail est du 16 juin 1656. — M^e de Mèredieu, prêtre, chanoine, au nom du chapitre, afferme les fruits et grains de la paroisse pour cinq ans, à raison de 1010 livres par an.

Dans chaque contrat, le fermier prend en outre l'engagement de payer en l'acquit du chapitre, la « pansion en bled » et vin due au vicaire perpétuel de la dite paroisse de Tralissac. »

Cette pension ne devait pas être bien importante, si nous en jugeons par la déclaration du roi qui fixait la portion congrue des curés à 300 livres, et par une ordonnance rendue le 26 août 1673 par le sénéchal de Périgueux (2) dans une instance entre Claude Jollivet, curé de Gayac, et Héliès Dupuy, curé de Tralissac, à l'occasion de la pension que celui-ci s'était obligé de payer à Claude Jollivet le vieux, ancien curé et propriétaire du bénéfice.

Ordonnons, dit le juge, que Dupuy payera dans troys moys, par forme de provision alimentaire, six charges de bled, moytié froment et l'autre moytié d'autre bled tiercé, à M^e Claude Jollivet le vieux, du consentement du d. Jollivet, dernier résignant son neveu.....

Les paroissiens venaient certainement en aide à leur curé

(1) Arch. départ. de la Dordogne.

(2) Voir Arch. départ. de la Dordogne, série B. 152.

par des dons en nature ou en argent. Parmi eux se trouvaient, en effet, de riches bourgeois de Périgueux, pourvus de charges publiques ou négociants aisés, qui ne devaient pas laisser leur pasteur dans la gêne.

Il faut ajouter les produits du casuel, évidemment très appréciables en voyant dans les registres de l'état-civil la liste et les qualités des personnages mariés ou enterrés dans l'église Notre-Dame de Trélissac.

Il y a lieu aussi d'admettre que le curé touchait une partie des émoluments des cérémonies faites avec son autorisation, soit par les Pères Augustins de Périgueux, soit dans les chapelles de l'hôpital de l'Arsault et des St-Côme et Damien. Mais là encore nous n'avons aucun document pour nous éclairer.

Enfin, le curé avait la jouissance d'un jardin sis à côté de l'église, d'un grand pré et d'une terre situés près du bourg, et qui furent vendus en 1791 comme biens nationaux (1).

Depuis 1670 jusqu'à la Révolution, la paroisse était desservie par un curé et un vicaire. Depuis le Concordat, le service est assuré par un curé.

Pendant la Révolution, un ancien curé de St-Christophe, fort âgé, s'était réfugié au Pouzy, chez son neveu M. Dauriac, dont le fils fut pendant si longtemps maire de Trélissac. Il y célébrait la messe en cachette. Ses parents et quelques voi-

(1) Voir *Arch. départ. de la Dordogne*. — Procès-verbaux des adjudications de biens nationaux :

« Le 10 mai 1791, il a été crié le pré de la cure de Trélissac, situé près le bourg. Demeurera exceptée de l'adjudication l'étendue de 18 brasses 1/2 à l'arpent de ce pays, à distraire de la totalité du pré, pour faire le jardin du curé, — estimé 4,400 livres. — Demeure observé que si la municipalité et le curé préfèrent pour compléter les 18 brasses 1/2 du jardin du curé, de prendre celui qui est près de l'église, il ne sera alors distrait du d. pré que ce qui sera nécessaire pour aider à faire les d. 18 brasses 1/2 en ajoutant au petit jardin. Si, au contraire, on préfère de placer le jardin entier où est le pré et d'y prendre les 18 brasses 1/2, alors le petit jardin contre l'église sera compris dans la vente. »

« Séance du 11 thermidor an II, il a été fait criée d'un lopin de terre situé à Trélissac, commune de Périgueux, dépendant cy-devant de la cure connue sous le nom de Trélissac. Ce lopin de terre, contenant environ 5 brasses, confronte et est attenant au pré de la cy-devant cure, et à l'époque où le d. pré fut vendu, ce lopin de terre fut réservé pour compléter le jardin du curé. »

sins, sur la discrétion desquels on pouvait compter, y assistaient.

Quand le Premier Consul permit le libre exercice du culte, le curé de Trélissac eut dans sa juridiction l'ancien territoire de la paroisse, moins la rive gauche, rattachée à Boulazac, mais en plus la petite enclave de Laborie, autrefois dépendant de la paroisse Saint-Martin.

Quelques années plus tard, l'Evêché devança la Préfecture dans le nouveau démembrement qui nous fut imposé ; en 1825, on détacha de Trélissac toute la partie la plus rapprochée de Périgueux, jusqu'à l'abreuvoir de l'Arsault, pour la rattacher à la paroisse Saint-Front, qui la dessert encore aujourd'hui.

CHAPITRE V. — EGLISES PAROISSIALES.

L'église paroissiale actuelle est la troisième sur laquelle nous avons des renseignements.

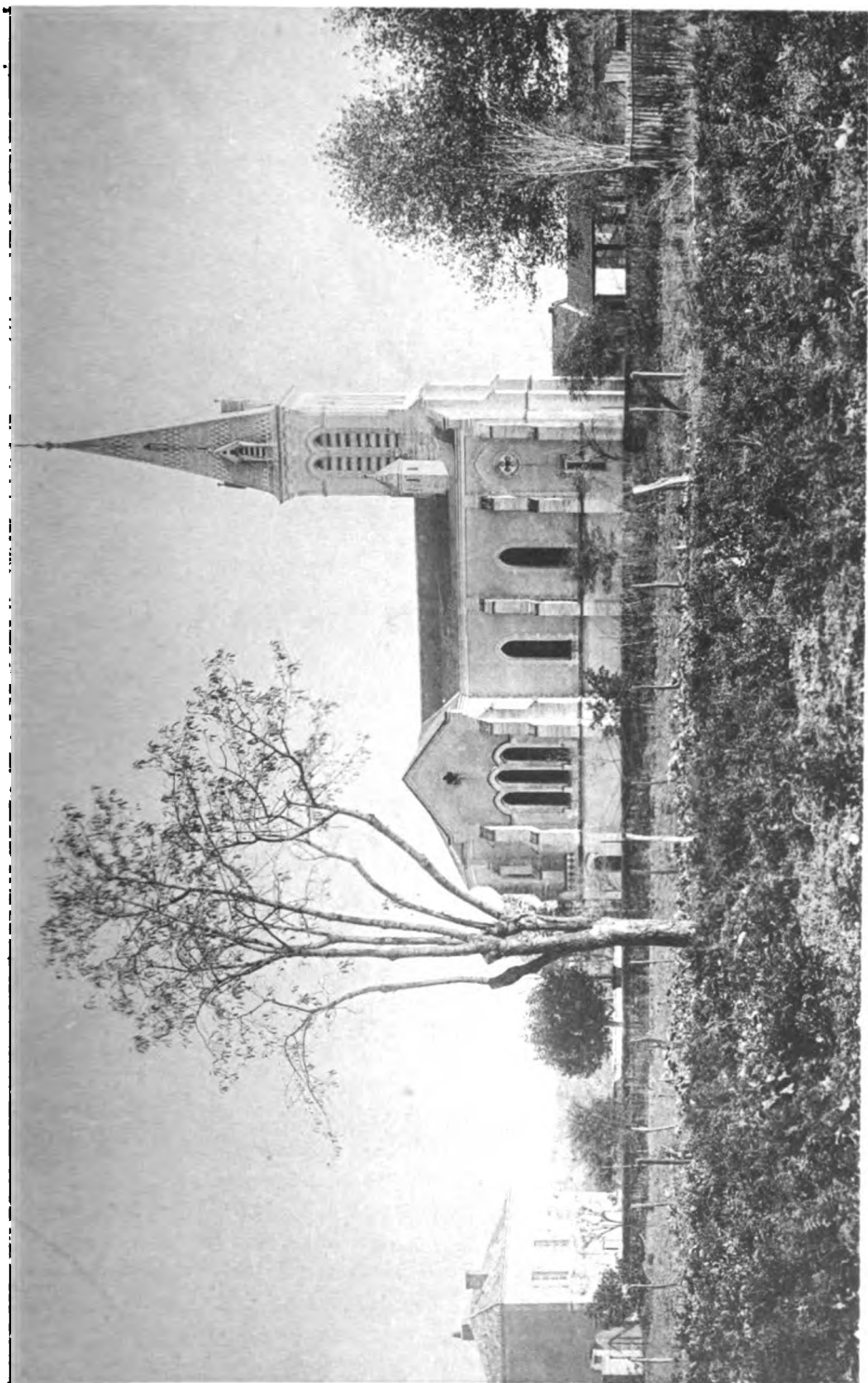
La première était sous le vocable de Saint Eumache ; nous ne connaissons pas l'emplacement sur lequel elle était bâtie. Elle est mentionnée dans un titre déposé aux Archives communales de Périgueux. L'official de cette ville condamne, le XI des calendes d'août 1301, Almoïs de Barrière, damoiselle, à payer une rente de deux setiers de froment. Cette rente est assise sur certaines tenances de la paroisse St-Eumache de Trélissac (1).

Cet édifice fut probablement ruiné pendant les longues guerres entre les comtes de Périgord et le Puy-Saint Front.

Nous savons, en effet, qu'en 1353 le comte Roger Bernard avait fait fortifier et garnir de troupes les églises de Champcevinel et de Trélissac. Cette nouvelle place forte dut servir également aux assaillants de Périgueux jusqu'à la fin de la guerre de Cent ans.

A la suite de cette longue occupation, on ne put rendre le temple, profané et en ruines, à l'exercice du culte ; on fut obligé de construire, vers la fin du xiv^e siècle, une nouvelle église, dédiée à Notre-Dame de l'Assomption, et qui existe

(1) Voir *Arch. commun. de Périgueux*, série GG. 179.



Phototypie Berthaud, Paris

ÉGLISE ACTUELLE DE TRÉLISSAC

encore dans le parc de M^{me} Magne. J'emprunte à M. le chanoine Brugière, qui l'a vue alors qu'elle servait à l'exercice du culte, la description suivante :

L'ancienne église de Trélissac, construite vers la fin du xiv^e siècle, est sous le vocable de Notre-Dame de l'Assomption. Elle a 31 mètres sur 12. Le chœur, qui est de forme octogone, a six mètres de long sur douze de large. La forme de l'église est un carré long ayant trois chapelles de chaque côté. Son architecture est ogivale flamboyante. La voûte est à nervures. Le chœur est orné de trois belles croisées à meneaux encadrées dans quatre colonnes torses. Les trois clefs de voûte sont ornées : la première en entrant, d'un évêque crossé et mitré ; la deuxième, d'une figure du soleil ; la troisième, du monogramme du Christ en lettres gothiques. Il y a plusieurs chapiteaux sculptés, et des gargouilles à personnages.

Les chapelles étaient dédiées : 1^o A Notre-Dame de l'Enfance ; 2^o à Saint-Capraise, évêque d'Agen, martyr ; 3^o à Sainte-Radegonde ; 4^o à Saint-Roch ; 5^o à Saint-Cosme ; 6^o la chapelle des Augustins de Périgueux. Il y avait en outre deux chapelles formant la croix de l'église. On les réduisit probablement lors de la construction des autres, afin qu'elles fussent toutes d'égale grandeur.

La plupart de ces chapelles devaient être connues sous deux ou plusieurs dénominations, car dans les nombreuses mentions contenues dans les registres de l'état-civil, nous n'avons retrouvé que les chapelles Ste-Radegonde et St-Roch. Nous n'avons pas relevé les noms des quatre autres désignées par M. le chanoine Brugière. Par contre, nous avons noté la chapelle de Borie-Porte et les chapelles St-Jean et St Sébastien.

La nouvelle église n'échappa, pas plus que l'ancienne, aux horreurs de la guerre. En 1625, Sauvebœuf, qui attaquait la ville de Périgueux par la Combe des Dames, fut battu et poursuivi jusqu'à Septfonds par Balthazar de Gachéo : il se réfugia pendant la nuit à Trélissac, et se barricada dans l'église.

Une cloche fut baptisée le 24 novembre 1767 : parrain, M. Eydely, maire et subdélégué à Périgueux ; marraine, M^{me} Bonneau de la Jarthe, née Anne Dureau (1). Cette cloche dura fort peu de temps. Elle fut cassée accidentellement à la

(1) Voir *Livre de raison* de Jean-Sicaire Bonneau, seigneur de la Jarthe (renseignement fourni par M. Dujarric-Descombes).

fin de l'ancien régime pendant que M. Buis était curé. Elle n'avait pas encore été remplacée au moment de la Révolution.

Abandonnée pendant quelques années, l'église ne cessa, depuis qu'elle fut rendue au service du culte, d'exiger de constantes réparations pour être maintenue en bon état. Ce ne furent que demandes de crédits, devis et travaux qui devinrent de plus en plus importants, jusqu'en 1863, où ils s'élevèrent à 24,500 francs, honoraires de l'architecte compris.

En 1860, M. Abadie, alors jeune architecte diocésain, et que plus tard la construction de l'église du Sacré-Cœur de Montmartre, à Paris, dont l'aspect général rappelle beaucoup notre cathédrale de Saint-Front, devait rendre célèbre, avait essayé une restauration partielle, qui avait bientôt été jugée insuffisante, et qui ne fit que constater d'une manière encore plus nette la nécessité de la réparation qui eut lieu en 1863.

Quelques années après, en 1869, l'église faisait partie des bâtiments communaux échangés contre ceux que M. Magne fit construire pour constituer le nouveau chef-lieu. La commune se réservait dans l'échange un certain nombre d'objets qui devaient être transportés dans la nouvelle église : les statues, la cloche, les fonts baptismaux...., et il fut stipulé, spécialement en ce qui concernait l'église, que l'ancienne ne serait la propriété définitive de M. Magne qu'un an après la livraison de la nouvelle.

La cloche qui fut transportée dans l'église avait été acquise de la municipalité de Périgueux en 1807. Elle pesait environ 500 kilos. C'était sur elle que, pendant de longues années, Jacquemart et sa femme avaient frappé les heures à l'Hôtel-de-Ville. Elle avait eu pour parrain M. de Rochefort, de Septfonds, et pour marraine M^{me} de Ladouze, de Lauterie.

L'église actuelle fut consacrée le 12 octobre 1872, par Mgr Dabert, évêque de Périgueux et de Sarlat (1).

Elle fut définitivement acceptée par le conseil municipal dans sa séance du 8 mai 1874. Il résulte des termes du procès-verbal de réception de M. Lagrange, architecte à Périgueux,

(1) Voir l'*Allocution* prononcée par M^{gr} Dabert dans la cérémonie de la consécration de l'église de Trélassac, le 15 octobre 1872. — Périgueux, impr. Cassard.

et des termes de la délibération du conseil, que M. Magne avait fidèlement rempli l'engagement pris par lui dans la séance du 2 décembre 1869.

L'église a la forme d'une croix latine. Elle est construite en pierres de taille. Un beau clocher contenant deux cloches s'élève au-dessus du portail d'entrée. La sacristie est construite extérieurement, à la gauche du chœur. Le maître-autel est en marbre blanc. Deux chapelles latérales ont chacune un autel.

On remarque aussi de belles orgues.

Les murs sont percés de quatorze fenêtres munies de vitraux sortant des ateliers de Besseries. Les personnages qui y sont peints, sont : le Père Eternel, la sainte Vierge, le Couronnement de la Vierge, saint Joseph, saint Jacques, saint Capraise, sainte Catherine, saint Louis, saint Front, sainte Clotilde.

On eût dit que la vieille cloche ne pouvait s'accoutumer dans une aussi belle demeure, car elle ne tarda pas à être cassée. Dans la séance du 17 février 1881, le maire exposa au conseil municipal que « la cloche étant complètement fendue » dans plusieurs de ses parties, elle ne peut rendre de son, et « il y a même danger à ce qu'elle reste dans cet état, pour la » sûreté du sonneur de cloche. »

Par diverses délibérations, le conseil décida l'achat d'une nouvelle cloche, dont le paiement fut assuré, partie avec le prix des concessions au cimetière, et partie, jusqu'à due concurrence, avec le solde des impôts des mobilisés de 1871 et des 14.000 francs votés pour la construction des écoles et non entièrement utilisés.

M. Adisson, entrepreneur à Périgueux, fut chargé de l'établissement de la charpente.

Une seconde cloche, plus petite, fut installée en 1892.

Voici les inscriptions qui sont sur chacune d'elles :

On lit sur la première : « L'an mil huit cent quatre-vingt-un, j'ai été bénite pour l'église de Trélissac par Monseigneur »
» Nicolas-Joseph Dabert, évêque de Périgueux et de Sarlat, »
» assisté de M. Boucharel Jacques, curé de la paroisse, et »
» nommée Mathilde, par M. de Siorac Armand, adjoint, et »
» M^{me} Angélique-Gabrielle-Mathilde Werlé-Magne, proprié-

» laire au château de Trélissac. — M. Debrégeas Jacques, » docteur médecin, étant maire. — Bollée et ses fils, fondeurs, au Mans. »

Sur la seconde, on lit : « J'ai été fondue en mil huit cent » quatre-vingt-douze, sous le pontificat de Léon XIII, Mon- » seigneur Nicolas-Joseph Dabert évêque de Périgueux et de » Sarlat. Curé, M. Jacques Boucharel. Maire, M. Edouard De- » coux-Lagoutte. Je m'appelle Marie-Rose. J'ai eu pour par- » rain M. Napoléon Magne, lieutenant au 5^e chasseurs d'Afri- » que, et pour marraine M^{me} Marie-Rose de Siorac. — Emile » Vauthier, fondateur à Saint-Emilion. »

CHAPITRE VI. — PRESBYTÈRES.

Il n'y avait pas de maison presbytérale à Trélissac au moment de l'installation d'Hélie Dupuy comme curé-vicaire-perpétuel de la paroisse (29 janvier 1669). Ce nouveau pasteur désirait résider au milieu de son troupeau : il se mit aussitôt en campagne pour obtenir l'achat ou la construction d'une maison. Il sut gagner à sa cause les principaux personnages de la paroisse, et les réunit le 2 juin 1669, à l'issue de la grand'messe, devant la porte de l'église paroissiale, à l'effet de nommer des « sciudics fabricateurs » chargés de prendre les mesures nécessaires « pour luy acheter une maison » proche la d. eglise, ou icelle luy faire bastir et construire » pour son habitation. » La réunion désigna comme syndics : Bernard Cavillac, marchand, habitant le village de Cavillac ; Guilhem Sudret, laboureur, habitant le village de Libournet ; Jean Lavergne, habitant le village du Mayne-Neuf. Le procès-verbal des décisions prises par l'assemblée fut dressé par Chartroule, notaire à Périgueux (1).

(1) « Aujourd'hui, second juin 1669, avant midy, au bourg de Trélissac et au-devant la grande porte de l'église paroissiale, issue de grand'messe d'iceluy, banlieue de la ville de Périgueux, par-devant moy, notaire royal soussigné, présence de iceux plus bas nommés, ont été présents et personnellement constitués : Brandelis de Landry, escuyer, sieur de Lauterie, habitant en son château de Lauterie ; Jean, escuyer, sieur de Borie-Porte, et autre Jean, sieur de la Rivière ; de Jehan père et fils, habitant au repaire noble de Borie-Porte ; Hiérosme Veyrel, escuyer, sieur de la Jarthe, habitant au repaire noble de la

On pourrait appliquer à cette petite affaire les vers que le bon La Fontaine composait à peu près à cette époque :

S'agit-il de délibérer ?

La cour en conseillers foisonne.

Est-il question d'exécuter ?

On ne rencontre plus personne.

Les habitants avaient bien reconnu en 1669 la justesse des réclamations de leur curé ; mais quatre ans plus tard, malgré la délibération que nous avons mentionnée plus haut, rien n'était encore fait. Aussi Hélié Dupuy fut-il obligé de louer une maison à ses frais et de faire assigner les trois syndics. Une nouvelle réunion des habitants, tenue le 13 avril 1673, autorisa leurs délégués à réclamer des autorités compétentes l'établissement d'une imposition spéciale de 300 livres. Cette somme fut jugée suffisante pour payer la construction d'une maison presbytérale, les frais faits dans l'instance et la location d'une maison pour le curé jusqu'à la livraison du futur presbytère. Sur cette requête, une ordonnance conforme du lieutenant général de Périgueux décida en même temps que les travaux seraient donnés à l'adjudication (1).

Le presbytère fut adossé à l'église. C'était une habitation bien modeste, et qui ne présentait pas de longues chances de durée. Elle a résisté cependant presque jusqu'à nos jours, grâce à de constantes réparations (2). Il ne fut pas vendu comme bien national pendant la Révolution ; il resta fermé, et fut réoccupé dès le rétablissement du culte catholique en France.

Jarthe; Aymeric Baffet, sieur de la Vigerie, habitant du lieu de Pinot ; François Thourraud, habitant du lieu de la Ribierre ; Etienne Dauriac, habitant du lieu des Pouzis ; Fiacre Sudret, habitant du village des Brandos ; Brut et Guilhem Cavilhac, habitants du lieu des Chinchaux ; Blaise Sudret, habitant du village des Jalots, laboureurs ; et Rouby Roche, habitant du village du Bandiat ; lesquels autres plusieurs habitants de la d. paroisse et faisant la majeure partie d'icelle..... » — Voir *Arch. départ. de la Dordogne*. Minutes de Chartroule.

(1) Voir *Arch. départ. de la Dordogne*, série B. 149.

(2) Voir Papiers Veyrel-de Bonneau, aux *Arch. départ. de la Dordogne* :

« MONSIEUR, — Nombre d'habitans de la paroisse de Trélissat, principaux et autres, ont jugé indispensable la construction d'une petite chambre joignant la maison presbytérale pour la mettre à l'abri du feu ; et sans avoir recours à des ordres supérieurs, tous, d'un commun accord, fournissent. On vous prie d'y contribuer généreusement et de ce que vous voudrez. Les ouvriers sont

Malgré son exigüité et le mauvais état de la construction, la commune de Trélissac s'était emparée de ce local, lors de sa création, pour y installer la mairie. Quand le curé se réinstalla à Trélissac, on lui rendit la jouissance d'une partie du presbytère, tout en retenant une pièce pour la maison commune. On ne se préoccupa même pas de rendre indépendantes les deux parties de l'immeuble qui étaient employées à des services aussi différents. On traversait l'appartement particulier du curé pour arriver à la chambre qui servait de mairie. Cette promiscuité ne pouvait qu'engendrer des conflits.

Le 11 novembre 1844 (1), le maire informa le conseil municipal que l'évêque refusait de nommer un curé tant qu'on n'aurait pas fait cesser la communication qui existait entre la salle de la mairie et le presbytère. Le conseil soutint qu'en principe la salle qui servait de mairie avait été arrangée aux frais de la commune et de Mme veuve Girard, avec l'assentiment de Mgr de Lostanges, alors évêque de Périgueux. Il offrit cependant de faire construire à ses frais, dans le délai d'un an, un escalier aboutissant directement à la salle de la mairie. Cette solution n'ayant pas été acceptée par l'évêque, de nouveaux pourparlers s'engagèrent, et on convint d'un commun accord que la commune abandonnerait au curé la jouissance de la salle servant de mairie, et qu'elle prendrait en échange, pour installer ses services, deux petites salles situées à l'extrémité du presbytère.

Les réparations nécessitées par ce changement coûtèrent 300 francs.

Malgré ces modifications, on ne tarda pas à reconnaître

après. Celui qui vous fait la représentation au nom de tous a l'honneur d'être avec respect votre très humble et très obéissant serviteur.

(Sans date.)

LAVÈNE, curé de Trélissac.

(décédé en 1758).

Le curé a donné 48 livres.
M. de la Jarte, tous les bois de charpente.
M. de la Mothe, un arbre pour des planches.
M. du Grezeau, deux pour le même sujet.
M. de Puycontaud, 6 livres.
M. de Trélissac, 6 livres.

M. de Cœuille, 3 livres.
M. Sudret, 3 livres.
Le Sr Bonhomme, 2 livres.
Pierre Murat et Pierre Bareyrrou, 3 livres.
Simon Bareyrrou et Mazeau, 4 livres.
Les Morillou, Pierre Lagrange et Sudret, 3 livres.

1) Voir *Arch. comm. de Trélissac*.

que les bâtiments communaux, et notamment le presbytère, tombaient en ruines. Dans sa séance du 28 décembre 1853, le conseil eut à s'occuper d'un projet étudié, sur les instances de la municipalité, par M. Bouillon, architecte à Périgueux, intéressant à la fois l'église, le presbytère, la mairie et l'école.

Le maire expose au conseil, dit le procès-verbal de la délibération, que le presbytère est dans les conditions les plus défavorables pour l'habitation, et pour l'église à laquelle il est adossé ; ses murs et sa charpente menacent ruine ; quant à l'intérieur, il n'est pas moins délabré.

L'église a besoin aussi de nombreuses réparations.

En conséquence, le maire a fait dresser par M. Bouillon, architecte, les plans et devis pour la construction d'une maison curiale. Cet homme de l'art a fait remarquer que la conservation de l'église, monument complet du ^{xiv}^e siècle, et la dignité du culte, imposaient à la commune l'obligation de séparer ces deux édifices ; mais, qu'en outre, les terrains étaient trop mouvants pour rebâtir à la même place ou dans le jardin y attenant..... On a reconnu que la maison d'école, par sa situation et sa proximité de l'église, était la seule place qui réunit toutes les conditions pour cet objet..... Cette maison est dans un état aussi déplorable que le presbytère.

M. Bouillon propose la reconstruction complète, et son emplacement à l'extrémité du jardin qui est sa dépendance.

Le conseil....., considérant que l'année est des plus calamiteuses, et que les vœux hautement exprimés par l'Empereur sont que les communes créent des ressources pour aider les ouvriers nécessiteux,

Que le travail est le moyen le plus moral pour atteindre ce but....

Adopte les plans présentés par M. Bouillon.

Le 13 juillet 1854, les travaux furent adjugés à M. Lacoste, entrepreneur, moyennant la somme de 7,000 francs.

Ce nouveau presbytère fut habité pendant peu d'années par le curé. Il fut cédé lors de l'échange de 1869, avec tous les autres bâtiments communaux, à M. Alfred Magne, qui fit bâtir le presbytère actuel.

Les immeubles, occupés depuis cette époque par le curé de la commune, se composent d'une confortable maison carrée située derrière et près l'église, au bout de la place. Les dépendances sont importantes : ce sont des écuries, remise...., une cour, et un grand jardin, clos de murs et dans-lequel on a creusé un puits.

Les murs de clôture ont été construits seulement en 1880, et payés avec une partie des sommes non employées provenant de l'emprunt contracté en 1871 pour l'équipement des mobiliés.

CHAPITRE VII. — CURÉS ET VICAIRES DE LA PAROISSE DE TRÉLISSAC.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS	NOMS DES CURÉS.	NOMS DES VICAIRES.	OBSERVATIONS.
1297 1397	Pierre de Chastanet Pierre Fumat.	" "	<i>Rector.</i> Rector ou charelain. — Reçoit en 1400 une gratification de 10 sous tournois pour avoir exhorté ses paroissiens à payer leurs tailles au comptable de l'Hôtel de Ville de Périgueux, et à reconnaître ainsi la juridiction des Maires et consuls. — (Voir <i>Arch. comm. de Périgueux</i> CC, 70).
1549	Hélie Lachau.	"	22 novembre 1549, diffèrent entre le syndic des Jacobins de Périgueux et Hélie Lachau, curé de l'église N.-D. de TréLISSAC, pour qu'il fût défendu d'ériger dans cette église aucune confrérie pour y être solennisée le 1 ^{er} dimanche de chaque mois, sous l'invocation et titre de Chapelier, en émulation et préjudice de pareille confrérie in tituée au couvent des Jacobins — <i>Arch. d'hist. de la Grande-Parlement.</i> — (Note due à l'obligeance de M. Dujaillie Descombes).
1613	Messire Jehan de Saint-Martin.	"	« Prestre et curé de la paroisse de TréLISSAC. » (V. <i>Arch. comm. de Périgueux</i> , GG, 41.)
1635	Claude Jollivet, le vieux.	"	<i>Arch. d'ep.</i> , série B. 152, et minutes de Maigne, notaire royal.
1 ^{er} septembre 1663	Claude Jollivet, le jeune.	"	id.
2 mars 1666	Jean Bussière.	"	id.
29 janvier 1669	Hélie Dupuy.	Coussac, diacre.	
12 septembre 1680	Barbarin.	"	
1 ^{er} mars 1687	"	Jaquemel.	Fût bâtir le presbytère.
1700	E. Dufaulx.	"	
1700	"	Mazeau.	Condamné par la sénéchaussée de Périgueux, à la requête de M. de Veyrel, seigneur de la Jarrie, Grézelou et autres places, à nommer celui-ci aux prières, ou prône, à lui offrir de l'eau bénite, et à lui faire présenter le pain béni. (Note due à l'obligeance de M. le chanoine Bruguère).
1700	"	De Sales.	
1706	"	Destang.	

2 septembre 1708	Chourvey.		
6 juin 1709	Boutinaud.		
15 octobre 1709	M. Desceenoys.		
19 octobre 1709	Reulhie.		
11 janvier 1711	Grenier.		
26 juin 1711	Dnvoresq.		
16 juillet 1713	Pierre Vignéras.		
19 avril 1714	Durouchail.		
23 juin 1715	Lavergne.		
20 juillet 1716	Dupeyrat.		
18 juillet 1717	Fontrouge.		
21 juin 1720	Antoine Dalesme.		
1 ^{er} février 1721	Dauphin Révolte.		
29 septembre 1721	Lespine.		
4 avril 1723	Guillaume de Boyssseulh.		
25 juillet 1723	LaGrange.		
21 mai 1724	Montastier.		
26 avril 1725	Aubertie.		
15 juillet 1725	Bouchier.		
9 janvier 1727	Delehan.		
23 février 1727	Desvaux.		
4 décembre 1727	Bouchier.		
6 juin 1728	Lavène.		
10 janvier 1730	Lepuyx de Soulet.		
4 août 1731	"		
	Lavène.		
	"		
	Leymarie.		
	"		
12 mai 1758	Rivière.		
8 juin 1758	"		
30 juillet 1758	Lagréze.		
19 novembre 1758	Decabernerie.		

DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS.	NOMS DES CURÉS.	NOMS DES VICAIRES.	OBSERVATIONS.
11 mars 1760 3 août 1760 10 août 1760 6 décembre 1762 4 mars 1763 1 ^{er} mars 1765 9 mars 1766 14 août 1768 21 janvier 1770 2 janvier 1772 25 juin 1781 31 mai 1790 15 décembre 1790 15 juin 1791 4 janvier 1792 1800 1803 1805 1809	" " " " " " " " " " Buis. " " " Syllain. Chantoup. Buis. Elienne Lamy. Gabriel Lugnet. Ladoire de Chamizac.	Peyrelade. Poumeyrol. Magnot. Fayolle. Linariès. Laboissière. Lafaye. Colonges. Dubarry. " Château. Poucaud. Sudret. " " " " " " "	Docteur ès-lois. Emigra en Espagne en 1791. Né à Châteauneuf l'Evêque en 1759. — A émigré. — A desservi ensuite la paroisse d'Atur, où il est mort. A desservi en même temps pendant plusieurs années les paroisses de Trélissac et de Bouliazac. A partir du 27 décembre 1820, presque tous les actes sont signés, pour le cure malade, par de Pradel, chanoine de Périgueux. Est resté à Trélissac jusqu'à la fin de 1841.
8 mars 1831 1845 1856 1868 1871	Loubigniac. Meindre. Querbes major. Rousseau de Lafarge. Boucharel.	" " " " "	

CHAPITRE VIII. — FABRIQUE.

Le titre du 2 juin 1669, que j'ai cité à propos de la construction du premier presbytère de la commune, mentionne la nomination de « seindies fabricateurs » par les notables de la paroisse. Ces élus furent chargés de réunir les ressources nécessaires pour la construction du presbytère, mais aucun titre ne nous indique quelles étaient exactement leurs attributions au point de vue de l'administration générale des fonds employés aux constructions, réparations, achats quelconques nécessités par les besoins du temporel, ni par quels moyens ils arrivaient à se procurer ces fonds.

Après la tourmente révolutionnaire et la signature du Concordat, l'empereur se préoccupa de créer des ressources pour l'entretien des édifices religieux, et de nommer des agents chargés d'administrer les sommes recueillies. L'article 1^{er} du décret approuvé par Napoléon le 11 septembre 1806 statua en ces termes : « En exécution de l'article 76 de la loi du 18 germinal an X, et de la décision du Gouvernement du 9 floréal an XI, il y aura dans chaque paroisse une fabrique chargée de veiller à l'entretien et aux réparations de l'église, aux dépens de qui il appartiendra, et à l'administration des aumônes.... »

Les besoins étaient aussi pressants qu'au xvii^e siècle, et on avait aussi peu d'argent pour y faire face. L'église et le presbytère étaient délabrés, et tous les objets nécessaires aux besoins du culte avaient disparu.

En 1807, on achète une cloche ; puis, successivement, diverses choses indispensables. Mais comme on ne dispose d'aucun fonds pour le paiement, la commune est autorisée, le 6 janvier 1810 à s'imposer extraordinairement jusqu'à concurrence de 1.379 francs 45.

A cette somme s'ajoutent les fonds provenant des locations de chaises ou de bancs dans l'église. Mais ces ressources doivent être peu importantes, car la population résiste énergiquement à l'application de ces nouveaux règlements. Je n'en

veux pour preuve qu'une lettre officielle (1), en date du 14 avril 1813, du curé Chamizac au maire de la commune, pour requérir ce dernier de dresser procès-verbal contre « le sieur » de Trélissac à l'occasion des injures et menaces proférées » contre le plaignant dans l'église de Trélissac. Trélissac » s'avança vers lui, » écrit le curé, « d'un air furieux, disant » que sa chaise avait été déplacée, qu'elle n'était pas dans » sa chapelle! — que lui, exposant, lui avait répondu que » les chapelles étaient devenues à la disposition du Gouver- » nement, qu'on les livrerait au plus offrant, et que ceux qui » ne voudraient que des chaises les placeraient dans la nef, » au prix taxé par la fabrique..... »

Et cependant M. de Trélissac n'était pas un ennemi du Gouvernement, puisque la nièce de l'empereur, Stéphanie de Beauharnais, avait passé plusieurs années sous son toit! Il faut juger des dispositions d'esprit des autres paroissiens par les récriminations d'un des meilleurs d'entre eux.

Heureusement, quelques-uns étaient plus accommodants. Parmi ces derniers, il faut citer le propriétaire de la belle terre du Murat, M. Gérard d'Alpy, beau-frère de Maine de Biran. En 1810, il avance 758 francs 40 à la fabrique pour l'achat d'objets indispensables. Il n'est pas encore remboursé en 1817! Il se contente d'une somme de 677 francs qui est payée par le conseil municipal.

La même année, le Gouvernement alloue la somme de trente francs pour payer une fontaine baptismale en étain, une nappe d'autel et un surplis!

En 1819, le conseil municipal est encore obligé de payer un confessionnal des deniers communaux.

En 1835, M^{me} Gérard d'Alpy abandonne la propriété de divers objets d'ameublement qu'elle avait prêtés pour l'installation du curé dans le presbytère.

La fabrique a reçu quelques autres dons, mais à la charge de remplir ou faire remplir certaines obligations. Par acte reçu le 4 août 1826 par M^e Bolleyme, notaire à Périgueux, M^{me} veuve Gérard d'Alpy donna une rente annuelle de

(1) Voir *Arch. comm. de Trélissac*.

60 francs, au capital de 1,200 francs, à condition qu'il serait célébré à perpétuité dans l'église de Trélissac, aux frais de la fabrique, 12 messes par an. Plus tard, avec le consentement de la donatrice, une partie de ce capital (soit 850 francs) fut affectée à acquérir du sieur Roche une terre de treize ares, joignant le jardin du presbytère, et qui y fut incorporée. Les obligations de la fabrique vis-à-vis de Mme Gérard restèrent les mêmes (1). Plus tard, M. et Mme de Biran donnèrent également à la fabrique une rente sur l'Etat de 50 francs, à la charge de faire dire chaque année, et à perpétuité, douze messes pour le repos de leurs âmes.

Le dernier budget voté par les membres du conseil de fabrique s'élève en recettes à fr. 551.40, et en dépenses à fr. 486.

CHAPITRE IX. — CHAPELLES PUBLIQUES.

Il y a eu autrefois, à l'Arsault, deux églises ou chapelles importantes, Notre-Dame de l'Arsault et Saint-Cosme et Saint-Damien. La seconde, au moins, a joué un rôle important dans la paroisse.

NOTRE-DAME DE L'ARSAULT.

Nous ne savons pas à quelle époque la chapelle Notre-Dame a été fondée, ni quand elle a complètement disparu. D'après les registres de l'état-civil, on y enterrait en 1670.

Suivant un arpentement de 1755 (2), elle était située au milieu de diverses tenances, dont la fondalité appartenait à l'hôpital de Périgueux.

L'arpentement et cottisation d'une tenance appelée de Larsaud, fondalité des Pauvres Malades de l'Hôpital et Hôtel-Dieu de S^{te} Marthe, consistant en maison, grange et jardin, contenance 155 escals. Pierre Montastier, marchand, habitant le faubourg du Pourradier, paroisse de Champcevinel, en qualité de tuteur et curateur des enfants mineurs de Guy Dalvy, en son vivant avocat à la Cour,

(1) Voir *Arch. comm. de Trélissac* et Registres des délibérations du conseil municipal.

(2) Voir *Arch. départ. de la Dordogne*.

bourgeois de Périgueux, confronte : du levant, au grand chemin par lequel on va de Périgueux à Trélissat; du midy, au jardin de M. Magnol, de Bordeaux; du couchant, aux roches de Larsaud dans toute sa longueur, et du nord, à la terre du sieur Moisson, en son vivant avocat à la Cour, et à un passage et mesure de la chapelle appelée à Notre-Dame.

Cette église devait donc être placée vers Périgueux, à peu près au croisement des quais et de la route qui descend des allées de Tourny.

Un mandement donné en mai 1899, par M^{sr} Dabert, évêque de Périgueux, rappelle « qu'à Notre-Dame de l'Arsault, on invoquait Marie sous le titre de « Salut des Infirmes. »

SAINT-COSME ET SAINT-DAMIEN.

Grâce à ce même document et aux procès verbaux d'adjudication des biens nationaux, nous pouvons indiquer aussi l'emplacement de Saint-Cosme et Saint-Damien, qui a disparu depuis longtemps.

« Plus, Pierre Montastier....., une autre tenance à Larsaud, fondalité de l'hôpital, consistant en une tannerie et pré, le tout joignant. Sur quoi il est dû de rente annuelle à l'Hôtel Dieu : argent, 27 livres, acapt 1 sol; plus au chapitre cathédral Saint-Etienne-Saint-Front, à la décharge de l'hôpital, 3 livres. Contient ladite tenance un journal, 81 escals. Confronte du couchant au grand chemin de Périgueux à Trélissat, du nord au pré de M. Roche, conseiller, fossé entre deux, du levant à la rivière de l'Isle, et du midy à la chapelle *Saint-Cosme et Saint-Damien*.

Les registres de ventes des biens nationaux contiennent la mention suivante :

Par suite de la séance du 21 floréal an II de la République, il a été fait crie de d'une vieille mazure de chapelle connue sous le nom de Saint-Côme, située au lieu de Larceau, commune de Périgueux, dépendant ci-devant de l'hôpital appelé Sainte-Marthe, confrontant au chemin qui conduit de Périgueux à Excideuil, du pré des héritiers Delapeyre, à la rivière l'Isle, et à la maison du sieur Bonhomme, adjudée pour 500 livres au citoyen Jean Eymard, aubergiste à Larceau.

Cette église était donc bâtie à droite de la route nationale



STATUE DE SAINT CÔME

n° 21, dans le jardin qui confronte aux dépendances de la tannerie Aubarbier.

La chapelle Saint-Cosme et Saint-Damien a probablement remplacé, pour le service religieux de l'hôpital, celle de Notre-Dame, lorsque cette dernière tomba en ruines. A défaut de titres plus précis, les noms des deux patrons de l'église indiquaient bien nettement qu'elle appartenait à un établissement hospitalier. Les deux frères Cosme et Damien ont exercé la médecine et sont les patrons des médecins.

Quoiqu'il ne reste plus un seul vestige de bâtiment, nous avons conservé un souvenir précieux pour notre histoire locale. C'est une petite statue en pierre de Saint-Cosme, transportée dans l'église paroissiale de Trélissac, probablement au moment où, la chapelle menaçant ruine, on renonça à y célébrer les exercices du culte. Cette statue existe encore aujourd'hui dans l'église Notre-Dame de Trélissac. C'est une œuvre d'art médiocre. Elle représente le saint coiffé d'un bonnet universitaire et vêtu d'un ample surtout à parements qui tombe jusqu'aux genoux : il tient à la main une fiole, symbole de sa profession.

La chapelle Saint-Cosme et Saint-Damien figure sur le plan de Périgueux publié dans la *Cosmographie* de Belleforest. On ne la retrouve pas sur le plan de Moreau annexé au *Mémoire pour la Ville de Périgueux*, ni sur ceux de Lallié de Latour (1773), de Bardon aîné et de Belleyrne. On y enterrait cependant encore en 1763.

CHAPITRE X. — CHAPELLES PARTICULIÈRES.

I. — *Chapelle de La Jarthe.*

• Pendant ma maladie, je fis vœu à Dieu et au bienheureux saint Roch, à qui je me suis particulièrement recommandé, de faire bastir une chapelle en son nom, comme je ferai moyennant l'aide de Dieu, le plus tôt qu'il me sera possible, au même lieu où reposent leurs corps (des membres de sa famille décédés pendant la peste de 1631), où se célébrera le divin service pour le repos de leurs âmes, et pour rendre grâces à la divine bonté de ce qu'elle m'a encore conservé ma vie et ma santé. . . .

• Le 2^me dud. mois de juin 1632, j'ai fait commencer de travailler à

la chapelle de la Jarte, et ai loué un maçon pour cette affaire, à qui j'ai promis cinq sous par jour et nourri. Je leur ai donné demi-quart d'écu lorsqu'ils ont posé la première pierre. . . . » (1)

On a marié dans cette chapelle, le 14 février 1706, Robert de Cluzeau et Marie de Veyrel (2).

Cette chapelle, qui était en mauvais état, a été démolie et n'a pas été reconstruite.

II. — *Chapelle de Gaussade.*

Cette chapelle est mentionnée dans un inventaire de 1674.

Le 18 juillet 1679, on y célébra le mariage de messire Aubin Desplat, chevalier, seigneur de Saint-Laurent, et de Marie de Lamarthonie, damoiselle (3).

III. — *Chapelle des Pouyauds.*

Cette chapelle est mentionnée dans un titre de juillet 1678 de la collection Veyrel, aux Archives départementales de la Dordogne, dans les termes suivants : « Un chemin allant de la chapelle des Pouyauds au village des Maisons. » Je n'ai rencontré aucune autre mention de cet édifice.

IV. — *Chapelle de Lauzerie.*

Elle est signalée le 25 avril 1682 dans l'état-civil de Trélissac.

On y célèbre le mariage de Pierre Dalesme, écuyer, sieur de Lagrèze, conseiller du Roi, lieutenant-général criminel en Périgord, de la paroisse Saint-Front, avec damoiselle Isabelle de Landry, de cette paroisse.

V. — *Chapelle de Montignac.*

D'après M. le chanoine Brugière, elle est dédiée à la Sainte-Vierge.

Elle est citée à plusieurs reprises dans les actes de l'état-

(1) *Livre de raison* des Veyrel, appartenant à M^{me} de Siorac et publié par extraits par M. Dujarric-Descombes dans la *Semaine religieuse*.

(2) État-civil de Trélissac, à la mairie.

(3) État-civil de Trélissac, aux Arch. départ.

civil, et pour la première fois le 11 février 1782, à l'occasion du mariage de Guillaume Scudyé, écuyer, avec Elisabeth de Jean.

VI. — *Chapelle de la Pouretie.*

Catherine de Merveilles, habitant sur son bien noble de la Pouretie, se maria, d'après l'état-civil de Trélissac, le 11 juin 1781, dans sa chapelle domestique, avec messire Léonard Dulau, écuyer, chevalier, seigneur dudit nom, habitant au lieu du Basot, paroisse de Léguilhac-de-Cerces.

M. le chanoine Brugièrre m'a signalé que, pendant la Révolution, on vendit, moyennant 5 livres 10 sols, de vieux bois et quelques cadres qui en faisaient partie.

VII. — *Chapelle de la Garde.*

J'extrais le procès-verbal suivant des registres de l'état-civil de Trélissac :

« Emmanuel-Louis de Grossoles de Flamarens, par la permission divine et par l'autorité du Saint-Siège apostolique, évêque de Périgueux, conseiller du Roi en tous ses conseils,

» Vu par nous la requête à nous présentée par M. de Martin de Jailhac, ancien mousquetaire de la garde du Roi, habitant du lieu de la Garde, paroisse de Trélissac, à ce qu'il nous plaise, pour les causes énoncées dans la dite requête, lui permettre de faire édifier une chapelle domestique aud. lieu : notre ordonnance mise au bas, portant que par nous l'abbé du Gassel, l'un de nos grands vicaires, il sera fait visite de l'emplacement et local destiné à cette édification, le rapport du procès-verbal dressé en exécution.

» Tout considéré, ayant égard à ladite requête, nous avons approuvé et autorisé, approuvons et autorisons l'établissement d'une chapelle domestique aud. lieu de Lagarde ; — permettons aud. s^r de Martin de Jailhac d'y faire dire la Sainte Messe tous les jours de l'année, à l'exception des quatre fêtes annuelles et de l'Assomption de la Sainte-Vierge ; — pourra néanmoins, ces jours exceptés, faire dire la Sainte Messe pour lui seul, avec un domestique, et y faire ses dévotions, même ses Pâques, si ses infirmités ne lui permettent pas d'aller à l'église ; le tout à la charge que lad. chapelle sera mise et entretenue dans un état de décence et de propreté convenable ; qu'elle sera assortie des vases sacrés, ornements et autres objets nécessaires à la

célébration de la Sainte Messe. Dont et du tout, il sera fait et dressé procès-verbal par le sieur Buis, curé de la paroisse de Trélissat, que nous avons à ce commis et commettons. A la suite duquel nous lui permettons, toutes choses bien constatées, de bénir lad. chapelle, comme aussi à la charge ou redevance de la somme de six livres par chacun an envers la fabrique de l'église paroissiale de Trélissat, payables toujours d'avance entre les mains du syndic fabricien.

» Donné à Périgueux, le 30 mars 1788. Signé Du Gassel, vicaire-général. Plus bas, par Monseigneur, Giry. A côté est apposé le sceau de l'évêque.

» Nous, soussigné, prêtre et curé de la paroisse de Trélissat. En vertu de la commission à nous donnée par M^{sr} l'Evêque de Périgueux, aux fins de juger de l'état de décence et de propreté d'une chapelle domestique que M. de Jailhac a fait nouvellement bastir au lieu de la Garde, près Périgueux et présente paroisse de Trélissac, des vases sacrés, ornements et autres objets nécessaires à la célébration de la Sainte Messe, et de la bénir, nous nous y sommes transporté, et avons observé que lad. chapelle était dans la plus grande décence; qu'elle était assortie de tous les objets nécessaires à la célébration de la Sainte Messe, et en conséquence, nous l'avons bénie immédiatement et y avons célébré la Sainte Messe. Et ensuite, avons fait et dressé procès-verbal en double, dont nous avons remis un entre les mains de M. de Jailhac, et l'autre que nous avons déposé au secrétariat de l'évêché.

» Au lieu de La Garde, près Périgueux, ce 28 novembre 1788. »

A l'occasion d'une cérémonie imposante qui a eu lieu cette année au couvent de la Garde, qui est aujourd'hui sur le territoire de la commune de Périgueux, M^{sr} Dabert a publié, en mai 1899, un mandement fort important dans lequel il a été amené à parler de cette chapelle. Voici le passage qu'il y a lieu de citer :

« Jeanne Blondel, en religion sœur Jeanne de Saint-Paul, née à Sainte-Alvère le 4 février 1760, était entrée au monastère de N.-D. de la Garde en 1786. »

Chassée par la Révolution, elle réunit quatre de ses anciennes compagnes, après le 9 thermidor.

« En 1813, un riche habitant de Périgueux, M. de Jaillac, qui demeurait sur la colline de La Garde, presque en face de l'antique chapelle,

lui offrit de venir avec ses compagnes habiter cette maison, mieux disposée pour la régularité de la vie religieuse. Comme il n'y avait plus d'espoir de recouvrer l'ancien couvent de Sainte-Claire, elle accepta. L'année suivante, la petite communauté hérita de la maison et s'y établit définitivement. C'est là que mère Jeanne de Saint-Paul acheva, le 23 octobre 1831, sa vie dans la pratique éminente de toutes les vertus..... » (1)

VIII. — *Chapelle du Murat.*

Par ordonnance royale du 5 novembre 1828, dont ampliation se trouve aux Archives municipales de Trélissac, M^{me} veuve Gérard d'Alpy de Queutrey, belle-sœur de Maine de Biran, propriétaire de la maison et de la terre du Murat, fut autorisée à faire construire une chapelle dépendant de son habitation. Cette chapelle fut consacrée par M^{sr} de Lostanges, premier évêque de Périgueux et de Sarlat, après que la Dordogne eût été séparée du diocèse d'Angoulême et érigée en diocèse particulier. D'après les Mémoires manuscrits de l'abbé Audierne, M^{sr} de Lostanges et l'auteur des Mémoires allaient fréquemment se reposer au Murat, et ils disaient la messe dans la chapelle.

IX. — *Chapelle de Septfonds.*

Il y a une chapelle à côté du château de Septfonds et qui a été construite bien longtemps après le château lui-même.

CHAPITRE XI. — CIMETIÈRES.

Les cimetières étaient nombreux autrefois sur le territoire de la commune de Trélissac. On enterrait dans les églises, (2)

(1) Voir de Gourgues. Ste-Marie-de-la-Garde. Maison conventuelle d'hommes réunie à Peyrouse en 1409.

(2) Un acte reçu par Maigne, notaire royal à Périgueux, le 29 août 1635, déposé aux Archives départementales, nous fournit des renseignements intéressants sur les formalités à remplir par un acquéreur d'une concession funéraire, et sur le prix de cette concession. En voici les parties principales :

« En la ville de Périgueux, domicile où habite M^e Claude Jollivet, prêtre prébendier de l'esglise collégiale Saint-Front de la d. presante ville, heure

dans le cimetière situé à côté de l'église, et dans le cimetière des Pauvres.

Je n'ai pu retrouver l'emplacement de ce dernier cimetière, cité pourtant bien souvent dans les actes de l'état-civil. Il paraît avoir été abandonné vers le milieu du XVIII^e siècle.

Les principales familles de la paroisse avaient leurs tombeaux dans une chapelle latérale de l'église, tels : les Chaudru, dans la chapelle St-Roch ; les de Jehan, dans la chapelle St-Jean ; les Veyrel, dans une troisième chapelle. D'autres étaient dans la nef : les Lamothe, les Montozon de Puycontaud, les Dufaulx de Borie-Paris, Lavergne, notaire royal à Chaurac. Quelques-uns avaient construit des caveaux dans le cimetière : les Lamarthonie, contre la balustrade extérieure, les Merveilles de la Pouretie. D'autres étaient inhumés dans la chapelle ou le cimetière de la chapelle St-Roch des Augustins (1), qui se trouvait probablement au-dessous de l'évêché actuel de Périgueux.

Enfin, les corps de ceux qui n'étaient pas assez riches ou

avant midy, le vingt-neufviesme jour du mois d'août 1635.... ont comparu M^e Claude Jollivet, curé de l'esglise parrochiale de Trallissat, lequel de son bon gré et liberralle vollonté a baillé et concédé à François Minet dict Beauronne, hoste habitant du bourg du d. Trallissat en Périgord, le plassaige d'ung grand tumbeau dans l'esglise du d. Trallissat, en tel endroit qu'il plaira au d. Beauronne de choisir dans le circuyt de la d. esglise, au lieu où n'est pas pavé, le d. plassaige estant d'une largeur de trois pieds et demy et sept pieds de longueur, pour y fère desbormais par le d. Minet dict Beauronne et ses successeurs à l'advenir leurs sépultures et enterrements en bons catholiques, en la foy et religion catholique, apostolique et romaine. Auquel plassaige du tumbeau le d. Beauronne ou les siens ses successeurs pourront faire mettre, si leur semble, ung grand tumbeau de pierres de cartilaiges pour couvrir le d. plassaige, auquel de dessus iceluy ils pourront faire mettre et graver leur nom..... Et le d. Minet, liberallement de don pratuict, a baillé au d. Jollivet, curé, la somme de 80 livres pour employer aux réparations de la d. esglise, ou au mieux en ornemens pour l'embellissement de la d. esglise. Minet sera tenu de faire poser le tumbeau de cartilaiges de niveau de l'autre pavé de la d. esglise. »

(1) « 19 juillet 1712, a été enterré dans la chapelle des RR. PP. Augustins, François Pionaud, décédé au Plantier, ayant donné la permission. Dufaulx, curé. »

d'assez haute naissance étaient répartis, suivant leur proximité de tel ou tel endroit consacré, soit dans les cimetières de Trélissac, soit dans la chapelle St-Côme et St-Damien, le cimetière des Augustins de Périgueux, ou bien, à partir du dernier quart du XVIII^e siècle, lorsque la chapelle St-Côme fut désaffectée (1), dans le cimetière de la paroisse St-Martin de Périgueux.

Les anciens cimetières étant devenus insuffisants ou ayant été abandonnés, la municipalité eut à se préoccuper, au commencement de ce siècle, de créer un cimetière communal qui pût servir aux besoins de toute la population. On entra en pourparlers avec un sieur Nadaud, qui consentit à vendre le terrain jugé nécessaire, moyennant la somme de 270 francs. Cette acquisition fut autorisée par ordonnance du 24 avril 1822, et acte fut passé le 25 septembre suivant, par devant M^e Belleyrne, notaire à Périgueux. Par la même ordonnance, la commune était autorisée à s'imposer, jusqu'à concurrence de fr. 2,041, à percevoir en quatre années. Cette somme était jugée suffisante pour les frais d'achat et de clôture. Le 4 mai 1825, le sieur Pierre Desmaisons fut déclaré adjudicataire de tous les travaux à effectuer.

Le cimetière délaissé en 1825 avait une étendue de huit ares environ. Il a été classé au plan cadastral sous le n^o 349. Le curé de la paroisse en eut la jouissance jusqu'en 1852, époque à laquelle il fut vendu à M. Magne. Le produit de cette vente fut employé à payer des réparations urgentes à l'église et au presbytère.

Le nouveau cimetière ne tarda pas à devenir insuffisant, et en 1866, on songea à l'agrandir. M. Alfred Magne, receveur-général, offrit gratuitement le terrain nécessaire. Cette offre fut acceptée définitivement par le conseil municipal dans sa séance du 16 mai 1866. Les frais de clôture s'élevèrent à 1,500 francs.

Depuis cette époque, on a acheté un grand nombre de

(1) 13 septembre 1763. On enterra dans la chapelle St-Côme de l'Arsault « une pauvre inconnue, décédée à la Croix-Ferrade. » Voir, *passim*, Etat-civil de Trélissac et Archives municipales.

concessions perpétuelles, ce qui a diminué chaque année les emplacements destinés aux sépultures ordinaires. Il a donc fallu songer encore une fois à agrandir. M^{me} Magne, suivant l'exemple donné par son mari, a accordé à titre gracieux à la commune un vaste terrain attenant à la partie ajoutée en 1866. Cette donation a été acceptée avec reconnaissance par le conseil municipal, et la procédure administrative a suivi son cours en 1898 et 1899.

Les travaux d'agrandissement prévus au projet-devis de M. Stipal, agent-voyer, pour la somme de 6,400 francs, ont été adjugés, le dimanche 30 avril 1899, à MM. Dufour et Frut, entrepreneurs à Périgueux, moyennant un rabais de 15 0/0.

Il y a 69 concessions perpétuelles dans le cimetière.

Le prix des concessions, d'après une délibération du conseil municipal du 15 août 1897, est de trente francs le mètre pour les concessions perpétuelles, et de vingt francs pour les concessions trentenaires.

(A suivre).

E. DECoux-LAGOUTTE.



FOIRES ET MARCHÉS

DE SAVIGNAC-LES- EGLISES

A diverses reprises, le *Bulletin* a entretenu ses lecteurs de l'origine des foires du département. Notre président, M. de Roumejoux, nous a appris l'origine, en 1594, des foires et marchés de Léguaillac-de-Cercles ; M. Charles Durand, celle des foires de Faux en 1637 (1) ; le marquis Gérard de Fayolle celle des foires de la Latière dans la Double, et tout récemment M. de Maynadié nous apportait le titre confirmatif de 1772, des foires fondées en 1581 à Gurçon, Carsac et au Fleix ; comme M. Dujarric-Descombes nous donnait, en 1891, les lettres patentes du roi Henri II établissant, au mois de février 1552, quatre foires par an et un marché par semaine à Clérans. D'autre part, la *Revue de Saintonge et d'Aunis* nous

(1) *Jurades de la ville de Bergerac*, publiées par M. Charrier, tome VII page 252.

apprenait, il y a quelques années, la création de foires à Parcoult, en juillet 1593, à la requête de Jean Gréen de Saint-Marsault. Incidemment, dans son excellente monographie du bourg et du couvent de Saint-Pardoux-la-Rivière, M. Roger Drouault nous a fait connaître l'établissement des foires et marchés de cette localité en 1491 (1), qui, tombés en désuétude furent rétablis en 1581.

On a raison de conserver le souvenir de l'origine de ces agglomérations qui, comme l'on sait, sont presque toujours nées à la suite de quelques cérémonies religieuses ou pèlerinages, attirant sur un point donné une affluence de fidèles ou de pèlerins. Là, commencèrent les transactions commerciales qui peu à peu prenant de l'importance, à des époques périodiques eurent besoin d'être réglementées. Cette affluence de marchands et d'acheteurs procurait, comme on le comprend, aux habitants des localités de petits profits que ceux-ci tenaient justement à exploiter; aussi ne faut-il pas s'étonner si même dans les villes, au moyen âge, chaque quartier, à son tour, demandait à être le siège de la foire. C'est ce que les trop nombreuses fréries, instituées abusivement dans ces dernières années à Périgueux, ont imité sans le savoir.

Un statut municipal de 1516 prescrivait en effet que les grandes foires de Saint-Mémoire, de Saint-Front et de la Mi-Carême, se tiendraient successivement dans des quartiers différents (2). En 1538, satisfaction est donnée, sur sa réclamation, à la rue de l'Aubergerie qui demandait à avoir aussi son tour de faveur.

Il en est de même à Bergerac où les habitants demandent en 1498, que la foire de Saint-Antoine « coregues per la villa coma les autres ». Les consuls émettent alors l'opinion qu'elle se tienne à la Font-Peyre (3). Les avantages provenant de ces assemblées faisaient quelquefois surgir des pro-

(1) *Bulletin de la Société*, de juillet-août 1899, p. 308, et de septembre-octobre, p. 427.

(2) Voir le *Livre Jeune* de l'Hôtel-de-Ville de Périgueux, BB. 14, f. 111 e suiv. et f. 216 verso.

(3) *Jurades de la ville de Bergerac*, tome II, p. 70.

cès : ainsi il y en eut un en 1431 entre le prieur de Saint-Martin de Bergerac et les consuls, pour savoir où se tiendraient le marché et les foires (1). En 1483, il est arrêté par une délibération que la foire de Saint-Martin (11 novembre) se tiendra dans la Grand'Rue et que les consuls lèveront la moitié des loyers des boutiques louées aux divers marchands (2). Cette foire de Saint-Antoine, dont nous parlions tout à l'heure, demandée en 1483, par les habitants du quartier du Grand-Port, n'est accordée qu'en 1498. Par ordre de la jurade du 19 mars 1483, la foire des Rameaux se tient à la Font-Peyre comme de coutume, mais elle ne peut se tenir en 1484 à cause de la peste, et on en prévient les marchands de Périgueux, de Sarlat, de Libourne et de Bordeaux (3).

Nous engageons donc nos confrères à recueillir tout ce qui rappellera l'origine des foires et marchés du département ; ils trouveront sur ce sujet des indications un peu partout. Ainsi l'origine d'un des marchés aujourd'hui les plus importants, celui de Piégut, localité située aux confins de la Charente, de la Haute-Vienne et de la Dordogne, nous est apprise par une phrase des registres d'état civil de la paroisse de Pluviers : « le 13 mai 1642, les premiers marchés ont commencé à Piégut, jour de mardy. »

Une inscription gravée à la pointe sur un pilier de la halle de Champagne nous avise que les « foires sont en ce bourg de Champagne de 1575 le 5 avril ».

Mais revenons aux foires de Savignac-les-Eglises, les seules dont nous ayons à nous occuper pour le moment.

Notre obligeant et laborieux vice président M. Dujarric-Descombes, veut bien nous communiquer la note suivante :

On appelait autrefois Savignac, « Savignac-les-deux-Eglises » à cause de l'église de Saint-Christophe et de l'église paroissiale de Saint-Martin, qui se trouvaient aux deux extrémités du bourg.

On voit que dans les lettres patentes portant établissement de qua-

(1) *Jurades de la ville de Bergerac*, tome I, p. 311, 312 et 315.

(2) *id.* t. I^{er}, p. 321.

(3) *id.* t. I^{er}, p. 327 et 347.

tre foires à Savignac, deux devaient être tenues aux octaves des fêtes de Saint-Christophe et de Saint-Martin.

Savignac dépendait du marquisat des Bories. Charles de Saint-Astier, qui obtint de Louis XV la création desd. foires et marchés, était capitaine au régiment Dauphin-infanterie. Son ancêtre Forton de Saint-Astier est le premier qui ait pris, en 1454, la qualité de seigneur viguier de la paroisse de Savignac-les-deux-Eglises. Un de ses petits-fils, Geoffroi, qui avait quitté l'habit religieux pour embrasser la profession des armes, acquit en 1498 du seigneur d'Albret, dont il était un des hommes d'armes, la justice du bourg et paroisse de Savignac, qu'il unit ainsi à celles des paroisses d'Antonne et de Sarliac, précédemment acquises par son père, Jean, du même seigneur, le 4 décembre 1487. C'est sa mère, Jeanne d'Hautefort, qui a jeté les fondements du château des Bories tel qu'il existe aujourd'hui.

Dans un mémoire d'avocat du ^{xvii}^e siècle, non signé, (1) il est dit, en effet, que « le 26 avril 1498, Jean d'Albret, roi de Navarre, en qualité de vicomte de Limoges, vendit à Geoffroi de Saint-Astier, seigneur des Bories, la paroisse de Savignac-les-deux-Eglises, avec toute la justice haute, moyenne et basse, les cens, rentes et autres droits en dépendant sous la réserve de l'hommage ».

Puis l'avocat passe à la vente de 1597, après transaction avec Henri de Saint-Astier. Son mémoire nous paraît présenter ici une lacune ; il ne nous dit rien d'une vente qui aurait été faite, le 13 juin 1514, par Jeanne d'Hautefort, veuve de Jean de Saint-Astier, écuyer, seigneur des Bories, et Jean de Saint-Astier, écuyer, son fils, à Geoffroi, seigneur baron de Beynac et de Commarque, de la justice et des rentes de la paroisse de Savignac, pour la somme de 1000 livres tournois (2).

Ce contrat n'a-t-il jamais été exécuté ? Est-ce pour ce motif qu'il oublie de le citer ?

Il nous rappelle bien qu'en 1589, Henri IV, roi de Navarre, successeur de Jean d'Albret, « voulut retirer les aliénations précédemment faites des paroisses d'Antonne, Sarliac et Savignac, les auteurs du sieur de Saint-Astier ayant été

(1) Fonds Saint-Astier à la bibliothèque de Périgueux.

(2) Pièce sur parchemin, dans le fonds Saint-Astier.

poursuivis à cette occasion, Sa Majesté commit, le 24 juillet 1593, le sieur Charron, lieutenant-général de Bergerac, pour terminer les procès intentés contre les acquéreurs ; et par transaction sur procès passée, le 8 juillet 1597, entre le dit sieur Charron, commissaire député, et Henri de Saint-Astier, il fut convenu que les dites paroisses d'Antonne, Sarliac et Savignac, demeureraient irrévocablement acquises audit sieur des Bories, à la charge d'en rendre hommage à Sa Majesté et à ses successeurs, comme comtes de Périgord et vicomtes de Limoges, à chaque muance de seigneur et de vassal.

» Le 4 décembre 1610, ces contrats et transaction furent ratifiés par arrêt du Conseil, et des lettres patentes en faveur de Jean et d'autre Jean de Saint-Astier et de leurs successeurs furent expédiées, pour qu'ils jouissent des dites terres sous la réserve de l'hommage dû à Sa Majesté. »

C'est donc comme seigneur féodal à juste titre, depuis plus de deux cents ans, de la terre des Bories, dont le bourg de Savignac-les Eglises fait partie, que Charles de Saint-Astier demande au roi, en 1724, l'octroi de quatre foires par an, le mardi de la Mi-Carême, une dans l'octave de Saint-Laurent, une autre dans l'octave de Saint Jacques Saint-Christophe, la dernière dans l'octave de Saint-Martin, et d'un marché le mardi de chaque semaine.

Le tout lui est concédé par des lettres patentes, datées de Chantilly au mois de juillet 1724, qui sont enregistrées sur sa requête au greffe de la cour du Parlement de Bordeaux, le 7 septembre suivant et au greffe de la sénéchaussée de Périgueux le 28 mai 1725.

Voici le texte de ces lettres :

*Etablissement de foires et marchez au bourg de Savignac
les Eglises pour le sieur marquis des Bories. — 1724.*

» Louis, par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, A tous présens et à venir, salut. Notre cher et bien aimé Charles de Saint-Astier, propriétaire du marquisat, terres et seigneuries des Bories, Antonne, Sarliac, Savignac les Eglises et autres lieux en Périgord, Nous a fait exposer que ledit marquisat des Bories consiste en trois

grandes paroisses qui sont les d. Antonne, Sarliac et Savignac les Eglises, avec tous droils de haute, moyenne et basse justice, et tous autres droils seigneuriaux et féodaux, relevant de nous, à cause de nôtre comté de Périgord et vicomté de Limoges : que le lieu de Savignac qui en fait partie est un bourg des plus beaux et des plus grands de la province de Périgord ; que sa scituation avantageuse sur le grand chemin de la ville de Périgueux, dont il n'est éloigné que de trois bonnes lieües, proche d'Exideuil dont il n'est qu'à deux lieües, de Brantome à quatre lieües, de Montignac à quatre lieües, demanderoit quelques foires et marchez ; qu'il est à croire même qu'il y en avoit autrefois, y ayant encore une place dudit bourg qu'on nomme du Marché, ce qui rendroit lad. terre complete et procureroit tant à ses vassaux et habitans qu'à ceux des lieux circonvoisins le débit de leurs bestiaux, marchandises et denrées ; que l'établissement d'un marché tous les mardis de l'année, avec quatre roires par chacun an, une le mardy de la my caresme, une autre l'octave de Saint-Laurent, une autre l'octave de Saint Jâques Saint Christophe, et la dernière l'octave de Saint-Martin, conviendroient à la situation du lieu, aux habitans et à la qualité de leurs bestiaux, marchandises et denrées, s'il nous plaisoit de les approuver et d'en accorder la création et l'établissement par nos lettres sur ce nécessaires, que led. exposant nous a très humblement fait supplier de luy accorder. A ces causes, voulant favorablement traiter le sieur Charles de Saint-Astier exposant, propriétaire du marquisat des Bories, dont ledit bourg de Savignac les Eglises fait partie, de nôtre grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, Nous avons créé et etably, créons et établissons, par ces présentes signées de nôtre main, dans ledit bourg de Savignac les Eglises, quatre foires par chacun an, pour estre tenües perpétuellement et atoujours, sçavoir, le mardy de la my caresme, l'octave de Saint-Laurent, l'octave de Saint-Jâques Saint-Christophe et l'octave de Saint-Martin ; comme aussy un marché qui sera tenu tous les mardis de l'année perpétuellement et a toujours ; ausquelles foires et marchez nous voulons que tous marchands et autres puissent aller, venir, séjourner, vendre et débiter, troquer et échanger toutes sortes de marchandises licites et permises ; sous les privileges, franchises et libertez des autres foires de ladite province et lieux circonvoisins. Permettons en outre audit sieur de Saint-Astier, exposant, de faire bâtir à ses dépens sur les d. foires et marché les boutiques, barraques et échoppes nécessaires et utiles pour le couvert et la seureté des d. marchands et de leurs marchandises, et de prendre et de percevoir les droits qui seront pour ce deubs, suivant les uz et coütumes des lieux de lad. province. Pourveu toutesfois

*

qu'a quatre lieues à la ronde, il n'y ait esd. jours cy dessus exprimez, autres foires et marchez, auxquels ces presentes puisse nuire, et que si lesd. foires et marchez arrivoient a des jours de dimanches et festes solemnelles, ils seront remis au lendemain, sans néanmoins qu'on puisse prétendre auxd. foires et marchez aucunes franchises ny exemptions des droits à nous deus. Si donnons en mandement à nos amez et feaux conseillers les gens tenans notre Cour de parlement à Bordeaux, et à tous autres nos justiciers et officiers qu'il apartiendra, que ces presentes ils ayent à faire enregistrer et de leur contenu ils fassent jouir et user led. sieur de Saint-Astier, exposant, ses hoirs successeurs et ayans cause, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisans cesser tous troubles et empeschemens contraires. Car tel est nôtre plaisir, et afin que ce soit chose ferme et stable a toujours, Nous avons fait mettre nôtre scel a ces presentes. Donnée à Chantilly, au mois de juillet, l'an de grace mil sept cens vingt quatre, et de nôtre regne le neufvieme. Signé : « Louis ».

Sur le repli :

Par le Roy

Visa :

PHELIPPEAUX

FLEURIAU.

Pour établissement de foires et de marchez au bourg de Savignac en faveur de Charles de Saint-Astier (1).

» Le sept septembre mil sept cens vingt quatre, en conséquence de l'arrêt de la Cour de ce jourd'huy, ces presentes ont été enregistrées ez registres du greffe de lad. Cour pour y avoir recours quant besoin sera. Fait à Bordeaux aud. greffe led. jour que dessus.

Signé : « VIREN. — Collationné ».

» Enregistré au livre des patentes du greffe de la presente senes chaussée en conséquence de l'appointement de ce jourd'huy, pour y avoir recours quand besoin sera. A Périgueux, aud. greffe le vingt huitiesime jour de may mil sept cens vingt cinq.

Signé : « DELADOIRE, commis du greffier ».

Nous avons voulu savoir si les dates des foires et le jour des marchés fixés par le titre précédent avaient été conservés : ni le marché ni les foires ne se tiennent aux jours ci-dessus indiqués.

M. le Maire de Savignac-les-Eglises, qui s'intéresse avec

(1) Parchemin, de 0^m 695 sur 0^m 430, auquel est appendu le grand sceau de cire verte sur lacs de soie rouge et verte.

(Fonds Saint-Astier à la bibliothèque de Périgueux.)

beaucoup de zèle à la prospérité de sa commune, nous a répondu que le nombre des foires avait triplé depuis l'acte de concession : la commune en a actuellement douze, qui sont fixées au dernier lundi du mois et sont d'une importance exceptionnelle depuis l'établissement du tramway de Périgueux à St-Yrieix. Les marchés d'approvisionnements ont lieu les lundis de chaque semaine ; à la saison des truffes, il s'y fait de nombreuses transactions. « A cette époque, ajoute-t-il, Savignac-les-Eglises devient le centre d'écoulement des meilleures truffes du Périgord, celles des communes de Savignac, Sorges et Coulaures. »

Il n'est pas interdit, tout en écrivant l'histoire, de faire un peu de réclame.

Ferd. VILLEPELET.

VARIA.

LETTRE DU COMTE DE TAILLEFER

A M. DE MORTEYROL-SOULELIE.

Périgueux, ce 30 juin 1823.

Monsieur,

Ce n'est point en ne lisant que leurs détracteurs anciens et modernes, que M. M... peut se former une idée juste des Gaulois. Je le prie de lire avec attention et réflexion les deux premiers paragraphes, ainsi que la note du commencement du 2^me chapitre de mon Essai : il y trouvera la véritable cause des erreurs où l'on est tombé sur ce peuple célèbre. Je l'invite aussi à examiner si mes citations sont justes, surtout lorsque je cherche à réfuter les fausses opinions qui ont été émises sur nos ancêtres ; car, si quelques auteurs se sont permis de les faire envisager comme une nation à demi sauvage, d'autres leur ont rendu plus de justice.

Tout le mal vient de ce que les lecteurs n'ont pas toujours présenté à leur imagination cette loi qui interdisait à nos pères de rien transmettre par écrit à la postérité. Ainsi, pour être justes à leur égard, il n'y a pas d'autres moyens que d'analyser tous les anciens auteurs qui en parlent, de dévorer leurs dédains, de s'attacher uniquement aux faits qu'ils relatent, de les discuter, de les comparer et d'en extraire

la vérité : c'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à se former une opinion saine sur ce peuple antique et illustre qui n'est si fort déprécié, que parce qu'il n'est pas encore bien connu.

Aussi le condamne-t-on à n'habiter qu'un pays sauvage et inculte, sous des huttes couvertes de chaume, lorsque la population des Gaules était immense, lorsque César parle souvent de leurs fermes ou métairies, de leurs maisons et même de leurs palais, lorsque, sur l'emplacement de leurs châteaux, nous trouvons à chaque instant des tuiles gauloises reconnaissables à un excellent enduit particulier.

Leurs maisons, il est vrai, sont souvent en bois et en torchis ; mais comment bâtissons-nous les nôtres dans les pays où les pierres sont chères et moins à notre portée que les forêts ?

On nie que les Gaulois fussent bons agriculteurs ; cependant les anciens les font inventeurs de la charrue à roues, et César, qui ne les flagorne jamais, parle souvent de leurs récoltes, des bornes de leurs champs, etc. On prétend qu'ils mangeoient dans des écuelles de bois ou de mauvaise argile ; Pline vante pourtant leurs batteries de cuisine, et l'on sait qu'ils connoissoient la vaisselle plate d'or et d'argent. On sait aussi qu'ils vivoient de gibier, de viandes, de laitage, etc. On n'ignore pas non plus qu'ils s'assoient à table autrement que sûr des bottes de foin, et qu'ils buvoient de la bière, du vin, etc. Le crâne des ennemis vaincus leur servoit parfois de coupe ; mais c'étoit un monument de leurs victoires, et la monture en or de ces coupes en noblissoit l'affreux usage.

Leur législation, leur administration sont peu connues ; cependant les anciens auteurs en fournissent assez de détails, pour qu'on soit persuadé que cette partie importante étoit aussi avancée chez eux que chez tous les autres anciens peuples.

Chez presque tous ces vieux peuples, leurs prêtres étoient la portion la plus instruite de la nation ; aussi les Grecs sont-ils forcés d'avouer que les druides furent leurs instituteurs. •

Quant aux arts et aux sciences, J. César témoigne que les Gaulois y étoient aussi avancés qu'en philosophie. Ses Commentaires en font foi pour les sciences, ainsi que leurs monuments, et nous trouvons journellement ici la preuve que les arts étoient cultivés par eux avec succès : leurs médailles, leurs ustensiles, etc., en fournissent le témoignage.

Leurs armes et leurs armures sont vantées par les anciens auteurs et surtout par Diodore de Sicile, et on les fait inventeurs de la plupart d'entre elles, ainsi que de presque toutes les espèces de chars.

Les Commentaires de César attestent qu'ils connoissoient très bien la tactique militaire, qu'ils avoient imaginé une excellente construc-

tion navale, et qu'ils étoient inventeurs d'un genre de fortification fort ingénieux et préférable à celui de tous les autres anciens peuples, sans nulle exception.

Leurs étoffes sont admirées par la plupart des bons auteurs, et Pline assure qu'ils avoient perfectionné l'art des tissus au point d'en fabriquer de plus beaux que ceux de l'Asie et de l'Égypte.

Enfin, Monsieur, si M. M... a la complaisance de relire l'Essai avec une mure attention, avec impartialité et en en vérifiant les citations, j'espère qu'il se formera une toute autre opinion d'un peuple à qui il ne manque que d'être bien connu pour être bien apprécié. La seule gloire que l'auteur ambitionne, c'est d'avoir placé nos ancêtres sous un nouveau jour, plus convenable à une nation si grande et si illustre par les faits mémorables qui lui appartiennent. Les Grecs et les Romains, il n'y a pas de doute, ont fait connoître leurs arts à nos pères ; mais ce n'étoit qu'un surcroît de connoissances pour les Gaulois, et il est certain que les Grecs ont été la cause de la dégénération de nos ancêtres et de leur asservissement aux conquérants de l'ancien univers.

Vous vous êtes fait, Monsieur, une meilleure opinion des Gaulois ; je vous en sais le meilleur gré, et je veux vous le témoigner en rectifiant quelques idées qui ne me semblent pas bien fondées. Par exemple, ces forges à bras que vous attribuez à nos pères, ne me paroissent point leur appartenir : ces sortes d'usines sont, je crois, dues au moyen âge. Les Gaulois, exploitant en grand, avoient besoin de moyens plus énergiques, et tout semble prouver que, ne connoissant pas la manière de faire servir l'eau à aider la faiblesse de l'homme, ils y employèrent le vent, et imaginèrent les moulins ou machines ailées pour mettre en mouvement les soufflets et les marteaux. Aussi les anciens les font-ils inventeurs de ces sortes de moulins, aussi les forges véritablement gauloises sont-elles placées sur des hauteurs où le vent peut arriver sans obstacles.

Je pense aussi qu'il faut être très sobre en fait d'étymologies, et qu'on ne doit s'en emparer qu'autant que les mots expriment simplement ceux qu'on cherche à en faire dériver. J'adopterois volontiers à le *Pey-Toot*, ou *Pey-Taut*, pour exprimer la montagne consacrée à Thoot ou à Taut ; le Taut-Bori, pour le champ de Taut, etc. ; mais *Teulé* ou *Teut-lé*, je voudrois pouvoir y retrouver notre *Teut* plus indubitablement relaté.

Le dessin que vous donnés du monument de Pierres-Brunes ne me semble pas non plus conforme aux idées primitives des Gaulois. Ils ne formoient des enceintes circulaires ou semi-circulaires, ou carrées, que lorsqu'ils vouloient établir un *mallus*, c'est-à-dire, ce que nous

appelons un palais de justice; les cromleks, au contraire, ne sont composés que de lignes de pierres parallèles entr'elles et conformes au premier dessin que vous avez bien voulu me céder et que je garde avec reconnaissance.

Vous paraissez aussi ne mettre aucune différence d'ancienneté entre l'embranchement de la route qui conduisoit à Marseille et la voie qui menoit à Narbonne. Cette dernière route est pourtant antérieure de 2 ou 3,000 ans peut-être à la première; car le commerce des étains a pris la direction de Narbonne de toute antiquité, et Marseille ne l'a partagé que vers le règne d'Auguste.

Au surplus, j'ai lu votre ouvrage avec le plus vif intérêt, et vous m'avez fait un véritable plaisir de me le communiquer. Je vais le remettre à M. de Mourcin avec ces observations et celles que je vous prie de soumettre à M. M. . .

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance du bien sincère attachement que vous a voué

Le Comte WLGRIN-TAILLEFER.

EXTRAITS DES *OLIM*.

Les *Olim* sont un recueil de procédures civiles portées devant le Parlement ou Cour du roi. La rédaction des registres qui contiennent ces actes remonte seulement à 1254, avec plus ou moins de précision et de clarté; les sentences ne prononcent généralement d'autres peines que des amendes. Ils commencent en 1254 et se terminent en 1318, sous Philippe V.

Un des grands défauts de ces actes, ainsi que le fait remarquer le comte Beugnot, est de ne pas porter de date certaine. Ils ne portent que celle du Parlement où ils ont été évoqués. Le Parlement se réunissait plusieurs fois par an à des dates fixes : la Pentecôte, la Toussaint, la St-Martin d'hiver, la Chandeleur, et se prolongeaient plus ou moins, selon le nombre des affaires.

Louis IX et ses successeurs tinrent la main à ce que ces parlements se réunissent exactement, et pour les faits de la nature de ceux que nous relatons, ils étaient toujours d'une grande sévérité.

INCENDIE DU MOUSTIER D'AUGIGNAC. (1)

Enquête faite par ordre du Roi par Nicolas de Verneuil, clerc, et Guillaume d'Antonne, chevalier, sur les maux et violences que

(1) *Olim*, t. I, p. 278, — Parlement de la Pentecôte. — Louis IX, 1268.

M^e Géraud de Nobiliaco (Nouaillac), recteur de l'église d'Augignac, disait lui avoir été fait à lui et à ses hommes par Boson de Bourdeille, chevalier, et ses complices, par le bris de son église et d'autres choses qu'il demandait, de par le Roi, contraindre ledit Boson à lui rendre. Il fut prouvé par l'enquête que ledit Boson et ses complices avaient envahi ladite église d'Augignac et la maison dudit recteur et qu'ils les avaient incendiées, qu'ils avaient emporté les ornements de l'église, cinq chevaux et autres objets appartenant au recteur, et fait prisonniers son frère et deux petits neveux, qu'ils avaient rançonné son frère, qu'ils tuèrent d'un carreau un homme qui était dans la tour du moustier, qu'ils pillèrent et détruisirent plusieurs maisons d'Augignac, et que ledit M^e Géraud agissait seulement pour recouvrer ce qu'on lui avait enlevé et qu'il avait estimé devant les enquêteurs à la somme de trois cents livres limousines, et de nouveau il prête serment que cette somme est exacte. Ledit Boson est condamné par la Cour à trois cents livres limousines envers M^e Géraud, qui réclamait seulement pour les dommages qui lui avaient été faits, et ledit Boson doit les payer avant l'Ascension prochaine du Seigneur.

Traduction.

DÉMÊLÉS ENTRE GEOFFROY DE PONS ET L'ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX (1).

Une plainte nous ayant été portée de la part de l'évêque de Périgueux, des habitants du bourg d'Alamans et de Nicaise Ursin, notre sergent, au procureur du sénéchal du Périgord, sur ce qu'il a été démontré que Geoffroy de Pons, seigneur de Ribérac, damoiseau, a commis plusieurs violences, injures, excès, dommages et destructions contre ledit évêque, un de ses prêtres et autres personnes, qu'il a troublé l'évêque dans la possession de la haute et basse justice du bourg d'Alamans qui est à lui et dont les prédécesseurs ont joui de tout temps, et qu'il n'est pas souvenir du contraire, nous avons ordonné une enquête sur ces excès et désobéissances : cette enquête ayant été faite et portée à notre Cour, il a été trouvé et suffisamment prouvé que Geoffroy, seigneur de Ribérac, s'empara de Géraud de Bonnefon, prêtre, et le mit en une étroite prison, et que malgré les appels à nous faits par l'évêque et les habitants d'Alamans, ledit Geoffroy ayant été averti par Nicaise, notre sergent, qui lui avait notifié de ne

(1) *Olim*, p. 587, tome III. — Philippe IV le Bel, 1310.

L'évêque de Périgueux était Audoin de Neuville, 1295-1314.

plus porter empêchement à l'action de la haute et basse justice qui appartenait à l'évêque, qu'il ne ferait plus violence aux hommes du bourg, que l'évêque et ses biens étaient sous la sauvegarde du Roi, que ledit Nicaise avait de par notre autorité défendu au dit Geoffroy tout ce qui pourrait être contre nous, et qu'il n'attentât en rien à ce qui pouvait être au préjudice de l'évêque ou de ses gens ; le dit sergent avait cité Geoffroy aux assises de notre sénéchal du Périgord et de nouveau défendu qu'il portât atteinte aux droits de l'évêque et des gens d'Alamans. Mais, méprisant tout, ledit Geoffroy prit et jeta en prison plusieurs hommes et habitants d'Alamans ; de plus, non content de cela, Geoffroy vint à Alamans, y entra par violence en brisant les portes du bourg, à la tête d'une multitude d'hommes armés, malgré la présence de notre sergent, qui, autant qu'il le put, en vertu de notre autorité, s'opposa à ces faits ; de plus, ledit Geoffroy accumulant les maux aux maux, l'évêque étant présent, revêtu de ses ornements pontificaux, avec la mitre, la crosse et l'enseigne de la sainte croix, défendant au dit Geoffroy, de la part de Dieu et de la nôtre, de faire aucune injure ou insulte à l'église ou aux gens d'Alamans ; le dit Geoffroy accabla l'évêque d'insultes et lui dit les paroles les plus extravagantes, et dans son emportement Geoffroy passa si rapidement entre l'évêque et un prêtre qui le soutenait, que tous deux furent jetés à terre et eussent été tués si les assistants ne les eussent relevés et aidés ; les gens de Geoffroy lancèrent plusieurs flèches et carreaux contre les habitants du bourg, et Geoffroy tenta d'y tenir ses assises. De plus, ledit Geoffroy frappa violemment Guillaume de Pilhac que ledit Nicaise, notre sergent, avait pris à Ribérac sur le mandat de notre sénéchal, comme notre débiteur en fuite ; il porta violemment la main sur les yeux de notre sergent et les pressa avec force. Sur ce, lorsque ledit Geoffroy fut arrêté par la main et par la bouche (*manu et ore*), par notre sénéchal du Périgord, et qu'il lui fut ordonné d'aller tenir prison à Lauserte, ledit Geoffroy ne daigna pas le faire, mais se retira en refusant d'obéir, et continua de causer toutes sortes de désagréments à l'évêque, à ses gens et à nos sergents, refusant d'obéir et méprisant notre juridiction.

Toutes ces choses vues attentivement, ledit Geoffroy a été condamné par notre Cour envers les personnes suivantes : 1° audit évêque, pour les injures et dommages à lui faits, mille cinquante livres petits tournois ; 2° audit Géraud, prêtre, cent livres tournois ; 3° audit Nicaise, notre sergent, en cent cinquante livres tournois ; 4° aux hommes et bourgeois d'Alamans pris et incarcérés par ledit Geoffroy, à cinquante livres tournois pour être distribuées entre eux par ledit évêque ; 5° pour nous, deux mille livres tournois pour notre amende ; de plus

la Cour a ordonné que toute la terre de Geoffroy soit placée sous notre main et y soit tenue jusqu'à ce que tout soit réglé ; ledit Geoffroy restera en prison à notre volonté dans le lieu qui lui sera assigné, et quand ledit Geoffroy sortira de prison, il ira aussitôt, tout droit, vers l'évêque de Périgueux, pour lui faire amende verbale sur les dits faits, et notre Cour, par le même jugement, a réservé le droit des parties sur la justice du bourg d'Alamans, tant pour la propriété que pour la jouissance.

Traduction

A. DE ROUMEJOUX.

BIBLIOGRAPHIE

GÉNÉALOGIE DE LA MAISON DE LA FAYE EN PÉRIGORD, par *P. Huet* et *A. de Saint Saud*, du Conseil héraldique de France et de la Société historique et archéologique du Périgord (1).

A l'abbé de Lespine revient l'honneur d'avoir inauguré chez nous, d'une façon vraiment sérieuse et utile, les études généalogiques.

La plupart des généalogies imprimées depuis la fin du dernier siècle jusqu'à 1841, époque de sa mort, quoique non signées de lui, sont l'œuvre de ce modeste et consciencieux érudit. Toutes se distinguent par le souci de l'exactitude, la précision des détails, par l'esprit de critique qui a présidé à leur confection.

Ce n'est pas à de pareilles mains qu'on pourra reprocher d'avoir élevé de vains monuments à l'orgueil des familles.

Nos collègues MM. Huet et de Saint Saud semblent avoir, dans leurs recherches, — auxquelles il nous a été déjà donné d'applaudir, — pris pour modèle notre compatriote l'abbé de Lespine, qu'ils appellent si justement « ce savant et inégalable maître en questions généalogiques. » Comme cet ancien directeur de l'Ecole des Chartes, en dressant depuis la plus haute antiquité la filiation des familles qui représentent la vieille noblesse, ils ont toujours eu soin de contrôler les textes, de ne rien avancer qui ne fût étayé par des documents d'une indiscutable valeur.

Dans la nouvelle publication dont ils ont fait hommage à notre Société, nous avons la satisfaction de retrouver ces qualités si rares

(1) Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest, 1900, un vol. in-4° de 306 pages.

chez les généalogistes. En même temps qu'ils nous apprennent comment les titres obtenus par la maison de La Faye ont été le prix de grandes actions et de services éminents, ils font la lumière sur beaucoup de points de notre histoire locale.

Si l'axiome *Noblesse oblige* s'est traduit chez les La Faye par la dignité de la vie, par des actes de munificence, par le sang héroïquement versé pour la patrie, l'histoire de cette famille périgourdine et chevaleresque donne aussi la triste preuve que les existences nobiliaires subissent le sort de tout ce qui est humain.

Elle a perdu, en 1897, le dernier de ses descendants mâles, et est sur le point de s'éteindre définitivement. Des liens de parenté, plus ou moins éloignés, rattachent à elle M. Huet et M. de Saint Saud. L'un et l'autre ont pensé que le moment était venu de lui rendre un tribut d'hommage en donnant son histoire sous forme de généalogie.

L'abbé de Lespine avait déjà fait une étude spéciale sur la maison de La Faye, étude restée manuscrite, dont le *Fonds Périgord* de la Bibliothèque nationale conserve les éléments. « Nous ne pouvions, disent dans leur *Introduction* nos collègues, rencontrer un meilleur guide que cette haute compétence qui n'avait d'égale qu'une conscience irréprochable. » Son travail a servi de base à celui de ses laborieux imitateurs, qui n'ont eu qu'à le développer et à le compléter.

La tâche était ardue. Avec un nom aussi commun dans notre pays que celui de *Faye* porté par plusieurs familles anciennes, le choix devenait difficile. C'est pour ne pas tomber dans des confusions qu'ils se sont abstenus, faute de preuves suffisantes, de comprendre dans leur cadre des familles paraissant avoir une communauté d'origine avec la maison de La Faye, dont les armes étaient : de gueules, à la croix ancrée d'argent, surmontée d'un lambel à cinq pendants de même.

Un chapitre consacré aux *Sujets isolés* et aux *Familles indéterminées*, tant en Périgord que dans les provinces limitrophes, suivi de *Pièces justificatives* et de *Notices sur les familles alliées*, termine cette remarquable étude. Ajoutons qu'elle est, en outre, ornée de beaux dessins des principales résidences des La Faye, dont quelques-uns sont dus à l'habileté photographique de M. le marquis de Fayolle.

Dans l'*Avertissement* de ses *Généalogies périgourdines* (1898), M. de Saint Saud rappelait en ces termes les services que les généalogies sont appelées à rendre aux travailleurs :

« Quand les généalogies parlent de fiefs, ne servent-elles pas à la géographie provinciale ? De fondations religieuses, à l'histoire ecclésiastique des diocèses ? Ne donnent-elles pas à chaque instant des dé-

tails inconnus et fort curieux sur les mœurs, les usages, les coutumes ? »

A ces divers points de vue, — ce sont ceux qui nous touchent de préférence, — la *Généalogie de la maison de La Faye* sera consultée avec profit par tous ceux qui s'occupent de notre histoire provinciale. Nous regrettons de ne pouvoir nous étendre ici sur les données qu'elle est de nature à leur fournir.

La désignation que ses auteurs nous donnent des nombreuses seigneuries mentionnées dans leur ouvrage présente, pour la monographie de certaines paroisses, un intérêt incontestable, tandis que le tableau des neuf branches éteintes ou tombées en quenouille qu'ils passent successivement en revue, regorge de renseignements précieux sur l'histoire civile ou religieuse de nos contrées du Sud-Ouest. Que de faits dignes de mémoire dont les seigneurs d'Hautefort et de Thenon, de Menet, de Saint-Privat, de Génis, de Chardeuil et d'Ambérac, de La Mothe-de-Chardeuil, de La Martinie, de Lyde, du Mayne et de La Renaudie, furent jadis les témoins ou les acteurs ! Ample sera donc la moisson que les annalistes du Périgord en particulier auront à faire dans ces souvenirs d'un passé pieusement évoqué.

Nous sommes heureux d'avoir à signaler une source d'information historique de cette importance.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Deux planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente l'Eglise actuelle de Trélissac ; — et la 2^e une Ancienne statue de Saint-Côme.

Le Gérant responsable J. BOUNET.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

TOME XXVII. — QUATRIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Juillet-Août 1900.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON.

Assemblée générale du 27 mai 1900.....	249
Séance du jeudi 5 juillet.....	259
La construction du dernier pylône de l'église dite latine de Saint-Front de Périgueux (M. J. MANDIN).....	268
Les deux expéditions de Simon de Montfort en Sarladais (M. R. DE BOYSSON).....	270
La Peste à Sarlat (1629-1634) (M. le vicomte G. DE GÉRARD). ..	281
Notes historiques sur la commune de Trélissac (<i>Suite</i>). (M. E. DECOUX-LAGOUTTE).....	294
VARIA. — Histoire et légende : Fastes épiscopaux du diocèse de Périgueux ; extraits d'un livre récent de M. l'abbé Duchesne (M. R. V.).....	322
Anciens documents donnés en 1899 par M. Dujarric- Descombes aux Archives de la Dordogne.....	327
Lettre inédite de Pierre Lafon, de la Comédie-Française (M. Elie DE BIRAN).....	329

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Du 27 Mai 1900.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à huit heures du soir, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, de Bellussière, Elie de Biran, Champagne, Châtaignon, Edouard Decoux-Lagoutte, Antony Délugin, Maurice Doursout, Dubet, Dudoignon-Valade, Dujarric-Descombes, Dupuis, Charles Durand, Durand de Ramefort, le docteur Faguet, le docteur Faure, le marquis de Fayolle, Féaux, Antoine Fourgeaud, Fernand Lagrange, Lapeyre, Mandin, Marchadier, le comte de Marcillac, Xavier du Pavillon, Gabriel Pécout, Pourquoié, Henri Pouyaud, de Presle, de Roumejoux, Saint-Martin, de Saint-Pierre, le comte de Saint Saud, Sarlandie des Rieux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté sans observation.

M. LE PRÉSIDENT expose qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, il y a lieu de procéder ce soir à l'élection annuelle du bureau et en même temps à l'élection d'un vice-président pour l'arrondissement de Nontron en remplacement du regretté baron de Verneilh. Il engage les membres présents à venir voter immédiatement pour que l'ordre de la séance ne soit pas troublé par les allées et venues, et bien que l'urne doive rester ouverte jusqu'à la fin.

Chacun de nos confrères apporte successivement son bulletin.

Notre bibliothèque a reçu depuis les premiers jours du mois les ouvrages suivants :

Der Orient und Europa einfluss der Orientalischen cultur auf Europa bis zur mitte de letzten jahrtausends v. chr. von Oscar Montelius, 1 heft, Stockholm, 1899, brochure en langue suédoise, in-4°, avec dessins dans le texte ;

Le *Journal des Savants*, cahiers de mars et d'avril 1900, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ; contenant, le premier, p. 148, un article de M. Léopold Delisle sur *Un troisième manuscrit des sermons de saint Bernard en français*, qui, après avoir fait partie des bibliothèques de Roquefort, de Jean-Louis Bourdillon, de Genève, et de M. Dobrée, est aujourd'hui au Musée Dobrée de la ville de Nantes. On se rappelle qu'il y a dans le fonds de Mourcin, aux Archives de la Dordogne, une copie de 1736 du premier de ces manuscrits dont notre savant confrère M. Léon Clédât nous a rendu compte (*Bulletin*, t. IX, p. 111), et qui figure à la Bibliothèque nationale sous le numéro 24,768 du fonds français ;

Les Comptes rendus des séances de l'année 1900 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de janvier-février, in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs, 1900 ;

Le *Congrès archéologique de France* : LXIII^e session, séances générales tenues à Morlaix et à Brest en 1896, par la Société française d'Archéologie ; — et LXIV^e session, séances générales tenues à Nîmes en 1897, deux volumes brochés in-8°, avec planches, Paris, Alphonse Picard, libraire ; Caen, Delesques, imprimeur, 1898 et 1899 ; le premier volume contenant, p. 275, des *Notes* de M. de Roumejoux sur le *Congrès archéologique de Morlaix-Brest* ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1899, XXIII^e volume, in-8° broché, Bourges, typographie Tardy-Pigelet, 1900 ;

Le *Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts* troisième série, tome VIII, troisième fascicule, in-8°, à Nevers, chez Mazon, libraire de la Société, 1899 ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome XXVII, un volume broché in-8°, Autun, imprimerie Dejus-

sieu père et fils, 1899 ; contenant une planche de bronzes gallo-romains trouvés au Mont, près de Dront, commune d'Anost (Saône-et-Loire) ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XX^e volume, troisième livraison, 1^{er} mai 1900, in-8°, Saintes, Léon Cassereau, libraire ; contenant, p. 227, un compte rendu de la brochure sur *l'Inauguration à Echourgnac du monument élevé à la mémoire du docteur Piotuy et du baron d'Arlot de Saint Saud le XXIV septembre MDCCCXCIX*, Bergerac, imprimerie Castanet, MCM, in-8°, 83 pages ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*, année 1899, sixième série, tome IX, un volume broché in-8°, à Angoulême, chez Constantin, libraire, 1900 ; contenant de belles planches des objets trouvés au camp de Recoux, commune de Soyaux (Charente) ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, première livraison 1900, janvier-février-mars, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, administrative et commerciale ;

Le *Bulletin de la Société de Borda, Dax (Landes)*, 25^e année, 1900, premier trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-reliure Labèque ;

De M. le docteur Charles Faguet, sa thèse de doctorat en médecine *Des troubles moteurs consécutifs aux traumatismes anciens du crâne et de leur traitement par la trépanation*, brochure in-8°, Bordeaux, imprimerie du Midi, Paul Cassignol, 1892 ;

De M. Maurice Labrousse, le n° 4, avril 1900, du recueil des *Archives de la Société des collectionneurs d'Ex-Libris et de reliures historiques*, contenant, page 52, la reproduction de l'*ex-libris* de Bertaud, sénéchal de La Tour-Blanche, avec la notice de M. Dujarric Descombes, parue dans la première livraison de 1900 de notre *Bulletin*, in-4°, avec planches et dessins ;

De M. Dujarric-Descombes, le numéro du *Journal de la Dordogne*, du 25-26 mai 1900, contenant son article sur *Le Périgord à l'Exposition du Trocadéro* ;

Et de M. Hermann, une plaquette rarissime in-8° de 16 pages, sans nom d'imprimeur, datée de 1780 et intitulée *Discours* adressé à Messieurs de la Chambre littéraire de Périgueux, lors de sa formation en 1780. La première partie, p. 1-8, contient le *Discours* ; la seconde partie, p. 9-16, les *Réflexions sur l'agriculture*, adressées à la même Société littéraire au mois de février 1780.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de mai 1900, dans laquelle se lisent des noms périgourdins :

1° Le colonel d'artillerie Charles Augeraud, un des plus braves officiers de l'armée d'Afrique, né à Excideuil, envoie de Bougie, le 5 avril 1855, à M. Félix Drouin, deux lettres d'un jeune homme qui n'est encore que capitaine, mais qui a déjà un peu de célébrité, car les journaux ont beaucoup parlé de lui au sujet de son enlèvement par les Russes devant Sébastopol.

« Soyez certain, d'ailleurs, que si Dieu lui prête vie et lui rend la liberté, ce capitaine deviendra un jour quelque chose. Quant à nous, gens de Bougie, nous avons fait ce qu'on a fait ailleurs ; c'est-à-dire que nous avons dansé au carnaval et fait pénitence en carême. — Le premier a généralement plu bien autrement que le dernier, c'est l'usage. Je suis pris d'une idée fixe : celle de la route entre Bougie et Sétif. Nous en avons bien une, mais elle est longue ; de plus, elle n'est pas carrossable. Nous croyons avoir trouvé une bonne direction. — On y fait des études, au moyen de niveaux pour savoir au juste ce qu'il en est. Malheureusement il faut se résigner à attendre, vu que le gouvernement a besoin d'argent pour la guerre contre les Russes ».

2° Quatre-vingts lettres du maréchal Bugeaud, datées d'Alger, du 1^{er} mars 1843 au 2 décembre 1845, et adressées au général Bourjolly, « qui avait épousé une Périgourdine », nous dit M. Dujarric :

Importante correspondance inédite qui commence au moment de l'arrivée du général Bourjolly en Afrique jusqu'à son départ après sa promotion de lieutenant général. Elle donne la plus haute idée des débuts militaires et administratifs du maréchal. Ses instructions pour

la conduite de la guerre, le gouvernement des Arabes, la culture des terres, sont fort remarquables. On voit figurer tour à tour dans ces lettres les noms suivants : La Moricière, Cavaignac, colonel Mellinet, duc d'Aumale, Abd-el-Kader, général Daumas, Bedeau, Marey-Monge, Bosquet, Saint-Arnaud, Pélissier, Charras, etc.

3° Cinq pièces concernant François de Salignac de Fénelon, l'archevêque de Cambrai :

a. Copie d'une lettre de lui à M^{me} de Maintenon, qui a été saisie sur Lambert, l'imprimeur de La Beaumelle, signée par Lambert, 2 p. in-4°. — b. Intéressante pièce sur la censure de M^{sr} l'Archevêque (copie du temps), 8 p. in-4°. — c. *Les Conseils de la Sagesse* (copie). — d. *Lettres et productions inédites de Fénelon*, 56 p. in-folio. — e. *Une promenade de Fénelon*, anecdote mise en vers par M. Andrieux, pièce imprimée, 7 p. in-4°.

Et 4° deux lettres d'Antoine Chapelle marquis de Jumilhac, lieutenant-général, au marquis de Clermont-Tonnerre, datées de Lille, août 1825, au sujet d'honneurs à rendre à la duchesse de Berry, au duc d'Orléans, au duc de Chartres.

M. DE SAINT SAUD nous signale un article de M. l'abbé Chaminade, paru dans la *Semaine religieuse de Périgueux*, en date d'hier, sur une messe inédite de Saint-Front du x^e siècle, découverte au monastère bénédictin de Silos, diocèse de Burgos, ainsi qu'une messe de Saint-Amand-de-Coly ou de Genouillac, par dom François Plaine, dans un manuscrit qui proviendrait, selon toute apparence, de l'abbaye de Saint-Pierre d'Aurillac. Notre érudit confrère nous fait remarquer que ce manuscrit aurait pu être porté en Espagne par des moines ou des évêques originaires du Périgord, comme ceux qui ont été indiqués dans notre *Bulletin* depuis plusieurs années.

M. DE FAYOLLE ajoute que dans ce même monastère de Silos, province de Burgos, il a vu un devant d'autel émaillé du xii^e siècle, qui est une œuvre limousine.

M. le Ministre du Commerce nous informe qu'il a paru opportun de profiter de l'Exposition universelle internationale de 1900 pour réunir à Paris un Congrès de bibliothé-

caires français et étrangers, du 20 au 23 août, à la Sorbonne, les questions que soulève le régime des bibliothèques étant si nombreuses, si complexes et si embarrassantes. Le montant de la cotisation est fixé à 10 francs. A la circulaire ministérielle sont joints le règlement et le programme, qui comprend quatre grandes divisions, et ne doit être considéré que comme une base d'études.

1^{re} DIVISION. — Histoire, législation, organisation des bibliothèques publiques. Dépôt légal, etc.

2^e DIVISION. — Bâtiments, mobilier, aménagement des bibliothèques.

3^e DIVISION. — Traitement des manuscrits, livres imprimés, cartes de géographie, estampes, photographies, etc. — Enregistrement. — Estampillage. — Inventaires, catalogues et répertoires. — Moyens de conservation. — Restauration. — Reliure.

4^e DIVISION. — Usage des livres à l'intérieur et à l'extérieur des bibliothèques.

Ceux de nos confrères, qui seront à Paris à cette époque, pourront assister à ce Congrès s'ils le désirent.

M. FÉAUX demande que la bibliothèque de notre Société achète le *Répertoire général des collectionneurs et des principaux artistes, lettrés et savants* de la France, de la Belgique et de la Suisse, publié récemment par M. Renart, libraire, rue Jacob, 30, à Paris, et dont le prix est de 10 francs, cartonné en toile.

Sa proposition est favorablement accueillie.

M. Ph. DE BOSREDON croit devoir signaler à la Société un ouvrage qui a été publié récemment et qui est d'un haut intérêt pour le Périgord : l'*Histoire de la maison de Madailan* (1076-1900) (1) par M. Maurice Campagne. « Histoire, en effet, et non simplement généalogie, car les Madaillan, « race illustre, puissante et féconde », a souvent joué un rôle important dans les événements qui se rattachent à l'histoire générale. C'est ce dont on sera convaincu, si on lit

(1) Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest (Castanet), MDCCCC ; un vol. in-4° de 434 pages.

les pages attachantes que M. Campagne a écrites sur le fameux marquis de Lassay, ou si on parcourt la correspondance de Jean-Baptiste de Madaillan, gouverneur de Philippeville, avec le grand Condé, laquelle ne comprend pas moins de soixante-onze pièces ou lettres inédites.

« La famille de Madaillan est originaire de l'Agenais, mais une de ses branches était devenue périgourdine par le mariage de Lancelot de Madaillan avec Jeanne d'Estissac, sœur d'Amaury-Fergant d'Estissac, lequel, par un testament du 22 mars 1458, institua comme héritier universel Jean de Madaillan, son neveu, à la condition que ce dernier prendrait le nom et porterait les armes d'Estissac. En outre, plusieurs membres de la famille furent mariés ou possessionnés dans notre province. L'un d'eux, Bertrand de Madaillan, fut sénéchal de Périgord.

» L'ouvrage de M. Campagne est le fruit de patientes recherches, dont les résultats ont été contrôlés par une critique judicieuse, exposés avec le talent du narrateur et justifiés par de très nombreux documents. Il a été édité avec un luxe de bon goût : le texte est imprimé en beaux caractères ; il est accompagné de phototypiés représentant les anciens manoirs des Madaillan et de *fac-similes* reproduisant la signature des personnages les plus illustres de la famille. Pour ne citer que ce qui concerne le Périgord, nous mentionnerons les vues du château de Cahuzac, qui était situé dans le diocèse de Sarlat, et de la maison Peyrarède ou *Château du Roi* à Bergerac ; nous mentionnerons également les signatures d'Isaac de Madaillan, avocat du roi à Bergerac, d'Elie et de sa femme Jeanne de Peyrarède, de Jean, Bertrand et Louis d'Estissac.

» Je suis convaincu, ajoute M. de Bosredon, que tous ceux de nos confrères qui examineront ce beau volume se joindront à moi pour en féliciter l'auteur. »

La Société française d'Archéologie nous annonce que le Congrès archéologique de France tiendra, cette année, sa soixante-septième session à Chartres, du 27 juin au 3 juillet, et nous invite à y assister.

Notre compagnie y sera dignement représentée par MM. de

Roumejoux, le marquis de Fayolle et le comte de Saint Saud.

A propos d'archéologie, M. LE PRÉSIDENT pense qu'on pourrait parler en ce moment du projet d'excursion de la Société pour cette année. Il en propose un qui ne serait pas coûteux et n'exigerait pas beaucoup de temps, en raison de sa proximité de Périgueux. La Société visiterait le camp de la Boissière et le petit castel de la Rolphie, dans la première quinzaine d'octobre.

M. FÉAUX constate qu'on n'a jamais, en effet, étudié le camp, qui pourrait nous ménager d'agréables surprises.

Une délégation de la Société, composée de MM. Charles Durand, Féaux, Aublant et Marchadier, s'entendra avec les propriétaires du terrain pour préparer une fouille.

M. DU RIEU DE MAYNADIÉ nous communique une note sur une profanation des sépultures de l'église Saint-Jacques de Bergerac, commise en 1637 par les Croquans. Le document qu'elle nous fournit viendra compléter l'étude précédemment publiée par M. de Biran sur la prise de Bergerac à cette époque ; il fait partie d'un lot de copies modernes léguées à sa ville natale par M. Prosper Faugère, ancien ministre plénipotentiaire, ancien directeur des archives au Ministère des Affaires étrangères.

Dans cette même collection, notre zélé confrère découvre une note, « extraite d'un manuscrit trouvé chez les Récollets de Bergerac », et concernant Jacques Loyseau, ce lieutenant-criminel de Bergerac, qui fut décapité par arrêt du Parlement de Bordeaux. Voici ce que dit la note :

Le sieur Loyseau, lieutenant-criminel, fit des actions indignes de son office et de la religion catholique qu'il a embrassé. Le dit sieur Loyseau a été quelques années après, c'est-à-dire en 1650, décapité à Bordeaux pour beaucoup de crimes, et après la lecture de son arrêt, déclare qu'il n'avoit été catholique qu'en apparence pour exercer l'office de lieutenant-criminel, et mourut impie.

M. de Maynadié ajoute à sa lettre : « J'ai également relevé dans le P. Anselme une note qui serait de nature à prouver

que le merle blanc n'a pas toujours été l'oiseau introuvable qu'il est aujourd'hui. Nous lisons, en effet, dans l'ouvrage précité (tome VII, p. 304) que Izarn de Montauriol, donzel, rendit hommage, le 3 janvier 1400, à Gaston de Gontaut, V^e du nom, seigneur et baron de Biron, de Montaut, de Montferrand, etc., tant pour le lieu de Peyrelevade, sous la redevance d'une lance à fer doré, et pour l'hôtel de Gramensac, sous celle d'une paire de gants blancs, que pour autres biens qu'il tenoit de lui dans la paroisse de Saint-Michel, sous la redevance d'un merle blanc d'acapte à mutation de seigneur. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES a trouvé une redevance du même genre dans une reconnaissance, sans date, de plusieurs chevaliers de Montagrier, devant un merle blanc d'acapte à l'évêque de Périgueux.

D'après M. DE SAINT SAUD, le merle blanc en question ne serait autre que le « merle à plastron blanc », gibier très apprécié des gourmets, qui atténuerait en quelque sorte la portée du dicton : « A défaut de grives, on mange des merles. »

M. Elie DE BIRAN nous donne ensuite lecture d'une lettre inédite fort spirituelle, datée de Paris le 25 février 1818, et adressée par le tragédien Pierre Lafon, de la Comédie Française, au docteur Desnoix-Campsegret, qu'il avait eu pour camarade à l'Ecole de médecine de Montpellier. Il l'invite d'une aimable façon à venir manger sa part d'une dinde du Périgord avec MM. Pélissier et Claretie.

Cette lettre sera insérée aux *Varia*.

Avant de clore la séance, M. LE PRÉSIDENT tient l'assemblée au courant de la question du buste projeté du regretté baron de Verneilh. Le chiffre de la souscription s'élève aujourd'hui à 2,428 francs ; la famille y joindra sa contribution. On espère une subvention du gouvernement et une autre du conseil municipal de Périgueux, de sorte qu'on aura les fonds suffisants pour avoir un buste en marbre.

Le choix de l'artiste qui sera chargé de cette œuvre se fera ultérieurement ; mais, à mérite égal, la préférence sera donnée à un artiste d'origine périgourdine.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT déclare le scrutin clos et procède sur-le champ au dépouillement des bulletins, qui donne les résultats suivants :

Sont élus pour l'année 1900-1901 :

Président, M. de Roumejoux ;

Vice-présidents :

Pour l'arrondissement de Périgueux, M. le marquis de Fayolle ;

Pour l'arrondissement de Bergerac, M. Elie de Biran ;

Pour l'arrondissement de Nontron, M. Lespinas ;

Pour l'arrondissement de Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;

Pour l'arrondissement de Sarlat, M. Philippe de Bosredon ;

Secrétaire-général, M. Villepelet ;

Secrétaires-adjoints, M. le chanoine Brugière, M. Charles Durand ;

Trésorier, M. de Saint-Pierre.

M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée, tant en son nom qu'au nom du bureau tout entier dont il est sûr d'être l'interprète, du nouveau témoignage d'estime qu'elle vient de leur donner. Il promet de faire le possible pour la mériter.

La séance est levée à dix heures et demie du soir.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



Séance du jeudi 5 juillet 1900.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES,

Vice-Président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Champagne, Dujarric-Descombes, Charles Durand, Mandin, Marchadier, de Peyronny, de Saint-Pierre et Villepelet.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous dit qu'il doit l'honneur de nous présider à l'absence de M. de Roumejoux, retenu en ce moment au Congrès de la Société française d'Archéologie à Chartres, et, à cette occasion, il nous apprend qu'il a été informé par le conseil d'administration de cette Société de la mort de son directeur, M. le comte de Marsy, officier de l'instruction publique, décoré de plusieurs ordres étrangers, membre ou correspondant de nombreuses Sociétés savantes, décédé subitement en son hôtel à Compiègne le 29 mai 1900, dans sa 57^e année.

M. de Marsy avait su, par son affabilité, sa courtoisie, attacher un grand nombre d'adhérents à la Société qu'il dirigeait avec une haute compétence, et où il continuait dignement la tradition des de Caumont et des Palustre.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

« J'ai également et tout d'abord, Messieurs, continue LE PRÉSIDENT, à vous faire part de l'élévation de M. Maurice Féaux au grade d'officier de l'instruction publique.

» Lors de la distribution des récompenses au Congrès de la Sorbonne, où nous avons eu l'honneur de vous représenter, M. Villepelet et moi avons eu l'agréable surprise d'entendre proclamer le nom de notre sympathique collègue.

• La rosette d'officier de l'instruction publique était bien due au modeste travailleur qui a tant contribué, par ses fouilles et par ses écrits, à l'avancement d'une science dont il est devenu l'un des interprètes les plus compétents.

• Ses études sur la préhistoire, dont le Périgord est en quelque sorte la terre classique, sont grandement appréciées dans le monde archéologique, où elles lui ont conquis une légitime autorité.

• L'honneur fait à notre collègue rejaillit sur notre compagnie. Aussi voudrez-vous bien, Messieurs, vous joindre à moi pour adresser à M. Féaux de confraternelles félicitations. »

La Société s'unit de cœur à ces paroles qu'elle applaudit.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de juin, les ouvrages suivants :

Le Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, tome VIII, 5^e série des Annales, in-8° avec planches, Anvers, imprimerie veuve de Backer, 1900 ;

Le Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1899, n^{os} 1 et 2, in-8° broché, Paris, Imprimerie nationale, 1900 ; contenant, p. 25, une communication de M. Dujarric-Descombes, avec notation musicale, sur la chanson *Le Guilanneu en Périgord* ; — p. 119, un mot de M. Vigie, doyen de la Faculté de droit de Montpellier, présentant au Congrès de Toulouse le texte des coutumes inédites de Belvès (Dordogne), qui ont été imprimées depuis ; — et p. 269, la communication de M. Villepelet au même congrès de *Lettres d'indulgences en faveur de l'église San-Salvador d'Oviedo*, 1485 ;

La Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXI, 1^{re} livraison, janvier-février 1900, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ;

La Tradition, revue internationale mensuelle du folklore et des sciences qui s'y rattachent, n^{os} de mai et de juin 1900, deux plaquettes in-8°, Paris, Emile Lechevalier, libraire ; le premier, contenant, p. 146, un article de M. Henry Calhiat sur *Les Fontaines sacrées du Caorsin* ;

La Revue Epigraphique, fondée par Auguste Allmer, 22^e an-

née, n° 97, avril, mai, juin 1900, in-8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tomes XLVIII et XLIX, première livraison, deux volumes brochés in-8°, Limoges, imprimerie et librairie limousines, Vve Ducourtieux, 1900 ; le premier volume contenant, p. 89-92, dans le *Cartulaire du prieuré d'Aureil*, publié par M. de Senneville, des chartes concernant l'église de Saint-Agnan et la chapelle d'Hautefort, 1109-1138 ; le second volume contenant un mémoire de notre savant correspondant, M. Louis Guibert, sur les *Anciens dessins des monuments de Limoges*, où, avec des détails intéressants sur la vie errante du comédien archéologue Beaumesnil, on lit, p. 52, les dates de ses visites en Périgord : en 1747, à Périgueux ; en 1763, encore à Périgueux, Bergerac, Lalinde, Beynac, Sarlat, Montignac, Terrasson ; en 1771, de nouveau à Périgueux et à Bergerac. Le même volume renferme une *Vie de saint Yrieix*, par notre érudit et vénéré correspondant, M. le chanoine Arbellot, où, p. 136, l'auteur dit que le saint limousin bâtit le monastère d'Excideuil, dont l'église était dédiée à saint Médard, et l'église de La Nouaille. Dans le même volume, p. 213, est un plan du souterrain-refuge de Liviers, commune de Jumilhac-le-Grand (Dordogne), qui accompagne la *Note* de M. Boudery ; et p. 332, dans une *Etude sur les cloches du diocèse de Limoges*, M. l'abbé Lecler signale celle de Lavilledieu, canton de Terrasson, qu'il croit du VII^e siècle : « Sa hauteur est de » 0^m 45 centimètres, et son diamètre à la base de 0^m 39 centimètres. Elle a été décrite et dessinée par M. Rupin dans le » *Bulletin de la Société archéologique de Brive* (XVII, 237) » ;

Le *Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XXIV, 4^e fascicule, 1^{er} octobre au 31 décembre, in-8°, Cahors, imprimerie Delpérier, 1899 ; où, dans un mémoire *Autour de Roc-Amadour*, M. Barra nous apprend par une note, p. 216, que « la mère de » Fénelon offrit à Notre-Dame de Roc-Amadour un tableau » représentant son fils au berceau. On voit encore ce tableau » à Roc-Amadour. »

La *Revue de l'Agenais*, bulletin de la Société d'agriculture,

sciences et arts d'Agen, 27^e année, mars-avril 1900, Agen, Imprimerie et lithographie agenaises ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans*, septième volume, n° 6, in 8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1900 ; contenant, p. 328, une Commission qu'y publie M. Dujarric-Descombes, donnée par Jeanne d'Albret, reine de Navarre, comtesse de Foix, à Jacques de Saint Astier, pour la pacification du comté de Foix (23 mars 1567) ;

Le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 19^e année, deuxième série, n° 23, 1^{er} trimestre 1900, in 8°, Gap, imprimerie Jean et Peyrot ;

De M. G. Chauvet, notaire à Ruffec, quatre de ses brochures : *Sépultures préhistoriques de la Charente et de l'Egypte* (comparaisons), extraits des *Procès-verbaux* de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1893, Angoulême, imprimerie Chasseignac, 1900, in-8° de 8 pages ; — *Statistique et bibliographie des sépultures pré-romaines du département de la Charente*, avec analyse de bronzes, extrait du *Bulletin archéologique*, 1899, avec sept planches, Paris, Imprimerie nationale, 1900, in-8° de 56 pages ; — un mémoire sur l'*Ovum anguinum*, publié dans la *Revue archéologique* de 1900, et tiré à part, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1900, in-8° de 7 pages ; — et la *Notice sur A.-F. Lièvre*, bibliothécaire de la ville de Poitiers, extrait des *Bulletins* de la Société archéologique et historique de la Charente, Angoulême, imprimerie Chasseignac, 1900, in-8° de 37 pages, avec portrait ;

De M. le comte de Saint Saud, ses *Notes sur l'Espagne*, — IV, *Etat de la cartographie dans le nord de l'Espagne en 1895*, brochure in-8° de 11 pages, Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1896 ;

De M. Hermann, sa plaquette *Deux Rimes de Pierre de Laval*, poète périgourdin du xvi^e siècle, in-8° de 16 pages, extrait de notre *Bulletin*, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1900 ;

De M. Maurice Féaux, le journal l'*Avenir de la Dordogne*, du 29 juin 1900, contenant son article sur la récente découverte à Raymondien d'une nouvelle grotte préhistorique qu'il a visitée ;

De M. Charles Aublant, la collection complète du journal hebdomadaire *Le Républicain*, du 7 janvier au 13 mai 1900, dans lequel il a publié, sous le titre de *Petites pages d'histoire locale*, un article humoristique, presque toutes les semaines, signé du pseudonyme CHABIRAN ; il y joint le numéro de l'*Avenir de la Dordogne*, du 15 juin, contenant ses félicitations à son maître et ami M. Maurice Féaux, promu officier de l'Instruction publique, et le numéro du *Journal de la Dordogne* du 30 juin, où, sous le nom de BOULOIS, il a publié un article sur *La chasse volante* ;

De M. Dujarric Descombes, les deux numéros de l'*Avenir illustré*, des 14 et 21 juin, contenant ses articles signés LA BERNERIE sur les *Truffes et Pâtés du Périgord*, avec un dessin dans le premier d'une terrine de Courtois, et dans le second d'une terrine de Foucaud ;

De M. Charles Aublant, le numéro du 5 juillet du même journal, contenant son article signé LA TRÉMONDIE et intitulé *Encore Truffes et Pâtés du Périgord*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de juin, de laquelle nous détachons des noms de Périgourdiens :

1^o Une belle lettre de l'évêque de Marseille, Henri de Belsunce, à l'archevêque de Paris, de Vintimille du Luc, datée d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) le 15 novembre 1736.

Il a reçu les « remontrances d'un vicaire de votre diocèse » aux curés de Paris ; il vient de clore une mission après avoir « donné la confirmation à quatre cent et quelques personnes et la communion le matin à plus de six cents hommes et m'estre esgosillé au pied de la croix que nous plantâmes ». Malgré ses fatigues, il a lu jusqu'au bout « ces escrits un peu esgayés » qu'on lit plus volontiers que des écrits sérieux. En retour il envoie à son confrère son « instruction en trois parties contre les deux « infâmes sermons de Genève ». Les jansénistes, enfants de Quesnel, en ont dit du mal ; les calvinistes ont été plus réservés ; M^r l'évêque d'Auxerre (de Pestel de Cubières de Caylus) l'a demandé à son neveu de Caylus ; il se défend d'avoir critiqué le nouveau bréviaire de Paris et exposé sa lutte contre le jansénisme à Marseille. Il parle aussi du journal les *Nouvelles Ecclésiastiques*.

2° Une lettre écrite à Arnould d'Andilly, le 20 février 1671, par Jacques de Langlade, baron de Saumières, historien, secrétaire du duc de Bouillon, né au château de Limeuil en 1620, mort en 1680.

Il l'informe de sa mauvaise santé (dont parle souvent M^{me} de Sévigné); ce qui l'empêche « d'aler moy mesme vous dire combien j'ay de paine pour ce qui vous en donne (la mort de la mère Agnès, décédée le 19 février 1671). Je n'ay point veu M^r votre fils. (Arnould de Pomponne) ».

Et 3° trois lettres du grand diplomate, Charles-Maurice, prince de Talleyrand, datées, l'une de Valençay, le 19 juin 1807, et les deux autres de Vienne en 1814 et en 1815, et adressées, l'une à Sidney-Smith, et l'autre, au baron Bignon.

M. MARCHADIER expose à l'assemblée qu'il s'est acquitté de la mission dont il avait été chargé à la précédente séance. Il a vu les représentants de la Société de Saint-Gobain qui lui ont assuré que les anciennes fouilles de Chamiers ne seraient pas comblées. Ils en ont même fait de nouvelles à leurs frais qui ont mis à jour un mur circulaire, situé à 60 mètres des thermes, un fragment d'une jambe en pierre, et une statuette en pierre, complète, qu'ils ont donnée à M. le marquis de Fayolle pour le Musée.

Notre confrère pense qu'il serait bon de nommer une commission chargée de surveiller ces fouilles. L'assemblée délègue à cet effet MM. de Fayolle, Charles Durand, Marchadier et Aublant.

M. MARCHADIER nous entretient ensuite des découvertes qu'il a faites, avec la collaboration de notre confrère M. CHAMPAGNE, dans les nouvelles grottes de Raymonden (1), commune de Chancelade, et met sous nos yeux de superbes échantillons d'ossements du grand cerf, du grand ours, de l'hyène, de l'auroch, etc., en nous expliquant la nécessité de surveiller les poches à ossements toujours intéressantes.

« Une exploitation de carrières de pierre dure, nous dit

(1) *La Grotte de Raymonden*, par M. Féaux, dans le *Bulletin* de la Société tome II, 1875.

M. Marchadier, qui s'est ouverte, cette année, au-dessous de la grotte de Raymonden, a mis à jour, en effet, une nouvelle grotte entièrement recouverte par les terres. Cette grotte qui est remplie de limon argileux, renferme de nombreux débris d'animaux quaternaires, associés à des silex taillés de l'époque moustérienne.

» Une deuxième grotte qui avait été en partie ouverte en 1892 par MM. Champagne et le comte de Gaalon, se trouve également ouverte par la même exploitation. Cette grotte renferme un foyer moustérien, recouvert par des terres provenant du coteau où sont situées les grottes.

» Les fouilles n'étant pas encore terminées, nous en ferons ultérieurement un compte-rendu général ».

M. DE PEYRONNY nous signale dans le voisinage de Ribagnac une tombelle, croit-il, dont il met le plan sous nos yeux, mais où il n'a pas entrepris de fouilles. Elle est située dans les bois dits de la Motte et dans la vallée de la Gardonnette. Il a trouvé tout près quelques silex : ne serait-ce pas une sépulture néo-lithique ? dit M. Marchadier. M. de Peyronny y a découvert également un vireton, une clef ancienne : ne serait-ce pas plutôt une de ces mottes, comme il y en a tant en Périgord, et comme l'indique le nom du lieu, font remarquer nos autres confrères. Des fouilles seules pourraient nous éclairer.

M. MANDIN dépose sur le bureau deux belles photographies, prises par M. Charles Durand, des deux faces d'une porte en plein cintre du XI^e siècle, qui vient d'être découverte dans le mur de pignon, à Saint-Front, et devait servir de communication directe entre l'aile ouest du monastère et l'église. Notre zélé confrère désire qu'on en conserve le souvenir en la reproduisant, avant que, dans quelques semaines peut-être, elle ne soit masquée par un mur.

Satisfaction sera donnée à M. Mandin.

M. DUJARRIC-DESCOMBES promet à la Société le résultat de ses recherches sur Jean d'Asside, évêque de Périgueux, mort en 1169, célèbre par son expédition militaire contre Gavaudun

et surtout par son mausolée dont on admire encore les restes dans l'église de la Cité, à Périgueux.

Cette étude historique sera accompagnée du dessin de ce remarquable monument, plusieurs fois reproduit d'une façon défectueuse ou incomplète. A cet effet, notre concitoyen M. Georges Margat offre à la Société l'excellent cliché photographique qu'il est parvenu à obtenir. L'épreuve mise sous nos yeux est, en effet, très nette, et laisse lire l'inscription du tombeau.

L'assemblée accepte l'offre de M. Margat et donne acte à M. Dujarric de sa promesse.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL lisait dernièrement dans une liste *Des pèlerinages en Terre Sainte avant les croisades* publiée par Ludovic Lalanne, dans le tome VII de la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1843-1846, p. 27, 28, que deux nous intéressaient.

Le premier aurait été entrepris en 986 par Hélié I^{er} comte de Périgord. Il mourut la même année pendant son pèlerinage, « en route pour se rendre à Rome » dit le *Précis historique sur les comtes de Périgord* par M. de Saint-Allais, « sur le chemin de Rome » dit également M. Dessalles. Où M. Lalanne a-t-il vu qu'il allait à Jérusalem ?

Le second aurait été effectué vers 1010 par Raoul de Scoraille, évêque de Périgueux, et non de Couhé, comme l'appellent par erreur le P. Dupuy et la *Gallia Christiana*. Il fit bien en effet le voyage de Terre-Sainte, d'où il revint en 1013. (Labbe, *Bibliotheca nova manuscriptorum*, tome II, p. 174-175).

M. le capitaine DE BÉLER veut bien nous signaler un bréviaire manuscrit de Saintes, du xiii^e siècle, dans lequel se trouvent les offices de Saint-Front et de Saint-Silain. « Dans l'espoir d'intéresser, écrit-il, ceux de nos confrères qui s'occupent particulièrement de l'histoire ecclésiastique du Périgord, je vous adresse un extrait du *Recueil des actes de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, tome I^{er}, n^o 4, 2 mai 1862.

» Il s'agit d'un manuscrit du xiii^e siècle, appelé le Bré-

viaire de Saintes, qui figurait à la Bibliothèque nationale sous le numéro 1483 et provenant de l'ancienne Sorbonne. « C'est, dit le rapporteur, un précieux monument de la liturgie au moyen âge ».

» Plus loin, et c'est là que l'intérêt commence pour nous, il ajoute : « Les relations amicales dont l'histoire a conservé » le souvenir entre l'évêque de Périgueux, Pierre II de » Saint-Astier, et Ponce III, évêque de Saintes, la proximité » des deux diocèses, la popularité plus grande que jamais » de la dévotion au saint apôtre du Périgord, contribuèrent » sans doute à faire introduire dans la liturgie de Saint- » Pierre de Saintes, l'office de Saint-Front, tel que nous le » donne le manuscrit (f° 497, r° c. 1; f° 503, v° c. 1) ». Des passages de cet office reproduisent presque les expressions des inscriptions écrites sur les lames de plomb du cercueil qui renferme les reliques du saint.

» Comme aux plus grandes solennités, une prose précède » le *Te Deum* à matines et le *Magnificat* à vêpres. Le style, » les expressions, le chant, en un mot, toute la physionomie de cet office respire l'enthousiasme qu'excite ce grand » événement, la première translation du corps de saint » Front, à la suite de la découverte de son tombeau que l'on » croyait perdu » (2 mai 1261).

« Le rapporteur signale aussi, dans un supplément de ce manuscrit « un office d'un saint Silain (*Silanus*), martyr, qu'on célébrait dans l'octave de Noël ».

» C'est, je le suppose, saint Silain sous le vocable duquel était placée l'église Saint Silain de Périgueux.

» Il n'y a rien de nouveau pour nous dans tout cela, mais j'ai pensé qu'il était utile, dans le cas où il ne serait pas connu de nos confrères, de leur indiquer l'existence de ce bréviaire de Saintes et la place qu'y tient le culte de saint Front d'abord, celui de saint Silain ensuite ».

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL croit se rappeler que le P. Carles, en préparant, il y a une dizaine d'années le *Propre des saints* du diocèse de Périgueux, citait parmi ses sources ce bréviaire manuscrit de Saintes.

Enfin il est procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Philippe Ramond, docteur en droit, président du tribunal civil de Bergerac, présenté par M. Charrier et M. Jouanel.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

A. DUJARRIC-DESCOMBES.



LA CONSTRUCTION DU DERNIER PYLONE DE L'ÉGLISE DITE LATINE DE SAINT-FRONT DE PÉRIGUEUX.

..... Mais, lorsqu'on traite ainsi les monuments, les institutions, qui vivent aussi du respect des vieux âges, sont bien près de disparaître. Espérons qu'avec des présages meilleurs, l'avenir sera moins triste que le présent.

F. DE VERNEILH. — *L'Architecture byzantine en France*, p. 104 et 105.

Le pignon-d'entrée de l'église dite latine, que deux solides cuirasses en charpente, énergiquement entretoisées par des tiges de fer cylindriques, maintenaient d'aplomb depuis près d'une année, vient enfin d'être démoli dans sa partie supérieure, jusqu'au-dessus des cintres des petites arcatures d'élégissement.

Il surplombait de près d'un demi-mètre depuis longtemps déjà, et, dès la fin du XII^e siècle, il avait été revêtu d'une doublure à l'intérieur de l'église, jusqu'à la naissance des deux grandes haies en plein cintre, qui surmontent à droite et à gauche la porte d'entrée, dans laquelle fut établie, suivant la mode du temps, en employant l'ogive, une nouvelle

porte moins large que la première. Cette doublure en maçonnerie, mal et peu liée à la première, a été en grande partie refaite depuis peu de temps.

Près de cette porte d'entrée, et après le mur Sud du porche qui la précédait et qui a été démoli l'année dernière, avait été ouverte, au ^x^e siècle, dans ce mur de pignon, pour mettre en communication directe l'aile Ouest du monastère avec l'église, une porte en plein cintre dont l'arc, composé de petits voussoirs réguliers et extradossés, vient de revoir le jour au bout de quatre siècles.

Ouverte dans un mur dont la solidité était un problème, de grande allure, elle était cependant destinée à être promptement amputée dans ses dimensions générales et remplacée, au moyen de garnissages en moëllons, par une modeste baie rectangulaire qui subsista jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle.

Depuis la fin du ^{xv}^e siècle, une petite porte, dont l'arc ogival aigu se voit du côté de la place de la Clautre, ouverte dans le mur de la première travée de la branche Ouest du cloître, donnait passage aux religieux qui allaient à l'église. L'existence de cette ouverture fut de courte durée, un siècle environ, car le mur de pignon de l'église travaillait toujours ; il fallait un remède énergique pour enrayer le mal.

A cette fin du ^{xv}^e siècle, le remède était partout le même, ainsi que le témoignent nos grandes églises du Sud-Ouest. L'établissement de deux lourds massifs aux angles du pignon, en juxtaposition, ne se fit pas attendre. Ils allaient des murs goutterots, Nord et Sud, aux arêtes des jambages des deux grandes baies du premier étage, ensevelissant ainsi toutes les ouvertures de communication du monastère avec l'église, nécessitant enfin, pour les remplacer, le percement direct d'une nouvelle ouverture mettant en communication immédiate la deuxième travée de la branche Nord du cloître avec l'église (1).

Mais la solidité du clocher laissait aussi à désirer ; deux massifs semblables, aux angles opposés, furent aussi fondés,

(1) Ce dessin figure dans la 6^e livraison du tome XXV, 1899. — La minute a été admise au Salon des Artistes français, 1899, sous le n^o 4,284.

et une petite chapelle, N.-D.-de Pitié, dans le style de l'époque, fut érigée dans la masse de l'un d'eux, celui du Sud-Est.

Aujourd'hui, deux de ces massifs sont en partie nouvellement reconstruits. Au centre de l'un d'eux a été ménagé un escalier en pierre à noyau. Le troisième, celui du Nord-Ouest, entièrement refait en vieux matériaux, n'attend plus, comme les deux premiers, que son chapeau pyramidal à ressauts. La réfection du dernier, celui du Sud-Ouest, vient de remettre au jour, pour quelques semaines peut-être, la porte du XI^e siècle, dont l'arc est d'un si saisissant aspect. Un vide cylindrique est ménagé au centre de ce nouveau massif, et va, sans doute, donner place à un escalier semblable à celui de son voisin de face.

Sur les parements nouveaux des deux premiers massifs, au Nord et au Sud, viennent s'étaler, comme s'étaient de jeunes pousses de lierre, les sommets des rampants moulurés, inachevés, des gables adjacents au vieux clocher.

C'est ainsi que la vieille basilique de Saint-Front va être prochainement munie de ses quatre massifs de consolidation entièrement refaits, de ses quatre pylônes.

Périgueux, le 3 juillet 1900.

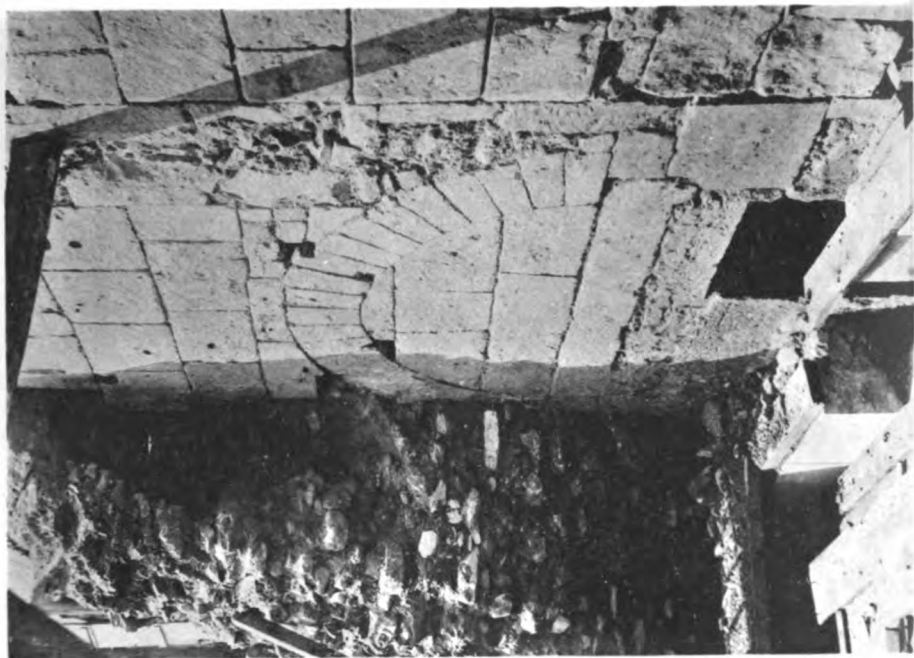
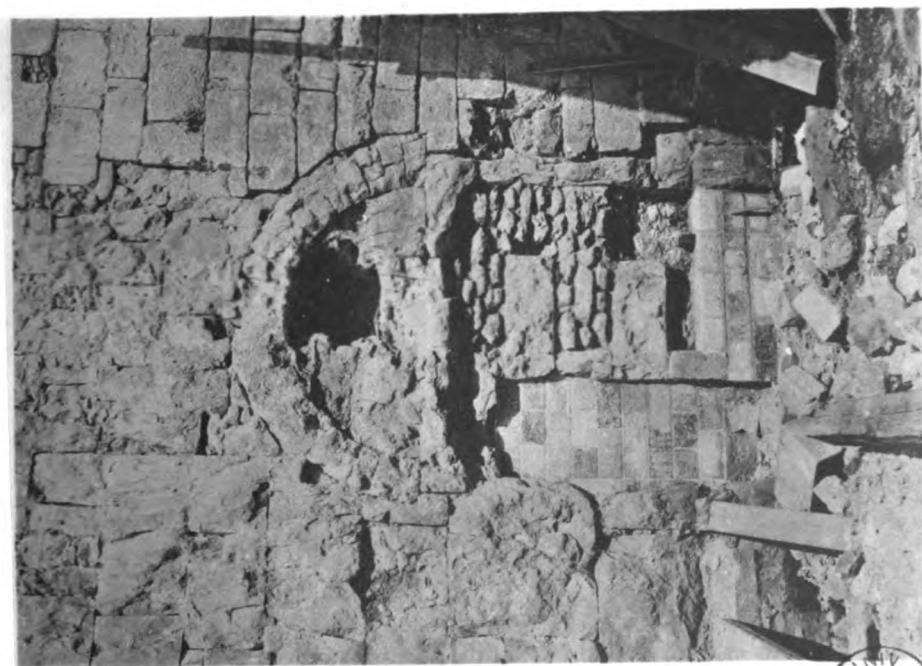
J. MANDIN.

LES DEUX EXPÉDITIONS DE SIMON DE MONTFORT

EN SARLADAIS.

Simon de Montfort, qui répandit en Languedoc tant de sang et tant de ruines, a mené deux fois en Périgord sa redoutable armée; il a, dans chacune de ces deux expéditions, infligé de terribles représailles aux puissants seigneurs qui, dans notre province, avaient embrassé la cause de l'hérésie et persécuté leurs tenanciers restés fidèles à la foi.

L'illustre chef de la croisade des Albigeois n'eut pas besoin de porter la guerre au-delà des rives de la Dordogne; il ne



frappa qu'un très petit nombre de châtelains. Ceux qu'il alla châtier ainsi au fond de leurs repaires avaient-ils mérité le courroux du célèbre croisé ? C'est ce que nous essaierons de clairement exposer aux lecteurs du *Bulletin*.

En examinant avec eux ce que fut dans le Bas-Périgord cette guerre religieuse si diversement appréciée, nous pourrions en conclure, avec quelque certitude, ce qu'elle dut être dans tout le midi de la France.

L'impartiale histoire cherche aujourd'hui, mieux que jamais, dans les documents contemporains, à formuler un jugement définitif sur Simon de Montfort et sur sa croisade ; il sera sans doute intéressant de retrouver, chez les écrivains du treizième siècle, quelle fut la marche suivie par les croisés dans le pays sarladais.

I

Les doctrines manichéennes qui, vers l'an 1200, envahirent tout le sud de l'Europe, avaient, dès le commencement du douzième siècle, trouvé des adeptes en Aquitaine parmi les plus illustres seigneurs de la province (1) ; et les diverses causes qui facilitèrent le développement de cette dangereuse hérésie, sur tout le Languedoc, avaient aussi tristement exercé leur funeste influence sur le pays que gouvernaient les ducs d'Aquitaine.

Le luxe et le bien-être s'étaient considérablement répandus dans toutes les classes de la société, sous la dynastie de ces grands vassaux de la couronne qui portèrent tous les dix le nom de Guillaume ; ils se répandirent, avec la même rapidité, dans toute la Provence, sous la libérale impulsion des comtes de Saint-Gilles ; l'hérésie manichéenne faisait les mêmes progrès.

La contagion devint, en peu d'années, tellement redoutable, que le souverain-pontife dut envoyer l'illustre fondateur de Cîteaux au milieu de ces populations engagées ainsi dans l'erreur, afin qu'il les convertit avec sa persuasive éloquence.

(1) *Chanson de la Croisade*, vers 125.

Le séjour de saint Bernard est constaté dans les villes de Bergerac, Périgueux, Sarlat et Cahors (1). Tous les historiens et tous les chroniqueurs ont raconté le miracle de la multiplication des pains, que ce grand saint accomplit en 1145 à Sarlat, alors que le moine Gerbert était abbé du monastère de Saint-Sauveur.

Tandis que la paix régna dans le midi de la France pendant toute la durée du douzième siècle, la guerre ne cessa pas d'occuper les Aquitains, à partir du jour (1153) où la dernière héritière des ducs Guillaume, la reine Eléonore, épouse divorcée du roi de France, Louis VII, fit, par un second mariage, entrer son duché sous le pouvoir despotique des rois d'Angleterre.

Un trop illustre guerrier a dit : « La guerre fait partie de » l'ordre de choses établi par Dieu. Sans elle, le monde » tomberait en pourriture et se perdrait dans le matérialisme. » (2)

Le Languedoc du treizième siècle justifie cette sentence. Sous le beau ciel de Provence, la noblesse, folle de plaisirs, vivait au milieu d'une extraordinaire abondance et pouvait satisfaire tous ses caprices. Le clergé, passionné pour les arts, construisait de splendides édifices, revêtait des ornements somptueux, meublait ses abbayes et ses évêchés avec le luxe des plus brillants palais ; la bourgeoisie, enrichie par le commerce et par l'agriculture, étalait autant de faste que les plus riches seigneurs.

Au milieu des fêtes et des réjouissances publiques, dont les chroniques du temps nous ont raconté les largesses, les mœurs s'étaient sensiblement relâchées, les pratiques religieuses avaient été partout négligées.

Le contact prolongé des Provençaux avec l'islamisme, pendant le long séjour des Sarrazins en Septimanie et pendant les premières croisades en Orient, avait aussi puissamment contribué à pervertir toutes nos provinces méridionales, où le chaud soleil du midi facilitait les progrès de la contagion ;

(1) *Revue des Questions historiques.*

(2) *Maréchal de Moltke. — Correspondance.*

elles s'étaient corrompues dans le matérialisme, suivant l'expression du maréchal de Moltke.

Les seigneurs d'Aquitaine, toujours en guerre pour la conservation de leurs privilèges, menacés par l'autocratie des monarques anglais, Henri II, Richard-Cœur-de-Lion, Jean-Sans-Terre, avaient conservé, dans l'activité d'une lutte incessante, les vertus guerrières de leurs ancêtres ; ils avaient oublié sous la tente les doctrines manichéennes mises un moment en pratique par les ducs Guillaume IX et Guillaume X, échappant ainsi aux terribles sentences des papes et aux dures représailles de Simon de Montfort.

Cependant, l'hérésie finit par gagner cette faible partie du Périgord qui est située au sud de la Dordogne et qui, par ses relations fréquentes avec la comté de Toulouse, devait subir la funeste influence des Manichéens ; mais aussitôt que Simon de Montfort connut ces progrès menaçants, il s'empressa de porter lui-même le fer sur la plaie, afin d'arrêter l'invasion du mal par sa rigoureuse énergie.

On sait en quoi consistait l'erreur manichéenne, qui naquit vers le onzième siècle, sous le soleil d'Afrique et qui s'étendit assez rapidement en Asie, pour traverser l'Europe, en s'arrêtant principalement chez les Bulgares et se répandre ensuite dans tout le midi de la France.

Les Manichéens admettaient deux divinités contraires : le Dieu du bien, créateur de l'esprit, et le Dieu du mal, créateur de la matière. Ces deux divinités étaient également puissantes ; elles dirigeaient le monde ; on ne pouvait pas échapper à leur influence.

Le Dieu du bien interdisait le mariage comme étant en opposition avec les lois de l'Esprit ; tandis que le Dieu du mal portait tous les hommes à la débauche avec une irrésistible autorité.

Il est aisé de deviner quelles devaient être les conséquences d'une pareille hérésie, au milieu de populations enrichies par un sol très fertile et entraînées aux pires passions par des théories contraires aux bonnes mœurs.

Bientôt le clergé n'eut plus assez d'influence pour enrayer ce fléau dangereux ; il finit par succomber lui-même. Tan-

dis que les chefs de diocèses voyaient leurs églises abandonnées par la majeure partie des fidèles, les Manichéens, qu'on appelait *Albigéois*, parce que cette province était, en France, le principal foyer de l'erreur, choisirent entr'eux des évêques chargés de propager la funeste doctrine.

Pendant plus d'un demi-siècle, les souverains pontifes cherchèrent en vain à ramener les égarés par la douceur et la persuasion ; tous les efforts des légats et des prédicateurs restèrent sans résultats.

Le pape Innocent III, voyant que le mal pénétrait simultanément en Allemagne, en Italie, en France et en Espagne, jugea nécessaire de frapper un grand coup sur le principal foyer de l'erreur, afin de sauver la chrétienté menacée.

Il décréta qu'une grande croisade serait armée contre les *Albigéois*.

Les croisés furent tout d'abord commandés par un légat du pape, Arnaud-Amaury, abbé de Cîteaux.

On a dit bien souvent que cette croisade des *Albigéois*, engagée sous un prétexte religieux, fut, en réalité, une injuste conquête entreprise par le roi de France, pour soumettre à sa domination les provinces méridionales du royaume, restées jusqu'à ce jour indépendantes du pouvoir central.

Cette accusation n'est assurément pas exacte en ce qui concerne l'origine et les débuts de la guerre ; mais l'entraînement de la victoire a fait souvent dévier les plus sages et les plus fermes résolutions ; il en fut sans doute ainsi pour la croisade des *Albigéois*.

Philippe-Auguste, invité par le Souverain Pontife à prendre le commandement des armées de la Foi, refusa cette glorieuse mission qui devait cependant consolider son autorité sur tout le midi de la France.

Le choix des nobles combattants se porta sur un puissant seigneur, vassal du roi d'Angleterre, Simon de Montfort, comte de Leicester. Si la majeure partie de son armée fut recrutée dans les provinces septentrionales, cela tient à ce qu'il sembla naturellement plus logique, alors qu'on allait combattre les hérétiques du midi, de chercher les croisés

dans le nord du royaume, au lieu de les prendre dans le pays même où l'on allait porter la guerre.

Cependant, de nombreux contingents méridionaux vinrent plus tard s'engager dans la croisade, démontrant ainsi, par leur seule présence, que la guerre était bien réellement dirigée contre les hérétiques Albigeois et non contre des provinces indépendantes dont on voulait faire la conquête.

La *Chanson de la Croisade*, composée pendant que la guerre suivait son cours passionnant et dramatique, énumère en de nombreux passages les combattants croisés et place dans leurs rangs :

« des Poitevins, des Gascons, des Rouergats, » (1)

« des Caoursins, des Agenais, » (2) etc., etc.

Le traducteur de ce long et intéressant poème, M. Paul Meyer, dit, il est vrai, que « Poitevins et Gascons figurent dans les vers du poète pour les besoins de la rime » (3). Mais il sera facile de combattre son opinion en donnant les noms de quelques-uns des puissants seigneurs du midi qui prirent rang dans l'armée de Simon de Montfort; nous pouvons citer (4) :

Martin d'Algays, sénéchal du Périgord, et Gérard de Pépieux, qui ne passèrent dans l'armée des hérétiques qu'après avoir souvent combattu dans les armées de la Foi.

Archambaud II, comte de Périgord, neveu de la belle Maenz de Montignac, qui fut longtemps la dame aimée de Bertrand de Born.

Amanieu V d'Albret, Guy comte d'Auvergne, Raymond III, vicomte de Turenne, Bertrand de Gourdon, Jordan de Lisle, le comte de Fézensac et d'Armagnac, Bertrand de Castelnau-Montratier, Arnaud de Montaigu, Bertrand de Cardaillac et son fils Guillaume, évêque de Cahors, etc., etc.

Chacun de ces puissants seigneurs avait évidemment

(1) La *Chanson de la Croisade*, vers 285, 2552, etc.

(2) id. id. vers 1965.

(3) id. id. tome 2. P. 14, en note.

(4) id. id. vers 304 et s.

mené derrière lui de nombreux contingents féodaux, puisque les nobles barons, tels que ceux dont les chroniques contemporaines ont signalé la présence dans les rangs des croisés, ne se rendaient jamais à la guerre sans amener avec eux leurs parents et leurs vassaux.

Diverses circonstances, mentionnées dans les chroniques ou dans d'autres documents de la même date, prouvent aussi, d'une manière incontestable, qu'en ce temps-là les provinces méridionales n'ont pas, en général, regardé la croisade des Albigeois comme étant une guerre de conquête.

Pierre de Vaux-Cernay raconte (1) que Simon de Montfort, après s'être emparé de Béziers, de Carcassonne et d'un grand nombre de villes et de châteaux, se vit, à la suite d'un échec, obligé de lever le siège de Toulouse (1211); il alla commettre le dégât vers Auterive, Varilhes et Foix. Pendant ce temps, une députation de Caoursins fut envoyée vers lui, chargée de lui présenter les vœux du Quercy et de l'inviter à se rendre à Cahors, où les nobles châtelains de la province voulaient lui rendre hommage.

Les députés trouvèrent le chef des croisés à Pamiers; ils furent accueillis avec la plus grande courtoisie. Simon leur déclara qu'il avait fait à Notre-Dame le serment solennel d'aller la remercier dans son sanctuaire de Roc-Amadour, si elle obtenait en sa faveur une grande victoire sur les hérétiques; il leur manifesta son ardent désir de réaliser bientôt son vœu et il promit de s'arrêter à Cahors.

Une semblable démarche, faite au nom d'une province tout entière, prouve bien que l'armée croisée n'était pas alors considérée comme une armée d'invasion.

Peu de temps après, Simon, victorieux dans de nombreuses rencontres, fit son pieux pèlerinage. Il reçut, dans la ville de Cahors, le serment de fidélité des Caoursins, et tout le Quercy l'accompagna jusqu'à Roc-Amadour, où il alla s'agenouiller pieusement devant la Vierge Noire miraculeuse. Les croisés purent amener leurs chevaux boire dans

(1) Chapitre 55. — *Hist. des Albigeois*.

les eaux de la Dordogne ; mais leur valeureux chef ne les conduisit pas encore jusque sur le sol périgourdin.

II

Lorsque Simon de Montfort se dirigea vers Roc-Amadour pour accomplir son vœu, il avait pu croire que les Albigeois, découragés par ses nombreuses victoires, s'étaient résignés à poser leurs armes. Dans cet espoir, il avait commis l'imprudence de licencier la majeure partie de son armée.

A cette nouvelle, Raymond VI, comte de Toulouse, reprit aussitôt courage, il appela ses vassaux et ses alliés et sollicita l'assistance énergique de tous les ennemis de la Foi.

Du fond de l'Aquitaine, un noble et turbulent vassal du roi d'Angleterre, le troubadour Savary de Mauléon, sénéchal du Poitou, conduisit en Languedoc une nombreuse chevalerie qui traversa le Périgord, se dirigeant vers Toulouse ; il avait déjà, en maintes circonstances, montré, dans ses serments féodaux et dans ses serments d'amour, une égale infidélité ; il ne faut donc pas s'étonner qu'il soit aussi devenu parjure à sa foi en embrassant l'hérésie manichéenne et en allant combattre dans les rangs des Albigeois.

La *Chanson de la Croisade* (1) signale son passage à Bergerac, où il rencontra peut-être ses deux amis, Elias Rudel, seigneur de Bergerac et Géraud Rudel, seigneur de Blaye, avec lesquels il avait composé des *tensen* qui sont parvenues jusqu'à nous (2).

En ce moment l'armée des hérétiques comprenait plus de deux cent mille combattants (3).

En apprenant cette redoutable concentration de troupes, Simon de Montfort s'empressa de rappeler ses fidèles croisés.

L'un des premiers qui répondit à son appel fut un autre seigneur d'Aquitaine, Martin d'Algays, que Jean-Sans-Terre avait fait sénéchal de Gascogne et du Périgord (4).

(1) *Chanson de la Croisade* vers 1920.

(2) *Hist. litt. des troubadours*, t. 2.

(3) *Chanson de la Croisade*, vers 1953, chiffre fort exagéré, croyons-nous.

(4) *Bulletin de la Soc. arch. du Périgord*.

Le troubadour Hugues de St-Cyr raconte que ce puissant châtelain n'était autre chose qu'un routier, pouvant mener avec lui mille brigands à cheval et deux mille à pied (1).

Parmi les plus anciennes et les plus nobles familles de France, combien devraient trouver ainsi, dans la première page d'une exacie généalogie, quelque redoutable bandit comme ce sénéchal d'Aquitaine ?

Martin d'Algays, châtelain de Bigarroque et de Biron, avait épousé la fille de Henri de Gontaut, l'un des plus puissants barons du Périgord ; il avait de nombreux vassaux sous ses ordres ; les plus brillantes destinées semblaient réservées à ses héritiers. Il perdit tout dans une odieuse trahison.

Simon de Montfort, après avoir rassemblé son armée, la dirigeait de nouveau vers Toulouse, lorsque dans les champs de Saint-Martin (2), entre Carcassonne et Castelnaudary, ses troupes rencontrèrent un fort contingent d'Albigéois. Un grand combat s'engagea, pendant lequel Martin d'Algays se tint constamment au repos derrière un bois épais. Les croisés furent victorieux.

Appelé à justifier son attitude dans cette bataille, le seigneur de Bigarroque et de Biron affirma qu'il n'était pas resté dans l'inaction ; mais qu'il avait poursuivi des routiers, à la tête de sa cavalerie. Peu de jours après, il cessa de dissimuler ses sentiments en faveur des hérétiques, car il passa ouvertement dans l'armée de Raymond VI. Le comte de Toulouse lui fit un chaleureux accueil et l'envoya tenir garnison dans son château de Biron, avec la mission de recruter des partisans en Périgord.

Martin d'Algays revint en toute hâte dans son repaire, dont il augmenta les moyens de défense ; il s'attacha très activement à répandre l'hérésie autour de Biron et jusque sur les bords de la Dordogne, où se trouvait la châtellenie de Bigarroque ; il persécutait tous ceux qui étaient assez hardis pour résister à sa propagande manichéenne et trop faibles pour résister à ses violences ; on lui attribue l'incendie de nom-

(1) *Razo d'un sirventés* de Bertrand de Born : *Al dous nou*.

(2) *Chanson de la Croisade*, vers 2,100.

breux édifices religieux et notamment celui de l'église de Beivès.

Pendant que le célèbre routier accomplissait tous ces méfaits, Simon de Montfort continuait sa marche victorieuse ; il s'emparait de Thouels, Cahuzac, St-Antonin, Moissac, et venait mettre le siège devant le château de Penne (1), défendu par Ugo d'Alfar. Cette puissante forteresse, qui dominait la vallée du Lot, passait alors pour imprenable ; le chef des croisés dut, pour s'en emparer, l'investir rigoureusement de tous côtés et priver ainsi les assiégés de toute relation avec l'extérieur ; c'était au plus fort de l'été. Penne résista pendant cinquante deux jours, du 4 juin au 25 juillet 1212 ; mais la chaleur accablante, la soif et les épidémies forcèrent les Albigeois à livrer la place.

Tandis que les croisés poursuivaient avec de grandes fatigues ce long et pénible siège, de nombreux seigneurs du Périgord et de la Saintonge (2) vinrent porter leurs clameurs auprès de Simon de Montfort, et lui représenter que Martin d'Algays, après avoir honteusement trahi la cause de Dieu et mis entre les mains des hérétiques ses forteresses de Bigarroque et de Biron, désolait tout le pays riverain de la Dordogne et commettait d'épouvantables actes de cruauté contre les monuments religieux et contre tous ceux qui ne voulaient pas servir les Albigeois. Ils le supplièrent de venir au plus vite châtier ce tyran suivant l'énormité de ses crimes.

Alors eut lieu la première expédition de Simon de Montfort en Sarladais (3).

Le chef de la croisade, après avoir établi une garnison dans le château de Penne, se dirigea vers Biron ; il emmenait avec lui « son frère Guy, comte de Montfort, Foucaud de Merlis, monté sur un cheval liard, Jean de Merlis, son frère, qui portait un mantel gris et vairé, le chantre de Paris Nicolas de Vitré, et foule d'autres barons. Le comte et ses barons

(1) *Chanson de la Croisade*, v. 2,420.

(2) *Ibidem*, v. 2,450 et suivants.

(3) Biron et Bigarroque faisaient partie du diocèse de Sarlat.

» s'en vont par la grand'route au château de Biron, l'ori-
» flamme levé » (1). St-Dominique, l'illustre fondateur de
l'ordre des Frères prêcheurs, était avec eux.

Pierre de Vaux-Cernay raconte qu'il faisait aussi partie de
l'expédition, ainsi que Guy, évêque de Carcassonne, accom-
pagnant la comtesse Simon de Montfort (2).

La prise de Biron n'arrêta pas longtemps les croisés. Les
habitants du pays, effrayés par les menaces de Simon de
Montfort, et peut-être aussi peu sympathiques à leur châte-
lain, livrèrent à l'armée de la Foi le traître et sa forteresse.

Ce rapide succès nous semble démontrer une fois de plus
que la croisade n'était pas alors considérée dans le pays
comme une guerre de conquête ; car les seigneurs du Péri-
gord, dont les sentiments d'indépendance se montraient en
ce temps-là dans de nombreuses circonstances, n'auraient
certainement pas facilité par leur concours la victoire des
croisés, si le comte Simon de Montfort avait eu l'attitude d'un
conquérant.

Après s'être ainsi facilement emparé du château de Biron,
Simon voulut infliger à Martin d'Algays un châtiment qui
servît d'exemple à tous ceux qui, dans la suite, pourraient
être tentés d'abandonner l'armée des croisés pour embrasser
l'hérésie.

Il le condamna au cruel supplice des traîtres, que Charle-
magne avait fait subir à Ganelon. Le coupable était attaché
par les pieds et par les mains à quatre chevaux ardents, que
des sergents excitaient, en présence de l'armée tout entière
rangée en bataille :

Tous ses nerfs sont affreusement tendus ;
Tous ses membres s'arrachent de son corps.
Le sang clair ruisselle sur l'herbe verte,
Ganelon meurt en félon et en lâche (3).

Mais avant que l'écartèlement fût complet, Simon de Mont-
fort fit enlever Martin d'Algays aux chevaux qui le déchi-

(1) *Chanson de la Croisade*, v.

(2) *Recueil des Historiens de la Gaule*, tome XIX, page 65.

(3) *Chanson de Roland*, vers 3,970.

raient, et le fit pendre au sommet d'un grand arbre (1), afin que tous les habitants du pays pussent bien voir quel était le supplice réservé à ceux qui trahiraient leur foi (août 1212) (2).

Les châteaux de Biron et de Bigarroque furent placés sous la garde d'Arnauld de Montaigut, qui les rendit peu après au seigneur de Gontaut, et les croisés reprirent la route de Toulouse.

(A suivre).

R. DE BOYSSON.

LA PESTE A SARLAT

1629-1634.

Ceux qui étudient l'histoire du passé, savent quels ravages la peste causa jadis dans notre vieux monde. Pendant tout le moyen âge, la terrible épidémie, suite habituelle des guerres et des famines, a décimé l'Europe. Le xvr^e siècle paya son tribut, avec la peste de Milan, le xviii^e siècle eut la peste de Bologne, le xviii^e la peste de Marseille. Le nôtre n'y a pas échappé. Déjà le Portugal est atteint et l'on peut craindre que la contagion, passant les frontières d'un jour à l'autre, vienne visiter une fois de plus la France.

Est-ce à dire que nous pouvons revoir les désastres dont l'histoire et les traditions populaires ont gardé un si lugubre souvenir ? Non, certainement. Les conditions d'hygiène publique et privée, sans être parfaites, sont tout autres ; l'alimentation est meilleure, l'aisance est plus générale, et la famine ne peut plus, comme jadis, préparer le terrain. Enfin, comme toutes les maladies infectieuses, la peste semble perdre peu à peu de sa virulence originaire, usée, en quelque sorte et atténuée par les passages successifs dans l'organisme des générations qui nous ont précédés.

Ce sont, d'ailleurs, il faut bien le reconnaître, les condi-

(1) Pierre de Vaux-Cernay (BOUQUET, p. 66 A).

(2) Le chanoine Tarde met la prise de Biron en 1214 ; elle eut lieu en août 1212.

tions générales meilleures de la vie actuelle, et les moyens plus perfectionnés de désinfection appliqués avec plus de discernement et de sévérité qui peuvent nous tranquilliser, car les remèdes directs ont une action bien douteuse encore, à moins que l'expérience ne vienne confirmer les espérances qu'ont fait naître les travaux du docteur Yersin. Peut-être finirons-nous par être dotés d'un remède à la fois préventif et curatif analogue au vaccin.

Il serait bien intéressant d'étudier, pièces en mains, une de ces épidémies pesteuses, qui ravagèrent notre province, celle du ^{xvii}^e siècle, par exemple, une des plus meurtrières des temps passés, de pouvoir montrer comment elle pénétra et se propagea, dire quelles mesures préventives furent prises, quels remèdes furent appliqués et avec quel succès, quels furent les dévouements, combien grands furent les désastres.

Les documents sont trop rares. Pour Sarlat même, dont j'ai scruté le passé avec le plus grand soin, c'est à peine s'il m'a été possible de réunir quelques pièces brèves, espacées, suffisantes toutefois, pour se faire une idée de la gravité de la crise.

Il m'a semblé utile de faire connaître ces documents. Ce sera, tout au moins, une contribution à l'étude de cette contagion, qui pourra servir un jour à celui qui, plus favorisé, aura les éléments d'une étude complète.

Faute d'autre mérite, ces notes auront, du moins, celui de l'actualité. Elles y puiseront, j'espère, quelque intérêt.

La peste « dite de Bologne » naquit dans cette ville au commencement du ^{xvii}^e siècle. Elle s'étendit de proche en proche, comme un ulcère, dans toute l'Italie, puis, passant les frontières, elle ne tarda pas à infecter les quatre coins de l'Europe et pénétra en France. Le Périgord ne fut pas épargné et dut payer un lourd tribut au fléau. Un peu moins meurtrier dans les campagnes, où les contacts étaient plus rares, il s'abattit de préférence sur les bourgs et sur les villes où la propagation se produisait, dans ce milieu plus dense, avec une foudroyante rapidité. ~

Sarlat se trouvait dans des conditions déplorables pour se

défendre. Sa voirie était d'une simplicité toute primitive. Ses rues, intentionnellement étroites et tortueuses, étaient **rarement** visitées par le soleil, le grand purificateur ; ses antiques maisons d'où émergeaient pignons et tourelles, souvenirs des temps passés, étaient mal aérées, mal éclairées, entassées, enchevêtrées, faute d'espace, chevauchant les unes sur les autres, dans la plus pittoresque et la plus artistique des fantaisies, pour le plus grand plaisir des yeux, mais aussi au grand danger de la santé publique. Les murailles arrêtaient les vents ; la Cuze recevait et retenait dans son lit les immondices des égouts et n'avait ni débit suffisant, ni courant assez rapide pour les porter au loin ; les fontaines, d'un captage rudimentaire, étaient contaminées par les infiltrations des maisons voisines ; le cimetière Saint-Sacerdos entourait la cathédrale, au cœur de la ville ; toutes les églises abritaient des générations ensevelies successivement depuis des siècles, sous leurs dalles et dans leurs caveaux ; les faubourgs s'étendaient au dehors, formant une ceinture de maisons sordides pauvrement habitées.

Sarlat n'était pas d'ailleurs une exception. Tel était l'aspect de toutes les villes, même des capitales, au commencement du **xvii^e** siècle.

Au moment où le fléau s'approchait, les conditions économiques étaient en outre déplorables.

En 1629, la famine était générale, les grains à un prix inabordable. En décembre le froment se vendait 6 livres, le seigle 5 livres 10 sols le quaton. (Reg. du notaire Cleyrac, de Domme). Ces prix représentent 50 et 45 francs l'hectolitre, au pouvoir actuel de l'argent. (Leber, *La Richesse au Moyen âge.*)

Le pain était donc un aliment de grand luxe, à la portée de quelques rares privilégiés de la fortune. La livre de pain blanc valait tout près de 4 sols, la livre de pain de seigle plus de 3 sols, représentant 0.47 et 0.42 centimes, au pouvoir actuel de l'argent. Les plus favorisés se contentaient de pain de châtaignes (H. de N. Dame, maison de Sarlat, Poitiers, 1700).

Les pauvres mouraient d'inanition.

Devant cette détresse, la charité découragée se trouvait impuissante.

Au mois d'août 1629, la dysenterie s'abattit sur ces tempéraments anémiés par le jeûne, dysenterie meurtrière au point de causer, dans la seule petite ville de Domme 240 décès en quatre mois. (Reg. de Cleyrac.) Le « mal de pourpre » vint aggraver ce triste état sanitaire (*Ibidem*) et préparer les voies à la contagion pesteuse, qui, introduite on ne sait comment, par infiltration progressive sans doute, fit invasion dans la région et vint s'implanter pour longtemps dans Sarlat.

Les caractères de la maladie ne se sont pas modifiés depuis le XVII^e siècle ; ce sont ceux qu'on retrouve de nos jours. Fièvre, bubons, taches livides sur le corps, rapidité d'évolution, décomposition souvent instantanée, facilité de propagation, par voie d'approche ou de contact. (Procès-verbal de visite du corps du chanoine Monzie, 1633-*infra*.)

Avec ou sans malaise préalable, il se produisait tout d'abord une élévation brusque et considérable de température, suivie de maux de tête et d'agitation cérébrale, puis de stupeur. Douze ou vingt-quatre heures après, une enflure glandulaire, dure et extrêmement douloureuse se manifestait dans le cou, l'aisselle ou l'aîne, atteignant rapidement le volume d'un œuf de poule. La fièvre persistant, le malade tombait dans un état comateux, et mourait ordinairement dans les quarante-huit heures. S'il atteignait le sixième jour, il y avait espoir de guérison. — Telle était la marche ordinaire, mais les cas foudroyants étaient nombreux. En quelques heures, sans prédisposition apparente, on pouvait passer de l'état de santé à la mort et à la décomposition.

L'enflure ganglionnaire, qui a motivé le nom de « Peste bubonique » donné à la maladie, restait dure et ne présentait aucune disposition à la suppuration. — Parfois, il y avait des vomissements de sang ; parfois, apparaissaient des « pétéchies », taches pourprées, mais sans caractère d'éruption régulière. — L'opération des tumeurs par incision ou ablation, de même que leur résolution par des emplâtres, ne paraît pas avoir donné de résultats favorables. Le musc

était, comme de nos jours, un des remèdes les plus énergiques.

Un des caractères les plus constants de la peste étant les « pétéchie », on peut donc croire que le « mal de pourpre » que signale le notaire Cleyrac, vers la fin de 1629, n'était autre chose que la peste elle-même, à ses débuts, peut-être moins virulente ou moins connue, et que c'est à cette date qu'il faut faire remonter la première invasion de la maladie, que nous trouvons constatée à Domme, à Gourdon, au Vigan en 1630, et qui dut être introduite à Sarlat au même moment.

Pendant quatre ans au moins, et probablement davantage, elle décimera la malheureuse ville, frappant presque sans relâche ce qui restait de la population, bien réduite par les fuîtes.

Il semble toutefois que l'épidémie ne se manifesta pas toujours avec la même violence, et qu'il y eut, pour des causes que nous ignorons, naturelles sans doute, des alternatives de crises aiguës et de calme relatif, des arrêts même et des retours offensifs.

L'épidémie paraît avoir atteint sa période la plus meurtrière en 1631 et 1632. Sur la fin de cette année survient une accalmie. Elle reprend au printemps de 1633 avec moins de violence et se prolonge jusqu'après Pâques 1634.

En 1631, dès janvier, nous constatons entre autres le décès d'Adam de Goudin, écuyer, sieur de la Gindonnie, et de sa femme Marguerite de Saint-Ours, morts à vingt-quatre heures d'intervalle (Archives de Gérard).

C'est Raymond Gisson, écolier, qui meurt au commencement du mois de février (*Ibid.*).

Plus tard, c'est le chirurgien Mathias qui disparaît avec toute sa famille, à l'exception d'un enfant en bas âge (*Ibid.*).

C'est mademoiselle du Pouget qui, voulant s'assurer des soins médicaux, traite au mois d'octobre avec le chirurgien Chassaing (*Ibid.*).

Le 30 novembre, nous trouvons Raymond Delage, bourgeois, et Anne Roux, sa femme, se faisant donation réciproque de leurs biens, « prévoyant que nous sommes dans un

» temps dangereux, que la maladie contagieuse afflige la
» ville de Sarlat et ravage quasi tout le pays. » (*Ibid.*).

Le 14 novembre, la ville avait emprunté une somme de 300 livres à Antoine Gérard, seigneur des Yvières, « pour
» subvenir aux nécessités et particulièrement à la maladie
» contagieuse dont la ville est grandement affligée. » (*Archives départementales*, série E.)

Les localités voisines ne sont pas plus favorisées :

Le 21 juin, Raymond Jovel teste, « considérant les maladies conta-
» gieuses qui règnent, tant en la présente paroisse de Terrasson que
» ailleurs dans ce pays, et autres accidents qui peuvent survenir ». (*Arch. de G.*)

En juillet :

Le mal de contagion est descendu fort avant dans Salignac. Le saint service fut discontinué, même la plus grande partie des habitants sortirent du présent lieu et prirent le large, se logèrent aux champs, de laquelle contagion et maladie il est mort un grand nombre de personnes... ce qui fait que le nombre de ceux qu'il a plu à Dieu de conserver est bien petit. (*Registre de la confrérie du St-Sacrement de Salignac*).

En 1632, innombrables sont les testaments de pestiférés (minutes du notaire Rey, de Sarlat). Ceux que j'ai pu consulter vont jusqu'en novembre.

Il y eut alors une période de calme, suivie d'une reprise en 1633. On peut le déduire du procès-verbal de visite du corps du chanoine Monzie, le 28 août 1633. Les consuls, y est-il dit, furent requis d'interdire l'accès de la maison mortuaire et de l'enclos canonial, pour éviter la propagation de la contagion dans la ville, qui, à cette date, semble être exemple de maladie.

L'*Histoire de Notre Dame de Sarlat* signale une nouvelle poussée en 1634, moins grave sans doute que la première, et la fin de l'épidémie après Pâques de la même année.

Quant à l'année 1629, qui dut voir l'invasion du fléau, les documents manquent. On peut toutefois mentionner le cas de M. de Grézel, assesseur en la maréchaussée, qui aurait obtenu sa guérison par l'intercession de N.-Dame de Garai-

son (Archives de Garaison, H^{tes}-Pyrénées). Il n'est pas certain que M. de Grézel ait été atteint de la peste, mais c'est probable.

On ne trouve rien en 1630, mais bien certainement la peste avait commencé son œuvre meurtrière.

Dès que la maladie eut fait son apparition, le vide se fit dans la ville. Tous ceux qui purent fuir allèrent se réfugier en rase campagne. Ceux-là seuls restèrent que le devoir retenait à leur poste, et ceux qui, trop pauvres, ne purent ou ne voulurent pas s'éloigner. Ce fut un véritable exode causé par l'épouvante. « Sarlat devint presque désert. » (*H. de N.-D.*)

Les autorités firent largement leur devoir. C'était à la fois une question d'honneur et de charité pour ceux qui restaient dans le foyer d'infection. Il n'y eut, semble-t-il, ni défection ni défaillance. Les magistrats continuèrent à juger, les consuls à administrer, le clergé de tout ordre à prier, à secourir, à consoler.

Ce furent naturellement les consuls qui, dans l'ordre temporel, eurent la lourde tâche. Le temps des honneurs faciles était passé. C'est sur eux que reposait la plus grosse responsabilité, c'est à eux que revenait le triste et dangereux devoir de veiller, avec une sollicitude de chaque jour, de chaque heure, aux mesures d'hygiène et de police sanitaire. La moindre négligence pouvait aggraver le mal et causer des malheurs irréparables.

Nous aurions voulu retrouver et rappeler ici, avec l'honneur qui leur est si bien dû, les noms de tous ceux qui furent appelés à ce poste périlleux pendant cette longue crise.

La liste est malheureusement incomplète. Voici les noms qui ont été conservés :

1629-1630. Messieurs Pierre (?) St-Clar (s^r de Boussieyral ?) ; Eymeric Bouffanges, apothicaire ; Raymond (?) Ravillon (avocat ?) ; Gerauld (?) Martini (receveur des tailles ?), consuls ; Bernard (?) Tarde, procureur-syndic.

1630-1631. (Manquent).

1631-1632. Messieurs Pierre Formigier, avocat, Raymond Fontalbe, avocat, François Delage, N...., consuls ; Jean Pajol, receveur des decimes, procureur-syndic.

- 1632-1633. Messieurs Gratien Suau, bourgeois et marchand, et peut-être d'Aymerique et de Ladicudye, consuls ; Jean de Grézel, avocat, syndic.
- 1633-1634. Messieurs Antoine de Goudin, seigneur de la Roussie, Eymeric de Grézel, avocat, Jacques Forestier, procureur, Eymeric Bouffanges, apothicaire, consuls ; Jean St-Clar, avocat, procureur-syndic.

Nous devons une mention toute particulière à Antoine de Goudin (1). Bien que Sarladais d'origine, ce gentilhomme résidait habituellement au château de la Roussie, paroisse de Proissans. Appelé au consulat, il n'hésita pas à quitter son château, sa femme et ses enfants, sa sécurité relative, pour venir, en plein foyer d'infection, partager les angoisses et les dangers certains de ses malheureux concitoyens. Cet acte de dévouement mérite d'être signalé.

Dès l'apparition du fléau, on prit, sans doute, à Sarlat, toutes les mesures prophylactiques usitées en pareil cas, bien insuffisantes si l'on considère l'état rudimentaire, en cette matière, de l'hygiène médicale sous Louis XIII. Les théories microbiennes n'avaient pas vu le jour ; c'est tout au plus si l'on soupçonnait les causes et les conditions de la propagation infectieuse. Les progrès de cette branche médicale ont été surtout considérables dans ces dernières années.

On fit alors ce qui se faisait en pareil cas, et l'on prit les précautions qu'indiquait une expérience plus ou moins probante. Des bûchers furent allumés dans les places et dans les rues ; des fumigations aromatiques, de baies de genièvre principalement, vinrent assainir les maisons et combattre les germes infectieux. La viande de porc, les salaisons, furent interdites ; on veilla d'un peu plus près à la propreté de la voie publique. Chacun prit, en son particulier, les précautions

(1) Antoine de Goudin, écuyer, seigneur de la Valade et de la Roussie, gentilhomme ordinaire de la maison du Roi, 1590-1664.

Epouse : 1620, Jeanne de Gérard du Barry ;

1637, Louise de Cognac de Pauliac.

d'usage, empiriques pour la plupart, qui eurent du moins pour résultat de donner un semblant de sécurité. (1)

Où l'action de l'administration municipale fut vraiment efficace, ce fut dans l'application rigoureuse des mesures de police sanitaire qui avaient été promulguées. Pendant cette longue et douloureuse crise, les règlements furent exécutés avec une sévérité que les circonstances commandaient, et dont elles légitimaient les formes souvent barbares, mais nécessaires au bien de la communauté.

Les résultats durent répondre à ce qu'on en attendait.

Dès qu'un cas suspect se produisait dans une maison, le chef de famille était tenu, sous peine d'une amende arbitraire prononcée par le tribunal des consuls, d'en faire immédiatement la déclaration.

Aussitôt, les magistrats municipaux envoyaient un homme de l'art, médecin ou chirurgien, constater le fait.

Si la maladie était reconnue, on imposait à la maison en-

(1) Puisqu'il s'agit de l'épidémie connue sous le nom trop célèbre de *Peste de Marseille*, voici un document, postérieur d'un siècle, il est vrai, mais qui montre qu'on eut jadis, de la santé publique, le même souci que de nos jours, — et nous prouve que les commissions sanitaires ne sont pas nées d'aujourd'hui. *Nil novum sub sole*.

Lors de l'épidémie du XVII^e siècle, y eut-il une organisation analogue ? C'est probable.

(*En tête les armes du maréchal de Berwick.*)

« Jacques Fits-James, duc de Fits-James, de Berwick, de Livia et de Xerica, Pair et maréchal de France, Grand d'Espagne , Gouverneur et lieutenant général de la Province de Haut et Bas-Limosin, du Conseil de Régence, général des armées du Roy, commandant en chef pour Sa Majesté dans les Provinces de Guienne, Auvergne, Limosin, Bourbonnois et pays de Foix.

« Les progrès que la maladie contagieuse a faits dans le Gévaudan, nous oblige de prendre de nouvelles précautions pour empêcher la communication dans les principales villes soumises à notre commandement, et ayant considéré que celle de Sarlat, tant par sa situation que par le nombre de ses habitants, mérite une attention singulière, à quoy désirant pourvoir,

« Nous ordonnons, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du Roy du 6 septembre dernier, qu'il sera establi dans la ville de Sarlat, sous notre autorité et celle de M. Boucher, intendant de la Généralité de Bordeaux, un Bureau de Santé, lequel sera composé : Pour le corps du clergé, de MM. Pignol, grand vicaire, Pegry de Monsie, et de M. de St-Clair, curé ; pour la

tière une quarantaine rigoureuse. avec défense aux séquestrés de communiquer avec l'extérieur. Seuls, le médecin et le prêtre approchaient le patient, l'un pour le soigner, l'autre pour lui donner les secours de la religion. Le notaire même ne pouvait recevoir les dernières dispositions des contaminés, que sous des conditions de prudence qui lui étaient imposées.

Ici, une remarque. — Il y a quelques mois, lorsque des cas de peste se produisirent à Vienne, les mêmes mesures furent prises, avec plus de sévérité encore. Le prêtre ne put approcher librement du lit des malades, et il dut, pour leur donner les dernières consolations et entendre leur confession, rester isolé, séparé par une cloison vitrée. La police n'autorisa pas qu'on leur donnât ni le viatique ni l'extrême-onction.

Revenons à Sarlat. — Si la quarantaine ne pouvait être efficacement établie pour une cause ou pour une autre, le malade était évacué hors la ville, « dans les maisons destinées

noblesse, MM. de St-Clar, de Bron et de Ravilhon, le lieutenant-général, le procureur du Roy et le subdélégué; et pour la bourgeoisie, les sieurs de la Pomarède, de la Tour de Rupe, Tapinois l'ainé, Mérignat de Boit, bourgeois : Pascal et Surié, médecins; Lefort et Lavergnolle, chirurgiens, les consuls en charge, et le procureur syndic.

» Le Bureau s'assemblera à l'Hôtel-de-Ville deux fois la semaine, pour y délibérer sur les précautions qu'il conviendra de prendre, tant pour la garde et la sûreté de la ville, que pour empêcher l'entrée des marchandises suspectes, à l'effet de quoy il se fera rendre compte de la qualité et quantité des marchandises de toute nature qui seront entrées en ladite ville et se fera représenter passe-ports et certificats de santé et autres pièces qu'il jugera à propos, luy permettons de faire tels règlements qu'il croira nécessaires pour la sûreté de ladite ville, à condition toutefois de les faire approuver par nous ou par ledit sieur Boucher, avant de les faire mettre à exécution, dans les cas graves et qui pourroient intéresser d'autres personnes que les habitants de la ville de Sarlat, et où il seroit besoin d'une autorité supérieure, luy enjoignant d'observer et faire observer exactement les ordonnances du Roy, celles par nous rendues et par mondit sieur Boucher.

» Fait à Montauban, le 18 octobre mil sept cent vingt-un.

» Signé : BERWICK.

» Par Monseigneur : CHEVERRY. »

(Original aux Archives Départementales. — Dossier St-Clar donné par M. Philippe de Bosredon).

pour les pestiférés, » dans les maisons de la banlieue, isolées dans la campagne et réquisitionnées, sans doute, dans ce but.

Nous trouvons des malades installés à la Poulque-lès-Sarlat, à Péchauriol, et surtout à la Trappe.

Les cadavres des malheureux pestiférés n'étaient pas inhumés dans le cimetière St-Sacerdos, ou dans les églises de la ville ; ils étaient transportés dans un cimetière spécial, près de la chapelle de St-Nicolas, en face de la Trappe. C'est sans doute cette proximité qui détermina le choix de ce dernier coin de banlieue, pour y isoler le plus grand nombre de malades. — Les convois n'avaient pas, dès lors, à traverser la ville, et l'on pouvait, plus facilement, dissimuler le nombre et la gravité des cas qui auraient porté à son paroxysme l'épouvante bien légitime de la population.

Le transport des cadavres se faisait, en outre, par les soins et sous la surveillance directe de la municipalité, et après des mesures de désinfection. C'était le « parfumeur de la ville », Pierre Brette, qui, aidé de ses valets, était chargé de ce service capital.

Il n'y avait, très probablement, aucune cérémonie religieuse.

La terreur régnait donc sur la malheureuse cité, mais elle n'empêcha pas de lutter avec énergie. En présence du danger commun et de la mort suspendue sur toutes les têtes, il n'y a plus ni rangs, ni distinctions, ni privilèges ; chacun dut s'incliner devant les mesures prises par les consuls, revêtus en fait d'une autorité absolue ; ce fut l'unique loi, la même pour tous, appliquée à tous, grands et petits, riches et pauvres, laïques et ecclésiastiques, gentilshommes, magistrats, chanoines, religieux ; il y allait du salut public.

En voici les preuves :

Le 28 avril 1633, François Monzie, lieutenant particulier, et Pascal de la Brousse, chanoine, assistés de Gérauld Méric, m^e apothicaire, se présentent devant les consuls et déclarent que Jean Monzie, chanoine et syndic du chapitre, vient de succomber, dans la maison de l'Enclos canonial, aujourd'hui « la Cour des Chanoines ». Selon les apparences, il est mort

de la contagion. Ils prient donc les consuls de se rendre « à l'entrée » de l'Enclos et de prendre des mesures immédiates pour empêcher les visites de deuil et les communications des parents et amis qui pourraient ainsi « porter la contagion dans la ville ».

Il semble résulter de ces termes, que la violence du fléau avait déjà faibli et que le cas du chanoine Monzie était considéré comme un retour offensif, mais aussi comme un fait isolé.

Le cas était grave. Allait-on voir se renouveler les désastres dont on sortait ? Le premier et le second consul, Antoine de Goudin, seigneur de la Roussie, et Eymeric de Grézel, avocat, se précipitent sur les lieux. Non contents de s'en tenir à la réquisition, ils pénètrent, d'autorité, dans l'Enclos, accompagnés de Pierre Brette, parfumeur attitré de la ville, et de ses valets. Devant l'église, ils trouvent un groupe de chanoines : Antoine de Leygue et Agnie de Maraval, archidiaques ; Arnaud de la Crompe, prévôt ; Jean Tarde, chanoine, affolés de cette mort inopinée, qui renouvelle toutes les angoisses ; les consuls sont suppliés de prendre immédiatement les mesures accoutumées, dans l'intérêt de la santé publique. Brette, le parfumeur, est chargé d'aller visiter immédiatement le corps, « ainsi qu'il est accoutumé. » Il déclare, à son retour, avoir trouvé, sous les aisselles du chanoine, des emplâtres qu'on lui avait mis, pour « luy aider à expeller le venin qui n'avoit pas pu opérer » et que Jean Monzie « est mort d'un charbon, comme il avoit fort bien » remarqué et ses valetz, avec plusieurs autres taches sur » le corps... et que, pour arrêter le cours de ce venin, il » falloit promptement le faire enterrer... » Sur cette déclaration, les chanoines refusent formellement de l'ensevelir dans le caveau des chanoines de la chapelle Saint-Benoit ; les consuls ordonnent à Brette et à ses valets de porter le corps dans le cimetière de l'église Saint-Nicolas-les-Sarlat. Ce qui fut fait.

Les chanoines semblent bien avoir négligé, dans cette circonstance, les prescriptions municipales sur le fait de la déclaration des maladies suspectes.

L'épouvante que leur causa la mort subite de leur collègue, prouva combien celles-ci étaient sages. Sans s'inquiéter s'ils avaient le droit pour eux, les consuls n'hésitèrent pas à mettre en quarantaine tous les chanoines logés dans l'enclos canonial, avec défense d'en sortir et aux habitants d'y entrer, jusqu'à confirmation de l'état sanitaire. Les chanoines durent se soumettre ; ils auraient trop risqué de la population surexcitée ; mais, la crise passée, ils crurent devoir rappeler judiciairement aux consuls, que ceux-ci avaient outrepassé leurs droits et blessé leurs immunités. — C'était vrai, l'enclos du chapitre, seul débris de l'ancien fief abbatial, était privilégié, indépendant de l'administration municipale, dont la juridiction s'arrêtait à sa limite. Un bailli, nommé par le chapitre, avait seul juridiction sur cette enclave, isolée, comme un îlot, dans le reste de la ville. Il est à croire que les consuls ne s'inquiétèrent pas, outre mesure, de cette revendication légale, à coup sûr, ils ne l'ignoraient pas. Leur excuse bien légitime était dans la nécessité supérieure de la santé publique. L'affaire n'eut, d'ailleurs, pas de suite, peut-on croire. (Archives de G.).

S'ils n'hésitèrent pas devant les droits certains et l'autorité du chapitre, à plus forte raison, les consuls mirent-ils la plus grande énergie à faire respecter les règlements par leurs administrés. En voici un exemple :

En 1631, alors que le fléau battait son plein et frappait ses coups les plus violents, un chirurgien, nommé Mathias fut atteint, et avec lui, toute sa famille. Il négligea de faire sa déclaration. Peut-être même, foudroyé par le mal, n'eut-il pas le temps de la faire. Les consuls ne le condamnèrent pas moins à 600 livres d'amende, applicables aux réparations de l'Hôtel-de-Ville. C'était une lourde somme, représentant au moins 1 200 francs de notre monnaie, au pouvoir actuel de l'argent. Mathias fut emporté par la maladie ; avec lui disparurent tous les membres de sa famille, à l'exception d'un jeune enfant, qui, faute de parents, fut mis sous la tutelle de Jean Saby. Celui-ci, au nom de son pupille, interjeta appel devant le Sénéchal. Avant jugement, une transaction fut ménagée, et Jean St-Clar, syndic de la ville, fut autorisé, par

délibération de la jurade du 30 juillet 1633, à transiger moyennant 150 livres. (Archives de G.). Sans aucun doute, la sentence des consuls aurait été confirmée par le Sénéchal, pour l'exemple.

Vicomte G. DE GÉRARD.

(A suivre.)

NOTES HISTORIQUES

sur la commune

DE TRÉLISSAC

(Suite)

CHAPITRE XII. — JURIDICTION, JUSTICE, POLICE.

Le droit de rendre la justice est un des apanages les plus importants de la souveraineté : aussi n'est-il pas étonnant que le Puy-Saint-Front, le comte de Périgord, le Chapitre, l'Evêque et le Roi, aient fait tous leurs efforts pour s'en emparer en tout ou en partie. L'auteur du *Mémoire pour la ville de Périgueux* soutient que le Puy-Saint-Front doit sa situation exceptionnelle de ville privilégiée, autant aux anciens droits qui lui viennent du municipale romain qu'aux diverses concessions faites en sa faveur par les rois. Mais en serrant l'histoire d'un peu près, il est facile de voir que les habitants de Périgueux, réfugiés dans une ville forte, difficile à prendre, et placée sur la lisière des possessions de deux puissants rois en lutte pendant de longues années, représentant une des rares forces organisées restées debout dans ce pays dévasté par la guerre, se firent reconnaître facilement par les belligérants qui avaient besoin d'eux, une série de droits ou de libertés que leur politique habile et persévérante accrut peu à peu, soit en profitant de la ruine de leurs adversaires directs, soit en achetant à beaux deniers comptants ce qu'ils ne purent obtenir de bon gré ou par la force.

Dès le début, la ville s'était débarrassée d'une partie

des droits que le comte de Périgord exerçait *intra muros*. Moyennant le paiement d'une rente annuelle de vingt livres, elle avait acheté l'exercice des droits de justice criminelle (1) dans cinq cas : le rapt, l'adultère, l'homicide, les violences faites avec port d'armes et le faux mesurage du sel, de l'huile et du vin.

Plus tard, des difficultés s'étant élevées sur l'application de cette convention, et notamment sur l'étendue de la juridiction conférée à la ville, il intervint, en 1286, une transaction qui engloba la banlieue dans la juridiction municipale, mais porta à 40 livres la redevance annuelle à payer au comte à titre de dédommagement. On devait en plus un marbotin d'or d'acapte à chaque changement de comte. Cette transaction fut approuvée par le Roi.

Dans l'enquête de 1305, on prit soin d'expliquer que le comte n'avait pas le droit de juger, mais seulement celui de percevoir les amendes imposées en punition du crime.

Le Puy-Saint-Front et le comte de Périgord n'étaient pas seuls à émettre la prétention de rendre la justice sur le territoire de la banlieue. Un titre de 1297 nous apprend qu'une autre transaction intervint entre Héliès Talayran de Pierregort et Pierre de Chastanet, *rector*, « pour raison de la justice de dixmes de Tralissac, par lequel appointment la dixme demeura audit recteur la haute justice audit seigneur à cause de la justice de la ville de Périgueux (2). »

Dès qu'ils eurent acquis le droit de justice *extra muros*, les consuls n'eurent d'autre préoccupation que de bien délimiter le territoire sur lequel ils pourraient opérer à l'avenir. D'après les témoignages recueillis dans l'enquête

(1) Voir *Mémoire pour la ville et cité de Périgueux*, par Moreau de Vormes, avocat, 1775. Beaucoup de titres postérieurs à la transaction de 1286 parlent encore de la haute justice appartenant au comte de Périgord sur la banlieue. Si le rédacteur du *Mémoire* n'avait pris soin de préciser les faits criminels dont la municipalité de Périgueux avait acquis le droit de connaître, on eût pu croire que les conventions de 1286 n'avaient jamais été appliquées.

(2) Voir *Archives départementales des Basses-Pyrénées*, E. 874 et collection Lespine à la Bibliothèque nationale, tome X.

de 1333, les témoins, et notamment un certain Géraud Lefort, d'Atur, rapportent que d'après l'opinion commune, les croix de la banlieue ont été plantées lors de la délimitation de la juridiction consulaire.

Tous les titres sont d'accord pour placer tout le territoire de la paroisse de Trélissac dans les limites de la juridiction du Puy-Saint-Front. C'est pour assurer l'exercice de leurs droits que les maires Guillaume Chatuel, en 1302 et 1304, et Léger Barrière, en 1320, se transportent à la Motte de Paris, près de Septfonds et en chassent les gens du comte.

Les archives communales de Périgueux abondent en documents qui prouvent avec quel soin jaloux, jusqu'à la fin de l'ancien régime, les municipalités qui se sont succédées à Périgueux ont fait relever les bornes de leur territoire, et ont rendu la justice à l'extrémité de la banlieue, notamment à la Pourelie, à Caussade, à Septfonds (1).

Malgré les transactions intervenues, le comte obtint du roi de France, en 1344, l'autorisation d'établir un juge d'appel dans son comté (2). Nous ne connaissons pas les attributions qui furent conférées à ce magistrat. Mais il subsista longtemps, car nous le trouvons mentionné dans l'acte de prise de possession du comté de Périgord, du 26 juillet 1400, au nom du duc d'Orléans, après la défaite définitive d'Archambaud VI. Ce même acte nous apprend, en outre, que la juridiction du juge d'appel s'étendait sur deux paroisses de la banlieue, Champcevinel et Trélissac.

« *Item*, est assavoir qu'esd. deux parroisses de Treillessac et de Champsavinel, contenues en leur décret, appartient toute haulte justice ; et là, avoit juge qui ressortissoit devant le juge des appeaulx : et sont à une lieue françoise de la d. cité de Pierreguëux, aussi auxquelles appartient un devoir qui est appelé *boade*, pour chascune paire de bœufs estans esd. lieux, XII deniers paiez une fois l'an ».

Ce titre nous apprend aussi que le comte continuait à faire rendre la justice par un magistrat de première instance.

(1) Voir *Archives communales de Périgueux*, série BB, *passim*.

(2) Voir *Histoire du Périgord*, par Dessalles, tome II, p. 194.

Nous ne connaissons aucun document qui nous permette de dire quelles étaient ses attributions, et s'il jugeait d'après le droit romain ou d'après une coutume.

Le roi avait intérêt à ménager les deux partis. Aussi à peine eût-il accordé au comte le droit d'instituer un juge de première instance et un juge d'appel, qu'il décida, en 1347, que les habitants de la ville et de la cité ne plaideraient plus qu'au Sénéchal ou au Parlement. Cette concession de Philippe VI de Valois fut confirmée, en 1364, par le prince de Galles qui décida que les habitants « devront être cités par notre procureur, au Parlement qui sera institué par notre père, à cause de sa supériorité sur le duché de Guyenne » (1).

D'autres contestations s'élevèrent entre la ville de Périgueux et les Cugnac, seigneurs de Caussade. Le règlement de cette affaire dura plus de quarante ans (2).

Le 29 décembre 1474, Louis XI donnait ordre à son sénéchal de Périgord d'évoquer la cause pendante entre les maire et consuls de Périgueux et Jean de Cugnac, écuyer.

Les premiers se plaignaient que le seigneur de Caussade

« Depuis ung an en ça ou environ, s'est voulu sans tiltre ni raison, dire et porter seigneur justicier du dict lieu et parroisse de Treillissac, et soubz umbre de ce, a faiet et perpetré, avecques certains de ses filz et serviteurs, et aultres aliez et complices, plusieurs grans excès, port d'armes, voies de fait et surprinses sur la diete ville et jurisdiction d'icelle ».

Malgré les prétentions de leur adversaire, les maire et consuls, pour bien affirmer leurs droits, voulurent aller, en décembre 1490, tenir leur Cour à Caussade, qu'ils persistaient à déclarer être soumis à leur juridiction, puisque le château était sur le territoire de la paroisse de Tréllissac ; mais Cugnac et ses gens se précipitèrent sur eux, les frappèrent et les forcèrent à prendre la fuite.

(1) Papiers Lespine, cités par Dessalles, dans *Les deux derniers comtes de Périgord*.

(2) Voir *Archives communales de Périgueux*, série FF. 18.

Les droits des maire et consuls ne devaient pas être aussi bien établis qu'ils le soutenaient, car ils ne purent arriver à les faire reconnaître d'une façon certaine, et ils furent obligés de transiger. Par acte du 17 novembre 1509, Jean de Cugnac déclara que ses prédécesseurs avaient déjà cédé à la communauté la vigerie et justice, tant dans la ville qu'à Trélissac, et quelques autres droits dénommés dans l'acte, et il en fit une cession nouvelle et définitive moyennant le paiement en quatre annuités de 500 livres tournois.

Dans la quittance du dernier pacte, en date du 15 janvier 1514, noble Jean de Cugnac est qualifié « seigneur de Florimont en Sarladays et de Caussade en la banlieue et juridiction de Périgueux ».

A partir de cette époque, Trélissac paraît avoir suivi le sort de Périgueux au point de vue de l'administration de la justice (1).

Aujourd'hui la commune ressort de la justice de paix de Périgueux, du tribunal de première instance de la même ville et de la Cour d'appel de Bordeaux.

A deux reprises, en 1838 et en 1858, le conseil municipal avait voté des fonds pour payer un garde-champêtre communal. Mais quoique la seconde expérience ait duré plus longtemps que la première, cette institution n'a pas donné les résultats qu'on en attendait, et on y a renoncé.

La police est faite aujourd'hui exclusivement par les bri-

(1) « En 1712, le siège de Périgueux était composé de deux présidents, un juge-mage, un lieutenant criminel, un lieutenant particulier, un assesseur, deux avocats du Roy, un procureur du Roy ; dix-huit titulaires y siégeaient et l'on comptait en outre deux vérificateurs, deux conseillers honoraires et un chevalier d'honneur ».

« En 1742, ce siège était à peu près dans le même état.

» Aujourd'hui, il n'est composé que d'un lieutenant général, un lieutenant criminel, un lieutenant particulier, un lieutenant assesseur et treize conseillers. Les deux charges de président sont supprimées, et le conseiller honoraire qui existe n'est d'aucune utilité pour ce siège ».

Voir *Archives départementales de la Dordogne*, série E, Papiers Bonneau. — « Lettre de l'Intendant de Guyenne pour faire pourvoir Bonneau de la Jarthe d'un siège de conseiller au Présidial ».

gades de gendarmerie en résidence à Périgueux, quelques gardes particuliers et un garde-pêche nouvellement installé à Trélissac.

CHAPITRE XIII. — Impôts.

Il ne peut entrer dans le cadre de cette notice de faire une étude complète des charges qui pesaient autrefois sur les contribuables de Trélissac. Je vais donc me contenter de fournir quelques renseignements particuliers qui me paraissent intéressants.

Au point de vue général, il faut rappeler quelques-uns des articles de la Déclaration de 1680 :

Les maire et consuls de Périgueux..... perçoivent, au nom de la communauté, les droits de leyde, de boucherie, de minage, de boulangerie, et ceux appelés la coupe du saumon, les lods et ventes, la vinade, les pailles et foins, les marchands étrangers. Ils ont pouvoir d'acquérir fiefs et arrière-fiefs sans en payer aucune finance... ils sont exempts de payer aucunes tailles ou impositions quelconques... ils ont pouvoir et faculté d'imposer sur les habitants de la ville et de la banlieue les sommes nécessaires aux affaires de la communauté...

Tous ces privilèges n'avaient pas toujours existé, et les consuls avaient été obligés, à plusieurs reprises, de négocier pour se débarrasser d'impôts gênants ou de les racheter à beaux deniers comptants.

Un fait relevé dans les Archives communales de Périgueux prouve qu'en matière d'impôts les droits des maire et consuls, si nettement affirmés par ceux-ci, n'ont pas été toujours reconnus sans conteste par tout le monde. En effet, en 1400, on accorda une gratification de 10 s. t. à Pierre Fumat, chapelain de Trélissac, pour avoir exhorté ses paroissiens à payer leurs tailles au comptable de l'Hôtel de Ville de Périgueux, et à reconnaître ainsi les droits de la municipalité. A ce moment la puissance du comte de Périgord était bien définitivement abattue, et on ne peut dire que les contribuables de Trélissac ne voulaient pas payer les impôts entre les mains des représentants de la municipalité par crainte de payer deux fois, ou par peur de subir les repré-

sailles du puissant ennemi du Puy-St-Front. On est donc forcé d'admettre que les droits invoqués par Périgueux étaient loin d'être établis d'une manière indiscutable.

Parmi les anciens impôts, il faut dire quelques mots d'un des plus lourds, disparu depuis des siècles, au moins sous son nom et sous sa forme primitifs : « le Commun de la Paix. »

D'après Moreau de Vormes, dans son *Mémoire pour la ville et cité de Périgueux*, on appelait Commun de la Paix cette imposition établie autrefois pour l'entretien des troupes destinées à faire garder la trêve de Dieu. Mais, suivant la coutume, pour les impôts établis pour un objet déterminé, la perception du Commun de la Paix survécut aux besoins pour lesquels il avait été créé, et il fut probablement employé à rémunérer d'autres services publics. Aussi quelques auteurs ne lui ont-ils pas attribué son véritable caractère.

Quoi qu'il en soit, dès 1256, dans le compte des revenus de la Baillie du Périgord, rendu en la Chambre des Comptes, on trouve le Commun de la Paix et le pariage de St-Front appartenant au duc d'Aquitaine. Après celui-ci, l'impôt fut perçu au profit du Roi.

Roger-Bernard, fils d'Archambaud IV comte de Périgord et de Jeanne de Pons, qui tenait de sa mère la seigneurie de Bergerac, l'échangea à Philippe VI de Valois, contre certains autres domaines et quelques droits, parmi lesquels celui de percevoir le Commun de la Paix sur diverses paroisses, notamment sur Trélissac. La paroisse ne put donc bénéficier de la mesure d'abolition prise par Charles V pour s'attirer la bienveillance des populations dans sa lutte contre l'Anglais. Il fallut attendre la mise aux enchères d'Archambaud VI pour voir passer ce droit à la communauté du Puy-St-Front, adjudicataire de tous les biens du comte.

Il ne fut pas cependant supprimé complètement, puisque par lettres patentes de 1495, Charles VIII enjoignit aux Elus de percevoir plusieurs impôts, parmi lesquels le Commun de la Paix, pour une somme de 14.500 livres (1).

C'est la dernière fois qu'est mentionné cet impôt, d'autant

(1) Voir Dessalles, *Histoire du Périgord*.

plus dur à supporter qu'il était perçu tout entier sur le Tiers-Etat.

Au moment, si important pour l'histoire de Périgueux où la ville voit disparaître ses terribles ennemis, les comtes de Périgord, il est intéressant de connaître le prorata fourni par la paroisse de Trélissac dans les budgets de la communauté. En 1408, il s'agissait de rétablir la partie des murs du Puy St-Front, compris entre la tour de Giraud et la tour Mataguerre. Une taille spéciale fut levée sur les habitants et produisit 413 livres, 9 sols, 10 deniers tournois. Trélissac fournit pour sa part 14 livres, 7 sols, 1 denier tournois, soit environ la 31^{me} partie (1).

On sait que sous l'ancien régime, le recouvrement de certains impôts, notamment la capitation, — impôt mobilier et personnel, — était confié dans chaque paroisse à un certain nombre de notables, nommés syndics, qui étaient pécuniairement responsables, et auxquels on accordait de modiques remises à titre d'indemnité. Au commencement du xviii^e siècle, Trélissac était divisé, au point de vue de la perception des impôts, en deux circonscriptions ; la première était appelée « Enclave du bourg de Trélissat (2), » et la seconde comprenait le reste de la paroisse. L'Enclave du bourg englobait : le bourg, Rhodas, Grellet, Sucher, la Rivière, Charriéras, Borie Porte, le Fardeix, Libournet et le Breuilh. Il est difficile, sans documents précis, de se rendre compte des raisons qui avaient motivé cette séparation. Y avait-il entre les habitants des deux circonscriptions une différence en ce qui concernait l'assiette des impôts ? L'une était-elle exonérée de certaines taxes, ou bien les taxes étaient-elles plus modérées que chez sa voisine ? Cette division avait-elle été établie au contraire pour faciliter le travail de la perception ? Je ne puis décider, sans éléments.

Pour l'année 1733, les sommes perçues dans l'Enclave

(1) Arch. commun. de Périgueux, série CC. 71.

(2) Papiers de famille de M. Eyraud, du Breuil — « Copie du rôle de l'Enclave du bourg de Trélissac, en 1733. »

s'élèvent à 437 livres 16 sols. Voici le texte du reçu de l'autre circonscription :

Je soussigné, chargé du recouvrement de la capitation de la banlieue de Périgueux, reconnais avoir reçu des syndics de la paroisse de Trélissat de l'année 1733, la somme de quatorze cent huit livres onze sols quatre deniers, faisant le final paiement de leur capitation dont ils étaient chargés de la levée de l'année 1733 de laquelle je les en tiens quitte. — Fait à Périgueux, au bureau de la capitation, ce 14 février 1734. Allem, receveur. »

Pour 1739, le montant du rôle de la capitation de la paroisse s'élevait à 1406 livres 16 sols 8 deniers, sur lesquels 1392 livres 12 sols furent remis au receveur. Il y eut 18 livres 14 sols de non-valeurs; 23 livres 1 sol 10 deniers furent attribués aux syndics à titre d'indemnité. Il fut perçu en outre 14 livres 14 sols 6 deniers pour le courrier.

Au moment de la réorganisation des services financiers, on créa une perception qui eut dans son ressort Champcevinel et Trélissac, et dont fut titulaire M. Dauriac.

Par arrêté du Ministre des Finances, en date du 31 janvier 1815, la démission de M. Dauriac fut acceptée, et le territoire de ces deux communes fut réuni à la perception de Chancelade dont était titulaire M. Sirventon (1).

Depuis le mois d'août 1821, le percepteur de Chancelade est autorisé à résider à Périgueux.

Je vais indiquer les impôts à percevoir pendant quelques années à partir de 1789. Mais il est impossible d'établir des comparaisons exactes entre chacune de ces années, le territoire de la commune ayant beaucoup varié et ayant été considérablement diminué à diverses reprises.

En 1789 le rôle général s'élevait à 3.393 livres 10 sols.

D'après l'*Annuaire du département de la Dordogne* de l'an XI, les contributions étaient ainsi établies :

Principal de la contribution foncière.....	4.675 fr. 75
Personnelle, somptuaire et mobilière.....	550 fr. 75
Portes et fenêtres	211 fr. 54
Patentes de l'an X.....	103 fr. 10
Total.....	5.541 fr. 14

(1) Voir *Bulletin de la Dordogne*, 15 mars 1815, n° 455.

En 1813, il y avait seulement 4 patentés dans toute la commune : les meuniers de Barnabé (26 fr. 02), du Mounard (20 fr. 44), de Charriéras (16 fr. 73), et le tanneur Peyroulet (16 fr. 62). Total : 79 fr. 81. La même année, le montant des contributions foncière et mobilière était de 6.294 fr. 69.

En 1840, ces mêmes impôts s'élevaient à 7.860 francs, dont 7.135 pour la contribution foncière et 725 pour la personnelle et mobilière, auxquels il faut ajouter 667 francs pour les portes et fenêtres.

Le budget additionnel de 1899 prévoit 11.596 fr. 35 de recettes, et 9.804 fr. 45 de dépenses, d'où un excédent de 1.786 fr. 90. Mais ces chiffres ne donnent pas la physionomie de nos budgets, car ils comprennent en recettes et en dépenses 5.100 fr., empruntés au Crédit foncier pour l'agrandissement du cimetière et remboursables en trente annuités à partir de 1900. La plus grosse partie de cette somme sera versée dès cette année entre les mains des entrepreneurs.

Le budget ordinaire de 1900 est de 5.617 fr. en recettes, et 5.680 fr. de dépenses.

Pour 1899, le montant de la contribution foncière est de 2.089 fr. 23 pour les propriétés bâties et de 6.319 fr. 06 pour les propriétés non bâties.

Le montant des contributions personnelle et mobilière est de 2.026 fr. 45. L'impôt des Portes et fenêtres s'élève à 1.193 fr. 72, et enfin celui des Patentes à 1.375 fr. 03 dont 72 fr. 85 pour la commune.

Les centimes pour dépenses de l'assistance publique sont de 0 fr. 06.

CHAPITRE XIV. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

L'instruction paraît avoir été fort peu en honneur autrefois dans notre commune. Sous l'ancien régime, on ne trouve trace d'aucun établissement d'enseignement, et dans tous les actes de l'état-civil, de 1670 à 1792, parmi les professions de ceux qui y sont inscrits, on trouve mentionnés seulement deux écoliers, et pas un seul professeur. Presque tous les propriétaires des châteaux ou repaires signaient les actes,

mais les signatures étaient tracées pour la plupart avec hésitation par des gens peu habitués à manier la plume.

Il faut aller jusqu'en 1837 pour que le conseil municipal, obligé d'appliquer la loi Guizot sur l'instruction primaire, s'occupe des questions d'instruction. Une délibération du 9 juillet 1837, homologuée par le préfet, autorisa le maire à acquérir des héritiers Chabert une maison et dépendances situées au chef-lieu de la commune, pour une somme de 2,800 francs. Pour rendre cette maison habitable et la rendre propre à l'usage auquel elle était destinée, on dépensa 630 francs en réparations diverses.

A cette époque, il n'y avait pas pléthore dans le personnel enseignant, et il fallut chercher un maître qui voulût bien accepter de venir à Trélissac. On mit deux ans à trouver cet oiseau rare : ce ne fut que le 20 octobre 1839 que le conseil municipal émet « unanimement l'avis que M^r Jean-Justin Prévot soit nommé instituteur primaire. » On lui alloua 220 francs par an payés par la commune, et on l'autorisa en outre à percevoir une rétribution mensuelle payée par chaque élève non compris dans l'état des élèves devant être admis à titre gratuit. Cette rétribution était fixée de la manière suivante : 1^o pour ceux dont l'instruction a déjà acquis un degré avancé, 2 francs ; 2^o pour ceux du degré intermédiaire, 1 fr. 50 ; 3^o pour les commençants, 1 franc.

Tout cela était bien mesquin ; aussi l'instituteur ne tarda-t-il pas à réclamer, et, le 10 mai 1840, à demander l'autorisation de percevoir « trois francs par mois pour chaque élève appartenant à une famille dans l'aisance auquel il donnera l'instruction pour la lecture, l'écriture, le calcul, la grand-maire (*sic*), la géographie, l'histoire, etc.... »

L'autorisation fut accordée par le conseil ; mais ce chiffre paraissant bientôt trop élevé, il fut ramené à deux francs. On décida en même temps que quatre enfants seraient instruits gratuitement.

Le 24 février 1849, le conseil porta à vingt le nombre des enfants non payants. Les habitants paraissent peu empressés de jouir de ces avantages, car dans la séance du 10 août 1849 on constate mélancoliquement que l'école n'est fréquentée

que par trois élèves payants et par deux admis gratuitement. On autorise donc « le sieur Pradier, instituteur, à venir chaque jour, sa classe finie, aider sa femme à tenir un magasin d'épicerie à Périgueux. »

Deux ans après, on augmente le traitement de l'instituteur, qui est porté à 600 francs, y compris le paiement des rétributions scolaires, et on accepte comme titulaire du poste (18 mai 1851) M. Pierre-Marcelin Bourlioux, né au Gros-Chaslang (Corrèze) le 11 janvier 1811, breveté à Tulle le 6 septembre 1836, ayant fait ses études au petit séminaire de Servières, ayant déjà exercé à Yssandon (Corrèze), Terrasson et St-Cyprien.

En 1865, M. Labrue le remplace. — Il a lui-même M. Saignac pour successeur.

La loi du 10 avril 1867 exige que dans les communes dont la population dépasse 500 âmes, les garçons et les filles soient élevés dans des écoles séparées. En 1869, le conseil municipal est mis en demeure par le préfet d'appliquer cette loi. — On court au plus pressé. Comme on n'a pas de bâtiment pour loger l'institutrice à part, on prie le préfet de nommer à ce poste la sœur de l'instituteur. Ce désir est exaucé, et l'école des filles est créée par arrêté préfectoral du 4 avril 1869. — La commune n'ayant pas les ressources nécessaires pour faire construire une nouvelle école, M. Magne offrit de prêter gratuitement pendant 9 ans une maison et un jardin qu'il possédait dans le bourg.

Cette situation provisoire ne pouvait durer, d'autant plus que le même bâtiment servait à la fois d'école et de mairie. Dans la séance du 8 octobre 1871, le maire appela le conseil municipal à délibérer sur cette question. M. Magne avait rempli les obligations qu'il avait contractées en faisant construire une maison d'école semblable à celle que lui avait cédée la commune en échange. Le maire proposait, en soumettant des plans dressés par M. Dubet, architecte à Périgueux, d'ajouter de chaque côté de ce bâtiment des annexes où l'on établirait une vaste salle d'école pour les garçons et une semblable pour les filles. On construirait en même temps un vaste hangar couvert en tuiles, qui, se prolongeant dans

la direction de la route nationale, serait fort utile, en cas de mauvais temps, soit pour les enfants des écoles, soit même pour les autres habitants de la commune.

Ces propositions furent acceptées par le conseil, et, pour pouvoir les réaliser, on consacra à ces travaux une somme de 21,073 fr. 25, dont 14,000 francs furent fournis par un emprunt remboursable en quinze ans à partir de 1872, plus 5,000 francs de subvention allouée par l'Etat, et le surplus pris jusqu'à due concurrence sur le produit de l'emprunt contracté pour l'équipement des mobilisés et qui n'avait pas été utilisé. Toutes ces constructions furent faites par M. Eyssalet, qui avait déjà construit l'église sous la direction de M. Dubet, qui en avait dressé les plans, comme il avait dressé les plans de tous les autres bâtiments communaux.

Enfin, en 1882, on a complété les bâtiments des écoles, tels qu'ils existent actuellement, en construisant des préaux couverts et des murs de clôture des cours et des jardins de l'école.

Le rez-de-chaussée du bâtiment central sert de mairie. Le premier étage, ainsi que deux pièces du rez-de-chaussée donnant sur la cour intérieure, sont consacrés au logement de l'instituteur et de l'institutrice.

La plupart des enfants de l'Arsault vont dans les écoles de Périgueux. Néanmoins, la moyenne des élèves fréquentant l'école de Trélissac, depuis dix ans, est de 70 pour les garçons et de 60 pour les filles.

M. Chatard, instituteur, et M^{me} Chatard, institutrice, sont en fonctions à Trélissac depuis le 22 janvier 1874.

CHAPITRE XV. — VOIES DE COMMUNICATION.

La géographie physique et les nécessités sociales ont toujours imposé le tracé et la direction des chemins. C'est ainsi que dans notre commune, dès les temps les plus reculés, on trouve l'indication des deux routes principales qui la desservent encore : la première, s'élevant sur les plateaux dans la direction de Limoges et de Paris ; l'autre, qui ne lui dispu-

tera que bien plus tard la prééminence, reliant l'église au Puy-St-Front par la plaine et l'Arsault.

Les autres chemins les plus fréquentés conduisaient vers les quatre moulins de la paroisse, Charriéras, Rhodas, et — les deux plus anciens — el Monar, plus tard le Mounard, et el moly del Prats, aujourd'hui Barnabé. Ces chemins partaient, en général, des châteaux, et traversaient et desservaient les villages importants.

Sans vouloir dresser une carte vicinale pour chaque siècle, je vais indiquer quelques chemins souvent cités, en donnant la date du plus ancien titre dans lequel je les ai trouvés mentionnés :

1430. Chemin de Périgueux à la fontaine de Crézélou.

1430. Chemin *per quod solebant ire quidem homines vocati los Cre-myeiras* (aujourd'hui les Bruts) *auditum missam ad ecclesiam de Tralhissaco.*

1432. Ténement des Maisons appartenant à Elie Dupuy, bourgeois de Périgueux, confrontant à chemin qui va du Mas du Meyrat à l'église de Tralhissac.

1549. Deux maisons à las Bourdarias (aujourd'hui Sanet) tenues par Antoine Chaleppe de la fondalité et directité de noble Mons^r M^e Hélie de Merlé, seigneur de Montgaillard, habitant Périgueux, confrontant au chemin de las Bourdarias vers le moulin de Bernabé.

1610. Chemin qui va du prioré de Septfonds vers le moulin du Mounard.

1610. Autre chemin qui va du prioré de Septfonds vers le moulin de Bernabé. On retrouve encore ce chemin en 1738.

On traversait la rivière, soit au gué, en amont du moulin de Charriéras, soit au moyen d'un bac, en face du village de Grelet, situé sur la rive gauche, et qui fait aujourd'hui partie de la commune de Boulazac.

Aujourd'hui, la commune est desservie :

I. — Par la route nationale n° 21, qui suit le cours de l'Isle depuis Charriéras jusqu'à l'Arsault. Elle a remplacé dans la

commune, au milieu de notre siècle, un chemin en mauvais état, très tortueux, mais qui en général se rapprochait davantage du flanc des coteaux. Le tracé actuel est dû à l'initiative et à la persévérance du maréchal Bugeaud, ainsi qu'en témoigne une lettre de ce grand homme, datée du 1^{er} octobre 1832, et qui se trouve aux archives communales de Trélissac. Il insistait pour obtenir le concours sans réserves de la municipalité dans la campagne pacifique qu'il entreprenait et qu'il finit par mener à bonne fin. La route d'Excideuil à Périgueux fut décidée par la vallée au lieu d'être jetée sur les coteaux, pour rejoindre sur le plateau l'ancienne route de Paris. Une partie de la route nouvelle, — de Sorges à Périgueux, — est maintenant un tronçon de la route nationale n° 21, en remplacement de l'ancienne, classée comme chemin d'intérêt commun n° 34, et qui, ainsi que je l'ai déjà dit, sert de limite à la commune, depuis la Croix-Ferrade jusqu'aux Tavernes.

II. — Le décret impérial du 16 août 1855, qui classait à nouveau le chemin n° 34, fut suivi d'un arrêté préfectoral du 5 mars 1856 fixant sa largeur à 7 mètres entre fossés, et autorisant les communes traversées à vendre aux propriétaires riverains les parcelles qui les séparaient de l'assiette du chemin. — Dans la commune de Trélissac, presque tous les propriétaires ont actuellement profité de ces facilités et acquis les parcelles en vente.

III. — Par le réseau des chemins vicinaux :

Le 30 novembre 1889, le conseil municipal a dressé le tableau de classement de ces chemins, qu'il a portés au nombre de vingt : il a demandé en même temps que leur largeur fût uniformément portée à cinq mètres entre fossés. Ces décisions ont été rendues définitives par la commission départementale du Conseil général dans sa séance du 27 janvier 1890.

Voici le tableau des chemins vicinaux :

Numéros	NOMS DES CHEMINS.	LONGUEUR
		TOTALE
1	De la 1 ^{re} n ^o 21 au ch ⁱⁿ d'int. comm. n ^o 34.	6,708 m.
2	De l'Arsault à la Croix-Ferrade.....	791
3	Du moulin de Barnabé à la route n ^o 21...	383
4	Des Morilloux au Pouyaud.....	2,800
5	Du pont de Trélissac à Champeevinel.....	5,282
6	Des Jalots au moulin des Mounards.....	500
7	De Trélissac au Meyrat.....	2,700
8	Des Jalots à la Croix du Rat.....	6,831
9	De Libournet au cimetière de Trélissac.....	2,408
10	De Cavillac au gué de Charrières.....	1,806
11	De Charrières à la Croix-Landon.....	1,580
12	De Charrières aux Gourdloux.....	2,500
13	De Malayolle aux Tavernes.....	3,400
14	Du Grand-Claud à la Poretie.....	1,200
15	Du Grand-Claud aux Gourdloux.....	1,800
16	Des Gourdloux à Caussade.....	2,600
17	Du Grand-Claud à Fricassée.....	2,230
18	Du Pouzi à La Jarthe.....	2,850
19	De la Chaumardie à Septfonds.....	1,755
20	De Bonac aux Romains.....	900
TOTAL.....		51,044 m.

Dont 13 à 14 kilomètres environ sont complètement terminés.

Le budget vicinal voté pour 1900 est au total de 4,314, fr. composés de la manière suivante :

3 journées de prestations dont le produit est évalué à.....	2,862 fr.
5 centimes spéciaux ordinaires, évalués à.....	557
Le produit d'une imposition extraordinaire qui cessera en 1904, de 8 cent. 20.....	895
TOTAL.....	4,314 fr.

Sur cette somme, 895 fr. sont employés au remboursement de l'emprunt ; — 75 fr. sont pris pour frais généraux, — et 915 fr. versés comme contingent de la commune pour l'entretien des chemins de grande communication ; ce qui laisse seulement 2.429 fr. pour l'entretien de nos chemins vicinaux et le traitement du cantonnier, qui touche 600 francs par an.

IV. — Par le réseau des chemins ruraux reconnus légalement, et comme tels rendus imprescriptibles dans leur assiette et leur largeur actuelles, comme de véritables chemins vicinaux.

Le tableau général en a été dressé en juin 1889, en exécution de la loi du 20 août 1881, par M. de Laurière, maire, et M. Stipal, agent-voyer. On en compte quinze. Le classement de ces chemins a été adopté par le conseil municipal dans sa séance du 30 novembre suivant, et la commission départementale du conseil général a statué définitivement le 29 septembre 1890.

TABEAU DES CHEMINS RURAUX.

Numéros	NOMS DES CHEMINS.	Longueur	Largeur
1	De Barnabé au chemin d'int. comm. n° 34..	905 ^m	4 ^m
2	Du moulin de Barnabé à la route n° 21..	1,082	5
3	Des Jalots à la Jarthe.....	994	4
4	De Trélissac à la Poutarelle.....	900	4
5	Du chemin rural n° 4 à Cavillac.....	587	3
6	Des Laniers à la fontaine de Chanand.....	2,850	4
7	De la Rivière au gué de Charrières.....	1,352	4
8	De Chancel à Montignac.....	1,029	4
9	Des Gourdoux au chemin d'int. comm. n° 34..	1,387	3
10	Des Fardeix au Claud-Fardeix.....	750	4
11	Des Romains aux Grands-Bruts.....	2,375	3
12	De Chantecor à Merlandoux.....	697	4
13	Des Bas-Gourdoux à Septfonds.....	2,879	4
14	Des Rivaux à la Petite-Mothe.....	1,862	4
15	Du Pouyaud aux Maisons.....	936	4
TOTAL.....		20,535 ^m	

Il y a enfin une cinquième catégorie de chemins publics : les chemins de servitude, qui servent à une partie de la population et notamment aux riverains, mais sur lesquels la commune n'a aucun droit à prétendre.

Depuis longtemps, la population désirait pouvoir communiquer avec la rive gauche d'une façon plus commode que par le bac de Grelet. De nombreuses délibérations du conseil municipal témoignent des démarches faites pour arriver à supprimer ce mode primitif de passage par un plus commode

et plus pratique. Dans la séance du 1^{er} novembre 1868, le conseil, assisté des contribuables les plus imposés, vota un emprunt de six mille francs, à réaliser en 1869, et qui devait former la part contributive de la commune dans les dépenses afférentes à la construction d'un pont destiné à remplacer le bac de Grelet. L'amortissement de cet emprunt fut assuré par des centimes extraordinaires à percevoir pendant trente années.

Ces efforts furent couronnés de succès. L'administration accepta les offres de la commune, et le budget vicinal de 1870 prévoit une dépense extraordinaire de 35,284 francs, dont 32,500 francs pour la construction du pont de Trélissac, et 2,784 francs pour l'établissement d'un chemin d'accès reliant le pont à la route impériale. Ce pont et ce chemin sont entretenus depuis quelques années aux frais du département, moyennant le paiement annuel d'une somme de 115 francs à prendre sur le montant des prestations.

Depuis peu d'années, M^{me} Alfred Magne a fait construire en amont du pont un abreuvoir et un lavoir dont elle a fait cadeau à la commune.

Un projet dressé par le service vicinal depuis plusieurs années, et accepté en ce qui le concerne par le conseil municipal de Trélissac, qui a voté 2,000 francs pour la part contributive de la commune, consiste à établir un autre pont au-dessus du moulin de Charriéras, pour relier directement Bassillac à la route nationale n° 21. Mais ce projet n'est pas encore adopté complètement par les pouvoirs publics, et nous ne savons pas quand on se décidera à créer cette voie de communication si utile.

Il nous reste à mentionner ici la compagnie des tramways du Périgord. La commune est traversée entièrement par la ligne de Périgueux à Saint-Yrieix, qui emprunte, pour son assiette, un côté de la route nationale n° 21. — Il y a, sur notre territoire, trois stations : les Jalots, Trélissac et Charriéras, et un arrêt facultatif, Barnabé. — La station de l'Ar-sault-Périgueux est à quelques mètres seulement des premières maisons de la commune.

CHAPITRE XVI. — VISITES DE PERSONNAGES IMPORTANTS.

Un certain nombre de personnages historiques ont visité une partie de la commune, et il paraît intéressant de dire quelques mots de chacun de ces voyages.

L'abbaye Saint-Eutrope était située sur le territoire de la commune de Cornille, mais beaucoup de ses possessions, Claud de Septfonds, Trotobœuf, Libournet, les Sussous....., dépendaient de Trélissac, ainsi qu'en témoigne l'arpentement de mars 1685 (1).

Bertrand de Goth, plus tard pape sous le nom de Clément V, ayant été mal reçu par les moines de l'abbaye pendant une tournée épiscopale qu'il fit en 1304, dans le diocèse de Périgueux, excommunia le prieur et plusieurs moines et interdit l'église.

Sur le territoire de Trélissac, à un endroit que je ne puis spécifier, il y avait un prieuré de femmes appelé de Septfonds et dépendant de Ligneux (2) : il est certain qu'il dut aussi recevoir la visite de l'archevêque de Bordeaux.

Le *Journal de la Dordogne* a raconté dans ses numéros des 25 et 26 septembre 1897, que Napoléon I^{er}, parti de Valladolid le 17 janvier 1809 et arrivé à Paris le 22 au milieu de la nuit, d'après une tradition qui, du reste, ne repose sur aucun document authentique, aurait couché aux Morilloux dans la nuit du 20 au 21 janvier. Cette propriété appartenait alors à Etienne Girard, père du célèbre millionnaire de Boston, que le général Bonaparte aurait connu pendant la Révolution et nommé, dès son avènement au pouvoir, administrateur général des biens nationaux du Périgord. Ce séjour n'est pas impossible, et je me garde de le contester d'une façon formelle sans preuves certaines. Une lettre, trouvée dans les archives de la mairie de Trélissac, me laisse cependant des doutes sur la vérité de cette anecdote. Le 18 juillet 1815, le ministre de la police écrit au maire de la commune, « que la mise en surveillance du sieur Girard, qui eut lieu en 1810,

(1) Voir *Archives départementales de la Dordogne*.

(2) Voir *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome XII, p. 186.

doit être considérée comme non avenue, attendu qu'elle était sans objet ». — Il paraît bien peu vraisemblable que Napoléon, accompagné d'un seul aide-de-camp, se soit arrêté, pendant son voyage, chez une personne aussi peu sûre au point de vue politique, et contre laquelle son gouvernement crut devoir appliquer, quelques mois après son passage, la grave mesure de la surveillance. Etienne Girard demeura suspect jusqu'à la chute définitive de l'Empereur, après les Cent Jours.

Nous sommes mieux documenté sur le passage du duc et de la duchesse d'Angoulême.

A peine débarrassé des soucis de l'installation, le gouvernement de Louis XVIII pensa qu'il était nécessaire de montrer aux provinces la fille de Louis XVI et son mari le futur roi de France. Un grand voyage fut donc décidé vers le Sud-Ouest, qui parmi les premiers, s'était montré favorable au retour des Bourbons.

Dès qu'il est avisé de ce projet, le préfet baron Rivet, écrit le 3, puis le 14 février 1815, à M. Dauriac, maire de Trélissac, pour lui donner des instructions précises. Il lui recommande de convoquer les gardes nationaux à cheval, et comme le temps fait défaut pour leur faire faire l'uniforme spécial qu'on désire, il lui indique un commerçant de Périgueux qui se chargera de faire à peu près le nécessaire, au plus juste prix. Il le charge, en outre, de nommer un capitaine provisoire. Le choix de M. Dauriac se porta sur M. de la Bigotie, propriétaire à la Mothe. Enfin, il devra se transporter, le 3 mars 1815, avec son adjoint et les gardes nationaux de la commune, « sur le point de la route de Limoges à Bordeaux qui forme la limite nord de Trélissac, afin de se trouver au passage de LL. AA. RR., qui n'aura vraisemblablement lieu qu'après-midi. Je me repose sur vous, ajoute le baron Rivet, et je me confie à votre zèle pour tout ce qui tient aux objets d'embellissement que vous croirez nécessaires, et que la localité et la saison vous permettront de faire en cette heureuse circonstance ».

Le *Bulletin du département de la Dordogne*, qui était le seul journal local publié à cette époque, mentionne que sur

toute la route suivie par LL. AA. RR. depuis Limoges, un arc de triomphe était élevé à l'entrée de chaque commune. C'est une note générale qui doit s'appliquer à Trélissac, et on doit en conclure qu'un arc-de-triomphe avait été dressé aux Tavernes, premier village de la commune sur la route de Limoges.

Il est probable également que la municipalité et les gardes nationaux allèrent attendre les augustes visiteurs au relai de Sorges où ceux-ci s'arrêtèrent pour recevoir les hommages et les vœux des habitants des communes voisines.

D'après le *Bulletin*, la réception à Périgueux et l'enthousiasme de la population ne laissèrent rien à désirer.

Pendant que les fonctionnaires dansaient devant la duchesse d'Angoulême et que les soldats de la Grande-Armée escortaient le duc en sollicitant la croix de chevalier de Saint-Louis, l'Empereur faisait ses préparatifs pour descendre à Fréjus !

La dernière visite à mentionner est toute récente. Elle date du 3 juin 1895.

M. Félix Faure, président de la République française, de passage à Périgueux, se rendit sur le territoire de la commune, à la Croix-Ferrade, où il fut prié de poser la première pierre du futur hospice civil et militaire de Périgueux, qui doit être construit dans une propriété donnée à cet effet par M^{me} Parrot et son mari feu le docteur Parrot, en son vivant, médecin de l'hospice, officier de la Légion-d'Honneur.

Il fut reçu par le maire, assisté de son conseil municipal, et qui lui adressa un discours pour lui souhaiter la bienvenue. Le Président répondit par quelques phrases aimables pour remercier de l'accueil qui lui était fait sur le territoire de notre commune (1).

(1) Procès-verbal de cette cérémonie a été dressé et transcrit à sa date, sur le registre des délibérations du conseil municipal.

CHAPITRE XVII. — RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES SUR LES VILLAGES DE LA COMMUNE DE TRÉLISSAC INSCRITS AU DÉNOMBREMENT DE 1896 (1).

Noms des Villages	NOMBRE DE			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIVIDUS	
Trélistac.	16	19	69	(V. chapitre : Trélistac.) A appartenu pendant de longues années aux Lassoutanie dont M. Fyraud, le propriétaire actuel, a épousé la dernière représentante. A été agrandi en 1806 par l'achat de partie de domaine dépendant de la terre de Trélistac.
Le Breuilh.	2	2	13	
Les Jalots.	14	18	68	Paraissent avoir formé autrefois la même tenance que les Sussous. En mars 1685 sont, en partie fondalité du prieuré de Septfonds et en partie du sieur de Salleton. Comprend l'ancien sol du disme. D'après l'arpentement du 28 avril 1728, fondalité de messire Jacques du Cheyron, écuyer, seigneur du Pavillon et de la Bulgarie. Tend à devenir le centre d'une des agglomérations les plus importantes de la commune, depuis la construction des ateliers de la C ^{ie} des Tramways du Périgord, et de la maison du Directeur.
Les Sussous.	5	5	20	Appartiennent aujourd'hui à M. Chabanas, négociant à Périgueux, qui a fait construire, sur le coteau, il y a quelques années, une belle maison d'habitation et de vastes communs : il a donné à ces nouvelles constructions le nom de Mamelon vert. C'est sur le territoire de cette propriété que se trouve la carrière de sable, dite de Rhodas, dans laquelle on a découvert des restes d'animaux anté-diluviens.
Les Mounards	3	4	18	Autrefois el Monar. Moulin connu depuis le XV ^e siècle. Vendu le 2 avril 1769 par M. Dulau de Lacotte à M. Des-

(1) Le total des **maisons** est **276**, celui des **ménages** **311**, et celui des **individus** **1,288**. — Il est intéressant de comparer ces renseignements à ceux qui sont fournis pour l'an xi (1803-1804) par l'*Annuaire statistique de la Dordogne* de l'an xii. La comparaison n'est pas absolument exacte, puisque les termes ne sont pas identiques ; à cette époque, en effet, la commune n'avait pas perdu toute la partie de l'Arsault prise par Périgueux en 1830.

Nombre des maisons : **236**.

Hommes mariés ou veufs.....	186	}	Total de la population..	915
Femmes mariées ou veuves.....	196			
Garçons de tout âge.....	277			
Filles de tout âge.....	275			
Défenseurs de la patrie vivants.....	11			

Conscrits des années ix et x :

Nombre total, 9, dont	{	Appelé pour l'armée.....	1.
	{	Appelés pour la réserve....	2.

Noms des Villages	NOMBRE DE			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIVIDUS	
Laborie des Mounards	9	16	72	groges. Celui-ci ayant émigré, le moulin fut saisi et adjugé, le 12 nivôse an III, comme bien national, à Etienne Négrier. A contenu probablement la tenance, de 6 journaux 191 escats, appelée las Borias, qui en 1682 était de la fondalité des vicaires de St-Antoine de la ville de Périgueux. A appartenu pendant longtemps aux de Salleton dont plusieurs membres ont occupé des fonctions publiques à Périgueux. A la fin de l'ancien régime, appartenait aux Sarlandie. Au commencement du siècle, était à M. Sandal-Roy. Partagée aujourd'hui entre de nombreux propriétaires, parmi lesquels les familles Margat-Gadaud, Dauriac....
Deguin.	3	3	13	Autrefois : la Petite Borie, paroisse de St-Martin-les-Périgueux (v. carte de Beleymes et titre de 1692 à la collection Veyre aux Arch. Dép.)
La Rhudeille.	4	4	19	Paraît avoir fait partie du tènement des Jalots ou des Sus-sous. Appelée autrefois, jusque vers la seconde moitié du XVII ^e siècle, la Ribierre ou la Rivière de Laborie. Appartient à la famille Vêchembre depuis 1770 environ, par suite du mariage de M. Georges Vêchembre, bourgeois de Périgueux, procureur ès-sièges royaux, avec damoiselle Marguerite Audinet. Est aujourd'hui la propriété de M. Gaston Vêchembre, ancien receveur des finances, conseiller municipal de Trélissac. Maison importante avec tour carrée.
Les Morilloux.	6	9	33	Damoiselle des Morilloux, citée dans l'état civil le 2 mai 1671. Les Morilloux furent vendus comme bien national et acquis par Girard, père du célèbre Girard qui émigra en Amérique et laissa par testament, sa très considérable fortune à la ville de Boston. Ils devinrent la propriété de M. Lardy à la suite de son mariage avec M ^{lle} Palmyre Girard. Une lettre écrite par celui-ci au maire de Trélissac, à l'occasion de son mariage, fournit un curieux renseignement sur sa famille : « Comme l'extrait mortuaire de mes défunts père et mère, dit-il, est bien et dûment relaté dans cet acte de mariage qui eut lieu à Paris, et que même il y est dit que par arrêt du Conseil d'Etat, je ne dois pas même connaître le lieu où l'endroit où reposent mes bien aimés parents... » Louis Lardy, de Laborie. Il appartient ensuite à M. de Lacrousille, dont une des filles, M ^{me} veuve de Siorac y habite encore.
Barnabé.	9	9	38	V. Chapitre : Barnabé.
Libournet.	5	7	15	S'est appelé Massogolard (V. aux Arch. Départ. de la Dord. l'arpentement de 1685). Appartenait au XVIII ^e siècle, aux Sudret, bourgeois de Périgueux. Un Sudret a été adjoint au maire de 1813 jusqu'à sa mort en 1815. Appartient aujourd'hui, partie à M. Brouillaud, conseiller municipal, partie à M. Napoléon Magne, député de la Dordogne, qui y a organisé une importante jumenterie.
Cavillac.	5	5	23	La famille Cœuilhe habitait Cavillac en l'an VII. Appartient aujourd'hui, partie à M ^{me} Magne partie à Mgr. Dabert, évêque de Périgueux et de Sarlat, qui, chaque année, y passe une partie de l'été.
Les Fieux.	1	1	9	Au XV ^e siècle, Jo Fyous, d'après la collection Périgord à la Bibliothèque nationale. En 1684, nos actes de l'état civil mentionnent Pierre de Montozon sr des Fieux.
L'Arsault.	23	41	156	V. Chapitre : l'Arsault.
Charrières.	15	19	62	Paraît avoir été appelé le Moulin Neuf au XVII ^e siècle. Appartenait au moment de la Révolution à de Cognac, sei-



LE CHATEAU DE LAUTERIE

Noms des Villages	NOMBRE DES			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIVIDUS	
Lauterie.	4	4	16	gneur de Trigonant. Saisi comme bien d'émigré, il fut vendu aux enchères. Appartient à M. Rouleau : on y a installé un moulin à farine, un pressoir à huile de noix et une scierie mécanique. On remarque à côté de l'importante agglomération de Charrières la jolie habitation moderne de M. de Spriet, adjoint au maire. Station des Tramways du Périgord. Les Landric ou de Landry, seigneurs de Lautarie ou Lauterie, sont signalés dès 1229 dans les Archives communales de Périgueux. On y trouve également mentionnés, en 1568 Pierre de Landrie, et en 1606 Grimond de Landry, écuyer, seigneur de Lauterie. Brandelis de Lantry, écuyer, seigneur de Lauterie, est un des notables qui décident la construction d'un presbytère à Trélissac en 1669. A cette terre étaient rattachés à diverses époques : Landry (aujourd'hui à M. André Saint-Martin) et Grelet (à M^{re} Magne), commune de Boulazac, plus la Gavniet et les Gourdeaux, commune de Trélissac. En 1693, la maison noble de Lauterie relève à foi et hommage de la Communauté. En 1667, M. de Landry rend hommage aux Maire et Consuls de Périgueux, pour son repaire consistant en maison forte, créneaux, tours, fossés, girouettes, basse-cour. C'est un des repaires, fiefs de la ville dans la paroisse de Trélissac, pour lesquels les Maire et Consuls rendent hommage au Roi en 1681. Il passa aux Dalesme, par suite du mariage, célébré dans la chapelle de Lauterie le 25 avril 1682, de Pierre Dalesme, escuyer seigneur de Lagrèze, conseiller du Roy, lieutenant général criminel en Périgord, avec damoiselle Yzabelle de Landry. Les d'Abzac en devinrent ensuite propriétaires et le vendirent, au commencement du siècle, à M. Castillon de Lajoumarie, ancien garde du corps. Aujourd'hui à M. Magne, député. Depuis le XIV^e siècle appartient à la famille Dauriac. Un fief important qui en dépendait, était au Puy-Saint-Front et fut vendu 400 livres par la ville en 1730, pour payer des dettes municipales, à M. de Rochefort (V. arch. de Périgueux). Actuellement propriété de M. Dauriac, ancien percepteur de Périgueux, à la suite de ses parents. Une tour qui menaçait ruine a été récemment démolie. Est signalé à la fin du XV^e siècle. Nous lisons dans un titre de 1597 des Arch. Depart. de la Dordogne : « La Cour Présidiale condamne Ysabeau André, au nom et comme mère des enfants issus de son mariage avec M^{re} feu Jean Musnier, en son vivant contrôleur en l'élection de Périgord, et Martial Orfaure, maître apothicaire de Périgueux, défenseurs, à venir à investiture et reconnaissance dans quinzaine, envers le syndic du couvent des Frères Prêcheurs de la ville de Périgueux, demandeurs en matière féodale, pour six journaux de paires de bœufs en Puycontault, paroisse de Trélissac, mentionnés et confrontés dans la baillette du 29 décembre 1461, et en raison de cette tenance, à lui payer pour chaque année depuis la saisie féodale, deux boisseaux de froment de rente foncière et directe, mesure de Périgueux, et tous les arrérages dus depuis 29 ans, suivant l'estimation de ce que le blé aura le plus communément valu, année par année. » Pendant la 2^e partie du XVII^e et le XVIII^e siècles, Puycontault appartient aux de Montozon, habitant leur maison noble de Puycontault, et ayant un tombeau dans l'église Notre-Dame de Trélissac. Les de Montozon avaient également acquis le fief de Bareyrout, et de ce chef ils plaidaient
Le Pouzi.	2	2	9	
Puycontaud.	1	1	6	

Noms des Villages	NOMBRE DES			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIVIDUS	
Lavalade.	1	1	7	pour faire reconnaître leur droit de pêche dans l'Isle. Appartient aujourd'hui à M. Séez, conseiller municipal. (V. Chapitre : La Mothe.) Depuis 1672 jusqu'au XIX^e siècle, l'état civil de Trélissac mentionne de nombreux actes intéressants les de Langlade, propriétaires des Maisons. Ils se titraient seigneurs de Jollivard ou de Laforest. Nombreuses alliances avec les Dupuy de Laforest, les de Landry.... Les armes des anciens propriétaires sont encore visibles, sculptées sur une large pierre au-dessus de la cheminée de la pièce principale de la maison d'habitation de M. Maufrangeas père, propriétaire actuel de ce corps de domaines. On trouve aussi autrefois Lagladoux, le Gladoux. Les Robène ou Roubène, seigneurs de Lagladoux, sont inscrits dans l'état civil dès 1687. Pendant le XVIII^e siècle se titrent seigneurs de la Mézancie et de Meynot. Allies aux Dubreuil et aux de la Motte de St-Crépin. Appartient aujourd'hui au colonel Ségard, commandeur de la Légion d'honneur. Appartenait en 1715 à Jean Mestrat, marié à Jeanne de Langlade. Leur premier enfant eut pour marraine Françoise de Landry. Paraît être la Motte de Puycontaud, affermée le 18 juin 1656, par contrat reçu Maigne, notaire royal à Périgueux, par Guillaume Faure à Choumard frères, laboureurs. Appartient aujourd'hui en partie à M. Cinet, conseiller municipal. Beau château appartenant aujourd'hui à M. le marquis de Faymoreau d'Arquistade. Chapelle particulière. Vue magnifique, l'une des plus étendues et des plus variées du département de la Dordogne. L'importance de la terre de Septfonds est relativement récente. Jusqu'au milieu du XVII^e siècle, on ne connaissait guère que l'abbaye St-Eutrope de Septfonds, paroisse de Cornille. Les tenances qui ont formé le noyau de la propriété actuelle appartenaient aux Faure, seigneurs de Gardonne, propriétaires des Romains, et qui eurent de nombreux procès avec leurs voisins les seigneurs de l'aussade, de Laforest, de Puycontaud. Le château fut bâti par la branche des Faure de Rochefort, et construit sur les plans du célèbre architecte Louis, d'après une tradition recueillie par M. le Marquis de Cosse et qui m'a été racontée par le propriétaire actuel. En 1710, les héritages appartenant « au sieur de Gardonne, dans la paroisse de Trélissac, étaient : le borderage de Septfonds, consistant en maison, jardin, prés, et autres appartenances. La métairie des Pépilleux. Le borderage des Picaudoux. La métairie des Ramels. La métairie de la Couronne de Michelou. » Autrefois Pinot, dont se titraient les seigneurs de la Motte d'Empine et Pinot.
Les Mauroux.	1	1	5	
Les Farges.	1	1	6	
Las Moutas.	1	1	6	
La Mothe.	1	1	2	
Les Maisons.	2	3	11	
Lac-Ladoux.	1	1	5	
Chaussidoux.	1	1	5	
La Grave.	2	2	9	
Poumarelie.	2	3	11	
La Petite Mothe.	2	3	12	
Sep'fonds.	3	3	16	
Les Rivaux.	3	3	16	
La Chaumardie.	1	4	5	

Noms des Villages	NOMBRE DES			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIVIDUS	
En Garett.	1	1	5	Aujourd'hui démol.
Les Tavernes	1	1	3	Partie d'un village dont les autres maisons sont situées sur les territoires d'Antonne et de Cornille.
Les Gourdoux.	3	3	14	Ont fait partie de la terre de Lauterie. Le 7 juin 1756, l'état civil signale l'enterrement de Françoise de Landry, âgée de 60 ans, décédée aux Gourdoux.
Picaudoux.	2	2	9	Appelé Soubirat dans de nombreux titres des Arch. Départ.
Pépilleix.	1	1	7	Appelé aussi les Pépilles.
La Gavnine.	3	3	11	En 1676, arpentement de la Gavnine, fondalité du seigneur de Lauterie.
La Jarthe.	3	3	18	(V. Chap. : La Jarthe.)
Crézelon.	1	1	6	Titrait des membres de la famille des seigneurs de La Jarthe.
La Pourette	2	5	18	Au XVIII ^e siècle appartenait aux Mourcin de Merveilles Maître Guillaume de Merveilles, conseiller du Roy, ancien Président Présidial au siège de Périgueux, y mourut le 5 mai 1780, et sa fille Catherine, « habitant sur son bien noble de la Pourette », s'y maria le 11 juin 1781, dans sa chapelle domestique, avec messire Léonard Duban, écuyer, chevalier, seigneur du d. nom, habitant au lieu du Basot, paroisse de Légéhac-de-Cercles. « Un Merveilles, officier de la Légion Corse, émigra. La terre fut saisie et vendue comme bien national. Une tour a été démolie, il y a quelques années, et l'ancienne chapelle sert d'habitation à un métayer. — Appartient aujourd'hui à M. Lafargue
de la Pourette	2	2	2	Probablement la Nuridie, indiquée dans l'arpentement d'août 1694 (Arch. Départ.) fondalité de l'Hospital Sainte-Marthe de Périgueux. Principal propriétaire, Merveilles, bourgeois de Périgueux, confronte notamment à la Pourette, du nord au chemin allant du château de Lammary à Antonne.....
Le Rat.	1	1	7	Appelé autrefois le Rapt.
Orange-Brûlée.	1	1	6	
Caussade.	2	2	12	(V. chapitre : Caussade.)
Chaurac,	2	2	9	Chourat appartenait en 1530 aux frères La Vernhe, également propriétaires du Maure-Neuf, qui eurent une rixe violente avec Jean de Cunhac, 23 sept. 1731, décès de Front Lavergne, notaire royal, auquel succède son fils Gabriel qui meurt le 11 déc. 1760 et est enterre dans l'église Notre-Dame de Trélissac.
des-Chaurac	2	2	5	1758, arpentement des tènements et villages de Chaurat, La Poussardie et 2 moitiés de Borie-Brunet, situés en la paroisse de Trélissac, contigus, tenant ensemble, fondalité par 1/2 de haut et puissant seigneur Charles de Lamartonie, chevalier, seigneur de Caussade, lieutenant-colonel des grenadiers de France, et M ^r Germain Faure, chanoine et archidiacre de St-Front, seigneur des Romains.....
des-Isles de Chanaud.	1	1	4	Appartient aujourd'hui à M. Lafaye, conseiller municipal.
Chanaud.	3	3	13	De 1740 à 1747, quatre actes de l'état civil se rapportent à des membres de la famille de Langlade, habitant à Chanaud. Appartenait en 1766 à Paul du Meynot, bourgeois de Périgueux, marié à Marianne de Lamothe.
La Berthronie.	1	1	6	26 janvier 1713, enterrement de Bertrand Langlade sieur

Noms des Villages	NOMBRE DES			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIV. IDUS	
La Violette.	2	2	10	de Lanoue, docteur en médecine, époux de Catherine Desmolins, décédé à la Berthronie, âgé de 46 ans. (V. Chapitre : Borie-Porte-Montignac. Les Esper sont signalés à Malayolle, dès 1685. En 1766 une commission de quêteur pour le rachat des captifs fut accordée à Bernard Expert, sieur de Malayolle, habitant le d. village. En 1740, baptême de Guillaume Pichon, né à Malayolle, fils de Jean Pierre Pichon, maître chirurgien et de Marie Banizette, demoiselle. A appartenu à M. le docteur Debregeas qui a été pendant de longues années maire de la commune : sa veuve et une de ses filles y habitent encore. Terre contenant plusieurs corps de domaines et maison très importante que n'habitent plus les propriétaires depuis longtemps. Appartenait à la famille Fournier dont beaucoup de membres furent magistrats sous l'ancien régime. Au moment de la Révolution, les propriétaires étaient les deux sœurs Fournier, dont l'une, Marie-Eléonore veuve Lafond-Ducluzau, âgée de 31 ans, née à St Domingue, demeurant au Murat, épouse à Trélissac, le 19 vendémiaire an IX, M. Charles-Marie-Joseph Gérard, âgé de 48 ans, né à Paris, vérificateur du trésor public à Périgueux, et qui mourut, sous la Restauration, Trésorier général de la Dordogne. La seconde, Louise, épousa le 21 septembre 1795, à Périgueux, le célèbre philosophe spiritualiste Maine de Biran, alors administrateur du Département de la Dordogne, dont elle eut trois enfants : Félix, Eliza et Adine. Elle mourut le 23 octobre 1805. Sa sœur M^{me} Gérard, se chargea de l'éducation des deux filles, avec lesquelles elle se retira au Murat où elles paraissent avoir mené une existence fort monotone. Leur père, pour lequel elles avaient une grande affection, n'est venu les voir au Murat, d'après sa correspondance publiée par M. l'abbé Mayjonade, que deux fois, le 1^{er} juillet 1815, pendant 2 jours, et en mai 1822, pendant 3 jours. Elles ont échangé avec lui une correspondance active. Elles sont mortes sans postérité. Dans des Mémoires manuscrits, dont M. Dujarric-Descombes, a bien voulu me communiquer la partie intéressant les familles Gérard et de Biran, l'abbé Audierne raconte un certain nombre de détails où l'imagination semble avoir autant de part que la vérité, et où, je crois, il n'y a à glaner que la petite anecdote suivante : Sur l'insistance de l'abbé Audierne, M^{lle} Eliza faillit se marier avec M. de Mourcin, le célèbre archéologue, mais celui-ci se montra tellement pusillanime pendant un orage qui éclata au Murat le jour où il alla demander officiellement la main de M^{lle} de Biran, qu'il ne fut pas agréé. On remarque au Murat une bibliothèque bien fournie de livres, imprimés au commencement du XIX^e ou à la fin du XVIII^e, mais sans intérêt au point de vue bibliographique. Chapelle construite par M^{me} Gérard. (V. Chapitre : Borie-Porte-Montignac) François Touraud, notaire, y décède le 20 mars 1689.
Borie-Porte.	7	7	37	
Claux-Fardeix.	2	2	13	
Fardeix.	1	1	6	
Malayolle.	6	6	27	
Le Murat.	4	4	17	
Montignac.	1	3	9	
Larivière.	3	3	15	
Chancel.	3	3	12	

Noms des Villages	NOMBRE DES			OBSERVATIONS
	MAISONS	MÉNAGES	INDIVIDUS	
Ies Allamans	2	2	10	Appelés aussi la Roussarie. — (V. aux Arch. Dép. titre de 1778.)
Jarrijal	1	1	4	
Merlandoux.	2	2	13	Appelés autrefois Cheyssac (31 mai 1572) ou Cheyrat (1614) (V. Arch. Départ Série E. Collection Veyrel.)
Bertrangeas,	2	2	7	Appelé autrefois Puy-du-Mounard (1614) (V. Collection Veyrel aux Arch. Départ.)
Les Brandeaux	2	2	5	V. aux Arch. Départ. l'arpentement de 1758, des Brandeaux ou Replats, la Combe de la Jarthe, et Las Gaillas ou Cachancel, composant un seul corps de tenances dite des Hosties, fondalité de messire Jean-Pierre Puybertrand, prêtre chanoine en l'église St-Front de Périgueux, et vicaire de la chapelle des Hosties fondée en ladite église.
Les Romains.	6	6	33	Appartiennent encore aujourd'hui, en partie, à la famille de Rochefort, qui en est propriétaire depuis plus d'un siècle et demi, après les Cugnac qui en étaient seigneurs en 1735, et qui l'avaient cédé en 1736 à M. Faure de Rochefort.
Bonnac.	5	7	21	Au XV ^e siècle, on cite la font de Beunac confrontant au chemin allant de Périgueux vers Trélissac.
Les Petits Bruts.	4	4	17	Appelés aussi las Cremyeiras dans un grand nombre de titres. En 1611 et 1699, mouvance et fondalité du sieur abbé de Peyrouze, puis, en 1771, du seigneur de la Jarthe.
Les Grands Bruts.	5	5	26	
La Croix-Ferrade.	6	6	32	Appartenait aux Puy-Abry.
Le Meyrat.	1	1	4	
Sanet.	1	1	7	Connu aussi au XV ^e siècle sous le nom de Las Bourdarias, appartenait alors aux de Merlé seigneurs de Montgaillard.
Barberousse.	1	1	4	
Chantecor.	3	3	11	
Le Pouyaud.	3	3	12	Avait une chapelle au XVII ^e siècle. D'après un titre de 1692 de la collection Veyrel, appelé aussi la Barelle.
La Croix-Landon.	1	1	3	

(A suivre).

E. DECOUX-LAGOUTTE.

*

VARIA.

HISTOIRE ET LÉGENDE :

FASTES ÉPISCOPAUX DU DIOCÈSE DE PÉRIGUEUX;

extraits d'un livre récent de M. l'abbé Duchesne.

Il nous a paru intéressant de détacher des *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, dont l'éminent directeur de l'Ecole française de Rome a publié récemment le tome second (1), deux passages contenant, l'un, la liste des onze premiers évêques du diocèse de Périgueux, l'autre, une discussion critique de la légende de saint Front. Les lecteurs du *Bulletin*, qu'intéresse l'histoire ecclésiastique de notre province, trouveront, dans ces deux extraits, quelques additions et corrections utiles aux renseignements fournis à cet égard par la *Gallia Christiana*.

R. V.

LES ONZE PREMIERS ÉVÊQUES DE PÉRIGUEUX.

» 1. *Frontus*. — Présenté par la tradition comme premier évêque. Sur sa légende, voir plus bas.

» 2. *Anianus*. — Il n'est connu que par la moins ancienne des deux légendes de saint Front, qui le représente comme le successeur et le premier biographe du saint (2).

» 3. *Paternus* (3). — Déposé de l'épiscopat après le retour de saint Hilaire (360), comme partisan de l'arianisme.

» 4. *Pegasus*. — Marqué dans un texte du ^ve siècle que cite Grégoire de Tours (4), comme un des plus dignes évêques de son temps (5).

(1) *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, tome II, *L'Aquitaine et les Lyonnaises*, par l'abbé L. Duchesne, membre de l'Institut. Paris, Fontemoing, 1899, in-8°; pp. 87-88 et 130-134.

(2) C'est un bien faible témoignage. Cependant, comme les deux autres biographes (prétendus) que l'on nomme avec lui, Chronopius et Sebalus, ont été réellement évêques de Périgueux, il ne semble pas que l'on doive l'éliminer.

(3) *Paternus etiam a Petrocoriis... recors nec detrectans perfidiam profleri, sacerdotio pulsus*. Sulpice Sév., *Chron.*, 45.

(4) *Hist. Franc.*, II, 13.

(5) L'église de Périgueux figure parmi celles dont Sidoine Apollinaire constate le veuvage au temps du roi Euric (*Ep.* VII, 6).

• 5. *Chronopius*. — Connu surtout par l'építaphe que lui composa Fortunat (iv, 8). On voit au quatrième distique que Chronopius appartenait par son père et sa mère à l'*ordo sacerdotum*. Il semble résulter de là que son père et son aïeul maternel avaient été évêques avant lui, de Périgueux probablement. Il assista aux conciles d'Agde (506) et d'Orléans (511 et 533). Une des lettres de Rurice (II, 6) lui est adressée.

• 6. *Sebaudis*. — La vie de saint Eparchius (1) mentionne un évêque de ce nom, qui ne peut être qu'un évêque de Périgueux, à propos d'un fait arrivé en 511 ou 512.

• 7. *Carterius*. — Figure en deux récits de Grégoire de Tours, qui se rapportent, l'un à l'année 582, l'autre à l'année 585 (2). Cette dernière année, il assista au concile de Mâcon.

• 8. *Saffarius*. — Prit part, en 590, au concile provincial devant lequel fut portée l'affaire des religieuses de Poitiers (3).

• 9. *Aggus* (4). — Assistait, en 611, au concile de Paris.

• 10. *Austerius*. — Mentionné, dans la vie de saint Didier de Cahors (c. 15), comme contemporain de celui-ci, au temps de sa consécration (630).

• 11. *Ermenomaris* (5). — Assistait au concile de Bordeaux (673-5).

• Au delà de cet évêque il ne s'en rencontre plus que l'on puisse assigner à une date antérieure au x^e siècle (6) ».

LA LÉGENDE DE SAINT FRONT.

• Le plus ancien témoignage que l'on ait sur saint Front est un passage de la vie de saint Géry de Cambrai, où l'on décrit un miracle

(1) *Acta SS., iulii*, t. I (1^{er} juillet), p. 100. On ne peut songer au siège de Saintes, occupé alors par Eusèbe.

(2) *Hist. Franc.*, VI, 22; VII, 26.

(3) *Id.*, IX, 41.

(4) Manque à la *Gall. Christ.*

(5) Manque à la *Gall. Christ.*

(6) Un document de l'année 1570 (Labbe, *Bibl. nova mss.*, t. II, p. 237) mentionne quatre portraits d'évêques antérieurs à Frotaire (976); on voyait leurs images avec celles de leurs successeurs dans la chapelle Saint-Antoine, « près de l'autel de sainte Catherine ». Ces portraits étaient accompagnés de noms, dont deux seulement pouvaient être déchiffrés, *Bertrands* et *Raimundus*. Rien ne prouve que ces évêques n'aient pas siégé au x^e siècle. — Un *Ainardus* est mentionné dans la chronique de Maillezais comme contemporain de Serge II (844-847); mais cette chronique est loin d'être un document sûr. On le trouve aussi dans une charte suspecte (Bouquet, t. VIII, p. 502), qui réclame l'an IX de Charles le Chauve.

arrivé pendant la visite de Géry *ad sepulcrum b. Fronti confessoris*. Ce tombeau se trouvait dans une église (1). La qualité d'évêque lui est attribuée dans le martyrologe de Raban, qui dépend manifestement d'une composition biographique antérieure. Adon en fait le premier évêque de Périgueux, envoyé par saint Pierre avec un compagnon, le prêtre Georges, lequel meurt en route, mais ressuscite au contact du bâton apostolique.

» Quant aux biographies proprement dites, nous n'en avons aucune, semble-t-il, qui remonte aussi haut que les martyrologes. Celles qui nous sont parvenues combinent toujours la vie du saint de Périgueux avec la légende de saint Fronton de Nitrie, relative à un personnage tout différent. La plus ancienne de ces rédactions postérieures est celle qu'Adémar dit avoir été attribuée à Gauzbert, chorévêque de Limoges, vers le milieu du x^e siècle. Bosquet l'a publiée dans l'appendice (2) de son *Histoire de l'Eglise gallicane*; on la trouve dans un grand nombre de manuscrits. La seconde dépend de la légende provençale de sainte Marthe; elle ne peut donc être antérieure au xiii^e siècle.

» Voici ce que dit la première :

» Frontus naquit dans une famille chrétienne du Périgord (*terminis urbis Petrocoricæ*), en un lieu appelé *Linicassius* (3). Il commença ses études et apprit les psaumes, puis, renonçant au monde, il se fit clerc en compagnie de deux serviteurs. Son changement de vie attira l'attention du *præses Isquirinus*, qui ne voulut pas le condamner à mort, à cause de sa noblesse, mais lui ordonna de laisser croître ses cheveux. Front préféra s'exiler et partit pour l'Egypte, où il se lia avec un solitaire nommé Apollonius, dont la cellule était gardée par deux serpents. Après un certain temps, il se transporta à Rome, où les démoniaques signalèrent sa présence. Saint Pierre, informé de sa vertu, le força d'accepter l'épiscopat et le renvoya à Périgueux, sa patrie, pour en être le premier évêque. Un prêtre nommé Georges lui fut adjoint. Celui-ci étant mort le troisième jour du voyage, Front revint à Rome, où saint Pierre lui remit son bâton dont il se servit

(1) *Anal. Boll.*, t. VII, p. 394.

(2) *Eccl. Gallicanæ histor.*, app., p. 5. Le P. van Hecke (*Acta SS.*, oct., t. XI, p. 395), a refusé de la publier, sous prétexte qu'elle fut désapprouvée au concile de Limoges. En revanche, il a donné l'autre, beaucoup plus fabuleuse. L'étude consacrée à saint Front par ce hollandiste est dépourvue de toute valeur.

(3) Peut-être Lanquais, canton de Lalinde, arrondissement de Bergerac.

pour ressusciter le défunt. Ce prodige détermina beaucoup de conversions dans l'endroit où Georges avait été enterré. Sur ces néophytes, Front préleva soixante-dix collaborateurs avec lesquels il se présenta à Périgueux. En entrant dans la ville, il jugea opportun de les édifier par le récit d'une histoire arrivée récemment *in Cappadonis* (en Cappadoce ?) :

- Il y avait un vieillard, consacré à Dieu depuis son enfance, ordonné évêque par saint Pierre (1). Il réunit soixante-dix moines dans la cité de Périgueux où il avait reçu le jour. Avec leur aide, il opéra beaucoup de conversions, mais le *præses Isquirinus* s'acharnait contre lui et faisait mourir tous ses néophytes. Fatigués de cette opposition, le saint et ses disciples se réfugièrent au désert en un endroit appelé Nioialus sur la Dordogne, infesté de serpents dont saint Front eut aisément raison. A la longue, les disciples ne trouvant rien à manger, se mirent à murmurer. Le saint les exhortait à la patience et priait Dieu. Il fut exaucé. Un ange apparut par trois fois au préfet Isquirinus et lui reprocha de vivre largement pendant que les saints mouraient de faim au désert. Il lui fallait pourvoir à leur subsistance. Les instances de l'ange étaient appuyées de corrections matérielles : Isquirinus s'exécuta. Comme il était propriétaire de chameaux, il en désigna soixante-dix qui furent chargés de provisions. Mais où les envoyer ? L'ange n'avait indiqué aucun endroit. Les chameaux furent abandonnés à eux-mêmes. Ils trouvèrent le bon chemin. Saint Front et ses moines, une fois ravitaillés, renvoyèrent les animaux à leur maître, lequel ne manqua pas de se convertir. Il reçut le baptême des mains de saint Front, qui lui donna le nom de Georges. »

Ici s'arrête l'histoire racontée par saint Front et celle de saint Front lui-même. Elles sont cousues, il faut le reconnaître, avec bien peu d'art. Si cette pièce est vraiment du chorévêque Gauzbert et qu'il l'ait rédigée aux frais des gens de Périgueux, ceux-ci n'en ont pas eu pour leur argent.

« C'est à l'adaptation d'une vieille légende égyptienne (2) que nous devons l'apparition étrange (3) d'une caravane de chameaux sur les bords de la Dordogne. Toute cette histoire de moines mourant de faim au désert et ravitaillés par un riche que les anges préviennent et dont les aumônes sont confiées à soixante-dix chameaux, se racontait depuis longtemps d'un saint Fronton (*Frontonius*), à qui cette

(1) *A beatissimo Petro urbis Romæ ordinatus episcopus.*

(2) Rosweyde, *Vitæ PP.*, I ; Migne, *P. L.*, t. LXXIII, p. 437.

(3) Voir cependant Grégoire de Tours, *Hist. Franc.*, VII, 35.

aventure serait arrivée, dans le désert de Nitrie, sous l'empereur Antonin. Ce Fronton, bien entendu, n'a rien à voir avec le Périgord. La légende primitive n'en fait pas un évêque.

» Rien ne prouve que cette contamination des deux légendes soit antérieure à Gauzbert. Il n'y en a pas trace dans Adon ni dans Raban, lesquels connaissent et distinguent saint Front de Périgueux et saint Fronton de Nitrie (1). On pourrait donc considérer ces deux martyrologistes comme représentant à eux deux la plus ancienne rédaction de la vie de saint Front. Cependant leurs indications, sans être absolument contradictoires, sont assez divergentes pour qu'on se demande si elles proviennent d'un même récit. D'après Raban, saint Front est né à *Linicassius*, dans le diocèse de Périgueux. Il vit au milieu des moines, opère beaucoup de miracles et de conversions et meurt en paix. Il est honoré comme évêque et confesseur ; rien n'indique qu'il ait été fondateur d'église. Adon, lui, ne parle pas du lieu de sa naissance ; il le fait ordonner à Rome par saint Pierre, qui l'envoie prêcher l'évangile, accompagné d'un prêtre nommé Georges. Suit l'histoire de la résurrection de celui-ci. Saint Front vient alors à Périgueux, y fait beaucoup de conversions et de miracles. Il n'est pas question de son séjour parmi les moines.

» Dans la légende la plus récente (2), saint Front est de la tribu de Juda, en même temps que de Lycaonie (transformation de *Linicassius*). Il est converti directement par Jésus-Christ, baptisé par saint Pierre, inscrit au nombre des soixante-douze disciples, dont il exerce tous les pouvoirs. Suivant l'usage, il assiste à la dernière Cène, à la Passion, à la Résurrection, à l'Ascension, et reçoit le Saint-Esprit avec les apôtres. Il s'attache ensuite à saint Pierre qui l'envoie de Rome avec saint Georges. Ici, ils sont déjà évêques l'un et l'autre, et Georges est destiné à la cité des Vellaves. La suite du récit représente une quantité de broderies sur le texte antérieur. Nous n'avons pas à nous y arrêter. A la fin on dit que l'histoire de saint Front a été écrite par *Anianus* et *Chronopius*, ses successeurs, et que l'évêque *Sebaldus* y ajouta beaucoup. Chronopius et Sebaudis sont du ^{vi}e siècle. Ils ont écrit quelque chose sur le fondateur de l'église de Périgueux, il ne paraît pas que leur œuvre se soit conservée ».

(1) Raban marque saint Front de Périgueux au 1^{er} octobre au lieu du 25. L'autre saint est au 14 avril.

(2) *Acta SS.*, t. c., p. 407.

ANCIENS DOCUMENTS

DONNÉS EN 1899 PAR M. DUJARRIC-DESCOMBES

Aux Archives de la Dordogne.

- 2 septembre 1445.** — Hommage par Raymond de Raymond, damoiseau de Vendoire, à Arnaud de Bourdeille (*latin*).
- 20 janvier 1447.** — Accence par le même à Jean de Verneuil, limousin, du mainement de la Mandrandie, paroisse de Boulouneix, près du lieu de St-Julien (*latin*).
- 29 novembre 1459.** — Echange entre François des Champs, écuyer, de de la paroisse de St-Romain de Villebois, et Hélié Seguin, dudit lieu de Villebois, du mainement de la Chassinie, paroisse de Vaulx.
- 24 avril 1466.** — Hommage sur parchemin, avec sceaux appendus, par Hélié de Font-Colombe, clerc de Périgueux, à Arnaud de Bourdeille, à raison du repaire de Botonières.
- 29 août 1515.** — Accence par François de Bourdeille, seigneur de Brantôme, Latourblanche, Grézignac, Celles, Bertric et Coutures, à Etienne Goumondie, curé de St-Just, de la moitié du moulin de la Roche dit de la Vergne, sur l'Euche, dite paroisse de St-Just.
- 14 avril 1539.** — Testament de Jean de Lioncel, seigneur de Lisle, la Cour, Nozet, et en partie de Brantôme, époux de Sibille de St-Astier.
- 28 mai 1539.** — Vente par Jehan de Bourdeille, seigneur de Grézignac et de St-Just, époux de Anne Joubert, à Dauphin Faure, élu pour le roi en Périgord, des rentes sur le mainement des Vauries, paroisse de St-Just.
- 9 juillet 1543.** — Cession par François de Bourdeille à Pierre des Halles, licencié en droit, seigneur de la Rigeardie et de la Gontarie, de la paroisse et seigneurie de St-Just.
- 2 septembre 1573.** — Lettres royaux obtenues par François d'Aydie, vicomte de Castillon en Médoc, seigneur de Guytinières, fils de Geoffroy d'Aydie, contre Jehanne, Jacqueline et Marie de la Rochechandry, héritières de Robert de la Rochechandry et Blanche d'Aubeterre, leurs père et mère.

- 31 août 1574.** — Vente par Philibert de Bourdeille et Charlotte de Belcier seigneur et dame de la Rolphie, paroisse de la Cité de Périgueux, à Jean et Guy de Puybertrand, frères, marchands de Périgueux, du repaire noble de Borie-Porte, paroisse de Trélissac.
- 28 avril 1596.** — Contrat de mariage de Gaucher Morras, natif de Limoges, et de Jeanne Tulou, de Périgueux, auteurs de la branche des Morras de cette ville.
- 20 novembre 1620.** — Procuration par René de Galard de Béarn, baron de Brassac, pour le représenter au contrat de Jehan de Galard de Béarn, baron de Larochebeaucourt, son fils aîné et de feue Marie de Larochebeaucourt, avec Catherine de Ste-Maure.
- 10 octobre 1642.** — Reconnaissance par Pierre Goumondie, procureur aux sièges royaux de Périgueux, en faveur de Hilaire Raymond, seigneur de Narbonne, paroisse de St-Just, acquéreur de Daniel des Halles, co-seigneur d'Etourneaud, et d'Hector d'Hamelin seigneur de Thouars, au sujet de la tenance des Goumondies.
- 24 août 1643.** — Testament de Jean Chevalier, sieur de Cablauc, conseiller du roi et son élu en l'élection de Périgueux, époux de Anne d'Alesme.
- 1^{er} février 1662.** — Bail par M^e Pierre Goumondie, procureur ès-sièges royaux de Périgueux, à Pey Bidanchon, meunier, au Breuil, paroisse de Paussac, et autres, du moulin des Goumondies, près le bourg de Saint-Just.
- 15 avril 1676.** — Reconnaissance de la tenance des Cheyroux, paroisse de Saint-Vivien, par les habitants de Saint-Vivien, à dom Jacques Morandon, religieux, procureur de dom Vincent Villemontey, prieur titulaire du prieuré de St-Vivien-d'Euche.
- 16 avril 1698.** — Quittance de 100 livres par François Cauvet, prieur des Onze mille Vierges dans l'église cathédrale de Gap, en Dauphiné, mandataire de Jean de Roullant de Reilhetalette, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Soulet du Moulin, à Jean Dessennoix, clerc, du Moulin-Brûlé, paroisse de St-Paul-de-Serre.
- 10 juillet 1715.** — Transaction entre Charlotte de La Lane, V^e de Nicolas de Fumel, marquis de Monségur-d'Agenais, et Jacques Fumel de La Porte, seigneur de Lisle.
- 16 avril 1719.** — Délibération de plusieurs habitants de la paroisse de St-Just, refusant de participer au procès élevé au sujet de la porte du presbytère, entre Jean Saunier, sieur du Claud, pro-

cureur d'office de la juridiction, se disant syndic général de la paroisse, et Etienne Boissat, curé.

2 février 1759. — Nomination par le chapitre de St-Sauveur d'Aubeterre, de Pierre Petit, praticien, bourgeois d'Aubeterre, comme greffier de la juridiction et secrétaire du chapitre.

20 février 1759. — Nomination du même comme l'un des notaires de la juridiction et marquisat d'Aubeterre, par Joseph-Henry d'Esparbès de Lussan-Bouchard, marquis d'Aubeterre, baron de St-Quentin, seigneur de St-Martin-de-la-Coudre, Ligeuil et Berné, lieutenant-général du roi et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Madrid.

10 mars 1779. — Nomination par le même marquis d'Aubeterre de Pierre Gourjon, procureur de la juridiction, comme procureur fiscal de la ville et marquisat d'Aubeterre.

15 juin 1788. — Nomination par les habitants de St-Just de la personne de Jean Just, clerc, comme syndic pour distribuer aux pauvres de la paroisse de l'argent provenant de legs.

178..... — Etat des revenus de la terre de Monpont, possédée par le marquis de Belsunce à titre d'engagement du Domaine de la couronne, affermée moyennant 9000 livres et rachetable moyennant 170.000 livres.

LETTRE INÉDITE

DE PIERRE LAFON

DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

La lettre reproduite ci-après a été adressée par le célèbre tragédien, Pierre Lafon, originaire de Lalinde, à M. Desnois-Campsegret, qui exerça avec distinction sous la Restauration les fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Dordogne : d'après les termes de cette lettre, pleine d'esprit et de cordialité, Lafon aurait eu M. Campsegret comme camarade à l'Ecole de Médecine de Montpellier, dont il avait suivi les cours pendant quelque temps.

L'artiste de la Comédie-Française était, paraît-il, très accueillant pour ses compatriotes, la plupart étudiants, qui venaient lui rendre visite à Paris. Son aménité n'allait pas sans un certain air de dignité qu'il portait au théâtre ; il avait la voix chantante, cadencée, et c'est

avec un peu d'emphase qu'il disait au nouveau venu : « Eh ! bonjour, mon jeune ami. »

Il reçut une fois la visite d'un élève en pharmacie, qui, ayant du goût pour la déclamation, désirait se produire sur la scène : le visiteur n'était autre que Ballande, le futur créateur des matinées littéraires. Celui-ci récita à l'acteur, sur sa demande, plusieurs tirades de vers, avec un fort accent périgourdin. Après l'avoir entendu, Lafon lui fit un triste tableau des déboires de la carrière théâtrale, et termina en lui conseillant d'y renoncer. L'avis était franc : Ballande sortit peu satisfait de l'entrevue, mais bien décidé à persister dans son dessein. Il devint acteur, lui aussi, et obtint à l'Odéon d'honorables succès. Ajoutons que Ballande eut le mérite de distinguer le talent de Mounet-Sully et de favoriser les débuts de notre grand tragédien, dont le frère, Paul Mounet, a suivi brillamment les traces.

Elie DE BIRAN.

▪ Paris, ce 25 février 1818.

» *A Monsieur le docteur Campsegret, chevalier de la Légion-d'Honneur, rue Bourbon (ci-devant Delille), n° 10, faubourg Saint-Germain.*

» Mon cher compatriote et ancien collègue,

» Notre compatriote commun, le jeune et intéressant M. Clartie, m'a envoyé hier au soir, pendant que j'étais à l'Opéra, et sans m'avoir prévenu, une superbe périgourdine dont les obsèques ne peuvent être différées. C'est demain jeudi que nous devons y procéder, si nous ne voulons pas encourir de graves inconvénients. J'aurais bien renvoyé cette cérémonie un ou deux jours plus tard ; mais vendredi je dîne chez la princesse de Galitzin, samedi chez l'auteur de *Mustapha* ; je joue dimanche et lundi, si l'ordre du spectacle n'est pas interrompu. Comme je tiens à ma promesse et au plaisir de faire accueil à un ancien ami et à un docteur aussi distingué par l'amabilité de son caractère que par ses talens et sa réputation, je veux hâter l'instant de notre douce réunion ; et d'ailleurs c'est un à propos de vous faire trouver autour de notre périgourdine avec M^{re} Péliissier et Clartie.

» Ayez donc la bonté, mon cher compatriote, de me faire réponse de suite (si ma lettre vous trouve chez vous, ou dans la journée si

vous étiez absent). Confirmez mon désir et mon espoir et agréez l'expression sincère de mon estime la plus parfaite et de mon immuable attachement.

LAFON,
des Français.

• Ce serait jeudi soir à 4 heures et un quart, attendu qu'étant semainier, je suis obligé de me trouver au théâtre à sept heures •.

Deux planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente une Porte dans le pignon d'entrée de l'Eglise dite latine, à St-Front ; — et la 2^e le Chdteau de Lauterie.

Le Gérant responsable J. BOUNET,

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXVII. — CINQUIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Septembre-Octobre 1900.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON.

Séance mensuelle du jeudi 2 août 1900.....	333
— du jeudi 6 septembre.....	343
Les deux expéditions de Simon de Montfort en Sarladais (<i>suite et fin</i>) (M. R. DE BOYSSON).....	357
La Peste à Sarlat (1629-1634) (<i>suite et fin</i>) (M. le vicomte G. DE GÉRARD).....	368
La misère en Sarladais (1634) (M. D.-D.).....	380
Notes historiques sur la commune de Trélissac (<i>Suite et fin</i>) (M. E. DECOUX-LAGOUTTE).....	383
VARIA. — L'ouvrage récent du P. Denifle et Conférence sur Arnaud de Cervole, par M. Coville, de l'Université de Lyon (M. Joseph DURIEUX).....	413
Démolition des châteaux du Ribéraçois en 1793 (M. H. B.)	416

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 2 août 1900.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. l'abbé Achard, de Bellussière, Dujaric-Descombes, Lespinas, Mandin, de Roumejoux et Villepelet.

Se font excuser de ne pas assister à la séance MM. Elie de Biran, le chanoine Brugière, le marquis de Fayolle et le comte de Saint Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

A l'occasion de cette lecture, M. LESPINAS veut bien nous signaler avec plus de détails les passages qui nous concernent dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tome XLVIII, notamment dans le cartulaire du prieuré d'Aureil publié par M. de Senneville :

P. 81, note 1. On connaît un certain nombre de chevaliers de la famille Tizon aux XII^e et XIII^e siècles. L'un d'eux, Gouffier Tizon, fut sénéchal en Périgord pour le roi d'Angleterre Jean-Sans-Terre en 1214 (*Rotuli litter. patent. in Turri Londinensi asservatorum*, t. I. p. 116) ;

P. 89, carta de Sancto Aniano (Saint Agnan d'Hautefort). Don à Aureil de la moitié de la manse où est l'église de Saint-Agnan et la chapelle du château d'Hautefort (1109), Pascal, pape ; Guillaume, évêque de Périgueux ;

P. 90, *de donatione ecclesie Altafortensis, ante 1140* ;

P. 91, accord entre le prieur d'Aureil et l'abbé de Tourtoirac au sujet de l'église de Saint Agnan et de la chapelle d'Hautefort (1138), signé de Geoffroy, archevêque de Bordeaux ; Guillaume, évêque de Saintes ; Lambert, évêque d'Angoulême ; Guillaume III, évêque de Périgueux ;

P. 145, forêt de Courson, près Morterolles et Soulebrost, XII^e siècle. Sigebert, prieur de Saint Jean de Côte, intervient. Le P. Paulin ne mentionne pas ce nom de prieur ; il n'en connaît que de postérieurs à 1173 (*Histoire de Saint Jean de Côte*, Avignon, 1881) ;

P. 191, *carta de Tragan*, ante 1140. Trojan, aujourd'hui Sainte Trie, canton d'Excideuil. Gérald Blanc donna à Saint Jean d'Aureil une terre sous la chapelle de Tragan ;

P. 405, Jean-Antoine-Hélie de Colonges, 35^e prieur d'Aureil, 1534-1559, était en 1489 abbé de Dalon, au diocèse de Limoges, et de Saint Pierre de Tourtoirac ;

Et p. 533, l'abbé Lecler lit un premier chapitre de son étude sur les anciennes cloches ; il y parle de celles de Lavilledieu et de Roc-Amadour. Du VII^e au X^e siècle, les cloches étaient formées de plaques de fer réunies par des clous rivés.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été donnés à la bibliothèque de notre Société dans le courant du mois dernier :

Les Comptes rendus des séances de l'année 1900 de l'*Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, bulletin de mars-avril, un fascicule in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ; contenant, p. 162, une communication de notre compatriote le lieutenant de Segonzac sur une *Excursion dans la vallée de l'Oued-Sous (Maroc)* ;

Le *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1899, 3^e livraison, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1900 ;

Le *Bulletin* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, *Section des sciences économiques et sociales*, congrès des Sociétés savantes de 1899 tenu à Toulouse, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1900 ;

La *Revue des Etudes grecques*, tome XIII, n° 51, janvier-avril 1900, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Les *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles lettres de Caen*, un volume broché in-8°, Caen, Henri Delesques, imprimeur, 1899 ;

Les *Annales de la Société historique et archéologique du*

Gâtinais, premier et deuxième trimestres de 1900, un fascicule in-8°, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XX^e volume, 4^e livraison, 1^{er} juillet 1900, in 8°, Saintes, Léon Cassereau, libraire ; contenant un intéressant article de M. Jules Pellisson sur *La Saintonge et l'Angoumois aux expositions du temps passé* ;

La *Revue de l'Agenais*, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 27^e année, mai-juin 1900, in-8°, Agen, Imprimerie et lithographie Agenaises ; où, p. 256, notre confrère M. Charrier publie un *Mémoire* adressé par de Vivans au roi de Navarre, portant en marge les réponses de ce dernier (16 janvier 1586) et tiré des archives particulières des La Verrie de Vivans ;

Le *Bulletin de la Société de Borda, Dax (Landes)*, 25^e année (1900), deuxième trimestre, in 8°, Dax, imprimerie-reliure Labèque ;

La *Revue des langues romanes*, tome XLIII, n^{os} 1-2, janvier-février 1900, un fascicule in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire éditeur ;

Les *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, deuxième série, tome II, 1^{er} fascicule, in-8° avec planches, Montpellier, Jean Martel aîné, imprimeur, 1900 ;

Le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 19^e année, deuxième série, n^o 34, 2^e trimestre 1900, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs éditeurs ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1900 (juillet), 134^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Pasquier, ancien archiviste de l'Ariège, sa brochure faite en collaboration avec M. Roger, professeur au lycée de Foix, sur le *Château de Foix*, notice historique et archéologique, accompagnée de gravures et de plans, in-8°, Foix, imprimerie-librairie Gadrat aîné, 1900 ;

De M. le capitaine de Béler, le n^o du 1^{er} juin 1900 de la *Revue Jeanne d'Arc*, contenant son article des *Chansons populaires de Jeanne d'Arc* en Périgord et en Saintonge ;

De M. Adalbert du Soulas, la *Revue des questions héraldi-*

ques, du 25 juin 1900, contenant l'acte, publié dans notre *Bulletin*, de *Prise de possession de la terre de Pressignac*, en 1754, par Jean Gontier du Soulas, comme mandataire du marquis de Lostanges de Sainte-Alvère ; — et la suite d'un *Essai sur la deuxième Recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux* (1696-1718), par M. le comte de Saint Saud ;

De M. Labroue, proviseur du lycée de Périgueux, le palmarès de la *Distribution solennelle des prix* du samedi 28 juillet 1900, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ;

Et de M. Philippe de Bosredon, le n° du 7 juillet 1900 du journal *Le Temps*, contenant un remarquable article de M. Albert Sorel sur *Montaigne, études et fragments*, par Guillaume Guizot. Le même journal a publié pendant deux jours, les 6 et 7 juillet, un feuilleton intitulé *Offert par M. Malgouyard* et signé par M. Camille Vergniol, ancien professeur d'histoire au lycée de Périgueux, où l'auteur paraît avoir visé quelques personnes de la ville, et notamment un ancien amateur de tableaux qui aurait découvert un Van Dyck authentique chez un cordonnier des basses rues.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* de juillet, dans laquelle nous lisons des noms périgourdins :

1° Une pièce sur vélin, du 31 décembre 1589, signée du maréchal de Gontaut-Biron, grand amiral de France, et une lettre d'Armand-Louis de Gontaut-Biron, le compagnon de Lafayette, du 18 juin 1790, aux commissaires de la section des Lombards ;

2° Une lettre de Louis de Lagrange-Chancel, officier de marine, chevalier de Malte, frère cadet de l'auteur des *Philippiques*, page de la duchesse de Bourbon, datée de Rochefort, le 11 novembre 1723 ; — et une autre d'un Lagrange-Chancel, officier général français, commandant à la Martinique, datée du Lamentin, 1^{er} juin 1826, et adressée à un général. Il regrette le départ du gouverneur :

« Vous partez, mon général, emportant l'estime et le respect de tous les honnêtes gens de notre île. Parmi les témoignages qui vous ont été

donnés, daignez accueillir avec bonté celui d'un homme qui ne cèdera à personne le droit de vous vénérer plus qu'il ne le fait. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous apprend que l'auteur de cette lettre est Jacques-Adolphe de Lagrange-Chancel, père d'un de nos anciens confrères : il fut successivement conseiller privé, commandant de paroisse, président du conseil général et juge de paix au Lamentin, où il est mort en 1869. Son père avait quitté Périgueux pendant la tourmente révolutionnaire pour s'établir à la Martinique, où est fixée la descendance du poète Lagrange-Chancel.

3^e Cinq lettres littéraires, intéressantes, autographes, signées, du philosophe Maine de Biran, 1813-1823 ;

4^e Un état du régiment de Saint-Aulaire et de ses compagnies formant un total d'environ 300 hommes, dressé vers 1685 par Louis de Beaupoil marquis de Saint-Aulaire, colonel du régiment d'Enghien, qui se distingua à la bataille de Senef en 1674 et fut tué au combat de Rumersheim (Alsace) en 1709. L'état-major du régiment était composé de MM. de Saint-Aulaire, de Chamairac, de Clairac, de la Gardelle, de Saint Estienne, avec un aumônier ;

Et 5^e une nombreuse correspondance du diplomate Charles-Maurice prince de Talleyrand-Périgord avec Madame Adélaïde et le ministre Molé, copies de lettres diplomatiques, de 1830 à 1844.

M. Philippe RAMOND, élu membre titulaire dans la dernière séance, adresse ses remerciements à la Société.

L'assemblée apprend avec plaisir que notre confrère M. le commandant Edouard DE TEYSSIÈRE, en garnison à Lorient, est nommé chevalier de la Légion-d'Honneur ; elle lui envoie ses félicitations.

M. Charrier nous mande que grâce à l'obligeante érudition de M. Philippe DE BOSREDON, il a eu des renseignements sur l'abbaye de Pimbès que ni lui ni M. Jouanel n'avaient pu identifier. Notre zélé vice-président lui écrit qu'il a lu avec beaucoup d'intérêt la notice sur Jean de

Sireuil, « J'espère vous être agréable, lui écrit-il, en vous faisant savoir que l'abbaye de Pimbès, (*abbatia de Pendulo*) était située dans le diocèse d'Aire. La *Gallia christiana* en fait mention (tome I^{er}, col. 1185) ; mais elle ne donne que quelques noms d'abbés réguliers ; elle ne parle pas de Jean de Sireuil. »

M. Alcide DUVERNEUIL nous envoie deux photographies, accompagnées de leurs notices : la première représente une brique romane intéressante, portant un ornement du x^{ix} siècle, et qui a été trouvée au milieu d'un tas de pierrailles, dans le bourg de Saint-Michel-Montaigne. La seconde est une plaque de cheminée, du xviii^e siècle, de fabrication hollandaise, qui est placée dans la cheminée du salon Louis XV servant de salle de classe aux garçons, au bourg de Saint-Michel.

Ces deux photographies seront reproduites dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT nous dit que ces plaques qui venaient comme lest dans les bateaux de Hollande, depuis la fin du xvii^e siècle, sont nombreuses dans la région bordelaise. La photographie sera soumise à M. Germain de Maidy, l'homme le plus compétent en pareille matière, et ses observations pourront être publiées en note au bas de la description de M. Alcide Duverneuil.

M. MANDIN nous informe qu'il avait justement pressenti qu'on devait ménager un escalier en pierre dans un pylône, au pied du clocher de Saint-Front. Aujourd'hui le travail est exécuté, et par conséquent la porte intéressante du x^e siècle, dont il nous avait montré l'image à la dernière séance est entièrement masquée.

De son côté, M. DE SAINT SAUD, à la suite d'une correspondance échangée avec M. de Labarre, du château de Mazières, nous communique ce qui suit :

« On vient, en réparant l'église d'Issac, de découvrir plusieurs litres extérieures sur un grand cordon de plâtre où elles étaient juxtaposées les unes sur les autres. On com-

mençait par plâtrer l'ancienne litre avant de lui superposer l'autre. On a découvert à l'intérieur plusieurs litres également ; mais elles étaient juxtaposées les unes aux autres, spécialement dans la chapelle dite de Montréal, c'est-à-dire appartenant aux seigneurs de ce château. Dans la nef, les litres étaient tantôt superposées, tantôt placées à des hauteurs différentes et toujours sur plâtre, soit à cause des mauvais matériaux de l'église, soit pour la facilité de la peinture : exception cependant pour l'abside où l'on a trouvé peint sur pierre un écusson portant : *parti au premier de gueules à 4 fasces d'argent, au deuxième de sinople plein*. Je crains pour ce dernier émail qu'on ne soit en présence d'une couleur altérée. Seul cet écusson sera conservé. Il est regrettable que les autres n'aient pu être gardés. Au point de vue héraldique on se serait trouvé en présence de problèmes intéressants.

» Ainsi les armoiries ci-dessus, on ne sait à qui les attribuer. Dans la chapelle de Montréal il y avait un écu en losange, entouré d'un collier (ne serait-ce pas une cordelière ?) et représentant un palé de 6 ou 7 pièces peut-être : *d'azur à trois pals d'argent*. Les Duchesne, seigneurs de Montréal, portaient bien des pals dans leur écu, mais avec une fasce surhaussée et un chef chargé de besans. Les Montardit, les Peyronnenc, les Saint-Astier, les Pontbriant, qui eurent Issac, avaient des armes bien différentes. Il est probable que la seigneurie d'Issac, appartenait simultanément, ou pour mieux dire, était divisée entre plusieurs seigneurs justiciers ».

Notre laborieux confrère M. Joseph DURIEUX revient sur l'ouvrage du P. Denifle qui a été déjà signalé à nos lecteurs, et surtout sur le tome II qui renferme une véritable mine de précieux renseignements sur les ravages causés dans notre province par la guerre de Cent ans. Il nous rappelle la campagne du comte de Derby en Guienne, dans l'année 1345 : maître de Bergerac dès le 24 août, il s'empare de Lalinde, de Saint-Louis, de Saint-Astier, de Montagrier, de Lisle, puis d'Auberoche, de Monsac, de Villeréal et de l'ab-

baye des Bénédictines de Fontgauffier. Le même volume contient des détails instructifs sur Seguin de Badefol et les ravages des Grandes Compagnies, ainsi que sur le fameux Arnaud de Cervole, archiprêtre de Vélignes.

A ce propos, M. Durieux veut bien nous rendre compte d'une conférence faite, l'an dernier, à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, sur ce grand capitaine, par M. Coville, de l'Université de Lyon, et qui vient compléter l'excellente monographie d'Aimé Chérest.

La Note de M. Durieux sera insérée à nos *Varia*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous apprend qu'il peut ajouter un détail inédit à la notice historique que notre confrère M. le baron Oberkampff de Dabrun a consacrée à son château de Sauvebœuf (*Bulletin*, XXII, p. 237).

Ce dernier a rappelé comment, à la suite de la condamnation à mort par contumace de M. de Ferrières pour cause de duel, Sauvebœuf fut rasé sous le ministère de Richelieu.

M. Dujarric a eu communication d'un document qui jette quelque lumière sur cette démolition : elle fut effectuée en 1633, sous la surveillance de six cavaliers entretenus aux frais des populations. Le document en question est un état des taxes levées à cette occasion sur le bourg et les villages de la paroisse d'Archignac. Il est intitulé :

« C'est le rolle des frais et taxe qui a esté faicte suyvant et conformément à l'ordonnance de Monseigneur Dargenton pour les frais de six carabins assistant au razement de la maison de Sauvebœuf, qui est par jour suyvant lad. ordonnance sur la paroisse d'Archiniac ; dont comprise la somme de six livres à l'égalé desquelles a esté taxé et cotisé la somme de quatre vingt dix livres pour quinze jours ; laquelle taxe a esté faicte sur lesd. habitans de la dicte paroisse et en présence et du consentement de la plus grande partie diceulx. Faict audiet Archiniac le vingt huitiesme janvier mil six cent trente et trois ».

Il ne resta de Sauvebœuf que les fondations : quelques années plus tard, elles furent utilisées par la famille de Ferrières, lorsqu'elle fut autorisée par Louis XIII à reconstruire le château actuel.

M. le capitaine DE BÉLER nous écrit pour nous signaler l'existence de hérauts d'armes du Périgord et engager ceux de nos confrères qui auraient quelque loisir à en rechercher les noms et en publier la liste.

« En 1680, d'après l'*Etat de la France*, il y avait outre Mont-Joie Saint-Denis, Roy d'armes, vingt-sept hérauts d'armes, du titre : de Bourgogne, d'Alençon, de Bretagne, de Poitou, d'Artois, d'Angoulême, de Berry, de Guienne, de Picardie, de Champagne, d'Orléans, de Provence, d'Anjou, de Valois, de Languedoc, de Toulouse, d'Auvergne, de Normandie, de Lyonnais, de Dauphiné, de Bresse, de Navarre, de *Périgord*, de Xaintonge, de Touraine, de Bourbonnais, d'Alsace.

• Périgord a le vingt-troisième rang.

• Comme ces offices devaient être anciens et durent se continuer jusqu'à la Révolution, il serait curieux de savoir les noms des titulaires, et si l'un de nos confrères, mieux placé que je ne le suis, pouvait les trouver, d'en publier la liste dans le *Bulletin* ».

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, qui dépouille depuis quelques mois les registres paroissiaux d'état-civil des cantons de Périgueux et de Brantôme, y découvre beaucoup de menus faits intéressants. Les familles ne sont pas seules à y trouver des indications sur leurs aïeux, comme on pourrait le penser. Souvent le curé tient, en marge du registre ou à la suite des actes, une petite chronique locale, note ses impressions de chaque jour, les variations atmosphériques, les résultats des récoltes de ses paroissiens, etc. C'est par un de ces registres que le Secrétaire général apprenait, il y a une vingtaine d'années, au regretté docteur Galy l'existence d'une papeterie au xvii^e siècle, dont il n'avait jamais entendu parler, à Marsac, où il était propriétaire ; c'est par un acte du curé, l'abbé Calmond qu'il l'avait su. Ce même curé inscrit sur ses registres ses comptes avec ses paroissiens, ses projets de sermons, ses pertes au jeu, la marche du jeu de piquet, etc. Il écrit le 16 juillet 1677 :

« J'ay juré et levé à Dieu la main que je ne jouerés james au berlan ; on pert tousjours et tout le monde centand contre un prestre. » — « Le

mescredy et le jendy, il faut dire la messe un peu tart à cause des accouchées. » — « La fièvre me vint des processions pour estre allé trop vite ; il faut demender au chapitre un prestre, ou de ne les] fere pas, ou bien les fere pas dans la mesme sepmaine ; il faut les avancer dans les dimanches des Rogations. Quand on est malade n'aller jamès au soleil, etc. » — « J'ay jouy 3 années du bien de Marquet ; sa fame me doit 3 chopines d'uille ; plus me doit son mariage et l'enterrement de sa petite. » — Il faut observer très soigneusement que je suis sujet à venir malade à la Saint-Augustre et cella provient des oronges fricassées et des melons, outre qu'il ne faut pas boire de vin, surtout dans la fièvre. » — « Il faut affermer au papetier un mourceau de pré à cause du munier, quand je le devroy laisser pour 15 livres et quitter celluy de Bascharetie, à cause que son propre voisin m'a adverti qu'il y metoit toutes les nuictz coucher ses cheveux ».

Cent ans plus tard, l'abbé Girardeau, curé de la même paroisse, constate la sépulture de neuf personnes, hommes et femmes, qui se sont noyés le jour de l'Ascension, 20 mai 1784 :

« Jour malheureux, écrit l'abbé Girardeau, au retour d'une procession que nous avons été faire au delà de la rivière ; en voulant la repasser, ces personnes se noyèrent. Sans doute que Dieu n'avoit pour agréable cette procession ; aussi je lui promets bien, de même qu'aux deux autres personnes de la Sainte-Trinité, et à toute la cour céleste, que de ma vie ni de mes jours je ne la ferai. J'exhorte tous mes successeurs qui liront le récit de ce tragique événement de ne point céder, comme j'ai eu le malheur de faire, aux cris et aux demandes d'une aveugle populace, de ne point faire cette procession quand on la deman-leroit. Cette perte terrible doit les faire tenir bon contre de semblables et indiscrettes demandes. Dieu veuille que mon exhortation aye son effet, que mes successeurs aient plus de fermeté d'ame que moi et plus de bonheur dans la direction des fideles de cette paroisse ; je le leur souhaite de tout mon cœur. »

Le même abbé Girardeau a conservé le souvenir d'un terrible ouragan qui s'est fait sentir dans sa paroisse, dans la nuit du 17 au 18 janvier 1784, depuis 5 à 6 heures du soir, jusqu'à 3 ou 4 heures du matin, avec des éclairs et du tonnerre comme au fort de l'été.

« Je n'ai jamais entendu, écrit-il, un vent si fort, si continuel... ; il me faisoit danser dans mon lit ; je n'ai jamais eu tant de peur d'être écrasé sous les ruines d'une maison qu'à plusieurs moments longs et cruels de la

« nuit où je n'ai pas fermé l'œil... On m'a dit que le vent avoit arraché beaucoup d'arbres, je n'en suis pas surpris, etc. »

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Adrien Durand de Corbiac, propriétaire, au château de Corbiac, par Bergerac, présenté par M. le comte Marcel de Lestrade de Conti et M. Jean Dupuis ;

Et M. Paul Mazeau, négociant, rue Combe-des-Dames, n^{os} 11 et 13, à Périgueux, présenté par M. Jean Dupuis et M. Eugène Roux.

La séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 6 septembre 1900.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, de Bellussière, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Jean Dupuis, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Mandin, de Roumejoux, Eugène Roux, Vigie et Villepelet.

Se font excuser de ne pas assister à la séance : MM. Elie de Biran et Antony Délugin.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de deux de nos confrères, de M. Georges Passemard, avocat, ancien con-

seiller d'arrondissement, maire de Saint-Rabier, président de la Société de secours mutuels de La Bachellerie, et de M. Camille Fargeot, avocat, ancien juge suppléant à Ribérac, vice-président du conseil de fabrique, décédé à Cusset le 25 août dernier.

M. Passemard avait donné des preuves de l'intérêt qu'il portait à nos études en assistant à des excursions archéologiques aux environs de Terrasson et en offrant au Musée du Périgord une pièce intéressante.

M. Fargeot était un des membres de la Société de la première heure qui aimait à lire nos travaux et nous est resté fidèle jusqu'à la fin.

Suivant un pieux usage, des notices seront consacrées à leur mémoire.

L'assemblée témoigne de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

Le *Discours* prononcé à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes, le samedi 9 juin 1900, par M. Aulard, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, brochure in-8°, Paris, Imprimerie nationale ;

Les Comptes rendus des séances de l'année 1900 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ;

Le *Journal des Savants*, cahiers de mai et de juin 1900, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, tome LXI, deuxième livraison, mars-avril 1900, in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ; où, p. 246, est indiqué un legs de M. Prosper Faugère à la Bibliothèque nationale des *Papiers et correspondances autographes du ministre Rolland de la Platière et de Madame Roland* ; — et p. 252, on nous apprend que dans les *Fragments d'un formulaire de lettres du temps de Philippe VI* en parchemin, formant les gardes du manuscrit n° 206 de la bibliothèque de Lyon, au document n° 3 est nommé : « Pierre de Mornac (?), chevalier sénéchal d'Agenais, transféré dans la sénéchaussée de Périgord » ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, deuxième livraison, avril mai-juin 1900, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon administrative et commerciale ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XXII, deuxième livraison, avril-juin 1900, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant, p. 161, les *Etudes sur Bertrand de Born, sa vie et son siècle*, par notre confrère M. Richard de Boysson ;

Le *Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XXV, premier et deuxième fascicules, janvier-février-mars, avril-mai-juin 1900, in 8°, Cahors, imprimerie Delpérier ;

De M. Hermann, sa brochure intitulée *Le Roman d'un Conventionnel en mission aux armées*, extrait de la *Révolution française* du 15 juillet 1900, in-8°, Paris, Imprimerie de la Cour d'appel, Maretheux, directeur, 1900 ;

De M. Dujarric-Descombes, le *Journal de la Dordogne*, des 16-17 août 1900, contenant son article sur l'ouvrage de M. Drouault, *Recherches sur le monastère et le bourg de Saint-Pardoux la-Rivière* ;

De M. Charles Aublant, le *Journal de la Dordogne*, du 4 septembre 1900, qui publie son article *En Périgord, — le Maïs*, signé Boulois ;

Du même, *l'Avenir illustré* du 9 août 1900 où a paru son récit *Lo lébré ei foutudo* signé La Trémondie ;

Et de M. Féaux *l'Avenir illustré* du 25 août, contenant son récit *Le Cochon de lait*, signé La Pierre.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des autographes* d'août, où se lisent quelques noms de Périgour-dins : une pièce sur vélin, de 1561, signée deux fois par La Boétie ; une lettre du comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur à Rome, datée de 1816 à Aix en Savoie ; et un mandement sur parchemin, daté de Poitiers le 15 mars 1350 (1351), de Gui de Mello, comme lieutenant de roi en Poitou, Saintonge, Angoumois, Limousin, Périgord, de compter 300 livres tournois à un capitaine de cent hommes d'armes

(avec lequel il devait lutter contre les Anglais et se faire battre le 1^{er} avril).

M. Paul MAZEAU, élu membre titulaire dans la précédente réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. DE PEYRONNY mande au Président que la clef ancienne et le vireton qu'il a déposés sur le bureau, à la séance du 5 juillet dernier, ne proviennent pas du voisinage de la motte du Vignal-Neuf, comme le dit à tort le procès-verbal. Il ignore l'origine de la clef ; mais le vireton a été trouvé au lieu des Combes, près du hameau des Truffières, commune de Ribagnac.

En nous envoyant en dix exemplaires le programme du 39^e Congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à Nancy le 9 avril 1901, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts nous notifie que toute lecture sera, comme les années précédentes, subordonnée à l'approbation du Comité des Travaux historiques et scientifiques.

« Les manuscrits devront être entièrement terminés, lisiblement écrits *sur le recto* et accompagnés de dessins, cartes, croquis, etc., nécessaires, de manière à ne pas en retarder l'impression, si elle est décidée.

» Les mémoires devront parvenir au Ministère avant le 20 janvier prochain, au 5^e bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur. Il ne sera tenu aucun compte des envois adressés postérieurement à cette date ».

Voici les questions du programme des trois sections d'histoire et de philologie, d'archéologie et des sciences économiques et sociales.

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE.

1^o Indiquer les manuscrits exécutés au moyen âge dans un établissement ou dans un groupe d'établissements d'une région déterminée. Rechercher les particularités d'écriture et d'enluminure qui caractérisent ces manuscrits.

2^o Etudier les authentiques de reliques conservées dans les trésors de diverses églises.

3° Signaler les cartulaires, les obituaires et les pouillés conservés en dehors des dépôts publics.

4° Critiquer les actes apocryphes conservés dans les archives publiques et particulières. A quelle date et pour quels motifs les fraudes de ce genre ont-elles été commises?

5° Rechercher dans les textes diplomatiques antérieurs au milieu du ^{xiii}^e siècle les surnoms ou sobriquets qui peuvent accompagner les noms de personnes.

6° Démontrer par les textes à quelle époque, selon les lieux, les idiomes vulgaires se sont substitués au latin pour la rédaction des documents administratifs.

Dépouiller systématiquement les fonds d'archives dans lesquels on peut constater, pour une localité ou pour une région, la substitution de la langue vulgaire au latin, comme comptes administratifs, actes et sentences judiciaires, délibérations municipales, minutes notariales ou autres documents officiels. Etablir à quelle date la substitution s'est opérée dans ces diverses catégories de pièces. Distinguer aussi l'emploi de l'idiome local et celui du français, et fixer à quelle date le second a remplacé le premier. Dans les territoires qui ont appartenu successivement à des Etats différents, indiquer la corrélation ou l'absence de corrélation entre les idiomes employés et les régimes politiques.

7° Relever dans les chartes antérieures au ^{xiii}^e siècle, et pour une région déterminée, les noms des témoins; les classer de manière à fournir des indications précises pour aider à la chronologie des documents qui ne sont pas datés.

8° Etablir et justifier la chronologie des fonctionnaires ou dignitaires civils ou ecclésiastiques dont il n'existe pas de listes suffisamment exactes.

Ces listes seront utiles pour fixer la chronologie des documents dépourvus de date et pour identifier les personnages simplement désignés par le titre de leurs fonctions. Les documents financiers peuvent aider à les établir.

9° Signaler dans les archives et dans les bibliothèques les pièces manuscrites ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes.

Mettre à la disposition du Comité une copie du document, collationnée et toute préparée pour l'impression, selon les règles qui ont été prescrites aux correspondants, avec une courte notice indiquant la date certaine ou probable du document, les circonstances dans lesquelles il a été rédigé, les dispositions qui le différencient des textes analogues de la même région, les noms modernes et la situation des localités mentionnées, etc.

10° Etudier l'administration communale sous l'ancien régime, à l'aide des registres de délibérations et des comptes communaux. Définir les fonctions des officiers municipaux et déterminer le mode d'élection, la durée des fonctions, le traitement ou les privilèges qui y étaient attachés.

11° Signaler, pour les ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles, les listes de vassaux ou les états de fiefs mouvant d'une seigneurie ou d'une église quelconque ; indiquer le parti qu'on en peut tirer pour l'histoire féodale et pour la géographie historique.

12° Signaler les plus anciennes lettres d'anoblissement conservées dans les archives publiques ou privées, jusqu'à la fin du ^{xiv}e siècle.

13° Registres paroissiaux antérieurs à l'établissement des registres de l'état civil ; mesures prises pour leur conservation ; services qu'ils peuvent rendre pour l'histoire des familles ou des pays, pour les statistiques et pour les autres questions économiques.

14° Chercher dans les registres de délibérations communales et dans les comptes communaux les mentions relatives à l'instruction publique : subventions, nominations, matières et objet de l'enseignement, méthodes employées.

15° Origines et histoire des anciens ateliers typographiques en France.

Faire connaître les pièces d'archives, mentions historiques ou anciens imprimés, qui peuvent jeter un jour nouveau sur la date de l'établissement de l'imprimerie dans chaque localité, sur les migrations des premiers typographes et sur les productions sorties de chaque atelier.

16° Rechercher à quelle époque les administrations civiles ou religieuses ont commencé à faire imprimer les pièces dont elles devaient se procurer de nombreux exemplaires (affiches, circulaires, mandements, formules d'actes financiers, etc.).

17° Comment et sous quelles formes les nouvelles politiques et autres, de la France et de l'étranger, se répandaient-elles dans les différentes parties du royaume avant 1789 ?

18° Donner des renseignements sur les livres liturgiques (bréviaires, diurnaux, missels, antiphonaires, manuels, processonaux, etc.), imprimés avant le ^{xvii}e siècle, à l'usage d'un diocèse, d'une église ou d'un ordre religieux.

19° Recueillir les renseignements qui peuvent jeter de la lumière sur l'état du théâtre, sur la production dramatique et sur la vie des comédiens en province depuis la Renaissance.

20° Organisation et fonctionnement d'une des assemblées municipales établies conformément à l'édit de juin 1787.

21° Etudier les délibérations d'une ou de plusieurs municipalités rurales

pendant la Révolution, en mettant particulièrement en lumière ce qui intéresse l'histoire générale.

22° Fonctionnement, dans un département, dans un district ou dans une commune, du gouvernement révolutionnaire institué par la loi du 14 frimaire an II.

23° Faire connaître, par un exemple particulier, le rôle d'un commissaire du Directoire exécutif près d'une administration municipale de canton.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE.

I. — Archéologie préromaine.

1° Faire, pour chaque département, un relevé des sépultures pré-romaines en les divisant en deux catégories : sépultures par inhumation, sépultures par incinération.

Etudier particulièrement cette question, en se référant, comme point de comparaison, aux ouvrages de M. le général Pothier : *Les populations primitives : essai d'interprétation de documents archéologiques par la géologie et les textes*. — *Les Tumulus du plateau de Ger*.

2° Signaler dans chaque arrondissement les monnaies gauloises que l'on y recueille habituellement dispersées sur le sol.

Cette question a pour but de préciser l'attribution des monnaies recueillies à tels ou tels peuples gaulois. Se référer, pour la traiter, à l'*Atlas des monnaies gauloises* publié par M. H. de La Tour.

3° Etudier les légendes des monnaies gauloises en déterminant, d'une part, les noms géographiques qui y sont inscrits; d'autre part, les noms de divinités et les noms de personnes qui peuvent s'y rencontrer.

II. — Archéologie romaine.

4° Etudier les divinités indigètes d'après les monuments figurés et les monuments épigraphiques. Signaler ceux de ces monuments qui seraient encore inédits ou imparfaitement publiés.

Signaler en particulier les autels portant les images de plusieurs divinités et étudier leur groupement.

5° Etudier les monuments figurés votifs ou funéraires relatifs à l'armée romaine.

6° Faire connaître ce que les monuments antiques de tout genre peuvent apprendre au point de vue du commerce de la Gaule belgique et des bords du Rhin à l'époque romaine.

7° Etudier le réseau des voies de communication dans le nord-est de la Gaule et signaler les bornes milliaires qui s'y rapportent.

8° Signaler en France et dans l'Afrique française les mosaïques antiques non relevées jusqu'à présent, et dont on possède les originaux. Relever aussi et étudier les anciens dessins conservés dans les collections publiques ou particulières et qui, souvent, reproduisent des mosaïques aujourd'hui détruites.

La région nord de la France a fourni un grand nombre de mosaïques qu'il serait très intéressant de faire connaître.

9° Rechercher les centres de fabrication de la céramique dans la Gaule et dans l'Afrique ancienne; voir si les anciens établissements de potiers n'ont pas survécu à l'époque antique et persisté à travers le moyen âge.

Dresser la liste des noms de potiers inscrits sur les vases ou fragments de vases, lampes et statuettes, conservés soit dans les musées, soit dans les collections privées.

10° Signaler les pièces de verrerie antique les plus importantes conservées dans les musées ou les collections particulières et, autant que possible, en indiquer la provenance.

11° Etudier les pierres gravées qui se trouvent, en France, dans les trésors d'églises. En faire connaître les sujets, les inscriptions, les dimensions et la matière.

Cette étude devra être accompagnée des empreintes des pierres gravées, de préférence à des dessins ou à des images quelconques.

12° Décrire et classer les plombs monéiformes portant des sujets figurés ou des inscriptions, et trouvés en Gaule ou en Afrique.

13° Signaler les documents d'archives, les manuscrits anciens ou la correspondance des antiquaires des derniers siècles, qui peuvent servir à établir l'âge ou l'histoire d'un monument archéologique déterminé.

14° Signaler les monuments grecs qui se trouvent dans les musées de province, et en préciser la provenance.

Un grand nombre de nos musées provinciaux renferment des inscriptions, des bas-reliefs, des vases peints, des terres cuites que des voyageurs ont rapportés des pays helléniques : il serait très utile de faire connaître ces monuments.

15° Relever sur les monnaies romaines et expliquer historiquement les types et les légendes se rapportant à la Gaule ou à des événements qui se sont passés en Gaule.

III. — Archéologie du moyen âge.

16° Signaler les monuments chrétiens antérieurs à l'an 1000; rechercher

en particulier les inscriptions, les sculptures, les verres gravés et les pierres gravées.

17° Donner, avec plans et dessins à l'appui, la description des édifices chrétiens et des monuments sculptés ou épigraphiques, réputés antérieurs à la période romane.

18° Etudier les monnaies féodales de la France, surtout à l'aide des documents d'archives ; faire connaître ceux de ces documents qui seraient inédits et les commenter.

19° Relever les noms des chapitres, abbayes et prieurés ayant eu sur la fabrication de la monnaie des droits complets ou restreints ; déterminer la date de ces droits et leur origine.

20° Etudier les jetons des corporations et des Etats provinciaux.

21° Décrire les sceaux conservés dans les archives publiques ou privées ; accompagner cette description de moulages ou au moins de photographies.

22° Etudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane, en s'attachant à mettre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.).

Cette question, pour la traiter dans son ensemble, suppose une connaissance générale des monuments de la France, qui ne peut s'acquérir que par de longues études et de nombreux voyages. Aussi n'est-ce point ainsi que le Comité la comprend. Ce qu'il désire, c'est provoquer des monographies embrassant une circonscription donnée, par exemple un département, un diocèse, un arrondissement, et dans lesquelles on passerait en revue les principaux monuments compris dans cette circonscription, non pas en donnant une description détaillée de chacun d'eux, mais en cherchant à dégager les éléments caractéristiques qui les distinguent et qui leur donnent un air de famille. Ainsi, on s'attacherait à reconnaître quel est le plan le plus fréquemment adopté dans la région ; de quelle façon la nef est habituellement couverte (charpente apparente, voûte en berceau plein cintre ou brisé, croisées d'ogives, coupes) ; comment les bas côtés sont construits, s'ils sont ou non surmontés de tribunes, s'il y a des fenêtres éclairant directement la nef, ou si le jour n'entre dans l'église que par les fenêtres des bas côtés ; quelle est la forme et la position des clochers ; quelle est la nature des matériaux employés ; enfin, s'il y a un style d'ornementation particulier, si certains détails d'ornement sont employés d'une façon caractéristique et constante, etc.

23° Rechercher, dans chaque département ou arrondissement, les monuments de l'architecture militaire en France aux diverses époques du moyen âge. Signaler les documents historiques qui peuvent servir à en déterminer la date. Accompagner les communications de dessins et de plans.

24° Signaler, dans chaque région de la France, les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le moyen âge. Indiquer les caractères et tout spécialement les marques et poinçons qui permettent d'en distinguer les produits.

Il existe encore dans un grand nombre d'églises, des reliquaires, des croix et autres objets d'orfèvrerie qui n'ont pas encore été étudiés convenablement, qui bien souvent même n'ont jamais été signalés à l'attention des archéologues. Il convient de rechercher ces objets, d'en dresser des listes raisonnées, d'en retracer l'histoire, de découvrir où ils ont été fabriqués, et, en les rapprochant les uns des autres, de reconnaître les caractères propres aux différents centres de production artistique au moyen âge.

25° Signaler les anciens tissus, quelle que soit leur origine, conservés dans les trésors d'église, les musées ou les collections particulières.

26° Recueillir les documents écrits ou figurés intéressant l'histoire du costume pour les diverses classes de la société dans une région déterminée.

Au moyen âge, il y avait dans beaucoup de provinces des usages spéciaux qui influençaient sur les modes. Ce sont ces particularités locales qu'on n'a guère étudiées jusqu'ici. Il serait intéressant d'en chercher la trace sur les monuments.

27° Signaler les carrelages de terre vernissée, les documents relatifs à leur fabrication, et fournir des calques des sujets représentés et de leurs inscriptions.

IV. — Archéologie orientale.

28° Signaler, dans les collections particulières de France, les monuments de provenance africaine qui pourraient être rattachés à la civilisation punique.

29° Signaler dans les collections publiques ou privées de la France les monnaies arabes inédites, les objets d'art musulmans et, en particulier, les monuments céramiques, provenant de nos possessions africaines.

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

1° De l'idée d'un droit naturel et de son rôle dans la législation positive.

2° De la mobilisation du sol ; exposé des mesures prises ou proposées pour la réaliser, en France et chez divers peuples.

3° Examiner, au double point de vue économique et juridique, le caractère et les effets d'une intervention législative, dans les conditions du contrat de travail.

4° Faire connaître les principes qui régissent, chez les principales nations de l'Europe, la responsabilité de l'Etat envers les particuliers dans l'exécution des services étrangers à la puissance publique.

5° Expliquer les circonstances économiques et sociales qui ont notablement restreint l'usage des engagements à terme fixe souscrits par les apprentis, ouvriers et serviteurs à gages.

6° Etudier, au point de vue de la circulation des biens, s'il est désirable d'établir certaines limites au pouvoir d'exiger, pour cause d'utilité publique, le sacrifice de la propriété privée.

7° Des procédés employés pour effectuer les abornements généraux. Des résultats de ces abornements, spécialement dans la région de l'Est.

8° Rechercher, dans une région de la France, et pendant une période déterminée à partir du x^v siècle, l'effort de la population rurale pour acquérir la terre.

9° Exposer dans quelle mesure et sous quelles conditions il est permis, en France et à l'étranger, d'employer les fonds et la fortune personnelle des caisses d'épargne à la construction d'habitations à bon marché.

10° Etudier, dans une ville industrielle de la région de l'Est, les changements survenus dans la condition des ouvriers ou d'une famille ouvrière de 1815 à 1848.

11° Etudier, dans une ville ou dans une commune rurale, le taux des salaires d'une certaine branche du commerce ou de l'industrie depuis le milieu de ce siècle.

12° Etudier, dans les différents pays, les groupements ou unions de Sociétés de secours mutuels.

13° Exposer les avantages et les inconvénients de la spécialité dans l'assiette ou l'emploi des impôts.

14° De l'influence que certains impôts peuvent exercer sur le développement de la population.

15° Quelles sont les charges comparées de la fortune mobilière et de la fortune immobilière en France ?

16° Etudier les rapports d'une assemblée provinciale et de sa commission intermédiaire avec l'intendant (1787-1790).

17° Retracer, au point de vue économique et juridique, l'histoire d'une exploitation minière dans l'ancienne France.

18° Esquisser la statistique de la vente des biens nationaux dans une commune rurale pendant la Révolution et en apprécier les effets au point de vue économique.

19° Etudier l'état et le mouvement de la population, dans une commune de France, depuis la sécularisation de l'état civil jusqu'aux premières statistiques annuelles (1792-1801).

20° Du développement et du fonctionnement des syndicats agricoles et des unions de syndicats agricoles dans la région de l'Est.

21° Des progrès de l'industrie du fer, depuis 50 ans, en France ou dans une région de la France.

22° Esquisser l'histoire d'une école centrale, d'un lycée ou d'un collège communal.

M. DE FAYOLLE a fait déposer sur le bureau un fragment de statuette en pierre, représentant le buste d'un personnage nu qui porte une petite amphore appuyée sur sa poitrine, comme il nous le fait remarquer. Ce buste a été trouvé en fouillant une sablière à Chamiers, près de la villa des bains, et donné au Musée du Périgord par la Société de Saint-Gobain, que M. le conservateur est heureux de remercier.

Notre érudit vice-président nous signale sur le même terrain, mais d'un autre côté, un monticule où l'on a découvert un fût de colonne, des fragments de marbre et divers menus objets. Il pense à cet effet qu'il serait utile de continuer le plan de M. Charles Durand qui a été publié autrefois et qui pourrait nous rendre des services.

Il profite de l'occasion pour nous dire un mot de ce qu'il a vu touchant le Périgord à l'Exposition universelle. Il se rappelle avoir vu, à l'exposition centennale de la maroquinerie une très belle boîte en maroquin rouge, provenant du château de Lanquais et appartenant aujourd'hui au baron Arthur de Rothschild.

À la section préhistorique, le Périgord n'était représenté que par les collections de M. Féaux et de M. Pitard, et par les moulages des objets trouvés dans la grotte de la Mouthe par M. Rivière. Mais ces moulages emballés dans du foin mouillé sont arrivés en mauvais état et ne paraissent pas bien réussis.

À propos de préhistorique, M. Charles AUBLANT nous dit que la grotte sépulcrale de Campniac « fut, après sa découverte, en partie vidée pour utiliser les terres et les argiles qu'elle contenait, et un peu plus tard, fouillée par une com-

mission de la Société archéologique du Périgord. Il restait néanmoins dans le fond de la caverne une partie vierge encore de tout remaniement. C'est cette partie que M. Féaux et moi avons eu l'idée de fouiller. Nous avons donc commencé nos fouilles où la commission de la Société avait terminé les siennes et les avons poursuivies jusqu'au fond de la grotte qui se termine par un boyau étroit, une fissure, par où étaient venues les argiles, entraînées par les eaux, qui l'avaient en partie remplie.

» Nos recherches ne nous ont pas donné une ample moisson d'objets, car nous étions dans la partie la plus mauvaise au point de vue archéologique. Nous avons recueilli cependant une hache polie, une épingle en os, servant probablement à retenir la chevelure d'une femme, une sorte de poinçon en os, percé d'un trou, ayant servi peut-être comme pendeloque, peut-être comme outil, un grain de collier, etc.

» Nous avons trouvé en outre plusieurs paniers d'ossements humains et quelques crânes plus ou moins complets. Un seul est entier, sauf quelques parties de la mâchoire.

» Cette découverte nous a été d'autant plus agréable que ces restes humains seront les seuls qui auront été sauvés de ce cimetière préhistorique. Ils aideront à déterminer à quelle famille humaine se rattachaient les habitants d'Ecorneboeuf, et l'on pourra faire des rapprochements avec les ossements trouvés dans les autres grottes sépulcrales signalées déjà dans beaucoup de départements.

» M. Féaux et moi, nous proposons de publier dans le *Bulletin* un travail d'ensemble sur la grotte sépulcrale de Campniac, travail qui n'a pas encore été fait. Nous joindrons à notre monographie le plan de la grotte et le dessin des objets les plus intéressants et les plus curieux provenant de cette antique nécropole de l'âge de la pierre ».

La proposition est accueillie favorablement.

M. VIGIÉ fait aussi une proposition à l'assemblée. Il pense qu'il serait bon de réunir, avant qu'elles ne se perdent, toutes les coutumes du Périgord et d'en faire l'objet d'une publication spéciale qui ferait honneur à notre Société. A

cette heure, celles qui sont connues sont disséminées un peu partout, dans la collection des *Ordonnances* des rois de France, dans les Archives historiques de la Gironde, dans notre *Bulletin*, dans des *Revue de droit*, etc. On peut en trouver encore d'inédites dans les dépôts d'archives. Le *Coutumier périgourdin* les contiendrait toutes et les conserverait.

La proposition est acceptée, à la charge par M. Vigie de centraliser, contrôler, annoter et commenter, s'il y a lieu, ces copies de coutumes qui formeraient un volume distinct de la publication du *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT dépose sur le bureau une communication de M. l'abbé Comte, curé de Badefols-d'Ans, lue dans une séance antérieure, et qu'il avait gardée par devers lui jusqu'à présent. Il y joint une belle photographie du château de Badefols faite par M. Charles Durand, et qui paraîtra avec le mémoire sur Badefols.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce ensuite qu'il ira tout à l'heure avec M. de Fayoille, à la rencontre de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne qui arrive à Périgueux par le train de trois heures. De trois à six heures, il lui fera visiter les anciens monuments de la ville. Il invite les membres présents à se rendre ce soir à neuf heures à l'hôtel de France, où un punch d'honneur sera offert à cette savante Société au nom de la nôtre.

La séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Le soir, à neuf heures, une dizaine de membres se sont en effet rendus à l'hôtel de France, comme ils y avaient été invités, et ont été charmés de nouer des relations avec cette Société voisine, notre aînée. Des toasts pleins de cordialité ont été échangés entre les deux savants présidents, M. de Roumejoux et M. le chanoine Pottier, qui se connaissent

depuis longtemps. Ce dernier avait reçu le jour-même à Périgueux, d'un ancien commandant du 50^e d'infanterie, M. le général Konne, qui commande la subdivision de Laghouat, en Algérie, aux confins du Sahara, trois petites pointes de flèches, avec ailerons et pédoncule, en silex, de l'époque néolithique, qui ont été trouvées dans le désert aux environs d'In Salah et ont été données au général à Ouargla. Chacun admire ces jolies petites flèches d'une provenance si lointaine. On se sépare à onze heures pour laisser reposer les voyageurs, en se disant au revoir peut-être au congrès de la Société française d'Archéologie à Agen, l'année prochaine.

F. V.

LES DEUX EXPÉDITIONS

DE SIMON DE MONTFORT

EN SARLADAIS.

(Suite et fin).

III

La première expédition de Simon de Montfort en Périgord nous est racontée par la *Chanson de la Croisade des Albigeois* et par Pierre de Vaux-Cernay ; la seconde expédition, quoique plus longue et beaucoup plus importante que la première, n'est même pas mentionnée dans la chanson, tandis que Pierre de Vaux-Cernay nous la donne en tous ses détails.

D'où provient la regrettable lacune de la chronique rimée ?

Il est aujourd'hui parfaitement établi que la *Chanson de la Croisade* a été composée par deux auteurs différents de style et de jugement. Le premier, dont l'œuvre s'arrête à l'an 1213, était favorable à Simon de Montfort ; le second, qui

continue le récit à partir de 1214, était, suivant l'expression du traducteur, M. Paul Meyer, « un ennemi acharné de la croisade » (1).

Il est possible que le continuateur n'ait repris l'œuvre interrompue qu'après un délai de quelques mois, pendant lesquels aurait eu lieu la seconde campagne de Simon de Montfort en Périgord.

Il est aussi possible que cet « ennemi acharné de la croisade » ait voulu laisser ignorées des lecteurs toutes les épouvantables cruautés qui appelèrent les croisés en Sarladais. Si l'autorité des renseignements du poète manque à notre récit, le silence absolu qu'il a gardé sur cette audacieuse expédition ne doit cependant pas faire révoquer en doute l'intéressante chronique du moine de Vaux-Cernay.

Lorsque les croisés eurent fait expier à Martin d'Algays son infâme trahison, ils revinrent en Languedoc et s'emparèrent sans coup férir de Moissac, d'Auterive et de Muret. Simon de Montfort, avant d'être proclamé comte de Toulouse par la force de ses armes et par octroi du Saint Siège, jugea nécessaire de réunir à Pamiers un parlement, où les trois ordres seraient convoqués. Dans cette mémorable assemblée, et sous la direction du chef de la croisade, fut rédigée la loi constitutionnelle du pays conquis, dont l'original est parvenu jusqu'à nous sous le titre de : *Charte de Pamiers* (2).

Cependant la conquête n'était pas encore à l'abri de toutes les attaques; les hérétiques ne désarmaient pas.

Au commencement de septembre 1213, profitant d'une absence de Simon de Montfort, les Albigeois parurent devant Muret, où l'armée de la Foi n'avait laissé qu'une très faible garnison. Les hérétiques avaient à leur tête Pierre II, roi d'Aragon, et Raymond VI, comte de Toulouse.

Raymond VI voulait s'emparer immédiatement de la ville et faire ses défenseurs prisonniers.

Pierre II savait que Simon de Montfort avait licencié

(1) *Chanson de la Croisade*. Introduction, p. XXXVIII.

(2) Dom Vaissette, l. XXII, p. 34.

récemment la majeure partie de son armée; ses troupes étaient dix fois supérieures en nombre à tout ce que pouvait réunir le chef de la croisade; il voulut attendre l'arrivée de son redoutable adversaire pour rendre sa défaite plus humiliante et plus complète.

Mais le comte de Montfort arriva sans être signalé; il fondit à l'improviste sur les Albigeois, et telle fut la vigueur de son attaque que les ennemis de la Foi furent mis en déroute et massacrés, sans que l'armée de Simon de Montfort eût perdu un seul homme.

La célèbre victoire de Muret fut longtemps regardée comme un véritable miracle (12 septembre 1213).

Ce brillant fait d'armes assura le succès définitif de la croisade. Pierre II fut tué pendant la bataille; les comtes de Toulouse, de Foix et de Roussillon firent leur soumission. Simon de Montfort n'eut plus qu'à promener ses armées victorieuses dans les diocèses qui manifestaient encore quelques velléités de résistance.

Alors eut lieu la seconde expédition des croisés en Sarladais. Entraînés par Martin d'Algays, sénéchal du Périgord, quelques châtelains riverains de la Dordogne avaient embrassé l'albigéisme. Soit pour obéir à quelque mot d'ordre de leur société secrète, soit pour venger la mort si dramatique du seigneur de Bigarroque et de Biron, ils exerçaient autour d'eux sur les églises et sur les chrétiens les plus cruelles représailles; ils faisaient subir les plus redoutables supplices à ceux de leurs voisins ou tenanciers qui manifestaient leur attachement à la cause des croisés; ils livraient leurs biens au pillage ou à l'incendie. Ils soulevaient ainsi parmi les défenseurs de la Foi une bien légitime indignation.

Irrités par toutes les infamies que commettaient les hérétiques, les châtelains restés fidèles à l'Eglise et les moines du Sarladais envoyèrent des députés à Simon de Montfort pour le supplier de venir châtier les coupables.

Le chef de la croisade était alors en Agenais, assiégeant Casseneuil pour la seconde fois. Les députés le trouvèrent sous les remparts de la ville, dont il allait s'emparer dans

un dernier assaut. Les Sarladais étaient conduits par Raymond III, vicomte de Turenne, qui rendit hommage à Simon en présence de toute son armée et jura de le servir tous les ans pendant un mois avec dix chevaliers et dix servants d'armes (1).

Aussitôt que les portes de Casseneuil eurent été livrées aux croisés (18 août 1214), Simon de Montfort se dirigea en toute hâte vers Sarlat.

Il s'arrêta sur les bords de la Dordogne, en face du puissant château de Domme, qui couronnait une colline escarpée, dont les rochers se dressent à pic jusqu'à cent vingt-cinq mètres au-dessus du niveau de la rivière.

C'était aux premiers jours de septembre 1214. Le pays où s'étaient arrêtés les croisés présentait un coup d'œil superbe; la plaine, riche et fertile, arrosée par un beau fleuve aux eaux claires et limpides comme une eau de source, constituait pour ces guerriers le plus beau gîte d'étape qu'ils aient jamais rencontré.

La ville de Domme, dont on voit aujourd'hui les rues désertes alignées au cordeau, n'existait pas encore; sur ce plateau rocheux, Philippe-le-Hardi devait, quelques années plus tard, en 1280, édifier une importante place d'armes, bien souvent assiégée, mais qui n'a cependant pas perdu dans ces luttes féodales son enceinte fortifiée, ses trois portes monumentales, ses embrasures casematées et sa *tour du gal*.

La puissante forteresse que Simon de Montfort allait assiéger s'élevait entre le plateau sur lequel est bâtie la ville de Domme et les ruines du château royal qui dominent la plaine de Cénac. Elle s'élevait sur une plate-forme occupée aujourd'hui par un moulin à vent; les derniers vestiges de sa seconde enceinte se voient encore au nord du moulin.

Quand l'hérétique châtelain apprit que Simon de Montfort, maître de Casseneuil, conduisait son armée vers Dom-

(1) Bibl. nat. Coll. Doat, p. 70.

me, il se rappela le châtement infligé à Martin d'Algays et prit la fuite. Les croisés, en arrivant en vue de sa citadelle, ne trouvèrent que de fervents catholiques, groupés sous la protection du prieur de Notre-Dame de Cénac, monastère bénédictin récemment construit par l'abbé de Moissac.

Simon gravit la pente escarpée qui menait au château de Domme. « C'était une forteresse noble et très puissante, dominant le fleuve appelé Dordogne et bâti sur le site le plus merveilleux qu'on puisse voir. Aussitôt notre comte fit miner et détruire la tour du château, qui était extrêmement élevée, admirablement belle et fortifiée jusqu'à son sommet (1). »

Le comte de Montfort établit son armée dans le château découronné et sur le plateau environnant. De ce camp retranché, il dominait toute la vallée et surveillait tout le pays environnant. Il reçut, peu de jours après, au milieu de ses troupes, le serment de fidélité des habitants de La Roque Gageac et de leur suzerain Hélié de Union, abbé de S^t Sauveur et chapelain du cardinal de Saint-Laurent (2).

Il alla visiter ce vénérable abbé dans son monastère de Sarlat, où il fut accueilli avec la plus grande joie. Tant de crimes étaient commis chaque jour dans ce pays sarladais, que l'arrivée des croisés fut regardée comme un bienfait du Ciel.

L'abbé Hélié fit visiter au chef de la croisade l'hôpital, où les victimes des Albigeois avaient été recueillies et soignées à ses frais.

A une demi-lieue de Domme, se trouvait une autre forteresse d'une puissance remarquable, qui s'appelait Montfort ; le châtelain, Bernard de Cazenac, seigneur d'Aillac, de Montfort et de Castelnaud, avait épousé Alix de Turenne, sœur de Raymond III, vicomte de Turenne, et veuve de Guillaume de Gourdon.

Bertrand de Gourdon, frère de Guillaume, et Raymond III

(1) *Recueil des hist. de la Gaule*, t. 19, p. 98.

(2) B. N. fonds Périgord, LXX.

de Turenne étaient restés fidèles à leur foi, tandis que Bernard et Alix, devenus hérétiques, mettaient, comme tous les parjures, une violence diabolique à la propagande de leurs erreurs.

La dame de Montfort, dont le troubadour Raymond Jordan, vicomte de St-Antonin, a bien souvent chanté la beauté, était la sœur de Maheut de Montignac, qui fut la dame aimée de Bertrand de Born. L'illustre troubadour d'Hautefort a comme Raymond Jordan, célébré dans des vers harmonieux les qualités d'Alix de Turenne. Dans une de ses chansons amoureuses, bien connue sous le nom de « *La domna soiseubuda* (1), » il a poétiquement vanté la douceur d'Alix ; mais la chanson fut composée en 1185, et nous sommes en 1214. Ces trente années ont singulièrement transformé le caractère de celle qui était alors la dame de Gourdon, et qui depuis est devenue dame de Cazenac et châtelaine de Montfort.

Le moine Pierre de Vaux-Cernay, dans son *Histoire des Albigeois*, parle d'elle en ces termes (2) :

« Le sire de Montfort et sa femme étaient les plus malfaisants seigneurs de la contrée ; ils volaient et pillaient les églises ; ils dépouillaient les pèlerins (3) ; ils attaquaient les veuves et les orphelins ; ils mutilaient sans aucun motif les gens les plus paisibles, à tel point que, dans un monastère tenu par les moines noirs, à Sarlat, nous avons pu voir cent cinquante hommes ou femmes, à qui l'on avait scié les mains ou les pieds, crevé les yeux ou coupé d'autres membres, sur les ordres du tyran de Montfort et de sa femme ; car la femme de ce maudit tyran, ayant elle-même perdu toute compassion, faisait arracher les mamelles aux pauvres femmes, ou leur faisait enlever les doigts des mains pour les mettre dans l'impossibilité de gagner leur vie. »

Ainsi que le seigneur de Domme, Bernard de Cazenac n'osa pas affronter la justice du chef de la croisade.

(1) *Poésies de Bertrand de Born*, Thomas.

(2) *Histoire des Albigeois*.

(3) De très nombreux pèlerins traversaient alors ce pays, allant de Cadouin à Rocamadour où on venait de découvrir le corps de Zachée.

» Il prind la fuite à la desrobée et laissa sa maison vuide et sans
» deffense (1). »

Simon de Montfort, établi sur le plateau de Domme, chargea l'évêque Guy de Carcassonne de faire raser sous ses yeux les tours et les remparts de Montfort. C'était ce même évêque guerrier que nous avons déjà vu suivant, ainsi que Pierre de Vaux-Cernay, la première expédition des croisés en Périgord. Il se mit aussitôt en mesure d'exécuter l'ordre de Simon.

» Les murs étaient tellement solides et les pierres étaient liées entre elles par un ciment tellement parfait, qu'on ne pouvait pas proposer de céder à la démolition aussi vite que le souhaitait le chef de la croisade. Il fallut de longs jours pour mener ce travail à bonne fin ; les croisés qui en avaient été chargés portaient le matin de Domme et revenaient tous les soirs au camp ; car l'armée était restée sur l'emplacement du château de Domme d'où s'exerçait plus utilement la garde du pays (2). »

Le château de Montfort fut donc ruiné de fond en comble par les croisés. Bernard de Cazenac quitta momentanément le Périgord et alla se mettre au service de Raymond VI, comte de Toulouse.

« Il arriva avec bonne compagnie et cœur vaillant pour défendre la ville et combattre avec ses défenseurs. Jamais vous ne vîtes son pareil pour la droiture, ni chevalier d'un mérite plus accompli. Il a sens et largesse et cœur d'empereur. Il dirige parage et guide valeur (3). »

Il servait encore dans les rangs des Albigeois lorsque Simon de Montfort fut tué sous les remparts de Toulouse (4). Les cris de guerre qui s'étaient fait le plus souvent entendre pendant le siège étaient :

Toulouse ! Comminges ! Cazenac ! Creixel ! Villemur !

(1) *Chronique du chanoine Tarde*, p. 72.

(2) Pierre de Vaux-Cernay.

(3) *Chanson de la Croisade*, v. 7688 et s. Ne pas oublier que l'auteur de la seconde partie de la chanson est « ennemi acharné de la croisade. »

(4) *Chanson de la Croisade*, v. 8599.

Bernard de Cazenac avait donc échappé par la fuite au châtement que méritaient ses innombrables forfaits ; mais le chef de la croisade le punit dans sa fortune et celle de sa race, en le dépouillant de ses fiefs de Montfort et d'Aillac, qui furent donnés à Raymond III vicomte de Turenne, à la charge de servir une rente viagère aux victimes de son beau-frère (1).

Raymond III dut relever immédiatement le château de Montfort, car au milieu des ruines fort intéressantes de ce puissant manoir, on distingue encore de très belles constructions du treizième siècle.

Dans un acte de partage, daté de 1251, et parvenu jusqu'à nous, le vicomte de Turenne est qualifié seigneur d'Aillac et de Montfort, qui sont restés dans cette même famille jusqu'en 1664 : ils furent alors vendus au duc de Roquelaure.

La troisième forteresse du terrible albigeois, Castelnaud, située à une lieue en aval de Domme, est qualifiée par Pierre de Vaux-Cernay : « Arche de Salan, *arca Satanæ*. »

« Cette place forte et bien munie, fut prise le lendemain et le comte de Montfort se résout de la garder et y mettre une garnison, pour arrêter ceux qui voudraient brasser quelque révolte (2). »

Mais il ne la garda pas longtemps. Bernard de Cazenac la reprit par surprise en 1215 ; Castelnaud passa peu d'années après, par un mariage dans la famille de Caumont La Force, qui l'a conservé jusqu'à la Révolution de 1789. Ses ruines imposantes et pittoresques, semblables aux vieux châteaux démantelés des bords du Rhin, présentent encore des vestiges importants de la forteresse conquise par Simon de Montfort.

Au cours de cette seconde expédition des croisés en Périgord, Domme, Montfort et Castelnaud furent abandonnés sans coup férir au redoutable chef de la croisade ; leurs châtelains avaient échappé par une fuite rapide au juste châtement infligé sous les murs de Biron à Martin d'Algays.

(1) Le comte de Gourgues. — *Le Saint Saire de Cadouin*, p. 253.

(2) *Chronique du chanoine Tarde*.

« Il avait auprès de Castelnaud un quatrième château-fort assez puissant, qui s'appelait Baynac. Le seigneur était le pire de tous ; il était le plus terrible des routiers et le plus violent des oppresseurs d'églises. Notre comte lui donna le choix entre ces deux propositions : ou bien restituer dans le délai fixé par le comte et par les évêques tout le produit de ses nombreuses rapines, ou bien voir raser les tours de sa forteresse. »

« Une trêve de plusieurs jours lui fut accordée pour lui permettre de fixer son choix. »

« A l'expiration du délai convenu, le châtelain de Baynac ne fit aucune restitution ; Simon de Montfort se mit aussitôt en mesure de démolir ses remparts. Le tyran prétendit que sa forteresse devait être respectée, parce que seul dans la province il avait soutenu le roi de France contre le roi d'Angleterre. Le comte savait bien que son allégation était fausse et frivole ; il ne voulut pas modifier ses ordres. Alors le sire de Baynac porta ses plaintes devant le roi de France ; mais il ne put rien obtenir (1). »

Une autre chronique dit :

« La fameuse tour, appelée des Sarrazins, fut brûlée, malgré la recommandation de Philippe-Auguste au comte de Montfort de ménager en la personne de Gaillard de Baynac l'allié du roi de France (2). »

Il paraît assez vraisemblable que le roi de France intervint en faveur du sire de Baynac ; car, plus heureux que Martin d'Algays, Bernard de Cazenac et le seigneur de Domme, il put conserver sa châtellenie et la transmettre à ses héritiers naturels, qui la possèdent encore aujourd'hui.

La puissante forteresse de Baynac est l'une des plus remarquables du Périgord par son style féodal, par son excellent état de conservation et par son style merveilleux.

« Ces quatre châteaux (Domme, Montfort, Castelnaud et Baynac) avaient été la retraite de l'hérésie et tyrannie par l'espace de plusieurs ans ; mais après que les trois furent rasés et la garnison laissée

(1) Pierre de Vaux-Cernay.

(2) Bib. nat., fonds Périgord. Domme-Baynac.

» à Castelnaud, la paix et repos s'en suivirent, non seulement au » détroit sarladais, mais aussi en tout le Périgord et Quercy (1). »

Simon de Montfort se dirigea vers Rodez, en passant par Rocamadour, où il s'arrêta pour délibérer sur l'extirpation définitive des Albigeois et la répression des routiers (2).

Cette étude consciencieuse et rapide sur les combats livrés en Périgord, pendant la croisade des Albigeois, a été faite d'après les documents contemporains publiés jusqu'à ce jour et notamment d'après la *Chanson de la Croisade*, la chronique de Guillaume de Puylaurens et l'histoire de la croisade par Pierre de Vaux-Cernay.

Depuis que Simon de Montfort « a rétabli la paix et repos en tout le Périgord et Quercy, » avec la sauvage énergie qui parfois a terni sa mémoire, d'autres guerres nationales ou civiles ont maintes fois ravagé les riches campagnes arrosées par la Dordogne.

Les longues luttes soutenues contre les Anglais ont répandu le sang et les ruines pendant deux cents ans; les guerres religieuses du temps de la Réforme ont aussi cruellement troublé la province; la période révolutionnaire des dernières années du dix-huitième siècle a détruit force châteaux et monastères.

Toutes ces transformations sociales ou politiques ont bouleversé le Périgord, en laissant subsister dans l'énergique langage du pays des souvenirs inconscients et cependant assez remarquables des quelques années pendant lesquelles l'albigéisme fut propagé parmi nos ancêtres.

Il n'est pas rare d'entendre encore dans nos campagnes les paysans jurer par ces deux blasphèmes manichéens : *Double Diou* ou *Millo Double*.

Il est cependant très juste d'ajouter que l'hérésie n'a subsisté que sous cette forme peu dangereuse.

Nos populations n'ont même pas, comme celles du

(1) *Chronique du chanoine Tarde*, p. 72.

(2) *Lettre pastorale de l'évêque de Cahors sur l'histoire de Rocamadour*, p. 29.

Languedoc, gardé au fond du cœur une haine traditionnelle contre Simon de Montfort et sa croisade. Les deux expéditions faites par le célèbre capitaine *au détroit sarladais* n'ont laissé dans les chroniques locales que des souvenirs confus.

Cette indulgence du Périgord pour le chef de la croisade des Albigeois nous paraît justifiée; car les représailles rigoureuses exercées par les croisés contre les hérétiques n'ont ordinairement frappé que des traîtres odieux ou des tyrans bien dignes des plus cruels supplices. Elles ont toujours porté sur les plus puissants parmi les coupables.

La croisade délivra d'une bien redoutable persécution les monastères, les églises, les châtelains paisibles, les bourgeois et le menu peuple, bien souvent victimes des cruautés atroces de ces Albigeois.

Les historiens modernes reviennent presque tous aujourd'hui sur l'appréciation défavorable à Simon de Montfort qui longtemps a prévalu dans l'Université de France.

Le jugement définitif à porter sur la croisade des Albigeois nous paraît être parfaitement rendu dans cette phrase de l'*Histoire de l'Europe*, par Lavis et Rambaud :

« Organisés en sociétés secrètes, les Albigeois en vinrent aux pires » excès. Des évêques furent expulsés de leur siège, des abbés chassés » de leurs monastères, des prêtres égorgés. Les progrès de l'hérésie » devinrent inquiétants (1). »

Un jour viendra bientôt où Simon de Montfort, mieux connu, sera, malgré quelques incontestables abus de la force, regardé par tous les hommes de bonne foi comme un grand capitaine et comme un grand chrétien.

R. DE BOYSSON.

(1) *Histoire générale de l'Europe*, t. II, p. 272.

LA PESTE A SARLAT

1629 - 1634 (*Suite et fin*).

Le fléau, qui sévissait depuis près de quatre ans, semblait enfin diminuer d'intensité. Les religieuses de Notre-Dame, fondées à Bordeaux peu d'années auparavant par la vénérable mère de Lestonnac, profitant de ce répit, vinrent s'établir à Sarlat, sous la direction d'une éminente supérieure, Madame Honorée de Briançon. Elles avaient voulu d'abord faire une fondation à Cahors, puis avaient tenté de se fixer à Domme. La famine et la peste les en chassèrent. Elles se réfugièrent alors dans le bourg de Carlux, où le beau-frère de Madame de Briançon, M. de Salignac de la Vigerie, les recueillit dans sa maison de la Vigerie (1). La peste « les y assiégea. » M. de la Vigerie, leur protecteur, mourut lui-même de la contagion. Chassées de nouveau de leur retraite, elles vinrent se réfugier à Sarlat. En attendant de pouvoir fonder un établissement définitif, elles acceptèrent l'hospitalité que Jean-Guy de Salignac-Fénélon, seigneur de Gaulejac et la Poncie, frère de l'évêque, leur offrit dans sa maison. Cet immeuble avait appartenu aux Goudin qui le vendirent en 1602 aux Salignac ; de ceux-ci, il passa, par héritage, aux Gérard qui l'ont vendu, il y a quarante ans, à M. Bourdet. Cette vaste maison s'appuyait sur la muraille de la ville, le long de l'ancien abreuvoir de la Petite Rigaudie. Les maisons Naudou, Malivert et autres sont bâties sur ses dépendances. Elle existe encore, en partie.

Les religieuses s'installèrent donc à Pâques de l'année 1634 et commencèrent à s'occuper de l'instruction des jeunes filles de la ville, bien négligée par suite des événements. Une nouvelle épreuve les attendait. La peste se déclara chez elles, par suite d'une imprudence. Une femme

(1) Bertrand de Salignac, écuyer, seigneur de la Vigerie, épousa Marie de Briançon. — *Reg. de Cleyrac*, n° 269.)

de service voulut aller voir son frère, atteint de peste, et interné dans une hutte, à la campagne. A peine de retour, elle fut frappée, dans la chambre qu'elle occupait, touchant la communauté. Comme de nombreuses jeunes filles commençaient déjà à suivre les classes, les consuls prirent l'alarme, eurent peur d'une nouvelle propagation infectieuse, et frappèrent le couvent de quarantaine. La mesure, toute dure qu'elle était, semblait justifiée. Une jeune pensionnaire, M^{lle} de Fajol, fille d'un des meilleurs avocats de la ville, fut même atteinte, mais guérit. Elle prit le voile dans la communauté, peu de temps après. L'intensité du mal décroissait visiblement et la peste avait déjà beaucoup perdu de sa virulence. On approchait de la fin de la crise.

Ces bonnes religieuses, éprises de merveilleux, racontent la fin de l'épidémie, de la curieuse et naïve façon suivante :

Peu de temps après (fin 1634, probablement), un jour, sur l'heure de vespres, on vit paroître au ciel trois étoiles. On consulta un astrologue sur ce prodige et il en augura la fin prochaine de la peste, qui cessa bientôt.

(*Histoire de Notre-Dame*, t. II, p. 204.)

Des documents très rares, qui ont trait à cette affreuse contagion, il semble résulter, sans qu'on puisse l'affirmer d'ailleurs, que cette affection était plutôt du domaine de la chirurgie. Était-ce parce que les tumeurs se traitaient par l'application d'emplâtres, ou même par l'incision ou l'ablation ? C'est possible, les médecins se réservant les affections qui donnaient lieu à l'administration des remèdes internes, composés d'après les préceptes de cette pharmacopée bizarre, thème inépuisable de tant de justes plaisanteries.

Parmi les chirurgiens, dont les noms ont été sauvés de l'oubli, mentionnons Mathias, mort de la peste en 1631, Pierre Chassaing, François Téraillon et Gerould Méric, qui exerçaient pendant la contagion en 1631, 1632 et 1633.

Au même temps vivaient Jean et Pierre Cordis, Raymond Javel et Veyrières, médecins de Sarlat. Ils donnèrent sans doute leurs soins aux pestiférés, mais nous n'en avons trouvé aucune preuve.

Il serait curieux de connaître, en détail, d'après quels principes, quelles méthodes, ces hommes de l'art soignaient leurs malades. Peut-être même y trouverait-on quelque utile indication pour les temps présents, car on peut bien avouer, sans manquer de respect à la « Faculté », que si l'hygiène et la chirurgie ont fait d'immenses progrès depuis le ^{xvii}^e siècle, marchant sur un terrain solide, il n'en est malheureusement pas de même de la médecine, trop souvent réduite à l'hypothèse et aux tâtonnements.

Médecins et chirurgiens prenaient-ils, dans l'exercice de leur profession, quelques précautions, soit pour éviter de servir de véhicule au mal, soit pour s'en défendre ? C'est probable. L'exemple leur avait été donné en haut lieu, et je me plais à croire qu'ils ne négligèrent pas de le suivre, venant d'un de leurs « princes de la science ».

Voici le costume qu'avait imaginé, pour soigner les pestiférés, Charles de l'Orme, médecin de Louis XIII.

« Je me suis fait faire, écrit-il, un habit de maroquin que je ne quittais
» plus, et je pris l'habitude de ne jamais sortir sans avoir dans la bouche de
» l'ail, dans le nez de la rue, dans les oreilles de l'encens, sur les yeux
» des bécicles. Plus tard, je fis faire un masque du même maroquin que
» l'habit, où j'avais fait attacher un nez long d'un demi-pied, afin de dé-
» tourner la malignité de l'air. »

Ce brave médecin du Roi, plus habile sans doute que modeste, fut même tellement glorieux de son invention, qu'il éprouva le besoin de faire graver pour la postérité son portrait dans ce costume macaronique. L'estampe est curieuse, on me croira sans peine, Molière l'a-t-il connue ?

Avant de quitter nos chirurgiens et médecins, voici un document qui nous donne de bien singuliers détails, sur la façon dont on traitait alors, à forfait, avec les hommes de l'art, pour s'assurer leur concours à prix d'argent :

A Sarlat, en Périgord, le trentiesme jour du mois d'octobre mil six cens trente un, après midy, regnant Louys, et pardevant moy notaire et tesmoins, ont esté présens, noble Mathurin de Chassain, sieur de Caraval, d'une part, et Pierre Chassain, m^e chirurgien, habitans de la présente ville, lesquels ont traicté ensemble sur le subject de la maladie de la demoiselle

du Pouget, comme sensuit, sçavoir, que le dict Chassain chirurgien sera tenu et obligé de se porter présentement en la maison où la d. dam^{lle} est detenue malade d'une tumeur contagieuse à la cuisse gauche pour illec traicter, panser et médicamenter la d. dam^{lle} jusques à ce quelle sera guérie de la d. maladie ou décédée, promettant y rapporter tout son soing et dilligence et ce que peut estre de son chef, moyenant la some de cent cinquante livres que le d. S^r de Chassain sera tenu de payer et bailler aud. chirurgien pour avoir entrepris de traicter lad. dam^{lle} soit quelle guérisse, ou non, incontinent après la quarantaine du d. Chassain, sil en est contrainct de ce faire, pendant laquelle et temps de traiter lad. dam^{lle}, le d. sieur de Chassain sera tenu fournir toute sorte de drogues et médicamens requis et nécessaires à faire la d. cure, vivres et alimens nécessaires aud. chirurgien, une chambre et lict dans la d. maison où est lad. dam^{lle}, pour assurance du payement de laquelle led. sieur de Chassain a présentement deslivré aud. Chassain chirurgien une bague d'or dans laquelle est enchassée une pierre appelée turquoise talhiée en cœur, a l'entour de laquelle il y a quinze petits diaments enchassés, que led. Chassain chirurgien sera tenu rendre aud. sieur Chassain hors qu'il luy payera lad. somme de cent cinquante livres, et cas que led. sieur Chassain ne payeroit pas lad. somme dans led. temps, il sera loisible aud. Chassain chirurgien de vendre ou engager lad. bague pour son payement, ou agir contre led. sieur de Chassain pour estre payé de lad. somme, ainsi et comme bon luy semblera, laquelle bague led. Chassain chirurgien a dict vouloir deslivrer, pendant qu'il traictera lad. demoiselle, ez mains de M^e Pascal de la Brousse, curé de la présent ville, des mains duquel il consant que led. sieur Chassain retire lad. bague en luy baillant neantmoins lad. somme, et à ce faire se sont obligés soubz toutes les obligations comme doit estre, en présence de M^e François Derape et M^e Léonard Viveille, advocat en Parlement, bourgeois et habitans dud. Sarlat. Signé : CHASSAING, chirurgien ; CHASSAIN, DERAPE, présent ; VIVEILLE, présent ; DAUSSEL, not. et tabellion royal.

Et plus bas :

P. De Brousse, pour avoir receu le mesme jour ladicte bague des mains dud. Chassain, chirurgien, pour icelle fidèlement rendre suivant les conditions suscriptes, pourveu qu'il plaise à Dieu me conserver jusques en ce temps-là et sans mobliher a aucun cas fortuit qui pourroit arriver ains seulement à garder ladicte bague de bonne foy, etc.

(Archives de Gérard.)

Si les malheureux pestiférés étaient ainsi isolés du reste du monde, même lorsqu'ils appartenaient à des familles aisées,

comme M^{lle} du Pouget, combien plus cruelle encore devait être la séparation qu'on imposait aux malheureux qui n'avaient d'autres ressources que la charité. Pour ceux-ci, on frémit en pensant à l'abandon complet qui fut leur triste lot. Beaucoup durent mourir dans la solitude, désespérés, abandonnés à eux-mêmes, sans soins, sans remèdes, sans consolations, peut-être sans aliments. Le médecin et le prêtre seuls les approchaient, et suffisaient-ils à leur tâche ?

Les malades pouvaient cependant, avons-nous dit, appeler le notaire pour déclarer leurs dernières volontés, mais c'était moyennant les plus grandes précautions imposées par la police municipale aux notaires et aux témoins. Tantôt le notaire reste dans la rue, pendant que le malade, se traînant à une fenêtre, dicte son testament, tantôt, si le malade est relégué dans une cabane de la banlieue, l'officier ministériel s'arrête, à grande distance, appelle le malade qui, du pas de sa porte, crie, s'il en a la force, ses dernières dispositions. Chose à remarquer, la mention des précautions prises par le notaire et les témoins se trouve toujours consignée dans ces actes et semble bien avoir été imposée sous peine d'amende ou de quarantaine pour l'officier ministériel et les témoins. A titre d'exemple, voici l'intitulé d'un de ces testaments :

« Aujourd'huy, second jour du mois de janvier 1632, en la ville et cité de Sarlat.... s'est comparu par devant moy.... François Terailhon, m^e chirurgien, lequel nous a dict que Bertrande de Guillelmy, veufve a feu Léonard Raimon, cordonnier, et Monde de Raimon, veufve a feu Jehan Brugue, mère et fille, sont infectées de contagion et, en ceste qualité, on les a logés au lieu destiné pour les pestiférés, hors la présente ville, et, parce qu'elles desirent disposer de leurs biens, ma requis me vouloir transporter ez la vigne d'ung nommé Bridenc, et dans la maison sive fournial qu'est dans icelle, ce que je luy aurois accordé, et, defait m'estant transporté audevant ledit fournial et à douze ou quinze grands pas d'icelluy, j'aurois là rencontré les témoins subz escripts et, en même temps, ledit Terailhon auroit appelé lesdites Guillelmy et Raimon, lesquelles estant sorties sur la porte, auroient dict quelles vouloient faire leur testament, attendu le danger où elles se voyent en conséquence de leur contagion...

Premièrement ont fait le signe de la croix disant, au nom du Père, du Fils, et du St-Esprit, amen..., etc.

En présence de six témoins.

André CHASSAING, not. royal.

(Archives de Gérard.)

Qu'on ne croie pas que ces formes anormales fussent exceptionnelles. Tous les testaments de pestiférés contiennent des mentions analogues.

Voici quelques exemples, pris dans les minutes du notaire Rey.

Le 1^{er} octobre 1632. — Testament de Françoise de Malvy, chambrière d'Antoine Goursat, tailleur, et de Clémence de Boudin, sa femme. Ceux-ci sont « retirés » dans une vigne à Pechauriol, à cause de l'infection et maladie contagieuse arrivée dans la maison de Goursat, depuis quinze jours. Ladite Malvy, atteinte à son tour, demande le notaire.

Celui-ci trouve à Pechauriol huit témoins, et, dit-il dans son acte, « tous ensemble serions approchés d'environ vingt » ou trente pas, de la maison, et ayant pris le vent de nostre » costé, l'aurions appelée à haute voix..... Surquoy ladite » Malvy seroit sortie sur le pas de sa porte et dit à haute » voix..... etc. »

Le 18 septembre 1632. — Catherine Vilatte... infectée de contagion..... en cette qualité a été logée *au lieu destiné* pour les pestiférés, hors la ville. Le notaire se transporte au lieu de la Trappe, dans une terre du sieur Veyssière avocat, où il rencontre les témoins, « et nous étant appro- » chés, dit le notaire de 40 ou 50 pas, aurait dit ladite Villatte » qu'elle vouloit tester, à cause du danger où elle se void.. »

L'avant-veille, 16 septembre, un autre testament avait été reçu, au même lieu « à cause de l'infection et maladies con- » tagieuses, arrivées dans la présente ville de Sarlat. » Ce notaire mentionne les mêmes précautions.

Dans un testament du 8 octobre, le notaire déclare s'être tenu à vingt ou trente grands pas du testateur. Il en est de même dans un autre testament du 2 novembre.

Le 7 novembre, trois frères, atteints ensemble, font un testament collectif, dans les mêmes conditions.

Le 17 novembre, testament de M. Jehan Pinchot, prêtre et curé de Sainte Mondane, « lequel étoit frappé de peste et détenu dans le lit, au lieu de la Pougue-les-Sarlat. »

Le même jour, testament mutuel de Bertrand Carrier, laboureur, et Peyronne Marielle, sa femme, séparés du notaire de dix à douze pas, à raison de l'infection et maladie contagieuses, ainsi qu'ils ont déclaré. (Notes communiquées par M. André Jouanel, avoué à Bergerac.)

On ne se relâcha de la sévérité de ces prescriptions que dans un seul cas, celui des secours religieux réclamés par les malades et les mourants. Il ne pouvait guère en être autrement, et l'idée ne vint pas, au xviii^e siècle, qu'on pouvait priver ces malheureux des dernières et plus précieuses consolations. L'accès des malades resta donc libre pour les prêtres. On s'en remit à Dieu du soin de préserver ses ministres de la contagion et d'empêcher que ces relations continuelles fussent une cause de propagation.

Nous rencontrons ici une belle figure, celle du curé de S^{te} Marie de Sarlat. Les autres prêtres, sans nul doute, surent remplir, en hommes de cœur, leur périlleux devoir et leur consolant ministère, mais nul n'apporta un dévouement chrétien plus complet, plus constant, une énergie morale plus virile que le chanoine Pascal de la Brousse, curé de S^{te} Marie. Vivant, pendant des années, au milieu des malades et des mourants, en contact à chaque heure avec ces malheureux abandonnés, nuit et jour au chevet de ceux que le fléau terrassait, ne se lassant jamais, toujours prêt à consoler les uns, à préparer les autres à une mort chrétienne. Il avait fait, une fois pour toutes, le sacrifice de sa vie, s'abandonnant, pour le reste, à la Providence. Pendant près de cinq ans, toujours sur la brèche, sans une défaillance, et, grâce à Dieu, respecté par le fléau, couvert par cette sorte d'immunité providentielle qui s'attache souvent, dans les grandes crises, à ceux dont le rôle et la mission sont de soulager les corps et de consoler les âmes.

Mais, si l'énergie et la vertu de ce vénérable prêtre le défendaient contre les défaillances de la nature, il ne se faisait pas d'illusion sur le danger, n'ignorant pas que, du jour au

lendemain, d'une heure à l'autre, il pouvait être brutalement arrêté dans sa mission consolatrice et couché au milieu de son troupeau. Aussi n'ose-t-il pas prendre d'engagements à long terme. Dans la quittance de dépôt qu'il fait au chirurgien Chassaing (voir plus haut) après sa signature, il ajoute ces mots touchants dans leur mélancolique simplicité.

« Pourvu qu'il plaise à Dieu me conserver jusqu'à ce temps, et sans m'obliger à aucun cas fortuit. »

Le zèle du curé, qui s'exposa alors pour la seconde fois (1634), les charmoit, racontent les religieuses de Notre-Dame. Cet homme incomparable portoit, tous les matins, le Saint-Sacrement aux malades de la ville et de la banlieue ; on le voyoit seul marcher dans les rues avec un petit clerc, allant à grands pas au secours de son troupeau, pour le nourrir du pain des anges..... malgré les corps morts qu'on rencontre en chemin.

Le chanoine Pascal de la Brousse s'acquit une si grande réputation, qu'étant mort,... on l'honora d'une oraison funèbre où on lui donna la qualité de Réformateur du clergé, de Père des Pauvres, de Protecteur des maisons religieuses. (*Histoire de Notre Dame*, t. II, p. 202.)

Il mourut à l'âge de 90 ans, le 17 juillet 1676. (*Obituaire des Pénitents bleus*.)

Pendant cette longue épreuve qu'eut à subir la malheureuse cité, bien des fois, sans doute, des prières publiques furent adressées au ciel pour obtenir la cessation du fléau, processions de pénitence, pèlerinages à des sanctuaires vénérés, Temniac, Cadouin, Rocamadour. Aucun souvenir, aucune trace n'en reste.

Bien des vœux furent faits, aussi, à titre individuel, par les uns pour éviter le mal, par les autres, pour obtenir la guérison.

N'est-ce pas lorsque les peuples se voient ainsi châtiés qu'ils tournent leurs yeux vers Dieu, et lui adressent leurs supplications, lui demandant le soulagement que les hommes sont impuissants à leur donner ?

Telle est, sans aucun doute, l'origine du vœu que fit, en 1629, M. Antoine de Grézel, assesseur à Sarlat, à Notre-Dame de Garaison en Bigorre. Voici le fait, tel qu'il est raconté dans

le « *Lys du Val* », p. 491, par M. Etienne Molinier, chapelain. du sanctuaire.

« M. de Grazel (*sic*), assesseur de Sarlat, était dangereusement malade en 1629, et ne trouvait aucun soulagement dans les remèdes des médecins. Le malade jette les yeux sur une image de Notre-Dame, qu'il avait précédemment de Garaison. Il est à présumer que c'était une image de Notre-Dame de Pitié, tirée sur le modèle de l'image en relief qui est sur l'autel de la chapelle.... Il vint à Garaison en 1632, et offrit en action de grâces, deux chandeliers en argent et une ode latine qu'il avait composée..... »

J'ai fait faire des recherches à Garaison, au sujet de cette guérison miraculeuse, espérant trouver la certitude que la maladie dont M. de Grézel avait été guéri était la peste. Elles sont restées infructueuses. Le texte de l'ode ne se retrouve plus. Les chandeliers ont disparu. La Révolution a passé par là aussi.

Le souvenir de M. de Grézel subsiste encore cependant dans l'église de Garaison. En 1702, un cordelier, du couvent de Mirande, fut chargé de peindre la voûte. Il eut l'heureuse idée de rappeler, dans une série de médaillons, les faits les plus frappants de l'histoire de la Vierge miraculeuse. Il représenta M. de Grézel, à genoux, tenant entre ses mains un papier qui contient, sans doute, l'ode votive ; devant lui se trouvent les deux chandeliers, offerts en *ex voto*. Le médaillon ovale mesure 0.50 sur 0.30 centimètres. Il porte cette inscription : « M. de Grasel, assesseur de Sarlat, le 14 juin 1632. Guéri d'un mal extrême. »

Un médaillon voisin représente une députation de la ville de Rodez, préservée de la peste en 1628 (1).

Peut-être pourrait on voir, dans le fait miraculeux, l'origine de la dévotion à Notre-Dame-de-Pitié, si populaire à Sarlat.

La guérison de M. de Grézel dut frapper vivement les imaginations. Peu de temps après 1648, le sculpteur Gillet

(1) Je dois ces renseignements à l'obligeance de M. l'abbé Balette, chapelain de Garaison. Qu'il veuille bien accepter ici l'expression de ma gratitude.

exécutait un groupe de Notre-Dame-de-Pitié pour la chapelle funéraire des Gérard du Barry, dans l'église Sainte-Marie-de Sarlat. Il s'y établit bientôt une dévotion dont les révolutions n'ont pu arrêter le courant. Ce groupe, enlevé de Sainte-Marie, lors de la désaffectation de cette église et de la criminelle destruction par un membre de cette même famille de Grézel, fut transporté à la cathédrale, dans la chapelle des Gérard-Latour, où il attire de nos jours encore le même concours de pieux solliciteurs. Je ne serais pas étonné que l'origine de cette dévotion remontât ainsi jusqu'à Notre-Dame-de-Garaison.

Me voilà rendu au bout de ma tâche, bien ingrate.

Espérons que nous ne passerons pas par les angoisses, et que nous ne reverrons plus les calamités effroyables que subirent nos pères au xvii^e siècle.

Mieux armés qu'eux pour nous défendre si le fléau pénètre jusqu'à nous, ce qui est possible, la crise sera certainement moins grave et moins durable. Peut-être même y échapperons-nous ? Dieu le veuille !

Vicomte G. DE GÉRARD.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

1630. — Lad. année la maladie contagieuse a esté grande au Vigan, Gourdon....

Le blé a esté a sy hault pris que le froment a valu dans les festes de Nouel jusqu'a 6 livres et le seigle cinquante cinq sols.

Au moy d'aout dernier, septembre et octobre, la dissanterie a esté sy grande en la présent ville (de Dome) et le mal de pourpre, que du jour de la St Rocq sexiesme aoust jusqu'a St^e Catherine est mort jusqu'à douze vingts personnes suivant les registres de M. Guillaume Tailhefer, recteur.

(*Registre de Cleyrac*, notaire à Domme, f^o 268. v^o).

II

DÉLIBÉRATION DE LA JURADE.

Messieurs de Gérard, lieutenant-général, de Brousse, lieutenant-criminel, de Monzie, lieutenant particulier, Gérard, sieur des Yvières, Suau, conseiller,

de Javel, avocat du Roy, Bonnet, avocat, de Fajol, avocat, de Formigier, avocat, de Delpech, avocat, de Delage, avocat, de Fontalbe, avocat, de Veyrière, médecin, de St-Clar, juge de Thempnac, de Fajol, procureur, de Suau, marchand.

Sur la proposition faite par monsieur de la Roussie, premier consul, que en l'année 1632, feu Mathias m^e chirurgien feust condamné par sentence de Messieurs les consuls pour avoir caché le mal contagieux duquel luy et toute sa famille estoit frappés, en la somme de six cens livres d'amande applicables a la réparation de la maison commune, de laquelle sentence M^e Jehan Saly, tuteur du pupil dudit feu Mathias se randist appellant par devant le sénéchal de la présent ville, lequel sénéchal, estant sur le poin de donner sa sentence, ledict Saly treuva encore moyen de se rendre appellant en la Cour de Parlement de Bourdeaux, ou le procès est pendant et prest à juger ; pour esviter lequel jugement ledict Saly, tuteur, auroit recherché tous moyens d'empecher, ne sachant l'événement d'icelluy, il affaict que par l'entremise de certains habitans de ladicte ville, M^e Jehan St-Clar, avocat et scyndic de la présent ville et ledict Saly, tuteur, auroit compromis entre eux que ledict Saly ballierait audict scyndic pour la communauté la somme de sept vingz dix livres moyennant laquelle tant ledict Saly, tuteur que sondict pupil demeurent quictes envers ladicte communauté de la dicte amande de six cens livres, en laquelle ledit feu Mathias feust condamné. Pourveu néanmoins que le conseil de la Jurade le tienne bon, ce que ledict St-Clar, scyndic, se réserve par exprès.

Sur quoy, d'une commune voix, a esté arrêté que ledit Saly, tuteur, bailliera la somme de cinquante escutz revenant à sept vingtz dix livres, audit sieur de la Roussie, premier consul, moyennant laquelle tant ledit Saly tuteur que son pupil demeureront deschargés de ladicte amande et du procès pandant en ladicte Cour, laquelle dicte somme ledict conseil veut et entend estre employée à payer les interests des créanciers de ladicte communauté du premier jour.

DE GÉRARD, lieutenant-général ;
BROUSSE, lieutenant-criminel ; MONZIE, lieutenant particulier ; GÉRARD ; SUAU ; D. BONET ;
JAVEL ; DELPECH ; DE FAJOL ; FORMIGIER ; SAINT-CLAR ; FAJOL ; DELAGE ; VERRIÈRES.

(Original. Archives de Gérard).

III

PROCÈS-VERBAL DE LA VISITE DU CORPS DU CHANOINE MONZIE.

(28 avril 1633).

Cejourd'huy vingt huitiesme apvril mil six cens trente trois, par devant nous noble Anthoine de Goudin, sieur de la Rousie, monsieur M^e Eymeric de Grézel, advocat en la Cour de Parlement de Bourdeaux, consulz de la présent ville, se sont présautés messieurs maistres François Monzie, lieutenant particulier au siège de la présent ville, et Pascal de la Brousse, chanoine en l'esglize cathédrale de ladicte ville, et Gérauld Méric, m^e apoticaire, lesquelz nous ont donné advis que maistre Jehan Monzie, chanoine en la dicte esglize cathédrale et scindic d'icelle, estoict tout présentement mort dans l'enclos du chapitre, où le dict Monzie faisoit sa résidence, qu'il y a à craindre que cest de la maladie contagieuse, nous priant de nous transporter au devant l'enclos de ladicte esglize pour empescher les visites et communications de ses parens et autres habitans qui pourroient, par le moyen de la dicte fréquentation infecter la ville. Sur quoy, nous prevoians l'importance de ceste maladie contagieuse, à l'instant nous serions transportés dans l'enclos dudict chapitre, acompagnés de Pierre Brete, nostre parfumeur et de ses valetz, où estant arrivés, aurions rencontré à la grande place qui est au devant l'esglize cathédrale, Messieurs M^e Anthoine de Leygue, chanoine et archidiaque, maistre Aymé Maraval, chanoine et archidiaque, maistre Arnould Crompe, prévost et chanoine en ladicte esglize, Jehan Tarle, aussi chanoine, et autres prébandiers, lesquelz, tous grandement affligés, d'une commune voix nous auroint représenté la mort inopinée dudict sieur Monzie, chanoine en ladicte esglize cathédrale, leur collègue, et qu'ils nous supplioient dy pourvoir promptement, ainsi que nous aurions acostumé pour la conservation de nostre communauté. Sur quoy, nous aurions commandé audict Pierre Brete, nostre parfumeur, de se porter dans la maison dudict Monzie, chanoine, afin de visiter le corps dudict Monzie et recognoistre sil y auroist aucun charbon soubz ses essalles, comme lon nous assuroit, et fidèlement procéder à la vizite de ce corps ainsin qu'il avoit acostumé; ledict Pierre Brete, après avoir faict sa vizite, nous auroict rapporté qu'il avoict treuvé soubz les aisselles dudict Monzie, chanoine, des emplastres qu'on luy avoict appliqué pour luy aider à expeller le venin, qui n'avoit pas peu opérer; qu'il estoit mort d'un charbon comme il avoit fort bien remarqué et ses valetz, avec plusieurs autres tasches qui se treuvoient sur son corps, que, pour arester le cours de ce venin, il faloist promptement faire enterer ce corps et, de faict, sur le refus que lesd. chanoines faisoient de porter le corps dudict Monzie dans la chapelle de Saint-Benoict, pour

estre inhumé dans les tombeaux communs Judict chapitre, nous, consulz susdictz, aurions commandé audict Brete et à ses valetz de porter le corps dudict Monzie ensevelir, ce qu'ils auroient faict, ayant icelluy porté dans le cimetière de l'esglize Saint-Nicolas lez la présent ville, en foy de quoy avons dressé et signé nostre présent procès-verbal. A Sarlat, les an et jour susdictz. Ainssi signé à l'original :

LA ROUSSIE, *consul*, DE GRÉZEL, *consul*,
VOISIN, *greffier*.

Au dos : Procès-verbal des sieurs consulz sur la mort du chanoyne Monzie ayant par icelle infesté de peste leur enclos avec deffances aux chanoynes den sortir.

Plus bas : Contre le syndic du chap. dud. Sarlat.

Cote : Q.

Daustier syndic.

1633.

Ailleurs, signé à la marge : D'AUSTIER, syndic, *ne varietur*.

(Original, *Archives de Gérard*).

LA MISÈRE EN SARLADAIS

(1634)

Rien n'est plus capable de donner une idée de la misère qui, en Périgord, succéda à l'épidémie de 1631 (1), que le document publié ci après. Les campagnes avaient été tellement dépeuplées qu'en plusieurs endroits les terres demeurèrent sans culture. Le peu de récoltes des cultivateurs ayant été emporté par les orages, les collecteurs d'impôts durent renoncer à lever la taille dans huit paroisses, comme l'attestent

(1) Les documents ci-après peuvent faire suite à l'étude si intéressante de M. de Gérard : *La Peste à Sarlat 1629-1634*.

les déclarations suivantes faites par leurs syndics au conseil-
ler élu Du Cluzel.

D.-D.

MONTFERRAND.

Aujourd'hui treizième du mois de décembre mil six cent trente quatre au lieu de Montferrand, s'est présenté Jehan Cappel, scindic de la paroisse de Saint-Christophe dud. Montferrand, pardevant monsieur Ducluzeau, conseiller du Roy et esleu en l'élection de Périgort, disant que lad. paroisse de Saint-Christophe est une paroisse infertile en bleds, n'en y ayant que fort peu ; d'ailleurs que puis quatre ans en ça, la contagion estant dans lad. paroisse, seroient mort la plus grand partie des habitans d'icelle ; à cause de quoi il y a plusieurs familles perdues et les biens d'iceux chaumables et que la culhette dernière, la plus grand partie de lad. paroisse à cause de la grand grelle qui y est tombée ne cest recully point de vin tout à fait : à cause de quoy led. scindict ne peult estre payé de la talhie. (*Signé*) : CAPPELLE.

SAINT-AVIT-RIVIÈRE.

Bertrand Cappel, scindic de la paroisse de Saint Avit Rebière, remonstre aud. sieur Ducluzeau que lad. paroisse de Saint Avit Rebière est une pauvre paroisse ne se reculissant en icelle que fort peu de bled, estant la plus grand partie en bois tallis, que l'année dernière l'orage gasta entièrement les bois, ensemble la grelle toutes les vignes et miliet ; d'ailleurs puis quatre ans en ça la contagion fust sy grande dans lad. paroisse qu'il n'y resta pas le sixiesme des habitans ; et par ce moyen s'y est perdu plusieurs feus, et les inondations des eaux a gasté entièrement la plus grand partie des vignes de lad. paroisse. (*Signé*) : CAPELLE.

SAINT-ROMAIN-DE-MONTPAZIER.

Anthonie Ladon, scindit de la paroisse de Saint Romain, remonstre aud. sieur Ducluzeau que lad. paroisse de Saint Romain est une petite paroisse ; et le terroir estant fort mauvais ne sy reculissant que quelque peu de segle et des chastagnies, et que l'année dernière à cause de la grande grelle qui tomba et orage ne sy est reculy que fort peu de vin et gasté grandement les chastagnes, et que puis quatre ans en ça la contagion fust sy eschauffée dans lad. paroisse qu'il n'y demeura pas le dixiesme des personnes ; et par ce moyen les biens demeurent vacquans.

LOLME.

M^e Pierre Rousset, notaire royal, scindit de la paroisse de Lolme, remonstre aud. sieur Ducluzeau que lad. paroisse est grandement petite n'y

ayant que cinquante-huit feus, cinq desquels n'y demeure personne, et la plus grand partie de lad. paroisse est infertile ne s'y reculissant rien. D'alheurs que puis quatre ans en ça la contagion fust si grande dans lad. paroisse qu'il en mourust plus de quarties les trois, et que la culhette dernière la grelle emporta presque tout le vin, et de plus advant que ceux de la juridiction de Montpazier ont achepté une grande partie de lad. paroisse et que on ne les peult pas coltizer à cause qu'ils n'y ont pas de feu, et ne veulent point payer de talhie. (*Signé*) : ROUSSET.

SAINTE-CROIX.

Pierre Barjon, scindit de la paroisse de Sainte-Croix, remonstre aud. sieur Ducluzeau que lad. paroisse est chargée de treze cent quatre vingt dix neuf livres trois sols de talhies, et qu'il luy est impossible de taxer icelle quel effort quil puisse fere tant à cause de treze feus perdus qu'ils y a à cause de la contagion qui fust en lad. paroisse l'année mil six cent trente ung qui mourust la plus grand partie des habitans ; à cause de quoy les biens demeure vacquant et à cause aussy que la grelle emporta la plus grand partie des vins et miliet.

RAMPIEUX.

Thiene Gouyon, scindit de la paroisse de Rampieu, remonstre aud. sieur Ducluzeau que lad. paroisse de Rampieu est chargée de talhie tout de mesme que lad. paroisse de Sainte Croix, et qu'il y a aux villages des Remondies, Laborie, et Lous Bretous six feus perdus, à cause que le fons est fort misérable, ne se reculissant que fort peu de bled ; d'alheurs que auxd. villages puis trois ans en ça la plus grand partie des habitans sont morts de la contagion, et aux autres villages plusieurs feus perdus. A cause de quoy il n'y a scindit de la paroisse dud. Rampieu qui ne se ruyne de cinquante escus ou plus ; de plus que la grelle a frappé plusieurs villages de lad. paroisse et emporté les vin et miliet.

CLOTTES.

Jehan Daugier, scindit de la paroisse de Clottes, remonstre aud. sieur Ducluzel que lad. paroisse est grandement grellée trois années dernières, et par ce moyen emporté bleds et vin, et que la contagion a aussi esté dans lad. paroisse où sont morts plusieurs habitans. Et par ce moyen qu'il ne peult estre payé de la talhe, à cause qu'il y a plusieurs feus perdus, et que personne n'y est demeuré et les biens demeurés vacquants, et qu'il croit qu'il luy restera à lever de talhe de lad. paroisse plus de quatre vingt livres.

LABOUQUERIE.

Antonie Combes, scindit de la paroisse de La Boucarie, remonstre aud. sieur Ducluzeau que lad. paroisse est fort petite, et grandement chargée de talhe, et lad. paroisse est infertile en bled ne s'y reculissant que fort peu, et que la contagion y fust l'année mil six cens trente ung, et, par ce moyen plusieurs habitans d'icelle moururent ; à cause de quoy il y a dix sept feus perdus, et que la plus grand partie de lad. paroisse est possédée par des habitans de la ville de Beaumont qui ne veulent paier de talhes, mesme ung nommé Barret qui l'a actionné par devant messieurs les esleus, lequel tient dans lad. paroisse ung bouage de plus de cent punerées d^e terre et maisons, et les faict valoir de la juridiction dud. Beaumont.

NOTES HISTORIQUES

sur la commune

DE TRÉLISSAC ⁽¹⁾

(Suite et fin).

CHAPITRE XVIII. — TRÉLISSAC.

Le repaire de Trélissac, pour lequel le maire et les consuls de Périgueux firent hommage au Roi dans le dénombrement de 1681, a eu, dès le début, une importance telle qu'il a donné son nom à la paroisse, et plus tard à la commune.

Le premier château devait être placé près de l'église Saint-Eumache qu'il couvrait de sa protection. Nulle ruine, nulle tradition, nul titre ne rappellent leur emplacement.

(1) M. Albert de La Tour, demeurant à l'abbaye du Chalard, me fournit les intéressants renseignements qui suivent sur les anciens propriétaires du Murat : ils sont extraits d'une pièce de ses archives en date du 26 octobre 1662. C'est le contrat de mariage de Pierre de Bordes, écuyer, sieur du Murat, et de Catherine de Lambertie, dame de La Jonchapt. Ce Pierre de Bordes était fils d'autre « Pierre de Bordes, escuyer, sieur du Murat, fils de Pierre de Bordes, escuyer, sieur de Beaupouyet, et de Suzanne de Bonneval, damoiselle, habitant au repaire noble du Murat, paroisse de Trélissat, banlieue de Périgueux. »

M. de La Tour possède cette pièce comme héritier de sa grand'mère M^{me} Tenant de La Tour, née Madeleine de Jarrige de Lamorelle de Masvieux, arrière petite-fille de Jeanne de Bordes, fille de Pierre et de Catherine de Lambertie.

Une autre église et un autre château s'élevèrent l'un près de l'autre, et ils subirent la même fortune. Ils ont vécu pendant des siècles, semblant défier le courroux des ans. La vieille église n'entend plus le chant des fidèles ; le vieux château, restauré pour le rendre habitable, est devenu, lui aussi, insuffisant. Tous les deux ont été remplacés par de superbes édifices, qui suivront, d'âge en âge, de nouvelles et heureuses destinées.

La terre de Tréllissac appartenait au comte de Périgord (1). En 1312, Hélié de Périgord fit hommage au comte Archambaud IV, alors sous la tutelle de sa mère Brunissende de Foix, pour ses terres de Lacropte, Ladouze, Saint-Geyrac et Tréllissac.

Cette terre dut faire partie de l'apanage du duc d'Orléans, qui fut mis en possession des biens d'Archambaud VI après la condamnation et la fuite de ce dernier. Mais je ne puis établir comment elle passa aux Chaudru ou Chaudruc de Tréllissac. Quoi qu'il en soit, cette famille le tenait en fief de la ville au commencement du xvi^e siècle. — D'après les maire et consuls qui en firent hommage au Roi, « le repaire de » Treillissac, possédé par M. Chaudru, situé dans le bourg et » paroisse de Treillissac, consistait en maison, basse-cour, » guérites avec créneaux, girouettes, offices, granges, écuries, jardins, terres, prés, vignes et bois. »

Les Chaudru étaient des bourgeois de Périgueux, dont plusieurs occupèrent des charges en vue.

Nous trouvons d'abord, le 2 juillet 1606, le mariage de Pierre Chaudru, juge ordinaire de la ville, avec Antoinette Ducluzel. Ce Chaudru avait acquis ce siège « à titre d'hypothèque de la ville » en 1604, et exerça cette charge jusqu'en 1609.

Les Chaudru de Tréllissac paraissent avoir habité le repaire pendant le xvii^e et le xviii^e siècle sans interruption. Ils me-

(1) Voir sur Tréllissac une plaquette du vicomte de Calvimont, où, à côté de renseignements vrais et intéressants, on peut constater que l'auteur a puisé, pour son récit, autant aux sources historiques que dans son imagination.

naient la vie de gentilshommes campagnards, et on ne les trouve pas mêlés aux affaires publiques. Plusieurs cadets furent militaires. Deux d'entre eux étaient, en 1775, officiers subalternes au régiment de Boulonnais. Un « Trélissac, ci-devant officier d'infanterie », émigra.

A la fin de l'ancien régime, deux membres de la famille se trouvaient dans les ordres : l'un était l'abbé de Trélissac, mort en 1847 évêque de Montauban (1), et l'autre était dame de St-Cyr. Ils connaissaient la famille Beauharnais, et on leur confia l'éducation de la jeune Stéphanie (2), fille d'un cousin germain de celle qui devait être, quelques années plus tard, l'impératrice Joséphine. Ils amenèrent la jeune princesse en Périgord, où elle passa sa jeunesse, soit dans le petit manoir de Trélissac, soit dans une maison que ses hôtes possédaient rue St-Roch, à Périgueux. Elle partit en 1806, appelée par un ordre de l'Empereur, qui la maria au grand-duc de Bade. Une lettre charmante, publiée par de Calvimont dans sa brochure, donne des détails précis sur le séjour de la princesse, mais elle est trop longue pour que je puisse la reproduire ici, et je crains de la déflorer en citant des extraits (3).

La terre de Trélissac fut divisée au commencement de notre siècle. Par contrat du 3 mars 1806, reçu par Raymond Lamy, notaire à Périgueux, Jacques-Philippe Chaudru-Trélissac et Marie-Françoise Chaudru-Trélissac, épouse autorisée du sieur Desvignes-Labattu, frère et sœur, tous deux habitant la commune de Périgueux, vendirent à Elie Lassoutanie

(1) Mgr de Montauban institua son neveu, lieutenant de vaisseau, son héritier universel, à la charge par celui-ci de verser 1,000 francs aux pauvres de la commune de Trélissac. (Voir *Arch. municip. de Trélissac*).

(2) Stéphanie-Louise-Adrienne, fille aînée de Claude comte de Beauharnais, cousin-germain du général de Beauharnais guillotiné en 1794 laissant à sa survivance sa veuve, Joséphine Tascher de la Pagerie, épousée plus tard par le général Bonaparte. Claude de Beauharnais mourut pair de France en 1819 !

(3) Cette lettre doit être attribuée à Mlle Clorinde Giry, qui se maria avec M. Bardy-Delisle, substitut à Périgueux. Un des enfants de Mme Bardy-Delisle fut le docteur Alfred, bien connu à Périgueux, dont il fut maire pendant de longues années.

et Elise Lestrade, son épouse, un domaine sis au Breuilh, sans cheptel, touchant les propriétés des acquéreurs, moyennant 13,850 livres tournois.

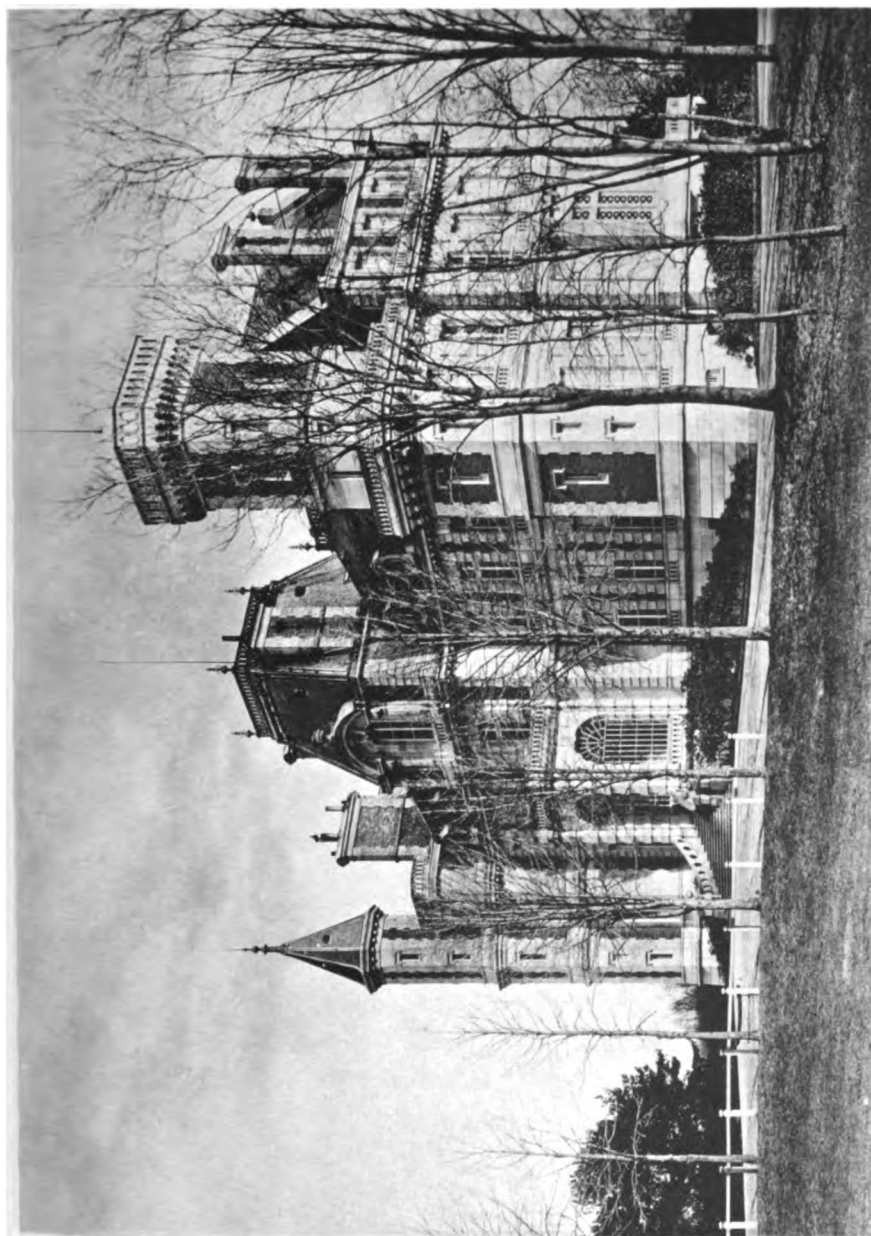
Le château et la partie principale de la terre, vendus en 1820 à un chanoine de Périgueux, furent achetés en 1837, à M. Antoine Bardon, artiste peintre, et à Mme Jeanne Bornet-Léger, son épouse, par M. Pierre Magne, alors jeune avocat de notre ville et devenu plus tard le célèbre ministre des finances dont il serait superflu de faire l'éloge dans une revue périgourdine (1). Celui-ci confia la restauration du petit château des Chaudru à l'architecte Catoire, qui s'empressa de faire démolir la grande tour ronde qui contenait l'escalier. Le propriétaire, heureusement inspiré, insista pour conserver les petites tours d'angle qu'on y voit encore.

M. Pierre Magne s'étant rendu acquéreur de Montaigne, la demeure de l'auteur des *Essais*, abandonna la terre de Trélissac à son fils, M. Alfred Magne, récemment marié à Mlle Mathilde Werlé, fille de l'ancien député de la Marne. Les nouveaux propriétaires, se trouvant trop à l'étroit dans le vieux château, firent construire, de 1864 à 1868, par MM. Eyssalet frères, entrepreneurs à Périgueux, sous la direction de M. Bertelin, architecte à Paris, le magnifique château moderne qui est l'ornement de notre commune.

CHAPITRE XIX. — BARNABÉ.

En 1438, le *Terrier* des Barnabé, — qui est une des curiosités de la bibliothèque communale de Périgueux, — porte la mention suivante : « lo molin appellat lo molin del Prat.... » entre le molin qui fut de Corbarant Vigier, à présent détruit, duna part, et le molin de St-Front d'autre..... » Le moulin de St-Front, après avoir subsisté plus longtemps que celui de Corbarant Vigier, a lui aussi disparu de nos jours, et *lo molin del Prat*, auquel la puissante maison de Barnabé,

(1) L'acte fut passé seulement le 2 septembre 1841, devant M^e Gaillard, notaire à Périgueux.



Château de M. Béchade - de Pommier

Imp. Berthaud

CHATEAU DE TRÉLISSAC

Appartenant à M^{me} Werlé - Magne

qui l'a possédé pendant si longtemps, a donné son nom, est aujourd'hui placé sur la rive droite de l'Isle, entre le moulin des Mounards en amont et celui de Ste-Claire en aval. Il est probable qu'il compte parmi les plus vieux moulins de la région, car, d'après le document déjà cité, il existait en 1299. Ce n'était, du reste, qu'un moulin à deux paires de meules, et il est vraisemblable qu'il n'était pas construit bien solidement, puisqu'il fut emporté presque tout entier par l'inondation de 1410.

Sa situation près des fortifications de l'Arsault semblait le prédestiner à jouer un rôle pendant les guerres qui ont si longtemps dévasté la contrée. Les archives de Périgueux mentionnent deux faits qui prouvent qu'à diverses reprises les gens de guerre avaient jugé nécessaire de s'en emparer. En 1498, la municipalité de Périgueux paye « 15 sols (au chirurgien) Maroto le barbier » pour la dépense des « alacays » (coureurs de grands chemins) blessés au moulin de Barnabé. — En 1578, les ennemis de Périgueux sudoient Antoine Duchier, meunier du moulin de Barnabé ; mais celui-ci est pris, et il est soumis à la question préparatoire, comme accusé de trahison et de conspiration contre la ville de Périgueux, en vertu d'une sentence rendue pendant que la Cour présidiale réside à Saint-Astier.

Dès 1323, la famille de Barnabé joue un rôle important dans l'histoire de Périgueux. Hélié, que nous trouvons quatre fois consul jusqu'en 1339, est un de ceux qui discutent et rédigent le traité de 1330 qui règle les droits des habitants du Puy-St-Front et de la Cité. — Un autre Hélié est si riche qu'il peut prêter à Du Guesclin, pour lui permettre de continuer sa route vers l'Espagne en 1365, cinq cents francs d'or sans intérêts. Il fut maire en 1377 et 1381. — Arnaud fut en 1398 un des trois chefs des Périgourdins qui assistèrent le vicomte de Meaux à la prise du château de la Rolphie. L'année suivante, ses compatriotes l'élurent maire pour le récompenser. Nous le trouvons encore à la tête de la municipalité en 1407 et en 1415.

Cette puissante famille vit son déclin à la fin du xvii^e siècle. Les biens de François d'Arnault de Laborie, écuyer, sieur

de Barnabé, poursuivi, tant de son chef que comme fils et héritier de feu Alain d'Arnault de Laborie, écuyer, sieur de Laborie-Fricard, furent saisis en 1672 à la requête de Jean Souc, marchand, bourgeois de Périgueux, et adjugés au poursuivant.

En 1690, nous trouvons Arnaud Souc, écuyer, seigneur de Barnabé, fils du sieur de Plancher, conseiller, secrétaire du Roi, maison, couronne de France et de ses finances. — Puis (probablement par alliance), le propriétaire en 1772 est d'une autre famille, c'est Antoine de Bonnal, écuyer, s^r du Petit-Change, du Pavillon, de Barnabé et autres lieux, « ancien officier en l'isle du Vent, de l'Amérique » (1).

Nous avons encore à mentionner MM. de Lamothe-Bessot, marquis de Lafaye, et Dupont, imprimeur.

Ce dernier essaya d'installer d'abord une fabrique de pierres lithographiques, puis une tréfilerie. Ces essais ne réussirent pas. Quelque temps après son acquisition, il avait été obligé de reconstruire presque entièrement l'écluse, emportée par la crue de 1837.

Le 31 août 1865, MM. O. Aubier et Félix achetèrent l'immeuble, qu'ils firent démolir et qu'ils remplacèrent par un moulin à neuf paires de meules. Cette usine fonctionna ainsi jusqu'en septembre 1884, où elle fut complètement réduite en cendres.

Reconstruite en 1885, sous la direction de M. Dubet, architecte, par MM. Gaston Aubier et Edouard Decoux-Lagoutte, fils et gendre de M. O. Aubier, elle est aménagée pour la mouture hongroise par cylindres en fonte fournis par la maison Brault et Teisset, de Chartres. Les appareils sont actionnés par deux turbines Fontaine qui développent plus de cent chevaux-vapeur et une machine à vapeur Weyler et Richemont de 50 chevaux-vapeur. Elle peut convertir en farines de commerce 300 quintaux métriques par vingt-quatre heures.

(1) Tous les renseignements ci-dessus sont tirés des *Arch. comm. de Périgueux*.

CHAPITRE XX. — L'ARSAUT

L'Arsault était, d'après quelques titres des archives de Périgueux, un des sept quartiers de la ville, tout au moins à certains points de vue. Il faisait cependant partie de la paroisse de Trélissac qui fut toujours classée dans la banlieue de Périgueux. Nous avons vu aussi qu'il y avait une enclave de l'Arsault. Ce petit coin de terre présentait donc, au point de vue administratif, une situation extrêmement compliquée, impossible à définir en l'absence de textes formels.

L'importance de l'Arsault paraît avoir été beaucoup plus grande au moyen âge ou dans les temps modernes que de nos jours. La ville était si resserrée dans ses murailles, que certains faubourgs s'étaient beaucoup agrandis. La situation de celui qui nous occupe, contre de hauts rochers à pic qui l'abritent des vents du nord, fermant l'étroit passage qui ouvre la vallée de l'Isle en amont, était des plus favorables. Il paraît certain, du reste, qu'il était défendu par des fortifications (1).

Les plus anciens titres (2) nous parlent de « meyzos et » d'hostals qui sont situats en la vila, en la quartieyra de » l'Arsaut ». Ces bâtiments avaient dû se grouper autour de l'hôpital, signalé dès le commencement du XIII^e siècle et que nos ancêtres dotèrent de rentes diverses (3).

(1) Dans le tome XLIX de la collection Périgord à la Bibliothèque nationale on trouve mentionnée « la Tour de l'Arsaut » au x^e siècle. (Note due à M. Lespinas). On peut voir cette tour sur le plan de Belleforest, à gauche de la route en partant de Périgueux.

(2) Voir notamment (*passim*) au fonds Saint-Astier de la Bibliothèque communale de Périgueux, le très curieux Terrier des Barnabé. « C'est le papier » des hôtels, moulins, bories, jardins, rentes, terres, prés, bois et autres » héritages qui sont de Mathelin des Nohes et à Catherine Chabrole, sa » femme, héritiers universels de défunt Arnaud de Barnabé, en son vivant » bourgeois de Périgueux... »

(3) V. *passim*, *Archives communales de Périgueux*, notamment série FF. 177, série GG. 175 et 178.

V. *Terrier des Barnabé*. Voir aussi le testament d'Hélie de Vitrac aîné, de

Aucun des titres que j'ai consultés ne permet de préciser l'emplacement de cet hôpital. Le plan de Belleforest (1575) indique un groupe de bâtiments situés entre le chemin qui va vers Trélissac et la rivière de l'Isle, et il l'appelle simplement l'Arsault, sans autre indication (1).

On bâtit pour le service religieux des malades la chapelle de Notre-Dame, dont l'emplacement seul était connu au XVIII^e siècle; puis probablement pour la remplacer, lorsqu'elle devint insuffisante ou qu'elle tomba en ruine, la chapelle Saint-Côme et Saint-Damien (2).

Je n'ai pas pu découvrir la date de la disparition de l'hôpital, pas plus que celle de sa fondation. Il paraît certain, dans tous les cas, qu'il n'eut pas d'existence propre à partir de l'acte royal, qui, dans le courant du XVIII^e siècle, mit un peu d'ordre dans les administrations hospitalières de Périgueux, et les réunit en une seule lors de la fondation de l'hôpital général.

Une autre cause qui nous paraît avoir contribué à donner de l'importance à ce faubourg, c'est la présence d'une fontaine abondante, d'autant plus appréciée autrefois que jusqu'à des temps bien rapprochés de nous, Périgueux était une ville sans eau de source dont les habitants se servaient exclusivement des eaux de l'Isle montées sur le plateau par les moyens les plus primitifs. Les archives de la ville mentionnent plusieurs essais, toujours restés infructueux, pour amener la fontaine de l'Arsault dans l'intérieur des murs.

Pendant le moyen âge, Périgueux compta plusieurs « reclusages ». Un de ceux qui paraît avoir subsisté le plus longtemps est celui de l'Arsault.

On sait que les reclus et les recluses étaient des person-

Périgueux, qui, en 1310, donne : « Item cuilibet pauperi infirmanti die sepulture meæ, seu qui infirmabitur infra septimam diem sepulture meæ tantum » in hospitalibus Sancti Silani, de l'Arsault, de Caroffe, et Sancti Petri Petragoricensis duas denariatas panis semel. »

(1) L'aspect général de la gravure semble indiquer une église.

(2) V. plus haut, chapitre : CHAPELLES PUBLIQUES.

nes de grande piété, qui, avec l'autorisation de leur évêque, consentaient à s'enfermer jusqu'à la mort dans d'obscures et d'étroites cellules qui prenaient jour seulement sur une église par de petites ouvertures. C'était par là qu'elles recevaient les sacrements et la nourriture que leur offraient, soit les pouvoirs publics, soit la piété des fidèles. La cellule ou reclutsage de l'Arsault devait être accolée à la chapelle Sainte-Marie et disparut avec elle. Elle était occupée par une recluse.

Dès 1310, nous trouvons mentionnée une de ces pénitentes dans le testament d'Hélie de Vitrac, bourgeois de Périgueux, que j'ai cité plus haut.

Item lego cuilibet inclusarum de l'Arssaut, Sancti Eulalie et de Podio Rubeo quatuor denarietas panis semel.... (1).

Le 5 août 1476, don à une autre recluse par Jacqueline Cothet, veuve de Fortanier de Saint-Astier, seigneur des Bories :

Item plus lego, jubeo et ordino, ego dicta testatrix honeste mulieri et pauperi vocatæ la Reclusa de l'Arssaut, videlicet quinque solidos monetæ Turonensis, semel sibi per heredes et executores meos infra dictos solvendi ; et quod ipsa reclusa teneatur rogare et deprecari Deum pro salute animæ mœ et parentum meorum defunctorum (2).

Enfin, les archives communales de Périgueux constatent qu'en 1504 et 1505, la ville fit recouvrir le reclutsage de l'Arsault et donna du pain à la recluse.

Je dois enfin signaler une « commanderie de l'Arsault » mentionnée dans un titre des Archives départementales de la Dordogne, mais qui malheureusement ne contient aucune indication permettant de rattacher cette commanderie à aucun des ordres connus (3). Voici les parties intéressantes de ce titre :

A la requête de M^e Michel Chabannes, avocat, François Girard, procureur, et Jehan Faure, bourgeois et marchand, scindies de l'hospital

(1) *Archives communales de Périgueux*, série GG. 178.

(2) V. collection Périgord à la Bibliothèque nationale. Note communiquée par mon excellent ami Edmond Lespinas.

(3) *Archives départementales de la Dordogne*, série B. 130.

de la présante ville, en présence de M. le Procureur du Roy... sont advenus pour affermer au plus offrant et dernier enchérisseur, tous les fruiets, profiets et revenus du d. hospital pour le temps de six ans demy an qui a commencé à la vigille de jourdefeste de St-Michel dernier passé, et finissant à mesme jour prochain venant, aux charges et conditions cy-après.... Et le d. jour 23 novembre 1609... les fruiets, profiets, revenus, appartenant, tant sur le bailliage de Périgueux que sur celui de Bergerac, à la commanderie de Charroux, ont été adjudgés au sieur Pierre Bonac, notaire royal pour la somme de sept vingt quatorze livres... Et sur la vente des cens, rantes, lods, vantes et aultres droiets seigneuriaux de la commanderie de l'Arsault, Anthoine Dumayne a été déclaré enchérisseur pour la somme de vingt livres..... sur la crieé du pré de l'hospital S^{te}-Marthe, autrement dict hospital de Brunet, François Mynard adjudicataire pour trente trois livres... Pour les droiets de l'hospital S^{te} Marthe, Dumas a été déclaré enchérisseur pour trente cinq livres... sur la crieé des maisons joignant le d. hospital acquises de Brolyodie, Bayme adjudicataire pour 17 livres... sur le petit jardin acquis par les d. scindies, joignant l'hospital de St Pierre autrement de Lacueille, Dumayne adjudicataire pour cinq livres...

L'Arsault a été le théâtre d'événements importants pour l'histoire de Périgueux (1). J'en ai déjà cité plusieurs, et notamment le plus dramatique, l'acte féroce des soldats du comte de Périgord brûlant de malheureux paysans dans un *cluseau*.

Aujourd'hui, l'Arsault est l'agglomération la plus considérable de la commune de Trélissac, et se compose d'une longue rue qui part de l'octroi de Périgueux et dont les maisons s'étalent sur les deux côtés de la route nationale n° 21. Depuis longtemps il n'a plus d'histoire. Il n'a plus à supporter le poids des discordes civiles.

Depuis deux ans, on y célèbre une fête locale dans le cou-

(1) D'après de Gourgues : Nom d'un faubourg et d'une ancienne porte de la ville de Périgueux. Larsant 1230 (Lesp. Périg.). — Burg. voc. del Saut (arch. de l'Evêché). — *Hospitalis de Arduo Saltu* 1290. (Périg. 41-3). Sainte-Marie de l'Arsault 1360. (Courcelles, Généal. de Laurière). Laguilhou et tour de Larsault. (Lesp. Dénomb. au xiv^e siècle). Lard-Sault 1657. (*Cosmographie* de Belleforest). Larceau (Cassini).

rant du mois de septembre : elle est très brillante et attire, en grand nombre, les promeneurs de Périgueux.

CHAPITRE XXI. — LA MOTHE ET PINOT.

Au sommet de la petite colline abrupte qui domine la plaine de Trélissac, on aperçoit, au-dessus d'un massif de vieux arbres, un toit aigu dominant les hautes cîmes. C'est l'ancien repaire noble de la Mothe.

Les maire et consuls en firent hommage au Roi en 1681.

Il est déchu de son ancienne splendeur et n'est plus aujourd'hui qu'une dépendance de la terre de Trélissac. Quoique je ne puisse en fournir aucune preuve formelle, il me paraît impossible, étant donnée sa situation, qu'il n'ait pas joué un rôle au point de vue militaire pendant les guerres qui, si longtemps, ont désolé la contrée autour de lui.

Il y a deux ans, en établissant la chaussée d'une route construite par M^{me} Magne à travers les bois de pins qui dominent la route nationale, on a trouvé, couchés sur le côté droit et se touchant, deux squelettes dont les ossements tombaient en poussière au moindre contact. A côté d'eux, on a ramassé un biseau complètement oxydé. Lorsque les terrassiers ont voulu faire tomber la terre qui le recouvrait en partie, en le frappant sur une pelle, il s'est brisé en un grand nombre de morceaux. On s'est donc battu autour du château, et il est probable que si on fouillait méthodiquement le sol des bois et du plateau, on trouverait d'autres victimes des désastres de jadis.

Au-dessous du château, au flanc de la colline, sort du fond d'une grotte une source abondante. La tradition populaire veut que cette grotte soit l'orifice d'un *chuseau* qui aurait débouché dans l'intérieur de l'édifice, mais je n'ai trouvé aucun titre qui puisse appuyer cette version, et l'état des lieux ne permet pas à première vue de juger de sa véracité.

Les Baffet étaient une vieille famille du pays. Nous en

trouvons un en 1633, Guillaume, marié à Catherine de Landry, sœur de Grimoard de Landry, sieur de Landry, habitant le château de Lauterie. Il se qualifiait de seigneur de Lagarde.

Dans la seconde partie du xvii^e siècle, Eymery Baffet, sieur de la Vigerie, épousa damoiselle Honorée Veyrel, et mourut, laissant à sa survivance sa veuve et ses trois enfants : 1^o Jean-Sicaire de Baffet, écuyer, seigneur de la Mothe-Pinot ; 2^o Catherine, dite Marguerite ; 3^o autre Catherine. L'attribution de la tutelle de ces enfants mineurs donna lieu à un procès en février 1681 (1).

La Mothe avait été probablement apportée en dot par Honorée Veyrel, car on remarquera que son mari est qualifié sieur de la Vigerie, alors qu'on donne à son fils aîné le titre de seigneur de la Mothe-Pinot. Cette terre très importante resta la propriété de la famille Baffet, jusqu'à la Révolution. Elle se composait de deux parties bien distinctes, quoique contiguës, la Mothe et Pinot. Ce village est aujourd'hui inconnu dans la commune sous ce nom et s'appelle les Rivaux.

En 1670, Eymery Baffet, sieur de la Vigerie et de Pinot, avait, par acte notarié, acquis de M. Dupuy, prêtre, vicaire perpétuel de Trélissac, l'emplacement de quatre tombeaux dans l'église paroissiale et le droit de plaçage d'un banc, à la charge par lui de donner : 1^o une lampe en acier de quinze livres ; 2^o dix livres pour faire faire la balustrade du grand autel ; 3^o à chaque fête de Noël vingt sols pour les réparations de l'église ; 4^o dix sols tous les ans à son intention ; 5^o enfin un carcan d'or pour faire faire un ciboire en argent (2).

Les actes de naissance de Trélissac font mention, en 1727, d'un Antoine Baffet, docteur en médecine, parrain d'autre Antoine Baffet, plus tard garde du corps du Roi, écuyer, seigneur de la Mothe et Pinot, et marié à Victoire Le Caron ; celui-ci mourut le 28 juillet 1789.

(1) V. Arch. dép. de la Dord. Série E. Papiers Dupuy-Veyrel, Bonneau.

(2) Note due à l'obligeance de M. le chanoine Brugière.

Sur les registres de l'état civil, je trouve le récit d'un curieux procès intenté par Antoine Baffet au curé de Trélissac. Je transcris ici la déclaration faite par le curé, à la suite de la condamnation prononcée contre lui, par défaut, par la sénéchaussée de Périgueux le 28 juillet 1769.

Aujourd'hui 1^{er} du mois d'août 1769, a comparu au greffe de la présente ville et sénéchaussée, M^e Jean de Leymarie, écuyer, prêtre, curé de la paroisse de Trélissat, lequel ayant pris lecture et connaissance de l'appointement rendu en la cour sénéchalle, le 28 juillet dernier, par la signification qui lui en a été faite le 31 du même mois, pour obéir à la justice. Déclare que la qualité d'écuyer est due au sieur Baffet de la Mothe, et consent que la présente déclaration, de même que le d. appointement, soient inscrits tant sur le registre des baptêmes et sépultures de la d. paroisse de Trélissat par lui remis au greffe que sur ceux qui restent dans la d. paroisse, lesquels il représente à ces fins. De tout quoi il requiert acte et a signé : Leymarie, curé de Trélissat. »

Jean-Sicaire, fils d'Antoine, émigra. Ses biens furent saisis et vendus en deux lots comme biens nationaux. Le premier lot fut adjugé à Rose Baffet-Lamothe pour 65500 livres et resta la propriété de la famille. Le second fut acquis par Pierre Desvaux pour la somme de 122500 livres.

A la suite de mariages successifs la Mothe appartint aux Pourquery de Labigotie, puis aux de Lascous qui l'ont vendue à M^{me} Magne.

Les Rivaux ou Pinot appartiennent à plusieurs propriétaires.

CHAPITRE XXII. — LA JARTHE.

La terre de la Jarthe ou Lajarte qui paraît avoir été toujours importante, ne fut pas portée dans la liste des fiefs et des repaires indiqués au dénombrement de 1681.

Elle était cependant qualifiée repaire dès le début du xv^e siècle, et on la trouve mentionnée avec ce titre dans un grand nombre d'actes de l'état-civil.

M. Dujarric-Descombes a bien voulu me communiquer la

note suivante copiée dans l'*Histoire manuscrite de la ville de Périgueux*, par Chevalier de Cablanc :

Le 24 novembre 1403, Arnaud de Berno et Hélie du Puÿ furent condamnés à payer aux maire et consuls la rente qu'ils devaient sur le lieu de la Jarthe. Du despuis Hélie Dupuy, autrement de la Jarthe, a donné en eschange au scindic de la ville, ou assigné cette rente sur le village de Clairmont de la Chassaigne de bas, alias de Bartamont, sans préjudice de l'hommage que la d. ville se réserve sur le d. repaire de la Jarthe et sans préjudice aussi de toute la juridiction. Du despuis encore en ont faict hommage J. Dupuy, par contrat du 17^{me} octobre 1509 et noble Guillaume Dupuy seigneur de la Jarthe le 7^{me} février 1530.

La Jarthe était donc un fief de la ville, et nous ne connaissons pas de fait qui ait pu modifier cette situation.

Un titre de la collection Veyrel, aux Archives départementales, nous apprend qu'à la fin du xv^e siècle, en 1490, la famille Dupuy n'était propriétaire encore qu'en partie de la terre de la Jarthe :

Petrus Belcierii notarius, burgensis et habitator villa Petrachorum, vendidit..... nobili viro magistro Gugliermo Chalupi licentiati..... septem solidos turonenses annuatim persolvendos per Ademarium Brun rationæ cujusdam tenanciæ nemorum et terrarum in loco de la Jarta.....

En 1558, elle appartenait à Hélie Dupuy, écuyer, sieur de la Jarthe et de la Raymondie.

En 1572, elle était la propriété de Pierre Veyrel, banquier à Périgueux. Depuis cette époque, cette famille l'a toujours possédée jusqu'à nos jours par les Bonneau, les Desvaulx et les Jarjavay.

Dans son testament daté de 1587, ce Pierre Veyrel demandait à être enterré dans la sépulture de sa famille dans l'église Saint-Front, et léguait à l'hôpital dix écus pour la nourriture des pauvres de Périgueux.

Les Veyrel se titraient seigneurs de la Jarthe et de Crézelou, et quelquefois aussi : « seigneur en partie de la paroisse de Trélissac ».

Jean-Sicaire de Bonneau « fils d'Hélie Bonneau » marié le 7 juin 1743 avec Marguerite Veyrel, hérita de la terre de la Jarthe par testament de son oncle Jérôme Veyrel de la

Jarthe, « décédé le 7 février 1750 au repaire noble de la Jarthe ». En 1761, il demanda à être réintégré au rôle de la noblesse du Périgord. Il fit remonter ses preuves de noblesse à l'année 1369. Il se qualifiait : écuyer, seigneur du repaire noble de la Jarthe et y habitait. Il mourut le 18 octobre 1775.

En 1762, la propriété de la Jarthe se composait d'une maison de maître, avec une chapelle dédiée à saint Roch, de sept métairies et de réserves.

A cette époque, la situation des Bonneau était opulente. Ils possédaient beaucoup d'argenterie. Ils la renouvelèrent en tout ou en partie chez l'orfèvre Brachet le 26 juin 1762. Cela résulte d'un reçu de la collection Veyrel :

Los quinze couverts et la cuillère à ragout que j'ay livré à Madame de Lajearte pèsent ensemble onze marcqs quatre onces et cinq gros

	liv.	sols	deniers
montent d'argent à 50 livres le marcq.....	518	18	3
droit de controle à 3 liv. 7 s. par marcq.....	38	15	»
façon des quainze couverts à 4 livres chaque.....	60	»	»
façon de la cuiller à ragout.....	4	»	»
Total.	681	13	3

Laquelle somme de six cens quatre-vingt une livres 12 sols, j'ay comptant reçue tant en matière qu'en espèces de cours.

A Périgueux le 26 juin 1762.

(Signé :) BRACHET l'aîné, marc. orfèvre.

Donné en échange à Brachet :

17 cuillères, 13 fourchettes et un cuiller au taux du neuf soit 6 liv. 5 s. = monte 512 livres 10 sols (1).

Un « Livre de Raison » appartenant à M^{me} de Siorac, descendante des Bonneau, nous a transmis le détail d'un marché intervenu entre Coulloudon, maître tapissier à Aubusson, et Jean-Sicaire Bonneau de la Jarthe, qui acheta pour son château de la Jarthe sept pièces, mesurant ensemble 14 aunes un quart, tapisserie double brochée au prix de 17 livres l'aune (2).

(1) Tous les renseignements ci-dessus proviennent de la collection des papiers Veyrel. *Archives départementales de la Dordogne*, série F.

(2) V. Soc. arch. du Limousin, année 1899, p. 110. *Les tapisseries marchoises du Périgord*, par A. Dujarric-Descombes.

La Jarthe se compose aujourd'hui de trois corps de bâtiments autour d'une cour centrale. La chapelle construite en 1632 en exécution du vœu de Jérôme de Veyrel n'existe plus depuis une trentaine d'années.

M. Jarjavay, président du tribunal de première instance de Vendôme, fils du célèbre professeur à la Faculté de médecine de Paris qui mourut en avril 1868, a commencé récemment la restauration d'une partie des bâtiments d'exploitation.

CHAPITRE XXIII. — CAUSSADE.

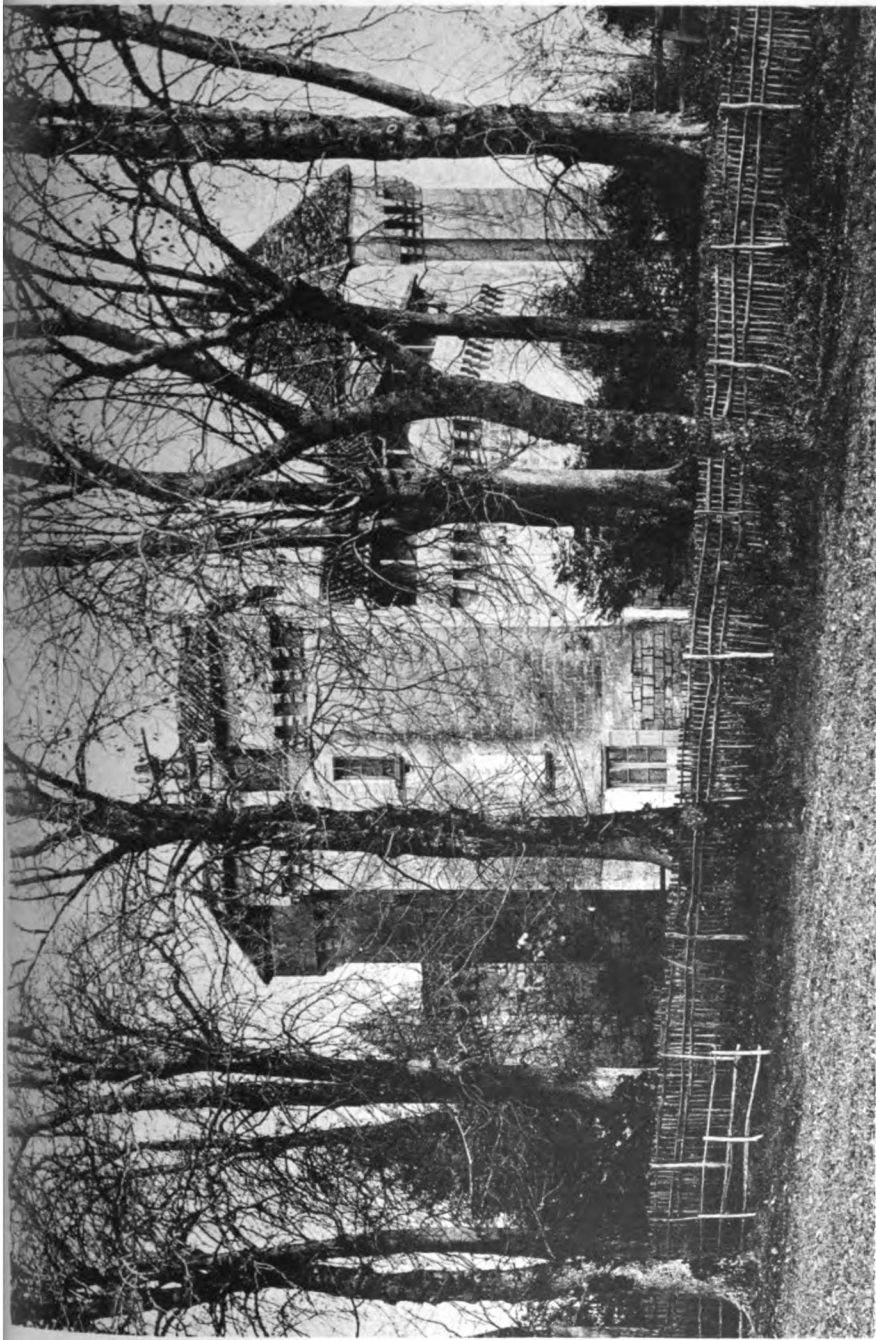
Au nord-est de Périgueux et de Trélissac, sur le haut plateau sec et couvert de maigres bois qui domine la vallée de l'Isle, à droite de l'ancienne route de Paris en partant de Périgueux, se trouve une des curiosités du pays, le vieux château de Caussade. De loin, il a encore fort bon air, et il ne faut pas faire un trop grand effort d'imagination pour se représenter dans tout son éclat la forteresse des Vigier et des Cugnac, dont la possession assurait une situation prépondérante dans la région. De près, l'aspect est moins redoutable. Les fossés sont comblés. Les créneaux sont disloqués, et l'on n'aperçoit à travers les meurtrières, ni armes de guerre, ni soldats valeureux. Ce sont d'honnêtes fermiers qui vous reçoivent, et leurs manières sont aussi douces que rassurantes.

La première destination de Caussade, voulue par ses fondateurs, celle de forteresse, lui a nui de nos jours, car les appartements manquent un peu de confortablè, et on a un peu délaissé le vieux manoir pour son gracieux voisin le château de Lammary, plus luxueux et plus commode.

A quelle époque remonte la fondation de Caussade ? A défaut de titre, j'en puis donner aucune précision. M. de Mourcin croit devoir le dater de la fin du *xiv^e* siècle (1). Il me paraît qu'il le rajeunit beaucoup.

Il appartenait dès le commencement du *xii^e* siècle aux Vi-

(1) V. *Annales agricoles et littéraires de la Dordogne*, tome IX. Année 1848. *Château de Caussade*, par Aug. Dupont et de Mourcin.



Imp. Berthaud

CHATEAU DE CAUSSADE
Appartenant à M. le baron de Lantre

Château de M. Béchade - de Pommier

gier, viguiers de Périgueux, c'est-à-dire représentants de l'autorité royale, et qui avaient droit de justice. On conservait autrefois dans les archives du château un titre de 1131, concernant Hélié I de Vigier (1). Himberge, femme de Bertrand de Born, était une Vigier.

Le premier soin de ces puissants seigneurs, fondateurs de dynastie, dut être de s'assurer un refuge en cas de malheur, et un solide point d'appui en cas de lutte.

Ce fief resta la propriété des Vigier jusqu'à la fin du xiv^e siècle, époque à laquelle il passa aux Cugnac par suite du mariage de la dernière des Vigier avec Henri de Cugnac (2).

Corbarand de Vigier, 2^m^e du nom, mourut dans le troisième quart du xiv^e siècle, laissant de son mariage avec Isabelle de Domme, pour unique héritière, une fille en bas âge, Jeanne de Vigier, qui se maria quinze ans après la mort de son père, avec Bertrand, marquis de Grésignac, écuyer, fils de Bertrand de Grésignac, maître d'hôtel du Roi et viguier de Toulouse. Le mari de Jeanne de Vigier mourut « à la bataille d'Espagne ». (Par conséquent, soit à Navarette en 1367, soit à Montiel en 1369). La propriétaire de Caussade resta veuve pendant dix ans. Mais elle était entourée d'ennemis, et elle se remaria pour se donner un défenseur.

A ce moment, l'étoile du roi de France avait peut-être un peu pâli dans la région par suite de l'indécision de la cour à prendre nettement parti entre les comtes de Périgord et le Puy-Saint-Front. Les comtes tenaient tout le pays : et, d'après Jeanne de Vigier, aucun partisan du roi de France ne voulut l'épouser, parce qu'il savait qu'il fallait défendre énergiquement son héritage, contre les convoitises et les entreprises à main armée d'Archambaud. Ce fut alors qu'elle se décida à prendre pour mari « un écuyer du pays de Guyenne appelé Henri de Cugnac, lequel avoit toujours tenu le parti de l'Anglais. » Bien lui en prit, car, quelques années après,

(1) V. *Généalogie historique de la maison de Cugnac*.

(2) V. *Généalogie historique de la maison de Cugnac* par l'abbé de Lesspine, augmentée par le marquis de Cugnac, 1894.

en 1386, Archambaud essaya de s'emparer de Caussade. Il échoua.

Les violences et les crimes des comtes décidèrent enfin la Royauté à prendre des mesures sévères pour réprimer leurs brigandages. Probablement les seigneurs de Caussade, qui eux aussi avaient eu souvent à lutter contre les comtes, éprouvèrent alors le besoin de se faire pardonner les antécédents d'Henri de Cugnac, et voulurent rentrer en grâces auprès du roi de France. Ils obtinrent d'abord des lettres, « par lesquelles on avoit remis et pardonné toute la peine, amende et offense. » Malgré ces lettres, le Sénéchal du Périgord avait mis garnison dans le château où Jeanne de Vigier et sa fille du premier lit étaient restées en quelque sorte comme ôtages, et il avait confisqué leurs rentes et revenus. Par de nouvelles lettres du 22 novembre 1395, le roi paraît rendre à la propriétaire la jouissance de ses revenus, mais il persiste dans l'opinion qu'il a intérêt à s'assurer de la forteresse, et il en nomme gouverneur M. de Mondisson de la Chassaigne, écuyer, à charge par celui-ci de prêter serment entre « les mains du chancelier ou du Sénéchal du Périgord, de bien garder le dit lieu sous votre obéissance » (1).

Mondisson de la Chassaigne ne paraît pas avoir pris le commandement effectif de la garnison de Caussade. Il délégua dans ses fonctions, Guillaume Mosnier, de Thiviers.

Ce choix ne fut pas heureux. Soit incapacité, soit insuffisance de moyens, Mosnier ne put défendre le poste qui lui était confié. La garnison d'Auberoche tenta l'assaut de la forteresse, s'en empara et tua ou fit prisonniers tous ses défenseurs. Mosnier, blessé, fut emmené à Auberoche, et malgré ses protestations et ses appels au Roi, il fut mis à la torture et pendu (2).

(1) M. Dessalles ne connaissait pas ce titre, car il dit dans son *Histoire des deux derniers comtes de Périgord*, que c'est volontairement que les propriétaires de Caussade avaient placé leur château sous la sauvegarde royale, alors qu'il paraît bien certain que cette protection leur fut imposée.

(2) J'extraits des *Preuves* mises à la suite du livre de Dessalles, le récit suivant de la prise de Caussade. « Charles, etc... pour ce que, tant par information souffisante... come par la relation et clamour de plusieurs nos officiers,

Lorsque les comtes de Périgord furent définitivement chassés du pays qu'ils avaient terrorisé pendant si longtemps, Cugnac revint dans le château de Caussade, avec le titre et les prérogatives de viguier qu'il tenait de son beau-père Corborand Vigier. Il fonda une famille dont les descendants existent encore, et ont toujours occupé, soit en Périgord, soit dans d'autres provinces de la France de hautes situations.

La disparition des comtes de Périgord augmentait l'importance des propriétaires de la forteresse la plus redoutable des environs de Périgueux. Les Cugnac s'en aperçurent bien vite, et semblent avoir recommencé pendant près de deux siècles contre le Puy-Saint-Front la lutte engagée par les Périgord.

Par malheur pour les bourgeois, leurs nouveaux ennemis avaient une situation officielle : ils étaient viguiers. De plus,

» gentils hommes, etc... de nostre pais de Pierregort... qu'environ la Thi-
» phaine derrière passée, Jehan Coutet autrement dit d'Auvergne, Jehan le
» Normand, Olivier Mercure, Bernin de Saint-Pierre, Mondou d'Alle, Guil-
» laume Cossaudou, Robinet le Grosset, Bernard de Massaut, Bertrandou de la
» Gaudelie, Bernard du Pont, Marou le Comte, etc... et autres complices du
» comte de Pierregort, qui pour lors demeuroient avec luy en son chastel d'Au-
» beroche, vinrent, accompagnés de plusieurs Anglois, rompeurs de tresves et
» autres malfaiteurs, devant le lieu de Caussade, près de nostre ville de Pierre-
» gueux, et prinrent par force, à manière de guerre, le d. lieu de Caussade,
» ensemble le capitaine ou le lieutenant du capitaine du d. lieu, appelé Guil-
» laume Mosnier, écuyer, qui tenoit et gardoit le d. lieu de par nous et sous
» nostre main, et blessèrent durement le d. escuyer, et le menèrent pris et
» blessé au d. Auberoche, et là, il fut plusieurs fois géhenné et très durement
» traité par M^e Guillaume Jaubert et autres de sa compagnie, non obstant que
» le d. escuyer se dit estre nostre officier et s'appellast toujours à nous, et le
» d. Jaubert ne voulut oncques obtempérer aux d. appellations, mais repro-
» cha plusieurs fois au d. escuyer que pour le guérir des meaux qu'il souf-
» frait pour nous, il nous venist guérir en nostre ville de Paris et plusieurs
» autres vilénies, et finalement le pendirent.... Nous qui voulons, ces maléfi-
» ces, dont nous avons eu en notre cœur trèsgrand courroux, estre ainsi pas-
» sés sans en faire raison, commandons au 1^{er} nostre sergent que ceux qui
» coopérèrent à la d. prise et au d. meurtre, tu prennes et arrêtes de par
» nous... hors le lieu saint, et les amènes devant le plus prochain nostre jus-
» ticier royal.... pour les punir — 18 septembre 1396. Biblioth. du Roi. Pa-
» piers Lespine. Cart. des Comtes de Périgord. »

ils ne commirent pas la faute de se brouiller avec tout le monde, et malgré quelques violences, ils usèrent surtout de moyens de procédure, tant devant toutes les juridictions de la province que devant la personne du Roi. Les archives communales de Périgueux nous ont conservé notamment le souvenir d'un procès qui fut évoqué à nouveau en 1474 devant le Sénéchal de Périgord en vertu de lettres patentes de Louis XI, et que Jean de Cugnac avait trouvé le moyen de faire instruire précédemment par devant le Sénéchal de Sarlat. Ce procès dura encore pendant quarante ans et ne fut terminé qu'en 1514.

Le litige avait, en apparence, peu de gravité. Les maire et consuls avaient fait défricher sans droit un tènement dépendant de Caussade et appelé le « Bosc au Vigier ». Mais le fond était tout autre. Ce que Périgueux ne voulait admettre à aucun prix, c'était le droit de justice que les Cugnac entendaient exercer en vertu de leur titre de viguiers royaux tant dans la ville que dans la paroisse de Trélissac, et les lods et ventes levés par eux dans la paroisse Saint-Silain, à Puy-Abry et autres lieux.

Par transaction du 17 novembre 1509, Jean de Cugnac céda, à nouveau, ces droits en toute propriété aux maire et consuls présents et à venir, moyennant la somme de 500 livres tournois « qui luy seront payées le jour de la feste des Roys. » Quittance définitive de cette somme fut donnée le 15 janvier 1514 par noble Jean de Cugnac qui est qualifié, dans le titre, « seigneur de Florimont en Sarladays et de Caussade en la banlieue et juridiction de Périgueux (1).

Il y avait en outre, et surtout, une affirmation de suzeraineté du Puy-Saint-Front sur Caussade ! Et cette prétention, que nous voyons soutenir avec tant d'énergie par Périgueux dès qu'il a conscience de sa force, et qu'il maintiendra jusqu'à la fin de l'ancien régime, les fiers châtelains ont mis

(1) Voir aux *Arch. comm. de Périgueux*, série FF. 117, un curieux procès intenté en 1530 contre Jean de Cunhac, seigneur de Caussade, âgé de 20 ans, pour coups et blessures aux frères La Vernhe demeurant au Chourat. — Cugnac ne paraît pas avoir tous les torts. La solution du procès n'est pas indiquée.

autant de persévérance à la repousser ! S'il est vrai, en effet, que dans le dénombrement de 1681, Caussade figure parmi les repaires nobles que Périgueux revendique comme fiefs ou arrière-fiefs, on trouve, d'autre part, dans un inventaire dressé à Caussade en 1760, la cote suivante : « Homage rendu » par le seigneur de Caussade au Roy, du château, fief, cens » et rantes de Caussade et leurs dépendances, du 9 aoust » 1700. Signé CHAPDOZA. » Ainsi, les seigneurs de Caussade ne reconnaissaient qu'un seul suzerain direct, le Roi.

Les atroces guerres civiles dont la Réforme fut une des causes permirent à toutes les haines et à toutes les convoitises de se faire jour, sous prétexte de défendre soit l'autorité religieuse, soit la libre interprétation des livres sacrés.

Les Cognac furent parmi les plus ardents huguenots. Il est possible qu'ils fussent entrés par conviction religieuse dans le sein du protestantisme, et je l'admets volontiers. Mais il est certain qu'ils profitèrent de l'anarchie du pays pour arrondir leurs possessions territoriales aux dépens des monastères catholiques. Le prieuré de Lamblardie, dépendant du monastère de St-Pardoux la-Rivière, était propriétaire d'un tènement important appelé de Planando, et limitrophe de Caussade. Les anciens propriétaires de Caussade avaient été les bienfaiteurs de ce prieuré, et on cite un legs important fait en 1324 par Jean Vigier en faveur du monastère de St-Pardoux. Les Cognac ne continuèrent pas ces traditions, et pendant qu'ils bataillaient avec le Puy-St-Front, ils cherchaient à s'emparer en 1469 du tènement de Planando, et ils plaidaient contre St-Pardoux devant la cour d'Auberoche : mais cette fois ils perdirent leur procès.

Jean de Cognac fut plus heureux que son ancêtre, et à la faveur des troubles il ruina le prieuré de Lamblardie et s'empara du tènement qu'il convoitait. Puis, pour masquer son usurpation, il divisa cette propriété en trois parties auxquelles il donna trois noms différents : Planando, Queyroulies et les Farges (1).

(1) Voir *Bull.* de la Soc. hist. et arch. du Périgord, t. II, p. 338 et 339. — *Livre-terrier du monastère de Saint-Pardoux-la-Rivière.* — Dans un inven-

L'année suivante, Jean de Cugnac fut un des principaux artisans d'un des plus épouvantables désastres qui aient frappé Périgueux, la prise de la ville, le 6 août 1575, par suite de la trahison d'un nommé Petit-Pierre et avec la connivence des consuls. Ses complices le récompensèrent du concours actif qu'il leur avait prêté en le laissant s'installer maire.

En 1577, fut maire Jean de Cugnac, sieur de Caussade, vassal de lad. ville et son ennemi juré depuis longtemps. Il fit tant de violences dans la pensée de se rendre maire perpétuel qu'il se rendit insupportable tant aux habitants qu'aux huguenots, en sorte qu'il fut contraint de quitter la ville pour aller à son château de Caussade.

En l'absence du baron de Langoiran, le sieur de Tranchard fut nommé son lieutenant. Il fut battu plusieurs fois par les catholiques.... Les huguenots furent aussi battus à Sorges (1).

Les ennemis de Cugnac ne tardèrent pas à prendre leur revanche, car il paraît certain que Caussade fut pris par les catholiques à cette époque. On doit placer ce fait d'armes avec vraisemblance pendant la durée de la campagne qui aboutit à la défaite des huguenots à Sorges (2).

Après ce désastre, Jean de Cugnac ne tarda pas à se con-

taire fait à Caussade en 1760 (cité plus bas), on trouve mentionnés cinq actes sur parchemin intéressant ce ténement : 1° Reconnaissance de la 3^e partie du ténement du Planandon du 17 oct. 1475 ; — 2° autre reconnaissance de la même partie du ténement du 13 janvier 1512 ; — 3° autre reconnaissance de deux tiers parties dud. ténement en faveur du sieur de Caussade en date du 12 janvier 1512 ; — 4° autre reconnaissance du Rapt et de Planandon du 26 septembre 1482 ; — 5° contrat d'acquisition de la rente sise sur le ténement du Planandon faite par Chabanier d'un Cugnac seigneur de Puyregard, le 3 janvier 1622.

(1) Voir *Arch. comm. de Périgueux*, série BB. 17.

(2) Voir *Bull. de la Société hist. et arch. du Périgord*, année 1899, p. 66, « Lettres à M^r des Bories », publiées par notre savant vice-président M. Du-jarric-Descombes.

« Monsieur, avant recepvoir vos lettres, j'avoys fait entendre à Monseigneur l'admiral la prinse de Caussade faicte par le s^r Montardit.... (— seigneur de Lascoux et de la Beylie, enseigne de la compagnie du sénéchal André de Bourdeille —)

« De Bourdeaux ce premier may. Signé : DE LA BORIE. »

vertir au catholicisme. Il mourut âgé de 76 ans en 1585, et fut enterré dans l'église de Trélissac avec sa femme Isabeau de Goulard morte en 1587 (1).

Il résulte d'une lettre écrite le 23 juillet 1580 par Henri IV à de Vivans, gouverneur de Périgueux, qu'il avait donné à Geoffroy (fils des précédents), « ancien huguenot », l'autorisation d'entretenir dix soldats pour la garde de sa maison.

Caussade ne devait pas rester bien longtemps encore la propriété des Cugnac. Il passa en 1647 aux La Marthonie.

Suzanne de Cugnac, troisième enfant de Charles de Cugnac et de Catherine de Ranconnet, fille du seigneur d'Escoire, épousa en secondes noces Arnaud de La Marthonie, chevalier, seigneur de Boschaud. Ils acquirent conjointement, le 30 avril 1647, de Charles II de Cugnac, la seigneurie de Caussade, et en jouirent paisiblement jusqu'au 3 janvier 1660, époque à laquelle ils eurent un procès avec le sieur de Taillefer, procès qui se termina par un arrangement.

Ils eurent au moins deux enfants : 1° Marie, qui épousa le 18 juillet 1679, dans la chapelle du château (2), Aubin d'Abzac, chevalier, seigneur de St-Laurent, et 2° Charles, qui, après contrat reçu le 4 juillet 1665 par David, notaire royal, se maria avec Peyroune de Ribeyreix : il mourut le 22 mai 1674 (3), laissant deux enfants mineurs, Jean, né en 1667, et Charles, né le 8 avril 1672. (Devenu brigadier des armées du Roi, ce dernier testa le 22 novembre 1732. — Lavavé, notaire royal).

A la suite du décès du seigneur de Caussade, inventaire fut dressé en 1674 par Allez et Feyfan, notaires à Périgueux, et il y eut récolement (4) par François-Philibert Duchesne, che-

(1) Je ne puis que renvoyer pour ces renseignements et une partie de ceux qui suivent à la *Généalogie historique de la maison de Cugnac*.

(2) C'est la seconde fois que j'ai trouvé mention de cette chapelle (V. Etat-civil de Trélissac). On la cite dans le récolement de 1674.

(3) Voir Etat-civil de Trélissac, aux *Arch. départ. de la Dordogne*. « Il fut enterré tout contre la balustrade du sanctuaire, et au milieu de la balustrade. »

(4) Voir *Arch. départ. de la Dordogne*.

valier, seigneur de Montréal, Montlaud, la Rivière, lieutenant-général, juge-mage et commissaire examinateur du Périgord, requis par Joseph Bodin, écuyer, procureur de la sénéchaussée.

Il résulte de la lecture de ce récolement que la terre de Caussade était peu considérable. Elle comprenait une métairie près du château, tenue par Hélie Bouyssou, — une autre appelée la Mestairie Brulade (aujourd'hui Grange-Brulée), tenue par Jean Mignot, — une autre appelée la métairie du Rat, travaillée par Michaud Choumard, — un borderage appelé à la Forest, et à la Jardinière, tenu par Geoffroy Lavergne.

Les divers appartements visités par les magistrats, étaient : une salle basse tendue d'une vieille tapisserie, une cuisine, de là « par un petit courroir dans une chambre appelée la Chambre Noire, une chambre au-dessus de la salle basse, une chambre appelée chambre jaulne, une chambre appelée la chambre verte, de là on montait dans la salle « voultée », puis dans la petite chambre dite de Veyrel, dans la chambre blanche, dans une arrière-chambre, dans un grenier en passant sur les « craneaux du château et contenant douze boisseaux de grosse mesture et vingt-deux boisseaux de bled d'Espagne », dans un cabinet où l'on mettait le lard, dans le grenier de la plate forme, puis sont descendus dans la chapelle, puis dans la grange, dans un petit cabinet où l'on mettait l'huile, dans la cave qui contenait seize barriques pleines dont dix de vin et six de petit-vin, dans l'écurie du château, dans la grange à fourrages et dans la fournière.

Le détail de la vaisselle prouve que les maîtres de la maison étaient peu fortunés. Le voici :

Dans la cuisine, avons trouvé ung autre cabinet dans lequel on a accoustumé de mettre la vesselle et autre batterie de cuisine, et attendu qu'on ne peut renfermer la d. vesselle et qu'elle est nécessaire à lad. dame, nous avons faict coucher les d. piesses de la d. vesselle, par nostre greffier, et avons trouvé : trois grands plats, douze moyens, six assiettes creuzes, douze autres assiettes, deux

bassins, trois eyguières, quatre porte-assiettes, deux grandes salières et deux petites, le tout en estaing, et ung petit bassin d'érain, une tourtière de cuivre, deux cuilliers de fonte (1).

Jean de La Marthonie se maria avec Aimée de David. De ce mariage sont issus plusieurs enfants, parmi lesquels :

1° Charles, né le 15 janvier 1710 au château de Caussade ; parrain, messire Charles de David, seigneur marquis de Latour de Chanver, la Bussière et autres places ; marraine, noble Marie de Jumilhac dame marquise de La Marthonie.

2° Autre Charles, né au château de Caussade le 7 avril 1711 ; parrain, messire Charles de Saint-Astier, marquis des Bories, d'Antonne, de Sarliac, de Saviniac et autres places ; marraine, noble dame Marie de Tricard, marquise de Trigonant.

3° Jean-Louis, né au château de Caussade le 29 août 1712 ; parrain, messire Jean-Louis de Cugnac, marquis de Trigonant ; marraine Françoise d'Abzac, damoiselle.

Jean de Caussade de La Marthonie mourut en son château le 30 mars 1740. Sa femme Aimée de David était décédée le 25 juillet 1728 à l'âge de 50 ans.

L'aîné de leurs enfants, Charles, devint seigneur de Caussade à la mort de son père, et mourut à Paris le 12 octobre 1760. Quelques jours avant son décès, le 24 septembre 1760, il avait fait un testament olographe déposé au rang des minutes de M^e Horquedeurville, notaire à Paris, par lequel il instituait pour légataire universel son frère Jean-Louis, évêque de Meaux. Celui-ci procédant tant en vertu de ce testament qu'en qualité d'héritier pour moitié du défunt, et en l'absence de l'autre co-héritier Charles de La Marthonie de Caussade, son frère, requit inventaire des meubles contenus dans le château. Cet inventaire fut dressé le 30 octo-

(1) Cet inventaire fut terminé le 25 mai 1674 par Bernard de Jay, écuyer, seigneur de Ferrières, lieutenant particulier. « Attendu que le d. s^r lieutenant général » ne peut se rendre au lieu de Caussade pour la levée des d. scellés et verification du dit inventaire, à raison de ce qu'il est occupé à l'Assemblée » de la Noblesse de la présente province, sous les ordres de Monsieur le » Maréchal... »

bre 1760 et les jours suivants par Malet, lieutenant particulier à Périgueux, et Joseph Fournier, seigneur du Murat, avocat en la Cour, en l'absence des gens du Roi (1).

En comparant cet inventaire à celui de 1674, il est facile de se rendre compte des progrès de l'aisance des propriétaires du château. Prenons d'abord les tapisseries.

Nous retrouvons, — il est vrai complètement déchirées, — dans la salle basse du château, les pièces qui étaient déjà signalées en 1674. Mais nous constatons, en outre, une chambre de maître tendue de « trois pièces de tapisseries d'Aubusson en bon état et deux autres pièces, deux tapis, dont » l'un presque neuf, plus, dans la chambre dite du Chevalier, quatre mauvaises pièces de tapisserie de Verdun, » plus, dans la chambre au fond du corridor six pièces de » Tulle et mauvaises tapisseries à grands personnages ».

On mentionne également des tentures d'étoffes de soie plus ou moins neuves, et une grande quantité de meubles meublants, en général en mauvais état.

Dans « la chambre voutée placée sur le degré au second étage », occupée par le propriétaire lorsqu'il résidait au château de Caussade, on fait ouvrir par un serrurier « un cabinet à deux battans garnis de fer et de deux serrures », qui contenait :

Un grand panier d'auzier ficellé où se trouvoit l'argenterie suivante :

12 cuillères et 12 fourchettes neuves.

4 cuillères à ragout, neuves.

2 cuillères percées, neuves.

6 cuillères, vieilles.

6 fourchettes, vieilles.

12 petites cuillères à café, neuves.

2 autres, vieilles.

1 plat vieux, ovale ou octogone.

Le tout aux armes du feu seigneur de Caussade.

Plus cent jettons d'argent de l'année 1728, le tout pesant 26 marcs et 2 onces.

(1) Voir *Archives du département de la Dordogne*.

Plus deux bras de cheminée, d'argent.
Un estui de savonnette, de la même matière.
Plus un petit cabaret cassé,
Un sucrier garni en argent,
2 coupes sans souscoupes,
Une teyère garnie d'argent,
Le tout en porcelaine (1).

Dans un placard qui est dans le salon à manger, y avons trouvé
la fayence et autres choses concernant le buffé, sçavoir :

Une petite éguière d'argent, fort gâtée.
Deux sceaux à liqueur en cuivre, proprement chinés.
Deux flambeaux d'estain.
Deux sceaux de fayence à rafraichir le vin.
Trois terrines d'une terre grize.
Douze tasses à café.
Un sucrier.
Deux pots à l'eau avec leurs cuvettes.
Sept douzaines d'assiettes.
Un plat à barbe.
Trois saussiers.
Un moutardier.

Vingt-sept plats de différentes grandeurs et figures,
le tout en fayence.

Trois grands plats d'estain.
Cinq assiettes creuzes.

Vingt-cinq petites assiettes, aussy d'estain commun, aux armes de
la mayson.

Plus trois plats et autres assiettes de fayence.

Un mauvais moulin à café.

Une tourtière avec son couvercle de cuivre rouge,

Un réchaud.

(1) Voir *Essai de classification des anciennes porcelaines de Limoges*, par Cam. Leymarie, *Bulletin* de la Société archéologique et historique du Limousin, année 1890. Il est regrettable que l'inventaire ne nous dise pas la provenance de cette porcelaine. Il est certain qu'on en fabriquait déjà à Limoges, quoique cette industrie n'ait pris son véritable essor dans cette ville qu'en 1771, au moment où la fabrique de faïence fondée en 1737 par Massié, associé plus tard à Grellet et à Fournérat qui apporta à l'association les véritables procédés de fabrication de la porcelaine, — fut transformée en manufacture royale, sous la direction de Darcet (1771 à 1784).

Deux marmites avec leurs anses.

Cinq casseroles.

Le tout en cuivre rouge.

Une cuillère.

Un passoir.

Un écumoir.

Le tout en cuivre jaulne.

Un mauvais petit mortier.

On le voit, nous sommes bien loin des quelques objets d'étain qui composaient en 1674 toute la vaisselle de Payronne de Ribeyreyx, dame de Caussade!

Il y avait aussi ample provision de linge :

21 douzaines de serviettes fines, différamment ouvrées.

Une douzaine d'autres, aussy ouvrées, plus communes.

Plus huit serviettes fines unies et dépareillées.

Vingt deux napes fines, aussy ouvrées de différentes façons.

Tout le susdit linge bon ou demy-neuf.

Plus cinq napes ouvrées plus communes et uzées.

Plus encore huit draps de lit, toile de brin.

Six draps de lit de toile plus fine bons ou à demy-usés.

Trente-deux napes.

Vingt-trois douzaines et demy de serviettes.

Deux douzaines de draps de lit.

Le tout commun, à l'uzage ordinaire de la maison et cuisine, tout uzé, à la réserve de quatre douzaines de serviettes absolument neuves.

Il faut encore mentionner :

Deux petites glaces avec cadres dorés.

Un vieux tableau représentant la Vierge.

Et enfin la bibliothèque du château composée en tout de six volumes :

Un volume des œuvres de Racine.

Un volume des œuvres de Madame de Villedieu.

L'Histoire des Douze Empereurs Romains par Monsieur Duteil.

Les Aventures de Télémaque.

L'Histoire du Grand-Maitre d'Aubusson et les Aventures ou Métamorphoses des Dieux !

Tous lesquels meubles et effets ont esté évalués à la somme de 2,200 livres.

Jean-Louis survécut peu de temps à son frère. Sa mort fut annoncée dans les termes suivants par le *Mercur de France* (1) :

Jean-Louis de La Marthonie de Caussade, évêque de Meaux, premier aumônier de Madame Adélaïde de France, abbé commendataire des abbayes royales de Lezat (2), ordre de S^t Benoît, diocèse de Rieux, d'Auberives (3), ordre de Cîteaux, diocèse de Langres, de S^t-Pierre-de-Lagny (4), ordre de S^t Benoît, diocèse de Paris, est mort en cette ville le 16 février 1779 dans la 67^e année de son âge. Il y avait trente ans qu'il était évêque et vingt ans qu'il avait passé du siège de Poitiers à celui de Meaux.

La terre de Caussade, restée pendant la Révolution la propriété des La Marthonie, fut vendue au comte de Barde, trésorier général. Elle passa ensuite à M. Lagarrigue qui fut maire de Trélissac pendant quelques semaines après le Quatre-Septembre 1870, puis à M. Pécout. Elle fut enfin acquise par M. le baron de Laire, propriétaire du château et de la terre de Lammary, commune d'Antonne, qui la possède actuellement.

CHAPITRE XXIV. — BORIE-PORTE ET MONTIGNAC.

Borie-Porte était un des plus anciens repaires de la paroisse de Trélissac.

A la fin du xiv^e siècle, Henri de Cognac, époux de Jeanne Vigier, seigneur de Caussade, plaida contre Arnaud de Bourdeille et Foulques de Foras, damoiseaux, et Guillaume et Henri Bonneau, clercs, qui lui disputaient la propriété de la Borie de la Porte (5).

Il est probable que les Bourdeille gagnèrent ce procès et

(1) Note due à l'obligeance de M. Ed. Lespinas.

(2) Lezat, petite ville de l'arrondissement de Pamiers (dépendait du diocèse de Rieux érigé par Jean XXII en 1318. Aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Muret).

(3) Auberives, aujourd'hui chef-lieu de canton de la Haute-Marne.

(4) Lagny, aujourd'hui chef-lieu de canton de la Seine-et-Marne.

(5) Voir *Généalogie historique de la maison de Cognac*, par Lespine.

transmirent paisiblement cette terre à leurs héritiers, car, par acte du 15 août 1574, reçu par Bonneau, notaire royal (1), Philibert de Bourdeille, écuyer, et demoiselle Charlotte de Belcier, seigneur et dame de Montanceix et de la Rolphie, vendaient « aux frères Jean et Guy de Puybertrand, marchands, habitants de la ville de Périgueux, le repaire noble » de Borie Porte, assis en la paroisse de Trélissac, banlieue » de lad. ville, confrontant avec le village de Cavillac, avec » le village du Fardeil, et avec le village de Libournet, et » avec le chemin qui conduit de la ville aux Bories », plus une certaine quantité de redevances en nature énumérées au contrat, moyennant la somme de 5,100 livres, dont 4,000 livres tournois ont été payées immédiatement aux vendeurs par les frères Puybertrand « en pistolles, escus sol, doubles ducats d'Espagne.... » Les vendeurs se réservent le droit de rachat après quatre ans.

Cette terre passa ensuite dans la maison des de Jehan. Plusieurs des membres de cette famille ont occupé des charges importantes. Citons pour mémoire : de Jehan, député du Tiers-État du Périgord en 1589 ; — de Jehan, premier consul de Périgueux en 1594 ; — et plus près de nous, sans compter de nombreuses charges de judicature, Bernard de Jehan, seigneur de Borie-Porte, écuyer, brigadier des gardes du corps du Roi, commandant d'un bataillon d'invalides, chevalier de St-Louis, décédé à Montignac à l'âge de 70 ans, le 10 janvier 1789.

Le 1^{er} septembre 1688, noble Jean Desjean, sieur de Borie-Porte et de la Roche-Joubert, rendit hommage à Jean de Champagnac, maire de Périgueux, pour son fief noble de Borie-Porte dans la paroisse de Trélissac (2).

Les de Jehan, plus tard aussi de Jean, se qualifiaient seigneurs de Borie-Porte, de la Roche, de Montignac, et habitaient la maison noble de Montignac (3).

(1) Titre appartenant à M. Dujarrie-Descombes, qui a bien voulu me le communiquer.

(2) *Arch. comm. de Périgueux*, série AA. 28.

(3) *Arch. comm. de Trélissac*, Etat-civil.

La famille de Borie-Porte était une des plus importantes de la paroisse, tant à cause des situations occupées par plusieurs de ses membres, que de ses alliances avec les Châteauroy de Crognac, les de Foucaud de Sezalar, les de Roger, les de Mesplier.....

Une des chapelles de l'église paroissiale portait son nom, et les registres de l'état-civil nous apprennent qu'il y avait en outre, dans le château, une chapelle domestique.

A la fin du siècle dernier, messire Guillaume Scudyé, écuyer, originaire de Reilhaguet en Quercy, devint propriétaire de Montignac et Borie-Porte, à la suite de son mariage avec damoiselle Elisabeth de Jehan, fille de Bernard de Jehan et de Anne de Foucaud. Plus tard, M. Scudyé (ou Scudier) devint adjoint au maire et occupa ces fonctions pendant longtemps. Une fille issue de ce mariage épousa M. Beleymes, notaire à Périgueux. Après le décès des époux Beleymes, la terre se partagea entre leurs deux filles : M^{me} de Montaigut, qui vendit à M. de Spriet, aujourd'hui adjoint au maire ; et M^{me} de Lacrousille, qui céda, à son tour, sa portion à M^{me} Magne.

E. DECOUX-LAGOUTTE.

VARIA.

L'OUVRAGE RÉCENT DU P. DENIFLE

ET CONFÉRENCE SUR ARNAUD DE CERVOLE,

Par M. Coville, de l'Université de Lyon.

Sur le livre du P. Denifle, dont fait mention le procès-verbal d'une de nos dernières séances (*Bulletin*, p. 166), je désirerais ajouter un mot pour en compléter utilement le compte-rendu. Le tome I^{er} de ce savant ouvrage, paru chez Alphonse Picard en 1897 (in-8°-XXV, 608 p.), renferme une foule de documents relatifs au xv^e siècle; le tome second (1899-XIV, 864 p.) est une véritable mine de précieux renseignements. Nous assistons à la campagne du comte Henri de Derby en Guienne dans l'année 1345 :

dès le 24 août, il est maître de Bergerac; il s'empare de Lalinde, de Saint-Louis, de Saint-Astier, de Montagnier et de Lisle, puis d'Auberoche, de Monsac, de Villeréal et de l'abbaye des Bénédictines de Font-Gauffier. Nous suivons, pour ainsi dire pas à pas, l'itinéraire de la chevauchée du prince de Galles dans notre région avant la bataille de Poitiers et aussi celui de Du Guesclin. Alors toute la France était infestée. D'après une supplique d'Innocent VI conservée aux Archives du Vatican (Denifle II, p. 276 et la note), l'église, le cloître et les édifices du prieuré bénédictin de Saint-Laurent de Mareuil étaient tellement détruits par les Anglais qui occupaient ce lieu (1358) et si complètement dépourvus de tout ce qui était nécessaire au culte, comme reliques, calices, livres et ornements sacerdotaux, qu'il était impossible d'y demeurer. Ce même volume contient d'intéressants détails sur Seguin de Badefol et les ravages des Grandes Compagnies, ainsi que sur le fameux Arnaud de Cervole, archiprêtre de Vélignes.

En ce qui concerne ce dernier, « moult hardi chevalier et grand capitaine, » ainsi que le qualifie Froissart, je dois signaler à la Société une conférence faite, l'an dernier, à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr par M. Coville, de l'Université de Lyon. « Arnaud de Cervole, dit-il, était Périgourdin, ce qui est une bonne condition pour avoir le diable au corps, l'esprit insouciant, l'appétit bien éveillé. C'est incroyable ce que certaines parties du Midi, comme le Périgord et la Gascogne, ont fourni au moyen-âge de capitaines hardis et heureux. Tels les Périgord, les Talleyrand, les Rudel de Bergerac, les Renaud de Pons, les Beaufort, les Montaut, les Prévost de la Force, surtout l'étrange roi des Compagnies, Séguin de Badefol. Arnaud de Cervole était, par ses origines, le plus obscur enfant de cette noblesse tumultueuse. On ne sait même pas bien au juste s'il était de noble naissance. Il est probable qu'il tirait son nom d'un très humble fief de l'arrondissement de Périgueux, que conserve encore un simple hameau appelé Cervole. Il était minoré et tonsuré, et le plus clair de sa fortune consistait dans la possession des revenus temporels de l'archiprêtré de Vélignes, composé de trente-trois paroisses du département de la Dordogne; mais il fut toujours incapable d'administrer son archiprêtré au spirituel. C'était là un arrangement bizarre, fréquent cependant au moyen-âge, et dont l'Eglise eut beaucoup à souffrir. Au demeurant, rien de tout cela ne devait être bien lucratif, et l'on comprend que l'Archiprêtre ne s'en soit point contenté. Voilà à peu près tout ce qu'on connaît de ses origines et de ses commencements. On ignore quand il naquit, comment il fut élevé, où il passa sa jeunesse, s'il était grand ou petit, blond ou brun, instruit ou inculte; il est impossible, avec la meilleure volonté du monde, de faire son portrait, d'en tracer même le plus mince contour, lorsqu'en l'année 1352 commence son histoire militaire. » Et cette histoire militaire,

ou plutôt cette odyssee d'un chef de bande, est bien instructive, puisqu'elle permet de faire revivre toute une époque de guerres où faillit sombrer le royaume de France.

D'abord au service de Jean le Bon, l'Archiprêtre guerroyait avec vaillance contre les Anglais, il est armé chevalier et il reçoit des récompenses, comme la terre et forteresse de Châteauneuf sur Charente; il est à la solde du connétable Charles d'Espagne. Le 19 septembre 1356, aux Plains de Maupertuis, au jour de la célèbre bataille de Poitiers, il représente le jeune Charles de Valois, comte d'Alençon, trop jeune pour paraître à la bataille; il porte une armure princière à laquelle il fait honneur, il combat aussi longtemps qu'on peut combattre, il reste près du roi et, comme le roi, il est pris.

Puis triomphe une nouvelle méthode de guerre qui est celle des Compagnies, débris d'armée où l'on trouve des Gascons, des Navarrais, des Espagnols, des Anglais, des Gallois, des Bretons, des Allemands, des Hollandais, des Brabançons : « capitaines et routiers sont gens de sac et de corde; ils pillent les églises, dévalisent les monastères, retiennent les évêques et les prêtres, chassent les moines dans les bois, boivent dans les calices, font trembler le pape lui-même dans Avignon. Leurs méfaits sont toujours les mêmes... mais ce qu'ils veulent surtout, ce sont des rançons ». Dès 1357, notre Périgourdin, affairé, énergique, subtil, sans préjugés ni chimères, en commande un groupe compact, 4,000 à 5,000 hommes. Il part pour la Provence et met le siège devant Aix; nous le retrouvons un peu plus tard en Nivernais et en Berry, puis en Bourgogne, comme « très cher compère » du jeune duc Philippe le Hardi. Il prend au combat de Brignais une part importante : sa bannière est jetée par terre, il est blessé et prisonnier d'un de ses compatriotes, le bâtard de Monsac, qui ne demande qu'une forte rançon. Nous ne pouvons nous attarder à décrire ici son rôle à la bataille de Cocherel, ni ses pérégrinations aventureuses qui continuent jusqu'à sa mort, survenue le 25 mai 1366, entre Lyon et Mâcon, à la suite d'une altercation avec un homme d'armes qui le fiappa de son épée. Au surplus, nous renverrons à l'excellente monographie de M. Aimé Chérest : *l'Archiprêtre* (Paris, Claudin, 1879, in-8°, IV-414 p.), qui a seulement le tort, suivant le P. Denifle, de tourner trop souvent en apologie de son sujet, et à la remarquable conférence de M. Coville, dont nous avons tenté de donner un rapide aperçu et qui a paru dans la 2^e série de *l'Armée à travers les âges, chefs d'armée* (Paris, Chapelot, 1900, in-12), volume de 330 pages, qui contient aussi une conférence sur Bugeaud, par M. Paul Lehugeur, professeur d'histoire au lycée Henri IV.

Joseph DURIEUX.

31 juillet 1900.

DÉMOLITION DES CHATEAUX DU RIBÉRACOIS

EN 1793

En séance publique, tenue à Périgueux le 21 brumaire an II, le Conseil général d'administration du département de la Dordogne arrête : « Qu'il » sera écrit à tous les districts pour qu'ils fassent connaître dans le plus » bref délai le nombre des châteaux qui s'y trouvent et qu'ils pensent devoir » être démolis. . . »

Le décret de démolition fut porté par le représentant du peuple Roux-Fazillac le 27 frimaire an II et mis peu de temps après à exécution, comme on va le voir par les procès-verbaux ci-après :

(Archives de la Dordogne, séries K. 431, p. 77, et L. 801.)

Liste des châteaux en partie démolis :

Ribérac, Montardy, Maroitte, Labarde, St-Just, Narbonne, Chadeuil, Tentillac, Latourblanche, Fongarnou, Jauvelle, Lafeuillade, Cherval, la Vachardie, Lavigerie, Fontaines, Champagne, Versat, Lage, Celle, Coutures, Verteillac, St-Martial Viv., Vendoire, Laguillermie (Auriac-de-B.), Tial (Nanteuil), Bouteilles (Larichardie), Luzignac (Cherval), Chatillon (St-Paul Lizonne), Allemans (Cluzeau), Epeluche (Chaban), Burée (Miremont), La Rigalle (St-Aulaire).

Verbaux faits par les commissaires chargés de faire la visite des cantons à l'effet de la démolition de toutes les fortifications, crénaux, etc., un cahier, série L. 801.

RIBÉRAC. L'an II de la Républ. et le 18 nivôse... nous Bernard Lacour, membre du conseil de l'administration du directoire du district de Ribérac, commissaire nommé par lad. administration par son arrêté du 12 du courant, en conséquence duquel et par vertu de l'arrêté pris par le représentant du peuple Roux Fazillac en date du 27 frimaire dernier... lesquels nous ont dit qu'il n'existoit dans l'étendue de cette commune d'autres châteaux que celui dit de Ribérac appartenent à la citoyenne Elizabeth Brasset V^e Durbin, nouvelle acquereuse de la ci-devant terre de Ribérac, ainsi qu'il apert de l'exposition du contrat dans la salle du tribunal, lequel ne fait point mention du domicile de lad. acq^{se}; et de suite le conseil municipal ayant désigné les citoyens maire et Banastont, officier municipal, pour nous accompagner dans la visite et examen du d. château, nous nous y sommes transportés ensemble, et après l'avoir parcouru avec le plus grand soin et en avoir fait l'examen le plus réfléchi, nous aurions remarqué qu'il présentait par sa masse, son élévation, l'épaisseur de ses murs, ses tours et tourelles

et par son ensemble un édifice menaçant par sa force, en conséquence nous avons designé à la démolition les objets qui suivent :

1° Démolir le pavillon d'entrée servant de corps de garde, on pourra laisser subsister le mur extérieur qui donne au nord dans lequel est la porte d'entrée.

2° Démolir la tourelle attenante.

3° Idem la tour servant de colombier.

4° Idem toute la partie dite vieux châteaux, qui comprend tous les baptimens élevés, sauf le corps de logi qui donne sur le marché à cochon, le pavillon attenant devant être démoli étant un ouvrage élevé et menaçant, on laissera aussi la partie de baptimens adossé au vieux châteaux et dans laquelle est la terrasse, lad. terrasse devant subsister attendu que sa démolition entrèneroit un éboulement de terre qui obstruirait le marché au cochons. De tout quoy nous avons dressé le procès verbal en présence et de conseil avec led. maire et officiers municipaux lequel sera notifié par nous à lad. Elizabeth Brasset Vve Durbin dans la personne du citoyen Faucher, fermier de la terre de Ribérac...

DARENNE *maire*, B. LACOUR, DELAITRE, LABONNE.

MONTARDY. Du 19 nivôse II^e année de la Rép. nous Bernard Lacour, assisté du citoyen Delaitre et Labonne, nous nous sommes transportés de lad. ville de Ribérac dans le bourg et commune de Brassac, chambre où se tiennent les séances municipale, lesquels (officiers municipaux) nous ont fait réponse n'avoir connaissance qu'il existe dans lad. commune que deux châteaux, l'un appelé Montardy appartenant au citoyen Dulaud, et l'autre appelé Moiratte ayant appartenu à Rouan Chabot émigré, de suite nous sommes party de la présente chambre commune, accompagné des officiers municipaux et nous sommes conduit aud. châteaux de Montardy où étant y avons fait rencontre dud. citoyen Dulaud, auquel nous avons fait connaître notre mission, d'après quoy l'avons parcouru dans l'intérieur, et fait le tour d'iceluy, et après un examen le plus réfléchi, avons remarqué une terrasse formant une grande cour, bordée d'une muraille à la partie méridionale ; en forme de courtine à l'extrémité occidentale est situé un vaste fossé traversé d'un pont en pierre tenant place d'un pont levé bordant l'entrée dud. château, laquelle entrée est au portail (en forme de portique romain) dominé par des créneaux, un donjon, une tourelle, deux pavillons garni de créneaux et de canonières situé à la droite et à la gauche dud. pourletour assorti de caves souterraines ayant différentes issues, annonçant par son ensemble une force supérieure ; à l'occident est un corps de logis, tenant à un des pavillons et à celui qui est du côté du midy : le même corps de logi entouré à la partie supérieure de chapiteaux en forme de galerie ; avons en outre remarqué au-dessous du même corps de logi, une

cave souterraine, voûtée comme aussi une grande terrasse attenante aud. corps de logi, de même qu'un autre terrasse faisant la séparation du jardin et le pont, en conséquence avons désigné de conseil avec lesd. municipaux, la démolition des objets dont est cy-dessus fait mention excepté led. corps de logi, attendant aud. pavillon.

1^o Il sera démoli toutes les terrasses de fond en comble.

2^o Démolir le pont et combler le susd. fossé.

3^o Démolir toute la façade de la grande cour tels que portail, pavillons, donjon, tourelles, crenaux et courtines.

4^o Nivelier la partie supérieure dud. corps de logi réservé.

5^o Comblir les caves du même corps de logi toutes autres souterraines et enfin que le tout soit a l'unisson ; dont et de tout nous en avons fait et dressé le présent procès-verbal en présence des municipaux qui sera par nous notifié aud. Dulot pour qu'il n'en ignore, lequel nous enjoignant conformément aud. arrêté de commencer lad. démolition le vingt trois du courant, jour connu sous le nom de dimanche, en présence de la municipalité du présent lieu, et de continuer jusque à la perfection de la susd. démolition, faute de quoy et led. delay passé il y sera pourvu conformément aud. arrêté. Fait aud. lieu de Montardy led. jour que dessus Lespinasse, maire, B. Lacour, Rainaud offr. m, Delaitre, Labonne.

Notifié par nous commissaires susd. et soussignés au citoyen Dulot, l'extrait du procès verbal ci-dessus et des autres parts avec enjonction de si conformer, aud. lieu de Montardy led. jour 19^e nivôse parlant a lui.

B. LACOUR, LABONNE, DELAITRE.

MOIRATTE. Du vingt nivôse II^e année de la République française une et indivisible, nous Bernard Lacour, Delaitre et Labonne, commissaires susd. et soussignés, toujours par vertu et en exécution de l'arrêté dud. jour vingt sept-frimaire dernier du représentant du peuple Roux Fazillac et de celui de l'administration dud. jour douze du courant, sommes party du présent bourg de Brassac (ou nous avons couché) accompagné dud. maire et officiers municipaux et nous sommes conduit aud. châteaux de Moiratte situé dans la présente commune, ayant appartenu à Rouan Chabot, émigré, ou étant avons remarqué que le même châteaux est composé de tours très élevées garnies de crenaux, donjon, terrasses, courtines, remparts, cachot, souterrain bordés de grand fossé, traversé par un pont en pierre tenant place d'un pont levi, le tout ensemble forment une forteresse très menaçante et notamment par sa position. En outre avons remarqué à l'entrée de la grande cour une tour aussi assortie de crenaux de même que le dessus du portail de lad. entrée, pour le fct de quoy et après avoir eus fait toutes les perquisitions qui nous ont été possibles, de conseil avec les officiers municipaux avons ordonné la démolition des objets suivants :

1° Il sera démoli le susd. châteaux, tours, crenaux, cachot, et généralement tout ce qui forme cet édifice menaçant.

2° Les susd. fossés seront comblés de même que les souterrains.

3° Et enfin il sera démoli la tour qui est accolé du susd. portail, ainsi que le dessus de ce dernier objet. De même que toutes les murailles du jardin en forme de ramparts avec deux tours comprise dans lesd. ramparts, dont le tout nous en avons fait et dressé le présent procès-verbal en présence desd. municipaux pour valoir conformément à l'arrêté du représentant du peuple Roux Fazillac, art. douze, laquelle démolition commencera le trente du courant, jour connu sous le nom de dimanche en présence de la municipalité et en conformité dud. article douze, et pour l'exécution d'icelui il sera par nous envoyé le présent procès-verbal au directoire du district incessamment et ont signé avec nous :

LESPINASSE, maire, LABONNE, DELAITRE, RAINAUD offr. m, B. LACOUR.

Maison de LABARDE, commune de Creyssac (P. Conte-Larichardie) dudit jour 26^e nivôse 2^e année... nous nous sommes transportés (les mêmes commissaires que ci-dessus) au bourg et paroisse de Creyssac... avons fait la rencontre du citoyen Conte-Larichardie... en conséquence l'avons interpellé de nous déclarer s'il a connoissance qu'il existe dans la présente commune des châteaux assortys de tours, crenaux, terrasses, courtines et autres édifices élevés représentant la force et la puissance particulière ; lequel nous a fait reponse ne savoir ni connoître d'autre objet représentant la féodalité, qu'une tour assortie de crenaux attenante a sa maison apellée de Labarde située dans la présente commune, et quelques crenaux autour de celle qu'il habite au même lieu ; a ces fins et pour nous en convaincre nous sommes tous ensemble party de la présente chambre et nous somme conduis aud. lieu de la Barde ou étant avons examiné le susd. bâtiment avons en effet trouvé qu'il existe a côté et attenant d'une desd. maisons du citoyen de la Richardie avec tour assortie de crenaux, et autour de celle ou il habite plusieurs ornemens en pierre et forme de crenaux. En consequence et de conseil avec led. Larichardie, en exécution de l'article 4 dud. arrêté, nous avons ordonné : 1° que la tour et crenaux dont est ci-dessus fait mention sera démoli jusque au niveau d'une grange ou écurie qui y est attenante. 2° Enfin que les pierres ou avencemens en forme de crenaux qui sont autour de la maison habitée seront coupées au même niveau des murs. Donc, et du tout nous en avons fait et dressé le présent procès verbal, en présence dudit citoyen Larichardie, lequel nous enjoignons de faire procéder au commencement de cette démolition, le vingt trois du courant, jour connu sous le nom de dimanche et de continuer jusqu'à sa

perfection ; faute de quoy et led. delay passé il y sera pourvu conformément aud. arreté. — Fait au lieu de la Barde led. jour que dessus et led. Larichardie officier municipal signe avec nous. LABONNE, LABONNE, P. CONTE LARICHARDIE, off. m., B. LACOUR.

Maison de SAINT-JUST, commune de Saint-Just. Du 21 nivôse an 2^e (mêmes commissaires)... les officiers municipaux nous ont fait reponse navoir de connoissance quil existait d'autre châteaux et maison annonçant la féodalité que la maison appelée de St-Just appartenant à la citoyenne Julie Des Escot et le chatau appelé de Narbonne ayant appartenu au nommé Bertin emigré ; a l'instant somme party de la presente chambre accompagnés desd. officiers municipaux et nous sommes transporté aud. lieu et maison de St-Just, la etant lavons parcouru tant dans son intérieur qu'extérieur, ce faisant avons remarqué sur les trois coins dicelle, trois petits pavillons assortis de crenaux, lesquels crenaux de conseil avec lesd. municipaux nous avons ordonné le demolissement de sorte que lesd. pavillons seront nivellés a lad. presente maison, dont et du tout nous en avons fait et dressé le present procès verbal ; et attendu labsence de lad. ci'oyenne Julie des Excot, aretons quil luy sera par nous notifié en la personne de Jeanne Borte sa servante avec intimation de comencer lad. démolition ; faute de quoy il y sera pourvu conformément aud. arreté. Fait aud lieu de St-Just led. jour que dessus et ont lesd. municipaux signé avec nous.

RIGAUDIE, maire ; Jean JUST, off. m., DELAITRE, LABONNE, LACOUR.

Pour extrait :

(A suivre).

H. B.

Deux planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente le château actuel de Trélissac ; — et la 2^e le Château de Caussade.

Le Gérant responsable J. BOUNET.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXVII. — SIXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER

—
Novembre-Décembre 1900.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON.

Séance mensuelle du jeudi 4 octobre 1900.....	421
— du jeudi 8 novembre.....	428
Une brique romane ornée (M. Alcide DUVERNEUIL).....	438
Note rectificative sur les seigneurs de Chavagnac en Sarladais (M. Ph. DE BOSREDON).....	439
Privilèges concernant les maîtres de forges (M. le comte DE SAINT SAUD).....	450
Les Croquants à Bergerac en 1637. — Violation des sépultures de l'église Saint-Jacques (M. DU RIEU DE MAYNADIÉ). ..	453
Lettre attribuée à M. de la Closure, médecin d'Aubeterre, sur la maladie de M. l'évêque de Sarlat, François de Salignac (M. Ferd. VILLEPELET).....	457
VARIA. — Démolition des châteaux du Ribéracois en 1793 (Suite) (M. H. B.).....	463
NÉCROLOGIE. — M. Georges Passermard (M. Gabriel LAFON). ..	471
— M. Fargeot (M. MÈGE-LAVIGNOTTE).....	474
Table alphabétique et analytique (M. le comte DE SAINT SAUD).....	476

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 octobre 1900.

Présidence de M. de ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, Féaux, Lespinas, Mandin, Marchadier, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Le *Journal des Savants*, cahiers de juillet et d'août 1900, deux fascicules, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1900, 1^{re} livraison, in-8°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale ; où se lit à la page LVII le compte rendu par M. de Lasteyrie d'un mémoire de M. de Roumejoux sur une maison de Cahors ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, deuxième série, tome XX, deuxième trimestre de 1900, avril-mai-juin, in-8°, Poitiers, Marche et Lévrier, Bonamy, libraires-éditeurs ; contenant, p. 536, un rapport de M. Alfred Richard sur une trouvaille de 99 écus d'or, des xv^e et xvi^e siècles, faite à Brigueil-le-Chantre (Vienne), dans un *escaufaille* ou boule à chauffer les mains à l'usage du curé de Brigueil.

A propos de ce rapport, le P. de la Croix signale un objet de même

nature que celui qui servait de réceptacle aux pièces d'or de Brigueil et qui est conservé à Nantes dans la collection de M. Pied. Il est en bronze et se compose de deux hémisphères que l'on réunit comme celui-ci à l'aide d'un écrou à vis intérieur.

Ce qui fait le grand intérêt de cette dernière sphère, c'est qu'outre la décoration spéciale dont elle est ornée, elle porte une légende qui ne laisse aucun doute sur sa destination :

Que je puisse glacé, du feu brûlant éprit,
Ame et corps échauffer du benoit Sainet-Esprit.

M. Pied croit que pour échauffer ce récipient, dont il attribue l'usage aux religieux de Saint-Bertin de Saint-Omer, on y enfermaient de la cendre chaude ; cette opinion peut se soutenir, dit M. Richard, vu le soin pris par l'ouvrier de faire joindre hermétiquement les deux parties de la sphère ; mais il nous paraît aussi possible qu'elle contînt une brique ou pierre, percée d'un trou laissant passer la vis, laquelle l'empêchait de toucher aux côtés de la sphère, qui aurait ainsi été chauffée par l'air chaud et non par le contact avec l'objet que l'on y introduisait. (Voy. PIED, *Une bouillotte en bronze ou chaufferette à mains du xvi^e siècle*, 1896) ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XX^e volume, 5^e livraison, 1^{er} septembre 1900, in-8°, Saintes, M^{lle} Camille Isambart, libraire ;

La *Revue de l'Agenais*, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 27^e année, juillet-août 1900, in-8°, Agen, Imprimerie et lithographie Ageraises ;

La *Revue Epigraphique*, 22^e année, n° 98, juillet-août-septembre 1900, avec planches, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

De M. Hermann, le journal *l'Avenir illustré* du 16 août 1900, contenant sa notice intitulée : *Le Roman d'un Conventionnel périgourdin en mission aux armées* ;

De M. Féaux, le n° du 6 septembre 1900 du même journal contenant son article sur *L'Oie*, signé Lapierré ;

Et de M. Dujarric-Descombes, le *Journal de la Dordogne* du 11 septembre dernier, où est publié son article *De la germination des grains antiques*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes* d'oc-

tobre, où sont indiquées : une lettre du comte de Fleurieu, ministre de la marine de Louis XVI, relative à l'Observatoire de Marseille, et datée de Paris le 28 octobre 1783 ;

Une pièce signée de Jean de Gontaut, baron de Biron et de Saint-Blancart, fils du maréchal Armand de Gontaut-Biron, datée de Paris le 15 juillet 1614 ;

Une importante pièce historique, sur parchemin, datée de Paris le 22 novembre 1629, par laquelle le roi Louis XIII ordonne que la citadelle et les autres fortifications de la ville de Bergerac soient rasées et démolies aux dépens des habitants. Le sieur de La Brousse tiendra la main « que les ostages baillez par les ditz habitants à nostre cher et bien aimé » cousin le duc d'Espernon, gouverneur et nostre lieutenant » général en Guyenne soient mis en liberté par ceux qui les » ont en garde sans attendre aultre plus expresse permission » de nostre volonté » ; LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL achètera ce document pour les Archives départementales ;

Une pièce de vers en l'honneur du chevalier Mabru, signée du célèbre acteur de la Comédie-Française, Pierre Lafon, de Lalinde, et datée de Boulogne-sur-Mer le 30 septembre 1837. Elle débute ainsi :

Sur le marbre et l'airain se gravent les hauts faits :
Non, Mabru, ce n'est point sur des feuilles légères,
Avec quelques vers éphémères,
Que l'on doit célébrer d'un chevalier français
Les glorieux travaux, les vertus militaires.

Et une jolie lettre du comte de Sainte-Aulaire, homme d'Etat, littérateur et diplomate, à Talleyrand, où il le prie de l'excuser de ne pas accepter son invitation : « Mais avant une » semaine ou deux, je ne me sentirai pas la force de soulever le plomb qui pèse sur moi. Le monde me fait mal et » peur. » Il lui sait gré de sa bienveillante indulgence qui l'a encouragé « depuis bien longtemps à vous regarder tout » autrement que le monde. »

M. Adrien DURAND DE CORBIAC, élu dans une séance précédente, adresse ses remerciements à la Société.

M. FÉAUX entretient l'assemblée d'une excursion que M. Charles Aublant et lui ont faite, le 9 septembre dernier, au village de Planèze, près de Neuvic, où tout récemment, en extrayant de la pierre dans une carrière ouverte anciennement, à l'extrémité d'une sorte de promontoire, les ouvriers découvrirent une chambre communiquant avec deux autres par un couloir étroit. Le propriétaire, M. François Maze, ayant trouvé dans la première de ces chambres des ossements et quelques fragments de poteries, se crut en présence d'une caverne préhistorique ; mais, nous dit M. Féaux, ces ossements, provenant d'animaux domestiques, étaient tout modernes, et les poteries sont du moyen âge ; il n'y a donc là rien de préhistorique ; il s'agit d'un simple *cluseau* de petite dimension, avec chambre, couloir et puits d'aération, ce dernier aujourd'hui comblé, de même que l'entrée, par des éboulis.

M. François Maze se propose de faire déblayer l'accès et le puits d'aération de ce nouveau *cluseau*, dont nos confrères ont le projet de relever ensuite le plan.

M. LE PRÉSIDENT nous signale aussi un *cluseau* à peu près d'égale dimension, ayant trois petites salles, au château de la Faye, près d'Auriac de Montignac.

M. FÉAUX nous parle ensuite de la publication que vient de faire M. Adrien de Mortillet d'une troisième édition de l'ouvrage de son père intitulé : *Le Préhistorique*, petit in-8°, de 700 pages avec 121 figures, librairie Reinwald, Schleicher frères, Paris.

En parcourant rapidement ce volume, notre studieux confrère a cru voir que, sans doute faute de renseignements, M. Adrien de Mortillet n'y a pas donné au Périgord une place suffisamment large ; il y a aussi quelques erreurs. M. Féaux a le dessein de faire, pour notre *Bulletin*, une analyse du livre de M. de Mortillet, au point de vue périgourdin seulement, bien entendu, et de réfuter notamment l'opinion de l'auteur au sujet de la sépulture quaternaire de Raymonden.

M. Amédée GRENIER nous envoie la liste des chartes con-

cernant le Périgord et faisant partie autrefois de la collection Jules Delpit, dont il nous avait parlé à la séance du 9 novembre 1899. Ces pièces, au nombre de 45, ont été achetées par la ville de Bordeaux, déposées aux Archives municipales et inventoriées par M. Ducaunnès-Duval, archiviste de la ville. L'énumération que veut bien nous communiquer M. Grenier sera publiée dans nos *Varia*.

Notre confrère profite de l'occasion pour se plaindre de ce qu'aucun membre de la Société ne lui envoie de renseignements dont il aurait besoin sur la Chartreuse de Vauclaire et sur la vie peu connue du général Roger.

M. le chanoine BRUGIÈRE nous demande également, pour un marianite de Paris présentement à Périgueux, des informations sur le P. Chaminade, fondateur du petit séminaire de Mussidan, au xviii^e siècle, dont on a le dessein de publier une biographie complète.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, dit qu'après avoir consulté la brochure de M. l'abbé Chaminade sur son parent, on trouverait peut-être quelques indications dans trois registres qui sont restés aux archives de l'hôpital de Mussidan et dans six layettes de papiers du xvii^e et du xviii^e siècle, qui ont été versés au dépôt départemental, l'année dernière, par ledit hôpital et comprennent des titres de propriété, de créances, de rentes constituées et des obligations aujourd'hui éteintes, des donations, testaments, des comptes d'administration, des quittances, des billets d'entrée, des procès, etc. Le P. Chaminade pourrait figurer dans quelques-unes de ces pièces.

Il y avait même, dans ce versement, ce qui pourra faire plaisir à M. Grenier, un registre des Chartreux de Vauclaire, de 1627, qui est le répertoire des titres concernant les droits de dîmes et les autres biens appartenant au couvent de Vauclaire, dans la paroisse du Pizou.

Passant à un sujet humoristique, notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous rappelle la provenance périgourdine de la variété de poires dites d'Angôisse.

Cette espèce de poires, nous dit-il, très âpre même quand elle est arrivée à sa complète maturité, est appelée dans certains pays trivialement, mais énergiquement des *serre-gueule*, parce qu'elle cause l'*estranguillon*.

Par analogie on donnait autrefois son nom à un instrument de torture dont on se servait pour bâillonner quelqu'un. Introduit dans la bouche du patient, il s'ouvrait au moyen d'un ressort et étouffait complètement les cris. L'invention en serait due à un officier au service de l'Espagne au temps de la Ligue. C'était, dit d'Aubigné, « une sorte de cadenats faits en forme de poires, aussi les appeloit-il poires d'Angoisse ».

De là est venue, au figuré, l'expression familière, « avaler des poires d'angoisse » pour signifier subir des mortifications, de vifs déplaisirs, comme dans ce passage de la *Comtesse d'Escarbagnas* de Molière :

Je vous présente des poires de bon-chrétien pour des poires d'angoisse que vos cruautés me font avaler tous les jours.

Au xv^e siècle, Charles d'Orléans employait déjà leur signification figurée pour désigner le pire des festins.

..... Il n'a que poires d'angoisse
Au matin pour se desjeuner,
Qui tant le refroidist et froisse
Qu'il ne peut santé recouvrer.

Et Villon se plaignait, dans sa prison, de :

Manger d'angoisse mainte poire.

Le siècle suivant, Rabelais, dans sa *Pantagruëline* pronostication annonçait de la sorte de mauvais jours :

Le sousil et l'ancolie croistront plus que de coutume, avecques abundance de poires d'angoysse.

C'est dans le même ordre d'idées que la poire en général devint pour Louis-Philippe, comme on l'a dit, une véritable « poire d'angoisse ». Qui aurait pensé que sous le gouvernement de ce monarque un fruit si bon, si inoffensif en apparence, pût avoir un rôle presque révolutionnaire ?

Il ne faudrait pourtant point se figurer que la poire d'angoisse ait été nommée de la sensation que son extrême âpreté fait éprouver. Son nom lui est venu du bourg d'Angoisse en Périgord, où elle fut trouvée par un paysan à une époque très ancienne.

C'est Ménage qui nous l'apprend dans ses *Origines de la langue française*, Paris, Courbé, 1650, page 46 :

Angoisse, sorte de poires. J'avais toujours cru, dit-il, que ces poires avoient été ainsi appelées à cause qu'elles sont de mauvais goust et qu'elles prennent à la gorge ; mais j'ay appris depuis peu dans une chronique de Limousin que M. Du Puy, conseiller d'Estat et garde de la bibliothèque du Roy, m'a fait voir qu'elles estoient ainsi nommées d'un village du Limousin : Anno 1094. *Repertum est genus pyri agrestis a rustico in ejus agro. Fructum vulgò nominant PYRAS d'ANGOISSE. Vicus enim sic vocatur et est in Lemovicino, non longe à monasterio S. Aredii, quod dicitur. S. Irier.*

Bien peu de personnes paraissent se douter aujourd'hui d'une pareille origine. Littré, constatant son oubli, observe avec raison qu'« il n'est resté que le sens d'angoisse à une poire d'un goût qui serre la gorge ». Aussi bien Lacurne de Sainte-Palaye trouvait que c'était chercher trop loin l'origine de sa dénomination.

Cependant le chroniqueur qui le premier l'a divulguée la connaissait mieux que personne ; nul n'était plus autorisé à parler d'Angoisse et de ses poires : car il était natif des environs, de Clermont-d'Excideuil : c'était notre compatriote Geoffroy du Breuil, prieur de Vigéois, dont la chronique latine devait être éditée sept ans après le livre de Ménage par le père Labbe (*Bibliotheca nova manuscriptorum librorum*, II, p. 279-342).

On continuera néanmoins longtemps à croire que la poire d'Angoisse doit son nom à son âpreté, et l'instrument inventé par le capitaine Gaucher à sa forme d'abord, puis à la douleur qu'il causait.

Il n'en est pas moins vrai, dit en terminant M. Dujarric, que ce fruit fameux, qui ne jouit point de la réputation de la poire de Marsaneix, si appréciée quand elle est

cuite (1), a été trouvée à la fin du ^x^e siècle dans la paroisse d'Angoisse, alors en Limousin, aujourd'hui en Périgord, canton de Lanouaille. Il est surprenant que dans la notice historique qu'il a consacrée à la commune d'Angoisse (*Bulletin*, IV, p. 187-190), M. de Laugardière ait passé sous silence la poire qui l'a illustrée.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes successifs à mains levées M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Paul Le Brun, curé de Lembras, par Bergerac, présenté par M. Adrien Durand de Corbiac et M. Jean Dupuis ;

Et M. François Maze, propriétaire à la Source, commune de St-Germain-du-Salembre, par Neuvis-sur-l'Isle, présenté par M. Féaux et M. Aublant.

La séance est levée à une heure et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 8 novembre 1900.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Fernand de Bellusière, Elie de Biran, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Lespinas, l'abbé Liffort, Mandin, de Roumejoux et Villepelet.

(1) On connaît le refrain populaire qui proclame le mérite des poires de Marsaneix :

Tous pérours, mo bouno vieillo,
Soun pitis, mâ soun bien bous.
Fay lous coueyré, mo bouno vieillo,
Fay lous coueyré, siron plus bous.

Se font excuser de ne pas assister à la séance, MM. Féaux. le comte de Saint Saud et du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort inopinée, causée, ces jours-ci, par un accident de voiture, aux environs de Villeneuve-sur-Lot, de notre éminent confrère M. le général Bernard de Boysson, commandant le 13^e corps d'armée à Clermont-Ferrand, commandeur de la Légion d'honneur, qui avait les plus brillants états de services. Nos études, et tout ce qui se rattachait au Périgord, avaient pour lui un vif intérêt ; dans une de ses anciennes garnisons, il assistait, quand il en avait le loisir, aux séances de la Société archéologique de Montauban, et même aux excursions. Il tenait à avoir au complet la collection de nos annales.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets à l'occasion de cette mort prématurée.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

Les Comptes rendus des séances de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, de l'année 1900, bulletin de juillet-août, in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ; où p. 375, dans le Rapport de M. Salomon Reinach sur les ouvrages envoyés au concours des Antiquités de la France, nous lisons que notre correspondant M. le capitaine Espérandieu obtient la sixième mention pour son catalogue des *Inscriptions antiques du musée Calvet*, à Avignon, et nous l'en félicitons ; — et où p. 437 M. Léopold Delisle résume une savante *Etude critique sur l'origine du saint Suaire de Lirey-Chambéry-Turin*, communiquée au dernier Congrès de Sorbonne, dans laquelle M. le chanoine Ulysse Chevalier démontre la fausseté de cette relique de la Passion, fabriquée frauduleusement au milieu du xiv^e siècle, dans un atelier champenois ;

La *Revue des Études grecques*, tome XIII, n° 52, mai-juin 1900, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

La *Tradition*, revue internationale du folklore et des sciences qui s'y rattachent, n° de septembre et d'octobre 1900, deux fascicules in-8°, Paris, Emile Lechevalier, libraire ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XII, n° 168, premier trimestre de 1900, in-8°, Orléans, Herluison ; Paris, Lechevalier, libraires, éditeurs ;

Le *Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, troisième série, tome VIII, quatrième fascicule, in-8°, à Nevers, chez M. Mazeron, libraire, 1900 ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive*, tome XXII, 3^e livraison, juillet-septembre 1900, in-8°, Marcel Roche, imprimeur, contenant, p. 329, la suite des *Études sur Bertrand de Born, sa vie et son siècle*, par notre confrère M. Richard de Boysson ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 3^e livraison 1900, juillet août-septembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, administrative et commerciale, contenant un mémoire sur *La Haute-Dordogne et ses gabarriers*, par M. Eusèbe Bombal, qui indique, p. 311, l'itinéraire des gabarriers de Bort à Bergerac et les passages dangereux ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Études du Couserans*, septième volume, n°7, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1900 ; contenant d'instructives *Études d'Ethnographie préhistorique*, par M. Piette ;

L'*Éloge du docteur Bordes-Pagès* (1815-1897), prononcé à la réunion de la Société des Études du Couserans tenue à Seix le 19 juillet 1900, par le vicomte de Begouen, l'un des vice-présidents de la Société, in-8°, Saint-Girons, imprimerie typo-lithographique Vergé, 1900 ;

La *Revue des Langues romanes*, tome XLIII, n° 3-4, mars-avril 1900, un fascicule in 8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur ;

Les *Mémoires et Comptes rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1899, tome XXX, Alais, typographie Brabo, 1900 ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1900 (octobre), 135^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Dujarric-Descombes, le *Journal de la Dordogne*, du 5 octobre 1900, où a paru son article sur le télémicroscope et

le microscope solaire simplifié, de l'invention de M. l'abbé A. Deschamps, curé-doyen de Beaumont-du-Périgord ;

De M. Gabriel Lafon, le *Journal de la Dordogne* du 26 octobre 1900, contenant son article sur *Le calat préhistorique* découvert par M. Emile Rivière dans la grotte de La Mouthe, près Les Eyzies ;

Et de M. Rabois-Bousquet, le premier numéro daté du dimanche 4 novembre 1900 d'un journal républicain qu'il fonde à Bergerac sous le titre : *Le Petit Bergeracois*, et qui paraîtra le jeudi et le dimanche.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie aussi sa *Revue des Autographes* de novembre, où se lisent quelques noms se rattachant à notre province :

1° Une lettre de Pons de Lauzières, marquis de Thémynes, maréchal de France, à J.-N. de Caumont La Force, datée de Paris le 23 mars 1614. « J'ai sceu comme vous aviez satisfait » au desir de la Reyne et noumé trois de vos amis afin que » Sa Majesté pregne celui qu'elle ara acréable. » Comme MM. de Gramont, de Mieusan et de La Force procéderont de la même manière, il devra donner à son représentant les pouvoirs qu'auront ceux de ces personnages ; il se propose même pour défendre les intérêts de son « cher frère ». (On sait que La Force avait essayé d'arrêter la Cour dans sa marche sur Bordeaux et que le traité de Loudun stipula pour lui une abolition spéciale) ;

2° Une lettre de Gabriel-Marie de Talleyrand, comte de Périgord, du 9 avril 1770, au comte de Thorenc, où il lui mande que son frère n'a pu réussir auprès de l'archevêque de Reims (Charles de la Roche-Aymon) dans sa négociation pour l'abbé de Villeneuve ;

3° Et deux lettres du comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur à Rome, à P. Lemoine, datées, l'une du 3 mai 1832 à Milan. Il ne peut faire mettre à la raison le duc de Modène (fort hostile au gouvernement de Louis-Philippe) ; mais il lui promet de l'aider à faire élever un monument en l'honneur du pein-

tre Claude Lorrain ; — l'autre de Rome en 1833. Il l'invite à venir se réconcilier avec le peintre Horace Vernet.

M. LE PRÉSIDENT est heureux de nous annoncer que notre Société a obtenu une médaille d'argent à l'Exposition universelle de 1900, comme on peut le lire au *Journal officiel* du 18 août, classe III, *Enseignement supérieur, institutions scientifiques*. Cette nouvelle récompense sera un encouragement pour nous.

M. DE SAINT SAUD nous mande qu'on lit à la page 312 du *Bulletin* de cette année, dans la monographie si nourrie de M. Decoux Lagoutte : « Sur le territoire de Trélissac, à un » endroit que je ne puis déterminer, il y avait un prieuré de » femmes appelé de Sept-Fonds. » Le *Dictionnaire topographique* de de Gourgues dit que ce prieuré est dans Trélissac, la carte actuelle du département nous donne en gros caractères un village de ce nom dans la même commune. En réalité, il n'y avait dans Trélissac qu'une terre de ce nom ; le prieuré était dans Cornille, au lieu appelé encore *Septfonds*, proche du reste du précédent. C'est ce que nous dit la bonne carte de Belleyme.

M. l'abbé ACHARD, ne pouvant assister à la réunion, écrit au Président pour lui soumettre une idée qui, croit-il, peut rendre quelques services :

« Souvent, dans mes courses à travers le Périgord, il m'est arrivé de passer, sans le savoir, près d'une ruine, d'un objet ancien que j'aurais été heureux d'examiner, et surtout de photographier. De plus, grâce au temps, destructeur de toutes choses, aussi bien qu'à l'incurie et au vandalisme, nous perdons la trace de bien des curiosités archéologiques, dont le souvenir finit même par s'effacer. Je voudrais donc d'abord que tout ce qui peut intéresser notre Périgord au point de vue archéologique fût plus connu, et ensuite que le souvenir en fût conservé par la photographie.

» Pour atteindre ce double but, voici quel serait mon plan :

» 1° Par un avis en tête du *Bulletin*, on ferait appel à tous les membres de notre Société, habitant le Périgord.

» 2° On nommerait un ou plusieurs membres par canton, chargés de dresser une liste des châteaux, ruines, objets d'art qu'ils connaîtraient dans leur commune ou leur canton.

» 3° Ces listes seraient envoyées à l'un d'entre nous (votre serviteur, si vous le désirez), qui en ferait une liste unique par communes, cantons et arrondissements.

» 4° Cette liste serait imprimée dans les deux ou trois dernières pages de chaque *Bulletin*, que l'on réserverait à cet effet.

» 5° Il serait facile d'ajouter un supplément à cette liste, si plus tard de nouvelles communications étaient faites.

» 6° Un appel serait fait en particulier aux membres de la Société amateurs-photographes pour les engager à tirer des clichés de tous ces sujets archéologiques dont ils enverraient une épreuve à notre Société en un ou deux formats convenus, 9×12 et 13×18. Cette collection ne serait pas à dédaigner.

» Telle est mon idée, je vous la soumets ; puisse-t-elle trouver faveur auprès de vous et de messieurs les membres de la Société réunis jeudi prochain. »

Plusieurs membres font remarquer avec raison que la chose a été faite dès l'origine de la Société et n'a pas réussi. Un questionnaire archéologique fort détaillé a été distribué en grand nombre dans tous les cantons du département et même dans beaucoup de communes : on y a peu répondu. Il est à craindre qu'une nouvelle tentative ne soit pas plus heureuse. Maintenant, M. l'abbé Achard pourrait nous rendre de vrais services, et nous lui en serons reconnaissants, en formant pour son compte un album de photographies de tous nos vieux monuments qu'il visitera. Il pourrait même à l'occasion les accompagner d'un texte, et nous fournirait ainsi une précieuse provision de matériaux pour notre *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT nous fait ensuite la communication suivante :

« Nous avons pu faire quelques fouilles dans le cimetière

de Condat-sur-Trincou ; avec M. Sarlande, notre confrère, et M. le curé de Condat, nous avons été assez heureux pour trouver une série de cercueils de pierre, tous orientés de l'ouest à l'est. Ces cercueils de dimensions diverses, avaient été violés, un seul était intact et recouvert de son couvercle. C'était la sépulture d'un enfant ; nous n'avons trouvé aucun objet accompagnant le corps. Ces tombes en forme d'auges plus larges à la tête qu'aux pieds n'étaient pas à plus de trente ou quarante centimètres du sol. Elles sont chargées ou décorées, comme on voudra, de stries. Ces stries sont la marque d'une haute antiquité. Nous nous réservons de donner plus de détails quand nous aurons fouillé davantage ce cimetière et trouvé, ainsi que nous l'espérons, des sépultures complètement inviolées. »

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. Adalbert DU SOULAS raconte au Président une visite qui l'a vivement intéressé au saint Suaire de Cadouin, faite en compagnie de M. l'abbé Magat, curé de Calès. Notre confrère pourra compléter ses impressions en lisant l'histoire de cette relique de la Passion dans la Notice historique de M. de Gourgues et dans l'introduction de M. Martial Delpit placée en tête de son *Essai sur les anciens pèlerinages à Jérusalem*. Quant aux beaux manuscrits liturgiques, ils ont été l'objet de savantes études publiées en 1887, 1890 et 1892, dans la *Semaine religieuse* du diocèse et ailleurs, par M. l'abbé Eugène Chaminade.

Le mot que notre confrère M. du Soulas, à la fin de sa lettre, croit être un nom patronymique, est un simple prénom diminutif de *Front*.

M. Georges Musset, bibliothécaire de la ville de La Rochelle, écrit aussi au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour le prier d'identifier quelques noms de lieux situés en Périgord et indiqués dans le cartulaire de Saint-Jean-d'Angély dont il prépare la publication. Quelques-uns sont faciles à déterminer ; d'autres le sont beaucoup moins.

Terra de Gamans. — Il y a deux Gamanson, dit M. Musset,

l'une commune de Saint-Laurent-des-Hommes, et l'autre commune de Saint Etienne-de-Double. Lequel est-ce ? Le Secrétaire général ne connaît que le premier, le grand, composé d'un village et d'un château appartenant autrefois à la famille de Gamanson et aujourd'hui à M. de la Bastide.

Pons-Doonis. — Serait-ce en Dordogne ou Charente, comme le laisserait penser la position de la charte. Quelle serait cette localité ?

Massum Daurellum. — *Podium Aibo* (Puy Albot). Il y a de nombreux Puy-Blanc dans le *Dictionnaire* de de Gourgues. —

Lavalada (Beaumont La Valade ?) Il y a également beaucoup de La Valade et une commune de ce nom entre Beaumont et Montpazier.

Loirac (Liorac). Il doit y avoir là une interversion, c'est Liorac, commune du canton de Lalinde.

Borderia de Fonte. Il y a des centaines de tènements du nom de Font.

« L'abbaye de Saint-Jean-d'Angély a-t-elle longtemps conservé ces possessions ? »

Même à l'aide du *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, les renseignements sont insuffisants.

M. Elie DE BIRAN nous donne ensuite connaissance des notes recueillies par l'abbé Lespine au sujet des troubles survenus à Bergerac pendant les années 1576 et 1577 ; elles corroborent et complètent en certains points celles qu'a publiées sur les mêmes événements M. Gustave Charrier, dans son recueil des *Jurades*.

Ces notes, où sont intercalées des lettres du roi de Navarre, seront insérées au *Bulletin*.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL apprend à l'assemblée qu'il a reçu ces jours-ci pour les Archives départementales d'un notaire de Rennes, qui les a trouvés dans son étude où il classait ses anciennes minutes, trois énormes registres sur papier, in-4°, des premières années du XVII^e siècle, contenant en minute originale le terrier des reconnaissances féodales des paroisses Saint-Lazare de Saussignac, Sainte-Marie de

Razac et Saint-Jean de Monestier, en faveur de messire Gabriel Nompar de Caumont, chevalier, comte de Lausun, et de son fils François. Ces pièces sont rédigées au château de Saussignac, de 1611 à 1614, par le notaire garde-note et tabellion royal Jacob Debesco.

M. l'Archiviste départemental a remercié, comme il convenait, le donateur qui désire garder l'anonyme.

M. DE SAINT SAUD nous adresse la question suivante :

On lit dans le numéro du 23 octobre de l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* :

Les peintres de Périgueux en 1727. — A la séance du 5 mars 1727, de l'Académie des sciences, on lut l'observation suivante envoyée par M. Bouchier, médecin à Périgueux, sur deux jumeaux ne faisant qu'un corps et une tête... nés le 31 janvier 1727 au faubourg Tournepiche de la ville de Périgueux. Le mémoire se termine ainsi : « Si j'avois trouvé un peintre en ce pays qui eut su tirer cette figure au naturel, je vous l'aurois envoyée ».

« Est-il possible qu'il n'y eût pas en 1727 un peintre de quelque talent à Périgueux ? L'état civil de Périgueux ou de sa banlieue mentionne-t-il cette double naissance, et en quels termes ? — V. A. »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL répond qu'il y avait justement dans ce faubourg de Tournepiche, paroisse de St-Georges, dès l'année 1692, et peut-être avant, un maître peintre, Pierre Gautier, dont on baptise l'enfant, Gabriel, le 28 février 1692 (GG. 158). Pendant tout le XVIII^e siècle, on suit une lignée de Gautiers, peintres. Le 25 juin 1730, est parrain dans la paroisse de Saint-Front un Antoine Gautier, « professeur en peinture » (GG. 90). Un peu plus tard, on note le décès en nourrice au village de Foncroze, paroisse de Champcevinel, d'un enfant de M. Pierre Gautier, « peintre académicien », bourgeois, et de d^{lle} Catherine Desmoulins, habitants des faubourgs de Tournepiche (E suppl. 15.-GG. 3). A cette époque, Périgueux avait donc au moins un peintre suffisant pour faire le portrait d'un monstre.

Il est présumable en outre que cet enfant n'a pas vécu, car son baptême n'est inscrit ni sur les anciens registres de la paroisse de Saint-Georges ni sur ceux de Saint-Front;

tandis que dans des cas analogues, lorsque le prêtre perçoit un souffle chez le nouveau-né, il l'ondoie ou le baptise. Ainsi en 1713, le curé de la paroisse de St-Julien de Bourdeille baptise une créature du bourg, fils ou fille de Charles Arziller et de Jeanne Nardou, mariés, « me l'ayant portée » de nuit à l'église, écrit le curé, toute enveloppée de sa » coque, je fus assés hureux dans l'ouverture de cette » coque, et l'ayant vuë tant soit peu palpiter, je lui jetoit » l'eau, et plus n'eut de vie, en presence de quatre femes » qui suivoient et de mon marguillier Lauren Dubois. »

Le curé de la même paroisse ondoie, en 1755, un enfant mâle qui avait la figure d'un monstre, n'ayant pas de bouche, qu'un nez de cochon, lequel pourtant avait vie et est mort tout de suite après, fils de Charles Grand et de Jeanne Dupuy, travailleurs à bras. (*Inventaire des Archives de la Dordogne*, série E suppl. 152 et 153.)

Enfin, notre laborieux confrère M. Joseph DURIEUX nous envoie une intéressante biographie d'un jésuite le P. Pierre Boutin, originaire de La Tour Blanche, qui, par son action évangélique, contribua si puissamment, au siècle dernier, à la colonisation de l'île perdue de Saint-Domingue.

Lecture est donnée d'une partie de la notice qui sera publiée intégralement dans le *Bulletin*.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le docteur de Montfumat, avenue Montaigne, 43, à Paris, présenté par M. Villepelet et M. de Roumejoux ;

M. l'abbé Pauly, curé doyen de Terrasson, présenté par M. Gabriel Lafon et M. de Roumejoux ;

Et M. l'abbé Magat, curé de Calès, par Lalinde, présenté par M. Adalbert du Soulas et M. l'abbé Goustat.

La séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

UNE BRIQUE ROMANE ORNÉE.

Si habent sua fata libelli on peut ajouter *et etiam scilicet*. C'est bien vrai pour la brique dont la photographie est ci-jointe.

J'ai trouvé, il y a six ans, dans le bourg de St-Michel-Montaigne, au milieu d'un tas de pierrailles, cette brique errante. Après l'avoir nettoyée, je l'ai gardée sur mon bureau comme vide-poche.

Bien souvent je l'ai interrogée, mais jamais je n'ai eu de réponse, ou celles que je faisais pour elle étaient loin de me satisfaire ; j'avais fini par la considérer comme une énigme insoluble ou comme un X impossible à dégager.

Dernièrement, dans une fausse manœuvre, une charrette démolit une murette, et à mon contentement étonné je trouve dans l'éboulis le fragment de droite qui avait été noyé dans la maçonnerie depuis de longues années.

Il faut être archéologue pour comprendre ma joie.

J'ai recommencé mes interrogations, et voici les réponses que je n'ai comprises qu'à demi :

1° C'est une brique ornée de l'époque romane.

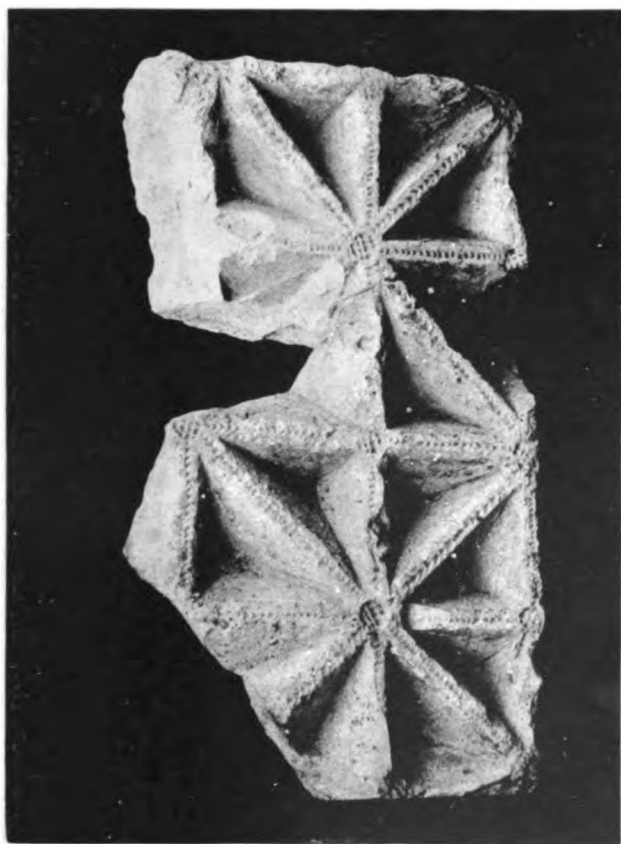
Pourquoi romane et non romaine ?

Parce que quand les Romains se servaient de briques dans leurs constructions, elles étaient marquées du cachet du *figuli*, mais jamais ornées.

2° N'ayant pas trouvé d'autre spécimen, on peut croire qu'elle a fait partie de quelque collection, peut-être de Michel Montaigne.

3° Dans le soubassement du portail *roman* de l'église de St-Michel se trouve le même dessin sculpté sur pierre. Peut-être que l'artiste, avant le premier coup de ciseau, a fait son modèle, sa maquette, son gabarit en terre cuite.

4° Cette brique a été faite par trois procédés : d'abord moulée en plein, puis à demi séchée à l'ombre, les creux faits à l'ébauchoir (la finesse et la netteté de coupe l'indiquent) : puis sur les arêtes de cloisonnement et à leur jonction l'empreinte a été employée et enfin la cuisson au feu.



Phototypie Berthoud, Paris

BRIQUE ROMANE

trouvée à Saint-Michel-de-Montaigne.



Il y a eu très peu de retrait et pas de déformation, ce qui indique un choix parfait de la matière et une manipulation très experte.

Voilà les hypothèses que je pose ; je laisse à mes savants confrères le mérite d'en faire des certitudes.

Décide si tu peux et choisis si tu l'oses.

ALCIDE DUVERNEUIL.

8 Juillet 1900.

NOTE RECTIFICATIVE

SUR LES SEIGNEURS DE CHAVAGNAC

EN SARLADAIS.

En faisant une recherche dans les *Chroniques* du chanoine Tarde (1), j'y ai aperçu un passage qui avait jusqu'à présent échappé à mon attention. Les renseignements qui y sont contenus, s'ils étaient reconnus exacts, rattacheraient au Périgord, sinon par les origines, du moins par la possession d'une seigneurie sarladaise, un personnage marquant du xvr^e siècle, Christophe de Roffignac (2), président au Parlement de Bordeaux, jurisconsulte et magistrat renommé.

D'après le chanoine Tarde, Christophe de Roffignac était connu sous le nom de « président Chavaignac ».

Le passage des *Chroniques* m'a frappé d'autant plus qu'ayant publié autrefois, dans le *Bulletin* de notre Société archéolo-

(1) *Les Chroniques de Jean Tarde*, publiées par M. Gaston de Gérard, p. 225.

(2) Conseiller clerc au Parlement de Bordeaux (1532-1542), puis conseiller à Paris (1^{er} février 1544, n. st.), président des enquêtes en la Chambre du domaine (27 mai 1551), second président à Bordeaux (1555), mort à Périgueux le 7 janvier 1572.

gique (1), la liste des seigneurs de Chavagnac, je n'y ai pas fait mention de Christophe de Roffignac. Comment pouvait-il se faire que j'eusse omis un personnage aussi considérable ? Cette réflexion m'a conduit à examiner la question spéciale relative au président et, en outre, à réviser ma liste, que j'ai complétée et rectifiée sur quelques points, à l'aide de divers documents, notamment les *Nobiliaires* de Nadaud et de Bouillet, et les dossiers *Roffignac* dans la collection dite des *Dossiers bleus* à la Bibliothèque nationale (2).

En lisant ces corrections, on pensera sans doute qu'elles n'ont qu'un bien faible intérêt. J'en demeure d'accord. Peut-être, cependant, si un travail analogue était fait, sinon pour tous les fiefs qui existaient en Périgord, au moins pour les plus importants, on aurait, par cela même, recueilli des matériaux utiles pour l'histoire de notre province. Toutefois, j'aurais hésité à communiquer à la Société le résultat de mes nouvelles recherches, si je n'avais pas eu à signaler le passage du chanoine Tarde cité ci-dessus.

Voici donc ma liste révisée :

I. — JEAN DE ROFFIGNAC. — Il est qualifié par Nadaud (3)

(1) *Documents concernant la commune de Chavagnac* (*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. II, 1875, p. 207). C'est à cet article que je renvoie quand je cite le *Bulletin*.

Voir également une *Note sur Chavagnac et Cousages* que j'ai publiée, avec le concours de M. Rupin, dans le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, t. VIII, 1886, p. 361.

La seigneurie de Chavagnac était unie, depuis un temps immémorial, à celle de Cousages en Bas-Limousin (aujourd'hui commune de Chasteaux, canton de Larche, arrondissement de Brive, département de la Corrèze). Il y avait un autre Cousages, près d'Allasac en Bas-Limousin, qui appartenait également aux Roffignac, ce qui a pu donner lieu à des confusions. Voir l'article *Allasac* dans le *Dictionnaire géographique de la Corrèze*, par M. Champeval (*Bulletin de Brive*, t. XX, p. 385-397, et notamment p. 390.)

(2) Tome 30 121 des *Dossiers bleus*. — Malheureusement, les généalogies ou plutôt les notes généalogiques contenues dans les dossiers Roffignac ne sauraient inspirer une confiance entière. On peut y relever des erreurs manifestes, des doubles emplois, des renseignements contradictoires.

(3) Nadaud, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, t. IV, p. 94.

de seigneur de Cousages et Chavagnac. D'après le même auteur, il aurait acheté en 1427, de Bertrand de Saillac, tout le droit que celui-ci possédait dans la seigneurie de Cousages.

La généalogie du *Dossier bleu* (1) ne lui donne que le titre de seigneur de Marsat, d'où il y a lieu de conclure qu'il appartenait à la branche des Roffignac d'Allassac, dont plusieurs membres ont porté le même titre (2).

Il avait épousé Jeanne de Comphnac ou Campniac (3).

II. — GUY ou GUYNOT DE ROFFIGNAC. — Il est mentionné dans deux actes, l'un de 1447, l'autre de 1498, comme seigneur de Chavagnac (4).

Il était certainement fils de Jean de Roffignac (même acte de 1498) (5).

III. — Autre GUY DE ROFFIGNAC. — Mentionné dans des actes de 1504 et 1532 (*Bulletin*) en qualité de seigneur de Chavagnac.

Il avait épousé Marguerite de Maumont (6). Le *Dossier bleu* et Nadaud (IV, 379) sont d'accord sur ce point. Ce mariage eut lieu avant 1505, puisqu'à cette date, et ensuite en 1508, on trouve deux actes relatifs à la dot qui avait été constituée à Marguerite de Maumont (Nadaud, *ibid.*).

D'après le même article de Nadaud, ce Guy, marié à Marguerite de Maumont, était fils de Jean ; mais cette assertion nous paraît erronée ; Nadaud a confondu Guy ou Guynot, fils de Jean, et Guy, fils de Guy ou Guynot. D'une part, en effet, il paraît impossible que le même Guy qui figure dans un acte de 1447 ait pu figurer dans un acte de 1532 ; d'autre part, la généalogie du *Dossier bleu* mentionne les deux Guy, le second marié à Marguerite de Maumont.

Il eut deux fils : François, seigneur de Chavagnac, dont

(1) *Dossiers bleus*, t. 30 121, dossiers Roffignac.

(2) Nadaud, t. IV, p. 86.

(3) Nadaud, t. IV, p. 86 et 379.

(4) *Bulletin*, t. II, p. 213.

(5) *Ibid.* — Voir en outre Nadaud. t. IV, p. 379.

(6) Fille de Gilles de Maumont, marié en 1474 à Françoise de Culant.

l'article suit, et Christophe (1), le président au Parlement de Bordeaux dont Tarde a parlé, et sur qui nous reviendrons tout à l'heure.

IV. — FRANÇOIS DE ROFFIGNAC. — Celui ci ne donne lieu à aucune incertitude. Il figure dans un acte de 1541 comme seigneur de Chavagnac (*Bulletin*). Il était fils de Guy de Roffignac (*Dossier bleu* et Nadaud, IV, 379). Il épousa Gabrielle de Lauzières (2), fille de Louis de Lauzières, seigneur de Thémines (Nadaud, IV, 94). Il vivait encore en 1566, et était à cette date âgé de soixante ans environ (3), ce qui reporte sa naissance vers 1506.

Il eut deux filles : Anne, mariée en 1563 à Jean de Dienne (4), et Madeleine, dont il va être parlé.

V. — MADELEINE DE ROFFIGNAC. — D'après les pièces que M. Champeval a eues sous les yeux, elle était fille de François de Roffignac (5).

Elle épousa Jean de Sénectère (6), de la branche de Fonte-

(1) C'est ce qui résulte d'une généalogie du *Dossier bleu*, (n° 89-90). — A la vérité, suivant une autre généalogie également contenue dans le *Dossier bleu*, (n° 68), il était fils de Guy, seigneur de Roffignac, Miremont et Sempnat, et de Jeanne d'Entraigues.

Mais ici encore on a fait confusion entre deux Roffignac du nom de Guy et deux Roffignac du nom de Christophe, de même qu'on a confondu deux Madeleines, ainsi qu'on le verra plus loin. Il faut rétablir ainsi les filiations :

Guy, seigneur de Richemont, etc., épouse Françoise Chauvette, fille du seigneur de Sampnat (Sannat). L'un de ses fils, nommé Christophe, seigneur de Sampnat, épouse Anne Faulcon.

Guy, seigneur de Cousages et Chavagnac, représentant une autre branche, épouse Marguerite de Maumont. Il a deux fils : François, seigneur de Cousages et Chavagnac, père de Madeleine (M^{me} de Sénectère), et Christophe, époux de Marguerite de Vittel de Nancy, dame de Morangis.

(2) Le *Dossier bleu* la nomme Jeannette de Cardaillac-Thémines, et ailleurs Gabrielle de Thémines-Cardaillac.

(3) Champeval, *loc. cit.*, p. 391.

(4) *Dossier bleu*, n° 62, et Bouillet, t. II, p. 347. — Il testa en 1579, et désigna, comme l'un de ses exécuteurs testamentaires, son beau-frère Jean de Sénectère.

(5) Champeval, *loc. cit.*, p. 391. — *Dossier bleu*, n° 90.

(6) Saint-Nectaire, et par corruption Sénectaire, Sénectère, Senneterre.

nilles, en 1573 (Nadaud, IV, 90). Elle était veuve en 1601. Elle est mentionnée comme dame de Chavagnac dans des actes de 1588 et 1601 (*Bulletin Périgord*, II, 219 et 221). Il ne saurait y avoir aucun doute sur son mariage et sa qualité.

C'est ici le lieu de rappeler et de discuter le passage du chanoine Tarde, dont voici les termes : parlant de François de Sénectère, évêque de Sarlat, il ajoute : « Son neveu [Jean de Sénectère] avait épousé Magdalène de Roffignac, fille du président Chavagnac, dame de Cosatges et de Chavagnac. »

Au premier abord, il paraît difficile d'admettre que Tarde ait pu donner des renseignements erronés alors qu'il parlait d'une seigneurie du Sarladais, du neveu d'un évêque de Sarlat et enfin d'un personnage qui avait eu, à une époque encore récente, une notoriété considérable.

Toutefois, on vient de voir que nous donnons des renseignements différents. Voici pourquoi :

Le passage que nous avons extrait des *Chroniques* contient deux assertions :

1° Madeleine, épouse de Jean de Sénectère et dame de Chavagnac (ces deux points sont prouvés par l'acte de 1601), était la fille du président ;

2° Le président (Christophe de Roffignac) portait le nom de « président Chavagnac », ce qui semble impliquer qu'il était seigneur de Chavagnac.

Sur la première question, les généalogistes diffèrent.

D'après Tarde, Madeleine était fille du président Chavagnac (Christophe de Roffignac) et elle avait épousé Jean de Sénectère. — D'après Nadaud (IV, p. 90), elle était fille d'autre Christophe, écuyer, seigneur de Sampnac et Nantiac(1), et elle avait épousé Jean de Senectère. — D'après Nadaud (IV, p. 94), la fille du président avait épousé N., sieur de

(1) Ce n'était pas le président, car Nadaud ne lui donne pas cette qualification, qu'il n'eût certes pas omise s'il y avait eu lieu ; de plus, ce Christophe avait épousé Anne de Fauleon, tandis que le président avait épousé Marguerite de Vitteu ou Vital.

Pénacorn. — D'après Bouillet (1), M. l'abbé Poulbrière (2) et M. l'abbé Marche (3), Madeleine était fille du président et avait épousé Gabriel de Veilhan (seigneur de Pénacorn). — D'après une généalogie du *Dossier Bleu*, n° 90, et d'après M. Champeval, elle était fille de François, seigneur de Chavagnac, et elle avait épousé Jean de Sénéctère.

D'où nous croyons pouvoir conclure qu'il y a eu deux Madeleines (sans parler des homonymes qui sont hors de la question) :

Madeleine, fille de François, seigneur de Chavagnac, dame de Chavagnac après son père, mariée en 1573 à Jean de Sénéctère (la transmission de la seigneurie s'explique ainsi de la façon la plus naturelle) ;

Madeleine, fille du président, mariée le 16 février 1574 à Gabriel de Veilhan de Pénacorn.

Tarde et plusieurs autres ont fait confusion entre les deux.

Sur la seconde question, à savoir si Christophe fut réellement seigneur de Chavagnac, j'opine pour la négative, la terre de Chavagnac ayant dû passer directement, ainsi qu'il vient d'être expliqué, de François à sa fille Madeleine.

Il resterait à expliquer, dans cette hypothèse, pourquoi on l'appelait « le président Chavagnac ».

Nous ferons tout d'abord remarquer que lui-même, dans l'intitulé de ses ouvrages (4), ne prenait pas ce nom ; il se

(1) *Nobiliaire d'Auvergne*, t. VII, p. 48-49. On remarquera que Bouillet donne la date précise du mariage.

(2) *Quelques éclaircissements au Journal domestique d'Elie de Roffignac*, par l'abbé Poulbrière (*Bulletin de la Société archéologique de Brive*, t. XVI, 1894 ; voir la page 254).

(3) *Allasac*, par l'abbé Marche (même *Bulletin*, t. XX, 1898 ; voir la p. 365).

(4) *Christophori Roffiniaci Cosagæi... de re sacerdotali ... commentatio* (Lutetiae, 1557).

De beneficiis... Christophori Roffiniaci Cosagæi (1557 ?)

Commentarii omnium... historiarum, Christophoro Roffiniaco... auctore.

Dans les éloges (*testimonia*) placés à la suite de la préface, Roffignac est appelé *dominus Cousagi*, *præses Cousagius*. Théodore de Bèze, dans son *Histoire ecclésiastique*, le nomme quelquefois « le président de Cousages ».

dénommait Roffignac de Cousages (1) et non Roffignac de Chavagnac. Plusieurs auteurs contemporains l'appellent de même « le président de Cousages ».

En admettant néanmoins que le renseignement du chanoine Tarde soit exact, ce qui nous paraît biendouteux, on pourrait supposer que Christophe avait conservé un droit de co-seigneurie. Peut-être aussi lui avait-on donné, dans son enfance, le surnom d'un des fiefs possédés par son père. On sait que cet usage était alors très fréquent. C'est ainsi que les quatre filles d'Henri-François 1^{er} de La Rochefoucauld, seigneur de Chavagnac, étaient connues sous le nom d'une seigneurie de leur père : Mademoiselle de Claveliers, Mademoiselle de Cousages, Mademoiselle de Chavagnac, Mademoiselle de Saint-Sernin (2).

VI. — GABRIELLE DE SÉNECTÈRE. — Fille de Jean de Sénectère et de Madeleine de Roffignac; mariée à Gilbert de Chazeron (3).

Nous n'avons trouvé aucun acte émanant de Gabrielle de Sénectère. Il serait possible qu'elle n'eût pas survécu à sa mère et que la terre de Chavagnac ait passé directement de Madeleine de Roffignac à Gabriel de Chazeron, son petit-fils; mais il est plus naturel d'admettre que Gabrielle de Sénectère succéda à sa mère.

(1) Il s'agissait sans doute de Cousages-lès-Allassac. Les observations que j'ai présentées au sujet de la possession de Chavagnac s'appliqueraient également à Cousages-lès-Chasteaux.

(2) Dans son édition des *Chroniques* de Tarde, M. Gaston de Gérard avait ajouté, au bas du passage relatif à Christophe et à Madeleine de Roffignac, cette annotation : « Christophe de Roffignac, seigneur de Cousages et de Chavagnac en Sarladais ». M. de Gérard est si compétent sur tout ce qui touche à l'histoire des familles sarladaises, qu'il me semblait bien téméraire de me ranger à une opinion différente de la sienne. Mais dans un entretien que j'ai eu avec lui, j'ai eu la satisfaction d'apprendre qu'ayant fait de son côté des recherches, il était arrivé aux mêmes conclusions, à savoir : 1° que Christophe n'était pas seigneur de Chavagnac; 2° que Madeleine, l'épouse de Jean de Sénectère, n'était pas la fille, mais bien la nièce de Christophe. La question me paraît définitivement résolue.

(3) Et non *Chazebon*, comme on l'a imprimé par erreur dans le *Bulletin*, t. II, p. 214 et 228.

VII. — GABRIEL DE CHAZERON. — Fils de Gilbert de Chazeron et de Gabrielle de Sénectère; marié à Marie-Gabrielle de La Guiche, fille de Jean-François de La Guiche, comte de Saint-Géran, maréchal de France, et d'Anne de Tournon; mort sans postérité.

Il a mentionné sa qualité de seigneur de Chavagnac dans son testament en date du 30 mars 1624, conservé à la Bibliothèque nationale (Mss., fonds Baluze, t. 217, f° 17).

VIII. — ANNE DE CHAZERON et FRANÇOIS DE POLIGNAC. — Anne de Chazeron, sœur de Gabriel de Chazeron, lui succéda dans la possession de la seigneurie de Chavagnac. Elle épousa François de Polignac, chevalier, seigneur et baron de Chalançon (1), Auzon, Claveliers, etc. Nous avons reproduit (2) des actes du 13 octobre 1629, du 5 novembre 1629 et du 29 juillet 1630, dans lesquels il ajoute aux qualifications seigneuriales indiquées ci-dessus celles de seigneur de Cousages et Chavagnac.

Mais il est à remarquer que dans les deux actes de 1629, il prend purement et simplement le titre de seigneur de Cousages et Chavagnac, tandis que dans celui de 1630, il distingue entre ses propres seigneuries et celles de sa femme, alors défunte, et ne se qualifie seigneur de Cousages et Chavagnac qu'« au nom et comme père de ses enfans et de défunte dame Anne de Chazeron, sa consort ».

Il est à remarquer également que Balthazar de Polignac, son fils, intervient dans les actes de 1629, qui ont pour objet l'affermage des terres de Cousages et Chavagnac, sans pourtant qu'on lui donne, comme à son père, le titre de seigneur des dites terres. Son intervention était sans doute motivée par les droits qui lui étaient acquis ou qui devaient lui être attribués ultérieurement dans la succession de sa mère (3). Il ne figure pas dans l'acte de 1630, soit qu'il fût mort dans

(1) Et non *Chalançon*, comme on l'a souvent écrit, mais fautivement.

(2) *Bulletin*, II, 222.

(3) On ne connaît pas la date exacte du décès d'Anne de Chazeron, mais elle était morte, comme on vient de le voir, au moment où fut rédigé l'acte du 29 juillet 1630.

l'intervalle, soit que des arrangements de famille l'eussent exclu de la possession des terres de Cousages et Chavagnac. Quoi qu'il en soit, ces deux seigneuries, restées quelque temps indivises entre les enfants d'Anne de Chazeron et de François de Polignac, sous la tutelle de ce dernier, comme le prouve l'acte précité, furent définitivement attribuées à Claude-Françoise de Polignac.

IX. — CLAUDE-FRANÇOISE DE POLIGNAC. — Fille de François de Polignac et d'Anne de Chazeron. Par son alliance avec Henri I^{er} de la La Rochefoucauld, elle fit passer la seigneurie de Chavagnac dans la maison de La Rochefoucauld, qui la posséda jusqu'à la Révolution de 1789 (1).

X. — FRANÇOIS DE LA ROCHEFOUCAULD, fils d'Henri I^{er} et de Claude-Françoise de Polignac ; marié en 1656 à Louise de Saint-Martial de Drugeac, capitaine dans les cheveau-légers, mort en 1675 ; comte de Cousages, seigneur de Chavagnac.

Dans le tome II de l'*Inventaire des archives départementales de la Dordogne* (page 11 ; série B, 1172), M. Villepelet mentionne une requête par laquelle Antoine Ferriol, marchand, réclame la somme de 93 livres 15 sols, comme héritier ab intestat de messire Jean Lasignardye, prêtre et filleul de l'église de Chavagnac, à messire François Charles Darlet (lire d'Arlet), successeur de dame Madeleine de Rouffignac et possesseur de la seigneurie de Chavagnac, ledit Ferriol déclarant avoir trop payé comme fermier du domaine des Périers, appartenant aux filleuls de ladite église de Chavagnac (19 août 1675). Ce François-Charles d'Arlet n'est autre que François de La Rochefoucauld ; les La Rochefoucauld, de la branche de Cousages et Chavagnac, étaient barons d'Arlet.

Indépendamment de la requête dont il vient d'être parlé, François de La Rochefoucauld est mentionné comme seigneur de Chavagnac dans des lettres du 13 juillet 1660 (2).

(1) Voir sur les seigneurs de Chavagnac appartenant à cette maison l'*Histoire généalogique des pairs de France* par le chevalier de Courcelles, tome VIII, article de La Rochefoucauld, p. 96.

(2) *Bulletin*, t II, p. 214.

Il eut plusieurs enfants, parmi lesquels Henri, qui fut seigneur de Cousages et de Chavagnac (1), et Louis, à qui la généalogie donnée par Courcelles attribue également la qualité de seigneur de Chavagnac, ce qu'il est malaisé d'expliquer, attendu qu'Henri ne put recueillir cette seigneurie de son frère puîné Louis, lequel mourut après lui, et que d'autre part il la transmit à son fils Henri-François. Peut-être Louis eut-il un droit de co-seigneurie. Quoi qu'il en soit et sous le bénéfice de ces observations, nous les faisons figurer tous deux dans notre liste.

XI. — HENRI II DE LA ROCHEFOUCAULD. — Fils aîné de François et de Louise de Saint-Martial de Drugeac, né en 1659, marié en 1676 à Marie de Saint Martial de Puydeval, mort en 1698.

XII. — LOUIS DE LA ROCHEFOUCAULD. — Frère du précédent, marié à Madeleine Mansat, mort en 1700 sans postérité.

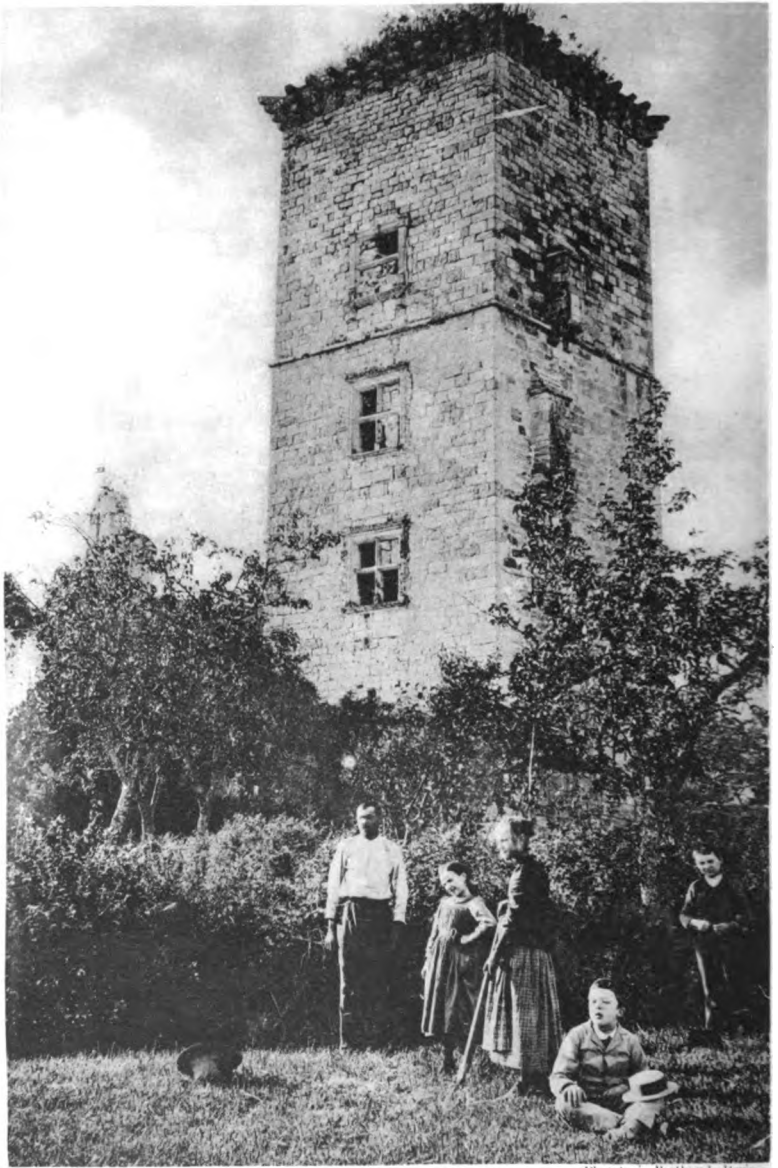
XIII. — HENRI-FRANÇOIS I^{er} DE LA ROCHEFOUCAULD. — Fils d'Henri II et de Marie de Saint-Martial de Puydeval, marié en 1698 à Marie-Henriette Plaisant de Bouchiat, mort en 1735.

XIV. — JEAN-BAPTISTE DE LA ROCHEFOUCAULD. — Fils du précédent, né en 1700, marié en 1746 à Marie-Gabrielle de Fuschenberg. De Courcelles le qualifie de *baron* de Chavagnac, mais cette indication n'est pas exacte : outre que Chavagnac ne fut jamais baronnie, Jean-Baptiste ne prend que le titre de seigneur dans une reconnaissance du 9 mars 1751 (2).

XV. — HENRI-FRANÇOIS II DE LA ROCHEFOUCAULD. — Frère du précédent, né en 1746, enseigne de vaisseau en 1738, chef

(1) « Il s'en tint à la substitution perpétuelle apposée au testament de Madeleine de Roffignac (1600) pour les châellenies de Cousages et Chavagnac » (De Courcelles, *loc. cit.*)

(2) *Bulletin*, t. II, p. 215.



Phototypie Berthaud, Paris.

TOUR DE CHAVAGNAC

d'escadre en 1764, vice-amiral en 1782, marié en 1766 à Louise-Françoise de Rochechouart ; mort en 1784.

XVI. — ALEXANDRE-ARMAND-LOUIS-HENRI DE LA ROCHEFOUCAULD. — Fils du précédent, né en 1767, capitaine de cavalerie, mort sans enfants mâles.

Nous avons relevé dans divers actes les noms de quelques officiers de la juridiction de Chavagnac :

Lieutenant. — Etienne Gautier, sieur de La Fauconnie ; mentionné en 1713, mort la même année.

Juges. — Armand de Juge, sieur de Lafferrière ; mentionné en 1660-1665. — François de Juge, sieur de Lafferrière, fils du précédent ; mentionné en 1676-1693. — Jean de Juge, sieur de Lafferrière, fils du précédent ; mentionné en 1712. — François Juge, mort en 1744. — Gabriel Donnèves, sieur de Martinau ; nommé en 1714. — Jean Gautier, sieur de La Fauconnie, avocat en Parlement ; mentionné en 1732-1763.

Juge-gruyer. — Jean Gautier, sieur de La Fauconnie ; mentionné en 1767.

Procureurs d'office. — Léonard Gautier, sieur de La Fauconnie ; mentionné en 1620-1658. — Hèlie Gautier, sieur de La Fauconnie, petit-fils du précédent ; nommé en 1660 ; mort en 1713. — François Lafeuille ; mentionné en 1744-1760.

Greffiers. — Hèlie Limoges ; mentionné en 1673-1676. — Laval ; mentionné en 1716. — Dufour ; mentionné en 1755-1760.

Sergent. — François Murat ; mentionné en 1761.

Les émoluments des officiers étaient payés en nature ; ils consistaient, pour le juge, en dix quartiers de froment et dix quartiers de seigle ; pour le lieutenant, en dix quartiers de froment ; pour le procureur d'office en dix quartiers de seigle.

De l'ancien château de Chavagnac il ne subsiste plus qu'une tour carrée à mâchicoulis, dont la conservation est parfaite et l'aspect imposant, comme on pourra en juger par la phototypie ci-contre.

L'église, dans son ensemble, n'a rien de remarquable ; elle présente toutefois deux détails intéressants : le chœur, à arceaux en plein cintre supportés par des colonnettes engagées dont les chapiteaux sont simples, mais d'un style roman très caractérisé ; et un rétable du xvi^e siècle, en bois sculpté, à colonnes torses entourées de guirlandes de vigne dont les raisins sont becquetés par des oiseaux ; ce rétable, de grande dimension, occupe tout le fond d'une chapelle.

PH. DE BOSREDON.

PRIVILÈGES

CONCERNANT LES MAÎTRES DE FORGES.

Je ne sais si l'industrie du fer est relativement récente en Périgord, c'est-à-dire si elle était d'un usage courant dans notre province antérieurement à la fin du xvi^e siècle. Toujours est-il qu'on la trouve florissante chez nous non seulement sous les Bourbons, mais dès la fin de la Renaissance. Nous n'en voulons pour preuve que les privilèges — ci-après donnés — octroyés aux maîtres de forges de notre contrée.

J'ai cherché, mais en vain, si nous n'avions pas en Périgord des corporations de *fossiers* et de *ferrons*, comme en Normandie, par exemple, où ceux qui exerçaient l'industrie du fer avaient obtenu des privilèges et s'étaient unis entre eux par des statuts remontant à 1289. Bien plus, à la tête de ces maîtres de forges « se trouvaient six des principaux propriétaires fonciers portant le titre de *barons fossiers*. Ils ne relevaient que du Roi, et leurs statuts étaient confirmés à chaque nouveau règne. De ces six barons, trois étaient laïques et trois étaient ecclésiastiques. Le nom de *fossiers* leur venait des fosses à charbon, à minerais ou à forges, qu'ils étaient en droit de creuser sur leurs domaines (1). »

Nos maîtres de forges n'étaient pas nobles *ipso facto*,

(1) *Annuaire du Conseil-Héraldique*, 1896, p. 170.

comme les verriers, mais beaucoup de gentilshommes, et des meilleures maisons du Périgord, purent se livrer sans déroger à l'industrie très rémunératrice du fer.

Cela leur attira, au xviii^e siècle, quelques tracasseries de la part des commissaires enquêteurs pour les droits de francs-fiefs, et surtout des traitants chargés de la recherche de la vraie et de la fausse noblesse. Pour être justiciables des tribunaux de commerce (Tulle pour les sénéchaussées de Périgueux et de Sarlat, et Bordeaux pour celle de Bergerac), ils ne prenaient pas toujours de qualifications nobiliaires dans les actes concernant leur industrie. Il n'en fallait pas davantage pour que d'aucuns y vissent dérogeance.

Le document que voici émane du Parlement de Bordeaux. Il est inscrit dans un registre non folioté intitulé : 2 mars 1561 (62) au 30 mai 1562, classé sous la cote 159 dans la série B des Archives départementales de la Gironde.

17 mars 1561 (v. s.)

Sur la requeste présentée par les M^{es} des mines et forges à fer des sénéchaucées de Périgord et Lymosin, aux fins que les Lettres patentes à eulx octroyées par le Roy François dernier decédé, contenans confirmation des privileges, exemptions de tailles et subsides, franchises et libertés dont lesd. maistres et leurs successeurs ont toujours jouy et usé, soient enregistrées ez Requestes de la Court, pour par lesd. maistres jouyr de l'effet du contenu esd. lettres et privilèges selon leur forme et teneur. Veu : l'arrest donné en la Court des Aydes à Paris, le vingt deuxiesme de novembre mil cinq cens dix huit, auquel sont insérés lesd. privilèges octroyés par les Seigneurs Roys auxd. M^{es} desd. mynes et forges à fer de ce Royaulme, contenant icelluy arrest la vérification desd. privilèges soubz lesd. modifications contenues en iceulx ; Lettres patentes du Roy Henry dernier decédé, en forme de chartre, contenans continuation et confirmation desd. privilèges, données à Fontainebleau au moys de mars mil cinq cens quarante sept avant Pasques ; lesd. lettres dud. Roy François, dernier decédé, aussi en forme de chartre, données à Loche au moys de may mil cinq cens cinquante neuf ; Arrest donné sur la publication desd. privilèges, en la Court des Aydes à Paris, le vingt deuxiesme de décembre l'an mil cinq cens quarante huit ; extraict du Registre des monstres des nobles et autres sujets au ban et arrière-ban de la se-

néchaucée de Périgort, du penultième d'avril mil cinq cens quarante deux ; Lettres patentes du Roy données à Orléan (l'an) mil cinq cens soixante, par les quelles led. Seigneur veult que les privilèges confirmés par le feu Roy François sortent leur plain et entier effet comme si (elles) estoient par luy confirmées, estans lesd. lettres enregistrées en la Court le vingt troysiesme jour de decembre mil cinq cens soixante ; Lad. Requeste du cinquiesme de ce moys ; Responce faicte à la signification d'icelle par le procureur général du Roy, qu'il n'entend empescher l'entérinement et vérification requise et les modifications contenues ez susd. arrests ; Ont arresté que lesd. lettres seront enregistrées avecques lesd. privillèges ez registres de lad. Court, pour, par lesd. maistres desd. mynes et forges à fer desd. seneschaulcées de Périgort et Lymosin, jouyr et user perpetuellement desd. privillèges par eulx et leurs successeurs maistres desd. mynes et forges à fer, tant de si avant et par la forme et manière qu'ils ont cydevant deument et iustement jony et usé et jouyssent de présent. A la charge que de la première vente qu'ils feront de la myne (minerais) de fer tirée desd. mynes et du fer qui en sera fait, et semblablement du charbon baillé et livré pour le fait desd. forges, ne sera païé aucune imposition ; et que de chacune myne ou forge à fer, ung M^e de la forge seullement, le fondeur, le maistre marteleur, et le maistre affineur, et chascuns d'eulx, et non aultres, seront tenuz francs et exempts des tailles et impots ; ainsi qu'est contenu esd. privillèges et confirmations d'iceulx, tant et si longuement qu'ils besoigneront et feront besoigner esd. mynes sans fraulde ; à la charge aussi en tant que touche les maistres desd. forges ne se mesleront et entremettront principalement d'autre estat ou vacation que du fait desd. mynes et de ce quy en dépend. Et avec ce que les troys desd. m^{es}, pour tant de nombre qu'ils se trouveront, seront tenus mestre et entretenir à leurs despens ung homme de guerre armé et acoutré pour sir (*sic*, pour servir) le Roy au fait de ses guerres quant besoing sera. — Signé : BENOIST, president ; DE MALVYN, rapporteur.

C^e DE SAINT SAUD.

LES CROQUANTS A BERGERAC EN 1637.

— VIOLATION DES SÉPULTURES

DE L'ÉGLISE SAINT-JACQUES.

Nous devons à l'érudition de notre savant confrère M. Elie de Biran d'intéressants articles sur la prise de Bergerac par les Croquants en 1637. Grâce à l'obligeance de notre ami, M. Gustave Charrier, qui a bien voulu nous céder le plaisir de le publier, nous sommes heureux d'apporter aujourd'hui notre contribution au travail de notre distingué vice-président, en donnant ici un document qui paraît avoir échappé à ses recherches et à celles de tous ceux qui se sont occupés de ce mouvement populaire.

Ce document fait partie d'un lot fort important de pièces originales et d'une certaine quantité de copies faites à la Bibliothèque nationale par un de nos compatriotes bergeracois, M. P. Faugère, ancien ministre plénipotentiaire, ancien directeur des archives au Ministère des Affaires étrangères, qui l'a légué à sa ville natale. Cette précieuse collection est déposée aux archives municipales, et le catalogue en a été dressé par les soins du zélé archiviste, notre confrère M. G. Charrier.

PROCÈS-VERBAL ET INFORMATION

CONTRE

*le sieur Lamôthe Laforest et ses complices des communes soulevées,
violateurs des tombeaux dans l'église paroissiale de St-Jacques,
année 1637.*

Aujourd'hui 8 juin 1637, par devant nous Elie de Chillaud, ecuyer, sr d'Adian, conseiller du Roy, lieutenant magistrat criminel, et Daniel Porchier, conseiller assesseur aud. siège, s'est présenté M^e Jacques Prioreau, procureur du Roy, par lequel nous a été dit et remontré que pendant le temps que les communes soulevées occupoient cette ville,

au préjudice du service du Roy, et qu'ils nous avoient pris et retenus prisonniers et forcés de cesser les exercices de nos charges, il auroit été commis d'exécrables crimes, sacrilèges, et impiétés dans l'église paroissiale ou ils ont ouvert des sepulchres, exhumé des corps, ouvert leur cercueil, pris et volé une épée et autres effets qu'ils auroient trouvés dans celui de Jacques Dauroux, écuyer, s^r de la Palisse, qui avoit été maire de cette ville (1), comme aussi ils auroient fossoyé jusqu'à l'autel dans la dite église et dans le cimetière...., et nous a requis de nous y transporter et procéder à l'audition du s^r curé, de son marguillier et autres, qui seront par lui admis et du tout dresser procès-verbal, etc., etc.

Surquoi nous lieutenant general et officiers susdits avons octroyé acte au procureur du Roy du susd. requis et ordonné que nous nous transporterons, etc., etc.

Et à l'instant nous officiers susd. accompagnés du procureur du Roy et de notre greffier nous sommes portés à la dite église Saint-Jacques ou étant avons appelé M^e Claude Buet (2) curé... lequel interpellé... nous a dit sur sa foi et serment, la main sur la poitrine, que 5 à 6 jours avant la fête de l'Ascension dernière, certains personnages des dites communes armés de piques et mousquets la meche allumée, conduits par la nommée Marie Blouin, comme il a ouï dire, furent dans cette église et s'en saisirent sans sa permission et se seroient mis à fouir et bêcher un coin du cimetière, dequoy averti il sy seroit présenté... Il lui fut répondu.... ce qu'il auroit été contraint de souffrir et se seroit retiré; que le 21 mai dernier, fête de l'Ascension, à l'heure de vêpres ces personnages seroient revenus et se seroient encore saisis de l'église, se seroient mis à ouvrir le tombeau de feu Bertrand Monteil, fils de s^r Jean receveur de M. de la Beaume, et celui dud. s^r de la Palisse, et de plus ouvrirent joignant la muraille à main gauche à l'entrée de l'église, de la place qui est présent ouverte et proche du presbitaire, ce qui déterminâ le s^r curé de se rendre dans l'église pour sy opposer ou étant il vit comme quoi ces personnages ouvroient les dits sepulchres... et que s'en étant plaint et ne pouvant empêcher ces desordres, il auroit été contraint de s'abstenir de la violence. Et Antoine Drouillet, marguillier, a dit moyennant serment que les dits jours ces communes

(1) Noble Jacques Daurou, écuyer, sieur de la Palisse, fut nommé maire par lettre de cachet du 27 décembre 1629, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1633 inclusivement. (*Annales historiques de la ville de Bergerac*.)

(2) M^e Claude Buet mourut en 1644. Il fut remplacé par M^e Pierre Poumier.

se saisirent de la dite eglise et quentre ceux de cette troupe il reconnut Pierre Pineau, capitaine de la compagnie de la paroisse de Mauréns, et Lavandier de Tayac armé d'une hallebarde, lesquels après avoir ouvert le cercueil du dit s^r Monteil auroient été tirer hors de terre celui du dit sieur de la Palisse, duquel ils sortirent le corps et l'exposèrent au jour, et vit qu'ils prirent et emportèrent... Ajoute que leur reprochant ces inhumanités les dits Pineau, Lavandier et autres lui donnèrent des coups de pied et de poings, l'arrêtrèrent jusques qu'ils eurent achevé de fossoyer et que ni ayant trouvé que ce qu'ils avoient pris ils se retirèrent.

Desquelles auditions et de ce qu'il nous a aparuu aux dits lieux désignés, la terre des sepulchres desdits corps avoit été nouvellement remuée et que hors de l'église aux lieux sus spécifiés il y avoit des grandes ouvertures de dix pieds en carré et dix de profondeur avons du tout dressé notre présent procès verbal pour servir, etc., etc. Le dit Drouilhet na seuu signé de ce interpellé. Signé Buet, curé attestant ; H. DE CHILLAUD, lieutenant général ; J. LOISEAU, lieutenant criminel ; PORCHIER, conseiller assesseur. — Expédition signée H. de Chillaud, lieutenant général, et Barraud, commis.

Sur ce procès-verbal il fut fait une information à la requête du procureur du Roi, pardevant M. le lieutenant criminel, le 9 du même mois de juin, en laquelle déposèrent entre autres :

ANTOINE DROUILHET, marguillier, dépose que 4 à 5 jours avant la fête de l'Ascension, le generail des communes, accompagné de douze mousquets la mèche allumée, furent dans la dite eglise, etant conduits par Marie Blouin et Macé Bernard, messenger, et etant au coin du cimetière il vit que le dit générail y fit fossoyer près la maison d'Isaac Delpeuch et qu'ils lui disoient qu'il y avoit des canons sous terre dans ce lieu (1) et on y creusa depuis les onze heures jusqu'à quatre du soir,

(1) Voici la mention que nous trouvons dans l'inventaire des biens de la communauté dressé en 1674 : « Plus sous terre et dans la boucherie de Saint-Jacques du côté de la ruelle qui va du temple à Pardites (*aujourd'hui rue St-Jacques*) et sous le second pillier sont le gros canon et la grande coulevrine... » On sait que durant les guerres de religion l'église de St-Jacques fut en partie convertie en halle pour les bouchers et les boulangers. C'est à cette époque qu'il faut faire remonter l'enfouissement de ces pièces d'artillerie.

et voulant contraindre le déposant à y fouir il se retira dans la maison de.... dou il voyait travailler ces soldats, et ouit que la dite Blouin disoit que le général lui avoit donné une pièce de dix sols...., que le jour de l'Ascension les dites communes par elle et le dit Massé conduites seroient revenues et contraint le déposant d'ouvrir la dite eglise ou étant entrés la dite Blouin et Macé les assurèrent qu'ils trouveroient des canons près du grand autel ou ayant creusé ils exhumèrent le corps dudit s^r de la Palisse qu'ils exposèrent au jour et vit qu'ils prirent sur ce corps un bonnet de velours verd garni de passement dor, une bague, des eperons dorés, de la dentelle d'une echarpe, des bottes *dans l'une desquelles los de la jambe demura*, vit que les uns creusoient dans leglise, les autres dehors, ensuite le déposant et trois autres remirent les ossemens dans un linsul et les enterrèrent. Il reconnut parmi ces personnages Pierre Pineau, capitaine, Lavandier de Tayac et Pierre Labatut, etc.

JEAN FOURCADE dépose que le jour [de] l'Ascension sur les trois heures après midi étant dans leglise Saint-Jacques survint le s^r Lamothe-Laforest avec plusieurs capitaines des soldats des Communes armés dépees et mousquets la mèche allumée qui se saisirent de leglise, entre lesquels il reconnut Pierre Pinaud, de Maurens, et Rembaut, son gendre, et un autre du lieu de Tayac, qui estoient conduits par Marie Blouin et Macé Bernard, messenger, lesquels dirent au dit Lamothe de faire cruser au lieu qu'ils montreroient, qu'il y trouveroit des canons et ayant commendé au dit Pinaud de faire fossoyer la dite eglise, ce qu'il auroit fait sur le tombeau du sieur de la Palisse. Son corps en fut exhumé, l'un deux en otta et prit un bonnet de velours garni de galon dor, les bottes et eperons, un chapelet et une crois dor, ce qui ayant été rapporté à la d^{lle} sa veuve par le déposant, elle donna un linceul dans lequel lui, sa femme, René Legras et Drouilhet, marguillier, ayant mis les os qu'ils avoient massés, ils les remirent dans le tombeau, et pendant ce temps le dit Pineau faisoit fossoyer dans autres places de leglise; et en étant sortis ils furent au cimetière du côté de main gauche, ils firent un creu d'environ six pieds de largeur et huit pieds de profondeur près la porte de la maison du s^r curé, et y en firent un autre près la maison d'Isaac Delpech et vit que le général donna à la dite Blouin une pièce de dix sols, etc., etc.

D'autres témoins déposèrent le 10 juin ; le 22, les accusés furent condamnés par défaut, sauf en ce qui concernait Macé, qui avait été pris. La pièce que nous avons sous les yeux dit

bien qu'il fut confronté avec les témoins, mais nous laissons ignorer la peine qui lui fut appliquée.

J. DU RIEU DE MAYNADIÉ.

LETTRE ATTRIBUÉE A M. DE LA CLOSURE

MÉDECIN D'AUBETERRE

Sur la maladie de M. l'Evêque de Sarlat,

FRANÇOIS DE SALIGNAC.

Nous avons communiqué à la Société, il y a quatorze ans, la copie d'une lettre ni datée ni signée, mais sûrement émanée d'un médecin, et que le regretté Léon Lapeyre attribuait à un médecin d'Aubeterre, ayant un certain renom au xvii^e siècle, Louis Cadiot de la Closure ou Clausure. M. Lapeyre avait acheté ce document avec quelques autres, le 2 décembre 1858, à M. Brun, instituteur à Beaupouyet, qui les possédait ainsi que plusieurs consultations fort curieuses du même, adressées en 1687 et 1689 à Jean Brun, maître apothicaire de Bergerac, connu également pour sa science.

Ce médecin, Louis Cadiot, sieur de la Closure, conseiller et médecin du Roi, que nous voyons tenir, le 14 octobre 1663, sur les fonts baptismaux de Villetoureix, un des nombreux enfants de Simon de Givry, ancien exempt des gardes du corps et capitaine pour Sa Majesté en la ville et château de Bergerac, et le 6 octobre 1671, dans l'église Saint-Silain de Périgueux (1), un fils de M^e Raymond Tortel sieur de la Rivière, conseiller du Roi, magistrat au Présidial, était un esprit cultivé, ouvert aux nouveautés ; il s'intéressait, comme c'était la mode alors, aux études philosophiques. Quoique éloigné de Paris, ce distingué provincial trouvait le temps

(1) *Inventaire des archives municipales de Périgueux*, GG. 120, f^o 35.

d'y venir fréquenter les salons littéraires où il était, du reste, fort apprécié. Il était tenu notamment en haute estime dans celui même de M^{me} de Sablé, si l'on s'en rapporte à ce que dit Victor Cousin, dans ses *Fragments de philosophie cartésienne* (1). Aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir faire visite, avec les personnes les plus lettrées de la province, au célèbre oratorien Malebranche, lorsque celui ci vint, dans l'été de 1688, passer quelques semaines au château de Montardy, paroisse de Brassac, chez son ami et fervent disciple, le marquis du Lau d'Allemans (2). Ne faut-il pas s'étonner non plus si le P. Malebranche trouvait particulièrement agréable de confier le soin de sa santé délicate à un confrère en cartésianisme dont la réputation de médecin avait franchi les limites de sa province.

Écoutez donc Victor Cousin, quoiqu'il avoue ne rien savoir de la vie de notre personnage :

..... Il paraît que ces deux accusations [lancées par les Jésuites contre Descartes], l'une théologique, l'autre philosophique, avaient traversé et ému le salon de M^{me} de Sablé, et qu'une personne de cette société avait conféré sur tout cela avec un M. de la Clausure qui nous est entièrement inconnu, et dont, à ce qu'il semble, l'opinion était alors considérable. Ce sont les pensées de ce personnage qui sont ici consignées par extrait ; le jour même de l'entretien est mentionné : c'est le 14 du mois de mars 1673. M. de la Clausure, dans ce peu de pages où encore on ne l'aperçoit qu'à travers la relation d'un tiers d'une orthodoxie sévère et plus ou moins intelligente, nous fait l'effet d'un esprit ferme, mais circonspect, d'un libre cartésien qui ne tremble pas devant les fantômes, qui pense avec indépendance, mais qui sait s'arrêter et douter à propos.....

..... Voilà donc les rapports des deux doctrines de Descartes et de Spinoza découverts ou du moins soupçonnés, en 1673, par un homme du monde, un habitué du salon de M^{me} de Sablé (3).

(1) Paris, 1845 ; in-18, p. 433-438.

(2) *La vie et les écrits du marquis d'Allemans*, par M. Dujarric-Descombes, dans le *Bulletin*, tome XVI, p. 387.

(3) Victor Cousin, *Fragments de philosophie cartésienne*, Paris, 1845 ; in-18, p. 433-438.

Suivent les pensées de M. de la Clausure sur les opinions de Descartes.

Ailleurs, dans sa Vie de *Madame de Sablé* (1), Cousin revient encore sur le même sujet :

..... Le cartésianisme, qui agitant alors tous les esprits à Paris et en province, qu'on attaquait chez les Jésuites, qu'on défendait à Port-Royal et à l'Oratoire, qui pénétrait dans les universités et dans les cloîtres même, que Retz discutait dans sa retraite de Commercy, qui faisait enfin l'objet de tous les entretiens d'un bout de la France à l'autre, depuis les Rochers de M^{me} de Sévigné dans le fond de la Bretagne, jusqu'au château de M^{me} de Grignan, sur les bords de la Durance, le cartésianisme troublait aussi le salon de M^{me} de Sablé. On y prenait parti pour ou contre, et on y lisait des *Pensées sur les opinions de M. Descartes*, résumé d'une conférence qu'un habitué de la société avait eue avec un habile homme, d'un esprit indépendant, M. de la Clausure. M^{me} de Sablé s'occupait trop de sa santé pour ne pas rechercher les médecins célèbres, etc.

On est donc autorisé à croire avec vraisemblance que ce personnage considéré n'était autre que notre médecin d'Aubeterre, Louis Cadiot, sieur de la Closure, qui épousa Marie Faucher, dont il eut au moins un fils et une fille, Marie Cadiot, mariée suivant contrat passé à Aubeterre le 20 juin 1678, avec Etienne de Laage, seigneur de la Blérétie et Ponteyraud, fils de Robert et de Marguerite de la Montagne, demeurant au château de la Blérétie, paroisse de Ponteyraud.

Il portait pour armes : de... au caducée de... accompagné d'une fasces de... (2).

La lettre que nous publions ici, écrite vers la fin de l'année 1687 ou au commencement de 1688, est entièrement consacrée à l'étude de la maladie d'un vieillard, François de Salignac, sacré évêque de Sarlat le 25 mai 1659, mort le 1^{er}

(1) Idem. — *Madame de Sablé*, Paris, Didier, libraire-éditeur, 1859 ; in-8°, p. 107-108.

(2) D'après les cachets de lettres conservés dans les archives particulières du comte de Saint Saud, au château de la Valouze.

mai 1688 à l'âge de 83 ans. Elle fait, comme on le verra, un grand éloge des mérites de l'eau de chaux qui, mélangée au petit lait d'ânesse, devait alors être un nouveau remède pour les hydropisies.

Elle est adressée à l'illustre abbé de Fénélon, le futur archevêque de Cambrai, qui était de retour à Paris, dès les premiers mois de 1687, de sa mission en Saintonge, et habitait rue du Petit-Bourbon, paroisse de Saint-Sulpice, d'où est datée du 14 avril de cette même année une quittance signée de sa main.

Voici le texte de la missive :

C'est tout ce que je puis faire, Monsieur, que de n'estre pas bien aysé de l'indisposition de M^r le comte de Beuron (1), puisqu'elle me procure une de vos lettres et avec cella des assurances tendres de votre très-estimable amitié.

Rien ne m'est si facile que de vous instruire de la manière dont on a fait user de l'eau de chaux à M^r de Sarlat dans sa dernière maladie ; mais je ne scay si on pourra en tirer quelque avantage pour M^r de Beuron, puisque les raisons qu'il a dû craindre l'hydropisie ne m'estant pas connues, je ne dois point sçavoir si l'eau de chaux lui pourra estre de quelque utilité : afin que sur cela on puisse prendre des mesures justes, je crois qu'il est bon que je vous face, en peu de mots, le tableau de l'estat où estoit M^r de Sarlat, lorsque l'on s'est déterminé à le mettre dans l'usage du petit lait d'ânesse avec l'eau de chaux.

M^r de Sarlat, dont vous cognoissé le grand âge et la constitution chaude et sèche, venoit de faire une longue et pénible mission par la saison du monde la plus bruslante, lorsqu'il s'aperçut que son apétit, son sommeil et ses forces alloit chaque jour en se diminuant. L'enfleur des pieds se jounit bientôt à tous ces symptômes, et en peu de temps cette enfleur s'acrut si fort qu'il se trouva enfin avoir les jambes, les cuisses, le ventre et généralement toutes les parties qui sont depuis

(1) Le comte de Beuron ou Beuvron, dont il est ici parlé, est peut-être Charles de Harcourt, chevalier de Malte en 1661, abbé de Coulomb au diocèse de Chartres, puis nommé le comte de Beuvron, mestre de camp du régiment du duc d'Orléans et capitaine de ses gardes, mort le 29 septembre 1688. (Voir le *Dictionnaire de la Noblesse* par La Chenaye des Bois au mot : HARCOURT.)

la ceinture en bas, sans en excepter aucune, considérablement enflées : il avoit par dessus cela beaucoup d'altération, et bien assés de fiebvre. On fut, avec raison, beaucoup alarmé de tout cela, parce qu'on avoit sujet de penser que la fatigue, la chaleur de la saison et son intempérie particulière avoit fait sur son sang, ce que une fiebvre ardente fait quelquefois : c'est-à-dire, l'avoit rosti et détruit par là jusques au levain même de la sanguification : et parce que les hydropisies qui succèdent à ses indispositions sont presque toutes funestes, memes dans les jeunes personnes, on s'atendoit assés que M^r de Sarlat, qui est d'une grande viellesse, en deut périr. Cependant, il s'est heureusement trouvé que le mal n'a pas été si grand que l'on pensoit, et que son enfleure n'estoit causée ni par la destruction totale du sang, ni par la rotissure des viscères, mais uniquement parce que s'estant destruiet beaucoup de sang par la fatigue outrée et par la chaleur excessive de la saison, tout ce débris qui se change aisément en eau, n'avoit pu exhaler par les pores du corps à cause de la sécheresse du cuir, ni se vuider assez abondamment par les couloirs des reins, quoy qu'ils parussent assez ouverts, en sorte que ç'avoit esté comme une nécessité que le surabondant des sérosités qu'on peut regarder comme les vieilles dépouilles du sang refluaissent dans les chairs et dans les vuides du corps ; et ce fut dès lors ma pensée que si son mal ne venoit que de cette cause, entre beaucoup d'autres qui se pouvoit produire, il en guériroit infailliblement. On tanta d'abord divers remèdes tant diurétiques que purgatifs, lesquels tous augmentèrent visiblement le mal au lieu de le diminuer. M^r de St Moresi (1) qui s'y trouva plutôt que moy, s'avisa enfin de lui donner du petit laiet d'ânesse avec de l'eau de chaux : et il est vray qu'il n'en eut pas pris deux coups que l'on s'aperçut que tout se calmoit ; son ventre s'ouvrit largement, ses urines devindrent abondantes et belles, la fiebvre disparut ; son apétit, son someil se reveillèrent, et ce qui releva toutes les espérances, fut que l'enfleure alla toujours aussi en diminuant. J'arivay à Sarlat, je crois, le 3^{me} jour de l'usage de ce remède, et je trouvé que cela alloit si bien que je n'eus autre chose à dire sinon qu'il falloit le continuer en lui faisant prendre de quatre en quatre jours un petit purgatif pour le metre au laiet d'ânesse entier, dès qu'il seroit entièrement désenflé, comme il l'a pris très-longtemps du depuis.

Je n'ay donc, Monsieur, d'autre part à cette cure assés extraordi-

(1) M. de Saint-Morézy était un médecin de Bordeaux.

naire que celle d'avoir approuvé le remède et peut être aussi d'estre, dans ces provinces, l'origine de l'usage intérieur de l'eau de chaux.

Chaque matin on avoit fort près d'une pinte de lait d'ânesse auquel, estant froid, on mesloit un blanc d'œuf bien battu, on le faisoit diligemment bouillir sur un petit fourneau de potager, et lorsqu'il commençoit à monter, on y mesloit environ 31 cristal mineral, et on le laissoit bouillir jusque à ce qu'il parût bien grumelé, et que le lait pouvoit bouillir sans gonfler, alors on le jettoit tout bouillant dans un plat qu'on couvroit d'une assiette creuse, et lorsqu'il n'avoit plus que la chaleur à peu près d'un bouillon, on le couloit à travers un linge dans son écuelle où l'on avoit mis environ 5 onces d'eau de chaux et une bonne cuillerée de sucre de Madère, et Mr de Sarlat le prenoit dès le matin trois heures avant son bouillon. Il en prenoit autant toutes les après-dinée, trois petites heures avant le souper. Son écuelle, comme vous sçavés, Monsieur, est très grande, et il la prenoit comble sans que son estomach en parut trop embarrassé. Cette manière de préparer le petit lait est sans doute la meilleure, car il est, comme cela, clair comme eau de roche, et conserve son goust naturel sucré, car son sel est naturellement doux. Mais il faut observer ceste proportion qu'une demi-dragme de crème de tartre suffit pour clarifier une chopine de lait d'ânesse, mesure de Paris, et quand il y a plus de lait, il faut aussi plus de tartre à proportion.

A l'égard de l'eau de chaux, la plus récente et la plus forte est toujours la meilleure, car il est certain qu'elle n'est brulante que dans l'imagination de ceus qui ne la connoissent pas. Elle consomme d'une manière insensible toutes les humeurs superflues du corps sans donner aucune atteinte aux parties vives. Elle a surtout une propriété merveilleuse pour tuer les ferments étrangers et particulièrement les acres et les corrosifs, car c'est par cela précisément qu'elle est si bonne pour les ulcères et pour les vieilles playes, et chacun sçait qu'encores elle soit apliquée sur les chairs vives et découvertes, elle fait son effet sans y causer aucune douleur. Mais ce qui surprendra sans doute ceus qui ne jugent des choses que sur de faux préjugés, c'est qu'elle ôste manifestement toute altération quand on en a, et qu'elle n'en donne jamais aucune quand on n'en a point. Pour en faire une petite épreuve par vous même, vous n'avez, Monsieur, qu'à metre une demi-cuillerée de cette eau dans la bouche et l'y tenir quelque temps, vous y trouverez d'abord quelque goust egre et austere, mais qui peu de temps après que vous l'aurez craché, se changera en dous à peu près comme si vous aviez pris du cachou. Les 1^{res} expériences que j'en ay fait ont esté sur les disenteries dans

lesquelles elle fait des choses surprenantes si on continue à s'en servir. Je l'ay trouvée bonne aux coliques, aux vomissemens opiniâtres et mêmes au colera-morbus, admirable pour les personnes maléficiées, *etiam si malignitatem venenam habeant, ad fluores albos mulierum, tam a causa communi quam virulentâ*, et miraculeuse pour les pissemens de sang. Et j'ai sur cela des expériences surprenantes et rares. Mais, Monsieur, il ne s'agit pas de faire un traité complet de l'eau de chaux, il vous suffira sans doute de sçavoir qu'à l'égard de M^r de Sarlat on la mesla avec le petit lait, en vue d'empescher que l'abondance du petit lait qui paroissoit lui être nécessaire pour éteindre l'incendie des entrailles et pour bien ouvrir la voye des sels et des urines, ne relaschât pas trop les fibres de l'estomach dont il est toujours bon de conserver le ressort et afin aussi d'éteindre un certain levain d'effusion qui domine toujours dans les bouffisseures et dans les dispositions hydropiques : et cela se trouve justement.

Je donne quelquefois l'eau de chaux, seulement deux et trois fois par jour, suivant le besoin plus ou moins pressant, je la mesle plus souvent à l'eau d'orge, au bouillon et au lait de vache, et il n'est pas vrai, comme l'écrivit saucement Maiou, médecin anglois, que l'eau de chaux grumèle le lait, car tout au rebours, il l'empesche de se grumeler.

J'en ay fait souvent user un mois de suite, le matin et le soir, et quelquefois jusques à deux mois, trois, quatre et jusques à cinq onces chaque matin.

Au dos est la mention suivante :

Copie d'une lettre escrete par M. de la Closure, touchant la maladie de Monsieur l'evesque de Sarlat, escrete à M^r l'abbé de Fénélon, à Paris.

FERD. VILLEPELET.

V A R I A

DÉMOLITION DES CHATEAUX DU RIBÉRACOIS EN 1793 (*Suite*).

Château de NARBONNE (commune de St-Just). Et advenant led. jour 21 nivose, nous commissaires susd. et soussignés... nous sommes transporté aud. lieu du chataux de Narbonne, ayant comme sus

est dit appartenu aud. Bertin, emigré, ou etant avons parcouru tous les batiments tant dans l'interieur questerieur. En consequence navons remarqué aucun objets de forteresse, ni qu'a nommé la feodalité, qu'un gros haut pavillon, entouré de crenaux et canonières, lequel de conseil avec lesd. municipaux en execution de l'art. 4^e de larretté susdatté, nous avons ordonné le démolissement jusque et comme passe lesd. crenaux et le nivellement d'iceluy a la maison, qui est attenante; au surplus nous avons remarqué audessus du portail de l'entrée qui donne sur la grande cour quelques créniaux, de memes que quelques autres qui sont autour d'un ancien batiment desquels nous ordonnons aussi le démolissement. Le démolissement du tout sera commencé le sept pluviose, jour connu sous le nom de dimanche, en presence de la municipalité, conformément a l'art. 12^e dud. arreté, pour l'execution diceluy il sera par nous incessamment renvoyé a lad^e administration copie du present proces-verbal, pour par eux etre statué ce qu'il appartiendra, suivant le même arreté; dont et du tout nous en avons fait et dressé led. verbal aud. lieu de Narbonne led. jour que dessus et ont lesdits municipaux signé avec nous,

RIGAUDIE *maire*, JEAN JUST *off. m.*, B. LACOUR,
DELAITRE, LABONNE.

Château de CHADEUIL. Et advenant led. jour vingt-un dud. mois nivose, nous commissaires susd. et soussignés.... sommes partis dud. lieu de Narbonne, c^o de St-Just... lesquels (officiers municipaux) nous ont dit qu'il nexiste dans lad. commune (de Chapdeuil) qu'une maison en forme de chataux, situé dans le présent bourg, appartenante a la citoyenne Cristine Fayolle, cidevant apellé le chataux de Chadeuil, voulant proceder avec operation, nous avons été accompagné desd. municipaux dans la susd. maison, laquelle nous avons parcouru tant en dedans que dehors, ainsi que les avenues d'icelle; ce faisant nous avons remarqué a coté du corps de logi un gros et haut pavillon bordé de crenaux et cannonnières; lequel pavillon, en execution de l'article quatre de larretté dud. jour 27^e frimaire dernier, nous avons de conseil avec lesd. municipaux ordonné la demolition jusque au niveau dud. corps de logi, plus avons remarqué l'entrée de lad. maison construite en forme de gueritte dans les murs de laquelle sont trois cannonnières, ce qui fait que nous en avons aussi ordonné la démolition, comme aussi avons trouvé que lad. maison, jardin et bassecour, sont entourés d'un fossé de dix a douze pieds de profondeur sur vingt cinq a trente pieds de largeur, garni d'eau et traversé d'un pont en pierre faisant l'entrée dud. chataux, qui par sa construction imposante doit etre comblé depuis la

porte gauche de l'entrée du susd. pont jusque à la partie droite ou leau prend son entrée, exceptant expressement la partie nécessaire au moulin dépendant de la même maison, dont et du tout nous en avons fait et dressé proces verbal pour valoir conformément aud. arreté, lequel sera notifié a lad. Cristine avec injonction de comencer lad. demolition et nivellement de la partie dont sagit dud. fossé, le trente du courant, jour connu sous le nom de dimanche, et de faire continuer sans desemparer jusque a sa perfection et ce en presence de la municipalité, faute de quoy il y sera pourvu. Fait aud. lieu du Chadenuil led. jour que dessus.

DELAITRE, CRUVEILLER *off. m.*, B. LACOUR, LABONNE.

Maison de TENTEILLAC (Bourg des-Maisons). Du 22 nivose 2^e année de la républ.... nous commissaires susd.... lesd. conseillers municipaux nous ont fait reponse qu'il nexiste dans la presente commune que la maison ou chataux appelé à Tenteillac appartenant aux heritiers de Claude-Marie-François, cella fait, nous avons party de lad. chambre commune et nous sommes conduits accompagnés desd. municipaux aud. lieu de Tenteillac, ou etant et nous occupans a nos operation nous avons parcouru interieurement et exterieurement la susd. maison, ce faisant avons remarqué un pavillon a lextremité dicelle du côté du nord bordé de crenaux, plus un petit cu de lampe attenant a lad. maison du côté de loccident aussi entouré de crenaux, et enfin le dessus du portail et porte de l'entrée de la cour bordé egalleman de crenaux et canonniers; lesquels crenaux et canonniers, en conformité de l'art. 4^e dud. areté du representant du peuple Roux Fazillac, nous avons ordonné le démolissement de conseil avec lesd. municipaux. En consequence avons enjoin la citoyenne Marie Françoise, mère desd. héritiers, et habitant lad. maison, de faire proceder au demolissement ordonné, et faire comencer cette operation le septième pluviose prochain, jour connu sous le nom de dimanche, en présence de la municipalité, et le continuer jusque a sa perfection, dont et du tout nous en avons fait et dressé le present proces verbal pour valoir aux fins du susd. arreté, lequel verbal sera notifié a lad. Marie Françoise, pour qu'elle ne l'ignore, faute de ce il y sera pourvu. Fait aud. lieu de Tenteillac led. jour que dessus.

DELAITRE, Jean FAUREL, LABONNE, B. LACOUR, GABRIEL.

Château (LATOURBLANCHE, Thibeau-Labrousse.)

Et advenant led. jour 22 nivose... nous commissaires susd... nous sommes transportés dans la ville et c^{as} de Latourblanche... les-

quels officiers municipaux nous ont dit qu'il existe dans la presente commune : 1° une vieille majure de chataux representant des vestiges de pavillons, pont, tours et crénaux, entouré de vieux et large fossé traversé par un pont, appelé le châtaux, ayant appartenu à Thibeau Labrousse, émigré; 2° une maison ayant appartenu au même émigré, a laquelle sont jointes deux petites tours et pavillons annonçant la feodalité, tout placé dans la presente ville; 3° une maison ayant appartenu a Alexis Jouvelle, émigré, aussi située dans la presente ville a laquelle sont aussi joints deux petis pavillons et tourelles annonçant de même la feodalité, de laquelle chambre commune nous somme conduit accompagné desd. municipaux dans les chataux et maison dont est cydessus fait mention, et apres avoir examiné le tout, lavons trouvé tels et de même que lesd. municipaux nous l'ont cydessus expliqué. A ces fins et en execution de l'art. 4 de l'arreté de Roux Fazillac, representant du peuple, nous de conseil avec ses derniers trouvé a propos d'ordonner 1° la parfaite demolition des anciens vestige dud. chataux avec le nivellement desd. fossés; 2° la demolition desdites deux tours et pavillons de la premiere maison jusque et au niveau d'icelle, le tout ayant appartenu aud. Tibaud, émigré; 3° la demolition des tourelles et pavillons de lad. dernière maison jusque et au niveau dicelle, laquelle ayant comme sus est dit appartenu aud. Alexis Jouvelle, émigré; lesquelles demolitions seront commencés le sept pluviose prochain, jour connu sous le nom de dimanche, en presence de la municipalité et continué jusqu'a leur perfection, le tout en conformité de l'art. 12 dud. arreté pour l'exécution duquel il sera par nous incessamment renvoyé a lad^e administration l'extrait du proces verbal pour etre statué ce qu'il appartiendra.

Place de l'autel de la patrie de Latourblanche, chef lieu de canton. — Au surplus et conformement a l'art. 10 du meme arreté avons accompagné desd. municipaux parcouru la place publique de lad. presente ville, de meme que la maison qui est attenante du côté du levant a lad. plasse ayant appartenu au nommé Nanchat, émigré, et apres l'avoir eue examinée dans toutes ses parties, avons de conseil trouvé a propos que partie d'icelle seroit un propre emplacement pour construction de l'autel de la patrie ordonné par le susd. art. 10^e; laquelle partie de maison sera prise de la meme largeur de lad. plasse publique, qui est de soixante-douze pieds de longueur, sur quarante-deux pieds au moins de largeur; en consequence il sera aussi incessamment renvoyé a lad. administration copie de la presente indication relativement a la construction dud. autel. Dont et du tout nous en avons fait et dressé le present proces verbal pour servir aux fins du susd. arreté, dans la ville de

Latourblanche led. jour que dessus, et ont lesd. municipaux signé avec nous.

GALAND, FRASCARD ? *off. m.*, LABONNE, DELAIRE,
TRUJASSOU, *off. m.*, B. LACOUR.

Château de FONGARENON (commune de Cereles, Jean de Jauvelle), du 23^e nivôse, 2^e année... nous sommes transporté au bourg de Cereles... lesquels officiers municipaux nous ont dit qu'il n'existe aucun châteaux dans la commune annonçant la force et la puissance particulière, et qui donne le signe de féodalité que le châteaux appelé de Fongarenon ayant appartenu à Jean de Jauvelle aîné, émigré, ce qui fait que de la présente chambre nous y sommes transporté accompagné desd. municipaux ou étant avons parcouru led. châteaux dans toutes ses parties, et après une exacte perquisition, avons remarqué au dessus du portail de l'entrée de la basse-cour qui entouré de créneaux (*sic*) un pavillon accoté sur le même alignement ; plus un autre grand pavillon attenant à lad. maison aussi entouré de créneaux ; à ces fins et de conseil avec lesd. municipaux nous avons, en exécution de l'arrêt de Roux Fazillac, représentant du peuple, du 27 frimaire art. 4, ordonné la démolition desd. deux pavillons jusque et au même niveau de la maison, ainsi que la destruction des créneaux qui sont au dessus dud. portail, laquelle démolition sera commencée le treize du courant, jour connu sous le nom de dimanche, en présence de la municipalité et continuer jusque à sa perfection, et pour l'exécution de l'article 12 dud. arrêté, il sera par nous incessamment renvoyé à lad. administration l'extrait du présent verbal pour être statué ce qu'il appartiendra, dont et du tout nous l'avons fait et dressé pour servir aux fins dud. arrêté aud. lieu de Fongrenaud led. jour que dessus et ont lesd. municipaux signés.

DURAND *maire*, H. DUCHER *off.*, DELAIRE, LABONNE.

Château de JOUVILLE (Léguillac de Cereles).

dud. jour 23 nivôse nous commissaires... lesd. officiers municipaux nous ont déclaré qu'il existe en outre dans la présente commune un châteaux appelé de Jouvillat, ayant appartenu aud. Jean Jouvillat, émigré, annonçant des forces et des signes de féodalité ; à ces fins et pour nous en convaincre nous sommes conduit accompagnés desd. municipaux aud. lieu de Jouvillat, ou étant avons fait une exacte perquisition dud. châteaux et édifice et dépendans ; en conséquence avons remarqué audessus du portail de l'entrée de la cour et du côté du levant plusieurs créneaux. Au surplus avons remarqué, du côté du

couchant, une tour bordée de tous les côtés aussi de crénaux du même côté du couchant et audessus du mur ou sont placée les écuries autres édifice une aréngée de crénaux ; du côté du midy y avons remarqué une grosse, forte et haute chapelle, ayant par dessous plusieurs souterrains, a côté de laquelle est un donjon ongereté, bordé aussi par des crénaux, et enfin du côté du levant j'avons remarqués certains crénaux ensache dans le mur, suportant une petite gueritte, avec des canonnieres, et après avoir eu pris connoissance de tous les objets sus designés, de conseil avec lesd. municipaux, en exécution de lart. 4 de laretté de Roux Fazillac, nous avons ordonné 1° la demolition et strations de tous les crénaux, pavillons, donjons, tours et guerites, jusque au niveau des batiments y atendants. 2° Enfin l'entier demolissement de lad. chapelle et nivellement desd. souterrains. Laquelle demolition sera commencée le sept pluviose prochain, jour connu sous le nom de dimanche, en presence de la municipalité et continué jusqu'à sa parfaite fin. En conséquence et pour l'exécution de lart. 12 dud. aretté, il sera par nous incessamment renvoyé à lad. administration l'extrait du present proces verbal pour par eux être statué ce qu'il appartiendra, etc. TRUJASSOU *off. m.*, B. LACOUR, LABOUR, DELAITRE.

Château de la FEUILLADE (commune de Cherval. Tibaud Labrousse), et advenant le 24 nivose... nous commissaires... lesquels officiers municipaux nous ont repondu qu'il existe dans la presente commune les chataux et maison suivantes qui en partie représentent des forts et qui ont des signes de féodalité. 1° le chataux appelé de Lafeuillade ayant appartenu à Tibeau Labrousse, émigré, auquel chataux nous nous somme transporté accompagné desd. notables ou étant y avons fait une exacte perquisition ; ce faisant y avons remarqué deux tours ou pavillions aux deux extrémités du corps de logi bordée de crénaux, ainsi que le murs qui est entre deux forment un rempart ; avons aussi aperçu audessus du portail de l'entrée de la cour dud. chataux, une autre forme de rempart, et accoté dud. corps de logi et dans lad. cour une tour forte et extremement haute, et après avoir eul prit une connoissance exacte de toutes ses fortifications, de conseil avec lesd. notable nous avons ordonné 1° la demolition entierre desd. deux pavillons premiers désigné ; 2° l'extraction seulement de tous autres crénaux et remparts qui sont pardessus les murailles et portail dont est cy dessus fait mention ; 3° enfin le demolissement de la susd. tour qui est du côté de la basse cour et au niveau dud. corps de logi. Laquelle demolition sera commencée le (7) sept pluviose, jour connu sous le nom de dimanche, en présence de la municipalité.

Maison à Beauvais Delage, émigré (Cherval).

plus toujours accompagné desd. notables, dud. lieu de Lafeuillade nous nous sommes conduit au bourg dud. Chalval, et audevant de la maison ayant appartenu à Beauvais Delage, émigré, ou étant avons parcouru lad. maison et avenue dicelle, avons remarqué au dessus du portail de l'entrée de la basse-cour plusieurs chapiteaux en forme de courtine, représentant un rempart, comme aussi nous sommes aperçu d'une très belle haute tour, et une petite tourelle y attenante, le tout contigu à lad. maison, laquelle tour en partie abordée de crénaux et en différent endroit percée par des trous de canonnières; enfin représentant une force supérieure. Pourquoi de conseil avec lesd. notables, conformément à l'art. 4^e de l'arrêté de Roux Fazillac nous avons ordonné l'extraction de tous les objets qui sont au dessus dud. portail, et la parfaite démolition des susd. tour, tourelles, crénaux et canonnières, de font en comble. Laquelle démolition sera commencée ledit jour sept pluviose, au même jour connu sous le nom de dimanche, également en présence de la municipalité.

Maison (au TRANCHAL c^{te} de Cherval, Auby Jaurias), de laquelle susd. maison ayant appartenu aud. Beauvais Delage, émigré... nous nous sommes conduit... au lieu du Tranchal, maison ayant appartenu à Auby Jaurias, émigré... avons remarqué une petite tourelle en forme de donjon, assortie de canonnières dans l'encoignure de lad. maison, la démolition de laquelle en vertu dud. art. 4 et de conseil avec lesd. municipaux nous avons ordonné; laquelle démolition sera commencée led. jour sept pluviose, le même jour connu sous le nom de dimanche, et continué jusqu'à la perfection. etc.

Maison à Grand de Belussière (Cherval),

duquel lieu du Tranchal accompagné desd. municipaux... nous nous sommes conduit au lieu du Breuil de Gregelou dans la présente c^{te} de Chalval appartenant au citoyen Grand de Belussière... avons remarqué du côté du nord une vieille et haute tour sans couverture bordée de crénaux et plusieurs canonnières; plus dans l'encoignure de lad. maison et du côté du levant, y avons remarqué une petite guérite assortie de plusieurs canonnières; et enfin et du côté du couchant est une tour ajassente à lad. maison autour de laquelle sont aussi différentes canonnières. En conséquence et en exécution dud. art. 4 du même arrêté, avons de conseil avec lesd. municipaux ordonné l'entière démolition des susd. objets attendu leur force et opposition. Laquelle démolition sera par led. citoyen Bellussière commencée led. jour sept pluviose et continué jusqu'à la fin en présence de lad. municipalité, etc.

Château appelé de CHALVAL.

duquel lieu du Breuil... nous sommes transporté au lieu du Bourbé autrement au chataux de Chalval presente commune appartenant au citoyen Pierre Lajard Chalval... nous avons remarqué 1° deux tourelles entourées de canonnieres, 2° un grand et vaste fossé faisant le tour de partie dud. chataux, traversé à l'entrée de la bassecour par un pont en bois tenant place d'un pont levy, 3° à l'extrémité du corps de logi et du cotté du nord, un gros et fort pavillon, dans les murs duquel sont différentes canonnieres, entre lequel ce ci devant corps de logi sont deux tourelles assorties de plusieurs canonnieres; 4° enfin et dans le mur qui forme le portail de lad. entrée, vis-à-vis led. pont, des anciens vestiges dud. pont levy, comme aussi et pardessus led. corps de logi, a cotté de la cave, une prison fort obscure et malsaine. En conséquence de conseil avec lesd. municipaux, attendu la force imposante que nous ont présenté tous ses ediffices, pourquoy et en exécution dud. art. 4 que nous avons aud. citoyen Chalval ordonné 1° la demolition desd. deux tourelles jusque et au niveau des baptemens auxquels elles sont ajassentes; 2° le nivellement entier dud. fossé; 3° l'extraction des vestiges dud. pont levy; 4° la totale demolition dud. gros pavillon et lesd. deux petites tourelles qui sont attenantes a iceluy; 5° le nivellement et abolition de la susd. prison; 6° enfin la demolition des murailles du jardin jusque et comme passe les canonnieres qui sont construites dans icelles; laquelle demolition et nivellement sera commencée le trente du courant, jour connu sous le nom de dimanche et continué sans desemparée jusque a sa parfaite perfection, en presence de la municipalité...

VILLATTE off., BEAUVOIR notable, B. LACOUR, DELAITRE, LABONNE.

Maison ou chateau de la VACHARDIE. (Vachal c^{ne} de Godt) Et advenant le vingt-cinq nivose nous commissaires... nous sommes conduit au lieu et chataux appelé Lavachardie appartenant au citoyen Vachal ou étant avons parcouru tous les appartemens sans y avoir rien remarqué sujet au demolissement, qu'une demy lune construite en cartellages au milieu du corps de logi, parle haut retrassant lemplasement des armoiries et donnant des signes de féodalité; lequel objet en conformité de l'art. 4 de l'arreté dud. représentant, et de conseil avec lesd. municipaux nous avons designé au demolissement jusque et au niveau des balcons aussi en pierre, qui sont au haut et devant dud. corps de logy, lequel demolissement sera commencé le sept pluviose prochain, jour connu sous le nom de dimanche, et continué

sans désespérer jusque à sa parfaite perfection en présence de la municipalité...

ROUGIER *off. m.* B. LACOUR, LABONNE, DELAITRE.

Pour extrait :

(*A suivre*).

H. B.

NÉCROLOGIE

M. GEORGES PASSEMARD.

A la liste déjà longue des membres défunts de la Société historique et archéologique du Périgord nous avons la douleur de venir ajouter le nom de notre confrère M. Jacques-Antoine-Marie-Georges Passemard, avocat, décédé au château du Jarry, commune de St-Rabier, canton de Terrasson, le 15 août 1900.

M. Georges Passemard était né au Jarry le 22 novembre 1854, du mariage de M. Jacques-Antoine-Charles Passemard et de dame Françoise-Caroline Dénoix.

Son père, décédé depuis quelques années, avait occupé pendant longtemps et avec autorité les fonctions de juge de paix à Terrasson.

M. Georges Passemard avait fait de brillantes études au collège Saint-Joseph de Sarlat. Par son mariage avec M^{lle} Geneviève Lapeyre de Lapagégie, il se trouvait allié à une des plus grandes familles de la contrée.

Son entier dévouement envers tous ceux qui avaient recours à lui, son empressement à mettre à leur service ses connaissances juridiques et ses hautes relations, ajoutez à cela une bonté et une générosité sans borne, lui valurent bien vite les suffrages de ses concitoyens.

C'est ainsi que nous l'avons connu président de la Société de secours mutuels de Labachellerie, président de l'*Harmonie Saint-Louis*, de Terrasson, maire de Saint-Rabier, conseiller d'arrondissement du canton de Terrasson.

Si, comme bien d'autres, il se fut rallié aux idées nouvelles, tout laisse supposer qu'il eût occupé les fonctions électives les plus élevées.

Malheureusement la politique, par son pouvoir absorbant, par ses fallacieux mirages, réserve à ses plus fervents adeptes des déceptions

d'autant plus amères qu'elle les a longtemps traités en enfants gâtés.

Que n'a-t-il partagé, à cet égard, le scepticisme d'Emile Augier, un des rares Français qui n'aimait pas la politique, comme il disait lui-même, et qui rangeait cette science au premier rang des sciences inexactes entre l'alchimie et l'astrologie judiciaire.

Lorsque jeune encore et en pleine vigueur la maladie vint le surprendre, il eut certainement cette vision des temps nuageux dont parle le poète latin et qui font la solitude autour de celui qui comptait de nombreux amis. Sa fin en fut d'autant plus attristée et nos regrets s'en sont accrus, car nous étions de ceux qui appréciaient son affabilité et le charme de son commerce.

Nous avons donné dans le *Journal de la Dordogne*, numéro du 22 août 1900, le compte rendu des belles obsèques qui lui furent faites. Nous ne reviendrons pas ici sur ce sujet, mais nous relaterons cependant le discours prononcé sur sa tombe par M. Marc Froidefond, de Saint-Rabier, un des amis du défunt, discours qui nous paraît contenir le complément nécessaire à ces notes biographiques :

« Au nom du conseil municipal, au nom de la commune de Saint-Rabier, je viens donner une dernière marque de reconnaissance, adresser un suprême hommage au président de ce Conseil, au Maire qui se donnait à tous et qui était, particulièrement pour les petits et les déshérités, une seconde Providence.

« Doué des meilleures qualités de l'intelligence et du cœur, Georges Passemard sut vite et toujours gagner les sympathies de ses administrés. Esprit vif, délicat, insinuant sans qu'il en coûtât rien à la franchise, ni à la fermeté, il montra de la justesse et de l'étendue dans la conception de l'ordre et de l'activité dans l'exécution de ses projets.

« Sous son administration, de nombreux travaux sont exécutés.

« L'église surtout attire son attention. Il la bâtit en un temps où sa commune est ruinée, il bâtit sans emprunt et sans impôt. Économe des deniers publics, il a recours seulement aux dons, à la souscription. Largement il donne son offrande, puis il va lui-même frapper à toutes les portes. Il quête au salon, il quête à la chaumière ; ici, c'est l'homme du monde avec ses séductions ; là, c'est l'ami des humbles avec le mot de condescendance qu'il a pour tous.

« Vous le voyez administrateur ; considérez-le plus intime. Si parfois sa volonté s'est montrée rebelle à la raison et aux inspirations de la foi, il eut cependant cette foi étroitement unie à la charité du chrétien.

» Sa bonté est proverbiale, sa science juridique est au service de ses adversaires comme de ses amis. A l'indigent il donne le pain, le vêtement, et son cœur sait trouver le pauvre honteux.

» Voyages, démarches, sollicitations, rien ne le rebute quand il s'agit de se rendre utile. Pour Georges Passemard donner et se donner étaient seulement, je l'affirme, un plaisir, un besoin, en même temps qu'un devoir.

» Aussi, lorsqu'une terrible maladie eut déjà terrassé sa robuste constitution, son indomptable énergie, lorsque sa figure si fièrement noble sembla porter le deuil de sa jeunesse, la commune, sans distinction de parti, accorda encore ses suffrages à cette ombre, touchant témoignage de reconnaissance et rare exemple de fidélité au malheur !

» Mon intention n'est pas de montrer ici l'homme politique ni de rappeler le temps où les paroles se croisaient comme des épées. Je veux dire seulement qu'il fut fidèle à sa foi politique, qu'il repoussa les avances faites par un parti qui lui promettait le succès inflexible d'une époque où beaucoup de gens s'orientent avec l'intérêt pour boussole.

» Fidèle à ses convictions politiques, il le fut à ses croyances religieuses.

» Même, aux heures les plus tourmentées de sa vie, son intelligence restait inébranlable dans ses principes puisés au sein de la famille, affermis par une éducation chrétienne.

» Pour lui, la religion n'était pas une vieille chanson avec laquelle nos mères avaient bercé notre enfance, c'était la suprême et dernière consolation, l'éternelle possession du bonheur.

» C'est sur son lit de mort, soutenu par une mère admirable et ce prêtre ami de toutes les heures, que, dans le silence des passions, sa foi va surtout s'affirmer. La foi lui donne alors la résignation dans la souffrance. Il sent qu'il touche au terme, il entrevoit une vie meilleure.

» A cet homme charitable, à cet homme de foi, la religion commande aussi et plus que jamais l'espérance, cette espérance, cher ami, nous la partageons avec vous. Nous en avons la ferme confiance, Dieu qui récompense le verre d'eau donné en son nom, se souviendra à son tribunal de l'ami des pauvres et reconnaîtra celui qui ne rougissait pas de lui devant les hommes.

» Je veux que sur votre tombe la dernière parole soit cette parole de consolation chrétienne,

» Adieu ! »

Gabriel LAFON.

M. FARGEOT.

Le 25 août 1900, la Société archéologique du Périgord a perdu encore un de ses membres les plus anciens, l'un des adhérents de la première heure, M. Camille Fargeot, avocat à Ribérac.

Doué d'éminentes qualités, notre regretté confrère paraissait ne vouloir en laisser voir qu'une, son excessive modestie. Bien que vivant dans un siècle où tout le monde s'évertue à paraître et à mettre en relief ses moindres avantages, il ne songeait qu'à s'effacer et laissait aux autres les prétentions ambitieuses et l'ostentation, content de bien faire sans le laisser voir.

Aussi passa-t-il souvent inaperçu, tant il est vrai que les hommes ne s'intéressent guère qu'à ce qui est fait d'éclat, d'agitation et de bruit. Les mugissements de la tempête et la fulgurance des éclairs nous impressionnent davantage que les molles caresses de la brise et la douce lumière d'un beau jour.

Notre confrère se plaisait à rayonner dans l'ombre.

Causeur aimable, élégant et correct dans son langage, jurisconsulte éclairé, littérateur érudit, il aurait pu se faire une situation brillante à la barre. Avocat, il ne plaida jamais.

Les luttes et les succès de la parole ne le tentant pas, il pouvait encore, à la faveur de ses relations personnelles et de puissantes influences, briguer dans la magistrature un poste élevé auquel la sûreté de son jugement et ses connaissances juridiques lui eussent donné droit. Nommé juge suppléant au tribunal de Ribérac le 4 août 1871, il ne chercha jamais à monter plus haut, et se contenta d'occuper ces modestes fonctions jusqu'au 23 février 1884, époque à laquelle il donna sa démission, c'est-à-dire pendant près de treize ans.

Riche, indépendant, bien apparenté, très honorablement connu, mêlé à toutes les œuvres charitables, M. Fargeot était naturellement désigné aux suffrages de ses concitoyens pour occuper les plus hautes fonctions électives. Qui le croirait ? On eut peine à le décider à être candidat au conseil municipal, et, bien que la faveur populaire, toujours si volage, lui fût presque constamment fidèle, il hésitait, au moment des élections, à courir les chances d'un scrutin nouveau, tant il lui répugnait d'occuper le public de sa personne.

Et cependant, notre confrère était loin d'être l'homme indifférent que laissent froid les appels du devoir. On trouvait au contraire en lui le *Justum et tenacem propositi virum* chanté par Horace. Il ne transigeait jamais avec ses croyances. Chrétien convaincu, il agissait en chrétien.

Sa bienfaisance aussi était inépuisable, et dans les actes si discrets de son ardente charité, on ne sait ce que l'on doit admirer le plus de sa générosité ou de sa foi.

Quoique l'éloignement ne lui permit pas d'assister aux réunions de notre Société, il s'intéressait de loin à ses travaux, et le *Bulletin* n'avait pas de lecteur plus assidu. C'était le lien sympathique entre ses collègues et lui.

Ils sont certainement de cœur avec moi dans l'expression de ce suprême et imparfait hommage rendu à la mémoire d'un confrère.

A. MÈGE-LAVIGNOTTE.

Deux planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente une Brigue romane ornée, trouvée à St-Michel de Montaigne ; — et la 2^e la Tour de Chavagnac.

Le Gérant responsable J. BOUNET



TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XXVII (1900)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE :

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séance mensuelle : du 7 décembre 1899.....	31
— du 4 janvier 1900.....	40
— du 1 ^{er} février.....	73
— du 1 ^{er} mars.....	84
— du 5 avril.....	165
— du 3 mai.....	174
Assemblée générale du 27 mai.....	249
Séance mensuelle : du 5 juillet.....	259
— du 2 août.....	333
— du 6 septembre.....	343
— du 4 octobre.....	421
— du 8 novembre.....	428
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1899) (M. DE SAINT-PIERRE).....	49
Siorac de Ribérac (M. A. DE ROUMEJOUX).....	51
Hommages au vicomte de Turenne (1463-1599) (M. Louis CARVÈS).....	53
Création d'un chapitre séculier à Issigeac (M. Elie DE BIRAN).....	57
Le premier <i>Ex-libris</i> périgourdin (1529) (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	59

Le château de la Martinie (M. le marquis DE FAYOLLE)....	62
Bouley. Un sanctuaire dans les bois, en Sarladais. (M. J. MANDIN).....	92
Notes historiques sur la commune de Trélissac (M. Edouard DECOUX-LAGOUTTE), ...	94, 207, 294 et 383
Rimes de Pierre de Laval. Discours sur lemeurtre de l'évêque Fournier. Stance en patois (M. G. HERMANN).....	143
Un capitaine périgourdin. Le capitaine Sireuil (MM. G. CHARRIER et A. JOUANEL).....	183
Foires et marchés de Savignac-les-Eglises (M. Ferd. VILLEPELET).....	232
La construction du dernier pylône de l'église dite latine de Saint-Front de Périgueux (M. J. MANDIN)	268
Les deux expéditions de Simon de Montfort en Sarladais (M. R. DE BOYSSON).....	270 et 357
La peste à Sarlat (1629-1634) (M. le vicomte G. DE GÉRARD).....	281 et 368
La misère en Sarladais (1634) (M. D.-D.).....	380
Une brique romane ornée (M. Alcide DUVERNEUIL).....	438
Note rectificative sur les seigneurs de Chavagnac en Sarladais (M. Philippe DE BOSREDON).....	439
Privilèges concernant les maîtres de forges (M. le comte DE SAINT SAUD).....	450
Les Croquants à Bergerac en 1637. — Violation des sépultures de l'église Saint-Jacques (M. DU RIEU DE MAYNADIÉ).....	453
Lettre attribuée à M. de la Closure, médecin d'Aubeterre, sur la maladie de M. l'évêque de Sarlat, François de Salignac (M. Ferd. VILLEPELET).....	457

VARIA

Lettre de M. Latour au vicomte de Beduer sur la Fronde à Thiviers.....	70
Projet de réparation à l'église de St-Martin-des-Combes (1694) (M. DE RICARD).....	71
Lettre de Jacques-Louis d'Aydie, comte de Ribérac (M. X. DE MONTEIL)	158

Trousseau d'une pensionnaire de l'abbaye Port-Royal à la fin du XVIII ^e siècle (M. le marquis DE LA GARDE SAINT-ANGEL).....	160
Lettre d'Auguste Dupont à M. Morteyrol-Soulelie.....	163
Lettre du comte de Taillefer à M. Morteyrol-Soulelie.....	239
Extrait des <i>Olim</i> : Incendie du Moustier d'Augignac ; démêlés entre Geoffroy de Pons et l'évêque de Périgueux (Traduction par M. A. DE ROUMEJOUX).....	242
Histoire et légende : Fastes épiscopaux du diocèse de Périgueux ; extraits d'un livre récent de M. l'abbé Duchesne (M. R. V.).....	322
Anciens documents donnés en 1899 par M. Dujarric-Descombes aux Archives de la Dordogne.....	327
Lettre inédite de Pierre Lafon de la Comédie-Française (M. Elie DE BIRAN).....	329
L'ouvrage récent du P. Denifle et Conférence sur Arnaud de Cervole, par M. Coville, de l'Université de Lyon (M. Joseph DURIEUX).....	413
Démolition des châteaux du Ribéraçais en 1793 (M. H. B.).....	416 et 463

BIBLIOGRAPHIE

<i>Généalogie de la maison de La Faye en Périgord</i> , par P. Huet et A. de Saint Saud, du Conseil héraldique de France et de la Société historique et archéologique du Périgord (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	245
--	-----

NÉCROLOGIE

M. Georges Passemard (M. Gabriel LAFON).....	471
M. Camille Fargeot (M. MÈGE-LAVIGNOTTE).....	474

DESSINS

<i>Ex-libris</i> de Jean Bertaud, 1529	59
Château de la Martinie.....	62
Chapelle de Bouley. Plan de la chapelle. — Coupes sud, est et ouest.....	92-93
Carte de l'ancienne paroisse de Trélissac, d'après Debel-	

leyme, 1801	94
/ Carte de la commune actuelle de Trélissac, par M. Stipal, agent voyer.....	100
/ Eglise actuelle de Trélissac.....	210
/ Une ancienne statue de saint Côme.....	224
/ Porte dans le pignon d'entrée de l'église dite latine.....	270
/ Château de Lauterie.....	317
/ Château actuel de Trélissac.....	386
/ Château de Caussade.....	398
/ Brique romane trouvée à Saint-Michel de Montaigne.....	438
/ Tour de Chavagnac.....	448



A

Abbayes, couvents. — A. Septfonds, 312 ; — religieuses de Notre-Dame, 368 ; — Vauclaire, 425.

Abzac (Famille d'). — *Ex-libris*, 176.

Achard (Abbé). — Liste de documents archéol. et fotogr. sur le Périgord, 432.

Albigeois, 274 et suiv., 357 et suiv.

Algays (Martin d') 277, 278.

Allemands, cant. de Ribérac. — Siège, 79 ; — justice, 172, 243.

Alles ou Halles (Famille des), 327, 328.

Allmer (Mr.). — Décès, 31.

Amiens. — Siège, 188.

Angoisse, cant. de Lanouaille. — Poires célèbres, 425-8.

Anthropologie. — Vase antique, 43 ; — *Les stations .. de la Vézère*, 178 ; — grotte de Campniac, 354 ; — enfants-monstres, 436.

Antiquités. — Dieu tricéphale, 33 ; — bronze antique, 78 ; — statuette d'Apollon, 171 ; — fouilles à Chamiers, 264 ; — voir *Objets divers*.

Architecture. — Questions diverses, 38, 39 ; — voir *la Martinie, Bouley, Saint-Front*.

Argy (Philippe d'), 57.

Armoiries. — Ecusson sur un chauffe-mains, 46 ; — *id.* à la Mar-

tinie, 66 ; — a. de la famille Bertaud, 62 ; — litres dans l'église d'Issac, 338 ; — famille Cadiot, 159.

Arnaud (Famille), 100, 108, 118, 387.

Arsault, quartier de Périgueux, 389.

Asside (Jean d'). — Etude sur cet évêque, 265.

Aublant (Charles). — Note sur la messagerie à Périgueux, 39 ; — poteries anciennes, 43, 182 ; — découvertes à Chamiers, 76 ; — officier d'A. 87 ; — grotte de Campniac, 354.

Audrix, cant. de St-Cyprien, 58.

Augnac, cant. de Nontron — Sac de l'église, 172, 212.

Autographes divers, 34, 42, 75, 169, 252, 263, 345, 423, 431.

Aydie (Famille d'). — Lettre et documents, 80, 158 ; — lettres royaux, 327.

B

Badefols-d'Ans, cant. d'Haute-fort. — Monographie, 78.

Baffet (Famille), 394-5.

Bardon (Famille). — Voir *Segonzac*.

Barnabé (Famille et tlef), com. de Trélissac, 386 et suiv.

Baynac (Boynac), cant. de Sarlat, 365.

Beaumesnil. — Voyages en Périgord, 261.

Beauregard. — Jésuite et chanoine, 91.

Béler (Albérie de). — *Ex-libris*, 175 ; — hagiographie, 266 ; — chansons populaires de Jeanne d'Arc en Périgord, 335 ; — hérauts d'armes en Périgord, 341.

Bélet (Famille de), 147.

Bérail (Famille de). — Lettres d'Henri IV à Charles de B., sgr de Bajouran, 33.

Bergerac. — Foires, 233-4 ; — notes diverses, 256 ; — pièce le concernant, 423 ; — troubles en 1576-7, 435 ; — les Croquants à B., 453.

Bertaud (Famille), 59, 169.

Bertin (Famille). — Hommage, 42.

Bibliographie. — Œuvres de Jean Bertaud, 60 ; — plaquette rare, 252.

Biran (Elie de). — Le chapitre d'Issigeac, 57 ; — lettre de P. Lafon, 257, 329 ; — troubles de Bergerac, 435.

Biron, château, 278 à 281.

Boissière (La). — Camp près de Périgueux, 256.

Bonneau (Famille de), 102, 396.

Bordeaux (Assalide de). — Son testament, 167.

Bordes (Famille de), 383.

Borie-Porte, com. de Trélissac, 411.

Bosredon (Philippe de). — *Histoire de la maison de Madaillan*, 254 ; — seigneurs de Chavagnac, 439.

Boucher de La Tour (Famille de). — Inventaire d'une dame, 49.

Bouley, sanctuaire, 92.

Bourbet (Le), com. de Cherval, 470.

Bourdeille (Famille de). — Troussseau d'A. F. de B. 83, 160 ; — sac d'Augignac, 172 ; — 327.

Bourg-des-Maisons, cant. de Verteillac, 465.

Boutin, jésuite, 137.

Boysson (Général Bernard de). — Décès, 429.

Boysson (Richard de). — Simon de Montfort en Sarladais, 47, 270, 357 ; — *Un curé de Goutz envoyé à Lourdes*, 167.

Brugière (Chanoine). — Note sur l'inscription d'une cloche, 46.

Bugeaud (Maréchal). — Lettre inédite, 170.

C

Cadiot (Famille), 457.

Campagne (Maurice). — *Histoire de la Maison de Madaillan*, 254.

Campniac, com. de Coulounieix — Poterie ancienne, 43 ; — grotte sépulcrale, 354.

Canole (Pierre de), Elu en Périg., 167.

Carvès (Louis). — Hommages, 55.

Castelnaud, cant. de Domme, pris aux Albigeois, 361.

Caumont (Famille de). — Lettre du maréchal de La Force, 42 ; — lettre de Thémînes, 431 ; — terrier pour le comte de Lauzun, 436.

Caussade, com. de Trélissac, 108 et suiv., 398.

Cazenac (Bernard de), 361-5.

Céramique. — Poteries anciennes, 43, 182, 438.

Cercles cant. de Verteillac, 467.

Cervole (Arnaud de). — Était clerc, 166 ; — conférence sur lui, 413-5.

Chadeuil, cant. de Montagnier. — Démolition du château, 464.

Chalup (Famille de), 396.

Chamiers, près de Périgueux. — Découvertes archéol., 76 ; — fouilles, 181.

Chaminade (Abbé). — Messe inédite de saint Front, 253.

Chaminade (Père), 425.

Champagne (J.). — Fouilles à Raymondin, 264.

Champs (Famille des), 327.

Chancel (Famille de). — Auto-graphes, 336.

Chapelles et Chapellenies. — Chapelle Sainte-Marie-Madeleine, 58 ; — fondation 89 ; — à Trélissac, 223 et suiv.

Charrier (Gustave). — Titres de Vivans, 90.

Chassain (Famille de), 370.

Chasteigner (Comte A. de). — Décès, 73.

Chaudruc (Famille), 121, 384.

Chavagnac, cant. de Terrasson. — Notice sur ses seigneurs, 439.

Chazeron (Famille de), 445-7.

Cherval, cant. de Verteillac, 468-70.

Clarens (Jean de), 106.

Clergé. — Refus de prier pour Philippe-le-Bel, 48 ; — chapitre à Issigeac, 57 ; — fondation de chapellenie, 89 ; — démêlés du c. avec l'évêque, 177 ; — à Trélissac, 210 et suiv.

Cloches. — Inscription sur une c., 46 ; — c. à Trélissac, 211-4 ; — à la Villedieu, 261.

Clottes, com. de Nojals, 382.

Cluseaux. — A Planèze et à la Faye d'Auriac, 424.

Comte (Abbé). — Mémoire sur Badefol, 78.

Condat-sur-Trincou, cant. de Champagnac. — Dieu tricéphale, 33 ; — tombes, 434.

Congrès divers. — La Sorbonne, 43 ; — c. d'histoire comparée, 86 ; — c. de bibliothécaires, 254 ; — c. de la Soc. franç. d'archéologie, 255 ; — c. des Soc. savantes, 346.

Cousages. — Deux seigneuries en Bas-Limousin, 440.

Croisades. — Indulgences, 46 ;
— Simon de Montfort en Sarladais, 47 ; — voir *Albigeois*.

Croquants (Les) à Bergerac, 453.

Cugnac (Famille de), 109 et suiv., 297 et suiv., 400 et suiv.

Cyrano de Bergerac, 48.

D

Dauriac (Ludovic). — Décès, 84.

Decoux-Lagoutte (Edouard). — Monographie de Trélissac, 94, 207, 294, 383.

Denifle (Père). — Œuvres, 166, 339, 413.

Domme. — Prise par Simon de Montfort, 360.

Dorsène (M.) — Don de photographies, 169.

Dujarric-Descombes (Albert). — Montaigne, 35 ; — l'*Ex-libris* de J. Bertaud, 59, 169 ; — siège de Montagnier et d'Allemands, 79 ; — articles divers, 168 ; — *Généalogie de La Faye*, 245 ; — lettre de Prunis, 176 ; — étude sur Jean d'Asside, 265 ; — famille de Chancel, 337 ; — note sur Sauveboeuf, 340 ; — note sur les poires d'Angoisse, 425-8.

Dupont (Auguste). — Lettre, 163.

Dupuy (Père). — Mort de l'évêque Fournier, 143 et suiv.

Durand (Charles). — Poteries, 182.

Durieux (Joseph). — Ouvrage du P. Denifle, 339, 413 ; — note sur le jésuite Boutin, 437.

Duvernois (Alcide). — Envoi de photographies, 338 ; — une brique ornée, 438.

E

Eglises. — Voir *Saint-Front*, *Saint-Martin*.

Epidémies. — Ep. diverses à Trélissac, 117 ; — voir *Peste*.

Espérandieu (Capitaine). — Echange avec la *Revue épigraphique*, 43.

Etymologies. — Pey-Taut, 241.

Evêques, évêchés, 88, 243, 322 ; — voir *Asside*, *Clergé*, *Fournier*, *Scorailles*.

Ex-libris, 59, 169, 176.

Exposition universelle. — 36, 76, 432.

F

Fages (Bouzon de). — Notice sur ce chevalier, 172.

Fargeot (Camille). — Décès, 344, 474.

Faure (Famille), 145, 318, 321.

Faye (La) d'Auriac. — Cluseau, 424.

Fayolle (Famille de), 173.

Fayolle (Marquis de). — Inscription à Périgueux, 32 ; — le château de la Martinie, 62 ; — objets divers, 171 ; — décou-

verte archéol., 177; — commun. diverses, 354.

Féaux (Maurice). — *Le Porc-Epic quaternaire*, 34, 36-8; — appréciation de *Les Stations de l'âge du renne*, 178; — officier de l'I. P., 259; — nouv. grotte à Raymonden, 262; — cluseau à Planèze, 424; — *Le Préhistorique*, par Mortillet, 424.

Fénélon. — Voir *Salignac*.

Feuillade (La), com. de Cherval, 468.

Foires et marchés. — A Salignac-les-Eglises, 232.

Fongrenon, com. de Cercles. — Démolition, 467.

Forges. — Privilèges des maîtres de f., 450.

Fournier (Mgr Pierre). — Son meurtre, 116, 143.

Fronde (Epoque de la), 70.

Front (Saint). — Messe et office, 253, 266; — sa légende, 323.

G

Galard (Famille de), 328.

Galaup (Famille de), 170.

Gaulois. — Appréciés par Taillef, 240.

Gautier, famille de peintres, 436; — autre famille, 449.

Généalogies. — Famille de La Faye, 42, 245; — *id.* de Madailan, 254; — filiation des Roffi-

gnac, sgrs de Chavagnac, 440 et suiv.

Gérard (Vicomte de). — La Peste à Sarlat, 79, 281, 368.

Girard (Famille), 312, 316.

Goudin (Famille de), 285, 288.

Goumondie (Famille), 328.

Goustat (Abbé). — Monsieur Hivert, 168.

Grenier (Amédée). — Documents sur le Périgord, 424.

Grézel (Famille de), 286, 376.

Grottes. — Gouffre près de Terrasson, 38; — voir *Campniac*, *Lavilledieu*, *Liviers*, *Raymonden*.

Guerres anglaises. — Sièges de Montagrier et d'Allemands, 79.

H

Hagiographie. — Messes inédites des saints Front et Amand, 253; — offices des saints Front et Silain, 266.

Halles (Famille des). — Voir *Alles*.

Hautefort, 333-4.

Héliès (Maison noble des), com. de Bourdeilles, 62.

Henri IV. — Lettres à C. de Bajouran de Bérail, 33.

Hermann (Gustave). — *Rimes* de P. de Laval, 39, 143, 176; — don d'une plaquette rare, 252.

Hivert (Abbé). — Notice biogr. 168.

Hospices. — Hôpital à l'Ar-sault, 389.

Huet (Paul). — *Généalogie de La Faye*, 42, 245.

I

Impôts. — A Trélissac, 299.

Inscriptions. — Sur une clo-che, 46 ; — à la Martinie, 66.

Instruction publique. — A Trélissac, 303.

Issac, cant. de Mussidan. — Peintures dans l'église, 338.

Issigeac. — Son chapitre, 57.

J

Jarthe (La), com. de Trélis-sac, 395.

Jauvelle, com. de Léguilhac. — Démolition, 467.

Jehan (Famille de), 412, 466-8.

Jouanel (André). — Biogra-phie du capitaine Sirouil, 90, 183.

Juge (Famille de), 449.

Justice. — A Trélissac, 294.

L

Labarde, com. de Cressac. — Démolition 418.

Laborie (Famille de), 89.

Labouquerie, cant. de Beau-mont, 383.

Labrousse (Famille), 91.

La Brousse (Pascal de). — Curé de Sarlat, 374.

La Cassagne (Famille de), 58.

La Chassagne (Mondisson), 110.

La Closure. — Voir *Cadiot*.

La Faye (Famille de). — *Gé-néalogie de la maison de L. F.*, 42, 245 ; — le chât. de la Marti-nie, 64.

Lafon (Gabriel). — G. Passe-mard, 470.

Lafon (Pierre). — Lettre iné-dite, 257, 329.

La Garde (Famille de), 160.

La Garde (Marquis de). — Trousseau d'A. F. de Bour-deille, 83, 160.

La Marthonye (Famille de), 405.

Landry (Famille de), 211, 226, 317.

Laroche (Léo). — Décès, 165.

La Rochefoucauld (Famille de). — Sgrie de Chavagnac, 447-9.

Lartet (Louis). — Décès, 31.

Latour (N...), de Thiviers. — Lettre au Vte de Beduer, 70.

Lauterie, com. de Trélissac, 317.

Laval (Pierre de). — Poésies, 39, 143.

La Verrie (Famille de), 183.

La Villedieu, cant. de Terras-son. — Cloche, 261.

Lespinas (Edmond). — Note sur des monnaies, 44.

Limousin. — Annuaire de 1900, 175.

Lioncel (Famille de), 327.

Liviers, commune de Jumilhac. — Souterrain-refuge, 261.

Lolme, cant. de Montpazier, 381.

Loyseau (Jacques), 256.

M

Madaillan. — Généalogie de cette maison, 254.

Magne (Famille). — Voir *Trélissac*, et p. 386.

Malebranche, 458.

Mandin (Jules). — Frises de la Renaissance, 39 ; — égl. Saint-Jean à Périgueux, 87 ; — égl. de Bouley, 92 ; — les fouilles de Chamiers, 181 ; — porte à Saint-Front, 265, 268, 338.

Manichéens, 273.

Marchadier (Mr). — Fouilles de Chamiers et de Raymonden, 264.

Margat (Georges). — Photog. du tombeau de Jean d'Asside, 266.

Marmier (Général). — Nomination et gouverneur de Bizerte, 36.

Martinie (La), com. de Segonzac. — Château, 62.

Maroite, com. de Brassac. — Démolition du château, 418.

Marsac, cant. de Périgueux, 341.

Massault, com. de Ste Nathalène, 54, 57.

Maynadié (Vicomte de). — Notes sur Bergerac, 256, 453.

Mazarinades. — *La Juliade*, don de M. de Bosredon, 34.

Médecins. — A Sarlat, 369 ; — voir *Cadiot*.

Mège-Lavignotte (A.)—Camille Fargeot, 474.

Merle (Famille de), 62.

Merveilles (Famille), 319.

Monain (Hélie), 106.

Monestier, cant. de Sigoulès. — Terrier, 436.

Monferrand, cant. de Beaumont, 381.

Montagrier. — Siège, 79.

Montaigne. — Etude posthume de Guizot, 35.

Montardy, com. de Brassac. — Démolition du château, 417.

Monteil (Xavier de). — Lettre du Comte de Ribérac, 80, 158.

Montfort, com. de Vitrac. — Pris par Simon de Montfort, 361-3.

Montfort (Simon de). — Expéditions en Sarladais, 47, 270, 357.

Montpon, 329.

Monzie (Famille), 53, 291, 379.

Morilloux, com. de Trélissac, 312, 316.

Morras (Famille), 328.

Mosnier (Guillaume), 410.

Mothe (La), com. de Trélissac, 393.

Moulins. — A Trélissac, 99 et suiv. ; — voir *Barnabé*.

Mourcin (Famille), 319.

Musset (Georges). — Lieux du Périgord indiqués dans le Cartulaire de St-Jean d'Angély, 434.

N

Narbonne, com. de Chadeuil. — Démolition, 463.

Noblesse. — Hommages divers (1), 53 ; — troubles causés par des gentilshommes, 81 ; — hommages de merles blancs, 257 ; — héralds d'armes en Périgord, 341 ; — seigneurs de Chavagnac, 439.

Numismatique. — Pièces trouvées à St-Etienne des Landes, 44.

O

Objets divers. — Vases anciens, 43 ; — fers à hosties, 45, 171 ; — *Ex-libris* de J. Bertaud, 59 ; — chauffe-mains, 46, 78, 171, 421 ; — bronze antique, 78, 171 ; — plaques de cheminées, 338 ; — brique ornée, 438.

(1) Je n'ai pas porté à la table les villages qu'ils concernent ne les ayant pas trouvés dans de Gourgues.

P

Paléontologie. — Note sur les pores-épics et lemning quaternaires, 37 ; — fouilles à Raymond, 264.

Paluel, cant. de Sarlat. — Hommage, 53.

Parlement de Bordeaux. — Enquête sur des troubles, 81-3.

Passemard (Georges). — Décès, 343, 471.

Peintres. — A Périgueux, au xviii^e siècle, 436.

Pèlerinages. — Terre-Sainte, 266.

Périgord. — Le diocèse refuse de prier pour Philippe-le-Bel, 48 ; — *Coutumier périgourdin* projeté, 355.

Périgord (Comtes de). — Démêlés avec Périgueux, 105, 295 et suiv. ; — pèlerinage d'Hélie I^{er} en Terre-Sainte, 265.

Périgueux. — Frises Renaissance, 39 ; — la messagerie, 40 ; — ég. St-Jean, 87 ; — donation par le chapitre, 83 ; — banlieue de P., 101 et suiv. ; — découv. archéol., 177 ; — voir *Trélissac*.

Périgueux (Famille de), 106.

Peste à Sarlat, 79, 231, 368.

Peyronny (Raoul de). — Tombe à Ribagnac, 265 ; — objets divers à *id.*, 346.

Philippe (François), 115.

Philippe-le-Bel. — Refus de prier pour lui, 48.

Photographies. — Saint Front en 1870, 38; — frises Renaissance, 39; — égl. de St-Amand-de-Coly, 169, 432.

Pimbès (Landes). — Abbaye, 337.

Planèze, com. de Neuviç. — Cluseau, 424.

Poésies. — *Rimes* de P. de Laval, 39.

Polignac (Famille de). — Sgrie de Chavagnac, 446.

Pons (Famille de), 172, 243.

Prisonniers. — Fondations en leur faveur, 89.

Protestantisme. — Lettre du maréchal de La Force en 1620, 42.

Prunis (Abbé). — Lettre inédite, 176.

Puy (Famille du), 396.

Puybertrand (Famille de), 328, 412.

Puygauthier (Docteur). — Officier d'A., 87.

R

Rampieux, cant. de Beaumont, 382.

Raymond (Famille de), 327, 328.

Raymonden. — Nouvelle grotte, 262, 264.

Razac, cant. de Sigoulès. — Terrier, 436.

Régiments. — Etat du r. de St-Aulaire, 337.

Révolution (Epoque de la). — A Trélissac, 120-132, 209; — le clergé et l'évêque, 177; — démolition de châteaux, 416, 463.

Ribagnac, cant. d'Issigeac. — Tombelle, 265.

Ribéracois. — Liste de châteaux à démolir en 1793, 417, 463.

Ricard (Raoul de). — Eglise Saint-Martin des Combes, 71.

Roffignac (Famille de). — Bertrand de R., év. de Sarlat, 57; — seigneurs de Chavagnac, 439 et suiv.

Roumejoux (A. de). — Statuettes antiques, 32, 171; — égl. de Siorac, 51; — pièces tirées des *Olim*, 171, 242; — fouilles à Condat, 433.

Rudel (Famille), 277.

S

Saint-Astier. (Famille de), 235.

Saint-Avit-Rivière, cant. de Montpazier, 381.

Saint-Christophe, cant. de ?, 58.

Sainte-Croix, canton de Beaumont, 382.

Saint-Etienne-des-Landes, cant. de Villefranche-du-Pér. — Trouaille de monnaies, 44.

Saint-Front. — Question de la construction, 38, 41; — donation à la ville, 88; — ancienne porte et construction du dernier pylône, 265, 268, 338.

Saint-Jean-de-Côle, cant. de Thiviers. — Sigebert, prieur inconnu, 331.

Saint-Just, cant. de Montagrier. — Vente de la paroisse, 327 ; — terres, 328 ; — pauvres, 329 ; — démolit. du château, 420 ; — id. de celui de Narbonne, 463.

Sainte-Marie-Madeleine. — Chapelle indéterminée, 58.

Saint - Martin - des - Combes, cant. de Villamblard. — Réparations à l'église, 71.

Saint-Pierre (F. de) — Gestion de la Société, 43, 49.

Saint-Romain, cant. de Montpazier, 381.

Saint-Sand (comte de). — *Généalogie de La Faye*, 42, 245 ; — inventaire d'une dame, 49 ; — troubles à Sarlat et près de Périgueux, 81 ; — documents concernant la Guyenne, 167 ; — famille de Galaup, 170 ; — Bouzon de Fages, 172 ; — peintures dans l'église d'Issac, 338 ; — situation de Septfonds, 432 ; — peintres à Périgueux, 436 ; — privilèges des maîtres de forges, 450.

Salignac (Famille de), 35 ; — *Ex-voto* de la mère de Fénelon, 261 ; — Bertrand de S., 368 ; — François de S., év. de Sarlat, 459.

Sanzillon (Famille de), 62.

Sarladais et Sarlat. — La peste en 1629, 79, 281, 368 ; — troubles, 81 ; — croisade de Simon

de Montfort, 359 ; — la misère en 1634, 380.

Saussignac, cant. de Sigoulès. — Terrier, 435.

Sauvebœuf, com. d'Aubas. — Rasement du château, 340. .

Savignac-les-Églises. — Foires, 232.

Scoraille (Raoul de). — Pèlerinage de cet évêque, 266.

Scudryé ou Scudier (Famille), 413.

Sculptures. — A Chamiers, 76 ; — statue de saint Côme, 224.

Segonzac, cant. de Montagrier, 68.

Senectère (Famille de), 442 et suiv.

Septfonds (Abbaye), 312, 432 ; — château, 318.

Sépultures. — Tombelle près de Ribagnac, 265 ; — tombes à Condat-sur-Trincou, 434.

Siorac-de-Ribérac. — Eglise, 51.

Sireuil (Le capitaine), 90, 183.

Sireuil (Famille et château), 184 et suiv.

Société hist. et arch. du Périgord. — Exercice de 1898, 43, 49 ; — médaille d'argent à l'Exposition universelle, 432.

Sociétés savantes. — Soc. archéol. de Tarn-et-Garonne en visite à Périgueux, 356.

Souc (Famille), 388.

Soulas (Adalbert du). -- Cyra-

no, 48; — excursion à Cadouin, 494.

Stations préhistoriques. — Campniac, 43, 354; — vallée de la Vézère, 178; — Raymonden, 262.

T

Taillefer (comte de). — Lettre inédite, 239.

Tenteillac, com. de Bourg-des-Maisons. — Démolition, 465.

Terrasson. — Grotte ou gouffre, 38.

Teyssiére (Edouard de). — Cheval. de la Légion d'H., 337.

Thiviers. — La Fronde, 70.

Tizon (Famille), 333.

Tour-Blanche (La), cant. de Verteillac. — Démolition du château, 465.

Tranchal, com. de Cherval, 469.

Trélissac, cant. de Périgueux. — Monographie, 94, 207, 294, 383.

Turenne (Vicomtes de), 53.

Tustal (Famille), 53, 54.

V

Vassaldie (La), com. de Gout, 470.

Vauclaire, abbaye, 425.

Verneilh (Baron de). — Buste, 174, 257.

Veyrel (Famille de), 117, 119, 214, 226, 396.

Vigié (J.-Albert). — Coutumes du Périgord, 355.

Vigier (Famille de). — Hommages, 53; — Segonzac, 68, 201; — sgrs de Caussade, 398 et suiv.

Villepelet (Ferdinand). — Refus de prières pour Philippe-le-Bel, 47; — fondations pour les prisonniers, 89; — épisode de mœurs périgourdines, 173; — foires de Savignac, 232; — pèlerinages en Terre-Sainte, 266; — curieuses notes dans des reg. paroissiaux, 341; — enfants-monstres, 436; — lettre du médecin La Closure, 457.

Villepelet (Robert). — Premiers évêques de Périgueux, 88, 322.

Vivans (Famille de). — Titres importants, 90; — notes, 183-4, 335.

Voies et moyens de communication. — La messagerie à Périgueux, 40; — à Trélissac, 306.



BOUND

SEP 22 1948

UNIV. OF MICH.
LIBRARY

